Jurid
Studeee. II
Varia 2
3610
E 1 AE



2

TRACTATEN

EN

TRACTAATSBEPALINGEN

DE SCHELDE BETREFFENDE

SINDS 1648

's-GRAVENHAGE
GEBRS. J. & H. VAN LANGENHUYSEN
1919

5437/60

UNIV.
LEIDEN
BIBL.

1 Vredesverdrag van Münster van 30 Januari 1648 [1]).

Art. XIV. Les rivières de l'Escau, comme aussi les Canaux de Zas, Zwijn, et autres bouches de Mer y aboutissants seront tenues closes du côté desdits Seigneurs Etats.

Art. XV. Les Navires et denrées entrants et sortants des Havres de Flandres respectivement seront et demeureront chargés par ledit Seigneur Roi de toutes telles Impositions et autres charges, qui sont levées sur les denrées allants et venants au long de l'Escau, et autres Canaux mentionnés en l'article precedent; et sera convenu ci-apres entre les parties respectivement de la taxe de la susdite charge égale.

---

[1]) Recueil van de Tractaaten etc. Ie Deel, No. 15.

2 Verdrag van Fontainebleau van 8 November 1785 [1]).

Art. VII. Leurs Hautes Puissances reconnoissent le plein Droit de Souveraineté absolue et indépendante de S. M. Imp. sur toute la partie de l'Escaut depuis Anvers jusqu'au bout du Pays de Saftingen, conformément à la Ligne jaune S. T. laquelle retombe en T. sur la Limite du Brabant, suivant que l'indique la carte signée par les Ambassadeurs respectifs. Les Etats-Généraux renoncent en conséquence à la perception et levée d'aucun Péage et Impôt dans cette partie de l'Escaut, à quelque titre et sous quelle forme que cela puisse être; de même à y gêner en aucune manière la Navigation et le commerce des Sujets de S. M. Impériale. Le reste du Fleuve, depuis la Ligne démarquée jusqu'à la Mer, dont la Souveraineté continuera d'appartenir aux Etats-Généraux, sera tenu clos de leur côté, ainsi que les Canaux du Sas, du Swin et autres Bouches de Mer y aboutissans, conformément au Traité de Munster.

Art. VIII. Leurs Hautes Puissances évacueront et démoliront les Forts de Kruisschans et de Frédéric-Henri, et en céderont les Terreins à S. M. Impériale.

Art. IX. Leurs Hautes Puissances voulant donner à S. M. l'Empereur une nouvelle preuve de leur désir de rétablir la plus parfaite intelligence entre les deux Etats, consentent à faire évacuer et à remettre à la disposition de S. M. Imp. les forts de Lillo et de Liefkenshoek avec leurs Fortifications, dans l'état où ils se trouvent; les Etats-Généraux se reservant d'en retirer l'Artillerie et les Munitions de toute espèce.

Art. X. L'exécution des deux Articles ci-dessus aura lieu six semaines après l'échange des Ratifications.

---

[1]) De Martens, Recueil, Dl. 2, No. 134.

2a Vredesverdrag van Den Haag van 16 Mei 1795 [1]).

Art. XI. La République Française restitue pareillement, et dès à présent, à la République des Provinces-Unies, tout le territoire, pays et villes faisant partie, ou dépendant des Provinces-Unies, sauf les réserves et exceptions portées dans les articles suivans.

Art. XII. Sont réservés par la République Française, comme une juste indemnité des villes et pays conquis restitués par l'article précédent:

1. La Flandre hollandaise, y compris tout le territoire qui est sur la rive gauche du Hondt.
2. Mastricht, Venloo et leurs dépendances ainsi que les autres enclaves et possessions des Provinces-Unies, situées au sud de Venloo, de l'un et de l'autre côté de la Meuse.

Art. XIII. Il y aura dans la place et le port de Flessingue garnison française exclusivement, soit en paix soit en guerre, jusqu'à ce qu'il en soit stipulé autrement entre les deux nations.

Art. XIV. Le port de Flessingue sera commun aux deux nations en toute franchise; son usage sera soumis à un réglement convenu entre les deux parties contractantes, lequel sera attaché, comme supplément, au présent traité.

Art. XVIII. La navigation du Rhin, de la Meuse, de l'Escaut, du Hondt, et de toutes leurs branches jusqu'à la mer, sera libre aux deux nations française et batave; les vaisseaux français et des Provinces-Unies y seront indistinctement reçus et aux mêmes conditions.

---

[1]) De Martens, Recueil, Dl. 6, No. 68.

3 Verdrag van Parijs van 30 Mei 1814 [1]).

Art. V. La navigation sur le Rhin, du point où il devient navigable jusqu'à la mer et réciproquement, sera libre, de telle sorte qu'elle ne puisse être interdite à personne, et l'on s'occupera au futur congrès des principes d'après lesquels on pourra régler les droits à lever par les états riverains, de la manière la plus égale et la plus favorable au commerce de toutes les nations.

Il sera examiné et décidé de même dans le futur congrès, de quelle manière, pour faciliter les communications entre les peuples et les rendre toujours moins étrangers les uns aux autres, la disposition ci-dessus pourra être également étendue à tous les autres fleuves qui dans leur cours navigable, séparent ou traversent différens états.

Art. XV (*slot*): Dorénavant le port d'Anvers sera uniquement un port de commerce.

Art. III *van het geheime gedeelte van het tractaat:* La liberté de navigation sur l'Escaut sera établie sur le même principe qui a réglé la navigation du Rhin dans l'article 5 du présent traité.

---

[1]) De Martens, Recueil, Dl. VI, No. 1.

4 Eindacte van Weenen van 9 Juni 1815 [1]).

Art. CVIII. Les Puissances, dont les états sont séparés ou traversés par une même rivière navigable, s'engagent à régler d'un commun accord tout ce qui a rapport à la navigation de cette rivière. Elles nommeront à cet effet des Commissaires qui se réuniront au plus tard six mois après la fin du Congrès, et qui prendront pour bases de leurs travaux les principes établis dans les articles suivans. Navigation des rivières traversant differens états.

Art. CIX. La navigation dans tout le cours des rivières indiquées dans l'article précédent, du point où chacune d'elles devient navigable jusqu'à son embouchure, sera entièrement libre, et ne pourra, sous le rapport du commerce, être interdite à personne, bien entendu, que l'on se conformera aux réglemens relatifs à la police de cette navigation, lesquels seront conçus d'une manière uniforme pour tous, et aussi favorables que possible au commerce de toutes les nations. Liberté de la navigation.

Art. CX. Le système qui sera établi, tant pour la perception des droits que pour le maintien de la police, sera, autant que faire se pourra, le même pour tout le cours de la rivière, et s'étendra aussi, à moins que des circonstances particulières ne s'y opposent, sur ceux de ses embranchemens et confluens qui dans leur cours navigable séparent ou traversent différens états. Uniformité de système pour la perception des droits.

Art. CXI. Les droits sur la navigation seront fixés d'une manière uniforme, invariable, et assez indépendante de la qualité différente des marchandises pour ne pas rendre nécessaire un examen détaillé de la cargaison autrement que pour cause de fraude et de contravention. La quotité de ces Rédaction du tarif.

---

[1]) De Martens, Recueil, Dl. VI, No. 41.

droits, qui en aucun cas ne pourront excéder ceux existans actuellement, sera déterminée d'après les circonstances locales, qui ne permettent guère d'établir une règle générale à cet égard. On partira néanmoins, en dressant le tarief, du point de vue d'encourager le commerce, en facilitant la navigation, et l'octroi établi sur le Rhin pourra servir d'une norme approximative.

Le tarif une fois réglé, il ne pourra plus être augmenté que par un arrangement commun des états riverains, ni la navigation grévée d'autres droits quelconques, outre ceux fixés dans le réglement.

Bureau de perception.

Art. CXII. Les bureaux de perception, dont on réduira autant que possible le nombre, seron fixés par le réglement, et il ne pourra s'y faire ensuite aucun changement que d'un commun accord, à moins qu'un des états riverains ne voulut diminuer le nombre de ceux qui lui appartiennent exclusivement.

Chemins de halage.

Art. CXIII. Chaque état riverain se chargera de l'entretien des chemins de halage qui passent par son territoire, et des travaux nécessaires pour la même étendue dans le lit de la rivière, pour ne faire éprouver aucun obstacle à la navigation.

Le réglement futur fixera la manière dont les états riverains devront concourir à ces derniers travaux, dans le cas où les deux rives appartiennent à dissérens Gouvernemens.

Droits d'étape et de relâche.

Art. CXIV. On n'établira nulle part des droits d'étape, d'échelle ou de relâche forcée. Quant à ceux qui existent déja, ils ne seront conservés qu'en tant que les états riverains, sans avoir égard à l'intérêt local de l'endroit ou du Pays où ils sont établis, les trouveraient nécessaires ou utiles à la navigation et au commerce en général.

Douanes.

Art. CXV. Les douanes des états riverains n'auront rien de commun avec les droits de navigation. On empêchera par des dispositions réglémentaires, que l'exercice des fonctions des douaniers ne mette pas d'entraves à la navigation, mais on surveillera par une police exacte sur la rive, toute tentative des habitans de faire la contrebande à l'aide des bateliers.

Réglement commun à rédiger.

Art. CXVI. Tout ce qui est indiqué dans les articles précédens, sera déterminé par un réglement commun, qui renfermera également tout ce qui aurait besoin d'être fixé ultérieurement. Le réglement une fois arrêté, ne pourra être

changé que du consentement de tous les états riverains, et ils auront soin de pourvoir à son exécution d'une manière convenable et adaptée aux circonstances et aux localités.

Confirmat. desreglem. particul. sur la navigation du Rhin, du Neckar, du Mein, de la Mos., de la Meuse et de l'Escaut

Art. CXVII. Les réglements particuliers relatifs à la navigation du Rhin, du Neckar, du Mein, de la Moselle, de la Meuse, et de l'Escaut, tels qu'ils se trouvent joints au présent acte, auront la même force et valeur que s'ils y avaient été textuellement insérés.

Réglemens pour la libre navigation des rivières [1]).

I. Articles concernant la navigation des rivières qui dans leur cours navigable séparent ou traversent différens états.

Réglemens futurs.

Art. I. Les Puissances dont les états sont séparés ou traversés par une même rivière navigable, s'engagent à régler d'un commun accord tout ce qui a rapport à sa navigation. Elles nommeront à cet effet des Commissaires qui se réuniront au plus tard six mois après la fin du Congrès, et qui prendront pour bases de leurs travaux les principes suivans:

Navigation libre.

Art. II. La navigation dans tout le cours des rivières indiquées dans l'article précédent, du point où chacune d'elles devient navigable jusqu'à son embouchure, sera entièrement libre, et ne pourra, sous le rapport du commerce, être interdite à personne, en se conformant toutefois aux règlemens qui seront arrêtés pour sa police d'une manière uniforme pour tous, et aussi favorable que possible au commerce de toutes les nations.

Droits et police.

Art. III. Le système qui sera établi, tant pour la perception des droits que pour le maintien de la police, sera, autant que faire se pourra, le même pour tout le cours de la rivière, et s'étendra aussi, à moins que des circonstances particulières ne s'y opposent, sur ceux de ses embranchemens et confluens qui dans leur cours navigable séparent ou traversent différens états.

---

[1]) Annexe XVI à l'Acte du Congrès de Vienne.

Tarif

Art. IV. Les droits sur la navigation seront fixés d'une manière uniforme, invariable, et assez indépendante de la qualité différente des marchandises, pour ne pas rendre nécessaire un examen détaillé de la cargaison autrement que pour cause de fraude et de contravention. La quotité de ces droits, qui en ancun cas ne pourront excéder ceux existans actuellement, sera déterminée d'après les circonstances locales qui ne permettent guères d'établir une règle générale à cet égard. On partira néanmoins, en dressant le tarif, du point de vue d'encourager le commerce en facilitant la navigation, et l'octroi établi sur le Rhin pourra servir d'une norme approximative.

Le tarif une fois réglé, il ne pourra plus être augmenté que par un arrangement commun des états riverains, ni la navigation grévée d'autres droits quelconques, outre ceux fixés dans le règlement.

Bureaux de perception.

Art. V. Les bureaux de perception, dont on réduira autant que possible le nombre, seront fixés par le règlement, et il ne pourra s'y faire ensuite aucun changement que d'un commun accord, à moins qu'un des états riverains ne voulût diminuer le nombre de ceux qui lui appartiennent exclusivement.

Entretien des chemins et travaux.

Art. VI. Chaque état riverain se chargera de l'entretien des chemins de halage qui passent par son territoire, et des travaux nécessaires pour la même étendue dans le lit de la rivière, pour ne faire éprouver aucun obstacle à la navigation.

Le règlement futur fixera la manière dont les états riverains devront concourir à ces derniers travaux, dans le cas où les deux rives appartiennent à différens Gouvernemens.

Droit d'étape.

Art. VII. On n'établira nulle part des droits d'étape, d'échelle, ou de relâche forcée. Quant à ceux qni existent déjà, ils ne seront conservés qu'en tant que les états riverains, sans avoir égard à l'intérêt local de l'endroit ou du pays où ils sont établis, les trouveraient nécessaires ou utiles à la navigation et au commerce en général.

Douanes.

Art. VIII. Les douanes des états riverains n'auront rien de commun avec les droits de navigation. On empêchera par des dispositions réglémentaires, que l'exercice des fonctions des douaniers ne mette pas d'entraves à la navigation; mais on surveillera, par une police exacte sur la rive, toute

tentative des habitans de faire la contrebande à l'aide des bateliers.

Art. IX. Tout ce qui est indiqué dans les articles précédens sera déterminé par un règlement commun qui renfermera également tout ce qui aurait besoin d'être fixé ultérieurement. Le règlement une fois arrêté, ne pourra être changé que du consentement de tous les états riverains, et ils auront soin de pourvoir d'une manière convenable, et adaptée aux circonstances et aux localités, à son exécution. Règlement commun.

II. Articles concernant la navigation du Rhin.

Art. I. La navigation dans tout le cours du Rhin, du point où il devient navigable jusqu'á la mer, soit en descendant, soit en remontant, sera entièrement libre, et ne pourra, sous le rapport du commerce, être interdite à personne, en se conformant toutefois aux règlemens qui seront arrêtés pour sa police d'une manière uniforme pour tous, et aussi favorable que possible au commerce de toutes les nations.

III. Articles concernant la navigation du Neckar, du Mein, de la Moselle, de la Meuse et de l'Escaut.

Art. I. La liberté de la navigation, telle qu'elle a été déterminée pour le Rhin, est étendue au Neckar, au Mein, à la Moselle, à la Meuse et à l'Escaut du point où chacune de ces rivières devient navigable jusqu'à leur embouchure. Neckar, Mein etc.

Art. II. Les droits d'étape ou de relâche forcée sur le Neckar et sur le Mein seront et demeureront abolis, et il sera libre à tout batelier qualifié, de naviguer sur la totalité de ces rivières de la même manière que cette liberté a été établie par l'article XIX sur le Rhin. Droits d'étape.

Art. III. Les péages établis sur le Neckar et le Mein ne seront point augmentés; les Gouvernemens copossesseurs de la rive promettent au contraire de les diminuer dans le cas qu'ils excéderaient actuellement les tarifs en usage en 1802 jusqu'aux taux de ces tarifs. Ils s'engagent également à ne point gréver la navigation par de nouvelles impositions quelconques, et se réuniront, aussitôt que possible, pour convenir d'un tarif aussi analogue à celui de l'octroi sur le Rhin que les circonstances le permettront. Péages.

Moselle et Meuse.

Art. IV. Sur la Moselle et la Meuse les droits qui y sont perçus actuellement, en vertu des Décrets du Gouvernement Français du 12 Novembre 1806 et du 10 Brumaire de l'année XIV, ne seront point augmentés; les Gouvernemens co-possesseurs de la rive promettent au contraire de les diminuer dans le cas qu'ils fussent plus considérables que ceux sur le Rhin jusqu'au même taux.

Cet engagement de ne pas rehausser les tarifs actuels ne s'entend néanmoins que de la totalité et du maximum des droits, les Gouvernemens se réservant expressément de fixer par un nouveau règlement tout ce qui a rapport à la distribution des marchandises assujetties à un moindre tarif dans différentes classes, aux différences établies maintenant pour la remonte et la descente, au bureau de perception, au mode de percevoir, à la police de la navigation, ou à tout autre objet qui aurait besoin d'être réglé ultérieurement.

Ce règlement sera rendu aussi conforme que possible à celui du Rhin, et pour obtenir davantage cette conformité, il sera dressé par ceux des membres de la Commission centrale pour le Rhin dont les Gouvernemens auront aussi des possessions sur la rive de la Moselle et de la Meuse.

Une augmentation du tarif, tel qu'il sera définitivement arrêté par le nouveau règlement, ne pourra plus avoir lieu que si une pareille augmentation était jugée nécessaire sur le Rhin, et dans la même proportion seulement, et aucune autre disposition de règlement ne pourra être changée que d'un commun accord.

Entretien.

Art. V. Les états riverains des rivières spécifiées à l'article 1. se chargent de l'entretien des chemins de halage et des travaux nécessaires dans le lit des fleuves, de la même manière que cela a été arrêté à l'article VII pour le Rhin.

Droit à la navigation sur le Rhin et la Meuse.

Art. VI. Les sujets des états riverains du Neckar, du Mein et de la Moselle jouissent des mêmes droits pour la navigation sur le Rhin, et les sujets Prussiens pour celle sur la Meuse, que les sujets des états riverains de ces deux dernières rivières, en se conformant toutefois aux règlements y établis.

Escaut.

Art. VII. Tout ce qui aurait besoin d'être fixé ultérieurement sur la navigation de l'Escaut, outre la liberté de la navigation sur cette rivière prononcée à l'article I, sera définitivement réglé de la manière la plus favorable au commerce et à la navigation, et la plus analogue à ce qui a été fixé pour le Rhin.

5 TRACTAAT tusschen Nederland en de Mogendheden en tusschen Nederland en België van 19 April 1839.

(*Staatsblad 1839, No. 26*).

BESLUIT van den 22*sten Junij* 1839, *houdende dat in het staatsblad zullen worden geplaatst: het op den* 19*den April* 1839, *te Londen, gesloten tractaat en annexe, tusschen de* Nederlanden, Oostenrijk, Frankrijk, Groot-Brittannie, Pruissen *en* Rusland, *alsmede het tractaat met* Belgie *en de acte van toetreding der* Duitsche Bondsvergadering *tot de art. I tot en met VII in laatstgemeld tractaat vervat.*

WIJ WILLEM, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, ENZ., ENZ., ENZ.

Op het rapport van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken, van den 20sten dezer n°. 14;

Hebben goedgevonden en verstaan te bepalen, dat het tractaat, en annexe, tusschen de Nederlanden, Oostenrijk, Frankrijk, Groot-Brittannie, Pruissen en Rusland, en het tractaat met Belgie, beide, den 19den April ll., te *Londen* gesloten, alsmede de, diezelfde dagteekening voerende acte van toetreding der Duitsche Bondsvergadering tot de artikelen I tot en met VII in het laatstgemelde tractaat vervat, in het *staatsblad* zullen worden geplaatst;

En zal deze resolutie mede in het *staatsblad* worden geplaatst en afschrift derzelve gezonden aan Onzen voornoemden Minister tot informatie.

's Gravenhage, den 22sten Junij 1839.

WILLEM.

Van wege den Koning,

A. G. A. VAN RAPPARD, *l. S.*

Uitgegeven den *tweeden* Julij 1839.

De Secretaris van Staat,

VAN DOORN.

Vertaling.

IN NAAM DER ZEER HEILIGE EN ONDEELBARE DRIE-EENHEID.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, genegen zijnde, om op den grondslag der XXIV artikelen, den 14den October 1831, door de Gevolmagtigden van Oostenrijk, Frankrijk, Groot-Brittannie, Pruissen en Rusland vastgesteld, een definitive schikking aan te gaan en Zijne Majesteit de Keizer van Oostenrijk, Koning van Hongarijen en Bohemen, Zijne Majesteit den Koning der Franschen, Hare Majesteit de Koningin van het Vereenigde Koningrijk van Groot-Brittannie en Ierland, Zijne Majesteit de Koning van Pruissen, en Zijne Majesteit de Keizer aller Russen, in overweging genomen hebbende, het door hen met Zijne Majesteit den Koning der Belgen, op den 15den November 1831 gesloten tractaat; hebben gezegde Hunne Majesteiten benoemd tot hunne Gevolmagtigden, te weten:

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, den heer Salomon Dedel, Commandeur van de orde van den Nederlandschen Leeuw, Comman-

AU NOM DE LA TRÈS SAINTE ET INDIVISIBLE TRINITÉ.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, étant disposé à conclure un arrangement définitif sur la base des 24 articles arrêtés par les Plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, le 14 Octobre 1831, et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, Sa Majesté le Roi des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, ayant pris en considération leur traité conclu avec Sa Majesté le Roi des Belges le 15 Novembre 1831, Leurs dites Majestés ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires savoir:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, le sieur Salomon Dedel, Commandeur de l'ordre du Lion Néerlandais, Commandeur de l'ordre de l'Etoile

deur der Zweedsche orde van de Poolster, Hoogstdeszelfs buitengewonen gezant en gevolmagtigden minister bij Hare Britsche Majesteit;

Zijne Majesteit de Keizer van Oostenrijk, Koning van Hongarijen en van Bohemen, den heer Frederik Christiaan Lodewijk, Graaf van Senfft Pilsach, Grootkruis van de Keizerlijke Leopolds orde, van die van den H. Joseph van Toscanen, Grootkruis versierd met het Groote Lint der orde van de Heiligen Maurits en Lazarus, Ridder der orden van St. Jan van Jerusalem en van den Witten Adelaar, Grootkruis van het Legioen van Eer, der Saxische orde van verdiensten en van die van den H. Stanislas enz., Kamerheer en werkelijke Geheimraad van Zijne Keizerlijke en Koninklijke Apostolische Majesteit, en hoogstdeszelfs buitengewone Gezant en Gevolmagtigde Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden;

Zijne Majesteit de Koning der Franschen, den heer Horatius Frans Bastiaan, Graaf Sebastiani Porta, Grootkruis van Hoogdeszelfs Koninklijke orde van het Legioen van Eer, Grootlint der orden van de Turksche Halve Maan, van Leopold van Belgie, van den H. Ferdinand, van Napels, van den H. Verlosser, van Griekenland, Ridder der orde van de IJzeren Kroon etc. etc. Luipolaire de Suède, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le sieur de Frédéric Chrétien Louis, Comte de Senfft-Pilsach, Grandcroix de l'ordre Impérial de Leopold, de celui de St. Joseph, de Toscane, Grandcroix décoré du Grand Cordon de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, Chevalier des ordres de St. Jean de Jerusalem et de l'Aigle Blanc, Grandcroix de la Legion d'honneur, de l'ordre du mérite de Saxe, et de celui de St. Stanislas etc. Chambellan et Conseiller intime actuel de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, et Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas;

Sa Majesté le Roi des Français, le Sieur Horace François Bastien, Comte Sebastiani Porta, Grand Croix de Son ordre Royal de la Légion d'Honneur, Grand Cordon des ordres du Croissant de Turquie, de Léopold, de Belgique, de Ferdinand de Naples, du St. Sauveur, de Grece, Chevalier de l'ordre de la Couronne de Fer etc. etc., Lieutenant-Général de Ses armées, membre

tenant-Generaal van Hoogstdeszelfs legers, lid van de Franschekamer van Afgevaardigden, Hoogstdeszelfs buitengewone Ambassadeur en Gevolmagtigde Minister bij Hare Britsche Majesteit;

Hare Majesteit de Koningin van het Vereenigd Koningrijk van Groot-Brittannie en Ierland, den Zeer Eerwaardigen Hendrik Jan Burggraaf Palmerston, Baron Temple, Pair van Ierland, Raad van Hare Britsche Majesteit en Hoogstderzelver Geheimen Raad, Ridder Grootkruis der Zeer Eerwaardige Bads-orde, lid van het Parlement en eersten Staats-Secretaris Harer Britsche Majesteit voor de Buitenlandsche Zaken;

Zijne Majesteit de Koning van Pruissen, den Heer Hendrik Willem Baron von Bülow, Grootkruisder Pruissische orde van den Rooden Adelaar van de tweede klasse, Grootkruis der Koninklijke Guelfenorde, Commandeur der orde van den H. Stanislas van Rusland, en van den Valk van Saxen-Weimar enz., Hoogstdeszelfs Kamerheer, geheime Gezantschapsraad, buitengewone Gezant en gevolmagtigde Minister bij Hare Britsche Majesteit, en

Zijne Majesteit de Keizer aller Russen, den Heer Karel Andreas Graaf Pozzo di Borgo, Generaal der infanterie van Hoogstdeszelfs legers, Hoogstdeszelfs Generaal Adjudant,

de la Chambre des Députés de France, Son Ambassadeur Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique;

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Brétagne et d'Irlande, le Très Honorable Henri Jean Vicomte Palmerston, Baron Temple, Pair d'Irlande, Conseiller de Sa Majesté Brittannique en Son Conseil Privé, Chevalier Grand Croix du Très Honorable ordre du Bain, membre du Parlement, et principal Sécrétaire d'Etat de Sa Majesté Brittanique pour les Affaires Etrangères;

Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur Henri Guillaume Baron de Bülow, Grand-croix de l'ordre de l'Aigle Rouge de Prusse de la seconde classe, Grand-croix de l'ordre Royal des Guelphes, Commandeur des ordres de St. Stanislas, de Russie, et de Faucon de Saxe-Weimar, etc., Son Chambellan Conseiller intime de Légation, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, et

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le Sieur Charles André Comte Pozzo di Borgo, Général d'infanterie de Ses armées, Son Aide de Camp Général, Ambassadeur Extra-

buitengewone en Gevolmagtigde Ambassadeur bij Hare Britsche Majesteit, Ridder der orden van Rusland en van de Militaire St. Joris orde van de vierde klasse, Ridder der orde van het Gulden Vlies, Grootkruis der Koninklijke orde van den H. Stephanus van Hongarije, van den Zwarten Adelaar en van den Rooden Adelaar van Pruissen, van de orde van den Toren en van het Zwaard van Portugal, der orde van den H. Ferdinand, van Napels, der Koninklijke Guelfen Orde, Commandeur Grootkruis der Bad-orde, enz., enz.

ordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, Chevalier des ordres de Russie et de l'ordre Militaire de St. George de la quatrième classe, Chevalier de l'ordre de la Toison d'Or, Grand-croix de l'orde Royal de St. Etienne, de Hongrie, de l'Aigle Noir et de l'Aigle Rouge, de Prusse, de l'ordre de la Tour et de l'Epée de Portugal, de l'ordre de St. Ferdinand, de Naples, de l'ordre Royal des Guelphes, Commandeur Grand-croix de l'ordre du Bain, etc., etc.

Dewelke, na elkander hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmagten te hebben medegedeeld, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen

Les quels, après s'être communiqué leurs plein pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans.

Artikel I.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, verbindt zich om onmiddelijk in een tractaat met Zijne Majesteit den Koning der Belgen, te doen overbrengen de artikelen aan de tegenwoordige acte geannexeerd en met gemeen overleg vastgesteld onder de bemiddeling der Hoven van Oostenrijk, Frankrijk, Groot-Brittannie, Pruissen en Rusland.

Article I.

Sa Majesté le Roi de Pays-Bas, Grand Duc de Luxembourg, s'engage à faire immédiatement convertir en traité avec Sa Majesté le Roi des Belges, les articles annexés au présent acte, et arrêtés d'un commun accord sous les aus pices des Cours d'Autriche, de France, de la Grande Bretagne, de Prusse et de Russie.

Artikel II.

Zijne Majesteit de Keizer van Oostenrijk, Koning van Hongarijen en van Bohemen; Zijne Majesteit de Koning der Franschen, Hare Majesteit de Koningin van het vereenigde Koningrijk van Groot-Brittannie en Ierland, Zijne Majesteit de Koning van Pruissen, en Zijne Majesteit de Keizer aller Russen, verklaren, dat de artikelen, in het voorgaand artikel vermeld, beschouwd worden, als hebbende dezelfde kracht en geldigheid als of zij woordelijk in de tegenwoordige acte ingevoegd waren, en dat zij derhalve gesteld worden onder den waarborg van gezegde Hunne Majesteiten.

Artikel III.

De vereeniging welke bestaan heeft tusschen Holland en Belgie, uit kracht van het tractaat van Weenen van 31 Mei 1815, wordt door Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, erkend ontbonden te zijn.

Artikel IV.

Het tegenwoordig tractaat zal geratificeerd, en de ratificatien zullen uitgewisseld worden te Londen, binnen zes weken, of vroeger, zoo zulks mogelijk is. De uitwisseling dezer ratificatien zal plaats

Article II.

Sa Majesté l'Empereur d' Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majesté le Roi des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies déclarent, que les articles mentionnés dans l'article qui precede, sont considérés comme ayant la même force et valeur que s'ils étaient insérés textuellement dans le présent acte; et qu'ils se trouvent ainsi placés sous la garantie de Leurs dites Majestés.

Article III.

L'union qui a existé entre la Hollande et la Belgique en vertu du traité de Vienne du 31 Mai 1815, est reconnue par Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, être dissoute.

Article IV.

Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres, dans le délai de six semaines, ou plutôt si faire se peut. L'échange de ces ratifications aura lieu en même tems, que celui des

hebben, gelijktijdig met die der ratificatien van het verdrag tusschen Holland en Belgie.

Ten oorkonde waarvan de respectiveGevolmagtigden het tegenwoordige tractaat geteekend en daarop hun wapenzegel gedrukt hebben.

Gedaan te Londen, den negentienden April, van het jaar der Genade duizend acht honderd negen en dertig.

(*L. S.*) DEDEL. (*L. S.*) SENFFT.
(*L. S.*) H. SEBASTIANI.
(*L. S.*) PALMERSTON.
(*L. S.*) BULOW.
(*L. S.*) POZZO DI BORGO.

ratifications du traité entre la Hollande et la Belgique.

En foi de quoi les Plenipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le dix neuf Avril, l'an de Grâce, milhuit cent trente neuf.

(*L. S.*) DEDEL. (*L. S.*) SENFFT.
(*L. S.*) H. SEBASTIANI.
(*L. S.*) PALMERSTON.
(*L. S.*) BULOW.
(*L. S.*) POZZO DI BORGO.

Bijvoegsel tot het tractaat geteekend te Londen den 19den April 1839, tusschen de Nederlanden ter eenre, en Oostenrijk, Frankrijk, Groot-Brittannie, Pruissen en Rusland ter andere zijde.

Annexe au traité signé à Londres le 19 Avril 1839, entre les Pays-Bas d'une part et l'Autriche, la France, la Grand-Bretagne, la Prusse et la Russie de l'autre part.

Artikel I.

Het Belgische grondgebied zal zamengesteld zijn uit de provincien:

Zuid-Braband,
Luik,
Namen,
Henegouwen,
West-Vlaanderen,
Oost-Vlaanderen,
Antwerpen, en
Limburg;

zoodanig als dezelve behoord hebben tot het, in 1815 gevestigde Koningrijk der Nederlanden, met uitzondering van de districten der provincie Limburg, aangewezen in art. IV.

Article I.

Le territoire Belge se composera des provinces de:

Braband Méridional,
Liège,
Namur,
Hainaut,
Flandre Occidentale,
Flandre Orientale,
Anvers, et
Limbourg;

telles qu'elles ont fait partie du Royaume des Pays-Bas constitué en 1815, à l'exception des districts de la province de Limbourg désignés dans l'article IV.

Het Belgisch grondgebied zal bovendien bevatten dat gedeelte van het Groot-Hertogdom Luxemburg hetwelk in artikel II wordt aangeduid.

Artikel II.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, stemt er in toe, dat, in het Groot-Hertogdom Luxemburg de grenzen van het Belgische grondgebied zoodanig zullen zijn, als dezelve hieronder zullen omschreven worden:

Te beginnen van de Fransche grenzen af, tusschen *Rodange*, hetwelk aan het Groot-Hertogdom Luxemburg zal blijven, en *Athus* hetwelk aan Belgie zal behooren, zal er, volgens de hierbij gevoegde kaart, eene lijn getrokken worden, welke den weg van *Arlon* naar *Longwy*, de stad *Arlon* met haar gebied, en den weg van *Arlon* naar *Bastogne* aan Belgie latende, tusschen *Messancy*, hetwelk op Belgisch grondgebied zal liggen, en *Clemancy*, hetwelk aan het Groot-Hertogdom Luxemburg zal verblijven, op *Steinfort* zal aanloopen, welke plaats insgelijks aan het Groot-Hertogdom zal verblijven. Van *Steinfort* zal deze lijn in de rigting van *Eischen*, *Hecbus*, *Guirsch*, *Oberpallen*, *Grende*, *Nothomb*, *Parette* en *Perlé* tot aan *Martelange* verlengd worden; moetende *Hec-*

Le territoire Belge comprendra en outre la partie du Grand-Duché de Luxembourg indiquée dans l'article II.

Article II.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, consent à ce que dans le Grand-Duché de Luxembourg, les limites du territoire Belge, soient telles qu'elles vont être décrites ci-des-sous:

A partir de la frontière de France entre *Rodange*, qui restera au Grand-Duché de Luxembourg, et *Athus*, qui appartiendra à la Belgique, il sera tiré, d'après la carte ci-jointe, une ligne, qui, laissant à la Belgique la route d'*Arlon* à *Longwy*, la ville d'*Arlon* avec sa banlieue, et la route d'*Arlon* à *Bastogne*, passera entre *Messancy*, qui sera sur le territoire Belge, et *Clemancy*, qui restera au Grand-Duché de Luxembourg, pour aboutir à *Steinfort*, lequel endroit restera également au Grand-Duché. De *Steinfort* cette ligne sera prolongée dans la direction d'*Eischen*, de *Hecbus*, *Guirsch*, *Ober Pallen*, *Grende*, *Nothomb*, *Parette* et *Perlé*, jusqu'à *Martelange*; *Hecbus*, *Guirsch*, *Grende*, *Nothomb* et *Parette* devant appartenir à la *Belgique* et *Eischen*, *Ober Pallen*, *Perlé*

bus, *Guirsch*, *Grende*, *Nothomb* en *Parette* aan *Belgie*, en *Eischen*, *OberPallen*, *Perlé* en *Martelange* aan het Groot-Hertogdom behooren. Van *Martelange* zal gezegde lijn den loop der *Sure*, welker dalweg de grensscheiding tusschen de beide Staten zal uitmaken, afwaarts volgen, tot tegenover *Tintange*, van waar dezelve in de regtst mogelijke rigting tot aan de tegenwoordige grens van het arrondissement van *Diekirch* verlengd worden en doorgaan zal tusschen *Surret*, *Harlange*, *Tarchamps* die zij aan het Groot-Hertogdom Luxemburg zal laten, en *Honville*, *Livarchamps* en *Loutremange*, welke tot het Belgisch grondgebied zullen behooren; vervolgens in de omstreken van *Doncols* en *Soulez*, welke aan het Groot-Hertogdom zullen verblijven, de tegenwoordige grens van het arrondissement van *Diekirch* bereikende, zal de bedoelde lijn de gezegde grens volgen tot aan die van het Pruissisch grondgebied. Al het grondgebied, alle de steden, plaatsen en oorden, ten Westen van deze lijn gelegen, zullen aan Belgie behooren; en al het grondgebied, alle de steden, plaatsen en oorden, ten Oosten van diezelfde lijn gelegen, zullen bij voortduring aan het Groot-Hertogdom Luxemburg blijven toe behooren.

Het is de bedoeling dat de

et *Martelange*, au Grand Duché. De *Martelange*, la dite ligne descendra le cours de la *Sure*, dont le thalweg servira de limite entre les deux Etats, jusque vis à vis *Tintange*, d'où elle sera prolongée aussi directement que possible vers la frontière actuelle de l'arrondissement de *Diekirch*, et passera entre *Surret*, *Harlange*, *Tarchamps*; qu'elle laissera au Grand-Duché de Luxembourg, et *Honville*, *Livarchamps* et *Loutremange*, qui feront partie du territoire Belge; atteignant en suite, aux environs de *Doncols* et de *Soulez*, qui resteront au Grand-Duché, la frontière actuelle de l'arrondissement de *Diekirch*, la ligne en question suivra la dite frontière jusqu'à celle du territoire Prussien. Tous les territoires, vilses, places et lieux situés à l'Ouest de cette ligne, appartiendront à la Belgique, et tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'Est de cette même ligne, continueront à appartenir au Grand-Duché de Luxembourg.

Il est entendu, qu'en traçant

commissarissen voor de grensscheiding, waarvan in artikel VI wordt melding gemaakt, deze lijn trekkende, en zich zoo veel mogelijk gedragende aan de omschrijving, welke hierboven daarvan gemaakt is, alsmede aan de aanwijzingen op de kaart, welke ter meerdere duidelijkheid bij het tegenwoordig artikel gevoegd is, zoo wel op de plaatselijke gesteldheid als op het gerijf hetwelk aan beide zijden daar uit zal kunnen voortvloeijen, acht zullen slaan.

Artikel III.

Voor het gebied, bij het vorig artikel afgestaan, zal aan Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, eene schadeloosstelling in grondgebied in de provincie Limburg, worden aangewezen.

Artikel IV.

Ter uitvoering van dat gedeelte van artikel I hetwelk betrekking heeft op de provincie Limburg, en ten gevolge van den afstand van grondgebied, dien Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, in artikel II doet, zal gezegde Zijne Majesteit, hetzij in deszelfs hoedanigheid als Groot-Hertog van Luxemburg, hetzij om met Holland vereenigd te worden, de landcette ligne, et en se conformant autant que possible à la description, qui en a été faite ci-dessus, ainsi qu'aux indications de la carte, jointe pour plus de clarté au présent article, les commissaires démarcateurs, dont il est fait mention dans l'article VI, auront égard aux localités, ainsi qu'aux convenances, qui pourront en résulter mutuellement.

Article III.

Pour les cessions faites dans l'article précédent, il sera assigné à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand Duc de Luxembourg, une indemnité territoriale dans la province de Limbourg.

Article IV.

En exécution de la partie de l'article I rélative à la province de Limbourg, et par suite des cessions, que Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, fait dans l'article II, Sadite Majesté possèdera, soit en sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg, soit pour être réunis à la Hollande, les territoires, dont les limites sont indiqués ci-dessous:

streken bezitten, waarvan de grenzen hieronder worden aangewezen:

1°. *Op den regter oever der Maas:*

Bij de voormalige Hollandschen enclaves op gezegden oever in de provincie Limburg zullen gevoegd worden de districten dierzelfde provincie op denzelfden oever, welke in 1790 niet aan de Staten-Generaal toebehoorden, in dier voege, dat het gedeelte der tegenwoordige provincie Limburg, hetwelk op den regter oever der Maas gelegen, en tusschen deze rivier ten westen, de grenzen van het Pruissische grondgebied ten oosten, de tegenwoordige grens der provincie Luik ten zuiden, en Hollandsch Gelderland ten noorden begrepen is, voortaan geheel en al aan Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, zal toebehooren, hetzij in deszelfs hoedanigheid als Groot-Hertog van Luxemburg, hetzij om met Holland vereenigd te worden.

2°. *Op den linker oever der Maas:*

Te beginnen van het zuidelijkste punt der Hollandsche provincie Noordbraband, zal er, volgens de hierbij gevoegde kaart eene lijn getrokken worden, welke, boven *Wessem*, tusschen deze plaats en *Ste-*

1°. *Sur la rive droite de la Meuse:*

Aux anciennes enclaves Hollandaises sur la dite rive dans la province de Limbourg seront joints les districts de cette même province, sur cette même rive, qui n'appartenaient pas aux Etats Généraux en 1790 de façon que la partie de la province actuelle de Limbourg, située sur la rive droite de la Meuse, et comprise entre ce fleuve à l'Ouest, la frontière du territoire Prussien à l'Est, la frontière actuelle de la province de Liège au midi, et la Gueldre Hollandaise au Nord, appartiendra désormais toute entière à sa Majesté le Roi des Pays-Bas, soit en sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg, soit pour être réunie à la Hollande.

2°. *Sur la Rive gauche de la Meuse:*

A partir du point le plus méridional de la province Hollandaise du Brabant Septentrional, il sera tiré, d'après la carte ci-jointe, une ligne, qui aboutira à la Meuse audessus de *Wessem*, entre cet

venswaardt, op de Maas zal uitloopen, ter plaatse alwaar zich op den linker Maas-oever de grenzen der tegenwoordige arrondissementen van *Roermonde* en *Maastricht* aanraken; in dier voege, dat *Bergerot*, *Stamproy*, *Neer-Itteren*, *Ittervoordt* en *Thorn*, met derzelver gebied, gelijk mede alle de andere plaatsen ten noorden van deze lijn gelegen, een deel van het Hollandsche grondgebied zullen uitmaken.

De voormalige Hollandsche enclaves in de provincie Limburg op den linker Maasoever zullen aan Belgie toebehooren, met uitzondering van de stad *Maastricht*, welke, met een gebied van 1,200 vademen in de doorsnede, te rekenen van het uitwendig glacis der vesting op gezegden oever van die rivier, bij voortduring in volle Souvereiniteit en eigendom door Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden zal worden bezeten.

Artikel V.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, zal zich met het Duitsche Bondgenootschap en de Agnaten van het Huis van Nassau verstaan over de toepassing der in de artikelen III en IV vervatte bepalingen, als mede over alle de schikkingen, die gezegde artikelen, het zij met de bovengenoemde Agnaten vanhet

endroit et *Stevenswaardt* au point, où se touchent sur la rive gauche de la Meuse, les frontières des arrondissements actuels de *Ruremonde* et de *Maestricht*, de manière que *Bergerot*, *Stamproy*, *Neer-Itteren*, *Ittervoordt* et *Thorn* avec leurs banlieues, ainsi que tous les autres endroits situés au nord de cette ligne feront partie du territoire Hollandais.

Les anciennes enclaves Hollandaises dans le province de Limbourg sur la Rive gauche de la Meuse, appartiendront à la Belgique, à l'exception de la ville de *Maestricht*, laquelle avec un rayon de territoire de douze cents toises à partir du glâcis extérieur de la place sur la dite rive de ce fleuve, continuera d'être possèdée en toute Souveraineté et propriété par Sa Majesté le Roi des Pays-Bas.

Article V.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, s'entendra avec la Confédération Germanique et les Agnats de la Maison de Nassau, sur l'application des stipulations renfermées dans les articles III et IV, ainsi que sur tous les arrangemens, que les dits articles pourraient rendre nécessaires, soit avec les Agnats ci-dessus nommés de

Huis van Nassau. het zij met het Duitsche Bondgenootschap, noodzakelijk zouden kunnen maken.

la Maison de Nassau, soit avec la Confédération Germanique.

Atikel VI.

Article VI.

Ten gevolge van de hiervoren vastgestelde schikkingen over het grondgebied, doet elke der beide partijen wederkeerig voor altijd afstand van alle aanspraak op het grondgebied, alle de steden, plaatsen en oorden, gelegen binnen de grenzen der bezittingen van de andere partij, zoodanig als deze in de artikelen I, II en IV omschreven zijn.

Moyennant les arrangemens territoriaux arrêtés ci-dessus, chacune des deux parties renonce réciproquement pour jamais à toute prétension sur les territoires, villes, places et lieux, situés dans les limites des possessions de l'autre partie, telles qu'elles se trouvent décrites dans les articles I, II et IV.

De bedoelde grenzen zullen, in overeenkomst met diezelfde artikelen, door Belgische en Hollandsche commissarissen voor de grensscheiding getrokken worden, die zoo spoedig mogelijk binnen de stad Maastricht zullen bijeen komen.

Les dites limites seront tracées conformément à ces mêmes articles, par des commissaires démarcateurs Belges et Hollandais, qui se réuniront le plutôt possible en la ville de Maestricht.

Artikel VII.

Article VII.

Belgie zal binnen de in de artikelen I, II en IV aangewezen grenzen eenen onafhankelijken en voortdurend onzijdigen Staat uitmaken. Het zal gehouden zijn, dezelfde onzijdigheid jegens alle de andere Staten in acht te nemen.

La Belgique dans les limites indiquées aux articles I, II et IV formera un Etat indépendant et perpetuellement neutre. Elle sera tenue d'observer cette même neutralité envers tous les autres Etats.

Artikel VIII.

Article VIII.

De waterloozing voor Vlaanderen, zal tusschen Holland

L'écoulement des eaux des Flandres sera règlé entre la

en Belgie geregeld worden, in overeenkomst met de bepalingen, te dien aanzien in artikel VI van het definitief verdrag vastgesteld, dat den 8sten November 1785, tusschen Zijne Majesteit den Keizer van Duitschland en de Staten-Generaal gesloten is. In overeenkomst met dat artikel, zullen wederzijds benoemde commissarissen zich over de toepassing der daarbij gemaakte beschikkingen verstaan.

Hollande et la Belgique, d'après les stipulations arrêtées à cet égard dans l'article VI du traité définitif, conclu entre Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne et les États-Généraux le 8 November 1785, et conformement audit article, des commissaires nommés de part et d'autre, s'entendront sur l'application des dispositions qu'il consacre.

Artikel IX.

§ 1. De beschikkingen der artikelen CVIII tot CXVII ingesloten, van de algemeene akte van het Congres van Weenen, betrekkelijk de vrije scheepvaart op de stroomen en bevaarbare rivieren, zullen toepasselijk worden gemaakt op de stroomen en bevaarbare rivieren, die het Belgische grondgebied en het Hollandsche grondgebied van een scheiden, of gelijklijk doorloopen.

§ 2. Wat meer bijzonder de scheepvaart op de Schelde en hare monden betreft, is overeengekomen, dat het loodswezen en de betonning, zoo wel als het onderhoud der zeegaten van de Schelde beneden Antwerpen, aan een gemeenschappelijk toezigt zullen worden onderworpen, en dat dit gemeenschappelijk

Article IX.

§ 1. Les dispositions des articles CVIII jusqu'au CXVII inclusivement de l'acte général du congrès de Vienne relatives à la libre navigation des fleuves et rivières navigables, seront appliquées aux fleuves et rivières navigables, qui séparent ou traversent à la fois le territoire Belge et le territoire Hollandais.

§ 2. En ce qui concerne spécialement la navigation de l'Escaut et de ses embouchures, il est convenu, que le pilotage et le balisage ainsi que la conservation des passes de l'Escaut en aval d'Anvers, seront soumis à une surveillance commune, et que cette surveillance commune sera exercée par des commissaires

toezigt door wederzijds daartoe benoemde commissarissen zal worden uitgeoefend.

Met gemeenschappelijk overleg, zullen gematigde loodsgelden worden vastgesteld, en deze gelden zullen voor de schepen van alle natien dezelfde zijn.

Intusschen en tot de vaststelling dier regten zullen geene hoogere loodsgelden kunnen worden geheven, dan die bij het tarief van 1829, voor de monden van de Maas, van de volle zee tot aan Hellevoet en Hellevoet tot aan Rotterdam zijn vastgelegd, naar evenredigheid van de afstanden. Het zal aan de keus van elk schip staan, dat zich langs de Schelde van uit de volle zee naar Belgie, of van Belgie naar volle zee begeeft, om zoodanigen loods te nemen, als het zal verkiezen, en het zal dienvolgens aan beide de landen vrijstaan, om langs den geheelen loop der Schelde en aan haren mond, de diensten voor het loodswezen te vestigen, die voor het verschaffen der loodsen noodzakelijk zullen geoordeeld worden. Al wat tot die instellingen betrekking heeft, zal bij het, in overeenkomst met de hier achter volgende § 6, vast te stellen reglement worden bepaald. De dienst dezer instellingen zal onder het gemeenschappelijk toezigt staan, waarvan in het begin dertegenwoordigeparagraaph

nommés à cet effèt de part et d'autre.

Des droits de pilotage modèrés seront fixés d'un commun accord, et ces droits seront les mêmes pour les navires de toutes les nations.

En attendant et jusqu'à ceque ces droits soient arrêtés, il ne pourra être perçu des droits de pilotage plus élevés que ceux qui ont été établis par le tarif de 1829 pour les bouches de la Meuse, depuis la pleine mer jusqu'à Helvoet, et de Helvoet jusqu'à Rotterdam en proportion des distances. Il sera au choix de tout navire se rendant de la pleine mer en Belgique, ou de la Belgique en pleine mer par l'Escaut, de prendre tel pilote, qu'il voudra; et il sera loisible d'après cela aux deux pays d'établir dans tout le cours de l'Escaut et à son embouchure, les services de pilotage, qui seront jugés nécessaires pour fournir les pilotes. Tout ce qui est relatif à ces établissemens sera déterminé par le Règlement à intervenir conformément au § 6 ci-après. Le service de ces établissemens sera sous la surveillance commune mentionnée au commencement du présent paragraphe. Les deux Gouvernemens s'engagent à conserver les passes navigables de l'Escaut et de ses embouchures et à y placer et y

melding is gemaakt. De beide Regeringen verbinden zich ieder voor haar gedeelte der Rivier, om de bevaarbare zeegaten van de Schelde en van hare monden te behouden, en daar de noodige tonnen en boeijen te plaatsen en te onderhouden.

§ 3. Er zal door de Nederlandsche Regering op de vaart op de Schelde en hare monden, een eenig regt van *f* 1.50 per ton worden geheven, te weten *f* 1.12 van de schepen, die, van uit de volle zee komende, de Wester-Schelde zullen opvaren, om zich langs de Schelde of door het Kanaal van Terneuzen naar Belgie te begeven; en van *f* 0.38 per ton van de schepen, die, langs de Schelde of door het Kanaal van Terneuzen uit Belgie komende, de Wester-Schelde zullen afvaren, om zich naar de volle zee te begeven. En opdat de gezegde schepen niet aan eenig onderzoek, noch eenige vertraging of eenigerhande hindernis op de Hollandsche reeden onderworpen kunnen worden, het zij dezelve van uit de volle zee de Schelde opvaren, het zij zij de Schelde afkomen, om zich naar de volle zee te begeven, zoo is overeengekomen, dat de heffing van het bovengemelde regt door de Nederlandsche agenten te Antwerpen en te Terneuzen zal plaats hebben.

entretenir les balises et bouées nécessaires, chacun pour sa partie du fleuve.

§ 3. Il sera perçu par le Gouvernement des Pays-Bas sur la navigation de l'Escaut et de ses embouchures, un droit unique de florins 1.50 par tonneau savoir, florins 1,12 pour les navires qui arrivant de la pleine mer, remonteront l'Escaut Occidental pour se rendre en Belgique par l'Escaut ou par le Canal de Terneuzen, et de florins 0.38 par tonneau des navires qui, arrivant de la Belgique par l'Escaut ou par le Canal de Terneuzen descendront l'Escaut Occidental pour se rendre dans la pleine mer. Et afin que lesdits navires ne puissent être assujettis à aucune visite, ni à aucun retard ou entrave quelconque dans les rades Hollandaises, soit en remontant l'Escaut de la pleine mer, soit en descendant l'Escaut pour se rendre en pleine mer, il est convenu, que la perception du droit susmentionné aura lieu par les agens Néerlandais à Anvers et à Terneuze. De même les navires arrivant de la pleine mer pour se rendre à Anvers par l'Escaut Occidental, et venant

Even zoo zullen de schepen die uit de volle zee aankomen, om zich langs de Wester-Schelde naar Antwerpen te begeven, en van, met betrekking tot den gezondheidstoestand, verdachte plaatsen komen, de bevoegdheid hebben om, vergezeld van eene gezondheidswacht, zonder verhindering of vertraging, de reis voort te zetten, en zich zoo naar de plaats hunner bestemming te begeven. De schepen die zich van Antwerpen naar Terneuzen of omgekeerd begeven, of op de rivier zelve met de kustvaart of de vischvangst bezig houden (zoodanig, als de uitoefening van deze laatste in overeenkomst met de hierachter staande § 6 zal worden geregeld), zullen aan geenerlei regt onderworpen zijn.

d'endroits suspects sous le rapport sanitaire, auront la faculté de continuer leur route sans entrave ni retard, accompagnés d'un garde de santé, et de se rendre ainsi au lieu de leur destination. Les navires se rendant d'Anvers à Terneuze et *vice-versa*, ou faisant dans le fleuve même, le cabotage ou la pêche (ainsi que l'exercice de celle-ci sera réglé en conséquence du § 6 ci-après), ne seront assujettis à aucun droit.

§ 4. De tak der Schelde, die de Ooster Schelde heet, bij de tegenwoordige plaatselijke gesteldheid niet tot de vaart van de volle zee naar Antwerpen en naar Terneuzen, en omgekeerd, dienende, maar voor de vaart tusschen Antwerpen en den Rijn gebruikt wordende, zal langs zijnen geheelen loop, met geene hoogere regten of tolgelden kunnen worden bezwaard, dan die volgens de tarieven van Mentz van den 31sten Maart 1831 op de vaart van Gorinchem tot aan de volle

§ 4. La branche de l'Escaut dite l'Escaut oriental ne servant point dans l'état actuel des localités à la navigation de la pleine mer à Anvers et à Terneuze et *vice-versa*, mais étant employée à la navigation entre Anvers et le Rhin, celle-ci ne pourra être grêvée dans tout son cours, de droits ou péages plus élevés, que ceux qui sont perçus, d'après les tarifs de Mayence du 31 Mars 1831, sur la navigation de Gorcum jusqu'à la pleine mer, en proportion des distances.

zee worden geheven, naar evenredigheid der afstanden.

§ 5. Insgelijks is overeengekomen, dat de scheepvaart op de binnenwateren tusschen de Schelde en den Rijn, om van Antwerpen naar den Rijn te komen en omgekeerd, wederkeerig vrij zal blijven en slechts aan gematigde tolgelden zal worden onderworpen, die voor den handel der beide landen dezelfde zullen zijn.

§ 5. Il est également convenu, que la navigation des eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin pour arriver d'Anvers au Rhin et *vice-versa*, restera réciproquement libre, et qu'elle ne sera assujettie qu'à des péages modérés, qui seront les mêmes pour le commerce des deux pays.

§ 6. Commissarissen van wederzijden zullen binnen den tijd van eene maand te Antwerpen bijeenkomen, zoo wel om het bedrag dier tolgelden bepaaldelijk en op eenen blijvenden voet vast te stellen, als om nopens een algemeen reglement tot uitvoering der beschikkingen van het tegenwoordig artikel over een te komen, en om daarin de uitoefening van het regt der visscherij en van den vischhandel over de geheele uitgestrektheid der Schelde, op den voet eener volkomene wederkeerigheid en gelijkheid ten behoeve van de onderdanen der beide landen, te begrijpen.

§ 6. Des commissaires se réuniront de part et d'autre à Anvers, dans le délai d'un mois, tant pour arrêter le montant définitif et permanant de ces péages, qu'afin de convenir d'un réglement général pour l'exécution des dispositions du présent article, et d'y comprendre l'exercice du droit de pêche et du commerce de pêcherie dans toute l'étendue de l'Escaut sur le pied d'une parfaite réciprocité et égalité en faveur des sujets des deux pays.

§ 7. Intusschen en tot den tijd der vaststelling van het gezegde reglement toe, zal de vaart op de Maas en hare takken geheel vrij blijven voor den handel der beide landen,

§ 7. En attendant, et jusqu'à ce que le dit réglement soit arrêté, la navigation de la Meuse et de ses embranchemens restera libre au commerce des deux Pays, qui

welke voorloopig daarvoor zullen aannemen de tarieven, der overeenkomst nopens de vrije scheepvaart op den Rijn, den 31sten Maart 1831 te Mentz geteekend, alsmede de andere beschikkingen dier overeenkomst, voor zoo verre zij op de genoemde rivier toepasselijk kunnen worden gemaakt.

adopteront provisoirement à cet égard les tarifs de la convention signée le 31 Mars 1831 à Mayence pour la libre navigation du Rhin, ainsi que les autres dispositions de cette convention en autant qu'elles pourront s'appliquer à la dite rivière.

§ 8. Indien natuurlijke gebeurtenissen of werken van kunst de in het tegenwoordig artikel aangewezene wegen voor de scheepvaart voor het gevolg onbruikbaar mogten maken, zal de Nederlandsche Regering aan de Belgische scheepvaart, ter vervanging der gezegde onbruikbaar gewordene wegen voor descheepvaart, andere zoodanige wegen, die even veilig en even goed en gemakkelijk zijn, aanwijzen.

§ 8. Si des evénement naturels, ou des travaux d'art venaient par la suite à rendre impraticables les voies de navigation indiquées au présent article, le Gouvernement des Pays-Bas assignera à la navigation Belge d'autres voies aussi sures et aussi bonnes et commodes, en remplacement des dites voies de navigation devenues impraticables.

Artikel X.

Het gebruik der kanalen, die te gelijk de beide landen doorsnijden, zal bij voortduring vrij en aan de ingezetenen daarvan gemeen zijn. Het is de bedoeling, dat zij wederkeerig en op dezelfde, voorwaarden daarvan genot zullen hebben, en dat van weêrszijden slechts gematigde regten voor de vaart op die kanalen zullen worden geheven.

Article X.

L'usage des canaux, qui traversent à la fois les deux pays, continuera d'être libre et commun à leurs habitans. Il est entendu, qu'ils en jouiront réciproquement et aux mêmes conditions, et que de part et d'autre il ne sera perçu sur la navigation des dits canaux que des droits modérés.

Artikel XI.

De handelsgemeenschap door de steden Maastricht en Sittard zal geheel vrij blijven, en onder geenerlei voorwendsel belemmerd kunnen worden.

Het gebruik der wegen, die deze beide steden doorloopen en naar de grenzen van Duitschland geleiden, zal slechts aan de betaling van een matig tolgeld voor het onderhoud dier wegen onderworpen zijn, op zoodanig eene wijze, dat de transitohandel aldaar geenerlei hinderpaal kunnen ondervinden, en dat die wegen door middel der bovengemelde tolgelden in eenen goeden en dien handel gerijvenden staat onderhouden worden.

Article XI.

Les communications commerciales par la ville de Maastricht et par celle de Sittard, resteront entièrement libres, et ne pourront être entravées sous aucun prétexte.

L'usage des rontes, qui en traversant ces deux villes, conduisent aux frontières de l'Allemagne, ne sera assujetti qu'au payement de droits de barrière modérés pour l'entretien de ces routes, de telle sorte, que le commerce de transit n'y puisse éprouver aucun obstacle, et que moyennant les droits ci-dessus mentionnés, ces routes soient entretenue en bon état, et propres à faciliter ce commerce.

Artikel XII.

Ingeval er in Belgie eene nieuwe weg mogt zijn aangelegd, of een nieuw kanaal zijn gegraven, tegen over het Hollandsche kanton Sittard, aan de Maas uitkomende, zoude het aan Belgie vrijstaan, om aan Holland te vragen, hetwelk zulks in deze veronderstelling niet zoude weigeren, dat gezegde weg of gezegde vaart, in overeenkomst met hetzelfde plan, geheel en al op kosten en voor rekening van Belgie, door het kanton Sittard heen, tot aan de grenzen van Duitschland verlengd

Article XII.

Dans le cas, où ll aurait été construit en Belgique une nouvelle route, ou creusé un nouveau canal, qui aboutirait à la Meuse vis-à-vis le canton Hollandais de Sittard, alors il serait loisible à la Belgique de demander à la Hollande, qui ne s'y refuserait pas dans cette supposition, que la dite route, ou le dit canal fussent prolongés d'aprés le même plan entièrement aux frais et dépens de la Belgique, par le canton de Sittard jusqu' aux frontières de l'Allemagne. — Cette route ou ce canal qui

wierden. Deze weg of dit kanaal, die alleen tot het onderhouden van handels-gemeenschap zouden kunnen dienen, zouden, ter keuze van Holland, aangelegd worden, hetzij door ingenieurs en werklieden welke Belgie gemagtigd zoude worden daarvoor in het kanton Sittard te gebruiken, hetzij door ingenieurs en werklieden die Holland zoude leveren, en die op kosten van Belgie de bepaalde werken zouden aanleggen, alles zonder eenig bezwaar voor Holland en zonder benadeeling der uitsluitende regten van souvereiniteit op het grondgebied, hetwelk de bedoelde weg of kanaal zoude doorsnijden.

De beide partijen zouden met gemeen overleg het bedrag en de wijze van heffing der regten en tolgelden regelen, die op zoodanigen weg of kanaal zouden worden geheven.

ne pourraient servir que de communication commerciale, seraient construits, au choix de la Hollande, soit par des ingénieurs et ouvriers, que la Belgique obtiendrait l'autorisation d'employer à cet effêt dans le canton de Sittard, soit par des ingénieurs et ouvriers, que la Hollande fournirait, et qui exécuteraient, aux fraix de la Belgique, les travaux convenus, le tout sans charge aucune pour la Hollande, et sans préjudice de ses droits de souveraineté exclusifs sur le territoire, que traverserait la route ou le canal en question.

Les deux parties fixeraient d'un commun accord le montant et le mode de perception des droits et péages, qui seraient prélevés sur cette même route ou canal.

Artikel XIII.

§ 1. Te rekenen van den 1sten Januarij 1839, zal Belgie, uit hoofde der verdeeling van de openbare schulden van het Koningrijk der Nederlanden met eene som van vijf millioen Nederlandsche guldens aan jaarlijksche renten belast blijven, waarvan de kapitalen van het debet des Amsterdamschen grootboeks of van het debet der Algemeene Rijks-kas van het Koningrijk der Nederlan-

Article XIII.

§ 1. A partir du premier Janvier 1839 la Belgique, du chef du partage des dettes publiques du Royaume des Pays-Bas, restera chargée d'une somme de cinq millions de florins des Pays-Bas, de rente annuelle, dont les capitaux seront transférés du debet du Grand-Livre d'Amsterdam, ou du débet du Trésor Général du Royaume des Pays-Bas, sur le debet du Grand-Livre

den, op het debet van het Belgische Grootboek zullen worden overgebragt.

§ 2. De kapitalen en renten, die ten gevolge der voorgaande paragraaf tot een gezamenlijk bedrag van 5,000,000 Nederlandsche guldens aan jaarlijksche renten op het debet van het Belgische Grootboek zullen worden overgebragt en ingeschreven, zullen geacht worden, een gedeelte der nationale Belgische schuld uit te maken; en Belgie verbindt zich, om noch voor het tegenwoordige, noch voor de toekomst, eenig onderscheid te maken tusschen dat gedeelte zijner openbare schuld, hetwelk uit zijne vereeniging met Holland voortvloeit, en alle andere reeds gemaakte of nog te maken nationale Belgische schuld.

§ 3. De afbetaling der hierboven vermelde som van 5,000,000 Nederlandsche guldens aan jaarlijksche renten, zal regelmatig van halfjaar tot halfjaar, het zij te Brussel, het zij te Antwerpen, in gereed geld plaats hebben, zonder eenige korting, van welken aard die ook mogt zijn, noch voor het tegenwoordige, noch voor de toekomst.

§ 4. Door middel van de vestiging der gezegde som van 5,000,000 guldens aan jaarlijksche renten, zal Belgie van

de la Belgique.

§ 2. Les capitaux transférés et les rentes inscrites sur le débet de Grand-Livre de la Belgique par suite du paragraphe précédent jusqu'à la concurrence de la somme totale de 5,000,000 florins des Pays-Bas de rente annuelle, seront considérés comme faisant partie de la dette nationale Belge; et la Belgique s'engage à n'admettre ni pour le présent, ni pour l'avenir, aucune distinction entre cette portion de sa dette publique, provenant de sa réunion avec la Hollande, et toute autre dette nationale Belge, déjà créée, ou a créer.

§ 3. L'acquittement de la somme de rentes annuelles ci-dessus mentionnées de 5,000,000 florins des Pays-Bas aura lieu régulièrement de sémestre en sémestre, soit à Bruxelles, soit à Anvers, en argent comptant, sans déduction aucune de quelque nature que ce puisse être, ni pour le présent, ni pour l'avenir.

§ 4. Moyennant la création de la dite somme de rentes annuelles de 5,000,000 florins, la Belgique se trouvera dé-

alle verpligting jegens Holland, uit hoofde der verdeeling van de openbare schuld van het Koningrijk der Nederlanden, ontlast zijn.

chargée envers la Hollande de toute obligation du chef du partage des dettes publiques du Royaume des Pays-Bas.

§ 5. Wederzijds benoemde commissarissen zullen, binnen een tijdsverloop van veertien dagen, in de stad Utrecht bijeen komen, ten einde zich met de overdragt der kapitalen en renten bezig te houden, die, uit hoofde van de verdeeling der openbare schulden van het Koningrijk der Nederlanden, tot een bedrag van 5,000,000 guldens aan jaarlijksche renten ten laste van Belgie moeten komen. Zij zullen zich insgelijks bezig houden met de uitlevering van alle archieven, kaarten, plans en papieren van welken aard ook, die aan Belgie toebehooren, of deszelfs beheer betreffen.

§ 5. Des commissaires nommés de part et d'autre se réuniront dans le délai de quinze jours en la ville d'Utrecht, afin de procèder au transfert des capitaux et rentes, qui, du chef du partage des dettes publiques du Royaume des Pays-Bas, doivent passer à la charge de la Belgique, jusqu'à la concurrence de 5,000,000 florins de rente annuelle. Ils procéderont aussi à l'extradition des archives, cartes, plans et documens quelconques appartenant à la Belgique ou concernant son administration.

Artikel XIV.

De haven van Antwerpen zal, in overeenkomst met de bepalingen van artikel XV van het verdrag van Parijs van den 30sten Mei 1814, bij voortduring alleen eene handelshaven blijven.

Article XIV.

Le port d'Anvers, conformément aux stipulations de l'article XV du traité de Paris, du 30 Mai 1814, continuera d'être uniquement un port de commerce.

Artikel XV.

De werken van openbaar of bijzonder nut, zoo als vaarten, wegen of andere van soortgelijken aard, die geheel

Article XV.

Les ouvrages d'utilité publique ou particuliere, tels que canaux, routes ou autres de semblable nature, construits

of gedeeltelijk op kosten van het Koningrijk der Nederlanden aangelegd zijn, zullen met de daaraan verknochte baten en lasten aan het land toebehooren, waarin zij gelegen zijn.

Het blijft de bedoeling, dat de kapitalen, die voor het aanleggen dezer werken opgenomen en daarop bepaaldelijk gevestigd zijn, onder de voorzegde lasten zullen worden begrepen, voor zoo verre zij nog niet afgelost zijn, en zonder dat de reeds gedane aflossingen aanleiding tot verevening kunnen geven.

Artikel XVI.

Het beslag hetwelk in Belgie, gedurende de onlusten, om staatkundige redenen, op eenige patrimonieele goederen en domeinen gelegd mogt zijn, zal zonder de minste vertraging worden opgeheven en het genot der gezegde goederen en domeinen zal onmiddelijk aan de wettige eigenaars worden teruggegeven.

Artikel XVII.

De ingezetenen en eigenaars in de beide landen, waarvan de afscheiding ingevolge de tegenwoordige artikelen plaats heeft, zullen, indien zij hunne woonplaats van het eene land naar het andere overbrengen willen, de vrijheid bezitten, om gedurende twee jaren over

en tout ou en partie aux fraix du Royaume des Pays-Bas, appartiendront, avec les avantages et les charges, qu'y sont attachés, au pays, où ils sont situés.

Il reste entendu que les capitaux empruntés pour la construction de ces ouvrages, et qui y sont spécialement affectés, seront compris dans les dites charges pour autant qu'ils ne sont pas encore remboursés, et sans que les remboursemens déjà effectués puissent donner lieu à liquidation.

Article XVI.

Les séquestres, qui auraient été mis en Belgique, pendant les troubles, pour cause politique, sur des biens et domaines patrimoniaux quelconques, seront levés sans nul retard, et la jouissance des biens et domaines susdits sera immédiatement rendue aux légitimes propriétaires.

Article XVII.

Dans les deux pays, dont la séparation a lieu en conséquence des présens articles, les habitans et propriétaires, s'ils veulent transférer leur domicile d'un pays à l'autre, auront la liberté de disposer pendant deux ans de leur propriété, meubles ou im-

hunne roerende en onroerende goederen, van welken aard die ook mogen zijn, te beschikken, die te verkoopen, en de opbrengst van dien verkoop, het zij in gereed geld, het zij in andere waarden, over te brengen, zonder daarin belemmering te ontmoeten of andere regten te betalen, dan de zoodanige welke thans in de beide landen in werking zijn voor den overgang en de overdragt van goederen.

Het is de bedoeling, dat voor het tegenwoordige en toekomstige, afstand gedaan wordt van het heffen van eenig albinatus en detractus regt, ten aanzien van de personen en goederen der Hollanders in Belgie, en der Belgen in Holland.

meubles, de quelque nature qu'elles soyent, de les vendre, et d'emporter le produit de ces ventes, soit en numéraire, soit en autres valeurs, sans empêchement ou acquittement de droits autres que ceux, qui sont aujourd'hui en vigueur dans les deux pays pour les mutations et transferts.

Il est entendu, que rénonciation est faite pour le présent et pour l'avenir, à la perception de tout droit d'aubaine et de détraction sur les personnes et sur les biens des Hollandais en Belgique et des Belges en Hollande.

Artikel XVIII.

De hoedanigheid van gemengde onderdanen, voor zoo ver de eigendommen betreft, zal erkend en gehandhaafd worden.

Article XVIII.

La qualité de sujet mixte, quant à la propriété, sera reconnue et maintenue.

Artikel XIX.

De bepalingen der artikelen XI tot XXI ingesloten van het verdrag, hetwelk den 3den Mei 1815 tusschen Oostenrijk en Rusland gesloten is, en een wezenlijke deel uitmaakt van de algemeene acte van het congres van Weenen, welke bepalingen betrekking hebben

Article XIX.

Les dispositions des articles XI jusqu'à XXI inclusivement du traité conclu entre l'Autriche et la Russie; le 3 Mai 1815, qui fait partie intégrante de l'acte général du congrès de Vienne, dispositions relatives aux propriétaires mixtes, à l'élection de

tot de eigenaars van goederen in beide de Staten, tot de keuze van domicilie welke zij verpligt zijn te doen tot de regten, welke zij als onderdanen van den eenen of den anderen Staat zullen uitoefenen, en tot de betrekkingen van nabuurschap in de eigendommen, welke door de grenzen doorsneden worden, zullen worden toegepast op de eigenaars en op de eigendommen, die zich in Holland, in het Groot-Hertogdom Luxemburg, of in Belgie, in de gevallen zullen bevinden, voorzien bij de voormelde bepalingen der Weener congres acten.

Het is de bedoeling, dat de delfstoffelijke voortbrengselen begrepen zijn onder de voortbrengselen van den grond, die in art. 20 van het boven aangehaald verdrag van den 3den Mei 1815 worden vermeld. Daar van nu af aan, de albinatus en detractus regten tusschen Holland, het Groot Hertogdom Luxemburg en Belgie afgeschaft zijn, zoo is het de bedoeling, dat de zoodanige der bovenvermelde bepalingen, welke op de albinatus en detractus regten betrekking mogten hebben, gerekend zullen worden in de drie landen nietig en zonder kracht te zijn.

domicile, qu'ils sont tenus de faire, aux droits qu'ils exerceront comme sujets de l'un ou de l'autre Etat, et aux rapports de voisinage dans les proprietés coupées par les frontières, seront appliquées aux proprietaires ainsi qu'aux proprietés, qui, en Hollande, dans le Grand-Duché de Luxembourg, ou en Belgique, se trouveront dans les cas prévus par les susdites dispositions des actes du congrès de Vienne.

Il est entendu, que les productions minérales sont comprises dans les productions du sol mentionnées dans l'article 20 du traité du 3 Mai 1815 sus allègué. Les droits d'aubaine et de détraction étant abolis dès à présent entre la Hollande, le Grand Duché de Luxembourg et la Belgique, il est entendu que, parmi les dispositions ci-dessus mentionnées, celles qui se rapporteraient aux droits d'aubaine et de détraction, seront censées nulles et sans effet dans les trois pays.

Artikel XX.

In de gewesten, welke van heerschappij veranderen, zal

Article XX.

Personne dans les pays, qui changent de domination, ne

niemand uit eenigerlei hoofde van regtstreeksche of middellijke deelneming op wat wijze ook aan de staatkundige gebeurtenissen, vervolgd of verontrust kunnen worden.

pourra être récherché ni inquieté en aucune manière, pour cause quelconque de participation directe ou indirecte aux évênemens politiques.

Artikel XXI.

De pensioenen, wachtgelden en tractementen van non-activiteit en reforme, zullen in het vervolg van weerszijden, aan alle titularissen zoo burgerlijke als militaire uitbetaald worden, die daarop, in overeenkomst met de wetten, vóór den 1sten November 1830 in werking geweest, regt hebben.

Men is overeengekomen, dat de bovengemelde pensioenen en tractementen der regthebbenden, die geboren zijn op het grondgebied, hetwelk thans België uitmaakt, ten laste van de Belgische schatkist zullen blijven, en de pensioenen en tractementen der regthebbenden, welke geboren zijn op het grondgebied, hetwelk thans het Koningrijk der Nederlanden vormt, ten laste der Nederlandsche schatkist.

Article XXI.

Les pensions et traitemens d'attente, de non activité et de reforme, seront acquittés à l'avenir de part et d'autre, à tous les titulaires, tant civils que militaires, qui y ont droit conformément aux loix en vigueur avant le 1er Novembre 1830.

Il est convenu, que les pensions et traitemens susdits des titulaires nés sur les territoires, qui constituent aujourd'hui la Belgique resteront à la charge du trésor Belge, et les pensions et traitemens des titulaires nés sur les territoires, qui constituent aujourd'hui le Royaume des Pays-Bas, à celle du trésor Neerlandais.

Artikel XXII.

Alle de vorderingen der Belgische onderdanen ten laste van bijzondere instellingen, zoo als weduwen-fondsen en fondsen bekend onder de namen van leges-fondsen en

Article XXII.

Toutes les réclamations des sujets Belges sur des établissemens particuliers, tels que fonds de veuves, et fonds connus sous la dénomination de fonds de lèges, et de la

burgerlijk en militair pensioen fondsen zullen door de in art. XIII vermelde gemengde commissie onderzocht en beslist worden overeenkomstig den inhoud der reglementen van die fondsen of kassen.

De gestorte borgtogten, gelijk mede de stortingen door Belgische rekenpligtigen gedaan, de geregtelijke depots en de geconsigneerde gelden zullen insgelijks aan de daarop regthebbenden, op vertoon hunner bescheiden, terug gegeven worden.

Indien Belgische onderdanen, uit hoofde der verëvening van den zoogenaamden Franschen achterstand, nog regten van inschrijving hadden te doen gelden, zullen de vorderingen deswege insgelijks door de gezegde commissie onderzocht en verëvend worden.

Artikel XXIII.

De vonnissen in burgelijke of handelszaken gewezen, de acten van den burgerlijken stand, en de acten voor een notaris of ander openbaar ambtenaar verleden tijdens het Belgische beheer, in die gedeelten van Limburg en van het Groot-Hertogdom Luxemburg, welke weder in het bezit van Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, zullen worden gesteld, zullen in derzelver kracht en werking worden gehandhaafd.

caisse des retraites civiles et militaires, seront examinées par la commission mixte, dont-il est question dans l'article XIII, et résolues d'après la teneur des règlemens, qui régissent ces fonds ou caisses.

Les cautionnemens fournis, ainsi que les versemens faits par les comptables Belges, les dépôts judiciaires, et les consignations seront également restitués aux titulaires sur la présentation de leurs titres.

Si du chef des liquidations dites Françaises, des sujets Belges avaient encore à faire valoir des droits d'inscription ces réclamations seront également examinées et liquidées par la dite commission.

Article XXIII.

Seront maintenus dans leur force et vigueur les jugemens rendus en matiere civile, et commerciale, les actes de l'état civil, et les actes passés devant notaire ou autre officier public sous l'administration Belge, dans les parties du Limbourg et du Grand-Duché de Luxembourg, dont Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, va être remis en possession.

Artikel XXIV.

Onmiddellijk na de uitwisseling der bekrachtigingen van het tusschen de beide partijen tot stand te brengen verdrag, zullen de noodige bevelen aan de bevelhebbers der wederzijdsche krijgsbenden worden toegezonden, om het grondgebied, de steden, plaatsen en oorden te ontruimen, die van heerschappij veranderen. De Burgerlijke overheden zullen tevens te gelijker tijd de noodige bevelen ontvangen, om dat grondgebied, die steden, plaatsen en oorden aan de van weêrszijden daartoe te benoemen commissarissen over te geven.

Deze ontruiming en deze overgave zullen in dier voege plaats hebben, dat zij binnen den tijd van veertien dagen, of zoo mogelijk vroeger afgeloopen kunnen zijn.

(*L. S.*) DEDEL. (*L. S.*) SENFFT.
(*L. S.*) H. SEBASTIANI.
(*L. S.*) PALMERSTON.
(*L. S.*) BÜLOW.
(*L. S.*) POZZO DI BORGO.

Article XXIV.

Aussitôt après l'échange des ratifications du traité à intervenir entre les deux parties, les ordres nécessaires seront envoyés aux commandans des troupes respectives, pour l'évacuation des territoires, villes, places et lieux, qui changent de domination. Les autorités civilis y recevront aussi, en même tems, les ordres nécessaires pour la remise de ces territoires, villes, places et lieux aux commissaires qui seront désignès à cet effet de part et d'autre.

Cette évacuation et cette remise s'effectueront de manière à pouvoir être terminées dans l'espace de quinze jours, ou plutôt, si faire se peut.

(*L. S.*) DEDEL. (*L. S.*) SENFFT.
(*L. S.*) H. SEBASTIANI.
(*L. S.*) PALMERSTON.
(*L. S.*) BÜLOW.
(*L. S.*) POZZO DI BORGO.

De Minister van Buitenlandsche Zaken, verklaart, dat het bovenstaande tractaat, benevens de daarbij behoorende annexe door Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden is bekrachtigd den 26sten Mei 1839, en door Hunne Keizerlijke en Koninklijke Majesteiten van Oostenrijk, Frankrijk, Groot-Brittannie, Pruisen en Rusland, den 19den, 18den 22sten, 20sten en 6den Mei te voren; mitsgaders dat de wederzijdsche uitwisseling van de acten van bekrachtiging den 8sten Junij 1839, te Londen heeft plaats gehad.

VERSTOLK VAN SOELEN.

Vertaling.

IN NAAM DER ZEER HEILIGE EN ONDEELBARE DRIE-EENHEID.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, en Zijne Majesteit de Koning der Belgen, in overweging nemende hunne tractaten, gesloten met de Hoven van Oostenrijk, Frankrijk, Groot-Brittannie, Pruissen en Rusland, te weten: door Zijne Majesteit den Koning der Belgen den 15den November 1831, en door Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, op heden, hebben Hunne gezegde Majesteiten voor hunne Gevolmagtigden benoemd, te weten:

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, den Heer Salomon Dedel, Commandeur der orde van den Nederlandschen Leeuw, Commandeur der Zweedsche orde van de Poolster, Hoogstdeszelfs buitengewonen Gezant, en Gevolmagtigden Minister bij Hare Britsche Majesteit;

En Zijne Majesteit de Koning der Belgen, den Heer Sylvanus van de Weyer, Hoogstdeszelfs buitengewonen Gezant en Gevolmagtigden Minister bij Hare Britsche

AU NOM DE LA TRÈS SAINTE ET INDIVISIBLE TRINITÉ.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, et Sa Majesté le Roi des Belges, prenant en considération leurs Traités conclus avec les Cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, savoir: par Sa Majesté le Roi des Belges le 15 Novembre 1831, et par Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, en ce jour, leurs dites Majestés ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, le sieur Salomon Dedel, Commandeur de l'ordre du Lion Néerlandais, Commandeur de l'ordre de l'Etoile Polaire de Suède, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique;

Et Sa Majesté le Roi des Belges, le sieur Sylvain van de Weyer, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, Officier de l'or-

Majesteit, Officier van de Leopolds-orde, Grootkruis van de orde van Ernst van Saxen, van de orde van den Toren en het Zwaard, van de Militaire en Godsdienstige orde der Heiligen Maurits en Lazarus, Commandeur der Koninklijke orde van het Legioen van Eer, enz., enz.

Dewelke, na elkander hunne in goeden en behoorlijken staat bevonden volmagten te hebben medegedeeld, nopens de volgende artikelen zijn overeengekomen:

dre de Léopold, Grand Croix de l'ordre d'Ernest de Saxe, de l'ordre de la Tour et de l'Epée, de l'ordre Militaire et Réligieux des Saints Maurice et Lazare, Commandeur de l'ordre Royal de la Légion d'Honneur, etc. etc.

Lesquels après s'être communiqué, leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivans:

Artikel I.

Het Belgisch grondgebied zal zamengesteld zijn uit de provincien:

Zuid-Braband,
Luik,
Namen,
Henegouwen,
West-Vlaanderen,
Oost-Vlaanderen,
Antwerpen, en
Limburg;

zoodanig als dezelve behoord hebben tot het, in 1815 gevestigde Koningrijk der Nederlanden, met uitzondering van de districten der provincie Limburg, aangewezen in artikel IV.

Het Belgisch grondgebied zal bovendien bevatten dat gedeelte van het Groot-Hertogdom Luxemburg, hetwelk in artikel II wordt aangeduid.

Article I.

Le territoire Belge se composera des provinces de:

Brabant-Méridional,
Liège,
Namur,
Hainaut,
Flandre Occidentale,
Flandre Orientale,
Anvers, et
Limbourg;

telles quelles ont fait partie du Royaume des Pays-Bas constitué en 1815, à l'exception des districts de la province de Limbourg, désignés dans l'article IV.

Le territoire Belge comprendra en outre, la partie du Grand-Duché de Luxembourg indiqué dans l'article II.

Artikel II.

Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, stemt er in toe, dat in het Groot-Hertogdom Luxemburg, de grenzen van het Belgisch grondgebied zoodanig zullen zijn, als dezelve hieronder zullen omschreven worden.

Te beginnen van de Fransche grenzen af, tusschen *Rodange*, hetwelk aan het Groot-Hertogdom Luxemburg zal blijven, en *Athus* het welk aan Belgie zal behooren, zal er, volgens de hierbij gevoegde kaart, eene lijn getrokken worden, welke den weg van *Arlon* naar *Longwij*, de stad *Arlon* met haar gebied, en den weg van *Arlon* naar *Bastogne* aan Belgie latende, tusschen *Messancy*, hetwelk op Belgisch grondgebied zal liggen, en *Clemancy*, hetwelk aan het Groot-Hertogdom Luxemburg zal verblijven, op *Steinfort* zal aanloopen, welke plaats ingelijks aan het Groot-Hertogdom zal verblijven; van *Steinfort* zal deze lijn in de rigting van *Eischen*, *Hecbus*, *Guirsch*, *Ober-Pallen*, *Grende*, *Nothomb*, *Parette* en *Perlé*, tot aan *Martelange* verlengd worden; moetende *Hecbus*, *Guirsch*, *Grende*, *Nothomb*, en *Parette* aan Belgie, en *Eischen*, *Ober-Pallen*, *Perlé* en *Martelange* aan het Groot-Hertogdom behooren; van *Mar-*

Article II.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, consent à ce que dans le Grand-Duché de Luxembourg, les limites du territoire Belge soient telles qu'elles vont être décrités ci-dessous.

A partir de la frontière de France entre *Rodange* qui restera au Grand-Duché de Luxembourg, et *Athus* qui appartiendra à la Belgique, il sera tiré d'après la carte ci-jointe, une ligne qui, laissant à la Belgique la route *d'Arlon* à *Longwy*, la ville d'Arlon avec sa banlieue, et la route *d'Arlon* à *Bastogne*, passera entre *Messancy*, qui sera sur le territoire Belge, et *Clemancy*, qui restera au Grand-Duché de Luxembourg, pour aboutir à *Steinfort*, lequel endroit restera également au Grand-Duché; de *Steinfort* cette ligne sera prolongée dans la direction *d'Eischen*, de *Hecbus*, *Guirsch*, *Ober-Pallen*, *Grende*, *Nothomb*, *Parette* et *Perlé*, jusqu'à *Martelange*; *Hecbus*, *Guirsch*, *Grende*, *Nothomb*, et *Parette*, devant appartenir à la *Belgique*, et *Eischen*, *Ober-Pallen*, *Perlé*, et *Martelange* au Grand-Duché. De *Martelange*, la dite ligne descendra le cours de la *Sure*, dont le thalweg servira de limite entre les deux Etats, jusque vis-à-vis *Tintange*, d'où

telange zal gezegde lijn den loop der *Sure*, welker dalweg de grensscheiding tusschen de beide Staten zal uitmaken, afwaarts volgen, tot tegen over *Tintange*, van waar dezelve in de regtst mogelijke rigting tot aan de tegenwoordige grens van het arrondissement van *Diekirch* verlengd worden en doorgaan zal tusschen *Surret*, *Harlange*, *Tarchamps*, die zij aan het Groot-Hertogdom Luxemburg zal laten, en *Honville*, *Livarchamps* en *Loutremange*, welke tot het Belgisch grondgebied zullen behooren; vervolgens in de omstreken van *Doncols* en *Soulez*, welke aan het Groot-Hertogdom zullen verblijven, de tegenwoordige grens van het arrondissement van *Diekirch* bereikende, zal de bedoelde lijn de gezegde grens volgen tot aan die van het Pruissisch grondgebied. Al het grondgebied, alle de steden, plaatsen en oorden, ten westen van deze lijn gelegen, zullen aan Belgie behooren, en al het grondgebied, alle de steden, plaatsen en oorden, ten oosten van diezelfde lijn gelegen, zullen bij voortduring aan het Groot-Hertogdom Luxemburg blijven toebehooren.

Het is de bedoeling, dat de commissarissen voor de grensscheiding, waarvan in artikel VI wordt melding gemaakt, deze lijn trekkende, en zich zoo veel mogelijk gedragende aan de omschrijving, hierboven gegeven, en aan de aanwijzingen der kaart, bij meerder duidelijkheid aan het protocol gehecht, zullen

elle sera prolongée aussi directement que possible vers la frontiere actuelle de l'arrondissement de *Diekirch*, et passera entre *Surret*, *Harlange*, *Tarchamps*, qu'elle laissera au Grand-Duché de Luxembourg, et *Honville*, *Livarchamps* et *Loutremange*, qui feront partie du territoire Belge: atteignant ensuite, aux environs de *Doncols* et de *Soulez*, qui resteront au Grand-Duché, la frontiere actuelle de l'arrondissement de *Diekirch*, la ligne en question suivra la dite frontiere, jusqu'à celle du territoire Prussien. Tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'ouest de cette ligne, appartiendront à la Belgique, et tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'est de cette même ligne, continueront d'appartenir au Grand-Duché de Luxembourg.

Il est entendu, qu'en traçant cette ligne, et en se conformant autant que possible à la description, qui en a été faite ci-dessus, ainsi qu'aux indications de la carte, jointe pour plus de clarté au pré-

ving, welke hierboven daarvan gemaakt is, alsmede aan de aanwijzingen op de kaart, welke ter meerdere duidelijkheid, bij het tegenwoordig artikel gevoegd is, zoo wel op de plaatselijke gesteldheid als op het gerijf, hetwelk aan beide zijden daaruit zal kunnen voortvloeijen, acht zullen slaan.

Artikel III.

Voor het gebied, bij het vorig artikel afgestaan, zal aan Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg eene schadeloosstelling in grondgebied, in de provincie Limburg worden aangewezen.

Artikel IV.

Ter uitvoering van dat gedeelte van artikel I, hetwelk betrekking heeft op de provincie Limburg, en ten gevolge van den afstand van grondgebied, dien Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, in artikel II doet, zal gezegde Zijne Majesteit, het zij in deszelfs hoedanigheid als Groot-Hertog van Luxemburg, het zij om met Holland vereenigd te worden, de landstreken bezitten, waarvan de grenzen hieronder worden aangewezen:

1°. *Op den regter oever der Maas:* Bij de voormalige Hol-

sent article, les Commissaires démarcateurs, dont il est fait mention dans l'article VI, auront égard aux localités, ainsi qu'aux convenances qui pourront en résulter mutuellement.

Article III.

Pour les cessions faites dans l'article précédent, il sera assigné à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, une indemnité territoriale dans la province de Limbourg.

Article IV.

En exécution de la partie de l'article I, rélative à la province de Limbourg, et par suite des cessions, que Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg fait dans l'article II, Sa dite Majesté possèdera, soit en sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg, soit pour être réunis à la Hollande, les territoires, dont les limites sont indiquées ci-dessous:

1°. *Sur la rive droite de la Meuse:* aux anciennes en-

landsche enclaves op gezegden oever in de provincie Limburg, zullen gevoegd worden de districten dier zelfde provincie op denzelfden oever, welke in 1790 niet aan de Staten-Generaal toebehoorden, in dier voege, dat het gedeelte der tegenwoordige provincie Limburg, hetwelk op den regter oever der Maas gelegen, en tusschen deze rivier ten westen, de grenzen van het Pruissich grondgebied ten oosten, de tegenwoordige grens der provincie Luik ten zuiden, en Hollandsch Gelderland ten noorden begrepen is, voortaan geheel en al aan Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden zal toebehooren, het zij in deszelfs hoedanigheid als Groot-Hertog van Luxemburg, het zij om met Holland vereenigd te worden.

2°. *Op den linker oever der Maas:* te beginnen van het zuidelijkste punt der Hollandsche provincie Noord-Braband, zal er, volgens de hierbij gevoegde kaart, eene lijn getrokken worden, welke, boven *Wessem*, tusschen deze plaats en *Stevenswaardt* op de Maas zal uitloopen, ter plaatse alwaar zich op den linker Maas oever de grenzen der tegenwoordige arrondissementen van *Roermonde* en *Maastricht* aanraken; in dier voege, dat *Bergerot*, *Stamproy*, *Neer Itteren*, *Ittervoort*

claves Hollandaises sur la dite rive dans la province de Limbourg, seront joints les districts de cette même province, sur cette même rive, qui n'appartenaient pas aux État-Généraux en 1790, de façon qui la partie de la province actuelle de Limbourg, située sur la rive droite de la Meuse, et comprise entre ce fleuve à l'ouest, la frontiere du territoire Prussien à l'est, la frontière actuelle de la province de Liège au midi, et la Gueldre Hollandaise au nord, appartiendra désormais toute entière à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, soit en Sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg, soit pour être réunie à la Hollande.

2°. *Sur la rive gauche de la Meuse:* à partir du point le plus méridional de la province Hollandaise du Brabant Septentrional, il sera tiré, d'après la carte ci-jointe, une ligne, qui aboutira à la Meuse au dessus de *Wessem*, entre cet endroit et *Stevenswaardt*, au point où se touchent, sur la rive gauche de la Meuse, les frontières des arrondissemens actuels de *Ruremonde* et de *Maestricht*, de manière que *Bergerot*, *Stamproy*, *Neer-Itteren*, *Ittervoort* et *Thorn*, avec leurs banlieues, ainsi que

en *Thorn* met derzelver gebied, gelijk mede alle de andere plaatsen ten noorden van deze lijn gelegen, een deel van het Hollandsche grondgebied zullen uitmaken.

De voormalige Hollandsche enclaves in de provincie Limburg op den linker Maas oever zullen aan Belgie toebehooren, met uitzondering van de stad Maastricht, welke met een gebied van 1200 vademen in de doorsnede, te rekenen van het uitwendig glacis der vesting op gezegden oever van die rivier, bij voortduring in volle souvereiniteit in eigendom door Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden zal worden bezeten.

tous les autres endroits situés au nord de cette ligne, feront partie, du territoire Hollandais.

Les anciennes enclaves Hollandaises dans la province de Limbourg, sur la rive gauche de la Meuse, appartiendront à la Belgique, à l'exception de la ville de Maestricht, laquelle avec un rayon de territoire de douze cents toises, à partir du glacis extérieur de la place sur la dite rive de ce fleuve, continuera d'être possédée en toute souveraineté et propriété par sa Majesté le Roi des Pays-Bas.

Artikel V.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, zal zich met het Duitsche Bondgenootschap en de agnaten van het Huis van Nassau verstaan over de toepassing der in de artikelen III en IV vervatte bepalingen, alsmede over alle de schikkingen, die gezegde artikelen, hetzij met de bovengenoemde agnaten van het Huis van Nassau, hetzij met het Duitsche Bondgenootschap, noodzakelijk zouden kunnen maken.

Article V.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, s'entendra avec la Confédération Germanique et les agnats de la Maison de Nassau, sur l'application des stipulations renfermées, dans les articles III et IV, ainsi que sur tous les arrangemens, que les dits articles pourraient rendre nécessaires soit avec les agnats ci-dessus nommés de la Maison de Nassau, soit avec la conféderation Germanique.

Artikel VI.

Ten gevolge van de hiervoren vastgestelde schikkingen

Article VI.

Moyennant les arrangemens territoriaux arrêtés ci-dessus,

over het grondgebied, doet elke der beide partijen wederkeerig voor altijd afstand van alle aanspraak op het grondgebied, alle de steden, plaatsen en oorden, gelegen binnen de grenzen der bezittingen van de andere partij, zoodanig als deze in de artikelen I, II en IV omschreven zijn.

De bedoelde grenzen zullen, in overeenkomst met diezelfde artikelen, door Belgische en Hollandsche commissarissen voor de grensscheiding getrokken worden, die zoo spoedig mogelijk binnen de stad Maastricht zullen bijeenkomen.

chacune des deux parties renonce réciproquement pour jamais à toute prétention sur les territoires, villes, places, et lieux, situés dans les limites des possessions de l'autre partie, telles qu'elles se trouvent décrites dans les articles I, II et IV.

Les dites limites seront tracées conformément à ces mêmes articles, par des commissaires démarcateurs Belges et Hollandais; qui se réuniront le plutôt possible en la ville de Maestricht.

Artikel VII.

België zal binnen de in de artikelen I, II en IV aangewezen grenzen eenen onafhankelijken en voortdurend onzijdigen Staat uitmaken. Het zal gehouden zijn dezelfde onzijdigheid jegens alle de andere Staten in acht te nemen.

Article VII.

La Belgique, dans les limites indiquées aux articles I, II et IV, formera un Etat independant et perpétuellement neutre. Elle sera tenue d'observer cette même neutralité envers tous les autres Etats.

Artikel VIII.

De waterloozing voor Vlaanderen zal tusschen Holland en Belgie geregeld worden in overeenkomst met de bepalingen, te dien aanzien in artikel VI van het definitief verdrag vastgesteld, dat den 8sten November 1785 tusschen Zijne Majesteit den Keizer van Duitschland en de Staten Generaal gesloten is. In overeenkomst met dat artikel zul-

Article VIII.

L'écoulement des eaux des Flandres sera réglé entre la Hollande et la Belgique d'après les stipulations arrêtées à cet égard dans l'article VI du traité définitif, conclu entre Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne et les Etats-Généraux, le 8e Novembre 1785; et conformement audit article, des commissaires nommés de part et d'autre, s'en-

len wederzijds benoemde commissarissen zich over de toepassing der daarbij gemaakte beschikkingen verstaan.

Artikel IX.

§ 1. De beschikkingen der artikelen 108 tot 117 ingesloten van de algemeene acte van het Congres van Weenen, betrekkelijk de vrije scheepvaart op de stroomen en bevaarbare rivieren, zullen toepasselijk worden gemaakt op de stroomen en bevaarbare rivieren, die het Belgische grondgebied en het Hollandsche grondgebied van een scheiden, of gelijkelijk doorloopen.

§ 2. Wat meer bijzonder de scheepvaart op de Schelde en hare monden betreft, is overeengekomen, dat het loodswezen en de betonning, zoo wel als het onderhoud der zeegaten van de Schelde beneden Antwerpen, aan een gemeenschappelijk toezigt zullen worden onderworpen, en dat dit gemeenschappelijk toezigt door wederzijds daartoe benoemde commissarissen zal worden uitgeoefend. Met gemeenschappelijk overleg zullen gematigde loodsgelden worden vastgesteld, en deze gelden zullen voor de schepen van alle natien dezelfde zijn.

Intusschen en tot de vaststelling dier regten zullen geene hoogere loodsgelden kunnen

tendront sur l'application des dispositions, qu'il consacre.

Article IX.

§ 1. Les disposition des articles CVIII jusqu'au CXVII inclusivement, de l'acte général du Congrès de Vienne, rélatives à la libre navigation des fleuves et rivières navigables, seront appliquées aux fleuves et rivières navigables, qui séparent ou traversent à la fois le territoire Belge et le territoire Hollandais.

§ 2. En ce qui concerne spécialement la navigation de l'Escaut et de ses embouchures, il est convenu que le pilotage et le balisage ainsi que la conservation des passes de l'Escaut en aval d'Anvers, seront soumis à une surveillance commune, et que cette surveillance commune sera exercée par des commissaires nommés à cet effêt de part et d'autre. Des droits de pilotage modérés seront fixés d'un commun accord, et ces droits seront les mêmes pour les navires de toutes les nations.

En attendant et jusqu'à ce que ces droits soient arrêtés, il ne pourra être perçu des

worden geheven, dan die bij het tarief van 1829 voor de monden van de Maas, van de volle zee tot aan Hellevoet en van Hellevoet tot aan Rotterdam zijn vastgesteld, naar evenredigheid van de afstanden.

Het zal aan de keus van elk schip staan, dat zich langs de Schelde van uit de volle zee naar Belgie, of van Belgie naar volle zee begeeft, om zoodanige loods te nemen, als het zal verkiezen, en het zal dien volgens aan beide de landen vrijstaan, om langs den geheelen loop der Schelde en aan haren mond, de diensten voor het loodswezen te vestigen, die voor het verschaffen der loodsen noodzakelijk zullen geoordeeld worden.

Al wat tot die instellingen betrekking heeft, zal bij het, in overeenkomst met de hierachter volgende § 6 vast te stellen reglement worden bepaald. De dienst dezer instellingen zal onder het gemeenschappelijk toezigt staan, waarvan in het begin der tegenwoordige paragraaph, melding is gemaakt. De beide Regeringen verbinden zich ieder voor haar gedeelte der rivier, om de bevaarbare zeegaten van de Schelde en van hare monden te behouden, en daar de noodige tonnen en boeijen te plaatsen en te onderhouden.

§ 3. Er zal door de Ne-

droits de pilotage plus élevés que ceux, qui ont été établis par le tarif de 1829, pour les bouches de la Meuse, depuis la pleine Mer jusqu'à Helvoet et de Helvoet jusqu'à Rotterdam, en proportion des distances.

Il sera au choix de tout navire se rendant de la pleine Mer en Belgique, ou de la Belgique en pleine Mer par l'Escaut, de prendre tel pilote, qu'il voudra; et il sera loisible d'après cela aux deux pays d'établir dans tout le cours de l'Escaut et à son embouchure, les services de pilotage, qui seront jugés nécessaires pour fournir les pilotes.

Tout ce qui est relatif à ces établissemens, sera déterminé par le reglement à intervenir conformement au § 6 ci après. Le service de ces établissements sera sous la surveillance commune mentionnée au commencement du présent paragraphe. Les deux Gouvernemens s'engagent à conserver les passes navigables de l'Escaut et de ses embouchures, et à y placer et y entretenir les balises et bouées nécessaires chacun pour sa partie du fleuve.

§ 3. Il sera perçu par le

derlandsche Regering op de vaart op de Schelde en hare monden een eenig regt van *f* 1.50 per ton worden geheven, te weten *f* 1.12 van de schepen die, van uit de volle zee komende, de Wester-Schelde zullen opvaren, om zich langs de Schelde of door het kanaal van Terneuzen naar Belgie te begeven; en van *f* 0.38 per ton van de schepen, die, langs de Schelde of door het kanaal van Terneuzen uit Belgie komende, de Wester-Schelde zullen afvaren, om zich naar de volle zee te begeven.

En op dat de gezegde schepen niet aan eenig onderzoek, noch eenige vertraging, of eenigerhande hindernis op de Hollandsche reeden onderworpen kunnen worden, het zij dezelven van uit de volle zee de Schelde opvaren, het zij, zij Schelde afkomen, om zich naar de volle zee te begeven, zoo is overeengekomen, dat de heffing van het bovengemelde regt door de Nederlandsche Agenten te Antwerpen en te Terneuzen zal plaats hebben. Even zoo zullen de schepen, die uit de volle zee aankomen om zich langs de Wester-Schelde naar Antwerpen te begeven, en van, met betrekking tot den gezondheids-toestand, verdachte plaatsen komen, de bevoegdheid hebben, om, verzeld van eene gezondheids-wacht, zonder verhindering of vertraging, de reis

Gouvernement des Pays-Bas sur la navigation de l'Escaut et de ses embouchures, un droit unique de florins 1.50 par tonneau, savoir florins 1.12 pour les navires qui arrivant de la pleine Mer, remonteront l'Escaut Occidental pour se rendre en Belgique par l'Escaut ou par le canal de Terneuze, et de florins 0.38 par tonneau, des navires qui, arrivant de la Belgique par l'Escaut ou par le canal de Terneuze, descendront l'Escaut Occidental pour se rendre dans la pleine Mer.

Et afin que les dits navires ne puissent être assujettis à aucune visite, ni à aucun retard ou entrave quelconque dans les rades Hollandaises, soit en remontant l'Escaut de la pleine mer, soit en descendant l'Escaut pour se rendre en pleine mer, il est convenu, que la perception du droit susmentionné aura lieu par les agens Néerlandais à Anvers et à Terneuze. De même les navires arrivant de la pleine Mer pour se rendre à Anvers par l'Escaut Occidental, et venant d'endroits suspects sous le rapport sanitaire, auront la faculté de continuer leur route sans entrave ni retard; accompagnés d'une garde de santé, et de se rendre ainsi au lieu de leur destination.

voort te zetten, en zich zoo naar de plaats hunner bestemming te begeven.

De schepen, die zich van Antwerpen naar Terneuzen of omgekeerd begeven, of op de rivier zelve met de kustvaart of de vischvangst bezig houden (zoodanig als de uitoefening van deze laatste, in overeenkomst met de hierachterstaande § 6, zal worden geregeld), zullen aan geenerlei regt onderworpen zijn.

Les navires de rendant d'Anvers à Terneuze, et vice versa, ou faisant dans le fleuve même le cabotage ou la péche, (ainsi que l'exercice de celle-ci sera réglé en conséquence du § 6 ci-aprés;) ne seront assujettis à aucun droit.

§ 4. De tak der Schelde, die de Ooster-Schelde heet, bij de tegenwoordige plaatselijke gesteldheid niet tot de vaart van de volle zee naar Antwerpen en naar Terneuzen en omgekeerd, dienende, maar voor de vaart tusschen Antwerpen en den Rhijn gebruikt wordende, zal langs zijnen geheelen loop met geene hoogere regten of tolgelden kunnen worden bezwaard, dan die volgens de tarieven van Mentz van den 31sten Maart 1831 op de vaart van Gorinchem tot aan de volle zee, worden geheven, naar evenredigheid der afstanden.

§ 4. La branche de l'Escaut dite l'Escaut oriental, ne servant point dans l'Etat actuel des localités à la navigation de la pleine Mer à Anvers et à Terneuze et vice versa, mais étant employée à la navigation entre Anvers et le Rhin, celle-ci ne pourra être grevée, dans tout son cours, de droits ou péages plus élèvés, que ceux, qui sont perçus, d'après les tarifs de Mayence, du 31 Mars 1831, sur la navigation de Gorcum jusqu'à la pleine Mer, en proportion des distances.

§ 5. Insgelijks is overeengekomen, dat de scheepvaart op de binnenwateren tusschen de Schelde en den Rijn, om van Antwerpen naar den Rijn te komen en omgekeerd, wederkeerig vrij zal blijven, en slechts aan gematigde tol-

§ 5. Il est également convenu, que la navigation des eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin pour arriver d'Anvers au Rhin et *vice versa*, restera réciproquement libre, et qu'elle ne sera assujettie qu'à des péages modérés, qui

gelden zal worden onderworpen, die voor den handel der beide landen dezelfde zullen zijn.

§ 6. Commissarissen van wederzijden zullen binnen den tijd van eene maand te Antwerpen bijeenkomen, zoo wel om het bedrag dier tolgelden bepaaldelijk en op eenen blijvenden voet vast te stellen, als om nopens een algemeen reglement tot uitvoering der beschikkingen van het tegenwoordig artikel overeen te komen, en om daarin de uitoefening van het regt der visscherij en van den vischhandel over de geheele uitgestrektheid der Schelde, op den voet eener volkomene wederkeerigheid en gelijkheid ten behoeve van de onderdanen der beide Landen, te begrijpen.

§ 7. Intusschen en tot den tijd der vaststelling van het gezegde reglement toe, zal de vaart op de Maas en hare takken geheel vrij blijven voor den handel der beide landen, welke voorloopig daarvoor zullen aannemen de tarieven, der overeenkomst nopens de vrije scheepvaart op den Rijn, den 31sten Maart 1831, te Mentz geteekend, alsmede de andere beschikkingen dier overeenkomst, voor zoo verre zij op de genoemde rivier toepasselijk kunnen worden gemaakt.

seront les mêmes pour le commerce des deux Pays.

§ 6. Des commissaires se réuniront de part et d'autre à Anvers, dans le délai d'un mois, tant pour arrêter le montant définitif et permanent de ces péages, qu'afin de convenir d'un règlement général pour l'éxécution des dispositions du prèsent article, et d'y comprendre l'exercice du droit de pêche et du commerce de pêcherie dans toute l'étendue de l'Escaut sur le pied d'une parfaite réciprocité et égalité en faveur des sujets des deux Pays.

§ 7. En attendant, et jusqu'à ce que le dit réglément soit arrêté, la navigation de la Meuse et de ses embranchemens restera libre au commerce des deux pays, qui adopteront provisoirement à cet égard, les tarifs de la convention signée le 31 Mars 1831, à Mayence, pour la libre navigation du Rhin, ainsi que les autres dispositions de cette convention, en autant qu'elles pourront s'appliquer à la dite rivière.

§ 8. Indien natuurlijke gebeurtenissen of werken van kunst de in het tegenwoordig artikel aangewezene wegen voor de scheepvaart voor het vervolg onbruikbaar mogten maken, zal de Nederlandsche Regering aan de Belgische scheepvaart, ter vervanging der gezegde, onbruikbaar gewordene wegen voor de scheepvaart, andere zoodanige wegen, die even veilig en even goed en gemakkelijk zijn, aanwijzen.

§ 8. Si des événemens naturels, ou des travaux d'art venaient par la suite à rendre impraticables les voies de navigation indiquées au présent article, le Gouvernement des Pays-Bas assignera à la navigation Belge d'autres voies aussi sures et aussi bonnes et commodes, en remplacement des dites voies de navigation devenues impraticables.

Artikel X.

Het gebruik der kanalen, die te gelijk de beide landen doorsnijden, zal bij voortduring vrij en aan de ingezetenen daarvan gemeen zijn.

Het is de bedoeling, dat zij wederkeerig en op dezelfde voorwaarden daarvan genot zullen hebben, en dat van weerzijden slechts gematigde regten voor de vaart op die kanalen zullen worden geheven.

Article X.

L'usage des canaux, qui traversent à la fois les deux Pays, continuera d'être libre et commun à leurs habitans.

Il est entendu qu'ils en jouiront réciproquement et aux mêmes conditions, et que de part et d'autre il ne sera perçu sur la navigation des dits canaux, que des droits moderés.

Artikel XI.

De handels-gemeenschap door de steden Maastricht en Sittard zal geheel vrij blijven, en onder geenerlei voorwendsel belemmerd kunnen worden.

Het gebruik der wegen die deze beide steden doorloopen, en naar de grenzen van Duitschland geleiden, zal

Article XI.

Les communications commerciales par la ville de Maastricht, et par celle de Sittard, resteront entièrement libres et ne pourront être entravées sous aucun pretexte.

L'usage des rôutes qui, en traversant ces deux villes, conduisent aux frontières de l'Allemagne, ne sera assujetti

slechts aan de betaling van een matig tolgeld voor het onderhoud dier wegen onderworpen zijn, op zoodanig eene wijze, dat de transito-handel aldaar geenerlei hinderpaal kunne ondervinden, en dat die wegen door middel der bovengemelde tolgelden in eenen goeden, en dien handel gerijvenden staat onderhouden worden.

qu'au payement de droits de barrière modérés pour l'entretien de ces routes, de telle sorte, que le commerce de transit n'y puisse éprouver aucun obstacle, et que moyennant les droits ci-dessus mentionnés, ces routes soient entretenus en bon état, et propres à faciliter ce commerce.

Artikel XII.

In geval er in Belgie een nieuwe weg mogt zijn aangelegd, of een nieuw kanaal zijn gegraven, tegen over het Hollandsch kanton Sittard, aan de Maas uitkomende, zoude het aan Belgie vrijstaan, om aan Holland te vragen, hetwelk zulks in deze veronderstelling niet zoude weigeren, dat gezegde weg of gezegde vaart, in overeenkomst met hetzelfde plan, geheel en al op kosten en voor rekening van Belgie, door het kanton Sittard heen, tot aan de grenzen van Duitschland, verlengd wierden. Deze weg of dit kanaal, die alleen tot het onderhouden van handelsgemeenschap zouden kunnen dienen, zouden, ter keuze van Holland aangelegd worden, hetzij door ingenieurs en werklieden, welke Belgie gemagtigd zoude worden daarvoor in het kanton Sittard te gebruiken, hetzij door ingenieurs en werklieden, die

Article XII.

Dans le cas, où il aurait été construit en Belgique une nouvelle route, ou creusé un nouveau canal, qui aboutirait à la Meuse vis-à-vis le canton Hollandais de Sittard, alors il serait loisible à la Belgique de demander à la Hollande, qui ne s'y refuserait pas dans cette supposition, que la dite route, ou le dit canal fussent prolongés d'après le même plan, entièrement aux frais et dépens de la Belgique, par le canton de Sittard jusqu'aux frontières de l'Allemagne. Cette route, ou ce canal, qui ne pourraient servir que de communication commerciale, seraient construits, au choix de la Hollande, soit par des ingénieurs et ouvriers, que la Belgique obtiendrait l'autorisation d'employer à cet effet dans le canton de Sittard, soit par des ingénieurs et ouvriers, que la Hollande fournirait, et qui exécutéraient

Holland zoude leveren, en die op kosten van Belgie de bepaalde werken zouden aanleggen, alles zonder eenig bezwaar voor Holland, en zonder benadeeling der uitsluitende regten van souvereiniteit op het grondgebied, hetwelk de bedoelde weg of kanaal zoude doorsnijden.

De beide partijen zouden met gemeen overleg het bedrag en de wijze van heffing der regten en tolgelden regelen, die op zoodanigen weg of kanaal zouden worden geheven.

aux fraix de la Belgique, les travaux convenus, le tout sans charge aucune pour la Hollande, et sans préjudice de ses droits de Souveraineté exclusifs sur le territoire que traverserait la route ou le canal en question.

Les deux parties fixeraient d'un commun accord le montant et le mode de perception des droits et péages qui seraient prélevés sur cette même route ou canal.

Artikel XIII.

§ 1. Te rekenen van den 1sten Januarij 1839, zal Belgie, uit hoofde der verdeeling van de openbare schulden van het Koningrijk der Nederlanden, met eene som van vijf millioen Nederlandsche guldens aan jaarlijksche renten belast blijven, waarvan de kapitalen van het debet des Amsterdamschen Grootboeks of van het debet der Algemeene Rijks kas van het Koningrijk der Nederlanden, op het debet van het Belgische Grootboek zullen worden overgebragt.

§ 2. De kapitalen en renten, die ten gevolge der voorgaande paragraaf tot een gezamenlijk bedrag van vijf millioen Nederlandsche guldens aan jaarlijksche renten

Article XIII.

§ 1. A partir du 1. Janvier 1839, la Belgique, du chef du partage des dettes publiques du Royaume des Pays-Bas, restera chargée d'une somme de cinq millions de florins des Pays-Bas de rente annuelle, dont les capitaux seront transférés du débet du grand livre d'Amsterdam ou du débet du trésor général du Royaume des Pays-Bas, sur le débet du grand livre de la Belgique.

§ 2. Les capitaux transférés, et les rentes inscrites sur le débet au grand livre de la Belgique par suite du paragraphe précédent, jusqu'à la concurrence de la

op het debet van het Belgische Grootboek zullen worden overgebragt en ingeschreven, zullen geacht worden een gedeelte der Nationale Belgische schuld uit te maken; en België verbindt zich, om noch voor het tegenwoordige, noch voor de toekomst, eenig onderscheid te maken tusschen dat gedeelte zijner openbare schuld, hetwelk uit zijne vereeniging met Holland voortvloeit, en alle andere reeds gemaakte of nog te maken Nationale Belgische schuld.

somme totale de 5,000,000 florins des Pays-Bas, de rente annuelle, seront considérés comme faisant partie de la dette nationale Belge; et la Belgique s'engage à n'admettre ni pour le présent ni pour l'avenir, aucune distinction entre cette portion de sa dette publique, provenant de sa réunion avec la Hollande, et toute autre dette nationale Belge déjà créée, ou à créer.

§ 3. De afbetaling der hierboven vermelde som van 5,000,000 Nederlandsche guldens aan jaarlijksche renten, zal regelmatig van half jaar tot half jaar, het zij te Brussel, het zij te Antwerpen, in gereed geld plaats hebben, zonder eenige korting, van welken aard die ook mogt zijn, noch voor het tegenwoordige noch voor de toekomst.

§ 3. L'acquittement de la somme de rentes annuelles ci-dessus mentionnées de 5,000,000 florins des Pays-Bas, aura lieu régulièrement de sémestre en sémestre, soit à Bruxelles, soit à Anvers, en argent comptant, sans déduction aucune de quelque nature que ce puisse être, ni pour le présent, ni pour l'avenir.

§ 4. Door middel van de vestiging der gezegde som van 5,000,000 guldens aan jaarlijksche renten, zal België van alle verpligting jegens Holland, uit hoofde der verdeeling van de openbare schuld van het Koningrijk der Nederlanden ontlast zijn.

§ 4. Moyennant la création de la dite somme de rentes annuelles de 5,000,000 florins, la Belgique se trouvera déchargée envers la Hollande de toute obligation du chef du partage des dettes publiques du Royaume des Pays-Bas.

§ 5. Wederzijdsch benoemde Commissarissen zullen, binnen een tijdsverloop van

§ 5. Des Commissaires nommés de part et d'autre se réuniront dans le délai de

veertien dagen, in de stad Utrecht bijeenkomen, ten einde zich met de overdragt der kapitalen en renten bezig te houden, die, uit hoofde van de verdeeling der openbare schulden van het Koningrijk der Nederlanden, tot een bedrag van 5,000,000 guldens aan jaarlijksche renten ten laste van Belgie moeten komen. Zij zullen zich insgelijks bezig houden met de uitlevering van alle archiven, kaarten, plans en papieren, van welken aard ook, die aan Belgie toebehooren, of deszelfs beheer betreffen.

quinze jours après l'échange des ratifications du présent traité en la ville d'Utrecht afin de procéder au transfert des capitaux et rentes qui, du chef du partage des dettes publiques du Royaume des Pays-Bas, doivent passer à la charge de la Belgique jusqu'à la concurrence de 5,000,000 florins de rente annuelle. Ils procèderont aussi à l'extradition des archives, cartes, plans et documens quelconques appartenant à la Belgique ou concernant son administration.

Artikel XIV.

De haven van Antwerpen, zal, in overeenkomst met de bepalingen van artikel XV van het verdrag van Parijs van den 30sten Mei 1814, bij voortduring alleen eene handelshaven blijven.

Article XIV.

Le port d'Anvers, conformement aux stipulations de l'article 15 du traité de Paris, du 30 Mai 1814, continuera d'être uniquement un port de commerce.

Artikel XV.

De werken van openbaar of bijzonder nut, zoo als vaarten, wegen of andere van soortgelijken aard, die geheel of gedeeltelijk op kosten van het Koningrijk der Nederlanden aangelegd zijn, zullen met de daaraan verknochte baten en lasten aan het land toebehooren, waarin zij gelegen zijn.

Het blijft de bedoeling, dat de kapitalen, die voor het

Article XV.

Les ouvrages d'utilité publique ou particulière tels que canaux, routes ou autres de semblable nature, construits en tout ou en partie aux frais du Royaume des Pays-Bas, appartiendront avec les avantages et les charges qui y sont attachés, au pays, où ils sont situés.

Il reste entendu, que les capitaux empruntés pour la

aanleggen dezer werken opgenomen, en daarop bepaaldelijk gevestigd zijn, onder de voorzegde lasten zullen worden begrepen, voor zoo verre zij nog niet afgelost zijn, en zonder dat de reeds gedane aflossingen aanleiding tot verevening kunnen geven.

construction de ces ouvrages, et qui y sont spécialement affectés, seront compris dans les dites charges pour autant qu'ils ne sont pas encore remboursés, et sans que les remboursements déjà effectués puissent donner lieu à liquidation.

Artikel XVI.

Het beslag hetwelk in Belgie, gedurende de onlusten, om staatkundige redenen, op eenige patrimonieele goederen en domeinen gelegd mogt zijn, zal zonder de minste vertraging worden opgeheven, en het genot der gezegde goederen en domeinen zal onmiddelijk aan de wettige eigenaars worden teruggegeven.

Article XVI.

Les séquestres, qui auraient été mis en Belgique, pendant les troubles, pour cause politique, sur les biens et domaines patrimoniaux, quelconques, seront lévés sans nul rétard, et la jouissance des biens et domaines susdits, sera immédiatement rendue aux légitimes propriétaires.

Artikel XVII.

De ingezetenen en eigenaars in de beide landen, waarvan de afscheiding ingevolge de tegenwoordige artikelen plaats heeft, zullen, indien zij hunne woonplaats van het eene landnaar het andere overbrengen willen, de vrijheid bezitten, om gedurende twee jaren over hunne roerende en onroerende goederen, van welken aard die ook mogen zijn, te beschikken, die te verkoopen, en de opbrengst van dien verkoop, het zij in gereed geld, hetzij in andere waarden, over te brengen, zonder daarin belemme-

Article XVII.

Dans les deux Pays, dont la séparation a lieu en conséquence du présent traité, les habitans et propriétaires s'ils veulent transferer leur domicile d'un pays à l'autre, auront la liberté de disposer pendant deux ans de leur propriétés, meubles ou immeubles, de quelque nature qu'elles soient, de les vendre et d'emporter le produit de ces ventes, soit en numéraire, soit en autres valeurs, sans empêchement ou acquittement de droits autres que ceux, qui sont aujourd'hui en vigueur dans

ring te ontmoeten of andere regten te betalen, dan de zoodanige, welke thans in de beide landen in werking zijn voor den overgang, en de overdragt van goederen.

Het is de bedoeling dat voor het tegenwoordige en het toekomstige afstand gedaan wordt van het heffen van eenig albinatus en detractus regt ten aanzien van de personen en goederen der Hollanders in Belgie en der Belgen in Holland.

les deux pays pour les mutations et transferts.

Il est entendu, que renonciation est faite pour le présent et pour l'avenir, à la perception de tout droit d'aubaine et de détraction sur les personnes et sur les biens des Hollandais en Belgique, et des Belges en Hollande.

Artikel XVIII.

De hoedanigheid van gemengde onderdanen, voor zoo ver de eigendommen betreft, zal erkend en gehandhaafd worden.

Article XVIII.

La qualité de sujet mixte, quant à la propriété, sera reconnue et maintenue.

Artikel XIX.

De bepalingen der artikelen XI tot XXI ingesloten, van het verdrag, hetwelk den 3den Mei 1815 tusschen Oostenrijk en Rusland gesloten is, en een wezenlijk deel uitmaakt van de algemeene acte van het Congres van Weenen, welke bepalingen betrekking hebben tot de eigenaars van goederen in beide de Staten, tot de keuze van domicilie, welke zijn verpligt zijn te doen, tot de regten, welke zij als onderdanen van den eenen of den anderen Staat zullen uitoefenen, en tot de betrekkingen van nabuurschap in de eigendommen, welke

Article XIX.

Les dispositions des articles XI jusqu'à XXI inclusivement du traité conclu entre l'Autriche et la Russie, le 3 Mai 1815, qui fait partie intégrante de l'acte général du Congrès de Vienne, dispositions rélatives aux propriétaires mixtes, à l'élection de domicile, qu'ils sont tenus de faire, aux droits, qu'ils exerceront comme sujets de l'un ou l'autre Etat, et aux rapports de voisinage dans les proprietés coupées par les frontiéres, seront appliquées aux propriétaires, ainsi qu'aux propriétés qui, en Hollande, dans le Grand-Duché de

door de grenzen doorsneden worden, zullen worden toegepast op de eigenaars en op de eigendommen, die zich in Holland, in het Groot-Hertogdom Luxemburg of in Belgie, in de gevallen zullen bevinden, voorzien bij de voormelde bepalingen der Weener Congres-acten. — Het is de bedoeling dat de delfstoffelijke voortbrengselen begrepen zijn onder de voortbrengselen van den grond, die in artikel 20 van het boven aangehaald verdrag van den 3den Mei 1815 worden vermeld. Daar, van nu af aan, de albinatus en detractusregten tusschen Holland, het Groot-HertogdomLuxemburg en Belgie afgeschaft zijn, zoo is het de bedoeling, dat de zoodanige der bovenvermelde bepalingen, welke op de albinatus en detractusregten betrekking mogten hebben, gerekend zullen worden in de drie landen nietig en zonder kracht te zijn.

Luxembourg, ou en Belgique, se trouveront dans les cas prévus par les susdites dispositions des actes du congrès de Vienne. — Il est entendu, que les productions minérales, sont comprises dans les productions du sol mentionnées dans l'article 20 du traité du 3 Mai 1815, sus allégué. Les droits d'aubaine et de détraction étant abolis dès à présent entre la Hollande, le Grand-Duché de Luxembourg, et la Belgique, il est entendu que, parmi les dispositions ci-dessus mentionnées, celles qui se rapporteraient aux droits d'aubaine et de détraction, seront censées nulles et sans effet dans les trois pays.

Artikel XX.

In de gewesten, welke van heerschappij veranderen, zal niemand uit eenigerlei hoofde van regtstreeksche of middelijke deelneming op wat wijze ook aan de staatkundige gebeurtenissen, vervolgd of verontrust kunnen worden.

Article XX.

Personne dans les pays, qui changent de domination, ne pourra être récherché ni inquiété en aucune manière pour cause quelconque de participation directe ou indirecte aux événemens politiques.

Artikel XXI.

De pensioenen, wachtgelden en tractementen van non-

Article XXI.

Les pensions et traitemens d'attente, de non activité et

activiteit en reforme, zullen in het vervolg van weerszijden, aan alle titularissen zoo burgerlijke als militaire uitbetaald worden, die daarop, in overeenkomst met de wetten, vóór den 1sten November 1830 in werking geweest, regt hebben.

Men is overeengekomen, dat de bovengemelde pensioenen en tractementen der regt hebbenden, die geboren zijn op het grondgebied, hetwelk thans Belgie uitmaakt, ten laste van de Belgische schatkist zullen blijven, en de pensioenen en tractementen der regthebbenden, welke geboren zijn op het grondgebied, hetwelk thans het Koningrijk der Nederlanden vormt, ten laste der Nederlandsche schatkist.

de reforme, seront acquittés à l'avenir de part et d'autre, à tous les titulaires, tant civils que militaires, qui y ont droit conformément aux lois en vigueur avant le 1 Novembre 1830.

Il est convenu, que les pensions et traitemens susdits des titulaires nés sur les territoires, qui constituent aujourd'hui la Belgique, resteront à la charge du trésor Belge, et les pensions et traitemens des titulaires nés sur les territoires, qui constituent aujourd'hui le Royaume des Pays-Bas, à celle du trésor Néerlandais.

Artikel XXII.

Alle de vorderingen der Belgische onderdanen ten laste van bijzondere instellingen, zoo als weduwen-fondsen en fondsen bekend onder de namen van leges-fondsen en burgerlijke- en militair-pensioen-fondsen zullen door de, in artikel XIII vermelde gemengde commissie onderzocht en beslist worden overeenkomstig den inhoud der reglementen van die fondsen of kassen.

De gestorte borgtogten, gelijk mede de stortingen, door Belgische rekenpligtigen

Article XXII.

Toutes les réclamations de sujets Belges sur des établissemens particuliers, tels que fonds de veuves, et fonds connus sous la dénomination de fonds des leges, et de la caisse des retraites civiles et militaires, seront examinées par la commission mixte, dont il est question dans l'article XIII, et résolues d'après la teneur des reglemens qui regissent ces fonds ou caisses.

Les cautionnemens fournis, ainsi que les versemens faits par les comptables Belges,

gedaan, de geregtelijke depôts, en de geconsigneerde gelden zullen insgelijks aan de daarop regthebbenden, op vertoon hunner bescheiden, teruggegeven worden.

Indien Belgische onderdanen, uit hoofde der verevening van den zoogenaamden *franschen achterstand*, nog regten van inschrijving hadden te doen gelden, zullen de vorderingen deswege insgelijks door de gezegde commissie onderzocht en verëvend worden.

les dépôts judiciaires, et les consignations, seront également restitués aux titulaires sur la présentation de leurs titres.

Si du chef des liquidations *dites françaises*, des sujets Belges avaient encore à faire valoir des droits d'inscription, ces rèclamations seront également examinées et liquidées par la dite commission.

Artikel XXIII.

De vonnissen in burgerlijke of handelszaken gewezen, de acten van den burgelijken stand, en de acten voor een notaris of ander openbaar ambtenaar verleden tijdens het Belgisch beheer, in die gedeelten van Limburg en van het Groot-Hertogdom Luxemburg, welke weder in het bezit van Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, zullen worden gesteld, zullen in derzelver kracht en werking worden gehandhaafd.

Article XXIII.

Seront maintenus dans leur force et vigueur les jugemens rendus en matière civile et commerciale, les actes de l'état civil, et les actes passés devant notaire au autre officier public sous l'administration Belge, dans les parties du Limbourg et du Grand-Duché de Luxembourg, dont Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, va être remis en possession.

Artikel XXIV.

Onmiddelijk na de uitwisseling der bekrachtigingen van het tusschen de beide partijen tot stand te brengen verdrag, zullen de noodige bevelen aan de bevelhebbers der wederzijdsche krijgsbenden worden

Article XXIV.

Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, les ordres nécessaires seront envoyés aux commandans des troupes respectives, pour l'évacuation des territoires, villes, places et lieux qui changent

toegezonden, om het grondgebied, de steden, plaatsen en oorden te ontruimen, die van heerschappij veranderen. De burgerlijke overheden zullen tevens te gelijker tijd de noodige bevelen ontvangen, om dat grondgebied, die steden, plaatsen en oorden aan de van weerszijden daartoe te benoemen commissarissen over te geven.

Deze ontruiming en deze overgave zullen in dier voege plaats hebben, dat zij binnen den tijd van veertien dagen, of, zoo mogelijk vroeger, afgeloopen kunnen zijn.

de domination. Les autorités civiles y recevront aussi, en même tems, les ordres nécessaires pour la remise de ces territoires, villes, places et lieux aux commissaires, qui seront désignés à cet effet de part et d'autre.

Cette évacuation et cette remise s'effectueront de manière à pouvoir être terminées dans l'espace de quinze jours ou plutôt si faire se peut.

Artikel XXV.

Ten gevolge der bepalingen van het tegenwoordig tractaat, zal er vrede en vriendschap zijn tusschen Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg ten eenre, en Zijne Majesteit den Koning der Belgen ten andere zijde, tusschen hunne respectieve erfgenamen, opvolgers, staten en onderdanen.

Article XXV.

A la suite des stipulations du présent traité, il y aura paix et amitié entre Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg d'une part, et Sa Majesté le Roi des Belges de l'autre part, leurs héritiers et successeurs, leurs états et sujets respectifs.

Artikel XXVI.

Het tegenwoordig tractaat zal geratificeerd, en de ratificatien zullen uitgewisseld worden te Londen, binnen zes weken of vroeger, zoo zulks mogelijk is.

Deze uitwisseling zal plaats hebben gelijktijdig met die der

Article XXVI.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Londres dans le delai de six semaines, ou plutôt si faire se peut.

Cet échange aura lieu en même tems, que celui des

ratificatien van het op heden, tusschen Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, en Hunne Majesteiten den Keizer van Oostenrijk, Koning van Hongarije en Boheme, den Koning der Franschen, de Koningin van het vereenigd Koninkrijk van Groot-Brittannie en Ierland, den Koning van Pruissen, en den Keizer aller Russen gesloten verdrag.

Ten oorkonde waarvan de bovengemelde gevolmagtigden het tegenwoordig tractaat geteekend en daarop hun wapenzegel gedrukt hebben.

Gedaan te Londen, den negentienden April het jaar der Genade, een duizend acht honderd negen en dertig.

(*L.S.*) Dedel. (*L.S.*) Sylvain van de Weyer.

ratifications du traité conclu en ce jour entre Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, et leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le Roi des Français, la Reine du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies.

En foi de quoi les plénipotentiaires susdits ont signé le présent traité, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le dix neuf Avril l'an de Grâce mil huit cent trente neuf.

(*L.S.*) Dedel. (*L.S.*) Sylvain van de Weyer.

De Minister van Buitenlandsche Zaken, verklaart, dat het bovenstaand tractaat door Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden is bekrachtigd den 26sten Mei 1839, en door Zijne Majesteit den Koning der Belgen den 28sten Mei daaraanvolgende; mitsgaders dat de wederzijdsche uitwisseling van de acten van bekrachtiging den 8sten Junij 1839, te Londen heeft plaats gehad.

Verstolk van Soelen.

Vertaling.

Acte van toetreding.

De Gevolmagtigden der Hoven van de Nederlanden, Oostenrijk, Belgie, Frankrijk, Groot-Brittannie, Pruissen en Rusland, op heden geteekend hebbende de verdragen gesloten tusschen Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg en de vijf Hoven, tusschen Hunne Majesteiten den Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg en den Koning der Belgen, en tusschen de vijf Hoven en Zijne Majesteit den Koning der Belgen, zoo hebben de Gevolmagtigden het gepast geoordeeld, dat de Gevolmagtigden van Oostenrijk en Pruissen voorzien van de volmagten van de Bondsvergadering van het Duitsche Bondgenootschap, werden uitgenoodigd om in naam van het gezegde Verbond toe te treden tot de in de voormelde Tractaten vervatte bepalingen, opzigtelijk het Groot-Hertogdom Luxemburg.

Dienvolgens verklaren de Gevolmagtigden van Oostenrijk en Pruissen, de Bonds-Vergadering krachtens gezegde volmagten vertegenwoordigende, dat het Duitsche Bondgenootschap formeel toetreedt

Acte d'accession.

Les Plénipotentiaires des Cours des Pays-Bas, d'Autriche, de Belgique, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, ayant signé aujourd 'hui les traités conclus entre Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg et les cinq Cours, entre Leurs Majestés le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg et de Roi des Belges, et entre les cinq Cours et Sa Majesté le Roi des Belges, les Plénipotentiaires ont jugé à propos, que les Plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, munis des pleins pouvoirs de la Diête de la Confédération Germanique, fussent invités à accéder, au nom de la dite Confédération, aux dispositions concernant le Grand-Duché de Luxembourg contenues dans les Traités susdits.

En conséquence les Plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse réprésentant la Diête en vertu des susdits plein pouvoirs, déclarant, que la Confédération Germanique accède formellement aux arangemens

tot de schikkingen nopens het grondgebied van het Groot-Hertogdom Luxemburg, vervat in de artikelen I, II, III, IV, V, VI en VII van het aanhangsel der tractaten op heden gesloten tusschen Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg en de vijf Hoven, en tusschen de vijf Hoven en Zijne Majesteit den Koning der Belgen, gelijk in de overeenstemmende artikelen van het traktaat gelijktijdig geteekend tusschen Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, en Zijne Majesteit den Koning der Belgen: en gaan zij jegens de Hoven van de Nederlanden, Oostenrijk, Belgie, Frankrijk, Groot-Brittannie, Pruissen en Rusland, de verbindtenis aan in naam van het Duitsche Bondgenootschap, dat hetzelve zich in allen deele zal houden aan de bepalingen vervat in de gezegde artikelen, waarvan de inhoud woordelijk volgt, voor zoo verre zij het Duitsche Bondgenootschap kunnen betreffen.

territoriaux concernant le Grand-Duché de Luxembourg, contenus dans le articles I, II, III, IV, V, VI et VII de l'annexe des traités conclus en ce jour entre Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg et les cinq Cours, et entre les cinq Cours et Sa Majesté le Roi des Belges, ainsi que dans les articles correspondans du traité signé en même tems entre Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, et Sa Majesté le Roi des Belges; et ils prennent envers les Cours des Pays-Bas, d'Autriche, de Belgique, de France, de la Grande Bretagne, de Prusse et de Russie, au nom de la Confédération Germanique, l'engagement, que celle-ci se conformera en tout aux stipulations, renfermées dans les dits articles, dont la teneur suit mot à mot, entant qu'elles peuvent concerner la Confédération Germanique.

Artikel I.

Het Belgische grondgebied zal zamengesteld zijn uit de provincien:

Zuid-Braband,
Luik,
Namen,
Henegouwen,

Article I.

Le territoire Belge se composera des provinces de:

Brabant Méridional,
Liège,
Namur,
Hainault,

West-Vlaanderen,
Oost-Vlaanderen,
Antwerpen, en
Limburg;
zoodanig als dezelve behoord hebben tot het in 1815 gevestigde Koningrijk der Nederlanden, met uitzondering van de districten der provincie Limburg, aangewezen in artikel IV.

Het Belgisch grondgebied zal bovendien bevatten dat gedeelte van het Groot-Hertogdom Luxemburg, hetwelk in artikel II wordt aangeduid.

Flandre Occidentale,
Flandre Orientale,
Anvers, et
Limbourg;
telles qu'elles ont fait partie du Royaume des Pays-Bas constitué en 1815, à l'exception des districts de la province de Limbourg designés dans l'article IV.

Le territoire Belge comprendra en outre, la partie du Grand-Duché de Luxembourg indiqué dans l'article II.

Artikel II.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, stemt er in toe, dat in het Groot-Hertogdom Luxemburg de grenzen van het Belgische grondgebied zoodanig zullen zijn, als dezelve hieronder zullen omschreven worden.

Te beginnen van de Fransche grenzen af, tusschen *Rodange*, hetwelk aan het Groot-Hertogdom Luxemburg zal blijven, en *Athus*, hetwelk aan Belgie zal behooren, zal er volgens de hierbij gevoegde kaart, eene lijn getrokken worden, welke den weg van *Arlon* naar *Longwy*, de stad *Arlon* met haar gebied, en den weg van *Arlon* naar *Bastogne* aan Belgie latende; tusschen *Messancy*, hetwelk op Belgisch grondgebied zal liggen, en *Clemancy*, het-

Article II.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, consent à ce que dans le Grand-Duché de Luxembourg, les limites du territoire Belge, soient telles, qu'elles vont être décrites ci-dessous.

A partir de la frontière de France entre *Rodange*, qui restera au Grand-Duché de Luxembourg, et *Athus*, qui appartiendra à la Belgique, il sera tiré d'après la carte ci-jointe, une ligne, qui laissant à la Belgique la route *d'Arlon* à *Longwy*, la ville *d'Arlon* avec sa banlieue et la route *d'Arlon* à *Bastogne*, passera entre *Messancy*, qui sera sur le territoire Belge, et *Clemancy*, qui restera au Grand Duché de Luxembourg, pour aboutir à *Steinfort*,

welk aan het Groot Hertogdom Luxemburg zal verblijven, op *Steinfort* zal aanloopen, welke plaats insgelijks aan het Groot Hertogdom zal verblijven; van *Steinfort* zal deze lijn in de rigting van *Eischen*, *Hecbus*, *Guirsch*, *Ober-Pallen*, *Grende*, *Nothomb*, *Parette* en *Perlé*, tot aan *Martelange* verlengd worden, moetende *Hecbus*, *Guirsch*, *Grende*, *Nothomb*, en *Parette* aan Belgie, en *Eischen*, *Ober-Pallen*, *Perlé* en *Martelange* aan het Groot Hertogdom behooren; van *Martelange* zal gezegde lijn den loop der *Sure*, welker dalweg de grensscheiding tusschen de beide Staten zal uitmaken, afwaarts volgen, tot tegen over *Tintange*, van waar dezelve in de regts mogelijke rigting tot aan de tegenwoordige grens van het arrondissement van *Diekirch* verlengd worden, en doorgaan zal tusschen *Surret*, *Harlange*, *Tarchamps*, die zij aan het Groot-Hertogdom Luxemburg zal laten, en *Honville*, *Livarchamps* en *Loutremange*, welke tot het Belgisch grondgebied zullen behooren; vervolgens in de omstreken van *Doncols* en *Soulez*, welke aan het Groot-Hertogdom zullen verblijven, de tegenwoordige grens van het arrondissement van *Diekirch* bereikende, zal de bedoelde lijn de gezegde grens volgen tot aan die van het Pruissisch grondgebied.

lequel endroit restera également au Grand-Duché; de *Steinfort* cette ligne sera prolongée dans la direction *d'Eischen*, de *Hecbus*, *Guirsch*, *Ober Pallen*, *Grende*, *Nothomb*, *Parette* et *Perlé*, jusqu'à *Martelange*: *Hecbus*, *Guirsch*, *Grende*, *Nothomb* et *Parette* devant appartenir à la Belgique et *Eischen*, *Ober Pallen*, *Perlé* et *Martelange* au Grand-Duché. De *Martelange* la dite ligne descendra le cours de la *Sure*, dont le *Thalweg* servira de limite entre les deux Etats jusque vis-à-vis *Tintange*, d'où elle sera prolongée aussi directement que possible vers la frontière actuelle de l'arrondissement de *Diekirch*, et passera entre *Surret*, *Harlange*, *Tarchamps*, qu'elle laissera au Grand-Duché de Luxembourg, et *Honville*, *Livarchamps* et *Loutremange*, qui feront partie du territoire Belge; atteignant en suite, aux environs de *Doncols* et de *Soulez* qui resteront au Grand-Duché, la frontiere actuelle de l'arrondissement de *Diekirch*, la ligne en question suivra la dite frontière jusqu'à celle du territoire Prussien. Tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'ouest de cette ligne appartiendront à la Belgique, et tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'est de cette même ligne, continueront d'appartenir au

Al het grondgebied, alle de steden, plaatsen en oorden, ten westen van deze lijn gelegen, zullen aan Belgie behooren; en al het grondgebied, alle de steden, plaatsen en oorden, ten oosten van die zelfde lijn gelegen, zullen bij voorduring aan het Groot-Hertogdom Luxemburg blijven toebehooren.

Het is de bedoeling dat de commissarissen voor de grensscheiding, waarvan in artikel VI wordt melding gemaakt, deze lijn trekkende, en zich zoo veel mogelijk gedragende aan de omschrijving, welke hierboven daarvan gemaakt is, alsmede aan de aanwijzingen op de kaart, welke ter meerdere duidelijkheid, bij het tegenwoordig artikel gevoegd is, zoo wel op de plaatselijke gesteldheid als op het gerijf, hetwelk aan beide zijden daaruit zal kunnen voortvloeijen, acht zullen slaan.

Grand-Duché de Luxembourg.

Il est entendu, qu'en tracant cette ligne, et en se conformant autant que possible à la description qui en a été faite ci-dessus, ainsi qu'aux indications de la carte, jointe pour plus de clarté au présent article, les commissaires démarcateurs, dont il est fait mention dans l'article VI auront égard aux localités ainsi qu'aux convenances, qui pourront en résulter mutuellement.

Artikel III.

Voor het gebied, bij het vorig artikel afgestaan, zal aan Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, eene schadeloosstelling in grondgebied in de provincie Limburg worden aangewezen.

Article III.

Pour les cessions faites dans l'article précédent, il sera assigné à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg une indemnité territoriale dans la province de Limbourg.

Artikel IV.

Ter uitvoering van dat gedeelte van artikel I, hetwelk

Article IV.

En exécution de la partie de l'article I rélative à la pro-

betrekking heeft op de provincie Limburg, en ten gevolge van den afstand van grondgebied, dien Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg in artikel II doet, zal gezegde Zijne Majesteit, hetzij in deszelfs hoedanigheid als Groot-Hertog van Luxemburg, hetzij om met Holland vereenigd te worden, de landstreken bezitten, waarvan de grenzen hieronder worden aangewezen:

1°. *Op den regter oever der Maas:*

Bij de voormalige Hollandsche enclaves op gezegden oever in de provincie Limburg, zullen gevoegd worden de districten dierzelfde provincie op denzelfden oever, welke in 1790, niet aan de Staten-Generaal toebehoorden, in diervoege, dat het gedeelte der tegenwoordige provincie Limburg, hetwelk op den regter-oever der Maas gelegen, en tusschen deze rivier ten westen, de grenzen van het Pruisisch grondgebied ten oosten, de tegenwoordige grens der provincie Luik ten zuiden, en Hollandsch Gelderland ten noorden begrepen is, voortaan geheel en al aan Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden zal toebehooren, hetzij in deszelfs hoedanigheid als Groot-Hertog van Luxemburg, hetzij om met Holland vereenigd te worden.

vince de Limbourg et par suite des cessions, que Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg fait dans l'article II, Sa dite Majesté possèdera, soit en sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg, soit pour être réunis à la Hollande, les territoires, dont les limites sont indiquées ci-dessous:

1°. *Sur la rive droite de la Meuse:*

Aux anciennes enclaves Hollandaises sur la dite rive dans la province de Limbourg, seront joints les districts de cette même province, sur cette même rive, qui n'appartenaient pas aux Etats-Généraux en 1790, de façon, que la partie de la province actuelle de Limbourg, située sur la rive droite de la Meuse, et comprise entre ce fleuve à l'ouest, la frontière du territoire Prussien à l'est, la frontière actuelle de la province de Liège au midi, et la Gueldre Hollandaise au nord, appartiendra désormais toute entière à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, soit en sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg, soit pour être réunie à la Hollande.

2°. *Op den linker-oever der Maas:*

Te beginnen van het zuidelijkste punt, der Hollandsche provincie Noordbraband, zal er, volgens de hierbij gevoegde kaart eene lijn getrokken worden, welke, boven *Wessem*, tusschen deze plaats en *Stevenswaardt*, op de Maas zal uitloopen, ter plaatse alwaar zich op den linker Maas oever de grenzen der tegenwoordige arrondissementen van *Roermonde* en *Maastricht* aanraken, in dier voege, dat *Bergerot*, *Stamproy*, *Neer-Itteren*, *Ittervoordt* en *Thorn*, met derzelver gebied, gelijk mede alle de andere plaatsen ten noorden van dezen lijn gelegen, een deel van het Hollandsch grondgebied zullen uitmaken,

De voormalige Hollandsche enclaves in de provincie Limburg op den linker Maasoever, zullen aan België toebehooren, met uitzondering van de stad *Maastricht*, welke, met een gebied van twaalf honderd vademen in de doorsnede, te rekenen van het uitwendig glacis der vesting op gezegden oever van die rivier, bij voortduring in vollen souvereiniteit en eigendom door Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden zal worden bezeten.

2°. *Sur la rive gauche de la Meuse:*

A partir du point le plus méridional de la province Hollandaise du Brabant septentrional, il sera tiré, d'après la carte ci-jointe, une ligne, qui aboutira à la Meuse au dessus de *Wessem*, entre cet endroit et *Stevenswaardt*, au point où se touchent, sur la rive gauche de la Meuse, les frontières des arrondissemens actuels de *Ruremonde* et de *Maestricht*, de manière que *Bergerot*, *Stamproy*, *Neer Itteren*, *Ittervoort* et *Thorn* avec leurs banlieues, ainsi que tous les autres endroits situés au nord de cette ligne feront partie du territoire Hollandais.

Les anciennes enclaves Hollandaises dans la province de Limbourg, sur la rive gauche de la Meuse, appartiendront à la Belgique à l'exception de la ville de *Maastricht*, laquelle avec un rayon de territoire de douze cents toises à partir du glacis extérieur de la place sur ladite rive de ce fleuve, continuera d'être possedée en toute souveraineté et propriété par Sa Majesté le Roi des Pays-Bas.

Artikel V.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, Groot-Her-

Article V.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxem-

tog van Luxemburg, zal zich met het Duitsche Bondgenootschap en de Agnaten van het Huis van Nassau verstaan over de toepassing der in de artikelen III en IV vervatte bepalingen, alsmede over alle de schikkingen, die gezegde artikelen, het zij met de bovengenoemde Agnaten van het Huis van Nassau, het zij met het Duitsche Bondgenootschap, noodzakelijk zouden kunnen maken.

Artikel VI.

Ten gevolge van de hiervoren vastgestelde schikkingen over het grondgebied, doet elke der beide partijen wederkeerig voor altijd afstand van alle aanspraak op het grondgebied, alle de steden, plaatsen en oorden, gelegen binnen de grenzen der bezittingen van de andere partij, zoodanig als deze in de artikelen I, II en IV omschreven zijn.

De bedoelde grenzen zullen, in overeenkomst met diezelfde artikelen, door Belgische en Hollandsche commissarissen voor de grensscheiding getrokken worden, die zoo spoedig mogelijk binnen de stad *Maastricht* zullen bijeenkomen.

Artikel VII.

Belgie zal binnen de in de artikelen I, II en IV aangewezen grenzen eenen onaf-

bourg, s'entendra avec la Confédération Germanique et les Agnats de la Maison de Nassau, sur l'application des stipulations renfermées dans les articles III et IV, ainsi que sur tous les arrangemens, que les dits articles pourraient rendre nécessaires, soit avec les Agnats ci-dessus nommés de la Maison de Nassau, soit avec la Confédération Germanique.

Article VI.

Moyennant les arrangemens territoriaux arrêtés ci-dessus, chacune des deux parties renonce réciproquement pour jamais à toute prétention sur les territoires, villes, places et lieux, situés dans les limites des possessions de l'autre partie, telles qu'elles se trouvent décrites dans les articles I, II et IV.

Les dites limites seront tracées conformément à ces mêmes articles, par des commissaires démarcateurs Belges et Hollandais, qui se réuniront le plutôt possible en la ville de *Maestricht.*

Article VII.

La Belgique, dans les limites indiquées aux articles I, II et IV, formera un Etat

hankelijken en voortdurend onzijdigen Staat uitmaken.

Het zal gehouden zijn, dezelfde onzijdigheid jegens alle de andere Staten in acht te nemen.

De Gevolmagtigden der Nederlanden, Oostenrijk, Belgie, Frankrijk, Groot-Brittannie, Pruissen en Rusland, nemen krachtens hunne volmagten, in naam hunner respective Hoven, formeel, de gezegde toetreding van wege het Duitsche Bondgenootschap, aan.

De tegenwoordige acte van toetreding zal door de Hoven van de Nederlanden, Oostenrijk, Belgie, Frankrijk, Groot-Brittannie, Pruissen en Rusland bekrachtigd worden, gelijk mede door het Duitsche Bondgenootschap door middel van een Bondsbesluit, waarvan het noodige getal afschriften zal worden uitgevaardigd. En zullen de respective acten van bekrachtiging te Londen worden uitgewisseld in den tijd van zes weken, te rekenen van heden af, of vroeger zoo zulks mogelijk is, en wel gelijktijdig met de uitwisseling van de bekrachtigingen der bovenvermelde drie Tractaten.

Ter oorkonde waarvan de respective Gevolmagtigden de tegenwoordige acte van toetreding geteekend en daarop hun wapenzegel gedrukt hebben.

Gedaan te Londen, den

indépendant, et perpétuellement neutre.

Elle sera tenu d'observer cette même neutralité envers tous les autres Etats.

Les Plénipotentiaires des Pays-Bas, d'Autriche, de Belgique, de France, de la Grande Bretagne, de Prusse et de Russie, en vertu de leurs plein pouvoirs acceptent formellement, au nom de leurs Cours respectives, la dite accession, de la part de la Confédération Germanique.

Le présent acte d'accession sera ratifié par les Cours des Pays-Bas, d'Autriche, de Belgique, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, ainsi que par le Confédération Germanique, moyennant un arrêté de la Diète, dont expédition sera faite au nombre des copies nécessaires. Et les actes de ratification, respectifs seront échangés à Londres dans l'espace de six semaines, à dater de ce jour, ou plutôt si faire se peut et en même tems que se fera l'échange des ratifications des trois Traités susdits.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent acte d'accession, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le dixneuf

negentienden April, het jaar der Genade duizend acht honderd negen en dertig.

Avril, l'an de Grâce milhuit cent trente neuf.

(*L. S.*) DEDEL. (*L. S.*) SENFFT.
(*L. S.*) SENFFT. (*L. S.*) BÜLOW.
(*L. S.*) SYLVAIN VAN DE WEYER.
(*L. S.*) H. SEBASTIANI.
(*L. S.*) PALMERSTON.
(*L. S.*) BÜLOW.
(*L. S.*) POZZO DI BORGO.

(*L. S.*) DEDEL. (*L. S.*) SENFFT.
(*L. S.*) SENFFT. (*L. S.*) BÜLOW.
(*L. S.*) SYLVAIN VAN DE WEYER.
(*L. S.*) H. SEBASTIANI.
(*L. S.*) PALMERSTON.
(*L. S.*) BÜLOW.
(*L. S.*) POZZO DI BORGO.

De Minister van Buitenlandsche Zaken verklaart, dat de bovenstaande acte van toetreding der Gevolmagtigden van Oostenrijk en Pruissen, in naam der Duitsche Bondsvergadering door Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden is bekrachtigd den 26sten Mei 1839, en door den President der opgemelde Bondsvergadering den 11den Mei daar te voren; mitsgaders dat de wederzijdsche uitwisseling van de acten van bekrachtiging den 8sten Junij 1839, te Londen heeft plaats gehad.

VERSTOLK VAN SOELEN.

6 TRACTAAT tusschen België en de Mogendheden van 19 April 1839 [1]).

Au nom de la Très-Sainte et Indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi des Belges, prenant en considération, de même que Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, Sa Majesté le Roi des Français, Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Prusse, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, leur Traité conclu à Londres le 15 Novembre 1831, ainsi que les Traités signés en ce jour entre leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, le Roi des Français, la Reine de la Grande-Bretagne, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies d'une part et Sa Majesté, le Roi des Pays-Bas, Grand-duc de Luxembourg de l'autre part, et entre Sa Majesté le Roi des Belges et Sadite Majesté le Roi des Pays-Bas, Leurs dites Majestés ont nommé pour leur plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges, le Sieur Sylvain Van de Weyer, son Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, officier de l'ordre de Léopold, grand-croix de l'ordre d'Ernest de Saxe, de l'ordre de la Tour et de l'Epée, de l'ordre militaire et religieux des Saints Maurice et Lazare, commandeur de l'ordre royal de la légion d'honneur etc. etc.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, le Sieur Frédéric-Chrêtien-Louis, Comte de Senfft-Pilsach, grand-croix de l'ordre impérial de Léopold et de celui de St. Joseph de Toscane, grand-croix décoré du grand cordon des Saints Maurice et Lazare, Chevalier de l'ordre de St.-Jean de Jérusalem et de l'aigle blanc, grand-croix de la légion d'honneur, de l'ordre de Mérite de Saxe et de

[1]) De Martens, Recueil Dl. 20², No. 59.

celui de St.-Stanislas etc., chambellan et conseiller intime actuel de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, et son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas;

Sa Majesté le Roi des Français, le sieur Horace-François-Bastien, comte Sébastiani-Porta, grand-croix de son ordre royal de la Légion d'honneur, grand-cordon des ordres du Croissant de Turquie, de Léopold de Belgique, de St.-Ferdinand de Naples, du Saint-Sauveur de Grèce, chevalier de l'ordre de la Couronne de fer, etc., etc., lieutenant général de ses armées, membre de la chambre des députés de France, son Ambassadeur extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique;

Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Henri-Jean, vicomte Palmerston, baron Temple, pair Irlande, conseiller de Sa Majesté Britannique, en son conseil privé, chevalier grand-croix du très-honorable ordre du Bain, membre du parlement, et principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les affaires étrangères;

Sa Majesté le Roi de Prusse, le sieur Henri-Guillaume, baron de Bulow, grand-croix de l'ordre de l'Aigle Rouge de Prusse de la seconde classe, grand-croix de l'ordre royal des Guelphes, commandeur des ordres de St.-Stanislas de Russie et du Faucon de Saxe-Weimar, etc., son Chambellan, conseiller intime de légation, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique;

Et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le sieur Charles-André, comte Pozzo di Borgo, général d'infanterie de ses armées, son aide de camp général, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, chevalier des ordres de Russie et de l'ordre militaire de Saint-George de la 4e classe, chevalier de l'orde de la Toison d'or, grand-croix de l'ordre royal de St.-Etienne de Hongrie, de l'Aigle Noir et de l'Aigle Rouge de Prusse, de l'ordre de la Tour et de l'Epée de Portugal, de l'ordre de St.-Ferdinand de Naples, de l'ordre royal des Guelphes, commandeur grand-croix de l'ordre du Bain, etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majesté le Roi des Français, Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la Grande Bretagne et d'Irlande,

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, déclarent que les articles ci-annexés et formant la teneur du traité conclu en ce jour entre Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, sont considérés comme ayant la même force et valeur que s'ils étaient textuellement insérés dans le présent acte, et qu'ils se trouvent ainsi placés sous la garantie de Leursdites Majestés.

Art. 2. Le traité du 15 novembre 1831, entre Sa Majesté le Roi des Belges et Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le Roi des Français, la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, est déclaré n'être point obligatoire pour les hautes parties contractantes.

Art. 3. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Londres dans le délai de six semaines, ou plus tôt, si faire se peut. Cet échange aura lieu en même temps que celui des ratifications du traité entre la Belgique et la Hollande.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé la cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le dix-neuf avril, l'an de grâce mil huit cent trente-neuf.

(L. S.) SYLVAIN VAN DE WEYER. (L. S.) SENFFT. — SEBASTIANI. — PALMERSTON. — BULOW. — POZZO DI BORGO.

7 Koninklijk Besluit van 11 Juni 1839 nopens de te heffen loodsgelden op de Wester-Schelde.

(Staatsblad 1839, N°. 19.)

BESLUIT van den 11den Junij 1839, houdende voorloopige bepalingen nopens de te heffen loodsgelden op de Wester-Schelde.

WIJ WILLEM, BIJ DE GRATIE GODS, KONING, DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, ENZ., ENZ., ENZ.

Overwegende, dat volgens den inhoud van § 2, van het IXe. artikel van het, op den 19den April jl. tusschen Nederland en Belgie te *Londen* gesloten tractaat, waarvan de ratificatien op den 8sten dezer zijn uitgewisseld, is bepaald dat: „intusschen en tot dat door de commissarissen, welke „zich, naar aanleiding van § 6 van het voorschreven artikel „eerlang te *Antwerpen* zullen vereenigen met gemeenschap„pelijk overleg, een matig tarief van loodsgelden voor de „scheepvaart op de *Wester-Schelde* en derzelver monden „zal zijn vastgesteld, geene hoogere loodsgelden *aldaar* „zullen kunnen worden geheven, dan bij het tarief in 1829 „voor de *Monden van de Maas*, van de volle zee tot *Helle„voetsluis* en van *Hellevoetsluis* tot aan *Rotterdam* zijn „vastgesteld, naar evenredigheid der afstanden."

Hebben goedgevonden en verstaan te bepalen, gelijk geschiedt bij deze:

Eerstelijk, dat de tarieven van loodsgelden van *uit zee tot naar de reede van Vlissingen* en *van die reede naar zee*, en *van de reede van Vlissingen* tot *Antwerpen*, vastgesteld bij het reglement voor het loodswezen der *Monden van de Schelde*, gearresteerd den 2den November 1818 n°. 61,

te rekenen van af den dag der ratificatie van het, op den 19den April jl. te *Londen* gesloten tractaat, zullen worden gesteld buiten effect en voorloopig worden vervangen door het hierbij goedgekeurde tarief, en zulks voor zoo lang tot dat door commissarissen, hierboven vermeld, op den voorz. voet een ander tarief van loodsgelden zal zijn vastgesteld.

Ten tweede, dat de loodsen van het loodswezen der *Monden van de Schelde* te *Vlissingen*, welke door het in werking brengen van het, bij het tegenwoordig besluit goedgekeurd tarief van loodsgelden, eenige schade komen te lijden, in billijkheid en naar evenredigheid van hunne verliezen, schadeloos zullen worden gesteld, en zulks zoolang als de omstandigheden dit zullen vereischen.

Zullende die schadeloosstelling, waarvan naauwkeurige aanteekening zal worden gehouden, maandelijks worden voldaan, op daartoe door de directie van het loodswezen te *Vlissingen*, ingediende en behoorlijk gecertificeerde staten, op zoodanigen post van begrooting, als nader op de daartoe van wege het departement van Marine te doene voordragt, zal worden aangewezen.

Het departement van Marine is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, hetwelk met het daarbij gevoegd tarief in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en waarvan afschrift zal worden medegedeeld aan Onzen Raad van Ministers en aan de departementen van Buitenlandsche Zaken en van Financien, alsmede aan de algemeene Rekenkamer tot informatie.

's Gravenhage, den 11den Junij 1839.

WILLEM.

Van wege den Koning,

A. G. A. VAN RAPPARD, *l. S.*

Uitgegeven den *veertienden* Junij 1839.

De Secretaris van Staat,

A. G. A. VAN RAPPARD, *l. S.*

TARIEF

waarnaar voorloopig en tot na de definitieve regeling van dit onderwerp, de loodsgelden bij het Loodswezen voor de Zeegaten van de *Wester Schelde* en van *Vlissingen* tot *Antwerpen* en *Ter Neuze*, zullen worden gevorderd, in overeenstemming met het bepaalde bij artikel IX § 2, van het tractaat tusschen *Nederland* en *Belgie*, op den 19. April 1839, te *Londen* gesloten.

Overgebragt in Nederlandsche palmen.

VAN	TOT	PALMEN DIEPGANG. 15 en daar beneden.	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	Voor iedere palm daar boven.	Aanmerkingen.
Uit Zee	op de Reede van Vlissingen	ƒ 8.50	9	9.50	10	11	12	13	14	15	16	17	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	39	42	45	48	52	56	60	64	68	72	76	80	86	94	102	110	118	126	134	142	150	158	164	172	180	ƒ 8	
De Reede van Vlissingen	naar Zee	„ 7	7	7.50	7.50	8	8	8.50	8.50	9	9.50	10	10.50	11	11.50	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	26	30	34	38	42	47	52	57	62	67	72	77	82	87	92	98	104	110	116	122	„ 6	
Idem	Antwerpen	„ 14	15	16	17	18	19	20	21	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	46	48	50	52	54	56	58	61	64	67	70	73	76	80	84	88	92	96	100	104	108	112	116	120	125	130	„ 5	
Idem	Ter Neuze	„ 4	4	4	5	5	5	6	6	6	7	7	8	8	9	9	10	10	11	11	12	12	13	13	14	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	36	„ 2	

WINTER-LOON.

VAN	TOT	PALMEN DIEPGANG. 15 en daar beneden.	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	Voor iedere palm daar boven.	Aanmerkingen.
Uit Zee	op de Reede van Vlissingen	ƒ 11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	24	27	30	33	36	39	42	45	48	52	56	60	64	68	72	76	80	84	88	93	98	104	110	116	124	132	140	148	156	164	172	180	188	196	ƒ 8	
De Reede van Vlissingen	naar Zee	„ 7	7	7.50	7.50	8	8	8.50	8.50	9	9.50	10	10.50	11	11.50	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	26	30	35	40	45	50	58	64	70	76	82	88	94	101	108	115	122	129	136	143	„ 7	
Idem	Antwerpen	„ 17	18	19	20	21	22	23	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	46	48	50	52	54	56	58	61	64	67	70	73	76	80	84	88	92	96	100	104	108	112	116	120	125	130	135	140	„ 5	
Idem	Ter Neuze	„ 5	5	5	6	6	6	7	7	8	8	9	9	10	10	11	11	12	12	13	13	14	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	„ 2	

Goedgekeurd bij 's Konings besluit van den 11den Junij 1839 (Staatsblad nº. 19).

Mij bekend,

De Secretaris van Staat,

A. G. A. VAN RAPPARD, *l. S.*

8 Voorloopig Reglement van 23 October 1839 nopens het gemeenschappelijk toezicht over de betonning en bebakening en over den dienst van het loodswezen op de Schelde.

(*Staatsblad 1839, No. 50*).

BESLUIT van den 12den December 1839, houdende goedkeuring van een voorloopig Reglement, ter uitvoering van art. IX § 2 van het Tractaat, den 19den April jl. te Londen gesloten, met betrekking tot het daarbij vermeld gemeenschappelijk toezigt over de betonning en bebakening, mitsgaders over de dienst van het loodswezen op de Schelde.

WIJ WILLEM, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien het voorloopig Reglement ter uitvoering van artikel IX § 2 van het Tractaat, den 19den April ll. te *Londen* gesloten, met opzigt tot het daarbij vermeld gemeenschappelijk toezigt over de betonning en bebakening, mitsgaders over de dienst van het loodswezen op de *Schelde*, vastgesteld den 23sten October jongstleden, door de gemengde Nederlandsche en Belgische Commissie te *Antwerpen*;

Op de rapporten van Onzen Minister van Buitenlandsche zaken en van Onzen Directeur Generaal voor de Marine van den 6den en 9den dezer n°. 4, *b* en 54 B;

Hebben goedgevonden en verstaan, het voormeld Reglement goed te keuren, gelijk geschiedt bij deze, met bepaling, dat hetzelve zal worden gehecht aan dit Ons besluit en dadelijk naargeleefd.

Onze Minister en Onze Directeur Generaal voornoemd

zijn belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, hetwelk, met het daaraan gehecht Reglement, in het *Staatsblad* zal worden geplaatst.

's Gravenhage, den 12den December 1839.

WILLEM.

Van wege den Koning,

VAN DOORN.

Uitgegeven den *vier en twintigsten* December 1839.

De Secretaris van Staat,

VAN DOORN.

VERTALING.

Voorloopig Reglement, ter uitvoering van art. IX § 2 *van het Tractaat van* 19 *April* 1839, het gemeenschappelijk toezigt *betreffende.*

Met het doel om de uitvoering gemakkelijk te maken van de bepalingen van § 2 van art. IX van het Tractaat van 19 April 1839, gesloten tusschen Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden en Zijne Majesteit den Koning der Belgen, en in afwachting van het vast te stellen Reglement, is de gemengde Commissie voorloopig overeengekomen omtrent de volgende bepalingen:

Art. 1.

Het gemeenschappelijk toezigt, zoodanig als hetzelve omschreven is bij § 2 van art. IX van het Tractaat van 19 April 1839, zal toepasselijk zijn, zoo wel op het bestaande, als op hetgeen later zal worden vastgesteld, en zal, of gezamenlijk, of afzonderlijk worden uitgeoefend door de Commissarissen ten dien einde ingesteld, en op de wijze hierna omschreven.

Art. 2.

De Commissarissen zullen zich ten minste eens in de drie

Règlement provisoire, pour l'exécution de l'art. IX § 2 *du traité du* 19 *Avril* 1839, *relativemen tà* la surveillance commune.

Dans le but de faciliter l'exécution des stipulations du § 2 de l'art. IX du traité du 19 Avril 1839, conclu entre Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi des Belges, et en attendant le règlement à intervenir, la commission mixte est convenue provisoirement des dispositions suivantes:

Art. 1.

La surveillance commune, ainsi qu'elle se trouve définie au § 2 de l'article IX du traité du 19 Avril 1839, sera applicable tant à ce qui existe, qu'à ce qui sera établi ultérieurement, et aura lieu, soit conjointement, soit séparément par les Commissaires institués à cette fin, et de la manière déterminée ci-après.

Art. 2.

Les Commissaires se réuniront au moins une fois par

maanden vereenigen, beurtelings te Antwerpen en te Vlissingen. Deze bijeenkomsten zullen op geschikte en door hen met onderling overleg te bepalen dagen plaats hebben.

Zij zullen hoofdzakelijk ten doel hebben de algemeene inspectie der bakens, tonnen en vaarwaters zoo wel, als van de loodsdiensten binnen de door art. 3 en 4 hierna aangewezene grenzen. In deze bijeenkomsten zullen de Commissarissen gezamenlijk alle de maatregelen vaststellen, welke het belang dier onderscheidene diensten zoude mogen vorderen, voor zoo verre deze maatregelen behooren tot den kring hunner bevoegdheid. Mogten dezelve niet in hunne bevoegdheid liggen, dan zullen zij zich te dier zake wenden elk tot zijn Gouvernement.

Behalve deze regelmatige bijeenkomsten kunnen de Commissarissen van het eene en van het andere land, wanneer zij het nuttig oordeelen, andere vergaderingen voorstellen, welke insgelijks afwisselend te Antwerpen en te Vlissingen zullen gehouden worden; zullende zij in dat geval gehouden zijn elkander wederkeerig acht dagen te voren op te roepen, en daarbij het oogmerk en de redenen der zamenkomst vermelden.

trimestre, alternativement à Anvers et à Flessingue. Ces réunions auront lieu à des jours convenables et à déterminer entr'eux d'un commun accord.

Elles auront principalement pour but, l'inspection générale tant des bouées, balises et passes navigables que des services de pilotage dans les limites tracées par les articles 3 et 4 ci-après. Dans ces réunions, les Commissaires arrêteront en commun, toutes les mesures que l'intérêt de ces divers services pourra réclamer, en tant que ces mesures rentrent dans le cercle de leurs attributions. Si elles excèdent leurs pouvoirs, il en sera par eux référé à leur Gouvernement respectif.

Outre ces réunions periodiques, les Commissaires de l'un et de l'autre paijs, pourront, lorsqu'ils le jugeront utile, provoquer d'autres assemblées qui se tiendront aussi, alternativement, à Anvers et à Flessingue; dans ce cas ils seront tenus de se convoquer réciproquement 8 jours à l'avance, en faisant connaître le but et les motifs de la réunion.

Art. 3.

De beide Gouvernementen zich verbonden hebbende de vaarwaters der Schelde en van hare monden te onderhouden, en daar de noodige tonnen en bakens te plaatsen en in stand te houden, elk voor zijn eigen stroom-gebied, zullen de Commissarissen bij hunne inspectien, welke zij telkens zullen doen, wanneer zij het gepast achten, het zij gezamenlijk na zich ten dien einde verstaan te hebben, het zij individueel, met zorg waarnemen, alle veranderingen, welke met opzigt tot de gronden en gewone doortogten zouden mogen zijn voorgevallen, onderzoekende, of ten gevolge dier veranderingen de bakens en tonnen nog behoorlijk en in genoegzaam getal geplaatst zijn. Zij zullen zich insgelijks verzekeren, of door andere oorzaken bakens of tonnen niet meer op derzelver plaats zich bevinden, of beter en veiliger zouden kunnen gesteld worden.

Wanneer de Commissarissen der beide Gouvernementen vereenigd zijn, zal er, in dubbeld, een Proces-verbaal van den uitslag hunner inspectie worden opgemaakt, en zoo daartoe aanleiding bestaat, zullen zij er in opnemen hunne voorstellen aangaande de verbeteringen bij die dienst in te voeren, na voor zoo veel noodig te dien aan-

Art. 3.

Les deux Gouvernemens s'étant engagés à conserver les passes navigables de l'Escaut et de ses embouchures, et à y placer et y entretenir les balises et bouées nécessaires, chacun pour sa partie du fleuve, les Commissaires dans leurs inspections à faire toutes les fois qu'ils le trouveront convenable, soit conjointement, après s'être concertés à cet effet, soit individuellement, observeront avec soin, tous les changemens qui pourraient s'être opérés dans les fonds et passes ordinaires, en examinant si par suite de ces changemens, les bouées et balises se trouvent encore placées convenablement et en nombre suffisant. Ils s'assureront également si, par d'autres causes, des bouées ou balises ne se trouvent plus à leur place, ou pourraient être mieux et plus surement établies.

Au cas où les Commissaires des deux Gouvernemens se trouvent réunis, il sera dressé procès-verbal en double expédition du résultat de leur inspection, et s'il y a lieu, ils y consigneront leurs propositions relatives aux améliorations à introduire dans ce service, après avoir, pour autant que de besoin, consulté à cet égard les chefs ou les

zien geraadpleegd te hebben met de chefs of de ervarenste loodsen der wederzijdsche loodsdiensten.

Bij mangelaan overeenstemming tusschen de Commissarissen der beide Gouvernementen, met opzigt tot hunne wijze van beschouwing en de te nemen maatregelen, zal er van de wederzijdsche gevoelens in het proces-verbaal worden melding gemaakt.

Wanneer door de Commissarissen van het Gouvernement, op hetwelk de verpligting ter onderhouding der babens en tonnen rust, het nemen van maatregelen dringend noodig wordt geoordeeld, zullen zij zorgen, dat daartoe zoo spoedig mogelijk worde overgegaan, het zij door het tot het gezegde Gouvernement behoorende loodsbestuur, het zij door den aannemer der betonning. Is er geene haast bij, dan zullen de Commissarissen zich respectivelijk wenden tot hun Gouvernement.

Indien de Commissarissen der beide Gouvernementen bij hunne individuëele inspectien eenige verschikking in de betonning of veranderingen ten opzigte van de gronden en vaarwaters vinden, zullen zij onverwijld hunne respective ambtgenooten daarvan onderrigten, en zoo noodig bijeenkomen, om het aangewezen voorval op te nemen en gemeenschappelijk te han-

pilotes les plus expérimentés de l'un et de l'autre pilotage.

En cas de désaccord entre les Commissaires des deux Gouvernemens, sur leur manière de voir, ainsi que sur les mesures à prendre, il sera fait mention au procès-verbal de l'opinion des uns et des autres. S'il est reconnu urgent de prendre des mesures par les Commissaires du Gouvernement auquel incombe l'obligation d'entretenir les bouées et balises, ils auront soin d'y faire procéder le plus promptement possible, soit par l'administration du pilotage appartenant au dit Gouvernement, soit par l'entrepreneur du balisage. S'il n'y a point urgence, les Commissaires en référeront respectivement à leur Gouvernement.

Les Commissaires des deux Gouvernemens dans leurs inspections individuelles, trouvant quelque dérangement dans les balisages ou des changemens dans les fonds et passes navigables, en informeront, sans délai, leurs collègues respectifs, et si besoin est, se réuniront àfin de reconnaître le fait signalé, et d'agir de concert pour les mesures à prendre, ainsi qu'il

delen, ten opzigte van de te nemen maatregelen, zoo als hierboven is voorgeschreven, gelijk ook in art. 2.

Art. 4.

Het gemeenschappelijk toezigt op de loodsdienst zal zich niet verder dan tot de werkelijke dienst der loodsen uitstrekken. Diensvolgens zal dit toezigt alleenlijk ten doel hebben om zich te verzekeren, dat de loodsen der wederzijdsche Gouvernementen hunne verpligtingen vervullen overeenkomstig de aan de beide landen gemeene reglementaire bepalingen.

De Commissarissen zullen zich buitendien van nu af aan verstaan, om gezamenlijk, wanneer het noodig wordt geoordeeld, het vereischte onderzoek te doen, ten einde, wanneer daartoe aanleiding bestaat, het bewijs te bekomen van het wangedrag, de nalatigheid, de onervarenheid en de misdrijven, of alle andere inbreuken op de reglementen der loodsen in de uitoefening hunner diensten, en zal daarvan proces-verbaal worden opgemaakt, in hetwelk, wanneer daartoe aanleiding bestaat, zullen worden opgenomen de verklaringen der getuigen nopens de te bewijzene daadzaken. Wanneer deze daadzaken van dien aard zijn, dat zij den loodsen slechts eene disciplinaire be-

est prescrit ci-dessus, et dans l'article 2.

Art. 4.

La surveillance commune du pilotage ne s'étendra pas au délà du service actif des pilotes. — En conséquence cette surveillance aura seulement pour but de s'assurer que les pilotes de l'un et de l'autre Gouvernement remplissent leurs devoirs conformément aux dispositions règlementaires communes aux deux pays.

Les Commissaires s'entendront en outre, des-à-présent, pour faire conjointement, lorsqu'il sera jugé convenable, les enquêtes nécessaires à l'effet s'il y a lieu, de constater l'inconduite, les négligences, l'impéritie et les délits ou toutes autres contraventions aux règlemens des pilotes dans l'exercice de leurs fonctions, et il en sera dressé procès-verbal, en y consignant, s'il y a lieu les dépositions des témoins sur les faits à constater. Si ces faits sont de nature à n'attirer aux pilotes qu'une punition disciplinaire, les Commissaires de leur nation auront soin qu'il en soit fait l'application par l'administration du pilotage auquel appartiennent ces pilotes. Si

straffing kunnen berokkenen, zullen de Commissarissen hunner natie zorgen, dat dezelve worde opgelegd door het loods-bestuur waaronder die loodsen behooren. Wanneer daarentegen de bestraffing der misdrijven of overtredingen de magt of de bevoegdheid van dat bestuur te boven gaat, zal hetzelve daarvan verslag doen aan zijn Gouvernement.

Indien de Commissarissen der wederzijdsche Gouvernementen afzonderlijk kennis bekomen van eenigerhand gebrek of daadzaak, strijdig met de pligten der loodsen, niet tot hunne natie behoorende, zullen dezelve, na voor zoo veel noodig de daadzaak door bewijzen te hebben bevestigd, de schuldige loodsen officieel aanklagen bij de Commissarissen hunner natie, ten einde hun de meerdere of mindere straf op te leggen, welke zij mogten hebben verdiend, of daarvan verslag te doen aan het Gouvernement, hetwelk daarvan kennis moet nemen, behoudens de bevoegdheid voor deze laatste Commissarissen, om vooraf een onderzoek te vorderen voor de vereenigde Commissarissen van beide landen.

au contraire, la punition des délits ou contraventions excède le pouvoir ou la compétence de la dite administration, il en sera référé par elle à son Gouvernement.

Les Commissaires de l'un ou de l'autre Gouvernement, ayant pris isolément connaissance d'un manquement ou fait quelconque contre les devoirs des pilotes qui n'appartiennent point à leur nation, après avoir, pour autant que de besoin, établi le fait par des preuves, dénonceront officiellement les pilotes coupables aux Commissaires de leur nation, pour leur faire infliger les peines ou punitions qu'ils auraient méritées, ou pour en rendre compte au Gouvernement qui doit en connaître, sauf à ces derniers Commissaires le droit de requérir au préalable une enquête pour les Commissaires réunis des deux pays.

Art. 5.

In geval van stranding en van schipbreuk van een vaartuig of van elk ander dergelijk

Art. 5.

En cas d'échouement et de naufrage d'un bâtiment ou de tout sinistre de cette nature,

onheil, zullen de Commissarissen gehouden zijn, zich zoodra mogelijk op de plaats zelve te begeven, kan het zijn gezamenlijk, ten einde onderzoek te doen naar de oorzaken en omstandigheden van het voorval, zoo wel door hen zelven als naar de bij alle partijen in te winnen getuigenissen van den kapitein of schipper van het vaartuig, zijne equipage en den loods, indien er een aan boord is; zullende van dit alles een proces-verbaal in dubbeld worden opgemaakt, om te dienen en van kracht te zijn, waar het noodig zal wezen. Bij ontstentenis eener gelijktijdige verschijning van de Commissarissen der beide Gouvernementen op de plaats, ten einde het in deze bedoelde onderzoek te doen, zullen degenen die er het eerst aanwezig zullen zijn, nogtans de bevoegdheid hebben, om over te gaan tot de nasporingen, welke zij nuttig mogten oordeelen, behoudens het regt der afwezende Commissarissen om, zoo hun zulks goeddunkt, vervolgens een nieuw onderzoek te vorderen, gezamenlijk met de andere Commissarissen, die deze nieuwe nasporing niet zullen vermogen te weigeren.

Art. 6.

De wederzijdsche Commissarissen zullen zorg dragen, zich bij hunne algemeene of

les Commissaires seront tenus de se rendre aussitôt que possible sur les lieux, si faire se peut conjointement, à fin de s'enquerir des causes et circonstances de l'évenement, tant par eux mêmes que d'après les dépositions à recueillir contradictoirement du capitaine ou patron du navire, de son équipage, et du pilote, s'il en existe à bord, de tout quoi il sera dressé procès-verbal en double, pour servir et valoir où besoin sera. A défaut de comparition simultanée des Commissaires des deux Gouvernemens sur les lieux, à l'effet de faire l'enquête dont il s'agit, ceux qui s'y trouveront les premiers, auront néanmoins la faculté de procéder aux investigations qu'ils jugeraient nécessaires, sauf aux Commissaires absens le droit de requérir ensuite, si bon leur semble, une nouvelle enquête conjointement avec les autres Commissaires, qui ne pourront se refuser à cette nouvelle instruction.

Art. 6.

Les Commissaires de part et d'autre auront soin dans leurs inspections, soit géné-

bijzondere inspectien te voorzien van hunne door de wederzijdsche Gouvernementen afgegevene dienstbrieven, ten einde zich zoo noodig te doen erkennen door de autoriteiten der beide landen en aanspraak te kunnen maken op de onderscheiding en voorregten aan hunne werkzaamheden verbonden. Het schip, aan boord van het welk zij zich bevinden, zal een onderscheidend teeken voeren en bevrijd zijn van alle onderzoek der tolbedienden en politie.

De Commissarissen zullen elkander hunne officiele brieven kunnen doen toekomen op de wijze, welke zij het meest geschikt zullen achten.

Art. 7.

Binnen eene maand na de aanneming der tegenwoordige bepalingen, zullen de Commissarissen gezamenlijk een relevé opmaken van de bakens en tonnen, zoodanig als zij thans aanwezig zijn, zoo in de Schelde als aan hare monden. De aanduiding of het plan van dit relevé, zal in dubbeld door de wederzijdsche Commissarissen geteekend worden.

Art. 8.

Het tegenwoordige Reglement zal niet worden ten uitvoer gelegd, dan na berales, soit particulières, de se munir de leurs lettres de service délivrées par les Gouvernemens respectifs, àfin de pouvoir, au besoin, se faire reconnaître par les autorités des deux pays, et avoir droit aux égards et aux prérogatives attachées à leurs fonctions. Le bâtiment qu'ils monteront portera une marque distinctive, et sera exempté de toute visite de douane ou de police.

Les Commissaires pourront s' adresser leur correspondance officielle, par les voies qu'ils jugeront les plus convenables.

Art. 7.

Dans le délai d'un mois à partir de l'acceptation des présentes dispositions, les Commissaires feront conjointement le rélevé de l'état des bouées et balises, telles qu'elles existent actuellement, tant dans l'Escaut qu'à ses embouchures. — L'indication ou plan de ce rélevé en double, sera signé par les Commissaires respectifs.

Art. 8.

Le présent Règlement ne sera mis à exécution, qu'après l'approbation des Gouverne-

komene goedkeuring der wederzijdsche Gouvernementen, aan welke hetzelve onverwijld zal worden onderworpen.

nemens respectifs, auxquels il sera soumis sans délai.

(Geteekend)	*(Geteekend)*	*(Signé)*	*(Signé)*
COPES VAN HASSELT.	CH. ROGIER.	COPES VAN HASSELT.	CH. ROGIER.
BOEIJE.	LESPIRT.	BOEIJE.	LESPIRT.
VAN DE VELDE.	CATEAUX WATTEL.	VAN DE VELDE.	CATEAUX WATTEL.
H. A. VAN KARNEBEEK.	L. JACOBS.	H. A. VAN KARNEBEEK.	L. JACOBS.
C. LE CLERCQ, *Secret.*	BELPAIRE.	C. LE CLERCQ, *Secrét.*	BELPAIRE.
	E. DE CUYPER, *Secret.*		E. DE CUYPER, *Secrét.*

Voor extract conform,

De Secretaris der Commissie,

(*geteekend*) C. LE CLERCQ.

Voor eensluidend afschrift,

De Secretaris-Generaal van het Departement van Buitenlandsche Zaken.

(*geteekend*) A. LE CLERCQ.

Goedgekeurd bij Koninklijk besluit van den 12den December 1839 (*Staatsblad n°.* 50).

Mij bekend,

De Secretaris van Staat,

VAN DOORN.

9 Voorloopig Reglement van 23 October 1839 nopens het loodswezen op de Schelde.

(*Staatsblad 1839, No. 51*).

BESLUIT van den 12den December 1839, houdende goedkeuring van een voorloopig Reglement, ter uitvoering van art. IX § 2 van het Tractaat, den 19den April jl. te Londen gesloten, met betrekking tot het loodswezen op de Schelde.

WIJ WILLEM, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien het voorloopig Reglement ter uitvoering van artikel IX § 2 van het Tractaat, den 19den April ll. te *Londen* gesloten, ten aanzien van het loodswezen op de *Schelde*, vastgesteld den 23sten October jongstleden, door de gemengde Nederlandsche en Belgische Commissie te *Antwerpen;*

Op de rapporten van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken en van Onzen Directeur-Generaal voor de Marine, van den 6/9 dezer n°. 4*b* en 54 B;

Hebben goedgevonden en verstaan, voormeld Reglement goed te keuren, gelijk geschiedt bij deze, met bepaling, dat hetzelve zal worden gehecht aan dit Ons besluit, en dadelijk naargeleefd.

Onze Minister en Onze Directeur-Generaal voornoemd zijn belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, hetwelk, met het daaraan gehecht Reglement, in het *Staatsblad* zal worden geplaatst.

's Gravenhage, den 12den December 1839.

WILLEM.

Van wege den Koning,
VAN DOORN.

Uitgegeven den *vier en twintigsten* December 1839.

De Secretaris van Staat,
VAN DOORN.

VERTALING.

Voorloopig Reglement, ter uitvoering van art. IX, § 2 van het Tractaat van 19 April 1839, het loodswezen betreffende.

De Nederlandsche Commissarissen en de Belgische Commissarissen te Antwerpen vereenigd, ter uitvoering der bepalingen van art. IX van het Tractaat van 19 April 1839, zijn omtrent de navolgende bepalingen overeengekomen:

Art. 1.

Voorloopig, en tot dat een definitief Reglement op het onderwerp zal zijn aangenomen, zal datgene der beide landen, hetwelk, overeenkomstig art. IX van het Tractaat van 19 April 1839, nieuwe loodsdiensten zal instellen, het zij voor den loop der Schelde, het zij aan hare monden, aan het Gouvernement des anderen daarvan kennis geven.

Het zal te gelijk aan hetzelve kennis geven van de onderscheidings-teekenen zoo wel der vaartuigen als der loodsen, voor deze diensten gebruikt wordende, mitsgaders van al wat dezelven zal kunnen doen herkennen en

Règlement provisoire, pour l'exécution de l'art. IX § 2 du traité du 19 Avril 1839, relativement au pilotage.

Les Commissaires Neerlandais et les Commissaires Belges, réunis à Anvers pour l'exécution des dispositions de l'art. IX du traité du 19 Avril 1839, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1.

Provisoirement, et jusqu'à ce qu'un règlement définitif sur la matière ait été adopté, celui des deux pays, qui conformément à l'article IX du traité du 19 Avril 1839, établira de nouveaux services de pilotage, soit dans le cours de l'Escaut, soit à ses embouchures, en fera la notification au Gouvernement de l'autre.

Il lui donnera, en même temps, connaissance des marques distinctives, tant des bateaux, que des pilotes employés à ces services, et de tout ce qui pourra les faire reconnaître et respecter par le Gouvernement, à qui la

eerbiedigen door het Gouvernement, aan hetwelk de kennisgeving zal zijn gedaan.

Art. 2.

Het Gouvernement van elk land zal het insgelijks aan het Gouvernement van het andere land doen weten, indien loodsen van zijne, niet aan de Schelde of hare mondingen gelegen standplaatsen door hetzelve zijn toegelaten om te loodsen, het zij uit zee in de Schelde of uit de Schelde in zee, en als zoodanig van lastbrieven voorzien zijn.

Het zal te gelijker tijd opgeven, welk teeken het heeft vastgesteld, om de vaartuigen aan te duiden, die van zoodanigen loods zullen voorzien zijn, gelijk ook het onderscheidings-teeken van den loods zelven.

Art. 3.

De beide Gouvernementen verbinden zich om wederkeerig de noodige maatregelen te nemen, ten einde zich van de bekwaamheid te verzekeren der personen, aan welke zij de betrekking van loods toevertrouwen voor de vaart op de Schelde en hare monden.

Art. 4.

Elk vaartuig zal gehouden zijn eenen loods van eene der beide natien te nemen. Indien een schipper er echter

notification aura été faite.

Art. 2.

Le Gouvernement de chaque pays fera de même notifier au Gouvernement de l'autre pays, si des pilotes de ses stations non situées sur l'Escaut ou à ses embouchures, ont été admis par lui à piloter soit de la mer dans l'Escaut, soit de l'Escaut dans la mer, et commissionnés comme tels. Il fera connaître en même temps quel signe ils aura adopté pour indiquer les bâtimens qui seront pourvus d'un semblable pilote, comme aussi la marque distinctive du pilote lui-même.

Art. 3.

Les deux Gouvernemens s'engagent à prendre réciproquement les mesures nécessaires pour s'assurer de la capacité des personnes, auxquelles ils confient les fonctions de pilote sur la navigation de l'Escaut et de ses embouchures.

Art. 4.

Tout navire sera tenu de prendre un pilote de l'une ou de l'autre nation. Si un capitaine parvenait néanmoins

in mogt slagen om zich aan deze verpligting te onttrekken, zal hij niettemin de loodsgelden verschuldigd zijn, overeenkomstig het Reglement van elk land; in dat geval zullen die regten ter helfte verdeeld worden tusschen de loods-besturen der beide landen.

Art. 5.

Van het nemen van eenen loods zijn vrijgesteld:

1°. de oorlogsschepen;

2°. de zeeschepen, die eenen minderen diepgang hebben dan vijftien decimeters;

3°. de vaartuigen gebruikt wordende voor de visscherij of ter overbrenging van verschen of gezouten visch.

Art. 6.

Het tegenwoordig Reglement zal niet ten uitvoer worden gelegd, dan na goedkeuring der wederzijdsche Gouvernementen, aan welke hetzelve onverwijld zal worden onderworpen.

à se soustraire à cette obligation, il n'en devra pas moins les droits de pilotage dûs conformément au règlement de chaque pays; dans ce cas ces droits seront partagés par moitié entre les administrations de pilotage des deux pays.

Art. 5.

Sont dispensés de prendre un pilote:

1°. les bâtimens de guerre;

2°. les bâtimens de mer ayant un tirant d'eau de moins de quinze décimêtres;

3°. les bateaux employés à la pêche ou au transport de poisson frais ou salé.

Art. 6.

Le présent règlement ne sera mis à exécution qu'après l'approbation des Gouvernemens respectifs, auxquels ils sera soumis sans délai.

(Geteekend)	*(Geteekend)*	*(Signé)*	*(Signé)*
COPES VAN HASSELT.	ROGIER.	COPES VAN HASSELT.	ROGIER.
BOEIJE.	LESPIRT.	BOEIJE.	LESPIRT.
VAN DE VELDE.	CATEAUX WATTEL.	VAN DE VELDE.	CATEAUX WATTEL.
H. A. VAN KARNEBEEK.	L. JACOBS.	H. A. VAN KARNEBEEK.	L. JACOBS.
C. LE CLERCQ.	BELPAIRE.	C. LE CLERCQ.	BELPAIRE.
Secretaris.	E. DE CUIJPER. *Secretaris.*	*Secrétaire.*	F. DE CUIJPER. *Secrétaire.*

Voor extract conform,

De Secretaris der Commissie,

(*Geteekend*) C. LE CLERCQ,

Voor eensluidend afschrift,

De Secretaris-Generaal van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken,

(*Geteekend*) A. LE CLERCQ.

Goedgekeurd bij Koninklijk besluit van den 12den December 1839 (*Staatsblad* no. 51).

Mij bekend,

De Secretaris van Staat,

VAN DOORN.

10 Voorloopig Reglement van 24 October 1839 nopens het recht van scheepvaart op de Schelde en hare monden.

(*Staatsblad 1839 No. 52*).

BESLUIT van den 12den December 1839, houdende goedkeuring van een voorloopig Reglement, ter uitvoering van artikel IX § 3 van het Tractaat, den 19den April jl. te Londen gesloten, met betrekking tot het regt van scheepvaart op de Schelde en derzelver monden.

WIJ WILLEM, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien het voorloopig Reglement ter uitvoering van artikel IX § 3 van het Tractaat, den 19den April ll. te *Londen* gesloten, ten aanzien van het regt van scheepvaart op de *Schelde* en derzelver monden, vastgesteld den 24sten October jongstleden, door de gemengde Nederlandsche en Belgische Commissie te *Antwerpen*;

Op de rapporten van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Financien, van den 6/7 dezer, n°. 4*a* en 720/3153;

Hebben goedgevonden en verstaan, het voormeld Reglement goed te keuren, gelijk geschiedt bij dezen, met bepaling, dat hetzelve zal worden gehecht aan dit Ons besluit, en dadelijk naargeleefd.

Onze Ministers voornoemd zijn belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, hetwelk, met het daaraan gehecht Reglement, in het *Staatsblad* zal worden geplaatst.

's Gravenhage, den 12den December 1839.

WILLEM.

Van wege den Koning,
VAN DOORN.

Uitgegeven den *vier en twintigsten* December 1839.

De Secretaris van Staat,
VAN DOORN.

Voorloopig Reglement voor de uitvoering van artikel IX § 3 van het Tractaat van den 19den April 1839, betrekkelijk het regt van scheepvaart op de Schelde en hare monden.

Art. 1.

De betaling van het eenig regt op de vaart van de Schelde en van hare monden, bepaald bij art. IX § 3 van het Tractaat van 19 April 1839, te weten van ƒ 1.12 per ton, voor de schepen, die, uit de volle zee komende, de Wester-Schelde opvaren, om zich langs de Schelde of door het kanaal van Terneuzen naar België te begeven, en van ƒ 0.38 per ton van de schepen, die langs de Schelde of door het kanaal van Terneuzen, uit België komende, de Wester-Schelde zullen afvaren, om zich naar de volle zee te begeven, zal geschieden te Antwerpen en te Terneuzen, aan het bureau van den Nederlandsche Agent tegen quitantie, overeenkomstig het model onder l^a. *A* bij het tegenwoordig Reglement gevoegd.

Art. 2.

De bureaux van den Nederlandschen Agent, welke zoo veel mogelijk in de nabijheid

Règlement provisoire pour l'exécution de l'art. IX § 3 du traité du 19 Avril 1839, relativement au droit de navigation de l'Escaut et de ses embouchures.

Art. 1.

Le payement du droit unique sur la navigation de l'Escaut et de ses embouchures fixé par l'art. IX § 3 du traité du 19 Avril 1839, savoir de ƒ 1.12 par tonneau pour les navires, qui, arrivant de la pleine mer, remonteront l'Escaut occidental pour se rendre en Belgique par l'Escaut ou par le canal de Terneuzen, et de ƒ 0.38 par tonneau des navires, qui, arrivant de la Belgique par l'Escaut ou par le canal de Terneuzen, descendront l'Escaut occidental pour se rendre dans la pleine mer, se fera à Anvers et à Terneuzen au bureau de l'Agent Neerlandais contre quittance conforme au modèle litt. A, annexé au présent règlement.

Art. 2.

Les bureaux de l'Agent Neerlandais, qui seront autant que possible situés à proxi-

der dokken zullen gelegen zijn, zullen geopend zijn op dezelfde dagen en uren als die, bepaald bij art. 316 van de algemeene wet van den 26sten Augustus 1822 (*Staatsblad der Nederlanden* n°. 38).

In buitengewone gevallen, of bij dringende noodzakelijkheid, zal de Agent niet weigeren om buiten de dagen en uren voor het openen zijner bureaux bepaald, voor zoo veel hem betreft mede te werken tot de spoedige afzending der schepen.

Art. 3.

De betaling zal geschieden, hetzij in Belgische munt, de franc berekend tegen 47¼ cents of houderdste gedeelten van den Nederlandschen gulden, hetzij in Nederlandsche munt, hetzij in ieder andere munt een' wettigen koers in Belgie hebbende, zonder dat in eenig geval de muntspecien beneden den halven franc anders zullen behoeven te worden aangenomen dan voor saldo der breuken beneden de 50 centimes.

Art. 4.

De tonnen-ruimte der schepen zal worden berekend tegen 1⅓ meter of cubiek el Nederlandsche maat, overeenkomstig § 2 van art. 292 der algemeene wet van den 26sten Augustus 1822, en

mité des bassins, seront ouverts aux mêmes jours et heures que ceux, fixés par l'art. 316 de la loi générale du 26 Août 1822 (*Journal Officiel des Pays-Bas* n°. 38).

Dans les cas extraordinaires ou d'urgence, l'Agent ne se refusera pas hors des jours et heures fixés pour l'ouverture des ses bureaux, à contribuer en ce qui le regarde, à la prompte expédition des navires.

Art. 3.

Le payement se fera, soit en monnaie Belge, le franc étant calculé à raison de 47¼ cents, ou centimes de florin des Pays-Bas, soit en monnaie Neerlandaise, soit en tout autres monnaies ayant cours légal en Belgique, sans que, dans aucun cas, les monnaies inférieures au demi franc doivent être admises autrement que pour solde des fractions au-dessous de 50 centimes.

Art. 4.

Le tonnage des navires sera calculé à raison de 1⅓ mètre ou aune cube, mesure des Pays-Bas, conformément au § 2 de l'article 292 de la loi générale du 26 Août 1822, et d'après les instructions du

volgens de voorschriften van den 20sten October 1819, n°. 1, gewijzigd door die van den 21sten Februarij 1823 n°. 173, en van den 12den April 1825 n°. 40.

Met betrekking tot de tonnen-ruimte der stoombooten, wordt niets vooraf beslist, ten aanzien der voorbehoudingen van wederzijden gemaakt.

Art. 5.

Alle meetbrieven, uitdrukkende de tonnen-ruimte der schepen, naar de beginselen bij art. 4 van het tegenwoordig Reglement vastgesteld, en afgegeven door de bevoegde magten van welk land dit ook zij, zullen aan de Nederlandsche Agenten te Antwerpen of Terneuzen vertoond, en door hen worden aangenomen om tot grondslag te dienen voor de ontvangst van het regt van scheepvaart.

Deze meetbrieven zullen slechts voor den tijd van twee jaren geldig zijn, te rekenen van den dag van derzelver afgifte.

Art. 6.

§ 1. Er zal echter tot eene nieuwe meting van het schip kunnen worden overgegaan, tegen over de belanghebbende partij ten koste van gemelde Agenten, telken reize

20 Octobre 1819 n°. 1, modifiées par celles du 21 Février 1823 n°. 173, et du 12 Avril 1825 n°. 40.

Quant au tonnage des bateaux à vapeur, il n'est rien préjugé au sujet des reserves réciproquement faites.

Art. 5.

Tous certificats de jaugeage, exprimant le tonnage des navires d'après les principes établis à l'article 4 du présent Règlement, et délivrés par l'autorité compétente en quelque pays que ce soit, seront exhibés aux agens Neerlandais à Anvers ou à Terneuzen, et seront par eux admis pour servir de base à la perception du droit de navigation.

Ces certificats ne seront valables que pendant le terme de deux ans depuis la date de leur délivrance.

Art. 6.

§ 1. Il pourra néanmoins être procédé contradictoirement avec la partie interessée à la vérification du jaugeage du navire aux frais des dits agens, chaque fois que

wanneer deze bijzondere en aannemelijke redenen zullen hebben om zulks in het belang der Nederlandsche Schatkist te vorderen.

§ 2. In zoodanige gevallen zullen de aanvrage en de verrigting tijdig en in dier voege geschieden, dat er geene andere hindernis noch opontholud uit ontstaan, dan die van de verrigting onafscheidelijk zijn.

§ 3. Deze verificatien zullen wederkeerig en om dezelfde redenen door de betalende partijen kunnen gevraagd worden.

In zoodanige gevallen zullen dezelve plaats hebben ten koste dezer laatsten en tegenover de Nederlandsche Agenten.

§ 4. In alle de gevallen van niet overeenstemming der beide deskundige verificateurs, zal aan dezen, om hen overeen te brengen, een derde deskundige worden toegevoegd, door het lot aan te wijzen, uit twee van weêrszijden tot dat einde voorgestelde personen.

De kosten uit deze tegenexpertise voortvloeijende, zullen komen ten laste van de onderdoende partij.

Art. 7.

§ 1. Daar de verificatie, bedoeld bij art. 6, geen andere

ceux-ci auront des motifs spéciaux et plausibles pour le requérir dans l'intérêt du trésor Neerlandais.

§ 2. Dans ces cas la demande et l'opération seront faites en temps utile et de manière, qu'il n'en résulte aucune entrave ni aucun retard, autres, que ceux inséparables de l'opération.

§ 3. Ces vérifications pourront réciproquement, et pour les mêmes motifs, être demandées par les parties payantes.

Dans ces cas elles auront lieu aux frais de ces dernières et contradictoirement avec les agens Neerlandais.

§ 4. Dans tous les cas de désaccord entre les deux experts vérificateurs, il leur sera adjoint pour les départager un tiers expert, à désigner par le sort entre deux personnes présentées à cet effet de part et d'autre.

Les frais résultant de cette contre-expertise seront à la charge de la partie succombante.

Art. 7.

§ 1. La vérification, dont il s'agit à l'art. 6, ne devant

hindernis noch oponthoud mag veroorzaken dan die, welke van de verrigting onafscheidelijk zijn, en daar dezelve vooral dan niet behoorlijk kan plaats hebben te Terneuzen, wanneer de schepen zijn beladen, zoo zal dezelve voor alle schepen, onverschillig of dezelve geladen of in ballast zijn, in de Belgische los- of ladingplaatsen geschieden.

§ 2. De kosten van verplaatsing als ook de kosten van meting zijn ten laste van de partij, die de verificatie zal hebben gevraagd. Deze beiderlei kosten zullen worden berekend naar het tarief, onder Ia B aan het tegenwoordig Reglement gehecht.

§ 3. Wanneer een in België van stapel geloopen schip voor de eerste maal zal moeten worden gemeten, zal het Belgisch beheer der douanen, ten minste twee dagen te voren, de betrokken Nederlandsche Agenten van den dag en het uur der te doene meting kennis geven, ten einde deze de naauwkeurigheid daarvan kunnen doen onderzoeken.

In dit geval zullen de kosten van verplaatsing alleen ten laste komen van den Nederlandschen Agent.

Art. 8.

Voor de schepen uit de volle zee komende en door

occasionner ni entraves ni retards autres que ceux, inséparables de l'opération, et ne pouvant se faire convenablement à Terneuzen, alors surtout que les navires sont chargés, se fera pour tous les navires, chargés ou sur lest, indistinctement, dans les ports Belges de déchargement ou de chargement.

§ 2. Les frais de déplacement comme les frais de jaugeage sont à la charge de la partie, qui aura demandé la vérification. Ces frais seront les uns et les autres calculés d'après le tarif annexé au présent règlement sous la littª. B.

§ 3. Lorsqu'il s'agira de jauger pour la première fois un navire lancé en Belgique, l'administration des douanes, préviendra les Agens Neerlandais respectifs, au moins deux jours d'avance, du jour et de l'heure des opérations du jaugeage, pour que ceux-ci puissent en faire reconnaître l'exactitude.

Dans ce cas les frais de déplacement seuls seront à la charge de l'Agent Neerlandais.

Art. 8.

Pour les navires venant de la pleine mer et entrant en

het kanaal van Terneuzen zich binnen Belgie begevende, zonder voorzien te zijn van de meetbrieven overeenkomstig de bepalingen van art. 5, zal een behoorlijke borgtogt ten genoege van den Agent worden gesteld, voor eene som geëvenredigd aan het bedrag van het scheepvaart-regt, naar eene naastbijkomende berekening van den gemelden Agent te bepalen.

Belgique par le canal de Terneuzen, sans être munis de certificats de jeaugage conformes aux stipulations de l'art 5, il sera fourni une caution solvable au gré de l'Agent, pour une somme proportionnée au montant du droit de navigation, évalué approximativement par le dit Agent.

De borgtogt zal binnen veertien dagen worden ontlast door middel van betaling op vertoon van eenen meetbrief in behoorlijken vorm, afgegeven door de bevoegde magt.

Le caution sera déchargée dans le délai de quinze jours, moyennant payement sur présentation d'un certificat de jaugeage en dûe forme, délivré par l'autorité compétente.

Art. 9.

Art. 9.

Het regt van scheepvaart op de Schelde zal worden voldaan *aan den Agent te Terneuzen*, vóór dat het vaartuig de plaats verlaat, om, hetzij zich naar de volle zee, hetzij zich naar het Belgisch grondgebied te begeven, uitgezonderd in het geval, voorzien bij art. 8; en *aan dien te Antwerpen:*

Le droit de navigation de l'Escaut sera payé *à l'Agent des Pays-Bas à Terneuzen* avant que le navire quitte le lieu, soit pour la pleine mer, soit pour le territoire Belge, sauf le cas prévu à l'art. 8; et *à celui d'Anvers:*

1°. Voor de schepen uit de volle zee komende, binnen den tijd van vijftien dagen na hunne aankomst of doorvaart te Antwerpen.

1°. pour les navires venant de la pleine mer, dans le délai de quinze jours après leur arrivée ou passage à Anvers;

2°. Voor de schepen naar de volle zee varende, vóór dezelver vertrek.

2°. pour les navires allant à la pleine mer, avant leur départ.

Art. 10.

Voor de vaartuigen onderworpen aan het regt van scheepvaart, zal bij derzelver vertrek geen stuk noch eenige werkelijke of negative acte van afrekening worden verstrekt, dan nadat de betaling van dat regt zal zijn aangetoond.

Art. 10.

Pour les bâtimens soumis au droit de navigation, il ne pourra être délivré aucun document à la sortie, ni acte effectif ou négatif de décompte, qu'après qu'il aura été justifié du payement de ce droit.

Art. 11.

De schepen uit Belgie vertrokken naar zee en waarvoor het scheepvaartregt zal zijn betaald, zullen noch bij hun binnen vallen, noch bij hun vertrek voor een tweede maal aan hetzelfde regt onderworpen zijn, wanneer zij uit noodzakelijkheid uit zee terugkeeren, en zich weder naar de haven begeven, van waar zij zijn vertrokken, alwaar de noodzakelijkheid en de identiteit der lading behoorlijk zullen moeten worden bewezen.

Voor de schepen in Belgie weder binnenvallende door het kanaal van Terneuzen, zal op het verlangen van den Agent een borgtogt gesteld worden, tot dat de bewijsstukken aan hem Agent zullen zijn medegedeeld.

Door de tegenwoordige bepaling wordt er niets beslist ten aanzien van de andere vrijstellingen door de Belgische Commissarissen voorgedragen.

Art. 11.

Les navires partis de la Belgique pour la mer, et pour lesquels le droit de navigation aura été payé, ne seront pas sujets une deuxième fois au même droit, ni à la rentrée ni à la sortie, s'ils rentrent de la mer par force majeure, et retournent au port de départ, où la force majeure et l'identité de la cargaison devront être dûment constatées.

Pour les navires rentrant en Belgique par le canal de Terneuzen, il sera fourni caution à la demande de l'Agent, jusqu'à ce que les pièces justificatives lui aient été communiquées.

Il n'est rien préjugé par la présente disposition au sujet des autres exemptions proposées par les Commissaires Belges.

Art. 12.

Indien het regt verkeerdelijk, geheel of gedeeltelijk, mogt betaald zijn, hetzij uit dwaling, hetzij omdat het schip niet den weg had bevaren, die hetzelve aan den tol onderwierp; hetzij uit welke andere oorzaak, zoo zal de houder van de quitantie hetgeen ten onregte zal zijn betaald, niet dan binnen de zes maanden kunnen terugvorderen, te rekenen van den dag der betaling.

Wederkeerig zal de Agent niet kunnen invorderen de betaling van het regt, dat, hetzij door eene dwaling, hetzij omdat het schip eenen weg zou zijn gevolgd die het aan den tol onderwierp, hetzij wegens eene andere oorzaak, niet is betaald, dan binnen de zes maanden, te rekenen van den dag dat het regt zou hebben moeten zijn voldaan.

Art. 13.

De bij art. 12 bepaalde termijn van zes maanden, binnen welken ten onregte betaalde regten moeten worden teruggevorderd, en die, welke niet zouden zijn betaald, geïnd, zal niet van toepassing zijn op die regten, ten aanzien van welke nog geen bepaald beginsel door de commissie van scheepvaart is vastgesteld, enz., enz.

Art. 12.

Si le droit avait été mal à propos payé en tout ou en partie, soit par erreur, soit parceque le navire n'aurait pas pris la route qui l'assujettissait au péage, soit par toute autre circonstance, le porteur de la quittance ne pourra répéter ce qui aurait été indûment perçu qu'en déans les 6 mois à dater du payement.

Réciproquement l'Agent ne pourra recouvrer le payement du droit dû, qui n'aurait pas été payé, soit par erreur, soit par ce que le navire aurait pris une route qui l'assujettissait au péage, soit par toute autre circonstance, qu'en déans les 6 mois à dater du jour que le droit aurait dû être payé.

Art. 13.

Le terme de 6 mois fixé à l'art. 12 en déans lequel devront être repétés les droits indûment payés et être recouvrés ceux dûs, qui n'auraient pas été payée, ne sera pas applicable aux droits, à l'égard desquels il n'a pas encore été adopté un principe définitif par la Commission de navigation, etc., etc.

Art. 14.

Het tegenwoordig Reglement zal niet ten uitvoer worden gelegd, dan na de goedkeuring der wederzijdsche Regeringen, aan welke het onverwijld zal onderworpen worden.

Art. 14.

Le présent Règlement ne sera mis à exécution, qu'après l'approbation des Gouvernemens respectifs, auxquels il sera soumis sans délai.

(Geteekend)	*(Geteekend)*	*(Signé)*	*(Signé)*
COPES VAN HASSELT.	CH. ROGIER.	COPES VAN HASSELT.	CH. ROGIER.
BOEIJE.	LESPIRT.	BOEIJE.	LESPIRT.
VAN DE VELDE.	CATEAUX WATTEL.	VAN DE VELDE.	CATEAUX WATTEL.
H. A. VAN KARNEBEEK.	L. JACOBS.	H. A. VAN KARNEBEEK.	L. JACOBS.
C. LE CLERCQ.	BELPAIRE.	C. LE CLERCQ.	BELPAIRE.
Secretaris.	E. DE CUIJPER.	*Secrétaire.*	E. DE CUIJPER.
	Secretaris.		*Secrétaire.*

Voor extract conform,

De Secretaris der Commissie,

(*geteekend*) C. LE CLERCQ.

Voor eensluidend afschrift,

De Secretaris-Generaal bij het Departement van Buitenlandsche Zaken,

(*geteekend*) A. LE CLERCQ.

Goedgekeurd bij Koninklijk besluit van den 12den December 1839, (*Staatsblad* n°. 52).

Mij bekend,

De Secretaris van Staat,

VAN DOORN.

LITTERA A.

Vaart op de Schelde en hare mondingen.

QUITANTIE N°. . . .

Ontvangen voor het schip . .

kapitein . . . . . .

metende . . . . . tonnen

volgens meetbrief n°. . . . .

gaande naar zee

komende uit zee

de som van [redacted]

[redacted]

Antwerpen den . . . 1800.

De Agent belast met de ontvangst van het regt op de Schelde-vaart.

(N.)

Navigation sur l'Escaut et ses embouchures.

QUITTANCE N°. . . .

Reçu pour le navire . . .

capitaine . . . . . .

mesurant . . . . . tonneaux

suivant certificat de jauge n°. . .

allant à la mer

venant de la mer

la somme de [redacted]

[redacted]

Anvers le . . . . . 1800.

l'Agent chargé de la perception du droit sur la navigation de l'Escaut.

(N.)

Gezien om gevoegd te worden bij het voorloopig Regle-

Vu pour être annexé au Règlement provisoire pour

ment voor de uitvoering van art. IX van het Tractaat van den 19den April 1839, betrekkelijk het regt van scheepvaart op de Schelde en van hare monden.

l'exécution de l'art IX, du traité du 19 Avril 1839 relativement au droit de navigation de l'Escaut et de ses embouchures.

(Geteekend)	*(Geteekend)*	*(Signé)*	*(Signé)*
Copes van Hasselt.	Ch. Rogier.	Copes van Hasselt.	Ch. Rogier.
Boeije.	Lespirt.	Boeije.	Lespirt.
Van de Velde.	Cateaux Wattel.	Van de Velde.	Cateaux Wattel.
H. A. van Karnebeek.	L. Jacobs.	H. A. van Karnebeek.	L. Jacobs.
C. Le Clercq.	Belpaire.	C. Le Clercq.	Belpaire.
Secretaris.	E. de Cuijper.	*Secrétaire*	E. De Cuijper.
	Secretaris.		*Secrétaire.*

Voor eensluidend afschrift,

De Secretaris der Commissie,

(*Get.*) C. le Clercq.

Voor eensluidend afschrift,

De Secretaris-Generaal van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken,

(*Get.*) A. le Clercq.

Behoort bij het Reglement, goedgekeurd bij Koninklijk besluit van den 12den December 1839 (*Staatsblad* n°. 52).

Mij bekend,

De Secretaris van Staat,

Van Doorn.

LITT. B.

Tarief der vacatie- en verplaatsing-kosten voor de verificatie der meting van de aan het scheepvaartregt onderworpene schepen, bepaald bij § 3 van art. IX van het Tractaat van den 19den April 1839.

Vacatie voor de verificatie der meting: voor ieder export *f* 1 (fr. 2.12)

Vacatie voor de tegenverificatien in geval van verschil tusschen de twee experts verificateurs: voor ieder expert . . . . *f* 1 (fr. 2.12)

Kosten van verplaatsing voor elk expert, voor den afstand tusschen de verblijf-plaats der Nederlandsche Agenten en de havens van inlading, alwaar de meting zal moeten geschieden:
per uur en voor ieder expert *f* 0.48 (fr. 1)
voor de terugreis . . . . *f* 0.48 (fr. 1)

Tarif des frais de vacations et de déplacement pour la vérification du jaugeage des navires assujettis au droit de navigation, stipulé au § 3 de l'art. IX du traité du 19 Avril 1839.

Vacation pour la vérification du jaugeage pour chaque expert . . . . . *f* 1 (fr. 2.12)
Vacation pour les contre-vérifications en cas de désaccord entre les deux experts vérificateurs:
pour chaque expert . . . *f* 1 (fr. 2.12)
Frais de déplacement pour chaque expert, pour la distance entre la résidence des Agens Neerlandais et les ports de chargement où le jaugeage devra s'effectuer:
par lieue et pour chaque expert. . . . . *f* 0.48 (fr. 1)
pour le retour . . . . . *f* 0.48 (fr. 1)

Gezien om gevoegd te worden bij het voorloopig reglement voor de uitvoering van art. IX van het Tractaat van den 19den April 1839, betrekkelijk het regt van scheepvaart op de Schelde en van hare monden.

Vu pour être annexé au Règlement provisioire pour l'exécution de l'art. IX du traité du 19 Avril 1839 relativement au droit de navigation de l'Escaut et de ses embouchures.

(Geteekend)
COPES VAN HASSELT.
BOEIJE.
VAN DE VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
C. LE CLERCQ.
Secretaris.

(Geteekend)
CH. ROGIER.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
BELPAIRE.
E. DE CUIJPER.
Secretaris.

(Signé)
COPES VAN HASSELT.
BOEIJE.
VAN DE VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
C. LE CLERCQ.
Secrétaire.

(Signé)
CH. ROGIER.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
BELPAIRE.
E. DE CUIJPER.
Secrétaire.

Voor eensluidend afschrift,

De Secretaris der Commissie,

(*geteekend*) C. LE CLERCQ.

Voor eensluidend afschrift,

De Secretaris-Generaal van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken,

(*geteekend*) A. LE CLERCQ,

Behoort bij het Reglement, goedgekeurd bij Koninklijk besluit van den 12den December 1839 (*Staatsblad* n°. 52).

Mij bekend,

De Secretaris van Staat,

VAN DOORN.

II TRACTAAT tusschen Nederland en België van 5 November 1842 ter uitvoering van het op den 19den April 1839 te Londen aangegaan traktaat etc.

(*Staatsblad 1843, No. 3*).

WET van den 4den Februarij 1843, tot goedkeuring van het verdrag, tusschen de Nederlandsche en Belgische gevolmagtigden, op den 5den November 1842 gesloten.

WIJ WILLEM II, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, ENZ., ENZ., ENZ.

Allen die deze zullen zien of hooren lezen, salut! doen te weten:

Alzoo Wij in overweging genomen hebben, dat het op den vijfden November 1842, door de Nederlandsche en Belgische gevolmagtigden gesloten verdrag, ter uitvoering van het op den 19den April 1839 te Londen aangegaan traktaat en tot definitive regeling der wederzijdsche regten en belangen, ook bevat een' afstand of ruiling van grondgebied;

Gelet op het laatste gedeelte van art. 57 der grondwet;

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze, voorschreven op den 5den November 1842, tusschen de Nederlandsche en de Belgische gevolmagtigden te 's Gravenhage gesloten verdrag, zoodanig als hetzelve hieraan is gehecht, voor zoo verre het Koningrijk der Nederlanden betreft, goed te keuren.

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle ministeriële departementen, autoritei-

ten, kollegien en ambtenaren, wien zulks aangaat, aan de naauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven te 's Gravenhage, den 4den Februarij 1843.

WILLEM.

Van wege den Koning,

De Directeur van het Kabinet des Konings,

A. G. A. VAN RAPPARD.

Uitgegeven den *zevenden* Februarij 1843.

De Directeur van het Kabinet des Konings,

A. G. A. VAN RAPPARD.

Vertaling.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, en Zijne Majesteit de Koning der Belgen,

Bevonden hebbende dat het, op het standpunt, waarop de werkzaamheden der, volgens het traktaat van 19 April 1839 ingestelde commissien gekomen zijn, ter wegruiming van alle moeijelijkheid, noodzakelijk is geworden, om, door de regtstreeksche tusschenkomst der beide gouvernementen, zekere punten vast te stellen, die niet voldoende bij het gemelde verdrag zijn geregeld, hebben tot hunne gevolmagtigden benoemd, te weten:

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden:

De heeren Jan Willem baron Huijssen van Kattendijke, Commandeur der orde van den Nederlandschen Leeuw, Ridder Grootkruis der orden van den Rooden Adelaar van Pruissen, van Karel III van Spanje en van den Witten Valk van Saksen Weimar Eisenach, Hoogstdeszelfs minister van Buitenlandsche zaken;

Jan Jacob Rochussen, Ridder Grootkruis der orden van den Nederlandschen Leeuw en van den Rooden Adelaar van Pruissen, Groot-officier van het Legioen van Eer, Hoogstdeszelfs minister van Financien;

en Floris Adriaan van Hall, Commandeur der orde van den Nederlandschen Leeuw, Ridder Grootkruis der orde van den Witten Valk van Saksen Weimar Eisenach, Hoogstdeszelfs minister van Justitie.

Zijne Majesteit de Koning der Belgen:

De heeren Albrecht Floris Joseph Prisse, officier der Leopolds-orde en van de Koninklijke orde van het Legioen van Eer, generaal-majoor, Hoogstdeszelfs adjudant en buitengewonen gezant en gevolmagtigden minister bij Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden;

en Aldephonse Alexander Felix Du Jardin, Ridder der Leopoldsorde, versierd met het IJzeren Kruis, Hoogstdeszelfs zaakgelastigde bij het Koninklijk Hanoversche hof en de vrije Hanzee-steden, in buitengewone zending bij het Hof der Nederlanden;

Dewelke, na hunne in goede orde bevonden volmagten

TRAITÉ.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, et Sa Majesté le Roi des Belges,

Ayant reconnu, qu'a dégré, où en sont arrivés les travaux des commissions instituées à la suite du traité du 19 Avril 1839, il est devenu nécessaire, pour aplanir toute difficulté, d'arrêter par l'intervention directe des deux gouvernemens, certains points, qui ne sont pas suffisamment déterminés au dit traité, ont nommé leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas:
Les sieurs Jean Guillaume baron Huyssen de Kattendijke, Commandeur de l'ordre du Lion des Pays-Bas, Chevalier Grand-croix des ordres de l'Aigle Rouge de Prusse, de Charles III d'Espagne et du Faucon Blanc de Saxe Weimar Eisenach, Son ministre des Affaires étrangères;

Jean Jacques Rochussen, Chevalier Grand-croix des ordres du Lion des Pays-Bas et de l'Aigle Rouge de Prusse, Grand-Officier de la Légion d'honneur, Son ministre des Finances;
et Florent Adrien van Hall, Commandeur de l'ordre du Lion des Pays-Bas, Chevalier Grand-croix de l'ordre du Faucon Blanc de Saxe Weimar Eisenach, Son ministre de la Justice.
Sa Majesté le Roi des Belges:
Les sieurs Albert Florent Joseph Prisse, Officier de l'ordre de Léopold et de l'ordre Royal de la Légion d'honneur, général-major, Son aide-de camp et envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas,
et Aldephonse Alexandre Félix Du Jardin, Chevalier de l'ordre de Léopold, décoré de la Croix de Fer, Son chargé d'affaires près de la cour Royale de Hanovre et les villes libres et Anséatiques, en mission extraordinaire près la Cour des Pays-Bas;
Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trou-

te hebben uitgewisseld, omtrent de navolgende aanvullende en opheldérende artikelen zijn overeengekomen:

HOOFDSTUK I.

Grenzen.

Art. 1.

Het Groothertogdom Luxemburg behoudt het Martelange, gelegen ten oosten van den weg van Bastogne naar Arlon.

Het koningrijk Belgie behoudt het ten westen van gezegden weg gelegen Martelange.

Van het punt af waar deze weg, die aan het koningrijk Belgie behoort, de Sure doorsnijdt, zal de dalweg dier rivier de grens tusschen de beide Staten vervolgen tot aan de reeds door de gemengde grenscommissie vastgestelde plaats.

Eene kaart, waarop de grenslijn in de gemeente Martelange is aangewezen, is, onder letter A, bij het tegenwoordige traktaat gevoegd.

Art. 2.

In het noorden van Limburg zullen de plaatsen Bergeroth, Stamproy, Breversroth, Heijeroth, Haubroecksroth en Neer-Itteren tot het koningrijk der Nederlanden behooren, gelijk mede de meest vooruitstekende punt van de Manestraat naar de zijde van Neer-Itteren, loopende langs de beek, welke de grens vormt tusschen die gemeente en die van Kessenich.

Het koningrijk Belgie zal behouden de Beersel's, daaronder begrepen het onder Hunsel gekadastreerde gedeelte, de Boomenstraat en de Manestraat, behoudens de hierboven vermelde punt.

De kleine vooruitspringende punt van Neer-Itteren, gelegen over de beek ten zuidwesten van dat dorp bij het Lakenhoff, zal aan Belgie toebehooren.

Van het Lakenhoff tot aan de Maas, zal de grens, Ittervoort en Thorn aan het koningrijk der Nederlanden latende, zoodanig blijven als dezelve is vastgesteld bij de kadastrale stukken reeds stilzwijgend door de gemengde grenscommissie aangenomen.

Bij dit traktaat is, onder letter B, eene kaart gevoegd,

vés en bonne et due forme, sont convenus des articles complémentaires et explicatifs suivans:

CHAPITRE I.

Limites.

Art. 1.

Le Grand-duché de Luxembourg conserve le Martelange situé à l'est de la route de Bastogne à Arlon.

Le royaume de Belgique conserve le Martelange situé à l'ouest de la dite route.

Depuis le point, où cette route, qui appartient au royaume de Belgique, traverse la Sure, le thalweg de cette rivière continuera la limite entre les deux États jusqu'à l'endroit déjà arrêté par la commission mixte des limites.

Une carte, sur laquelle se trouve tracée la ligne de démarcation dans la commune de Martelange, est jointe au présent traité, sous la lettre A.

Art. 2.

Dans le nord du Limbourg, les endroits de Bergeroth, Stamproy, Breversroth, Heyeroth, Haubroecksroth et Neer-Itteren appartiendront au royaume des Pays-Bas, ainsi que la pointe la plus avancée du Manestraat vers Neer-Itteren, qui longe le ruisseau formant limite entre cette commune et celle de Kessenich.

Le royaume de Belgique conservera les Beersel, y compris la partie cadastrée sous Hunsel, le Boomenstraat et le Manestraat, sauf la pointe mentionnée ci-dessus.

La petite pointe avancée de Neer-Itteren, dépassant le ruisseau au sud-ouest de ce village près de Lakenhoff, appartiendra à la Belgique.

Depuis le Lakenhoff jusqu'à la Meuse, la limite, laissant au royaume des Pays-Bas Ittervoort et Thorn, reste telle qu'elle est fixée par les documens du cadastre, déjà tacitement admis par la commission mixte des limites.

Une carte sur laquelle se trouve tracée la ligne à tirer

waarop is aangeduid de lijn, te trekken van het zuidelijkste punt der Nederlandsche provincie Noord-Braband, om uit te komen aan de Maas boven Wessem.

Deze kaart zal den wederzijdschen commissarissen voor de grensregeling tot leiddraad verstrekken.

Art. 3.

Het Belgische Gouvernement zal, onder deszelfs verantwoordelijkheid jegens het Nederlandsche Gouvernement, aan eene maatschappij de regten kunnen overdragen, welke te zijnen behoeve voortvloeijen uit de bepalingen van art. XII van het traktaat van 19 April 1839, ten einde het kanaal of den weg daar te stellen, bij dat artikel vermeld.

In geval van toepassing der tegenwoordige bepaling, zullen er termen zijn tot onteigening van de noodige gronden, ter zake van openbaar nut, volgens de Nederlandsche wetgeving, en zulks op dezelfde wijze als of het Belgische Gouvernement voor zich zelf overging tot de werken voor de daarstelling en bearbeiding van den weg of het kanaal.

Art. 4.

Te beginnen met het uiteinde van den dijk van Wachtebeke (paal n°. 37, punt reeds door de gemengde commissie bepaald), tot aan het kanaal van Terneuzen, blijft de grens vastgesteld zoo als daaromtrent is overeengekomen tusschen de plaatselijke overheden der beide landen en zoodanig als zij aangeduid is op de kadastrale plannen der gemeente Zelzaete (Belgie), Sas van Gent en Zuidorp (Nederlanden).

Eene gemengde commissie zal waken voor het onderhoud van gezegden dijk en der zich daarin bevindende sluizen.

Art. 5.

Het midden van het kanaal van Terneuzen zal bij voortduring de grens uitmaken van het oude fort St. Antonie af, tot tegenover het Nederlandsche tolkantoor in het gehucht de Stuijver.

Art. 6.

Van het kanaal van Terneuzen tot aan de Zwarte Sluis, blijft de grens bepaald zoo als daaromtrent is overeenge-

du point le plus méridional de la province Néerlandaise du Brabant Septentrional, pour aboutir à la Meuse au-dessus de Wessem, est jointe au présent traité, sous la lettre B.
Cette carte servira de guide aux commissaires démarcateurs respectifs.

Art. 3.

Le Gouvernement Belge pourra substituer, sous sa garantie envers le Gouvernement des Pays-Bas, une compagnie concessionnaire, aux droits résultant en sa faveur des termes de l'art. XII du traité du 19 Avril 1839, à l'effet de construire le canal ou la route mentionnée dans cet article.

Dans le cas d'application de la présente disposition, il y aura lieu à expropriation suivant la législation des Pays-Bas, pour cause d'utilité publique, des terrains nécessaires, et ce de la même manière que si le Gouvernement Belge procédait par lui-même aux travaux d'exécution et d'exploitation de la route ou du canal.

Art. 4.

A partir de l'extrémité de la digue de Wachtebeke (borne n°. 37, point déjà fixé par la commission mixte) jusqu'au canal de Terneuzen, la limite reste établie comme elle a été convenue entre les autorités locales des deux pays, et telle qu'elle se trouve indiquée sur les plans cadastraux des communes de Zelzaete (Belgique), du Sas de Gand et de Zuidorp (Pays-Bas).
Une commission mixte veillera à l'entretien de la dite digue et des écluses qui s'y trouvent.

Art. 5.

L'axe du canal de Terneuzen continuera à former limite, depuis l'ancien fort St. Antoine jusqu'en face du bureau de la douane Néerlandaise au hameau du Stuijver.

Art. 6.

Depuis le canal de Terneuzen jusqu'à l'Écluse Noire, la limite reste établie comme elle a été convenue entre les

komen tusschen de plaatselijke overheden der beide landen, en zoodanig als die is aangeduid op de kadastrale plannen.

Het driehoekige grondgebied dat de Belgische gemeente Assenede in den Nederlandschen polder Binnenpoel bezit, gaat echter over onder Nederlandsche Souvereiniteit; terwijl de streek land, welke de Nederlandsche gemeente Sas van Gent in den Belgischen polder St. Albert bezit, overgaat onder de Souvereiniteit van Belgie, gelijk mede de gedeelten dijk, welke dezelve omringen.

Het Koningrijk der Nederlanden behoudt den vrijen overgang op die gedeelten dijk, en de weg genaamd Vrije Straat, de grens vormende, zal gemeen zijn.

Art. 7.

Van de Zwarte Sluis tot aan den polder genaamd Krakeel, wordt de grens, zoodanig blijvende als zij onder het Koningrijk der Nederlanden geweest is, gevormd door het midden van de afwateringssloot, noordelijk loopende langs de dijken tusschen die beide punten bestaande, en waarvan het geheel den naam draagt van Vrijen Dijk.

Het Koningrijk der Nederlanden behoudt den vrijen overgang op de geheele uitgestrektheid van genoemden Vrijen Dijk.

Art. 8.

Van het punt waar de Vrije Dijk ophoudt, tot aan dat, hetwelk reeds door de gemengde commissie is bepaald, zal de grens, blijvende zoo als zij was onder het Koningrijk der Nederlanden, bij voortduring de polders genaamd Krakeel en Brandkreek in twee deelen splitsen.

Art. 9.

De grens tusschen de provincie Antwerpen (Belgie) en de provincie Zeeland (Nederlanden), blijvende zoo als zij was onder het voormalig Koningrijk der Nederlanden, wordt bij voortduring gevormd door den veranderlijken dalweg der Schelde, welke zal worden aangeduid door eene lijn, getrokken in het midden der beide rijen tonnen.

Art. 10.

Aan de zijde van Smeermaas zal de grens aangeduid worden door eene lijn, uitgaande van het verbindingspunt

autorités locales des deux pays, et telle qu'elle se trouve indiquée sur les plans du cadastre.

Toutefois, le territoire triangulaire que possède la commune Belge d'Assenède dans le polder Néerlandais Binnenpoel, passe sous la Souveraineté des Pays-Bas, tandis que la portion de territoire que possède la commune Néerlandaise du Sas de Gand, dans le polder Belge de St. Albert, passe sous la Souveraineté de la Belgique, ainsi que les portions de digue qui l'entourent.

Le Royaume des Pays-Bas conserve le libre passage sur ces portions de digues, et le chemin dit Vrije Straat, formant limite, sera mitoyen.

Art. 7.

De l'Écluse Noire jusqu'au polder dit Krakeel, la limite, restant telle qu'elle a existé sous le Royaume des Pays-Bas, est formée par l'axe de la rigole d'écoulement qui borde au nord les digues existantes entre ces deux points, et dont l'ensemble porte le nom de Vrijen Dijk.

Le Royaume des Pays-Bas conserve le libre passage sur toute l'étendue de la dite digue Vrijen Dijk.

Art. 8.

Du point où cesse le Vrije Dijk jusqu'à celui déjà arrêté par la commission mixte, la limite, restant telle qu'elle existait sous le Royaume des Pays-Bas, continue à diviser en deux parties les polders dits Krakeel et Brandkreek.

Art. 9.

La limite entre la province d'Anvers (Belgique) et celle de Zélande (Pays-Bas), maintenue telle qu'elle existait sous l'ancien Royaume des Pays-Bas, reste formée par le thalweg variable de l'Escaut, lequel sera indiqué par une ligne tirée au milieu des deux rangées de bouées.

Art. 10.

Du côté de Smeermaas, la limite sera indiquée par une ligne partant du point de jonction des parcelles nos 947,

der perceelen n^{s} 947, 958, 942 en 946 van het kadaster, en eindigende bij het huisje van gezegd dorp, gemerkt met de letter U op de kaart, gevoegd bij het tegenwoordige traktaat, onder litt. C, en zal van dat punt U de lijn volgen op dezelfde kaart, aangeduid door de letters V, W, X en Y.

Art. 11.

De grens tusschen de Belgische gemeenten Neerpelt, Overpelt, Lommel (Limburg) en Moll (Antwerpen) en de Nederlandsche gemeenten Bergeijk, Luijksgestel, Hoogloon en Bladel (Noord-Braband), zal de navolgende wijzigingen ondergaan :

De Nederlanden doen afstand van het meest vooruitspringende gedeelte der beide punten naar de zijde van België, gevormd door het grondgebied der gemeenten Bergeijk en Luijksgestel, bestaande in omtrent 385 hectaren heidegrond; België staat ter vergoeding af, omtrent 385 hectaren heidegrond, gelegen ten noorden van de gemeenten Moll en Lommel.

Art. 12.

De grens tusschen de Belgische gemeenten Mouland (Luik) en de Nederlandsche gemeente Eijsden (Hertogdom Limburg), zal in dier voege gewijzigd worden, dat aan België verblijven de perceelen n^{is} 576, 577, 578 en een deel der perceelen n^{is} 563 en 579, sectie E. van Eijsden.

Art. 13.

De grens tusschen de Nederlandsche gemeente Baarle-Nassau (Noord-Braband) en de Belgische gemeente Wortel (Antwerpen), zal zoodanig worden gewijzigd, dat aan Nederland blijven de perceelen n°. 1 en 2, sectie B. van Wortel.

De weg ten zuiden dier perceelen gelegen zal gemeenschappelijk zijn.

Art. 14.

Het statu quo zal blijven bestaan, zoowel met opzigt tot de dorpen Baarle-Nassau (Nederlanden) en Baarle-Hertog (België) als ten aanzien van de daar door loopende wegen.

958, 942 et 946 du cadastre, et aboutissant à la maisonnette du dit village, marquée de la lettre U sur le plan annexé au présent traité sous litt. C. et suivra de ce point U la ligne indiquée sur le même plan par les lettres V, W, X et Y.

Art. 11.

La limite entre les communes Belges de Neerpelt, Overpelt, Lommel (Limbourg) et Moll (Anvers) et celles Néerlandaises de Bergeijk, Luijksgestel, Hoogloon et Bladel (Brabant Septentrional) subira les modifications suivantes:

Les Pays-Bas cèdent la partie la plus saillante des deux pointes que forment sur la Belgique les territoires des communes de Bergeijk et Luijksgestel, consistant en 385 hectares environ de bruyères. La Belgique cède en compensation, 385 hectares environ de bruyères, situés au nord des communes de Moll et Lommel.

Art. 12.

La limite entre la commune Belge de Mouland (Liège) et celle Néerlandaise d'Eysden (Duché de Limbourg), sera modifiée de manière à laisser sur Belgique les parcelles nos. 576, 577, 578 et une partie des parcelles nos. 563 et 579, section E. d'Eysden.

Art. 13.

La limite entre la commune Néerlandaise de Baarle-Nassau (Brabant Septentrional) et celle Belge de Wortel (Anvers), sera modifiée de manière à laisser sur Pays-Bas les parcelles n°. 1 et 2, section B. de Wortel.
Le chemin situé au sud de ces parcelles sera mitoyen.

Art. 14.

Le statu quo sera maintenu, tant à l'égard des villages de Baarle-Nassau (Pays-Bas) et Baarle-Duc (Belgique), que par rapport aux chemins, qui les traversent.

Art. 15.

De grenslijnen, waarover de artikelen 4 tot 13 van het tegenwoordige tractaat handelen, worden respectivelijk aangewezen op de kaarten en plans, onder de letters C, D, E, F, G en H hieraan gehecht.

HOOFDSTUK II.

Scheepvaart.

AFDEELING I.

Schelde.

Art. 16.

De schepen, welke zich uit volle zee naar Belgie en vice versa begeven, zullen aan geenerhande formaliteit met opzigt tot de Nederlandsche administratie van in- en uitgaande regten onderworpen zijn, gedurende de doorvaart van de Wester Schelde en hare mondingen of gedurende den tijd dat zij daarop verblijven.

Het Nederlandsche Gouvernement zal het toezigt tegen den sluikhandel kunnen uitoefenen, zoo wel aan de oevers, als door middel van vaartuigen op de rivier zelve.

Wanneer, na eene tweejarige ondervinding, de ongenoegzaamheid dezer middelen mogt zijn gebleken, zullen de beide Gouvernementen zich verstaan om, met gemeen overleg, een krachtiger middel van toezigt te beramen, door het nemen van andere maatregelen, het meest geschikt om dat toezigt in overeenstemming te brengen met de belangen der scheepvaart, welke, in geen geval, uit dien hoofde, aan hindernissen, kosten of oponthoud zal kunnen worden blootgesteld.

Art. 17.

Het is de bedoeling dat tegen betaling van het eenige regt van *f* 1.50, vermeld bij § 3 van art. 9 van het traktaat van 19 April 1839, noch regtstreeks, noch zijdelings, van de scheepvaart uit volle zee naar Belgie langs de Wester-Schelde en vice versa, eenige andere regten, tollen of vergoedingen hoe ook genaamd zullen kunnen worden geheven, uit welken hoofde ook, behoudens hetgeen zal worden vastgesteld voor het loodswezen en de vuurbaken.

Art. 15.

Les tracés qui font l'objet des articles 4 à 13 du présent traité, sont respectivement reproduits sur les cartes et plans ci-annexés sous les lettres C, D, E, F, G et H.

CHAPITRE II.

Navigation.

SECTION 1re

Escaut.

Art. 16.

Les navires se rendant de la pleine mer en Belgique et vice versa, ne seront assujettis à aucune formalité par rapport aux douanes Néerlandaises, durant le trajet de l'Escaut Occidental et de ses embouchures, ou pendant le temps qu'ils y séjourneront.

La surveillance contre la fraude pourra être exercée par le Gouvernement des Pays-Bas, tant sur les rives, qu'au moyen d'embarcations sur le fleuve même.

Si, après une expérience de deux années, l'insuffisance de ces moyens était démontrée, les deux Gouvernemens s'entendraient pour aviser, d'un commun accord, à un mode de surveillance plus efficace, par l'adoption d'autres mesures les plus propes à mettre cette surveillance en harmonie avec les intérêts de la navigation, laquelle ne pourra, dans aucun cas, être exposée de ce chef à des entraves, frais ou retards.

Art. 17.

Il est entendu que moyennant le droit unique de ƒ 1.50, mentionné au § 3 de l'art. 9 du traité du 19 Avril 1839, il ne pourra directement ni indirectement être établi sur la navigation de la pleine mer en Belgique par l'Escaut Occidental, et vice versa, d'autres droits, péages ou indemnités quelconques, sous quelque titre que ce soit, sauf ce qui sera réglé pour le pilotage et les fanaux.

Art. 18.

Het Nederlandsche Gouvernement verbindt zich nieuwe vuurbaken op te rigten te Terneuzen en te Bath, gelijk mede die beide vuren, mitgaders de vuren, die reeds te Vlissingen en te West-Capelle bestaan, te onderhouden, alles zoo als zulks met gemeen overleg door de gemengde commissie te Antwerpen zal worden vastgesteld.

Van eene andere zijde wordt door het Belgische Gouvernement, ter vergoeding der kosten door de Nederlanden uit dien hoofde te dragen, en vooral uit aanmerking van de daarstelling van nieuwe vuren, toegestemd in de heffing van een regt van 3 centen Nederlandsch per ton bij het opvaren, zoo mede 3 centen Nederlandsch per ton bij het afvaren, hetwelk zal worden geïnd op dezelfde wijze en door dezelfde agenten, als het eenige scheepvaartsregt, vermeld in § 3 van art. 9 van het traktaat van 19 April 1839.

Het zal echter aan het Belgische Gouvernement vrijstaan, ter vervanging van het bij bovenstaande paragraaph vastgestelde regt, eene jaarlijksche som van ƒ 10,000 te betalen.

Dat regt of die vergoeding zal niet worden betaald, dan na de uitwisseling van de bekrachtigingen der, naar luid van het tegenwoordige traktaat, te maken reglementen en na de daarstelling der bovengenoemde nieuwe vuren.

Art. 19.

Zonder te kort te doen aan de regten der beide hooge contracterende partijen, voortvloeijende uit art. 9, § 2 van het traktaat van 19 April 1839, zal de Belgische Regering eene loods-administratie te Vlissingen kunnen daarstellen en van daar zoodanig getal loodsen naar Terneuzen kunnen afzenden, als dezelve zal vermeenen voor deze standplaats te worden vereischt, ten opzigte der schepen uit zee naar Antwerpen of naar Gent varende en vice versa.

Van hare zijde zal de Nederlandsche Regeering eene standplaats van loodsen kunnen vestigen te Antwerpen, voor de dienst der vaartuigen stroom-afwaarts.

Deze inrigtingen zullen wettiglijk erkend worden door de wederzijdsche Gouvernementen, die aan dezelve hulp en bescherming zullen verleenen.

Art. 18.

Le Gouvernement des Pays-Bas s'engage à établir de nouveaux fanaux à Terneuzen et à Bath, comme aussi à entretenir ces deux feux et ceux déjà existant à Flessingue et à West-Capelle, le tout ainsi que cela sera arrêté de commun accord par la commission mixte d'Anvers.

D'un autre côté, le Gouvernement Belge, en compensation des dépenses que les Pays-Bas supporteront de ce chef et surtout en considération de l'établissement de nouveaux feux, consent à la perception d'un droit de 3 cents des Pays-Bas par tonneau à la remonte, et 3 cents des Pays-Bas par tonneau à la descente, lequel sera recouvré de la même manière et par les mêmes agents que le droit unique de navigation, mentionné au § 3 de l'article 9 du traité du 19 Avril 1839.

Toutefois, il sera loisible au Gouvernement Belge de payer une somme annuelle de f 10,000, en remplacement du droit établi par le paragraphe ci-dessus.

Ce droit ou cette indemnité ne sera payable qu'après l'échange des ratifications des règlemens à faire en vertu du présent traité et après l'établissement des nouveaux feux susmentionnés.

Art. 19.

Sans préjudice aux droits des deux hautes parties contractantes résultant de l'art. 9, § 2 du traité du 19 Avril 1839, le Gouvernement Belge pourra établir une administration de pilotage à Flessingue et en détacher à Terneuzen tel nombre de pilotes, que les besoins de cette station lui paraîtront réclamer, pour les navires allant de la mer à Anvers ou a Gand et vice versa.

De son côté, le Gouvernement des Pays-Bas pourra établir une station de pilotes à Anvers pour le service des navires à la descente.

Ces établissemens seront légalement reconnus par les Gouvernemens respectifs, qui leur accorderont aide et protection.

AFDEELING 2

Kanaal van Terneuzen.

Art. 20.

De afloop der Belgische wateren door het kanaal van Terneuzen, zal plaats hebben overeenkomstig de bepalingen, vast te stellen tusschen de wederzijds benoemde commissarissen ter regeling van den afloop der Vlaamsche wateren, zonder dat uit dien hoofde België eenige schatting aan de Nederlanden betale.

Deze regeling zal op de volgende grondslagen berusten, te weten:

a. Na afloop der twee jaren, volgende op de onderteekening van het tegenwoordige traktaat, zal het gedeelte van het kanaal van Gent naar Terneuzen, begrepen tusschen het Sas van Gent en de Wester-Schelde, geene andere wateren ontvangen, dan die aangebragt door het bovengedeelte van gezegd kanaal en door het kanaal van de Langeleede.

Nogtans wordt bepaald dat de afloop door laatstgemeld kanaal in dier voege zal geregeld worden, dat het water zich niet hooger verheffe dan 1 Nederlandsche el 50 duim, boven de bedding der sluis van den ouden burg, naar de zijde van den polder Canisvliet.

b. Het Nederlandsche gouvernement zal door zijne zorg en op zijne kosten, de noodige werken doen uitvoeren om de bovenvermelde uitkomst te verkrijgen, en nieuwe uitlozingen te verschaffen aan alle de wateren, welke zich thans uitstorten in het benedengedeelte van het kanaal van Gent naar Terneuzen, en komende het zij uit België, het zij uit de Nederlanden, met uitzondering dergenen van welke in § *a* hierboven gewaagd is.

c. Gedurende de beide jaren, tot de uitvoering der bovengezegde werken benoodigd, zullen de kunstwerken, welke zich aan het kanaal van Gent op Terneuzen bevinden, bediend worden in het belang der beide landen en op gelijke wijze als zulks vóór 1830 plaats vond.

Na de voltooijing der werken zullen die verrigtingen, zoo wel voor den afloop der wateren als voor de scheepvaart, geregeld worden naar de aanwijzingen der daarvoor door het Belgische Gouvernement aangestelde agenten.

SECTION 2.

Canal de Terneuzen.

ART. 20.

L'écoulement des eaux Belges par le canal de Terneuzen aura lieu conformément aux dispositions à arrêter entre les commissaires nommés de part et d'autre pour régler l'écoulement des eaux des Flandres, sans que de ce chef la Belgique paie aucune redevance aux Pays-Bas.

Ce réglement sera établi sur les bases suivantes, savoir:

a. A l'expiration des deux années qui suivront la signature du présent traité, la partie du canal de Gand à Terneuzen, comprise entre le Sas de Gand et l'Escaut Occidental, ne recevra plus d'autres eaux, que celles amenées par la partie supérieure du dit canal, et par le canal de la Langeleede.

Il est toutefois stipulé que l'écoulement par ce dernier canal, sera réglé de telle manière, que les eaux ne s'élèvent pas à plus de 1 mètre 50 centimètres au-dessus du radier de l'écluse du vieux bourg, du côté du polder Canisvliet.

b. Le gouvernement des Pays-Bas fera exécuter par ses soins et à ses frais, les travaux nécessaires pour obtenir le résultat ci-dessus, et créer de nouveaux écoulements à toutes les eaux qui se jettent actuellement dans la partie inférieure du canal de Gand à Terneuzen, et venant soit de la Belgique, soit des Pays-Bas à l'exception de celles, dont il a été parlé au paragraphe *a* ci-dessus.

c. Pendant les deux années, qu'exigera l'exécution des susdits travaux, les ouvrages d'art, établis sur le canal de Gand à Terneuzen, seront manoeuvrés dans l'intérêt des deux pays et de la même manière que la chose avait lieu avant 1830.

Après l'achèvement des travaux, ces manoeuvres, tant pour l'écoulement des eaux que pour la navigation, seront réglées d'après les indications des agents à ce préposés par le Gouvernement Belge.

Art. 21.

Het Belgische Gouvernement zal op deszelfs kosten de gronden van Sluiskille kunnen doen bedijken, overeenkomstig het ontwerp, met gemeen overleg door de beide Gouvernementen goed te keuren.

Art. 22.

Het Nederlandsche Gouvernement verbindt zich, om in goeden staat te onderhouden het kanaal en zijne onderhoorigheden, de buitenhaven van Terneuzen, de bedijking van de gronden van Sluiskille en de werken uitgevoerd ten gevolge van § *b* van art. 20.

Hetzelve verbindt zich tevens om de noodige verrigtingen te doen plaats hebben voor de ontlasting der wateren en voor de scheepvaart.

Art. 23.

Uit aanmerking van de uitgaven, welke de Nederlanden zullen te dragen hebben, zoo te dier zake, als ter zake der bij § *b* van art. 20 aangewezen werken, verbindt zich Belgie, om aan de Nederlanden te betalen eene jaarlijksche som, vastgesteld op vijf en twintig duizend gulden, gedurende den tijd die verloopen zal tusschen de dagteekening van het tegenwoordige verdrag, en het oogenblik dat alle bij § *b* van art. 20 vermelde werken geheel en al in staat zullen zijn om aan derzelver bestemming te beantwoorden, en op vijftig duizend gulden, van dat tijdstip af te rekenen.

Art. 24.

De hierboven vermelde som zal bij het einde van elk jaar door het Belgische Gouvernement gestort worden in handen van den Nederlandschen Agent te Antwerpen, belast met de ontvangst van het scheepvaartsregt op de Schelde.

Art. 25.

In gevalle Belgie verklaarde af te zien van het gebruik van het gezegde kanaal, en als middel van waterlozing, en als weg voor de scheepvaart, alsdan zoude de betaling der vergoeding in art. 23 vermeld, van zelve ophouden, gelijk

Art. 21.

Le Gouvernement Belge pourra faire endiguer à ses frais la plage de Sluiskille, conformément au projet à approuver de commun accord par les deux Gouvernemens.

Art. 22.

Le Gouvernement Néerlandais s'oblige à entretenir en bon état le canal et ses dépendances, l'avant-port de Terneuzen, l'endiguement de la plage de Sluiskille et les ouvrages exécutés en vertu du § *b* de l'article 20.

Il s'engage également à faire effectuer les manoeuvres nécessaires pour la décharge des eaux et pour la navigation.

Art. 23.

En considération des dépenses que les Pays-Bas supporteront de ces chefs et du chef des travaux désignés dans le § *b* de l'article 20, la Belgique s'oblige à payer aux Pays-Bas une somme annuelle, fixée à 25,000 florins, pendant le temps qui s'écoulera entre la date du présent traité et le moment où tous les ouvrages, mentionnés dans le § *b* de l'article 20, seront complètement en état de satisfaire à leur destination, et à 50,000 florins à partir de cette époque.

Art. 24

La somme ci-dessus mentionnée sera versée par le Gouvernement Belge, à l'expiration de chaque année, entre les mains de l'agent Néerlandais à Anvers, chargé de la recette du droit sur la navigation de l'Escaut.

Art. 25.

Dans le cas où la Belgique déclareroit renoncer à l'usage du dit canal, tant comme moyen d'évacuation des eaux, que comme voie de navigation, le paiement de l'indemnité mentionnée dans l'article 23, cesserait de plein droit, comme

het Nederlandsche Gouvernement dan ontheven zoude zijn van de verpligtingen bij voormeld 22ste artikel op zich genomen.

Art. 26.

De schepen, komende uit zee, om zich langs het kanaal van Terneuzen naar Belgie te begeven of vice-versa, zullen voor het bevaren van dat kanaal en de bediening van bruggen en sluizen, niet onderworpen zijn aan de betaling van eenig regt, tol of belooning, van welken naam of soort ook, hetzij ten behoeve van de Nederlanden, hetzij ten behoeve van Belgie.

Art. 27.

De vaartuigen niet vermeld in het bovenstaande artikel, zullen voor het bevaren van het kanaal van Terneuzen aan geenen anderen tol of betaling onderworpen zijn, dan de regten, waarvan in de navolgende artikelen zal gesproken worden.

Art. 28.

De tarieven en reglementaire verordeningen voor de scheepvaart op het kanaal van Terneuzen, zullen met gemeen overleg worden herzien ten aanzien van hunne toepassing op de binnenvaart van dat kanaal.

Tot dat deze herziening plaats hebbe gehad, zal de inning geschieden op de thans gebruikelijke wijze. Van nu af aan worden de scheepvaartregten verminderd op twee derden van het tegenwoordige tarief, en op de helft voor de schuiten en stoombooten, eene openbare dienst op gezette tijden waarnemende voor het vervoer van reizigers of goederen. De schepen en vaartuigen uitsluitend beladen met verschen visch, mest, steenen, kalk, steenkolen en turf, zullen insgelijks slechts de helft betalen, der bij het voormelde tarief vastgestelde regten.

Art. 29.

Het getal tonnen der schepen en schuiten zal berekend worden naar den maatstaf van 1 cubieke Nederlandsche el, overeenkomstig de regelen, vastgesteld bij de beschikking van 20 October 1819, nog in de beide landen van kracht.

Op dezelfde wijze zal gehandeld worden met opzigt tot de stoombooten; doch zal het belastbaar getal tonnen slechts

le Gouvernement des Pays-Bas seroit alors déchargé des obligations contractées à l'article 22 ci-dessus.

Art. 26.

Les navires venant de la mer pour se rendre en Belgique par le canal de Terneuzen, ou vice versa, ne seront assujettis, pour le parcours de ce canal et la manoeuvre des ponts et des écluses, au paiement d'aucun droit, péage ou rétribution, qu'elle qu'en puissent être la dénomination et l'espèce, soit au profit des Pays-Bas, soit au profit de la Belgique.

Art. 27.

Les navires non-mentionnés à l'article ci-dessus, ne seront assujettis, pour le parcours du canal de Terneuzen, à aucun autre péage ou rétribution, qu'aux droits dont il sera parlé dans les articles ci-après.

Art. 28.

Les tarifs et arrêtés réglémentaires de la navigation sur le canal de Terneuzen, seront revisés de commun accord dans leur application à la navigation intérieure de ce canal.

Jusqu'à ce que cette révision ait eu lieu, la perception se fera d'après le mode en vigueur. Dès-à-présent les droits de navigation sont réduits aux deux tiers du tarif actuel, et à moitié pour les barques et bateaux à vapeur faisant un service publique périodique pour transport de voyageurs ou de marchandises. Les bâtimens et embarcations exclusivement chargés de poisson frais, engrais, pierres, chaux, charbon de terre et tourbes, ne paieront également que la moitié des droits fixés par le tarif précité.

Art. 29.

Le tonnage des bâtimens et embarcations sera calculé à raison de 1 mêtre cube, conformément aux règles tracées par la décision du 20 Octobre 1819, encore en vigueur dans les deux pays.

Le même mode sera suivi pour les bâteaux à vapeur, mais leur tonnage imposable ne sera calculé que sur les

berekend worden over die gedeelten van het ruim, welke bestemd zijn om eene lading koopwaren te bergen.

Art. 30.

Voor zoo ver er loodsen gebruikt werden, hetzij voor het binnenkomen of verlaten van Terneuzen, hetzij voor het bevaren van het kanaal, zal zulks echter niet verpligtend zijn, en geen loodsgeld zal mogen worden gevorderd van de kapiteins van schepen, die geen gebruik van loodsen mogten maken.

Art. 31.

Wanneer de diepgang van een vaartuig hetzelve niet zal toelaten op het kanaal te varen, of wanneer er, om welke andere reden ook, noodzakelijkheid tot ligten bestaat, zal het geheel of een gedeelte van deszelfs lading op ligters kunnen worden overgeladen, nadat daarvan vooraf kennis zal zijn gegeven aan de tolbeambten, wier post het naast bij de plaats gelegen is, waar het ligten zal moeten geschieden. De overlading zal plaats hebben onder het toezigt der tolbeambten van het land, alwaar dezelve geschiedt, overeenkomstig de bestaande wetten.

Art. 32.

De ligters in bovenstaand artikel vermeld, zullen niet gehouden zijn tot de betaling van eenig scheepvaartregt, onder welke benaming ook.

Hetzelfde zal worden in acht genomen ten aanzien van het hout, aangebragt door de geligte schepen, hetwelk deze schepen als vlot op sleeptouw zullen voeren; alles voor zoo verre de ligters en het houtvlot gelijktijdig zullen doorgaan met het vaartuig, welks lading is geligt geworden.

Art. 33.

De schepen, welke uit Belgie naar zee varen langs het kanaal van Terneuzen en de Wester-Schelde en vice versa, zullen bevrijd zijn van alle onderzoek en formaliteiten der Nederlandsche administratie van in- en uitgaande regten, bij het binnenkomen, bij het uitgaan, en gedurende het bevaren van het kanaal van Terneuzen, behoudens het plaatsen van looden of zegels aan de luiken en andere uitgangen, of het

parties de la cale destinées à recevoir un chargement de marchandises.

Art. 30.

Le pilotage, s'il y a lieu, soit pour l'entrée ou pour la sortie de Terneuzen, soit pour le parcours du canal, ne pourra être rendu obligatoire, et aucun droit de pilotage ne pourra être exigé des capitaines de navires qui ne feraient pas usage de pilotes.

Art. 31.

Lorsque le tirant d'eau d'un navire ne lui permettra pas de naviguer sur le canal, ou qu'il y aura pour toute autre cause, nécessité de l'alléger, tout ou partie de son chargement pourra être transbordé sur des allèges, après en avoir préalablement averti les employés des douanes au poste le plus voisin de l'endroit où l'allégement devra avoir lieu. Le transbordement s'effectuera sous la surveillance des douanes du pays, où il aura lieu, conformément aux lois en vigueur.

Art. 32.

Les alléges dont il est parlé à l'article ci-dessus, n'auront à supporter le paiement d'aucun droit de navigation sous-quel que dénomination que ce puisse être.

Il en sera de même pour les bois emmenés par les navires allégés, que ces navires traineront en radeau à la remorque, le tout pour autant que les alléges et les bois en radeau passeront simultanément avec le navire, dont le chargement a été allégé.

Art. 33.

Les navires allant de la Belgique à la mer par le canal de Terneuzen et l'Escaut Occidental et vice versa, seront exempts de toute visite et formalités de la douane Néerlandaise, à leur entrée, à leur sortie et pendant le parcours du canal de Terneuzen, sauf l'apposition des plombs ou scellés aux écoutilles et aux autres issues, ou la mise à bord de gardiens, dont le nombre ne dépassera pas celui de deux.

aan boord stellen van wakers, welke echter niet meer dan twee in getal zullen mogen zijn.

De wakers zullen genot hebben van het vuur, het licht en de voeding van het scheepsvolk, doch het is hun verboden eenige belooning, schadeloosstelling of betaling van de schippers aan te nemen.

Art. 34.

De formaliteiten der administratie van in- en uitgaande regten op Nederlandsch grondgebied, voor zoo veel de schepen befreft, welke zich van Gent naar eene andere Belgische haven begeven, en vice versa, zullen door de gemengde commissie te Antwerpen worden vastgesteld.

Deze formaliteiten zullen niet gestrenger mogen zijn dan die welke worden toegelaten voor de scheepvaart op de binnenwateren tusschen de Schelde en den Rijn.

Art. 35.

De schepen, met koopwaren beladen ten doorvoer bestemd uit Gent naar den Rijn en vice versa langs het kanaal van Terneuzen, zullen, wat de administratie der in- en uitgaande regten op Nederlandsch of op Belgisch grondgebied betreft, alleenlijk onderworpen zijn aan de formaliteiten, vastgesteld voor de scheepvaart op de binnenwateren tusschen de Schelde en den Rijn.

Art. 36.

Omtrent de koopwaren, bestemd, hetzij tot den gewonen doorvoer, hetzij ten verbruike, of wel voor de entrepots, zal gehandeld worden, respectivelijk volgens de wetten, bestaande in de beide landen.

Art. 37.

Elke daad van of poging tot sluikerij zal moeten bewezen en bestraft worden, volgens de bepalingen der wetten, welke van kracht zijn in het land, alwaar het misdrijf zal hebben plaats gehad.

Les gardiens participeront au feu, à la lumière et à la nourriture de l'équipage, mais il leur est défendu de recevoir aucune rétribution, indemnité ou salaire des capitaines.

Art. 34.

Les formalités de douane sur le territoire Néerlandais, en ce qui concerne les navires se rendant de Gand à un autre port de la Belgique, et vice versa, seront déterminées par la commission mixte d'Anvers.

Ces formalités ne pourront être plus rigoureuses que celles admises pour la navigation des eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin.

Art. 35.

Les navires chargés de marchandises destinées en transit de Gand pour le Rhin et vice versa par le canal de Terneuzen, ne seront assujettis, quant aux douanes sur le territoire Néerlandais ou le territoire Belge, qu'aux formalités stipulées pour la navigation des eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin.

Art. 36.

Les marchandises destinées soit au transit ordinaire, soit à la consommation, ou à destination des entrepôts, seront régies respectivement par les lois en vigueur dans les deux pays.

Art. 37.

Tout fait ou toute tentative de fraude sera constaté et puni suivant les dispositions des lois en vigueur dans le pays où le délit aura eu lieu.

AFDEELING 3.

Binnenwateren tusschen de Schelde en den Rijn.

Art. 38.

De scheepvaart op de Nederlandsche binnenwateren tusschen de Wester-Schelde en den Rijn zal, om van Belgie op den Rijn te komen en vice versa, wederkeerig vrij zijn, met dien verstande, dat men zich zal gedragen naar de policie-verordeningen, voor het behoud der algemeene veiligheid vereischt, en naar de bepalingen, welke bij het te maken reglement zullen worden vastgesteld.

Art. 39.

Alle bevaarbare wegen, de gemeenschap daarstellende tusschen de Wester-Schelde en den Rijn, daaronder begrepen het Sloe, de Ooster-Schelde en de Maas, zullen als binnenwateren tusschen die beide rivieren beschouwd worden, en het zal mitsdien den schippers of scheepsbestuurders vrijstaan zich van die bevaarbare wegen te bedienen, welke hun het meest geschikt zullen voorkomen.

Art. 40.

De vaartuigen gebruikt wordende tot de scheepvaart tusschen de Schelde en den Rijn, en toebehoorende aan onderdanen der hooge contracterende partijen, zullen niet gehouden zijn over te laden of last te breken, bij het overgaan uit de wateren der Schelde in die van den Rijn en vice versa door het Koningrijk der Nederlanden.

Art. 41.

De Belgische vaartuigen mitsgaders derzelver ladingen zullen op den Nederlandschen Rijn alle regten en voordeelen genieten, welke bij de overeenkomst van Mentz, van 31 Maart 1831, bedongen zijn ten behoeve van de onderdanen der Rijnoever-staten in het algemeen. Zoo lang de voormelde vaartuigen, gezegde scheepvaart uitoefenende, of derzelver ladingen, noch op den Rijn, en de daarin uitloopende wateren, welke door dezelfde overeenkomst worden bestuurd, noch van Antwerpen naar Bath, of van

SECTION 3.

Eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin.

Art. 38.

La navigation des eaux intermédiaires des Pays-Bas entre l'Escaut Occidental et le Rhin, sera, pour arriver de la Belgique au Rhin et vice versa, réciproquement libre; bien entendu que l'on se conformera aux règlemens de police exigés pour le maintien de la sûreté générale, et aux dispositions à arrêter par le règlement à intervenir.

Art. 39.

Toutes les voies navigables communiquant de l'Escaut Occidental au Rhin, y compris le Sloe, l'Escaut Oriental et la Meuse, seront considérées comme eaux intermédiaires entre ces deux fleuves, et il sera ainsi loisible aux patrons ou conducteurs de navires de se servir de celles de ces voies navigables, qui leur paraîtront les plus convenables.

Art. 40.

Les navires employés à la navigation entre l'Escaut et le Rhin, appartenant aux sujets des hautes parties contractantes, ne seront point obligés de transborder ou de rompre charge en passant des eaux de l'Escaut dans celles du Rhin et vice versa par le Royaume des Pays-Bas.

Art. 41.

Les navires Belges ainsi que leurs cargaisons jouiront sur le Rhin Néerlandais, de tous les droits et avantages stipulés par la convention de Mayence du 31 Mars 1831, en faveur des sujets des États riverains du Rhin en général. Aussi longtemps que les susdits navires, fesant la navigation précitée ou leurs cargaisons, ne jouiront ni sur le Rhin et ses confluens régis par la dite convention, ni d'Anvers à Bath, ou de Gand au Sas de Gand, d'avantages autres ou plus grands, que ceux accordés aux navires Néerlandais ou

Gent naar het Sas van Gent, eenige andere of grootere voorregten zullen genieten, dan die welke aan de Nederlandsche schepen of aan derzelver ladingen zijn verleend, zullen de Belgische schepen en derzelver ladingen op den Nederlandschen Rijn van Gorcum of Krimpen tot aan Lobith, zoo wel bij het op- als afvaren, slechts dezelfde regten betalen als waaraan onderworpen zijn de Nederlandsche vaartuigen en derzelver ladingen, welke zich uit de Nederlanden naar den Rijn, en vice versa begeven.

Art. 42.

Alle koopwaren, welke uit Belgie naar den Rijn, en vice versa, zullen worden doorgevoerd, langs de bij art. 39 aangewezen wateren, zullen, ter vervanging van alle regten van doorvoer, tollen en andere van dien aard, een vast regt betalen als volgt: $13\frac{1}{4}$ cents Nederlandsch geld opwaarts, van de Wester-Schelde naar den Rijn; 9 cents Nederlandsch geld afwaarts van den Rijn naar de Wester-Schelde, per centenaar van 50 Nederlandsche ponden.

De vermeerdering en vermindering van dit regt, vastgesteld bij de tarieven I en II van de lijst *A* der overeenkomst van Mentz van 31 Maart 1831, zullen insgelijks worden toegepast op de scheepvaart der binnenwateren.

Het vaste regt op bouw- en timmerhout, zal naar de Nederlandsch cubieke el worden betaald, daarbij de evenredigheden volgende, welke vastgesteld zijn bij het bijvoegsel tot het tarief litt. *C*, gehecht aan gezegde overeenkomst van Mentz.

Het zal echter aan de belanghebbenden vrijstaan hunne keuze te bepalen tot het gewone regt van doorvoer voor zoodanige dier koopwaren, voor welke dat regt minder hoog mogt zijn dan het vaste regt, mits daarvan verklaring doende aan het eerste kantoor bij het binnen komen van het Nederlandsche grondgebied en de formaliteiten der administratie der in- en uitgaande regten vervullende, overeenkomstig de algemeene wetgeving op dat stuk.

De schepen, de vaart uitoefenende op de binnenwateren tusschen de Schelde en den Rijn, zullen aldaar onderworpen zijn aan de betaling der loods-, vuur-, tonnen- en bakengelden, gelijk mede aan de bijzondere regten vastgesteld voor de kanalen en kunstmatige verbindingen, van welke zij gebruik zouden maken, zonder dat echter de Nederlandsche vaartuigen gunstiger kunnen worden behandeld,

à leurs cargaisons, les navires Belges et leurs cargaisons ne paieront sur le Rhin Néerlandais depuis Gorcum ou Krimpen jusqu'à Lobith, tant à la remonte qu'à la descente, que les droits auxquels sont soumis les navires des Pays-Bas et leurs cargaisons, qui se rendent de ce Royaume au Rhin et vice versa.

Art. 42.

Toutes les marchandises qui seront transitées de la Belgique vers le Rhin, et vice versa, par les eaux indiquées à l'article 39, paieront, en remplacement de tous droits de transit, de péage et autres de cette nature, un droit fixe comme suit: 13¾ cents argent des Pays-Bas en remonte de l'Escaut Occidental au Rhin; 9 cents argent des Pays-Bas, à la descente du Rhin à l'Escaut Occidental, par quintal de 50 kilogrammes.

L'augmentation et la réduction de ce droit, stipulées dans les tarifs I et II de la liste *A* de la convention de Mayence du 31 Mars 1831, seront également appliquées à la navigation des eaux intermédiaires.

Le droit fixe sur le bois de charpente et de construction se paiera au mètre cube des Pays-bas, en suivant les proportions fixées par l'addition au tarif litt. *C*, annexé à la dite convention de Mayence.

Il sera néanmoins facultatif aux intéressés d'opter en faveur du droit de transit ordinaire pour celles de ces marchandises, pour les quelles ce droit serait moins élevé que le droit fixe, sous condition d'en faire la déclaration au premier bureau à l'entrée du territoire des Pays-Bas, et de remplir les formalités de douanes conformément à la législation générale sur la matière.

Les navires exerçant la navigation sur les eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin, y seront assujettis au paiement des droits de pilotage, de balisage et fanaux, ainsi qu'aux droits spéciaux établis sur les canaux et jonctions artificielles, dont ils feraient usage, sans que toutefois les bâtimens des Pays-Bas puissent être traités plus favorablement, que ceux de la Belgique et sans que les tarifs en

dan de Belgische, en zonder dat de op den 19den April 1839 op die wateren van kracht zijnde tarieven verhoogd kunnen worden.

Wanneer, ten gevolge van het openen van nieuwe wegen, het zij kunstmatige, het zij natuurlijke, het noodig was voor die wegen loods-, vuur-, tonnen- of bakengelden vast te stellen, zoo zullen deze nieuwe regten geene andere noch hoogere kunnen zijn dan die in de voormelde tarieven zijn begrepen.

Art. 43.

De koopwaren, komende uit Belgie of van den Rijn langs de binnenwateren, zullen in de entrepôts van Dordrecht, Rotterdam en Amsterdam worden toegelaten.

Zoodanige dier koopwaren, welke later zouden worden opgegeven bestemd te zijn, het zij voor den Rijn, het zij voor Belgie langs de binnenwateren, zullen insgelijks bevrijd zijn van de gewone doorvoer-regten, die, voor dat geval, vervangen zullen worden door het vaste regt bij het voorgaande artikel bepaald, en door die begrepen in de daarbij vermelde tarieven, onverschillig welke ook de plaats van het entrepôt zij, die men onder de hierboven vermelde zoude mogen hebben gekozen, behoudens de formaliteiten der administratie van de in- en uitgaande regten, voorgeschreven bij de algemeene Nederlandsche wetgeving, tot verzekering tegen de sluikerij, en bij de plaatselijke reglementen op de havenpolicie.

De op gezegde wijze in entrepôt opgeslagen goederen, als behoorende tot den handel tusschen Belgie en den Rijn, zullen voor alle pakhuis-, kaai-, kraan- en waagregt, en voor zoo ver van deze instellingen zal zijn gebruik gemaakt, slechts de sommen betalen aangewezen als maximum in art. 69 van de Mentzer overeenkomst.

Er zal, voor zoo veel de hoeveelheid betreft der gezegde kaai-, kraan-, waag- en pakhuisregten, geen onderscheid kunnen bestaan tusschen de Belgische vaartuigen en derzelver ladingen zich uit Belgie naar den Rijn begevende en vice versa, en de Nederlandsche schepen en derzelver ladingen, die zich uit dat Koningrijk naar den Rijn begeven en vice versa.

Art. 44.

De heffing der tollen, vastgesteld bij art. 42, zal plaats hebben:

vigueur au 19 Avril 1839 sur ces eaux puissent être augmentés.

Si par suite de l'ouverture de voies nouvelles, soit artificielles soit naturelles, il était nécessaire d'établir sur ces voies des droits de pilotage, balisage ou fanaux, ces nouveaux droits ne pourront être autres ni plus élevés, que ceux compris aux tarifs précités.

Art. 43.

Les marchandises venant de la Belgique ou du Rhin, par les eaux intermédiaires seront admises dans les entrepôts de Dordrecht, Rotterdam et Amsterdam.

Celles de ces marchandises qui seraient ultérieurement déclarées à destination soit du Rhin, soit de la Belgique par les eaux intermédiaires, seront de même affranchies des droits ordinaires de transit, qui seront dans ce cas remplacés par le droit fixe déterminé à l'article précédent, et par ceux portés aux tarifs qui y sont mentionnés, quel que soit le lieu de l'entrepôt que l'on aurait choisi parmi ceux dénommés ci-dessus; sauf les formalités des douanes prescrites par la législation générale des Pays-Bas, comme garantie contre la fraude, et par les règlemens locaux de la police des ports.

Les marchandises entreposées, ainsi qu'il vient d'être dit, comme appartenant au commerce entre la Belgique et le Rhin, ne paieront pour tout droit de magasin, de quai, de grue et de balance, et pour autant qu'il aura été fait usage de ces établissemens, que les quotités indiquées comme maximum dans l'article 69 de la convention de Mayence.

Il ne pourra y avoir, quant à la hauteur des dits droits de quai, de grue, de balance et de magasin, aucune distinction entre les navires Belges et leurs cargaisons, se rendant de la Belgique au Rhin et vice versa, et les navires des Pays-Bas et leurs cargaisons, qui se rendent de ce Royaume au Rhin et vice versa.

Art. 44.

La perception des péages stipulés à l'art. 42 se fera:

A. Voor den regtstreekschen doorvoer van Antwerpen naar den Rijn, opwaarts te Bath, en afwaarts te Gorcum.

B. Idem van Gent naar den Rijn, opwaarts te Sas van Gent, en afwaarts te Gorcum.

C. In geval van doorvoer, door middel van de Nederlandsche entrepots aan het betalings-kantoor ter gezegde entrepot-plaatsen, op het oogenblik van het verlaten dier entrepots.

Art. 45.

De schepen, de vaart uitoefenende van Belgie naar den Rijn of vice versa, zullen last mogen breken in de havens van Dordrecht, Rotterdam of Amsterdam, aldaar ontladen de koopwaren, die bestemd zullen zijn, hetzij voor de entrepots, hetzij voor het verbruik in de Nederlanden, of wel aldaar hunne lading mogen aanvullen, na te hebben voldaan, hetzij het gewone doorvoerregt, hetzij het bij art. 42 vermelde vaste regt, overeenkomstig de geverifieerde manifesten, waarvan de schippers of scheepsbestuurders houders moeten zijn, en zich, voor de goederen bestemd om ontladen of geladen te worden in de gezegde zeehavens, gedragende naar de bepalingen der algemeene Nederlandsche wet op de regten van in-, uit- en doorvoer.

Art. 46.

In geval de schippers of scheepsbestuurders mogten gebruik maken van de hun bij het vorige artikel verleende bevoegdheid, om, het zij gedeeltelijk, het zij geheel, last te breken, zullen de koopwaren, zoowel voor het aan wal brengen, als voor de overlading of het opslaan in entrepot, zoo noodig, alle de voordeelen genieten, welke zijn of zouden mogen worden toegestaan aan de Nederlandsche scheepvaart naar den Rijn en vice versa.

Art. 47.

Wanneer in het vervolg het vaste regt, gevestigd op de scheepvaart uit zee naar Gorcum en vise versa, mogt verminderd, geheel of gedeeltelijk teruggegeven, of geheel afgeschaft worden, zal dat op de scheepvaart van de Schelde naar den Rijn en vice versa insgelijks van zelf verminderd worden in dezelfde evenredigheid, of geheel afgeschaft, zoo-

A. Pour le transit direct d'Anvers au Rhin, en amont à Bath, en aval à Gorcum.

B. Idem de Gand au Rhin, en amont au Sas de Gand, en aval à Gorcum.

C. En cas de transit, par les entrepôts des Pays-Bas au bureau de paiement dans les dites places entrepositaires, au moment de la sortie de ces entrepôts.

Art. 45.

Les navires employés à la navigation de la Belgique au Rhin ou vice versa, pourront rompre charge dans les ports de Dordrecht, Rotterdam ou Amsterdam, y décharger les marchandises qui seront destinées, soit pour les entrepôts, soit pour la consommation des Pays-Bas, ou bien y compléter leur cargaison, après avoir acquitté, soit le droit ordinaire de transit, soit le droit fixe mentionné à l'article 42, conformément aux manifestes vérifiés, dont les patrons ou conducteurs doivent être porteurs, et en se conformant pour les marchandises destinées à être déchargées ou chargées dans les ports de mer susdits, aux dispositions de la loi générale des Pays-Bas, concernant les droits d'entrée, de sortie et de transit.

Art. 46.

Dans le cas où les patrons ou conducteurs de navires feraient usage de la faculté, qui leur est laissé par l'article précédent, de rompre charge soit partiellement, soit en totalité, les marchandises jouiront, tant pour la mise à quai, que pour le transbordement ou la mise en entrepôt, s'il y a lieu, de tous les avantages accordés ou qui pourraient être accordés à la navigation des Pays-Bas vers le Rhin et vice versa.

Art. 47.

Si par la suite le droit fixe établi sur la navigation de la mer à Gorcum et vice versa, venait à être diminué, remboursé en tout ou en partie, ou entièrement aboli, celui sur la navigation de l'Escaut au Rhin et vice versa serait également diminué de plein droit dans la même proportion ou entièrement aboli, de telle sorte que les conditions de navigation

danig dat de voorwaarden voor de scheepvaart en den doorvoer bestendiglijk en in alle opzichten dezelfde blijven voor den handel der beide landen.

Art. 48.

De formaliteiten met opzigt tot de administratie der in- en uitgaande regten in acht te nemen voor den doorvoer over de binnenwateren, zonder lading of ontlading, zullen die wezen, welke zijn voorgeschreven bij art. 39 der Mentzer conventie, overeenkomstig hetgeen plaats heeft ten aanzien van de regtstreeksche scheepvaart uit volle zee naar Gorcum en vice versa.

Mitsdien zullen de schippers en scheepsbestuurders, voorzien van manifesten in goeden en behoorlijken vorm en voldaan hebbende aan de overige voorwaarden, voorgeschreven bij het reglement op de Rijnscheepvaart, onderweg niet kunnen worden opgehouden, onder voorwendsel van te heffen rijksbelastingen of van een tot dat einde te bewerkstelligen onderzoek der ladingen, anders dan aan een der ontvangkantoren door de reglementen daargesteld of in de gevallen voorzien bij art. 41 der overeenkomst van Mentz.

De toepassing der formaliteiten van de administratie der in en uitgaande regten volgens de algemeene Nederlandsche wetten, zal alzoo alleen te pas komen voor schepen, die geheel of gedeeltelijk zullen laden of ontladen in de havens van Dordrecht, Rotterdam of Amsterdam, overeenkomstig art. 5 en 6 der gezegde conventie.

Art. 49.

De uitoefening der scheepvaart op de binnenwateren tusschen de Schelde en den Rijn, overeenkomstig het daar te stellen reglement, zal plaats hebben op de voorwaarden voorgeschreven bij de Mentzer conventie voor de uitoefening der Rijnscheepvaart, en zulks zoowel met opzigt tot het toezigt op den tol, als ten aanzien van de verpligtingen, door de schippers of scheepsbestuurders, nopens hunne personen en vaartuigen te vervullen.

De ontduiking ten aanzien van de scheepvaartregten zal naar de bepalingen derzelfde overeenkomst worden gestraft, alles voor zoo verre die voorwaarden en bepalingen op gezegde binnenwateren zullen kunnen worden toegepast.

et de transit restent constamment et sous tous les rapports, les mêmes pour le commerce des deux pays.

Art. 48.

Les formalités à observer par rapport aux douanes pour le transit par les eaux intermédiaires, sans chargement ni déchargement, seront celles prescrites par l'art 39 de la convention de Mayence, conformément à ce qui se pratique à l'égard de la navigation directe de la pleine mer à Gorcum et vice versa.

Ainsi les patrons ou conducteurs d'embarcations munis de manifestes en bonne et due forme, et ayant rempli les autres conditions prescrites par le réglement sur la navigation du Rhin, ne pourront être arrêtés en route sous prétexte d'impôts de l'état à percevoir, ou de recherches à faire à cette fin sur les chargemens, si ce n'est à un des bureaux de perception établis par les réglémens ou dans les cas prévus par l'art. 41 de la convention de Mayence.

Il n'y aura donc lieu à l'application des formalités de douanes suivant les lois générales des Pays-Bas, que par rapport aux navires qui chargeront ou déchargeront soit entièrement, soit partiellement dans les ports de Dordrecht, Rotterdam ou Amsterdam, conformément aux articles 5 et 6 de la susdite convention.

Art. 49.

L'exercice de la navigation des eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin, conformément au règlement à intervenir, aura lieu aux conditions prescrites par la convention de Mayence pour l'exercice de la navigation du Rhin, et ce tant sous le rapport du contrôle sur le péage, que sous celui concernant les obligations à remplir par les patrons ou conducteurs, quant à leurs personnes et leurs navires.

La fraude en matière de droits de navigation sera punie d'après les dispositions de la même convention, le tout pour autant que ces conditions et dispositions pourront s'appliquer aux dites eaux intermédiaires.

AFDEELING 4.

Maas.

Art. 50.

Overeenkomstig de bepalingen van de Weener akte, zullen de tollen op de Maas, van de Fransche grenzen af tot aan Gorcum, geregeld worden volgens het decreet van het Fransche Gouvernement van den 10 Brumaire XIV jaar, des echter dat het regt, gevestigd op de breedte der schepen, berekend zal worden volgens hunnen inhoud, naar den maatstaf van 4/5 centimen Belgisch geld, per afstand van 5 Nederlandsche mijlen en per ton van eene cubieke Nederlandsche el.

De tonnenmeting derzelve zal plaats hebben volgens het thans in beide landen van kracht zijnde reglement op dat stuk, van den 20 October 1819, n°. 1.

Art. 51.

De ledige vaartuigen zullen slechts de helft van het regt betalen.

De stoombooten zullen insgelijks slechts de helft van het regt voldoen en alleen voor de gedeelten van het ruim, welke bestemd zijn om eene lading koopwaren te bergen.

Art. 52.

Van alle regten worden vrijgesteld:

1°. De schepen beladen met voorraad voor de legers en militaire goederen, toebehoorende aan een van beide de respective Gouvernementen.

2°. De visschers-vaartuigen; die welke dienen voor de overvaart van den eenen Maas-oever naar den anderen; de schuitjes waarin zich het scheepswant bevindt, en die welke gebruikt worden om de trekpaarden van den eenen oever naar den anderen over te zetten.

3°. De schepen beladen met mest, ongedorscht koren en beestenvoeder, voor rekening der pachters in de uitgestrektheid van hunne bebouwing, zoo mede diezelfde schepen, ledig gaande of terugkeerende over dezelfde uitgestrektheid.

SECTION 4.

Meuse.

Art. 50.

En conformité des dispositions de l'acte de Vienne, les péages sur la Meuse, depuis la frontière de France jusqu'à Gorcum, seront réglés suivant le décret du Gouvernement Français du 10 Brumaire an XIV, sauf que le droit établi à raison de la largeur des bateaux sera calculé suivant leur capacité sur le pied de 4/5 de centimes argent de Belgique, par distance de 5 kilomètres et par tonneaux d'un mêtre cube.

Le mesurage par tonneau en sera fait d'après le réglement sur cette matière du 20 Octobre 1819 n°. 1, actuellement en vigueur dans les deux pays.

Art. 51.

Les bateaux à vide ne paieront que la moitié du droit.

Les bateaux à vapeur ne paieront également que la moitié du droit, et seulement pour les parties de la cale destinées à recevoir un chargement de marchandises.

Art. 52.

Sont exempts de tous droits:

1°. Les bateaux chargés d'approvisionnemens pour les armées et effets militaires appartenant à l'un ou l'autre des deux Gouvernemens respectifs.

2°. Les bateaux pêcheurs; ceux servant à traverser la Meuse d'une rive à l'autre; les batelets contenant les agrès des bateaux et ceux servant à transporter les chevaux de hallage d'un bord à l'autre.

3°. Les bateaux chargés d'engrais, de grains en gerbe et de fourrages pour le compte des fermiers dans l'étendue de leurs exploitations, et ces mêmes bâteaux allant ou revenant à vide dans la même étendue.

Art. 53.

De schepen die, hetzij afwaarts, hetzij opwaarts, den weg langs de Waal tusschen Rossum en Gorcum zullen verkozen hebben, in plaats van de Beneden-Maas te volgen, zullen echter de tollen slechts betalen naar den maatstaf van laatstgemelden weg.

Art. 54.

De schepen welke de Maas bevaren, zullen, zoo wel voor den invoer tot inlandsch verbruik als voor den doorvoer, het genot hebben van de Nederlandsche entrepots, die voor de Rijnvaart zijn toegelaten, ten aanzien van de koopwaren uit of naar België verzonden, met de bevoegdheid om te kiezen tusschen de betaling der regten, vastgesteld bij het Nederlandsche tarief, en die van het regt vermeld in art. 4 der Mentzer overeenkomst.

Wederkeerig zal het Belgische gouvernement het openbare entrepot van Luik openen voor de koopwaren tot de Maasvaart behoorende. Deze koopwaren zullen er kunnen worden aangegeven, zoowel in doorvoer als ten verbruike, overeenkomstig de wetten en tarieven des lands; diegenen welke den doorvoer voortzetten, zullen (behalve de pakhuis-, kaai-, kraan- en waaggelden, voor zoo veel van die instellingen zal zijn gebruik gemaakt) geen ander regt betalen, dan hetgeen in art. 50 hierboven vermeld is.

De schepen zullen, mits onder opvolging van de wetten des lands, vrijelijk doorvaren met derzelver ladingen, in regtstreekschen doorvoer uit de Nederlanden naar Frankrijk, en vice versa, zonder tot last breken gehouden te zijn, en zonder eenig ander regt te betalen dan het bij art. 50 hierboven vermelde.

Het zal den handel vrijstaan te kiezen tusschen dat regt en het regt van doorvoer volgens het Belgische tarief.

De formaliteiten der administratie van in- en uitgaande regten zullen, volgens de algemeene Belgische wetten, worden toegepast op de schepen die geheel of gedeeltelijk koopwaren zullen in of uitladen in de haven van Luik.

Art. 55.

De reglementen en tarieven bepaald voor den geheelen loop van de Zuid-Willemsvaart en de Dieze, beschouwd als

Art. 53.

Les bateaux qui, soit à la descente, soit à la remonte, auront choisi la voie du Waal entre Rossum et Gorcum, au lieu de suivre celle de la Basse-Meuse, ne seront néanmoins assujettis qu'aux péages à raison de la dernière voie.

Art. 54.

Les bateaux naviguant sur la Meuse jouiront, tant pour la consommation que pour le transit, des entrepôts Néerlandais admis pour la navigation Rhénane par rapport aux marchandises expédiées de ou pour la Belgique, avec faculté d'opter entre le paiement des droits fixés par le tarif des Pays-Bas, et celui du droit mentionné à l'article 4 de la convention de Mayence.

En retour, le gouvernement Belge ouvrira l'entrepôt public de Liège aux marchandises appartenant à la navigation de la Meuse. Ces marchandises pourront y être déclarées, tant en transit qu'en consommation, conformément aux lois et tarifs du pays; celles qui continueront le transit, ne paieront d'autre droit (sauf ceux d'entrepôt, de quai, de grue et de balance et pour autant qu'il aura été fait usage de ces établissemens), que celui mentionné à l'art. 50 ci-dessus.

Les navires passeront librement en se conformant aux lois du pays, avec leurs cargaisons, en transit direct des Pays-Bas en France, et vice versa, sans être obligés de rompre charge et en ne payant d'autre droit que celui mentionné à l'article 50 ci-dessus.

Il sera facultatif au commerce d'opter entre ce droit et celui de transit suivant le tarif Belge.
Il y aura lieu à l'application des formalités de douanes, suivant les lois générales Belges, pour les navires qui chargeront des marchandises ou en déchargeront, soit entièrement soit partiellement dans le port de Liège.

Art. 55.

Les règlemens et les tarifs établis pour tout le parcours du canal de Zuid-Willemsvaart et la Dieze, considérée comme

hare voortzetting tot aan de Beneden-Maas te Crevecœur, zullen niet dan met gemeen overleg tusschen de beide Gouvernementen kunnen worden herzien. Die regten worden nogtans al aanstonds verminderd met een derde in de rigting van Maastricht naar 's Hertogenbosch, en met de helft in de rigting van 's Hertogenbosch naar Maastricht, zonder dat eenig ander regt of tol kunne worden ingesteld.

Uit hoofde van deze verminderingen worden alle ontheffingen, die ten gevolge van bijzondere voorregten verleend zijn, zoo wel als die voorregten zelven, vernietigd.

HOOFDSTUK III.

Financien.

Art. 56.

Het gedeelte der kas van den algemeenen Rijkskassier, dat op den 1sten October 1830 zich bevond in handen van dien Kassier, en bij zijne Agenten in de voormalige zuidelijke provincien van het Koningrijk der Nederlanden, met uitzondering der steden Maastricht en Luxemburg, blijft het eigendom der Belgische schatkist. De stukken en documenten, welke strekken moeten om den stand van zaken bij gemelden algemeenen Kassier op het genoemde tijdstip van 1 October 1830 te doen kennen, zullen onmiddellijk door het Gouvernement der Nederlanden aan dat van Belgie worden uitgereikt.

Art. 57.

De schuldbrieven, losrenten genaamd, welke de algemeene maatschappij te Amsterdam heeft gedeponeerd ter zake van hare deelneming in de leening van 30 millioen tegen $3\frac{1}{2}$ percent, vastgesteld bij de wet van 27 Mei 1830 en het Koninklijke besluit van 1 Junij daaraanvolgende, zullen aan het Nederlandsche Gouvernement worden afgegeven, hetwelk van deze losrenten eene som van 1,830,000 Nederlandsche guldens zal afzonderen, om aan het Belgische Gouvernement te worden uitgereikt, zoo als zulke in het hiervolgende 60ste artikel wordt gezegd.

Het gezegde Nederlandsche Gouvernement verbindt zich het beslag op te heffen, hetwelk te Amsterdam gelegd is op de geldswaarden, toebehoorende aan de algemeene maatschappij.

sa continuation jusque dans la Basse-Meuse à Crevecœur, ne pourront être révisés que de commun accord entre les deux Gouvernemens. Néanmoins les droits sont dès-à-présent réduits d'un tiers dans la direction de Maastricht à Bois-le-Duc, et de moitié dans la direction de Bois-le-Duc à Maastricht, sans qu'aucun autre droit ou péage puisse être établi.

En considération de ces réductions, toutes les exemptions accordées par suite de privilèges particuliers, sont annulées ainsi que ces privilèges eux-mêmes.

CHAPITRE III.

Finances.

Art. 56.

La partie de l'encaisse du Caissier général de l'Etat qui, au 1er Octobre 1830, se trouvait dans les mains de ce Caissier et chez ses agents dans les ci-devant provinces méridionales du Royaume des Pays-Bas, à l'exception des villes de Maastricht et Luxembourg, demeure acquise au trésor Belge. Les pièces et documens propres à établir la situation du Caissier général susdit à l'époque précité du 1er Octobre 1830, seront immédiatement remis par le Gouvernement Néerlandais au Gouvernement Belge.

Art. 57.

Les obligations dites losrenten, que la société générale a déposées à Amsterdam pour sa participation à l'emprunt de 30 millions à 3½ pct., autorisé par la loi du 27 Mai 1830 et l'arrêté royal du 1er Juin suivant, seront délivrées au Gouvernement Néerlandais, qui prélevera sur ces losrenten une somme de 1,830,000 florins des Pays-Bas, pour être remise au Gouvernement Belge, ainsi qu'il est dit à l'article 60 ci-après.

Le dit Gouvernement Néerlandais s'engage à donner main levée des saisies pratiquées à Amsterdam, sur les valeurs appartenant à la société générale.

Het kas-saldo, dat een gevolg zoude kunnen zijn van de deelneming van de genoemde algemeene maatschappij in de gezegde leening, zal aan het Belgische Gouvernement worden uitgereikt, gelijk mede de losrenten en het saldo van geldelijke rekening, voortvloeiende uit inschrijvingen van bijzondere personen in de gezegde leening, en waarvoor de maatschappij rekenpligtig is gebleven.

Aan de algemeene maatschappij zal worden verleend vrijwaring en afstand van alle vordering en verhaal ter zake dier leening, van de zijde van het eene of van het andere Gouvernement, tegen overgave, gelijk zoo even gezegd is, van de door haar verschuldigde waarden.

Het blijft de bedoeling, dat de algemeene maatschappij met het Belgische Gouvernement zal verrekenen en door hetzelve zal worden ontlast: 1°. van het saldo van rekening der genoemde algemeene maatschappij met het amortisatie-syndicaat, vastgesteld op den 1sten October 1830, en 2°. van het saldo van rekening derzelfde maatschappij met den Minister van Financien, als voorzitter van het syndicaat.

Art. 58.

Het Nederlandsche Gouvernement zal met de algemeene maatschappij afrekenen, ter zake van hare vordering in hoofdsom en renten op de kolonie van Suriname, waartegen die instelling aan het Nederlandsche Gouvernement zal terug geven de bewijzen van inschrijving van renten op het grootboek dier kolonie, welke aan haar ten waarborge harer voorschotten waren verstrekt. Van hare zijde zal de algemeene maatschappij aan het Nederlandsche Gouvernement uitkeeren de borgtogten in geld gestort door de agenten der genoemde maatschappij in de noordelijke provincien en te Maastricht en Luxemburg.

Zij zal insgelijks opheffen de hypothecaire inschrijvingen op de goederen der genoemde agenten, wier borgtogten niet in geld zijn verstrekt, of op de tot dat einde verbonden inschrijvingen op het Nederlandsche Grootboek.

De algemeene maatschappij zal, binnen eene maand na het afleggen der rekeningen dier agenten, de redenen doen kennen, welke zich tegen de uitvoering van dit artikel zouden mogen verzetten, ter zake van vorderingen, welke zij tegen eenen of meer der genoemde agenten zoude hebben te doen gelden, uit hoofde van handelingen, vreemd aan de dienst van den algemeenen Rijks-kassier.

Le solde qui pourrait résulter de l'opération de la participation de la dite société générale à l'emprunt précité, sera remis au Gouvernement Belge, de même que les losrenten et le solde de compte numéraire, provenant de souscriptions de particuliers au dit emprunt, et dont la société est demeurée comptable.

Décharge et renonciation à toute prétention et recours du chef de cette opération de la part de l'un ou de l'autre Gouvernement envers la société générale, lui seront données contre remise, comme il vient d'être dit, des valeurs dues par elle.

Il demeure entendu que la société générale comptera au Gouvernement Belge et en sera libérée par lui: 1°. du solde de compte de la dite société générale avec le syndicat d'amortissement, arrêté au 1er Octobre 1830, et 2°. du solde de compte de la même société avec le Ministre des Finances, comme président du syndicat.

Art. 58.

Il sera tenu compte par le Gouvernement Néerlandais à la société générale de sa créance en capital et intérêts, sur la colonie de Surinam, à charge par le dit établissement de restituer au Gouvernement Néerlandais les titres d'inscription de rente sur le Grand-livre de cette colonie, qui lui avaient été donnés en garantie de ses avances. De son côté la société générale tiendra compte au Gouvernement des Pays-Bas des cautionnemens versés en numéraire par les agents de la dite société dans les provinces septentrionales et à Maastricht et Luxembourg.

Elle donnera également main levée des inscriptions hypothécaires sur les biens des dits agents, donts les cautionnemens n'ont pas été fournis en numéraire, ou sur les rentes immobilisées à cet effet au Grand-livre des Pays-Bas.

La société générale fera connaitre dans le mois de la reddition des comptes de ces agents, les motifs qui s'opposeraient à l'exécution du présent article par suite de prétentions qu'elle aurait à faire valoir contre un ou plusieurs des dits agents, du chef d'opérations étrangères au service du Caissier général.

Art. 59.

De losrenten tot op den 31sten December 1838 door het Belgische Gouvernement aangenomen, in betaling van den koopprijs der domeinen, verkocht door het amortisatie syndicaat en gelegen in de zuidelijke provincien van het voormalige Koningrijk der Nederlanden, zoodanig als dezelve door Belgie zijn bezet geworden tot op het oogenblik der uitvoering van het traktaat van 19 April 1839, zullen onbruikbaar gemaakt en midden door gesneden worden, in tegenwoordigheid van tot dat einde door hunne respective Gouvernementen aangewezen Nederlandsche en Belgische commissarissen.

Er zal van deze handeling een proces-verbaal in dubbel worden opgemaakt, aan ieder van welk de helft der gezegde schuldbrieven zal worden vastgehecht.

De opgezegde of niet opgezegde losrenten, die in de Belgische kassen zijn ingekomen, sedert het gezegde tijdstip van 31 December 1838, of daarin nog zouden mogen inkomen, zullen aan Belgie behooren met alle regten en actien aan die schuldbrieven verbonden, om te dier zake betaling te ontvangen van het Nederlandsche Gouvernement op dezelfde wijze als elke andere houder van soortgelijke schuldbrieven, met de renten sedert den 1sten Januarij 1839; verbindende zich het Nederlandsche Gouvernement, om door te Amsterdam opgezegde losrenten diegenen te vervangen, welke bij de in betaling geving voorzien zijn geworden van het bewijs van onbruikbaarmaking bij de veilings-voorwaarden voorgeschreven.

De nog in omloop zijnde te Brussel opgezegde losrenten blijven ten laste van de Nederlandsche schatkist, zonder dat de wettelijke verjaring op de betaling der verschenen renten zal kunnen worden toegepast.

De waarden aan het amortisatie-syndicaat verstrekt als borgtogt of waarborg voor de betaling van den prijs der in Belgie gelegen, door die instelling verkochte domeinen, zullen aan het Belgische Gouvernement worden uitgereikt, gelijk mede de coupons voor de renten, zonder dat de wettelijke verjaring op dezelve zal kunnen worden toegepast; het Gouvernement van Belgie zal het Gouvernement der Nederlanden ter zake van deze overgave ontlasten.

De hypotheken om dezelfde redenen genomen en ingeschreven op goederen gelegen in het tegenwoordige Koningrijk der Nederlanden of het Groot-hertogdom Luxemburg,

Art. 59.

Les losrenten reçues jusqu'au 31 Décembre 1838, par le gouvernement Belge en paiement du prix des domaines vendus par le syndicat d'amortissement et situés dans les provinces méridionales de l'ancien Royaume des Pays-Bas, telles qu'elles ont été occupées par la Belgique jusqu'au moment de l'exécution du traité du 19 Avril 1839, seront annulées et coupées par moitié en présence de commissaires Néerlandais et Belges, à ce délégués par leurs Gouvernemens respectifs.

Il sera dressé de cette opération, procès-verbal en double expédition, à chacune desquelles sera annexée la moitié des dites obligations.

Quant aux losrenten dénoncées ou non-dénoncées, qui sont rentrées dans les caisses Belges depuis la dite époque du 31 Décembre 1838, ou qui pourraient y rentrer encore, elles appartiendront à la Belgique avec tous les droits et actions attachés à ces obligations, pour en être payé par le Gouvernement des Pays-Bas de la même manière que tout autre porteur de semblables obligations, avec les intérêts depuis le 1er Janvier 1839; le Gouvernement Néerlandais s'engageant à remplacer par des losrenten dénoncées à Amsterdam, celles qui au moment du versement ont été revêtues de la formalité d'annulation prescrite par le cahier des charges.

Les losrenten dénoncées à Bruxelles, qui sont encore dans la circulation, demeurent à la charge du trésor Néerlandais, sans que la prescription légale puisse être opposée au paiement des intérêts échus.

Les valeurs fournies au syndicat d'amortissement en cautionnement ou garantie du paiement du prix des domaines situés en Belgique, vendus par cet établissement, seront remises au Gouvernement Belge avec les coupons d'intérêts, et sans que la prescription légale puisse leur être opposée; le Gouvernement Belge donnera décharge au Gouvernement Néerlandais de cette remise.

Les hypothèques prises et inscrites pour les mêmes causes sur des biens situés dans le Royaume actuel des Pays-Bas, ou le Grand-duché de Luxembourg, seront radiées à la

zullen op aanvrage van het Belgische Gouvernement worden doorgehaald.

Het is de bedoeling dat, behoudens het vastgestelde bij § 1 van dit artikel, met opzigt tot de door de Belgische schatkist ontvangen losrenten, het Nederlandsche of Groothertogelijke Gouvernement niets zal kunnen vorderen ter zake van gedane stortingen, gedurende het Belgische bezit, in betaling van den prijs der domeinen gelegen op het Limburgsche en Luxemburgsche grondgebied, welks overgave aan de Nederlanden plaats heeft gehad ter uitvoering van het vredesverdrag van 19 April 1839.

Er zal ook van de koopers van goederen geene verhooging van lasten of renten gevorderd worden, ter zake van door hen niet in tijds gedane betalingen, tot op het oogenblik van de uitvoering van genoemd verdrag.

Door de voorgaande schikkingen worden te niet gedaan, alle verdere aanspraken van Nederland op de in België gelegen domeingoederen, en op de prijzen der zoodanigen, welke door het Belgische Gouvernement verkocht of herkregen zijn, of nog zullen worden herkregen.

Art. 60.

De tienden en goederen op het Nederlandsche grondgebied gelegen, die aan de algemeene Brusselsche maatschappij zijn afgestaan, bij akte van 16 December 1822, en zoodanig als die op den 1 October 1830 bestonden, worden, te rekenen van 1 Januarij 1843, in vollen eigendom teruggegeven aan Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, en wordt tevens afgezien van alle aanspraak op de inkomsten dier tienden en goederen sedert 1 October 1830 ontvangen, en nog te ontvangen.

Daarentegen doen gezegde Zijne Majesteit en het Nederlandsche Gouvernement afstand ten behoeve van den Belgischen Staat van alle regten en aanspraak op de uitkeeringen en den koopprijs der bovenvermelde tienden en goederen, door de algemeene maatschappij te Brussel volgens de artikelen 12 en 13 harer statuten verschuldigd.

Daarenboven worden door Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden aan den Belgischen Staat in vollen eigendom afgestaan: 1°. het paleis gelegen te Brussel, boulevard van den Regent; 2°. het paleis en het domein van Tervueren; 3°. een hotel gelegen te Brussel op de Place Royale; 4°. het kasteel en de landhoeve van Ravesteijn, gelijk mede

demande du Gouvernement Belge.

Il demeure entendu que, sauf ce qui vient d'être stipulé au § 1 du présent article, relativement aux losrenten reçues par le trésor Belge, le Gouvernement Néerlandais ou Grand-ducal ne pourra rien réclamer du chef des versemens faits pendant l'occupation Belge en paiement du prix des domaines situés dans les territoires du Limbourg et du Luxembourg, dont la remise aux Pays-Bas a eu lieu en exécution du traité de paix du 19 Avril 1839.

Il n'y aura également lieu à réclamer des acquéreurs de biens, aucun accroissement de charge ou d'intérêts à raison des retards mis par eux à se libérer jusqu'au moment de l'exécution du dit traité.

Par suite des arrangements qui précédent, toute prétention des Pays-Bas à l'égard des domaines situés en Belgique et aux prix de ceux vendus, recouvrés ou à recouvrer par le Gouvernement Belge, se trouve éteinte et interdite.

Art. 60.

Les dîmes et biens situés sur le territoire Néerlandais, qui ont été cédés à la société générale de Bruxelles par acte du 16 Décembre 1822, et tels qu'ils existaient au 1r Octobre 1830, sont rétrocédés à partir du 1r Janvier 1843 en toute propriété à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, avec rénonciation à toute prétention aux revenus de ces dîmes et biens, perçus depuis le 1r Octobre 1830, ainsi qu'à ceux à percevoir.

En retour, Sa dite Majesté et le Gouvernement Néerlandais renoncent, en faveur de l'État Belge, à tous droits et prétentions aux redevances et aux prix de vente des dîmes et biens ci-dessus mentionnés, dûs par la société générale de Bruxelles en vertu des articles 12 et 13 de ses statuts.

De plus Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, cède à l'État Belge en toute propriété: 1°. le palais situé à Bruxelles, boulevard du Régent; 2°. le palais et le domaine de Tervueren; 3°. un hôtel situé à Bruxelles, Place Royale; 4°. le château et la ferme de Ravesteyn, ainsi que le moulin, les terres et prés et autres biens, situés à Tervueren, et en

de molen, de landen en weiden en andere goederen gelegen te Tervueren, en in het algemeen en zonder eenige uitzondering, alle onroerende goederen, welke gezegde Zijne Majesteit, uit welken hoofde ook, in Belgie bezit.

In dezen afstand zijn ten volle begrepen alle gronden, gebouwen en aanhoorigheden, aan de genoemde eigendommen verbonden, gelijk ook de inrigtingen, versieringen, meubelen en alle verdere voorwerpen zich nog aldaar bevindende.

Tot aanvulling van de waarde dezer overdragten, zal aan het Gouvernement van Belgie worden uitgekeerd eene som van 1,830,000 gulden in losrenten, welke dienen zal tot de hieronder vermelde einden.

De hooge contracterende partijen verbinden zich om binnen den kortst mogelijken tijd de vereischte akten te doen verlijden, om van de wederzijdsche overdragt van goederen en de overeengekomen afstand-doeningen te doen blijken.

Art. 61.

Tegen betaling eener som van vier millioen drie honderd dertig duizend gulden, doet het Nederlandsche Gouvernement, in naam van Zijne Majesteit Koning Willem Frederik, Graaf van Nassau, en zich voor gezegde Zijne Majesteit sterk makende, afstand van alle vorderingen en verhaal ter zake van verstrekkingen en voorschotten door Zijne Majesteit zelve en voor Hoogstdeszelfs rekening gedaan voor de kanalisatie van de Sambre, de daarstelling of weder-afstand der kanalen van Pommereuil naar Antoing, van Charleroi naar Brussel en van het op Belgisch grondgebied gelegen gedeelte van dat van Gent naar Terneuzen, gelijk mede voor alle andere kanalen en openbare werken hoe ook genaamd, welke in België zijn daargesteld.

Deze som zal worden voldaan:

1°. door de 1,830,000 gulden losrenten, waarvan in het voorgaande artikel is gesproken en die zullen worden afgezonderd zoo als zulks gezegd wordt in art. 57 van het tegenwoordige traktaat;

2°. door eenen schuldbrief van 2,500,000 gulden van de Brusselsche algemeene maatschappij op twee jaren dato en eene jaarlijksche rente gevende van 4 ten honderd.

général et sans exception aucune, tous les biens immeubles que Sa dite Majesté possède en Belgique, à quelque titre que ce soit.

Cette cession comprend indistinctement tous les terrains, bâtimens et dépendances annexés aux dites propriétés, ainsi que les agencemens, décors, meubles et objets quelconques qui s'y trouvent encore.

Pour parfaire la valeur de ces transmissions, il sera remis au Gouvernement Belge une somme de 1,830,000 florins en losrenten, laquelle servira aux fins ci-dessous indiquées.

Les hautes parties contractantes s'engagent à faire passer dans le plus bref délai, les actes nécessaires pour constater la transmission réciproque des biens et les renonciations convenues.

Art. 61.

Moyennant une somme de quatre millions trois cent trente mille florins, le Gouvernement Néerlandais renonce, au nom de Sa Majesté le Roi Guillaume Frédéric, Comte de Nassau, et se portant fort pour Sa dite Majesté, à toutes prétentions et à tout recours à raison de créances et d'avances faites tant par Elle-même que pour Son compte, pour la canalisation de la Sambre, la construction ou la rétrocession des canaux de Pommereuil à Antoing, de Charleroy à Bruxelles et de la partie de celui de Gand à Terneuzen, situé sur le territoire Belge, ainsi que pour tous autres canaux et travaux publics quelconques, exécutés en Belgique.

Cette somme sera acquittée:

1°. par les 1,830,000 florins losrenten, dont il est parlé à l'article précédent, et qui seront prélevés ainsi qu'il est dit à l'article 57 du présent traité;

2°. par une obligation de 2,500,000 florins de la société générale de Bruxelles, à deux ans de date et portant intérêt annuel de 4 pct.

Art. 62.

Tegen betaling eener som van 285,000 gulden, aan de Nederlandsche schatkist te voldoen door het Belgische Gouvernement, en behoudens het verhaal van dat Gouvernement op de provincien Luik en Belgisch Limburg, houdt het Nederlandsche Gouvernement ten zijnen laste de terugbetaling van aandeelen en de voldoening der renten en premien, bewerkstelligd sedert den 19 April 1839, gelijk mede de nog te doene teruggave en betalingen van gelijken aard tot op de geheele aflossing der leening welke, krachtens de wet van den 5den Januarij 1824, is aangegaan voor den aanleg van het kanaal van Maastricht naar 's Hertogenbosch, genaamd de Zuid-Willemsvaart.

Art. 63.

Ten einde met gemeen overleg de uitvoering te regelen van het voorgeschrevene bij art. XIII van het traktaat van 19 April 1839, met opzigt tot de verdeeling der openbare schulden van het Koningrijk der Nederlanden, is overeengekomen:

De over te dragen kapitalen en de in te schrijven renten ten laste van Belgie, naar luid van §§ 1 en 4 van art. XIII van het traktaat van 19 April 1839, zullen zijn zamengesteld, als volgt:

	Kapitalen.	*Renten.*
1°. Uit eene globale en onvervreemdbare rente van 400,000 Nederlandsche gulden, in te schrijven ten behoeve van het Nederlandsche Gouvernement, met genot van rente van den 1sten Januarij 1843; vertegenwoordigende de gezegde rente den prijs der scheepvaart- en handels-voordeelen, welke aan Belgie zijn verzekerd bij het traktaat van 19 April 1839		*f* 400.000
2°. Uit de kapitalen à 2½ pct., welke reeds zijn ingeschreven in het Bijboek van het Grootboek		
Transporteren		*f* 400,000

Art. 62.

Moyennant une somme de 285,000 florins, à payer au trésor Néerlandais par le Gouvernement Belge, et sauf le recours de ce Gouvernement sur les provinces de Liège et du Limbourg Belge, le Gouvernement Néerlandais conserve à sa charge les remboursemens d'actions et les paiemens des intérêts et primes, opérés depuis le 19 Avril 1839, ainsi que les remboursemens et paiemens de même nature encore à faire jusqu'à l'extinction entière de l'emprunt levé en vertu de la loi du 5 Janvier 1824, pour la construction du canal de Maastricht à Bois-le-Duc, dit le Zuid-Willemsvaart.

Art. 63.

Afin de régler de commun accord l'exécution de ce qui est prescrit par l'article XIII du traité du 19 Avril 1839, relativement au partage des dettes publiques du Royaume des Pays-Bas, il a été convenu:

Les capitaux à transférer et les rentes à inscrire à charge de la Belgique, en vertu des §§ 1 et 4 de l'article XIII du traité du 19 Avril 1839, se composeront comme suit:

	Capitaux.	*Rentes.*
1°. D'une rente globale et inaliénable de 400,000 florins des Pays-Bas, à inscrire au profit du Gouvernement Néerlandais, avec jouissance du 1er Janvier 1843; la dite rente représentant le prix des avantages de navigation et de commerce, assurés à la Belgique par le traité du 19 Avril 1839		*f* 400,000
2° Des capitaux à 2½ pct., déjà inscrits au livre Auxiliaire du Grand livre de la dette Néerlan-		
à reporter		*f* 400,000

	Kapitalen.	*Renten.*
Per transport	*f* 400,000	
der Nederlandsche Schuld, te Brussel gevestigd, ter uitvoering van art. 38 van de wet van 27 December 1822, gezamenlijk à elf millioen vijf honderd vier en zestig duizend acht honderd gulden kapitaal, gevende twee honderd negen en tachtig duizend honderd twintig gulden rente. . .	*f* 11,564,800 -	289,120
3°. Uit kapitalen op het Grootboek van de 2½ pct. Nederlandsche schuld te Amsterdam ingeschreven:		
a. Ten behoeve van Belgische corporatien, zoo als godshuizen, instellingen van weldadigheid, steden en gemeenten, kerkfabrijken en alle andere Belgische openbare en bijzondere instellingen;		
b. Voor borgtogten, gesteld door Belgische rekenpligtigen;		
c. Uit de zoodanige, voortkomende van particuliere fondsen, van welke melding wordt gemaakt in art. 22 van het traktaat van 19 April 1839. Het eene en het andere aan te wijzen door het Belgische Gouvernement, tot een beloop van vier millioen vier honderd vijf en dertig duizend twee honderd gulden kapitaal, gevende honderd tien duizend acht honderd tachtig gulden rente. Deze kapitalen zullen worden overgebragt vrij van alle achterstallen, tot aan en met den laatsten December		
Transporteren . . .	*f* 11,564,800	*f* 689,120

	Capitaux.	*Rentes.*
Report	*f* 400,000	
daise, établi à Bruxelles, en exécution de l'article 38 de la loi du 27 Décembre 1822, ensemble à onze millions, cinq cent soixante quatre mille, huit cent florins de capital, donnant deux cent quatre vingt neuf mille, cent vingt florins de rente	*f* 11,564,800 -	289,120
3°. De capitaux inscrits au Grandlivre de la dette Néerlandaise à Amsterdam, à $2\frac{1}{2}$ pct.:		
a. Au profit de corporations Belges, telles que hospices, bureaux de bienfaisance, villes et communes, fabriques d'églises et tous autres établissemens publics et particuliers Belges;		
b. pour cautionnemens fournis par des comptables Belges;		
c. pour capitaux provenant de fonds particuliers, dont il est fait mention à l'art. 22 du traité du 19 Avril 1839. Les uns et les autres à désigner par le Gouvernement Belge, jusqu'à concurrence de quatre millions, quatre cent trente cinq mille, deux cent florins de capital, donnant cent dix mille, huit cent quatre vingt florins de rente. Ces capitaux seront transférés libres de tous arrérages, jusques et y compris le dernier Décembre 1842, époque à partir de laquelle les rentes		
à reporter .	*f* 11,564,800	*f* 689,120

	Kapitalen.	*Renten.*
Per transport . . .	*f* 11,564,800	*f* 689,120
1842, van welk tijdstip af de renten ten laste van Belgie zullen zijn; hier	- 4,435,200	- 110,880
4°. Uit een kapitaal van 7,000,000 gulden à 2½ pct., in te schrijven ten behoeve van het Belgische Gouvernement, met genot van rente van 1 Januarij 1843, om door middel dezer inschrijving de hierna bij art. 64 vermelde vereveningen te voltooijen; te weten: zeven millioen kapitaal, gevende honderd vijf en zeventig duizend gulden rente	- 7,000,000	- 175,000
5°. Uit een kapitaal van een millioen gulden à 2½ pct., over te schrijven ten behoeve van het Belgische Gouvernement, met genot van den 1 Januarij 1843, om door middel dezer inschrijving te voldoen aan de vorderingen, betreffende het fonds van den landbouw, vermeld bij art. 66 hierna; dus een millioen kapitaal, gevende vijf en twintig duizend gulden rente	- 1,000,000	- 25,000
6°. Uit een kapitaal, van 80,000,000 gulden à 2½ pct., in te schrijven ten behoeve van het Nederlandsche Gouvernement, met genot van rente van 1 Januarij 1843, zullende de inschrijving van dat kapitaal ter vrije beschikking van het Nederlandsche Gouvernement gesteld worden, eene maand na de ratificatie van het		
Transporteren .	*f* 24,000,000	*f* 1,000,000

	Capitaux.	*Rentes.*
Report . *f*	11,564,800	*f* 689,120
seront à la charge de la Belgique; ci. . . . . -	4,435,200 -	110,880
4°. D'un capital de 7,000,000 de florins à $2\frac{1}{2}$ pct., à inscrire au profit du Gouvernement Belge, avec jouissance du 1r Janvier 1843, pour, au moyen de cette inscription, achever les liquidations mentionnées à l'art. 64 ci-après; soit sept millions de capital, donnant cent soixante quinze mille florins de rente . . . . . -	7,000,000 -	175,000
5°. D'un capital d'un million de florins à $2\frac{1}{2}$ pct., à transcrire au profit du gouvernement Belge, avec jouissance du 1r Janvier 1843, pour, au moyen de cette inscription, satisfaire aux réclamations concernant le fonds d'agriculture, mentionnées à l'art. 66 ci-après; soit, un million de capital, donnant vingt cinq mille florins de rente . . . . . -	1,000,000 -	25,000
6°. D'un capital de 80,000,000 de florins à $2\frac{1}{2}$ pct., à inscrire au profit du Gouvernement Néerlandais, avec jouissance du Ir Janvier 1843; l'inscription de ce capital à mettre à la libre disposition de ce Gouvernement, un mois après les ratifications du présent traité, soit quatre vingt millions de florins de capital, donnant deux		
à reporter . *f*	24,000,000	*f* 1,000,000

	Kapitalen.	*Renten.*
Per transport .	*f* 24,000,000	*f* 1,000,000
tegenwoordig traktaat; dus tachtig millioen gulden kapitaal, gevende twee millioen gulden rente . . .	- 80,000,000	- 2,000,000
7°. Uit een kapitaal van *f* 80,000,000 à 2½ pct., in te schrijven ten behoeve van het Nederlandsche Gouvernement, met genot van rente van 1 Januarij 1843; zullende de inschrijving van dat kapitaal ter vrije beschikking van het Nederlandsche Gouvernement gesteld worden op den 1 Julij 1844, of wel, overeenkomstig de bepalingen der volgende paragraaph, kunnen worden afgekocht. Wanneer nogtans op den 1sten Januarij 1844 de amortisatie, waarvan hierna wordt gewag gemaakt, niet mogt zijn bewezen, zal deze inschrijving niet eerder ter vrije beschikking van het Nederlandsche Gouvernement gesteld worden, dan zes maanden na vertoon van de afgeloste of ingetrokkene Nederlandsche rentegevende schuldbrieven, onverminderd het regt van het Belgische Gouvernement, om zijne keuze tot afkoop te doen kennen, zoo als hierna gezegd wordt; dus tachtig millioen gulden kapitaal, gevende twee millioen gulden rente	- 80,000,000	- 2,000,000
TOTAAL	*f* 184,000,000	*f* 5,000,000

Aan de Belgische Regering wordt de bevoegdheid gelaten om deze laatstvermelde inschrijving in geld af te doen, mits zulks aan het Nederlandsche Gouvernement verklarende eene maand vóór het tijdstip op hetwelk, volgens hetgeen

	Capitaux.	*Rentes.*
Report .	*f* 24,000,000	*f* 1,000,000
millions de florins de rente . . -	80,000,000 -	2,000,000
7°. D'un capital de *f* 80,000,000 à 2½ pct., à inscrire au profit du Gouvernement Néerlandais, avec jouissance du 1 Janvier 1843; l'inscription de ce capital à mettre à la libre disposition de ce Gouvernement au 1r Juillet 1844, ou à racheter en vertu des dispositions du paragraphe suivant. Néanmoins si au 1r Janvier 1844, la justification de l'amortissement dont il est parlé ci-après, n'était pas faite, la présente inscription ne serait mise à la libre disposition du Gouvernement des Pays-Bas que six mois après la production des rentes Néerlandaises annullées, sans préjudice au droit du Gouvernement Belge de déclarer son option de rachat, ainsi qu'il va être dit; soit quatre vingt millions de florins de capital, donnant deux millions de florins de rente . . . . . -	80,000,000 -	2,000,000
TOTAL .	*f* 184,000,000	*f* 5,000,000

Il sera facultatif au Gouvernement Belge de se libérer en numéraire de cette dernière inscription, en fesant la déclaration au Gouvernement des Pays-Bas, un mois avant l'époque à laquelle, d'après ce qui précède, la dite inscription devra

vooraf gaat, de gemelde inschrijving zal moeten worden gesteld ter vrije beschikking van dat Gouvernement. In dat geval zal de betaling daarvan te Brussel of te Antwerpen plaats hebben, gerekend 50 Nederlandsche gulden voor $2\frac{1}{2}$ gulden rente, tegen den wettigen koers van francs, $2,11\frac{64}{100}$ Belgisch geld per gulden, en in vier gelijke termijnen van drie tot drie maanden na het bovengemelde tijdstip.

De intrest zal bij voortduring tot het verschuldigde beloop worden uitbetaald, tot op het oogenblik van elke driemaandelijksche voldoening.

De renten en kapitalen ter beschikking van het Nederlandsche Gouvernement gesteld, overeenkomstig het voorafgaande, zullen door hetzelve gebezigd worden tot verwisseling of tot inkoop en aflossing van Nederlandsche schuld, welke dadelijk zal worden vernietigd; verbindende zich het gezegde Gouvernement om aan het Belgische Gouvernement, of aan deszelfs Minister in 's Gravenhage, binnen de zes maanden op deze intrekking volgende, de bewijzen der vernietigde kapitalen te vertoonen.

Het is de bedoeling, dat de schulden voor welke het in voormelde § 4 begrepen kapitaal is toegestaan, met opzigt tot de voorafgaande verpligting, beschouwd zullen worden als bewijzen van vernietigde Nederlandsche schuld.

Hetzelfde zal gelden ten opzigte van de borgtogten van Belgische rekenpligtigen door de Nederlandsche schatkist teruggegeven.

De bij art. XIII van het voormelde traktaat bepaalde overschrijving der schuld, volgens het voorafgaande bestaande in de inschrijving in het Belgische Grootboek van de kapitalen en renten vermeld in de §§ 1 tot 7, en derzelver afschrijving van het Grootboek te Amsterdam, wat de in §§ 2 en 3 vermelde betreft, zal plaats hebben ten overstaan en onder toezigt van daartoe door hunne respective Gouvernementen aangewezen leden der gemengde Commissie te Utrecht.

De beide hooge contracterende partijen verklaren het daarvoor te houden, dat op de voorafgaande bepalingen toepasselijk is de waarborg der vijf hoven, vermeld in twee traktaten op den 19 April 1839 gesloten door Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden en Zijne Majesteit den Koning der Belgen, respectivelijk, met Zijne Majesteit den Keizer van Oostenrijk, Koning van Hongarije en Boheme, Zijne Majesteit den Koning der Franschen, Hare Majesteit de Koningin van het Vereenigde Koningrijk Groot-Britannie

être mise à la libre disposition de ce Gouvernement. Dans ce cas le remboursement s'en fera à Bruxelles ou à Anvers, à raison de 50 florins des Pays-Bas pour $2\frac{1}{2}$ florins de rente, au cours légal de francs $2.11\frac{64}{100}$ argent de Belgique, par florin, et en quatre paiemens égaux de trois mois en trois mois, après l'époque mentionnée ci-dessus.

La rente continuera à être payée à due concurrence, jusqu'au moment de chaque remboursement trimestriel.

Les rentes et capitaux mis à la disposition du Gouvernement Néerlandais, conformément à ce qui précède, seront employés par lui à la conversion ou au rachat et amortissement de dettes Néerlandaises qui seront immédiatement annulées; le dit Gouvernement s'engageant à représenter au Gouvernement Belge, ou à son Ministre à la Haye, dans les six mois qui suivront cette annulation, les titres des capitaux amortis.

Il demeure entendu que les dettes pour lesquelles le capital compris au § 4 ci-dessus a été accordé, sont considérées par rapport à l'obligation qui précède, comme titres de la dette Néerlandaise amortie.
Il en sera de même des cautionnemens de comptables Belges, remboursés par le trésor Néerlandais.

Le transfer de la dette, voulu par l'article XIII du traité précité, consistant d'après ce qui précède, dans l'inscription au Grand-livre de la Belgique des capitaux et rentes énoncés aux §§ 1 à 7, et leur radiation du Grand-livre d'Amsterdam, en ce qui concerne ceux désignés aux §§ 2 et 3, sera fait sous la surveillance et direction de membres de la commission mixte d'Utrecht, à ce délégués par leurs Gouvernemens respectifs.

Les deux hautes parties contractantes considèrent comme applicable aux dispositions qui précédent, la garantie des cinq cours, mentionnée dans deux traités conclus le 19 Avril 1839, par Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi des Belges, respectivement avec Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majesté le Roi des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies.

en Ierland, Zijne Majesteit den Koning van Pruissen en Zijne Majesteit den Keizer Aller Russen.

Art. 64.

Voor de inschrijving ten behoeve van Belgie van het kapitaal van zeven millioen Nederlandsche gulden tegen $2^1/_2$ ten honderd, vermeld bij § 4 van het vorige artikel, vermeerderd met de renten dier hoofdsom van den 1sten Januarij 1839 tot den 31sten December 1842, belast zich het Belgische Gouvernement met de afdoening voor deszelfs rekening van de verevening van alle vorderingen, voortvloeijende uit schulden van vroegere dagteekening dan het tijdstip, waarop de landen, welke het tegenwoordige Belgie uitmaken, hebben opgehouden tot het Fransche Keizerrijk te behooren en betrekking hebbende tot diezelfde landen, voor zoo verre deze vorderingen nog zouden kunnen worden toegelaten, daaronder begrijpende:

1°. De verevening,

A. van de schuldvorderingen, voortspruitende uit de zoogenaamde Austro-Belgische schuld, waarvan de conversie in nationale schuld is vastgesteld bij de overeenkomst op den 9den October 1815 tusschen de Nederlanden en Oostenrijk gesloten;

B. van de schuldvorderingen, voortspruitende uit de oude gevestigde schuld in de voormalige zuidelijke provincien van het Koningrijk der Nederlanden, ter uitvoering van de wet van 9 Februarij 1818, daaronder begrepen die voortkomende uit de categorie van *engagères*, welker verevening is bepaald bij de overeenkomst op den 5den Maart 1828 tusschen de Gouvernementen der Nederlanden en van Oostenrijk gesloten;

C. van de schuldvorderingen, voortspruitende uit den Nederlandschen achterstand, overeenkomstig gezegde wet van 9 Februarij 1818; alles voor zoo verre die schuldvorderingen niet waren verevend noch afgewezen, noch vervallen, noch verjaard op den 1sten October 1830.

Het is de bedoeling, dat onder deze verevening, overeenkomstig het Koninklijke besluit van den 22sten Februarij 1816 en de wet van den 9den Februarij 1818, zal zijn begrepen de aanzuivering der renten en de inschrijving op het Belgische Grootboek van de aldus verevende schuldvorderingen.

Art. 64.

Moyennant l'inscription au profit de la Belgique du capital de sept millions de florins des Pays-Bas à 2½ pct., dont il est fait mention au § 4 de l'article précédent, augmenté des intérêts de ce capital du 1 Janvier 1839 au 31 Décembre 1842, le Gouvernement Belge se charge d'achever à son compte la liquidation de toutes les réclamations résultant des créances antérieures à l'époque où les pays composant la Belgique actuelle, ont cessé de faire partie de l'Empire français, et se rapportant à ces mêmes pays, pour autant que ces réclamations seraient encore admissibles, en y comprenant:

1°. La liquidation,

A. des créances provenant de la dette dite Austro-Belge, dont la conversion en dette nationale a été stipulée par la convention conclue entre les Pays-Bas et l'Autriche, le 9 Octobre 1815;

B. des créances provenant de l'ancienne dette constituée dans les ci-devant provinces méridionales du Royaume des Pays-Bas, en exécution de la loi du 9 Février 1818, y compris celles provenant de la catégorie *d'engagères*, dont la convention conclue le 5 Mars 1828, entre les Gouvernemens des Pays-Bas et de l'Autriche, a stipulé la liquidation;

C. des créances provenant de l'arriéré des Pays-Bas, conformément à la dite loi du 9 Février 1818, le tout pour autant que ces créances n'étaient ni liquidées, ni rejetées, ni frappées de déchéance, ni prescrites à la date du 1 Octobre 1830.

Il est entendu que cette liquidation comporte, en conformité de l'arrêté Royal du 22 Février 1816 et de la loi du 9 Février 1818, l'apurement des rentes et l'inscription au Grand-livre de la Belgique, des créances ainsi liquidées.

2°. De aanzuivering der renten en de inschrijving op het genoemde Belgische Grootboek van de schuldvorderingen, overeenkomstig hetzelfde besluit en dezelfde wet, waarvan de certificaten van verevening, afgegeven of niet afgegeven vóór den 1sten October 1830, op dat tijdstip nog niet waren ingeschreven, noch vervallen, noch verjaard.

3°. De verevening en voldoening van de schuldvorderingen, vermeld bij § 3 van artikel XXII van het traktaat van 19 April 1839, welke op het tijdstip van 1 October 1830, noch verevend, noch betaald, noch afgewezen, noch vervallen, noch verjaard waren.

Deze verevening en de betaling der verevende sommen zullen plaats hebben naar de regelen, voortvloeijende uit de zamenvoeging der bepalingen van het traktaat van Parijs van 30 Mei 1814, de overeenkomst gehecht aan het traktaat van 20 November 1815, de overeenkomst van 25 April 1818 en het Koninklijke besluit van 26 Junij daaraanvolgende.

Het Koningrijk Belgie vervangt ten aanzien der Fransche schuldvorderingen, aan Belgen toebehoorende, het voormalige Koningrijk der Nederlanden in de regten, voortvloeijende uit de verpligtingen door Frankrijk jegens laatstgemelden Staat aangegaan.

Alle voormelde vereveningen zullen bewerkstelligd worden overeenkomstig de regelen, vastgesteld door het Gouvernement van het voormalige Koningrijk der Nederlanden vóór den 1sten October 1830.

De gemagtigden van het Belgische Gouvernement, benoemd om die vereveningen tot stand te brengen, zullen gerekend worden op te volgen in de bevoegdheid en de werkzaamheden der voormalige Nederlandsche commissien van verwisseling en verevening, voor zoo veel betreft de schuldvorderingen vermeld in §§ 1 en 2, en der gemengde Utrechtsche commissie, voor zoo veel aangaat de schuldvorderingen hierboven in § 3 vermeld.

Ter uitvoering van het vorenstaande, zal het Nederlandsche Gouvernement, zoo wel krachtens de tegenwoordige bepaling als uit hoofde van § 5 van art. XIII van het traktaat van 19 April 1839, aan het Belgische Gouvernement overgeven alle bewijzen, registers en uittreksels van registers, staten, dossiers, beslissingen en documenten hoe ook genaamd, de hierboven-vermelde vereveningen betreffende, en bepaaldelijk de archieven, protocollen en diplomatische

2°. L'apurement des rentes, et l'inscription au dit Grand-livre de la Belgique des créances, conformément aux mêmes arrêté et loi, dont les certificats de liquidation délivrés ou non délivrés avant le 1r Octobre 1830, n'étaient encore ni inscrits, ni frappés de déchéance, ni prescrits à cette époque.

3°. La liquidation et l'acquittement des créances, dont s'occupe le § 3 de l'article XXII du traité du 19 Avril 1839, qui à l'époque du 1r Octobre 1830, n'étaient ni liquidées, ni payées, ni rejetées, ni frappées de déchéance, ni prescrites.

Cette liquidation et le paiement des sommes liquidées se feront d'après les règles qui résultent de la combinaison des dispositions du traité de Paris du 30 Mai 1814, de la convention annexée au traité du 20 Novembre 1815, de la convention du 25 Avril 1818 et de l'arrêté Royal du 26 Juin suivant.

Le Royaume de Belgique est pour ce qui concerne les créances dites Françaises, appartenant à des Belges, subrogé aux droits de l'ancien Royaume des Pays-Bas, en ce qui touche les obligations que la France a contractées envers ce dernier Etat.

Toutes les liquidations ci-dessus, seront opérées conformément aux règles établies par le Gouvernement de l'ancien Royaume des Pays-Bas avant le 1r Octobre 1830.

Les délégués du Gouvernement Belge nommés à l'effet d'opérer ces liquidations, seront considérés comme succédant aux pouvoirs et aux attributions des ci-devant commissions Néerlandaises de conversion et de liquidation, en ce qui concerne les créances mentionnées aux §§ 1 et 2, et de la commission mixte d'Utrecht en ce qui touche les créances mentionnées au § 3 ci-dessus.

Pour l'exécution de ce qui précède le Gouvernement Néerlandais remettra au Gouvernement Belge, tant en vertu de la présente disposition, que du § 5 de l'art. XIII du traité du 19 Avril 1839, tous les titres, régistres et extraits de régistres, états, dossiers, décisions et documens quelconques, concernant les liquidations mentionnées ci-dessus, et notamment les archives, protocoles et pièces diplomatiques, qui ont amené les conventions des 9 Octobre 1815 et 5 Mars

stukken, welke geleid hebben tot de overeenkomsten van 9 October 1815 en 5 Maart 1828 tusschen de Nederlanden en Oostenrijk. De borderellen en certificaten van volbragte vereveningen, welke nog niet aan de regthebbenden zijn afgegeven, zullen insgelijks aan het Belgische Gouvernement worden uitgereikt.

Het Nederlandsche Gouvernement verbindt zich zijne goede diensten aan te wenden, om zoo veel mogelijk behulpzaam te zijn in het bewijzen der echtheid van de uit deszelfs beheer voortkomende stukken.

Art. 65.

De wederzijdsche verpligtingen der beide Gouvernementen betreffende de verdeeling der openbare schuld van het voormalige Koningrijk der Nederlanden, en de verevening der schuldvorderingen en reclamatien hierboven vermeld, door de bepalingen der beide voorafgaande artikelen geregeld zijnde, zullen door de uitvoering dier bepalingen alle vorderingen en aanspraken uit dien hoofde van weêrszijden vervallen en ontzegd zijn,

Het is de bedoeling, dat de rente op het Amsterdamsche Grootboek ingeschreven, als bij art. 69 van de Weener akte vermelde schadevergoeding voor het gemis der inkomsten uit de Souvereiniteits-regten van het Hertogdom Bouillon voortvloeijende, in gemelde bepalingen niet is begrepen, en dat die rente blijft ten laste van de Nederlandsche schatkist.

Art. 66.

Tegen het genot van het kapitaal van 1,000,000 gulden à 2½ pct., te verstrekken uit het bij de wet van 6 Januarij 1816 ingestelde fonds van den landbouw, en hetwelk, volgens § 5 van bovenstaand art. 63, van het Amsterdamsche Grootboek ten behoeve van het Belgische Gouvernement zal worden overgeschreven, belast zich het gedachte Gouvernement om regt te doen aan alle vorderingen, welke Belgische onderdanen op het genoemde fonds zouden kunnen doen gelden.

Art. 67.

De reeds bewerkstelligde ontvangsten op de voorschotten door de schatkist, door het fonds van de nijverheid of door het amortisatie-syndicaat aan gemeenten, aan corporatien,

1828, entre les Pays-Bas et l'Autriche. Les bordereaux et certificats de liquidations terminées, non encore délivrés aux ayant droits, seront également remis au Gouvernement Belge.

Le Gouvernement Néerlandais s'engage à prêter ses bons offices pour aider autant que possible, à constater l'authenticité des pièces émanées de son administration.

Art. 65.

Les obligations réciproques des deux Gouvernemens concernant le partage de la dette publique de l'ancien Royaume des Pays-Bas, et la liquidation des créances et réclamations mentionnées ci-dessus, se trouvant réglées par les dispositions des deux articles qui précèdent, toute réclamation et prétention de ces chefs se trouvera éteinte et interdite de part et d'autre, moyennant l'exécution de ces dispositions.

Il demeure entendu que la rente inscrite au Grand-livre d'Amsterdam comme indemnité mentionnée à l'art. 69 de l'acte de Vienne, pour la perte des revenus provenant des droits de Souveraineté du Duché de Bouillon, n'est pas comprise dans les dites dispositions, et que cette rente demeure à la charge du trésor Néerlandais.

Art. 66.

Moyennant le capital de 1,000,000 de florins à $2\frac{1}{2}$ pct., à prendre sur le fonds d'agriculture, établi par la loi du 6 Janvier 1816, et qui, d'après le § 5 de l'article 63 ci-dessus, sera transcrit du Grand-livre d'Amsterdam au profit du Gouvernement Belge, le dit Gouvernement se charge de faire droit à toutes les réclamations que les sujets Belges auraient à faire valoir sur le dit fonds.

Art. 67.

Les recouvremens opérés sur les avances faites par le trésor, par le fonds de l'industrie ou par le syndicat d'amortissement, à des communes, à des corporations, à des éta-

aan openbare of bijzondere instellingen en aan partikulieren gedaan, blijven het eigendom van het Gouvernement hetwelk die ontvangsten heeft bewerkstelligd.

De schuldvorderingen, voortspruitende uit voorschotten van gelijken aard, welke op den 19den April 1839 nog invorderbaar waren, zullen behooren aan het Gouvernement hetwelk tegenwoordig in het bezit is van het grondgebied waarop de schuldenaar zijnen zetel of zijne woonplaats had op den 30sten September 1830, voor zoo verre hij sedert dat tijdstip en vóór den 19den April 1839, dezelve niet gevestigd heeft op het andere grondgebied.

Art. 68.

De pensioenen vóór den 1sten November 1830 verleend aan Nederlanders of aan Luxemburgers, op dat tijdstip in de Zuidelijke provincien woonachtig, en bij voortduring in Belgie verbleven zijnde, zullen ten laste der Nederlandsche of Groot-hertogelijke schatkist zijn.

De pensioenen vóór den 1sten November 1830 toegelegd aan Belgen, in de noordelijke provincien op dat tijdstip woonachtig, en bij voortduring in de Nederlanden of het Groot-Hertogdom Luxemburg verbleven zijnde, zullen ten laste van de Belgische schatkist zijn.

Elke der beide hooge contracterende partijen behoudt zich voor faciliteiten en vrijstellingen te verleenen aan diegenen harer onderdanen, welke in het genot zijn der hierboven aangeduide pensioenen en redenen zouden mogen doen gelden tot behoud van hun tegenwoordig verblijf.

De pensioenen door het Belgische Gouvernement verleend sedert den 1sten November 1830 tot op het tijdstip der overgave aan de Nederlanden van het Hertogdom Limburg en het Groot-hertogdom Luxemburg aan personen in die landstreken geboren, en die niet, overeenkomstig de Belgische wetten op dat stuk, verklaard zullen hebben Belgen te willen blijven, zullen ten laste van de Nederlandsche schatkist zijn.

De pensioenen door het Belgische Gouvernement verleend, sedert den 1sten November 1830, aan personen geboren in de bij de vorige paragraaph vermelde landstreken, die, overeenkomstig de voornoemde wetten, zullen verklaard hebben Belgen te willen blijven, zullen ten laste van de Belgische schatkist zijn.

Elk der beide landen behoudt, ten laste van deszelfs schatkist, de pensioenen, welke vóór den 1sten November

blissemens publics ou privés et à des particuliers, resteront acquis au gouvernement qui a effectué ces recouvremens.

Les créances encore exigibles au 19 Avril 1839, provenant d'avances de même nature, appartiendront au gouvernement possesseur actuel du territoire, sur lequel le débiteur avait son siège ou son domicile au 30 Septembre 1830, pour autant que depuis cette époque et avant le 19 Avril 1839, il ne l'ait pas fixé sur l'autre territoire.

Art. 68.

Les pensions accordées avant le 1 Novembre 1830, à des Néerlandais ou à des Luxembourgeois, qui, domiciliés dans les provinces méridionales à cette époque, ont continué à demeurer en Belgique, seront à la charge du trésor Neerlandais ou Grand-ducal.

Les pensions accordées avant le 1er Novembre 1830 à des Belges qui, domiciliés dans les provinces septentrionales à cette époque, ont continué à demeurer dans les Pays-Bas ou le Grand-duché de Luxembourg, seront à la charge du trésor Belge.

Chacune des deux hautes parties contractantes se réserve d'accorder des facilités et des dispenses, à ceux de ses sujets titulaires des pensions ci-dessus désignées, qui feraient valoir des motifs pour conserver leur résidence actuelle.

Les pensions accordées par le Gouvernement Belge, depuis le 1r Novembre 1830, jusqu'à l'époque de la remise aux Pays-Bas du Duché de Limbourg et du Grand-duché de Luxembourg, à des personnes nées sur ces territoires, et qui n'auront pas déclaré vouloir rester Belges, en conformité des lois Belges sur la matière, seront à la charge du trésor Néerlandais.

Les pensions accordées par le Gouvernement Belge depuis le 1r Novembre 1830, à des personnes nées sur les territoires, dont il est question dans le paragraphe précédent, et qui auront déclaré vouloir rester Belges, en conformité des lois précitées, seront à la charge du trésor Belge.

Chacun des deux pays conserve à la charge de son trésor les pensions allouées avant le 1r Novembre 1830, à des

1830 zijn toegekend aan vreemdelingen, die op den 19den April 1839 op deszelfs grondgebied woonachtig waren.

De pensioenen, sedert den 25sten Augustus 1815 tot den 1sten November 1830 verleend aan vreemdelingen buiten de beide landen woonachtig, zullen ten laste der beide schatkisten zijn. Zij zullen bij voortduring door de Nederlandsche schatkist betaald worden. Na gedaan onderzoek naar het bedrag der laatstvermelde pensioencn is overeengekomen, dat door Belgie te dier zake aan genoemde schatkist zal worden teruggegeven eene som van 40,000 gulden, elk jaar met een tiende of f4000 verminderende, tot aan den geheelen afloop.

Al de voorafgaande bepalingen zijn toepasselijk op de betalingen sedert 19 April 1839 gedaan.

De pensioenen, wachtgelden, non-activiteits- en reforme traktementen, anderé dan de pensioenen waarvan zoo even is gesproken, blijven ten laste van het land dat dezelve op den 19den April 1839 betaalde, echter onderworpen aan de wetten en regelen van dat land.

Art. 69.

De in geld verstrekte borgtogten, gelijk mede de stortingen door Belgische onderdanen bewerkstelligd, vermeld bij § 2 van art. XXII van het traktaat van 19 April 1839, zullen regtstreeks door de Nederlandsche schatkist aan het Belgische Gouvernement worden teruggegeven met de renten, te rekenen van den 1sten Julij 1830 tot den 31sten December 1842.

Insgelijks zullen door de Nederlandsche schatkist regtstreeks aan die van Belgie worden overgegeven, de consignatien en de geregtelijke depôts aan Belgische onderdanen toebehoorende en als zoodanig gestort vóór den 1sten October 1830 in de consignatie-kassen van het Koningrijk der Nederlanden, met de renten, bepaald bij de wet van 28 Nivose, XIIIde jaar.

Daarentegen zal het Belgische Gouvernement aan de Nederlandsche schatkist te goed doen eene rente van 4 ten honderd op de sommen, welke hetzelve heeft ingehouden bij de halfjarige vervaltijden van de rente van 5 millioen gulden, sedert het tijdstip der genoemde inhoudingen tot op den 31sten December 1842, onder aftrek telken halfjare van het bedrag der renten bij art. 64 hierboven vermeld, voor de verevening van oude schuldvorderingen.

étrangers domiciliés sur son territoire au 19 Avril 1839.

Les pensions accordées du 25 Août 1815 au 1r Novembre 1830, à des étrangers domiciliés hors des deux pays, seront à la charge des deux trésors. Elles continueront à être payées par le trésor Néerlandais. Examen fait du montant de ces dernières pensions, il a été convenu que la Belgique rembourserrait de ce chef au dit trésor, une somme de 40,000 florins, décroissant chaque année d'un dixième ou f 4000, jusqu'à extinction.

Toutes les dispositions qui précèdent sont applicables aux paiemens faits depuis le 19 Avril 1839.

Les pensions et traitements d'attente, de non-activité et de reforme, autres que les pensions, dont il vient d'être question, restent à la charge du pays qui les soldait au 19 Avril 1839, en demeurant toutefois assujettis aux lois et règles de ce pays.

Art. 69.

Les cautionnemens fournis en numéraire, ainsi que les versemens faits par des sujets Belges, et dont il est question au § 2 de l'article XXII du traité du 19 Avril 1839, seront restitués directement au gouvernement Belge par le trésor Néerlandais, avec les intérêts à partir du 1 Juillet 1830, jusqu'au 31 Décembre 1842.

Seront également remis directement au trésor Belge par le trésor Néerlandais, les consignations et les dépôts judiciaires appartenant à des sujets Belges, et versés comme tels avant le 1r Octobre 1830, dans les caisses des consignations du Royaume des Pays-Bas, avec les intérêts fixés par la loi du 28 Nivose an XIII.

Par contre, le Gouvernement Belge bonifiera au trésor Néerlandais un intérêt de 4 pct. sur les sommes qu'il a retenues à l'échéance des semestres de la rente de 5 millions de florins, depuis l'époque des dites retenues jusqu'au 31 Décembre 1842, après déduction faite à chaque semestre, du montant des intérêts mentionnés à l'article 64 ci-dessus, pour liquidation d'anciennes créances.

De inkomsten der werkelijk in beslag genomen goederen en de consignatien, Belgische onderdanen betreffende, welke door Frankrijk zijn teruggegeven, en nog in depôt in de kassen der Nederlandsche schatkist zich bevinden, zullen insgelijks aan het Belgische Gouvernement worden overgegeven.

De som door Oostenrijk teruggegeven ter uitvoering van de overeenkomst van 5 Maart 1828, voortkomende uit de bewaarplaatsen (depositairerien) van Mechelen en Henegouwen, zal door de Nederlandsche schatkist aan die van Belgie worden teruggegeven.

Art. 70.

De gemengde commissien, ingesteld bij het traktaat van 19 April 1839, zullen bijeenkomen binnen veertien dagen volgende op de bekrachtigingen van het tegenwoordige verdrag, ten einde de haar betreffende overeenkomsten en reglementen op te stellen, volgens de voorgaande bepalingen en de reeds van weêrszijden vastgestelde grondslagen. Zij zullen hare werkzaamheden moeten geëindigd hebben binnen de drie maanden na hare zamenkomst.

Art. 71.

De bepalingen van het tegenwoordige traktaat vormen een geheel en gedoogen geene splitsing.

Art. 72.

Het tegenwoordige traktaat zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingen daarvan zullen worden uitgewisseld in 's-Gravenhage, binnen den tijd van drie maanden of zoo mogelijk vroeger.

Ter oorkonde waarvan de wederzijdsche Gevolmagtigden het tegenwoordige traktaat hebben onderteekend en met het afdruksel hunner wapens voorzien.

Les revenus des biens saisis réellement et les consignations concernant des sujets Belges restitués par la France, et qui restent encore en dépôt dans les caisses du trésor Néerlandais, seront également remis au Gouvernement Belge.

La somme rendue par l'Autriche en exécution de la convention du 5 Mars 1828, provenant des dépositaireries de Malines et du Hainaut, sera restitués par le trésor Néerlandais au trésor Belge.

Art. 70.

Les commissions mixtes instituées par le traité du 19 Avril 1839, se réuniront dans les quinze jours qui suivront les ratifications du présent traité, à l'effet de rédiger les conventions et réglémens qui les concernent, d'après les dispositions qui précèdent et les bases qui ont déjà été arrêtées de part et d'autre. Elles devront avoir terminé leurs travaux dans le délai de trois mois après leur réunion.

Art. 71.

Les dispositions du présent traité forment un ensemble et n'admettent pas de séparation.

Art. 72.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à la Haye, dans le délai de trois mois ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Gedaan in 's-Gravenhage, den vijfden dag der maand November van het jaar achttien honderd twee en veertig.

(*L. S.*) HUIJSSEN VAN KATTENDIJKE. (*L. S.*) PRISSE.
(*L. S.*) ROCHUSSEN. (*L. S.*) DUJARDIN.
(*L. S.*) F. A. VAN HALL.

De Minister van Buitenlandsche Zaken verklaart, dat het bovenstaand traktaat door Zijne Majesteit den Koning der Belgen is bekrachtigd den 4den Februarij 1843 en door Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, den 5den Februarij 1843, mitsgaders dat de akten dezer bekrachtigingen onder laatstgemelde dagteekening te 's Hage zijn uitgewisseld.

HUIJSSEN VAN KATTENDIJKE.

Fait à la Haye, le cinquième jour du mois de Novembre de l'an mil huit cent quarante deux.

(*L. S.*) HUYSSEN VAN KATTENDIJKE. (*L. S.*) PRISSE.
(*L. S.*) ROCHUSSEN. (*L. S.*) DUJARDIN.
(*L. S.*) F. A. VAN HALL.

12 Conventie van handel en scheepvaart tusschen Nederland en België van 5 November 1842.

(*Staatsblad 1843, No. 4*).

BESLUIT, bepalende, dat de Conventie van handel en scheepvaart, op den 5den November 1842, tusschen de Nederlanden en Belgie gesloten, in het Staatsblad zal worden geplaatst.

WIJ WILLEM II, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, ENZ., ENZ., ENZ.

Op voordragt van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken, van den 9den Februarij 1843, n°. 8;

Hebben goedgevonden en verstaan te bepalen, dat de Conventie van Handel en Scheepvaart, op den 5den November 1842, te *'s Gravenhage*, tusschen de *Nederlanden* en *België* gesloten, in het *Staatsblad* zal worden geplaatst.

En zal dit besluit mede in het *Staatsblad* worden geplaatst.

's Gravenhage, den 9den Februarij 1843.

WILLEM.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HUIJSSEN VAN KATTENDIJKE.

Uitgegeven den *dertienden* Februarij 1843.

De Directeur van het Kabinet des Konings,

A. G. A. VAN RAPPARD.

VERTALING.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg en Zijne Majesteit de Koning der Belgen,

Willende de handelsbetrekkingen tusschen de Nederlanden en Belgie bestaande bevorderen en uitbreiden, hebben tot hunne gevolmagtigden benoemd om eene overeenkomst tot dat einde aan te gaan, te weten:

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden:

de Heeren Jan Willem Baron Huijssen van Kattendijke, Commandeur der orde van den Nederlandschen Leeuw, Ridder Groot-Kruis der orden van den Rooden Adelaar van Pruissen, van Karel III van Spanje en van den Witten Valk van Saxen Weimar Eisenach, Hoogstdeszelfs Minister van Buitenlandsche Zaken;

Jan Jakob Rochussen, Ridder Groot-Kruis der orden van den Nederlandschen Leeuw, en van den Rooden Adelaar van Pruissen, Groot Officier van het Legioen van Eer, Hoogstdeszelfs Minister van Financien; en

Floris Adriaan van Hall, Commandeur der orde van den Nederlandschen Leeuw, Ridder Groot-Kruis, der orde van den Witten Valk van

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg et Sa Majesté le Roi des Belges,

Désirant faciliter et étendre les relations commerciales qui existent entre les Pays-Bas et la Belgique, ont nommé leurs Plenipotentiaires à l'effet d'arrêter une convention dans ce but, savoir:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas:

Les Sieurs Jean Guillaume Baron Huijssen de Kattendijke, Commandeur de l'ordre du Lion des Pays-Bas, Chevalier Grand-Croix des ordres de l'Aigle rouge de Prusse, de Charles III d'Espagne et du Faucon blanc de Saxe Weimar Eisenach, Son Ministre des Affaires Etrangères;

Jean Jacques Rochussen, Chevalier Grand-Croix de l'ordre du Lion des Pays-Bas, Chevalier Grand-Croix de l'ordre de l'Aigle rouge de Prusse et Grand Officier de la Légion d'honneur, Son Ministre des Finances; et

Florent Adrien van Hall, Commandeur de l'ordre du Lion des Pays-Bas, Chevalier Grand-Croix de l'ordre du Faucon blanc de Saxe Wei-

Saxen Weimar Eisenach, Hoogstdeszelfs Minister van Justitie.

Zijne Majesteit de Koning der Belgen:

de Heeren Albrecht Floris Joseph Prisse, Officier der Leopolds orde en van de Koninklijke orde van het Legioen van Eer, Generaal-Majoor, Hoogstdeszelfs Adjudant en Buitengewonen gezant en Gevolmagtigden Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden; en

Aldephonse Alexander Felix Du Jardin, Ridder der Leopolds orde, versierd met het IJzeren kruis, Hoogstdeszelfs Zaakgelastigde bij het Koninklijk Hanoversche Hof en de vrije Hanzeesteden, in buitengewone zending bij het Hof der Nederlanden.

Dewelke, na hunne in goede orde bevonden volmagten te hebben uitgewisseld, zijn overeengekomen omtrent de navolgende bepalingen:

De schepen en derzelver ladingen, komende regtstreeks langs de rivieren en kanalen, hetzij uit de Nederlanden in Belgie onder Nederlandsche vlag, hetzij uit Belgie in de Nederlanden onder Belgische vlag, zullen wederkeerig, zoowel bij het binnenkomen als bij het uitgaan, gelijk mede bij den doortogt, onverminderd de bepalingen van art. 41 van het op heden in 's Gravenhage geteekende verdrag, genieten alle de ontmar Eisenach, Son Ministre de la Justice.

Sa Majesté le Roi des Belges:

Les Sieurs Albert Florent Joseph Prisse, Officier de l'ordre de Léopold et de l'ordre Royal de la Légion d'honneur, Général-Major, Son Aide de Camp et Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas; et

Aldephonse Alexandre Félix Du Jardin, Chevalier de l'ordre de Léopold, décoré de la Croix de fer, Son chargé d'Affaires près la Cour Royale de Hanovre et les villes libres et Anséatiques, en mission extraordinaire près la Cour des Pays-Bas.

Lesquels, après avoir échangé leurs plein pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Les navires et leurs cargaisons, venant directement par les rivières et canaux, soit des Pays-Bas en Belgique sous pavillon Neêrlandais, soit de la Belgique dans les Pays-Bas sous pavillon Belge, jouiront réciproquement tant à l'entrée qu'à la sortie, ou à leur passage, sans préjudice des stipulations de l'article quarante un du traité signé ce jour à la Haye, de toutes les exemptions ou autres faveurs en matière de droit

heffingen of andere gunsten ten aanzien van regten of lasten, hoe ook genaamd, van douane, patent of scheepvaart, die zijn of zullen worden toegestaan aan de nationale vaartuigen en aan derzelver ladingen, in dier voege, dat in geen geval en onder geenerhand voorwendsel, de gezegde vaartuigen en derzelver ladingen van weêrszijde met andere of hoogere regten of tollen zullen kunnen worden belast dan de nationale vaartuigen en derzelver ladingen.

Het is desniettegenstaande de bedoeling, dat de voorafgaande bepalingen niet toepasselijk zijn op den invoer der voortbrengselen van de nationale visscherij, als zijnde deze in de beide Staten het voorwerp van bijzondere gunsten en voorregten.

De tegenwoordige overeenkomst zal verbindende zijn gedurende vijf jaren, te rekenen van den dag harer bekrachtiging. Wanneer de eene of de andere der hooge contracterende partijen dezelve niet heeft opgezegd zes maanden voor den afloop dier termijn, zal zij gedurende vijf andere jaren voortduren.

De tegenwoordige overeenkomst zal bekrachtigd en de bekrachtigingen zullen uitgewisseld worden te 's Gravenhage, binnen den tijd van drie maanden, of eerder zoo dit mogelijk is.

ou charges quelconques de douane, de patente ou de navigation, qui sont ou seront accordés aux navires nationaux et à leurs cargaisons, de telle sorte, que dans aucun cas et sous aucun prétexte, les dits navires et leurs cargaisons, ne pourront de part et d'autre être imposés à des droits ou péages autres ou plus élevés que les navires nationaux et leurs cargaisons.

Il est néanmoins entendu, que les dispositions qui précèdent, ne s'appliquent pas à l'importation des produits de la pêche nationale, celle ci étant dans les deux Etats l'objet de faveurs et privilèges spéciaux.

La présente convention sera obligatoire pendant cinq années à dater du jour de sa ratification. Si l'une ou l'autre des hautes parties contractantes ne l'a pas dénoncée six mois avant l'échéance de ce terme, elle sera continuée pendant cinq autres années.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à la Haye, dans le délai de trois mois, ou plustôt si faire se peut.

Ten oorkonde waarvan de wederzijdsche Gevolmagtigden de tegenwoordige overeenkomst hebben onderteekend en met het afdruksel hunner wapens voorzien.

Gedaan in 's Gravenhage, den vijfden dag der maand November achttien honderd twee en veertig.

(L. S.) HUIJSSEN VAN KATTENDIJKE. *(L. S.)* PRISSE.
(L. S.) ROCHUSSEN. *(L. S.)* DU JARDIN.
(L. S.) F. A. VAN HALL.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à la Haye, le cinquième jour du mois de Novembre mil huit cent quarante deux.

(L. S.) HUIJSSEN VAN KATTENDIJKE. *(L. S.)* PRISSE.
(L. S.) ROCHUSSEN. *(L. S.)* DU JARDIN.
(L. S.) F. A. VAN HALL.

De Minister van Buitenlandsche Zaken verklaart, dat de bovenstaande conventie door Zijne Majesteit den Koning der Belgen is bekrachtigd den 4den Februarij 1843, en door Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden den 5den Februarij 1843, mitsgaders dat de acten dezer bekrachtigingen onder laatstgemelde dagteekening te 's Gravenhage zijn uitgewisseld.

HUIJSSEN VAN KATTENDIJKE.

13 Tractaat tusschen Nederland en België van 20 Mei 1843 met zeven daarbij gevoegde reglementen.

(*Staatsblad 1843, No. 45*).

BESLUIT van den 9den September 1843, bepalende dat de op den 20sten Mei 1843, te Antwerpen, tusschen de Nederlanden en Belgie gesloten overeenkomst (met de daartoe behoorende bescheiden) in het Staatsblad zal worden geplaatst.

WIJ WILLEM II, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordragt van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken, van den 9den September 1843, n°. 10;

Hebben goedgevonden en verstaan te bepalen, dat de overeenkomst, op den 20sten Mei 1843, te *Antwerpen*, tusschen de *Nederlanden* en *Belgie* gesloten, alsmede de daarbij behoorende reglementen, mitsgaders de twee additionele artikelen, op den 7den Augustus daaraanvolgende bij gezegde overeenkomst gevoegd, in het *Staatsblad* zullen worden geplaatst.

En zal dit besluit mede in het *Staatsblad* worden gedrukt.

's Gravenhage, den 9den September 1843.

WILLEM.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HUYSSEN VAN KATTENDYKE.

Uitgegeven den *twintigsten* September 1843.

De Directeur van het Kabinet des Konings,

A. G. A. VAN RAPPARD.

Vertaling.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, van de eene zijde, en Zijne Majesteit de Koning der Belgen, van de andere zijde, willende voorzien in de uitvoering der bepalingen van artikel 9 en 10 van het tractaat van den 19den April 1839, en van het 2de hoofdstuk, afdeeling I, II, III en IV, van het tractaat van den 5den November 1842, hebben, te dien einde, tot hunne gevolmagtigden benoemd, te weten:

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden de heeren:

Conrad Jacob Gerbrand Copes van Hasselt, lid van den Raad van State, kommandeur der orde van den Nederlandschen Leeuw;

Iman Boeije, staatsraad in buitengewone dienst, belast met het beheer der afdeelingen voor de in- en uitgaande regten, accijnsen, scheepvaart enz., bij het departement van Financien, ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw;

Hendrik van de Velde, referendaris bij het departement van Marine, ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw;

Herman Adriaan van Karnebeek, kapitein-luitenant ter zee, adjudant des Konings, ridder der Militaire Willemsorde, der orde van den Nederlandschen Leeuw en van het Legioen van Eer, en

Kryn Wagtho, lid der Provinciale Staten van Zeeland, en burgemeester der stad Tholen;

aan welke tot secretaris is toegevoegd de heer *Cornelis le Clercq*, referendaris bij het departement van Buitenlandsche zaken;

En Zijne Majesteit de Koning der Belgen, de heeren *Hendrik de Brouckere*, gouverneur der provincie Antwerpen, lid van de Kamer der Vertegenwoordigers, ridder der Leopolds-orde;

Pieter Olivier Josef Lespirt, arrondissements-inspecteur der directe belastingen, van het kadaster, de douanen en accijnsen;

Jan Franciscus Josef Cateaux Wattel, lid der Kamer van Koophandel en van den Stedelijken Raad van Antwerpen, ridder der Leopolds-orde;

Lodewijk Jacobs, oud lid van het Nationale Congres, bâtonnier van de orde der advocaten en lid van den Stedelijken Raad van Antwerpen;

Laurent Veydt, lid van Gedeputeerde Staten der provincie

CONVENTION.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, d'une part, et Sa Majesté le Roi des Belges, d'autre part, voulant pourvoir à l'exécution des dispositions des articles 9 et 10 du traité du 19 Avril 1839, et du chapitre 2, sections I, II, III et IV, du traité du 5 Novembre 1842, ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas les sieurs:

Conrad Jacques Gerbrand Copes van Hasselt, membre du Conseil d'État, commandeur de l'ordre du Lion Néerlandais;

Iman Boeije, conseiller d'état en service extraordinaire, chargé de la direction des divisions des droits d'entrée et de sortie, accises, navigation etc., au département des Finances, chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais;

Henri van de Velde, référendaire au département de la Marine, chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais;

Herman Adrien van Karnebeek, capitaine de frégate, aide de camp du Roi, chevalier de l'ordre militaire de Guillaume, de l'ordre du Lion Néerlandais, et de l'ordre de la Légion d'Honneur, et

Kryn Wagtho, membre des États Provinciaux de la Zélande et bourgemestre de la ville de Tholen;

auxquels a été adjoint comme secrétaire, le sieur *Corneille le Clercq*, référendaire au département des Affaires étrangères;

Et Sa Majesté le Roi des Belges, les sieurs *Henri de Brouckere*, gouverneur de la province d'Anvers, membre de la Chambre des Représentants, chevalier de l'ordre Léopold;

Pierre Olivier Joseph Lespirt, inspecteur d'arrondissement des contributions directes, cadastre, douanes et accises;

Jean François Joseph Cateaux Wattel, membre de la Chambre de Commerce et du Conseil Communal d'Anvers, chevalier de l'ordre Léopold;

Louis Jacobs, ancien membre du Congrès National, bâtonnier de l'ordre des avocats, et membre du Conseil Communal d'Anvers;

Laurent Veydt, membre de la députation permanente du

Antwerpen, ridder der orde van den Verlosser van Griekenland, versierd met de Keizerlijke orde des Sultans, in brillanten;

Hendrik Josef Orban, president der Kamer van Koophandel en van de regtbank van Koophandel van Luik, ridder der Leopolds-orde en van de orde van den Nederlandschen Leeuw;

Dieudonné Servais Joiris, lid der Kamer van Koophandel en van den Stedelijken Raad van Luik;

aan welke tot secretaris is toegevoegd de heer *Karel Josef Eduard de Cuyper*, griffier der provincie Antwerpen.

En de gezegde gevolmagtigden, na hunne in goede orde bevonden volmagten te hebben uitgewisseld, zijn omtrent de navolgende reglementen overeengekomen, welke zij in duplo hebben opgemaakt en geteekend, gezamenlijk met de secretarissen.

Conseil Provincial d'Anvers, chevalier de l'ordre du Sauveur de Grèce, décoré de l'ordre Impérial du Sultan, en brillants;

Henri Joseph Orban, président de la Chambre de Commerce et du tribunal de commerce de Liège, chevalier de l'ordre Léopold, et de l'ordre du Lion Néerlandais;

Dieudonné Servais Joiris, membre de la Chambre de Commerce et du Conseil Communal de Liège;

auxquels a été adjoint comme secrétaire, le sieur *Charles Joseph Edouard de Cuyper*, greffier de la province d'Anvers.

Et les dits plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des règlements suivants, qu'ils ont signés en double original, conjointement avec les secrétaires.

RÈGLEMENTS.

REGLEMENTEN,

WELKE

tusschen *Nederland* en *België* zijn vastgesteld, ter uitvoering der bepalingen van artikel 9 en 10 van het tractaat van den 19den April 1839, en van Hoofdstuk 2, Afdeeling I, II, III en IV, van het tractaat van 5 November 1842.

RÈGLEMENTS,

ARRÊTÉS

entre les *Pays-Bas* et la *Belgique*, pour l'exécution des dispositions des articles 9 et 10 du traité du 19 Avril 1839, et du Chapitre 2, Sections I, II, III et IV, du traité du 5 Novembre 1842.

REGLEMENT ter uitvoering van artikel 9 van het tractaat van den 19den April 1839, en van hoofdstuk 2, afdeeling I, van het tractaat van 5 November 1842, betrekkelijk de scheepvaart op de Schelde en hare mondingen.

Artikel 1.

De betaling van het eenig regt op de vaart van de Schelde en van hare mondingen, bepaald bij artikel IX, § 3, van het tractaat van 19 April 1839, te weten van ƒ 1.12 per ton, voor de schepen, die uit de volle zee komende de Wester-Schelde opvaren, om zich langs de Schelde of door het kanaal van Terneuzen naar Belgie te begeven en van ƒ 0.38 per ton, van de schepen, die langs de Schelde of door het kanaal van Terneuzen uit Belgie komende, de Wester-Schelde afvaren, om zich naar de volle zee te begeven, zal geschieden te Antwerpen en te Terneuzen, aan de kantoren van den Nederlandschen agent, tegen quitantie, overeenkomende met het model, onder litt. A, bij het tegenwoordig reglement gevoegd.

Artikel 2.

Deze kantoren, welke zoo veel mogelijk in de nabijheid der dokken zullen gelegen zijn, zullen geopend zijn op dezelfde dagen en uren, als bepaald zijn bij artikel 316 der algemeene wet van den 26sten Augustus 1822 (*Staatsblad n°.* 38).

In buitengewone of bij dringende omstandigheden, zal de agent ook op andere, dan de bepaalde kantoordagen en uren zich bereid betoonen om, voor zoo veel hem aangaat, mede te werken tot de onverwijlde bezorging van hetgeen voor de schepen vereischt wordt.

Artikel 3.

De betaling zal geschieden in wettiglijk gangbare munt van het land waar dezelve gedaan wordt, de frank berekend tegen 47¼ Nederlandsche centen. De muntspecien beneden vijftig Belgische centimes of vijf en twintig Nederlandsche centen, zullen niet anders worden aangenomen dan tot bijpassing der breuken.

Artikel 4.

De tonnenmaat der schepen zal worden berekend tegen anderhalve cubiek meter of anderhalf maal den teerling van

RÈGLEMENT pour l'exécution de l'article 9 du traité du 19 Avril 1839, et du chapitre 2, section I, du traité du 5 Novembre 1842, relativement à la navigation de l'Escaut et de ses embouchures.

Article 1.

Le payement du droit unique sur la navigation de l'Escaut et de ses embouchures, fixé par l'article 9, § 3, du traité du 19 Avril 1839, savoir de f 1.12 par tonneau, pour les navires, qui, arrivant de la pleine mer, remonteront l'Escaut occidental pour se rendre en Belgique par l'Escaut ou par le canal de Terneuzen, et de f 0.38 par tonneau, des navires, qui, arrivant de la Belgique par l'Escaut ou par le canal de Terneuzen, descendront l'Escaut occidental pour se rendre dans la pleine mer, se fera à Anvers et à Terneuzen, aux bureaux de l'agent Néerlandais, contre quittance conforme au modèle lettre A, annexé au présent règlement.

Article 2.

Ces bureaux, qui seront, autant que possible, situés à proximité des bassins, seront ouverts aux mêmes jours et heures, que ceux fixés par l'article 316 de la loi générale du 26 Août 1822 (journal officiel des Pays-Bas, n°. 38).

Dans les cas extraordinaires ou d'urgence, l'agent ne se refusera pas, hors des jours et heures fixés pour l'ouverture de ses bureaux, à contribuer, en ce qui le regarde, à la prompte expédition des navires.

Article 3.

Le payement se fera en monnaie ayant cours légal dans le pays où il devra avoir lieu, le franc calculé à 47½ cents des Pays-Bas. Les monnaies inférieures à cinquante centimes de Belgique, ou à vingt cinq cents des Pays-Bas, ne seront toutefois admises que pour solde de fractions au dessous de cette somme.

Article 4.

Le tonnage des navires sera calculé à raison de un mètre cube et demi ou une aune cube et demie, mesure des

de Nederlandsche el, overeenkomstig § 2 van artikel 292 der algemeene wet van den 26sten Augustus 1822, en volgens de voorschriften van den 20sten October 1819, nº. 1, gewijzigd door die van den 21sten Februarij 1823, nº. 173, en van den 12den April 1825, nº. 40.

De tonnenmaat der stoombooten, zal slechts berekend worden in verhouding tot dat gedeelte van derzelver ruimte, hetwelk voor goederen bestemd is.

Om dezelve te bepalen zal men die gedeelten van het ruim meten, welke voor de lading der goederen bestemd zijn, en bij die meting te werk gaan naar de bovenvermelde voorschriften, met dien verstande, dat er, in plaats van het derde, vastgesteld bij de instructie van den 21sten Februarij 1823, slechts een zesde zal worden afgetrokken.

Artikel 5.

Alle meetbrieven, uitdrukkende de tonnenmaat der schepen, naar de voorschriften van het voorgaande artikel vastgesteld, en afgegeven door de bevoegde magten, van welk land dit ook zij, zullen aan de Nederlandsche agenten te Antwerpen of Terneuzen worden vertoond, ten einde daarnaar het regt van scheepvaart te berekenen en in te vorderen. Deze meetbrieven zullen slechts voor den tijd van twee jaren geldig zijn, te rekenen van den dag van derzelver afgifte.

Artikel 6.

Telkens wanneer de gezegde agenten bepaalde en aannemelijke redenen zullen hebben om, in het belang der Nederlandsche schatkist, eene hermeting der schepen te vorderen, zal dezelve moeten plaats hebben, mits geschiedende ten hunnen koste en met tegenspraak der betrokkene partijen.

In zulke gevallen zullen deze vordering en de hermeting tijdiglijk en op zoodanige wijze geschieden, dat daaruit geene andere verhindering of oponthoud voortspruite, dan die welke het noodzakelijk gevolg zijn van de hermeting.

Wederkeeriglijk, en om dezelfde redenen, kunnen deze hermetingen door de betalende partijen gevorderd worden, mits alsdan geschiedende ten hare kosten en met tegenspraak der Nederlandsche agenten.

Telkens, wanneer de beide deskundigen bij de hermeting niet overeenstemmen, zal er, om hen overeen te brengen,

Pays-Bas, conformément au § 2, de l'article 292, de la loi générale du 26 Août 1822, et d'après les instructions du 20 Octobre 1819, n°. 1, modifiées par celles du 21 Février 1823, n°. 173, et du 12 Avril 1825, n°. 40.

Quant au tonnage des bateaux à vapeur, il ne sera calculé que relativement à la partie de leur capacité destinée aux marchandises.

Pour établir cette capacité, on mesurera les parties de la cale destinée au chargement des marchandises, et l'on suivra dans ce mesurage le mode prescrit par les instructions précitées, sauf qu'au lieu du tiers, stipulé dans l'instruction du 21 Février 1823, il ne sera déduit qu'un sixième.

Article 5.

Tous certificats de jaugeage, exprimant le tonnage des navires d'après les principes établis à l'article précédent, et délivrés par l'autorité compétente, en quelque pays que ce soit, seront exhibés aux agents Néerlandais à Anvers ou à Terneuzen, et seront par eux admis pour servir de base à la perception du droit de navigation. Ces certificats ne seront valables que pendant le terme de deux ans, depuis la date de leur délivrance.

Article 6.

Il pourra néanmoins être procédé, contradictoirement avec la partie intéressée, à la vérification du jaugeage du navire, aux frais des dits agents, chaque fois que ceux-ci auront des motifs spéciaux et plausibles pour la requérir dans l'intérêt du trésor Néerlandais.

Dans ces cas, la demande et l'opération seront faites en temps utile et de manière qu'il n'en résulte aucune entrave ni aucun retard, autres que ceux inséparables de l'opération.

Ces vérifications pourront réciproquement, et pour les mêmes motifs, être demandées par les parties payantes. Elles auront lieu alors aux frais de ces dernières et contradictoirement avec les agents Néerlandais.

Dans tous les cas de désaccord entre les deux experts-vérificateurs, il leur sera adjoint, pour les départager, un

een derde deskundige aan hen worden toegevoegd, door het lot aan te wijzen, uit twee ten dien einde van weêrszijde voorgestelde personen.

De kosten uit deze tweede hermeting voortvloeijende, zullen komen ten laste der partij die in het ongelijk gesteld wordt.

Artikel 7.

Daar de bedoelde verificatie geen andere hindernis noch oponthoud mag veroorzaken dan die, welke daarvan het onvermijdelijk gevolg zijn, en daar dezelve vooral dan niet behoorlijk kan plaats hebben te Terneuzen, wanneer de schepen zijn beladen, zoo zal dezelve voor alle schepen, onverschillig of dezelve geladen of in ballast zijn, in de Belgische los- of ladingplaatsen geschieden.

De kosten van verplaatsing, als ook de kosten van meting, zijn ten laste van de partij, die de verificatie zal hebben gevraagd. Deze beiderlei kosten zullen worden berekend naar het tarief, onder litt. B, aan het tegenwoordig reglement gehecht.

Wanneer een in Belgie van stapel geloopen schip voor de eerste maal zal moeten worden gemeten, zal het Belgisch beheer der douanen, ten minste twee dagen te voren, de betrokken Nederlandsche agenten van den dag en het uur der te doene meting kennis geven, ten einde deze de naauwkeurigheid daarvan kunnen doen onderzoeken. In dit geval zullen de kosten van verplaatsing alleen, ten laste komen van den Nederlandschen agent.

Artikel 8.

Voor de schepen, uit de volle zee komende en door het kanaal van Terneuzen zich binnen Belgie begevende, zonder voorzien te zijn van meetbrieven overeenkomstig de bepalingen van artikel 5, zal behoorlijke borgtogt ten genoege van den agent worden gesteld, voor eene som geëvenredigd aan het bedrag van het scheepvaartregt, naar eene naast bijkomende berekening van den gemelden agent te bepalen.

De borgtogt zal binnen eene maand worden ontlast, door middel van betaling, op vertoon van eenen meetbrief in behoorlijken vorm, afgegeven door de bevoegde magt.

Artikel 9.

Wanneer een zeeschip op de Schelde of aan hare monding verongelukt is, alvorens het Belgische gebied of de

tiers expert, à désigner par le sort entre deux personnes présentées à cet effet de part et d'autre.

Les frais résultant de cette contre-expertise seront à la charge de la partie succombante.

Article 7.

La vérification, dont il s'agit, ne devant occasionner ni entraves ni retards, autres que ceux inséparables de l'opération, et ne pouvant se faire convenablement à Terneuzen, alors surtout que les navires sont chargés, aura lieu pour tous les navires, chargés ou sur lest indistinctement, dans les ports Belges de déchargement ou de chargement.

Les frais de déplacement, comme les frais de jaugeage, sont à la charge de la partie qui aura demandé la vérification. Ces frais seront les uns et les autres calculés d'après le tarif, annexé au présent règlement sous la lettre B.

Lorsqu'il s'agira de jauger pour la première fois un navire lancé en Belgique, l'administration des douanes préviendra les agents Néerlandais respectifs, au moins deux jours d'avance, du jour et de l'heure des opérations du jaugeage, pour que ceux-ci puissent en faire reconnaitre l'exactitude. Dans ce cas les frais de déplacement seuls seront à la charge de l'agent Néerlandais.

Article 8.

Pour les navires, venant de la pleine mer et entrant en Belgique par le canal de Terneuzen, sans être munis de certificats de jaugeage conformes aux stipulations de l'article 5, il sera fourni caution solvable au gré de l'agent, pour une somme proportionnée au montant du droit de navigation, évalué approximativement par le dit agent.

La caution sera déchargée dans le délai d'un mois, moyennant payement sur présentation d'un certificat de jaugeage en dûe forme, délivré par l'autorité compétente.

Article 9.

Lorsqu'un navire de mer aura péri sur l'Escaut ou à son embouchure, avant d'avoir atteint le territoire de la Belgique

volle zee te hebben bereikt, en deszelfs lading naar Belgie op ligters wordt overgebragt, of naar zee door een ander vaartuig, zoo zal men, ter vaststelling van het scheepvaartregt, de navolgende bepalingen in acht nemen: in het eerste geval zal dit regt geheven worden van de tonnenruimte der ligters, berekend overeenkomstig artikel 4, en voor zoo vele reizen als zij doen zullen; in het tweede geval zal het geheven regt worden terug gegeven, wanneer de geredde goederen naar Belgie terugkeeren of op een ander vaartuig worden uitgevoerd, waarvan de tol is betaald; worden zij daarentegen uitgevoerd op een niet tolpligtig schip, zoo zal er geene teruggave van regten plaats hebben.

Artikel 10.

Het regt van scheepvaart op de Schelde zal worden voldaan *aan den agent te Terneuzen*, vóór dat het vaartuig de plaats verlaat, om zich, hetzij naar de volle zee, hetzij naar het Belgisch grondgebied te begeven, uitgezonderd in het geval, voorzien bij artikel 8; en *aan dien te Antwerpen.*

1°. Voor de schepen uit volle zee komende, binnen den tijd van ééne maand na hunne aankomst of doorvaart te Antwerpen;

2°. Voor de schepen naar de volle zee varende, vóór derzelver vertrek.

Artikel 11.

De schepen, uit Belgie vertrokken naar zee, en waarvoor het scheepvaartregt zal zijn betaald, zullen noch bij hun binnenvallen, noch bij hun vertrek voor eene tweede maal aan hetzelfde regt onderworpen zijn, wanneer zij genoodzaakt worden uit zee terug te keeren, en zich weder in eene Belgische haven begeven, alwaar zoowel de nooddwang als de identiteit der lading behoorlijk moeten worden bewezen.

Voor de schepen, in Belgie terugkeerende door het kanaal van Terneuzen, zal op het verlangen van den agent, een borgtogt gesteld worden, tot dat de bewijsstukken aan hem agent zullen zijn medegedeeld.

Artikel 12.

Van het eenige regt, bij artikel 1 bepaald, zullen zijn vrijgesteld de oorlogsschepen, de schepen welke alleen voor

ou la pleine mer, et que sa cargaison sera transportée en Belgique par des allèges, ou en mer par un autre navire, on observera, pour la fixation du droit de navigation, les dispositions suivantes: dans le premier cas ce droit sera perçu sur le tonnage des allèges, calculé conformément à l'article 4, et par chaque voyage qu'elles feront; dans le deuxième cas le droit perçu sera restitué, si les marchandises sauvées retournent en Belgique ou sont exportées par un autre navire assujetti au péage; si au contraire elles sont exportées par un navire non assujetti au péage, il n'y aura pas lieu à restitution du droit.

Article 10.

Le droit de navigation de l'Escaut sera payé à *l'agent des Pays-Bas à Terneuzen*, avant que le navire quitte le lieu, soit pour la pleine mer, soit pour le territoire Belge, sauf le cas prévu à l'article 8; et à *celui d'Anvers:*

1°. pour les navires venant de la pleine mer, dans le délai d'un mois après leur arrivée ou passage à Anvers;

2°. pour les navires allant à la pleine mer, avant leur départ.

Article 11.

Les navires partis de la Belgique pour la mer, et pour lesquels le droit de navigation aura été payé, ne seront pas sujets une deuxième fois au même droit, ni à la rentrée ni à la sortie, s'ils rentrent de la mer par force majeure et retournent dans un port Belge, où la force majeure et l'identité de la cargaison devront être dûment constatées.

Pour les navires rentrant en Belgique par le canal de Terneuzen, il sera fourni caution à la demande de l'agent, jusqu'à ce que les pièces justificatives lui aient été communiquées.

Article 12.

Seront exempts du droit unique stipulé à l'article 1, les navires de guerre, ceux uniquement employés à la pêche,

de visscherij gebruikt worden, de jagten en plaisier-vaartuigen, gelijk mede de stoomslepers.

Artikel 13.

Indien het regt, of geheel, of voor een gedeelte, verkeerdelijk mogt betaald zijn, hetzij uit dwaling, hetzij omdat het schip niet den weg had bevaren, waarop het aan den tol was onderworpen, of om welke andere reden ook, zoo zal de houder der quitantie het verkeerdelijk betaalde slechts binnen de zes maanden na den dag der betaling kunnen terug vorderen.

Wederkeeriglijk, wanneer eenig verschuldigd regt niet mogt voldaan zijn, hetzij uit dwaling, hetzij omdat het schip eenen weg mogt hebben genomen, waarop het aan den tol onderworpen werd, hetzij om eenige andere reden, zoo zal de agent de betaling daarvan slechts kunnen invorderen binnen de zes maanden na den dag waarop het regt had behooren voldaan te worden.

Artikel 14.

Ten einde de uitvoering van het voorgaande artikel gemakkelijk te maken, zal het Belgische gouvernement aan den Nederlandschen agent te Antwerpen doen toekomen de lijst der zeeschepen, welke zullen zijn opgegeven als bestemd voor Belgie of naar zee, in zoo verre de schepen aan het eenige regt zijn onderworpen.

Van zijne zijde zal het Nederlandsche gouvernement aan het Belgische doen toekomen, de lijst der van zeebrieven voorziene vaartuigen, aangifte gedaan hebbende aan de kantoren van Bath, van Sas van Gent of van Terneuzen, hetzij bij het binnenkomen, hetzij bij het verlaten der Nederlanden.

De Nederlandsche en Belgische loodsbesturen te Vlissingen zullen aan elkander de lijst der vaartuigen mededeelen, welke zij bij het binnenkomen of bij het uitgaan ter zee hebben geloodst. Deze verschillende mededeelingen zullen over en weder om de veertien dagen plaats hebben.

Artikel 15.

Het is de bedoeling, dat, tegen betaling van het bij artikel 1 vermelde eenige regt, noch regtstreeks, noch zijde-

les yachts et les navires d'agrément, ainsi que les bateaux à vapeur servant à la remorque (remorqueurs).

Article 13.

Si le droit avait été mal à propos payé, en tout ou en partie, soit par erreur, soit parceque le navire n'aurait pas pris la route qui l'assujettissait au péage, soit par toute autre circonstance, le porteur de la quittance ne pourra répéter ce qui aurait été indûment perçu, qu'en déans les six mois à dater du paiement.

Réciproquement, l'agent ne pourra recouvrer le paiement du droit dû, qui n'aurait pas été payé, soit par erreur, soit parceque le navire aurait pris une route qui l'assujettissait au péage, soit par toute autre circonstance, qu'en déans les six mois, à dater du jour que le droit aurait du être payé.

Article 14.

Pour faciliter l'exécution de l'article précédent, le gouvernement Belge fera remettre à l'agent Néerlandais à Anvers, la liste des navires de mer, qui auront été déclarés en destination de la Belgique ou de la mer, pour autant que ces navires sont soumis au droit unique.

De son côté le gouvernement Néerlandais fera remettre au gouvernement Belge, la liste des navires, munis de lettres de mer, ayant fait déclaration aux bureaux de Bath, Sas de Gand et Terneuzen, soit à l'entrée, soit à la sortie des Pays-Bas.

Les administrations de pilotage Néerlandais et Belge à Flessingue se communiqueront réciproquement la liste des navires qu'elles auront pilotés tant à l'entrée qu'à la sortie par mer. Ces diverses communications se feront respectivement de quinzaine en quinzaine.

Article 15.

Il est entendu que, moyennant le droit unique mentionné à l'article 1, il ne pourra, directement ni indirectement, être

lings van de scheepvaart uit volle zee naar Belgie, langs de Wester-Schelde en vice-versa, eenige andere regten, tollen of vergoedingen hoe ook genaamd zullen kunnen worden geheven, uit welken hoofde ook, behoudens hetgeen is vastgesteld voor het loodswezen en de vuurbaken.

Artikel 16.

Voor de vaartuigen, onderworpen aan het regt van scheepvaart zal, bij derzelver vertrek, geen document tot uitvoer noch eenige werkelijke of negatieve acte van afrekening worden verstrekt, dan nadat de betaling van dat regt zal zijn aangetoond.

De van zeebrieven voorziene vaartuigen, die verklaren zullen uit te gaan langs de Nederlandsche binnenwateren, zullen borgtogt moeten stellen voor het regt van afvaart. Deze borgtogt zal worden opgeheven zoodra derzelver binnenkomen bij Bath zal zijn gebleken.

Artikel 17.

Ieder bevelvoerder van een aan het scheepvaartregt onderworpen vaartuig, uit Belgie komende om zich in volle zee te begeven, zal voorzien moeten zijn van de quitantie van betaling bij de afvaart, of van het bewijs van borgstelling voor het gezegde regt, en zulks moeten vertoonen aan den loods, belast om hetzelve in zee te brengen, en zal deze aan zijne administratie moeten doen kennen den aard, de dagteekening en het nummer van het vertoonde bewijsstuk.

Bij gebreke van deze vertooning, zal het vaartuig ter reede van Vlissingen, Rammekens of Terneuzen kunnen worden aangehouden, tot dat er blijken zal van de betaling of van de borgstelling.

Aan de loodsen, onverschillig tot welke administratie zij ook behooren, wordt, op straffe van persoonlijk verantwoordelijk te zijn voor het bedrag van het niet betaalde regt, hetwelk van hun loon zal worden ingehouden, verboden om hunne diensten te verleenen tot het naar zee brengen van een vaartuig dat niet voorzien is van de bovenvermelde quitantie of van het bewijs van gestelden borgtogt.

Artikel 18.

Elk vaartuig, komende uit volle zee om zich naar Belgie te begeven, of komende uit Belgie om zich naar zee te

établi sur la navigation de la pleine mer en Belgique par l'Escaut occidental et vice-versa, d'autres droits, péages ou indemnités quelconques, sous quelque titre que ce soit, sauf ce qui est règlé pour le pilotage et les fanaux.

Article 16.

Pour les bâtiments, soumis au droit de navigation, il ne pourra être délivré aucun document à la sortie, ni acte effectif ou négatif de décompte, qu'après qu'il aura été justifié du payement de ce droit.

Les navires, munis de lettres de mer, qui se déclareront à la sortie par les eaux intérieures des Pays-Bas, devront fournir caution du droit à la descente. Cette caution sera déchargée du moment que leur entrée par Bath aura été constatée.

Article 17.

Tout capitaine d'un navire assujetti au droit de navigation, venant de la Belgique pour se rendre à la pleine mer, devra être muni de la quittance de payement à la descente, ou de la preuve du cautionnement du dit droit, pour être exhibée par lui au pilote chargé de le conduire en mer, lequel devra faire connaître à son administration la nature, la date et le numéro du document exhibé.

A défaut de cette exhibition, le navire pourra être retenu en rade de Flessingue, de Rammekens ou de Terneuzen, jusqu'à ce qu'il soit justifié du payement ou du cautionnement.

Il est défendu aux pilotes, à quelqu'administration qu'ils appartiennent, et ce sous peine d'être personnellement responsables du montant du droit non payé, qui sera retenu sur leur salaire, de prêter leurs services pour conduire en mer un navire non muni de la quittance susmentionnée ou de la preuve du cautionnement fourni.

Article 18.

Tout navire, venant de la pleine mer pour se rendre en Belgique, ou venant de la Belgique pour se rendre à la

begeven, zal, wanneer het daartoe door wind, ijs of andere omstandigheden gedwongen wordt, vrijelijk in alle de wateren der Wester-Schelde en van hare mondingen kunnen stil liggen.

Artikel 19.

De schepen, welke zich uit volle zee naar Belgie en vice-versa begeven, zullen gedurende de doorvaart van de Wester-Schelde en hare mondingen, of gedurende den tijd dat zij daarop verblijven, aan geenerhande formaliteit met opzigt tot de Nederlandsche administratie van in- en uitgaande regten onderworpen zijn.

Het Nederlandsche gouvernement zal het toezigt tegen den sluikhandel kunnen uitoefenen, zoo wel aan de oevers, als door middel van vaartuigen op de rivier zelve.

Wanneer, na eene tweejarige ondervinding, de ongenoegzaamheid dezer middelen mogt zijn gebleken, zullen de beide gouvernementen zich verstaan om, met gemeen overleg, een krachtiger middel van toezigt te beramen, door het nemen van andere maatregelen, het meest geschikt om dat toezigt in overeenstemming te brengen met de belangen der scheepvaart, welke, in geen geval, uit dien hoofde, aan hindernissen, kosten of oponthoud zal kunnen worden blootgesteld.

Artikel 20.

De schepen, welke uit Belgie naar zee varen langs het kanaal van Terneuzen en de Wester-Schelde en vice-versa, zullen bevrijd zijn van alle onderzoek en formaliteiten der Nederlandsche administratie van in- en uitgaande regten, bij het binnenkomen, bij het uitgaan, en gedurende het bevaren van het kanaal van Terneuzen, behoudens het plaatsen van looden of zegels aan de luiken en andere uitgangen, of het aan boord stellen van wakers, welke echter niet meer dan twee in getal zullen mogen zijn.

De wakers zullen genot hebben van het vuur, het licht en de voeding van het scheepsvolk, doch het is hun verboden eenige belooning, schadeloosstelling of betaling van de schippers aan te nemen.

Artikel 21.

Aan de schepen uit zee komende, om zich naar Belgie te begeven en vice-versa, wordt verboden, regtstreeks of

mer, pourra, si les vents, les glaces ou d'autres circonstances l'exigent, stationner librement dans toutes les eaux de l'Escaut occidental et de ses embouchures.

Article 19.

Les navires se rendant de la pleine mer en Belgique et vice-versa, ne seront assujettis à aucune formalité par rapport aux douanes Néerlandaises, durant le trajet de l'Escaut occidental et de ses embouchures, ou pendant le temps qu'ils y séjourneront.

La surveillance contre la fraude pourra être exercée par le gouvernement des Pays-Bas, tant sur les rives, qu'au moyen d'embarcations sur le fleuve même.

Si, après une expérience de deux années, l'insuffisance de ces moyens était démontrée, les deux gouvernements s'entendraient pour aviser, d'un commun accord, à un mode de surveillance plus efficace, par l'adoption d'autres mesures les plus propres à mettre cette surveillance en harmonie avec les intérêts de la navigation, laquelle ne pourra, dans aucun cas, être exposée, de ce chef, à des entraves, frais ou retards.

Article 20.

Les navires, allant de la Belgique à la mer par le canal de Terneuzen et l'Escaut occidental et vice-versa, seront exempts de toute visite et formalité de la douane Néerlandaise, à leur entrée, à leur sortie et pendant le parcours du canal de Terneuzen, sauf l'apposition des plombs ou scellés aux écoutilles et aux autres issues, ou la mise à bord de gardiens, dont le nombre ne dépassera pas celui de deux.

Les gardiens participeront au feu, à la lumière et à la nourriture de l'équipage, mais il leur est defendu de recevoir aucune rétribution, indemnité ou salaire des capitaines.

Article 21.

Il est interdit aux navires, venant de la mer pour se rendre en Belgique et vice versa, de communiquer directe-

zijdelings gemeenschap te hebben met de kusten en oevers op andere plaatsen dan die, welke door het Nederlandsche gouvernement ter lading of lossing zijn aangewezen.

Het zal echter aan de schippers vrijstaan om zich aan den vasten wal te voorzien van den voorraad, dien zij ten behoeve van het scheepsvolk of het vaartuig mogten noodig hebben, alsmede aan land te gaan om bevelen te vragen of te ontvangen, met dien verstande, dat het vaartuig van de kusten en oevers verwijderd blijve, en dat, in de opgegeven gevallen, de gemeenschap niet anders plaats hebbe dan door middel van sloepen, hetzij te Vlissingen, hetzij op andere te dien einde door het Nederlandsche gouvernement aangewezen plaatsen.

Het Nederlandsche gouvernement zal, binnen de maand na de uitwisseling der bekrachtigingen van het tegenwoordige reglement, aan het Belgische gouvernement opgave doen van de andere havens en plaatsen, welke door hetzelve voor de bij dit artikel bedoelde gemeenschap zullen zijn aangewezen; mogt het later door hetzelve noodig worden geoordeeld om te dezen opzigte veranderingen daar te stellen, zoo zal het Belgische gouvernement daarvan ten minste eene maand te voren moeten worden onderrigt.

Artikel 22.

Elke ongeoorloofde gemeenschap met de kusten en oevers of op niet aangewezen plaatsen, en buiten volstrekten nooddwang, zal gestraft worden met eene boete ten laste van den bevelvoerder van het vaartuig.

Deze boete zal zijn van *f* 50 tot *f* 100 wanneer de gemeenschap regtstreeks met het schip heeft plaats gehad, en van *f* 10 tot *f* 25 indien dezelve gehouden is door middel van sloepen of andere vaartuigen.

Artikel 23.

Wanneer, ter zake van averij of andere buitengewone omstandigheid, een kapitein verpligt mogt zijn koopwaren, op de rivier of aan hare monding, over te laden, of op de oevers en kusten te ontladen, zoo zullen deze koopwaren vrij zijn van alle regten van in uit- of doorvoer, mits de kapitein zich vooraf hebbe aangemeld bij de naastbij zijnde beambten der in- en uitgaande regten of, bij ontstentenis van deze, bij de naastbij zijnde plaatselijke overheid, en hij

ment ou indirectement avec les côtes et rives, par d'autres endroits que ceux déterminés par le gouvernement des Pays-Bas, pour prendre charge ou décharger.

Toutefois il sera loisible aux capitaines de se munir à terre des provisions dont ils auraient besoin pour l'usage de l'équipage ou du navire, et de s'y rendre pour demander ou recevoir des ordres, pourvu que le navire reste éloigné des côtes et rives, et que, dans ces cas, les communications ne se fassent qu'au moyen de chaloupes, soit à Flessingue, soit aux autres lieux désignés à cet effet par le gouvernement des Pays-Bas.

Le gouvernement des Pays-Bas fera connaître au gouvernement Belge, dans le mois, de l'échange des ratifications du présent règlement, les autres ports et endroits qu'il aura déterminés pour les communications prévues pas cet article; si plus tard il jugeait convenable de faire à cet égard des changements, il en informerait le gouvernement Belge au moins un mois d'avance.

Article 22.

Toute communication avec les côtes ou rives non autorisée, ou dans des endroits non désignés, et hors les cas de force majeure, sera punie d'une amende à la charge du capitaine du navire.

Cette amende sera de 50 à 100 florins, si la communication a eu lieu directement par le navire, et de 10 à 25 florins, si elle s'est faite au moyen de chaloupes ou autres embarcations.

Article 23.

Lorsque, pour cause d'avarie ou autre circonstance extraordinaire, un capitaine sera obligé de transborder des marchandises, sur le fleuve ou à son embouchure, ou d'en décharger sur les rives et côtes, ces marchandises seront exemptes de tous droits d'entrée, de sortie ou de transit, pourvue que le capitaine se soit adressé préalablement aux employés des douanes les plus voisins ou, à leur defaut, à l'autorité locale la plus voisine, qu'il se soumette aux mesures

zich onderwerpe aan de maatregelen, welke deze beambten of overheden noodig zullen achten ter voorkoming van den heimelijken invoer van een deel der lading.

De maatregelen welke de kapitein op eigen gezag zoude mogen genomen hebben, zonder vooraf de beambten, of, bij afwezendheid of ontstentenis derzelve, de plaatselijke overheid daarvan te hebben onderrigt, en zonder derzelver tusschenkomst af te wachten, zullen alleen dan verschoonbaar zijn, wanneer hij op eene ontegenzeggelijke wijze zal doen blijken, dat het behoud van schip of lading daarvan heeft afgehangen.

De ontscheepte koopwaren zullen het Nederlandsche grondgebied verlaten, hetzij na weder te zijn ingeladen in hetzelfde vaartuig waaruit zij afkomstig waren, hetzij door middel van ligters.

Artikel 24.

Alle invoer of uitvoer van goederen en koopwaren, op de oevers en kusten van de Wester-Schelde of hare mondingen, gelijk mede alle ligtingen of overladingen van goederen en koopwaren, op de Wester-Schelde of hare mondingen verrigt, zonder dat daartoe vergunning is verkregen, of de formaliteiten, bij het voorgaande artikel gevorderd, zijn in acht genomen, zullen worden gestraft overeenkomstig de Nederlandsche wetgeving op het stuk van in- en uitgaande regten en accijnsen.

In zoodanige gevallen zal de bevelvoerder de vrijheid der Scheldevaart niet kunnen inroepen, om zijnen persoon, of de goederen of koopwaren, welke hij bedriegelijk mogt hebben ingevoerd, uitgevoerd, overgeladen of ontladen, te beveiligen tegen de hem van de zijde der beambten der in- en uitgaande regten ingestelde vervolgingen, zonder dat echter, ter zake van zoodanige daad, het overige der lading, hetwelk niet het voorwerp van sluikerij heeft uitgemaakt, noch ook het vaartuig zelve, voor zooverre het niet regtstreeks heeft gediend tot den bedriegelijken in- of uitvoer, zal mogen in beslag genomen worden, terwijl in het algemeen, evenmin, tegen den schipper op eene gestrengere wijze zal mogen worden gehandeld, dan bij de in werking zijnde algemeene wetten wordt voorgeschreven.

Artikel 25.

Elke poging tot bedriegelijken in- of uitvoer op de oevers en kusten der Wester-Schelde en hare mondingen, welke

que ces employés ou ces autorités jugeront nécessaires pour prévenir l'importation clandestine d'une partie de la cargaison.

Les mesures que le capitaine aurait prises de son chef, sans en avoir préalablement averti les employés, ou, en leur absence ou à leur défaut, l'autorité locale, et sans attendre leur intervention, ne seront excusables qu'autant qu'il prouvera d'une manière incontestable que le salut du bâtiment ou de la cargaison en a dépendu.

Les merchandises déchargées quitteront le territoire des Pays-Bas, soit après avoir été rechargées dans le même navire d'où elles ont été retirées, soit au moyen d'allèges.

Article 24.

Toutes importations ou exportations de denrées et marchandises, par les rives et côtes de l'Escaut occidental ou de ses embouchures, ainsi que tous allégements ou transbordements de denrées et marchandises, pratiquées sur l'Escaut occidental ou ses embouchures, sans que l'autorisation ait été obtenue, ou que les formalités, requises par l'article précédent aient été observées, seront punis des peines prononcées par la législation des Pays-Bas, en matière de droits d'entrée, de sortie et d'accise.

Le capitaine ne pourra pas, dans ces cas, invoquer la liberté de la navigation de l'Escaut, pour mettre, soit sa personne, soit les denrées ou marchandises, qu'il aurait importées, exportées, transbordées ou déchargées frauduleusement, à l'abri des poursuites dirigées contre lui de la part des employés des douanes, sans cependant qu'il puisse y avoir lieu à saisir, pour cause d'un parel fait, le reste du chargement, qui n'aurait pas été l'objet de cette fraude, non plus que le navire, s'il n'a pas servi directement à l'importation ou à l'exportation frauduleuse, ni en général à sévir contre le capitaine d'une manière plus rigoureuse que ne l'ordonnent les lois générales en vigueur.

Article 25.

Toute tentative d'importation ou d'exportation frauduleuse par les rives et côtes de l'Escaut occidental et de ses em-

zal gebleken zijn door uitwendige daden en gevolgd door een begin van uitvoering, wordt, ook al is zij opgegeven, of al heeft zij het doel gemist, wanneer dit slechts het gevolg is geweest van toevallige, of van den wil des daders onafhankelijke omstandigheden, beschouwd en gestraft als de bedriegelijke in- of uitvoer zelf.

Artikel 26.

De schepen uit Belgie komende langs de Schelde of het kanaal van Terneuzen, welke, na in zee gestoken te zijn, ten gevolge van tegenwinden, of door elken anderen noodwang, mogten genoodzaakt worden om ter reede van Vlissingen, Rammekens of Terneuzen terug te keeren, zonder eene andere haven te hebben aangedaan, zullen bevrijd zijn van alle formaliteiten met opzigt tot de Nederlandsche beambten der in- en uitgaande regten, behoudens het inleveren eener verklaring, vermeldende de redenen van hunne terugkomst. Deze verklaring zal binnen 24 uur aan de kantoren van Vlissingen of Terneuzen moeten gedaan worden. Wanneer de schippers deze verklaring niet afleggen en des gevorderd de waarheid der redenen niet bewijzen, die zij voor hun terugkeeren te berde brengen, zoo zullen zij onderworpen zijn aan de straffen bij de Nederlandsche wetgeving bedreigd tegen degenen die uit nood binnen vallen zonder de formaliteiten te vervullen, welke door de wet zijn voorgeschreven.

Artikel 27.

De schepen, welke uit zee komen en zich ter reede van Vlissingen of Rammekens begeven om aldaar orders te ontvangen, zullen gedurende drie maal vier en twintig uren aan geenerhande formaliteiten der in- en uitgaande regten onderworpen zijn. Hebben zij echter, gedurende dat tijdsverloop, hunnen weg langs de Schelde naar Belgie niet vervolgd, dan zijn zij verpligt de formaliteiten te vervullen, welke bij de wet zijn voorgeschreven ten opzigte der vaartuigen, die uit nood in de Nederlandsche havens binnen loopen.

Artikel 28.

De schepen uit volle zee komende om zich naar Belgie te begeven en vice-versa, zullen als bijleggers worden toe-

bouchures, qui aura été manifestée par des actes extérieurs et suivie d'un commencement d'exécution, si elle n'a été suspendue ou n'a manqué son effet que par des circonstances fortuites ou indépendantes de la volonté de l'auteur est considérée et punie comme l'importation ou l'exportation frauduleuse même.

Article 26.

Les navires, venant de la Belgique par l'Escaut ou le canal de Terneuzen, qui, après avoir mis en mer, seraient forcés, par suite de vents contraires, ou par toute autre cause de force majeure, de rentrer en rade de Flessingue, Rammekens ou Terneuzen, sans avoir touché un autre port, seront affranchis de toutes formalités, par rapport aux douanes Néerlandaises, autres que celle d'une déclaration, indiquant les motifs de la rentrée. Cette déclaration devra se faire, en déans les vingt quatre heures aux bureaux de Flessingue ou de Terneuzen. Faute de faire cette déclaration et de justifier, s'ils en sont requis, des motifs de la rentrée, les capitaines seront passibles des peines comminées par la législation des Pays-Bas, contre ceux qui entrent en relâche forcée sans remplir les formalités prescrites par la loi.

Article 27.

Les navires, arrivant de la mer, et venant stationner en rade de Flessingue ou de Rammekens, pour y recevoir des ordres, ne seront assujettis, pendant le délai de trois fois vingt quatre heures, à aucune formalité par rapport aux douanes. Si, en déans ce délai, ils n'ont pas continué leur route par l'Escaut vers la Belgique, ils devront remplir les formalités, prescrites par la loi à l'égard des navires entrant en relâche forcée dans les ports des Pays-Bas.

Article 28.

Les navires, venant de la pleine mer pour se rendre en Belgique en vice-versa, seront admis dans le port de Fles-

gelaten in de haven van Vlissingen, hetzij om te overwinteren, hetzij om er zoodanige gedeeltelijke of geheele ontlading te bewerkstelligen, als waartoe zij door nood verpligt worden.

Zij zullen aldaar alle bescherming en alle voordeelen genieten, welke bij de Nederlandsche wetgeving worden toegekend aan de vaartuigen van alle andere natien, mits zich onderwerpende aan de maatregelen, welke, ter voorkoming van sluikerij, door dezelfde wetgeving zijn voorgeschreven.

Het is de opzettelijke bedoeling, dat het verblijf in die haven geenen grond zal geven tot eenig regt van in-, uit- of doorvoer.

Artikel 29.

De schepen met buskruid beladen, zullen eene roode vlag uitsteken om den aard van derzelver lading aan te duiden; zij zullen, zoo veel mogelijk, van de kusten en oevers verwijderd blijven, en zullen niet, zonder verlof, ten anker komen voor de steden, dorpen en sterkten, gelegen aan de oevers of aan den mond der Schelde, alles op straffe eener boete van *f* 50 tot *f* 150.

De voorafgaande bepalingen zullen niet toepasselijk zijn op de schepen, die niet dan den gewonen voorraad buskruid voor hun bijzonder gebruik, aan boord hebben.

Artikel 30.

De scheepsbevelvoerder zal, in alle gevallen, verantwoordelijk zijn voor de boeten door zijn volk verbeurd, ter zake van overtredingen van het tegenwoordige reglement, behoudens zijn verhaal op die genen welke door hunne verrigtingen of verzuim, daartoe aanleiding zullen gegeven hebben.

Artikel 31.

Wanneer er, ter zake van overtreding der bepalingen van het tegenwoordige reglement, redenen bestaan tot aanhaling van koopwaren, goederen, schip, sloep of andere vaartuigen, zal dezelve onverwijld worden opgeheven op aanvrage der aangehaalde partij, mits tevens door dezelve een goede en geldige borgtogt gesteld worde voor de waarde der aangehouden voorwerpen, en domicilum gekozen worde in het Koningrijk der Nederlanden.

Deze borgtogt moet geregeld worden door den hoogst in

singue, en cas de relâche forcée, soit pour hiverner, soit pour y opérer un déchargement partiel ou total pour cause de force majeure.

Ils y jouiront de toute la protection et de tous les avantages qui sont assurés, par la législation en vigueur dans les Pays-Bas, aux bâtiments de toutes les autres nations, en se soumettant aux mesures de précaution contre la fraude, prescrites par la même législation.

Il est expressément entendu, que le séjour dans ce port ne donnera lieu à aucun droit d'entrée, de sortie ou de transit.

Article 29.

Les navires chargés de poudre à canon, arboreront un pavillon rouge pour indiquer la nature de leur cargaison; ils resteront, autant que faire se pourra, éloignés des côtes et rives, et ne pourront, sans autorisation, mouiller devant les villes, villages ou forts, situés sur les rives de l'Escaut ou de son embouchure, le tout sous peine d'une amende de 50 à 150 florins.

Les dispositions qui précèdent ne seront pas applicables aux navires, qui n'auront à bord que les provisions ordinaires de poudre à canon pour leur usage particulier.

Article 30.

Le capitaine sera, dans tous les cas, responsable des amendes encourues, pour contravention au présent règlement, par les gens de son équipage, sauf son recours contre ceux, qui par leurs faits ou omissions y auront donné lieu.

Article 31.

Si, pour cause de contravention aux dispositions du présent règlement, il y a lieu à saisie de marchandises, denrées, navire, chaloupe ou autres embarcations, il sera accordé, sans retard, main levée à la demande de la partie saisie, moyennant bonne et valable caution pour la valeur des objets saisis, et élection de domicile dans le Royaume des Pays-Bas.

Cette caution sera convenue entre l'employé le plus élevé

rang zijnde beambte op de plaats waar de aanhaling zal geschied zijn, gezamenlijk met dengenen ten wiens laste dezelve is bewerkstelligd.

Wanneer de overtredingen slechts eene boete ten gevolge hebben, zoo zal den overtreder worden toegestaan onverwijld zijne reis te vervolgen, mits borg stellende voor het bedrag der boete, en domicilium kiezende als boven.

Artikel 32.

Alle geschillen ter zake van het te heffen regt voor de vaart op de Schelde en hare mondingen, van de schepen, komende uit volle zee naar Belgie en vice-versa, zullen bij uiterlijk gewijsde door scheidsmannen beslist worden, zonder dat tegen derzelver uitspraak verzet, hooger beroep, voorziening in cassatie, of request civiel zal kunnen plaats hebben.

Artikel 33.

De scheidsmannen zullen benoemd worden, de eene door den agent met de inning van het scheepvaartregt belast, en de andere door de partij die de betaling van het gevorderde regt weigert, of daarvan teruggave vraagt.

In gevalle eene der partijen weigert haren scheidsman te benoemen, zoo geschiedt zulks van ambtswege door den voorzitter der hierna vermelde arrondissements regtbank.

Bij verschil van gevoelen, benoemen de scheidsmannen eenen opperscheidsman, wanneer die benoeming niet reeds bij het compromis geschied is; indien de scheidsmannen ten opzigte van de keus oneenig zijn, zoo wordt de opperscheidsman, op aanvrage der meest gereede partij, benoemd door den voorzitter der arrondissements-regtbank in wier ressort het ontvang-kantoor gelegen is.

Artikel 34.

De benoeming der scheidsmannen zal kunnen plaats hebben bij notariele of onderhandsche acte, of bij proces-verbaal ten overstaan der gekozen scheidsmannen zelve.

De acte van benoeming der scheidsmannen zal, op straffe van nietigheid, de punten van verschil en de namen der scheidsmannen vermelden.

en grade dans l'endroit où la saisie aura été pratiquée, et celui à charge de qui elle a été faite.

Si les contraventions n'entrainent qu'une amende, le contrevenant obtiendra de continuer immédiatement sa route, en donnant caution pour le montant de l'amende et en faisant élection de domicile.

Article 32.

Toutes contestations au sujet du droit à percevoir, sur la navigation de l'Escaut et de ses embouchures, des navires allant de la pleine mer en Belgique ou vice-versa, seront décidées en dernier ressort par des arbitres, sans qu'il puisse y avoir lieu à opposition, appel, pourvoi en cassation, ou requête civile contre le jugement arbitral.

Article 33.

Les arbitres sont nommés, l'un par l'agent chargé de la perception du droit de navigation, l'autre par la partie qui refuse le paiement du droit réclamé, ou qui en demande la restitution.

En cas de refus de l'une des parties, de nommer son arbitre, il est nommé d'office par le président du tribunal de première instance ci-après indiqué.

En cas de partage, les arbitres nomment un sur-arbitre, s'il n'est nommé par le compromis; si les arbitres sont discordants sur le choix, le sur-arbitre est nommé à la requête de la partie la plus diligente, par le président du tribunal de première instance, dans le ressort duquel est situé le bureau de perception.

Article 34.

La nomination des arbitres peut se faire par acte notarié, ou sous signature privée, ou par procès-verbal devant les arbitres choisis.

L'acte de nomination des arbitres désignera, à peine de nullité, les objets en litige et les noms des arbitres.

Artikel 35.

Het scheidsgeregt moet vergaderen ter plaatse alwaar de agent ter ontvangst, met wien het geschil aanhangig is, zijn verblijf houdt.

Met opzigt tot de bedoelde geschillen, wordt het Nederlandsche gouvernement vertegenwoordigd door den agent ter ontvangst en kiest hetzelve domicilium ten zijnen kantore.

Artikel 36.

De zaak wordt summier behandeld; de partijen leveren hare stukken of memorien bij de scheidsmannen in, zonder eenige regterlijke formaliteit; de partij welke achterlijk is in de overgifte harer stukken en memorien, wordt aangemaand om zulks binnen acht dagen te doen.

Artikel 37.

Bij de uitspraak der scheidsmannen worden de gronden opgegeven; dezelve wordt, binnen de acht dagen na hare dagteekening, nedergelegd ter griffie van de bovenvermelde burgerlijke regtbank; zij wordt uitvoerbaar verklaard zonder eenige wijziging, en op de registers overgeschreven, ten gevolge van een bevelschrift van den voorzitter der regtbank.

Het verzet tegen het bevelschrift van tenuitvoerlegging, en het verzoek tot nietigverklaring van de acte bestempeld met den naam van uitspraak der scheidsmannen, zullen kunnen plaats hebben in de gevallen en op de wijze, vermeld in de wetten van het land waar het bevelschrift zal zijn uitgevaardigd.

Artikel 38.

De schepen zullen, zelfs in geval van verschil, derzelver reis, zonder verwijl of oponthoud, kunnen vervolgen, mits domicilium worde gekozen ter plaatse alwaar het kantoor van ontvangst is gevestigd, en er met onderling goedvinden van de betrokkene partij en den agent, geldige en voldoende borgtogt worde gesteld voor de betaling van het regt.

Artikel 39.

Ten aanzien van de benoeming, de aanneming, de wraking en herroeping der scheidsmannen, de termijnen, forma-

Article 35.

Le siège du tribunal arbitral est dans la localité où est établi l'agent de la perception avec lequel la contestation est engagée.

Relativement aux contestations dont il s'agit, le gouvernement Néerlandais est représenté par l'agent de la perception et choisit domicile à son bureau.

Article 36.

La procédure est instruite sommairement; les parties remettent leurs pièces ou mémoires aux arbitres sans aucune formalité de justice; la partie en retard de remettre les pièces et mémoires, est sommée de le faire en déans les huit jours.

Article 37.

Le jugement arbitral est motivé; il est déposé, en déans les huit jours de sa date au greffe du tribunal civil sus-indiqué; il est rendu exécutoire sans aucune modification, et transcrit sur les registres, en vertu d'une ordonnance du président du tribunal.

L'opposition à l'ordonnance d'exécution, et la demande de nullité de l'acte qualifié jugement arbitral, pourront avoir lieu dans les cas et dans les formes, tracés par les lois du pays où l'ordonnance aura été rendue.

Article 38.

Les navires pourront, même en cas de contestations, continuer leur voyage, sans retards ou entraves, pourvu qu'il soit fait élection de domicile dans la localité où est établi le bureau de perception, et qu'il soit fourni, contradictoirement avec l'agent, caution solvable ou suffisante pour le payement du droit.

Article 39.

En ce qui regarde la nomination, l'acceptation, la récusation et la révocation des arbitres, les délais, formalités,

liteiten, kosten en andere voorwaarden van het scheidsgeregt, zal men de wetten volgen, welke respectivelijk op dat stuk van kracht zijn in het land waar de uitspraak der scheidsmannen zal plaats hebben, althans voor zoo verre dezelve met de bovenstaande bepalingen overeenkomen.

Artikel 40.

De bepalingen van het tegenwoordige reglement zullen alleen toepasselijk zijn op de schepen, welke uit zee komen om zich naar Belgie te begeven of vice-versa, en alleen betreffen het gedeelte van de Wester-Schelde, waarvan de oevers behooren aan het Nederlandsche Gouvernement.

Antwerpen, den 20sten Mei 1843.

COPES VAN HASSELT.
BOEYE.
V. D. VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ.
Secretaris.

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAURT. VEYDT.
EDOUARD DE CUYPER.
Secretaris.

frais et autres conditions de l'arbitrage, on suivra les lois sur la matière, respectivement en vigueur dans le pays où le jugement arbitral sera rendu, pour autant qu'il n'y ait pas été pourvu ou dérogé par les dispositions qui précèdent.

Article 40.

Les dispositions du présent règlement ne seront applicables qu'aux navires venant de la mer pour se rendre en Belgique ou vice-versa, et ne concerneront que la partie de l'Escaut occidental, dont les rives appartiennent au Gouvernement des Pays-Bas.

Anvers, le 20 Mai 1843.

COPES VAN HASSELT.
BOEYE.
V. D. VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ.
Secrétaire.

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAURT. VEYDT.
EDOUARD DE CUYPER.
Secrétaire.

Bijvoegsel A.

VAART OP DE SCHELDE EN HARE MONDINGEN.

Quitantie N°.

Ontvangen voor het schip . . . .
kapitein . . . . . .
metende . . . . tonnen,
volgens meetbrief n°. . . .
gaande naar zee
komende uit zee
de som van

Fr.

. . . . . den . . . . . 1800 . . . .

De Agent, belast met de ontvangst van het regt op de Scheldevaart,

(N.)

Gezien, om gevoegd te worden bij het Reglement op de Schelde.

COPES VAN HASSELT.
BOEYE.
V. D. VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ,
Secretaris.

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAUR^T. VEYDT.
EDOUARD DE CUYPER,
Secretaris.

Annexe A.

NAVIGATION SUR L'ESCAUT ET SES EMBOUCHURES.

Quittance N°.

Reçu pour le navire . . . .
capitaine . . . . . .
mesurant . . . . tonneaux,
suivant certificat de jauge n°. . . .
allant à la mer
venant de la mer
la somme de

Fr.

. . . . . le . . . . . 1800 . . . .

L'Agent, chargé de la perception du droit sur la Navigation de l'Escaut,

(N.)

Vu, pour être annexé au Règlement de l'Escaut.

COPES VAN HASSELT.
BOEYE.
V. D. VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ,
Secrétaire.

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAUR^T. VEYDT.
EDOUARD DE CUYPER,
Secrétaire.

Bijvoegsel B.

TARIEF der vacatie- en verplaatsingkosten, voor de verificatie der meting van de aan het scheepvaartregt onderworpene schepen, bepaald bij § 3 van artikel 9 van het tractaat van den 19den April 1839.

Vacatie voor de verificatie der meting:

voor ieder expert *f* 1.00 (fr. 2.12).

Vacatie voor de tegenverificatien, in geval van verschil tusschen de twee experts-verificateurs:

voor ieder expert *f* 1.00 (fr. 2.12).

Verplaatsingkosten voor ieder expert, voor den afstand tusschen de verblijfplaats der Nederlandsche agenten en de havens van inlading, alwaar de meting zal moeten geschieden:

per uur en voor ieder expert *f* 0.48 (fr. 1.00).

voor de terugreis. . . . . *f* 0.48 (fr. 1.00).

Gezien, om gevoegd te worden bij het Reglement op de Schelde.

COPES VAN HASSELT.
BOEYE.
V. D. VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ,
Secretaris.

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAURT. VEYDT.
EDOUARD DE CUYPER,
Secretaris.

Annexe B.

TARIF des frais de vacation et de déplacement, pour la vérification de jaugeage des navires, assujettis au droit de navigation, stipulé au § 3 de l'article 9 du traité du 19 Avril 1839.

Vacation pour la vérification de jaugeage:

pour chaque expert *f* 1.00 (fr. 2.12).

Vacation pour les contre-vérifications, en cas de désaccord entre les deux experts-vérificateurs:

pour chaque expert *f* 1.00 (fr. 2.12).

Frais de déplacement pour chaque expert, pour la distance entre la résidence des agens Néerlandais, et les ports de chargement où le jaugeage sera effectué:

par lieue et pour chaque expert *f* 0.48 (1 fr.).

pour le retour . . . . . *f* 0.48 (1 fr.).

Vu, pour être annexé au Règlement de l'Escaut.

COPES VAN HASSELT.
BOEYE.
V. D. VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ,
Secrétaire.

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAUR^T. VEYDT.
EDOUARD DE CUYPER,
Secrétaire.

REGLEMENT ter uitvoering van art. 9 van het tractaat van 19 April 1839, en van het 2de hoofdstuk, 2de afdeeling, van het tractaat van 5 November 1842, betreffende het loodswezen en het gemeenschappelijk toezigt.

EERSTE HOOFDSTUK.

Van de vestiging en het bestuur der loodsinrigting.

Artikel 1.

Het zal ter keuze staan van elk schip, hetwelk zich van uit volle zee naar Belgie of van Belgie naar volle zee, langs de Schelde of het kanaal van Terneuzen, begeeft, om een Nederlandschen of Belgischen loods te nemen, en dienvolgens zal het aan beide landen vrijstaan, om langs den geheelen loop der Schelde en aan haren mond, de loodsdiensten te vestigen, die voor het verschaffen der loodsen noodzakelijk zullen geoordeeld worden.

Tot de veilige en geschikte inrigting dezer diensten, zullen de beide gouvernementen elkander alle voegzame medewerking verleenen.

Artikel 2.

Zonder te kort te doen aan de regten der beide gouvernementen, voortvloeijende uit artikel 9, § 2, van het tractaat van 19 April 1839, zal de Belgische regering eene loodsadministratie te Vlissingen kunnen daarstellen, en van daar zoodanig aantal loodsen naar Terneuzen kunnen afzenden, als dezelve zal vermeenen voor deze standplaats te behoeven, ten dienste der schepen uit zee naar Antwerpen of naar Gend varende en vice versa.

Van hare zijde, zal de Nederlandsche Regering eene loods-standplaats, te Antwerpen, voor de schepen stroom afwaarts, kunnen vestigen.

Deze inrigtingen zullen wettiglijk erkend worden door de wederzijdsche gouvernementen, die aan dezelve hulp en bescherming zullen verleenen.

RÈGLEMENT pour l'exécution de l'article 9 du traité du 19 Avril 1839, et du chapitre 2, section 2, du traité du 5 Novembre 1842, relativement au pilotage et à la surveillance commune.

CHAPITRE I.

De l'établissement et de l'administration des services de pilotage.

Article 1.

Il sera au choix de tout navire, se rendant de la pleine mer en Belgique, ou de la Belgique en pleine mer, par l'Escaut ou le canal de Terneuzen, de prendre un pilote Néerlandais ou Belge, et il sera loisible, d'après cela, aux deux pays, d'établir dans tout le cours de l'Escaut et à son embouchure, les services de pilotage qui seront jugés nécessaires pour fournir les pilotes.

Les deux gouvernements se procureront réciproquement toutes les facilités convenables, pour l'établissement sur et commode de ces services.

Article 2.

Sans préjudice aux droits des deux gouvernements, résultant de l'article 9, § 2, du traité du 19 Avril 1839, le gouvernement Belge pourra établir une administration de pilotage à Flessingue, et en détacher à Terneuzen tel nombre de pilotes, que les besoins de cette station lui paraîtront réclamer, pour les navires allant de la mer à Anvers ou à Gand et vice-versa.

De son côté, le gouvernement des Pays-Bas pourra établir une station de pilotes, à Anvers, pour le service des navires à la descente.

Ces établissements seront légalement reconnus par les gouvernements respectifs, qui leur accorderont aide et protection.

Artikel 3.

Bij het daarstellen van nieuwe loodsdiensten, op de Schelde of aan haren mond, door een der beide landen, zal daarvan door hetzelve aan het gouvernement van het andere land kennis worden gegeven, en wel door tusschenkomst der met het gemeenschappelijk toezigt belaste commissarissen. Het zal, te gelijk, aan hetzelve opgaaf doen van al dat gene, wat noodig is tot het herkennen en ontzien zoo van de vaartuigen als van de loodsen, voor deze diensten gebruikt wordende, en wel voornamelijk van de bij artikel 7 en 10 vermelde onderscheidings-teekenen.

Artikel 4.

Het staat elk der beide gouvernementen vrij, om loodsen van deszelfs niet tot de Schelde behoorende standplaatsen, toe te laten, om te loodsen, zoo wel op de Schelde, als op hare zeegaten, nadat door die loodsen, aan het bij art. 5 voorgeschrevene, zal zijn voldaan. In het bedoelde geval, zullen deze loodsen ook voorzien worden van acten van aanstelling, als loodsen voor de Schelde.

De gouvernementen zullen, op de bij art. 3 voorgeschrevene wijze, elkander mededeeling doen, van dergelijke toelatingen, en van het aangenomene teeken, om de vaartuigen aan te duiden, welke van zoodanige loodsen zullen voorzien zijn, alsmede van het onderscheidingsteeken der loodsen zelve.

Artikel 5.

De zee- en binnenloodsen, alvorens, als zoodanig, door eene of andere der beide administratien, tot het loodsen op de Schelde en hare zeegaten te kunnen worden aangesteld, zullen verpligt zijn te voldoen aan de vereischten, voorgeschreven bij de bestaande reglementen van het land, waartoe de administratie behoort.

Artikel 6.

Ieder loods zal, vóór den aanvang zijner bediening, zich bij eede moeten verbinden, om in zijne diensten stiptelijk te achtervolgen de hem bij het tegenwoordig reglement opgelegde verpligtingen, en om zich als een goed, braaf, eerlijk en trouw loods te gedragen.

Article 3.

Celui des deux pays qui établira de nouveaux servises de pilotage, dans le cours de l'Escaut ou à son embouchure, en fera la notification à l'autre pays, par l'intermédiaire des commissaires chargés de la surveillance commune. Il lui donnera, en même temps, connaissance de tout ce qui pourra faire reconnaitre et respecter les bateaux et les pilotes employés à ces services, et notamment des marques distinctives mentionnées aux articles 7 et 10.

Article 4.

Chacun des deux Gouvernements aura la faculté d'admettre au pilotage de l'Escaut et de ses bouques, des pilotes de ses stations non situés sur ce fleuve, après qu'ils auront satisfait à ce qui est prescrit par l'article 5. Dans ce cas, ces pilotes seront aussi brevetés comme pilotes de l'Escaut.

Les gouvernements se communiqueront réciproquement, de la manière indiquée à l'article 3, ces admissions et le signe adopté pour indiquer les bâtiments qui seront pourvus de semblables pilotes, comme aussi la marque distinctive des pilotes eux mêmes.

Article 5.

Les pilotes, soit de mer, soit de rivière, pour pouvoir être admis, par l'une ou l'autre des deux administrations, au pilotage de l'Escaut et de ses bouques, devront remplir les conditions d'admission exigées par les règlements, en vigueur dans le pays auquel appartiendra l'administration.

Article 6.

Tout pilote, avant d'entrer en fonctions, devra s'engager, par serment, à se conformer strictement, dans son service, aux obligations qui lui sont imposées par le présent règlement, et à se conduire en bon, digne, honnête, et fidèle pilote.

Van het afleggen van dezen eed zal aanteekening geschieden op de acte van aanstelling.

Artikel 7.

De loodsen, ten einde in hunne betrekking herkend te worden, zullen voorzien zijn van een onderscheidingsteeken, waarvan de vorm, de afmetingen en toebehooren, bij de reglementen van ieder land zullen bepaald worden.

In de uitoefening hunner bediening, zullen de loodsen verpligt zijn hun loodsmans-teeken op een zigtbare wijze te dragen, en zich tevens te voorzien van hunne acte van aanstelling en van de uittreksels der reglementen op de loodsdienst.

Artikel 8.

Het wordt aan de voorzigtigheid van iedere administratie overgelaten, om zoodanige bepalingen, als zij oorbaar zal oordeelen, daar te stellen, betrekkelijk de bevoegdheid tot het loodsen des nachts, mits daarbij evenwel in acht nemende het voorgeschrevene bij het 4de hoofdstuk, rakende de voorzorgen ter wering van besmettelijke ziekten.

Artikel 9.

De wederzijdsche administratien zullen naauwkeurig toezien, dat de loodsen en andere in hare dienst zijnde personen, aan wie het loodsen wordt toevertrouwd, zich niet aan het misbruik van sterke dranken overgeven, en vooral, dat zij, in een staat van dronkenschap zijnde, zich niet veroorloven het loodsen van een schip te ondernemen. Zij zullen de hieromtrent bij de reglementen bepaalde straffen, strengelijk op de schuldigen toepassen.

Artikel 10.

De loodsschuiten zullen in het bovenste gedeelte van het groot zeil, aan beide zijden boven den laatsten rifband, moeten voeren den naam van de standplaats, en wel in duidelijk zwart geschilderde letters, ter grootte van vier palmen, of indien daartoe de breedte van het zeil niet voldoende is, alsdan enkel de eerste letter van dien naam, alsmede het aan het vaartuig gegevene nommer.

Hetzelfde teeken zal op het achterste gedeelte van de

Il sera fait mention sur le brevet, de la prestation de ce serment.

Article 7.

Pour être reconnus en leur qualité, les pilotes porteront une marque distinctive; la forme, les dimensions et les accessoires en seront déterminées par les règlements de chaque pays.

Les pilotes, dans l'exercice de leurs fonctions, seront tenus de porter cette marque d'une manière ostensible, et d'être munis de leur brevet, ainsi que des extraits des règlements sur le service du pilotage.

Article 8.

Il est laissé à la prudence de chaque administration, d'arrêter telles dispositions qu'elle jugera convenables, quant à la faculté de piloter de nuit, en observant toutefois ce qui est prescrit au chapitre IV, concernant le service sanitaire.

Article 9.

Les administrations respectives veilleront scrupuleusement, à ce que les pilotes et autres individus attachés à leur service et chargés de piloter, ne s'abandonnent point à l'abus des liqueurs spiritueuses, mais surtout à ce qu'ils ne se permettent pas, étant en état d'ivresse, d'entreprendre le pilotage d'un bâtiment. Elles puniront rigoureusement les délinquants, des peines prononcées par les règlements pour ces cas.

Article 10.

Les bateaux-pilotes porteront dans la partie supérieure de leur grand voile, sur les deux côtés au-dessus de la bande du premier ris, le nom du lieu de leur station, visiblement peint en lettres noires, de quatre décimètres de hauteur; ou, si la voile n'a pas assez de largeur, seulement la lettre initiale de ce nom, plus le numéro donné au bateau.

Ce signalement sera répété sur l'arrière du bateau, et

loodsboot geplaatst, en elk jaar nieuw opgeschilderd moeten worden.

De loodsbooten zullen eene vlag, ter breedte van vier gewone kleeden en ter lengte van drie ellen twintig duimen, met hetzelfde nommer daarin genaaid, aan den top voeren, en zulks ter aanduiding tot welke natie zij behooren. Die vlag zal blaauw met een wit nommer, voor de Nederlandsche, en rood met een wit nommer, voor de Belgische loodsschuiten zijn.

De vaartuigen kunnen daarenboven hunne nationale vlag laten waaijen.

Artikel 11.

De schuiten, sloepen, en andere uitsluitend tot uitoefening der loodsdienst gebezigd wordende vaartuigen, welke daarvan de teekens voeren en als zoodanig erkend zijn, zullen vrij wezen van alle haven-, kaai- en andere hoe ook genaamde regten, waarmede in de beide landen de scheepvaart belast is.

Die vaartuigen zullen, zoo wel des nachts als bij dag, de rivier op en af kunnen varen.

Artikel 12.

De beide lands-administratien zijn bevoegd tot den invoer, vrij van alle douanen- en andere regten, op hunne wederzijdsche standplaatsen, van touwwerk, zeilen, riemen, kabels, kettingen en andere soortgelijke voorwerpen, behoorende tot het materieel van de dienst van het loodswezen, mits die invoer met de daartoe behoorende vaartuigen geschiede, en de lossing dier goederen door een bewijs van het hoofd der plaatselijke loods-administratie bevestigd worde; moetende dat bewijs vermelden den aard en de hoeveelheid der ingevoerde voorwerpen. Hetzelve zal, bevorens de lossing, moeten vertoond worden aan de beambten der douanen, (in- en uitgaande regten) die, na dat stuk als deugdelijk erkend te hebben, hetzelve van hun visa zullen voorzien.

De alzoo op het grondgebied van een en ander der beide landen ingevoerde goederen, zullen in een afzonderlijk lokaal geborgen worden. Er zal van dezelve een inventaris worden opgemaakt, waarop van alle omtrent de bedoelde goederen plaats hebbende veranderingen, naauwkeurige aanteekening zal worden gehouden, in dier voege, dat de werkelijke voorraad in de bergplaats kunne worden onderzocht door de

devra être repeint chaque année.

Les bateaux-pilotes arboreront, au haut de leur mat, un pavillon de quatre lés ordinaires de large, et de trois mètres vingt centimètres de long, dans lequel sera cousu le même numéro, afin d'indiquer à quelle nation ils appartiennent. Ce pavillon sera bleu avec un numéro blanc, pour les bateaux-pilotes Néerlandais, et rouge avec un numéro blanc, pour les bateaux-pilotes Belges.

Ces bateaux pourront en outre arborer leur pavillon national.

Article 11.

Les bateaux, canots et autres embarcations, servant uniquement à l'exploitation du pilotage, portant enseigne et légalement reconnus comme tels, seront exempts de tous droits de port, quai et autres quelconques, imposés sur la navigation dans les deux pays.

Ces mêmes embarcations pourront monter et descendre la rivière, de nuit comme de jour.

Article 12.

Les deux administrations de pilotage auront la faculté d'introduire en franchise de tous droits de douane et autres, dans leurs stations respectives, les cordages, voilures, avirons, cables, chaines, ancres et autres objets de ce genre, appartenant au matériel du service de pilotage, pourvu que l'importation se fasse par des bateaux de ce service, et que le déchargement soit justifié au moyen d'un certificat du chef de l'administration locale du pilotage, énonçant la nature et la quantité des objets importés. Ce certificat sera, avant le déchargement, présenté aux employés des douanes, qui y apposeront leur visa, après en avoir reconnu l'exactitude.

Les objets, ainsi introduits sur le territoire de l'un ou l'autre des deux pays, seront déposés dans un local séparé; il en sera fait un inventaire, sur lequel les mutations seront exactement annotées, de telle sorte que l'existant en magasin puisse toujours être reconnu par les employés des douanes, qui sur un ordre écrit de l'employé supérieur du lieu, se présenteront pour en faire le recensement.

beambten der douanen (in- en uitgaande regten), die zich daartoe, op een schriftelijk bevel van den plaatselijken hoofdbeambte, zullen aanmelden.

Artikel 13.

Aan de kantoren der beide loodswezens zal een register worden gehouden, in hetwelk de scheepsgezagvoerders de klagten, die zij, naar hunne meening, het regt hebben tegen de loodsen in te brengen, zullen kunnen inschrijven.

De gezagvoerders kunnen hunne klagten, schriftelijk, almede indienen bij den hoofdambtenaar van het loodswezen, die dezelve aan het register zal doen hechten. Zullende van derzelver inhoud aan de aangeklaagde loodsen worden kennis gegeven, op dat zij zich kunnen verontschuldigen, en, des noods, hunne verwering op hetzelfde register doen inschrijven of daaraan hechten.

Artikel 14.

Elk der beide landen is bevoegd, om ten aanzien van zijn loodswezen, zoodanige bijzondere bsschikkingen te nemen, als hetzelve in het belang van de dienst en der scheepvaart, zal nuttig oordeelen, in zoo verre die beschikkingen met het tegenwoordige reglement niet strijdig zijn, en mits dezelve geene zoodanige gunsten of vrijdommen daarstellen, welke de voorkeur aan het eene boven het andere loodswezen zouden kunnen doen geven.

TWEEDE HOOFDSTUK.

Van de verpligtingen der loodsen en die der scheepsgezagvoerders.

Artikel 15.

De loodsen der beide natien zullen elkander, in de uitoefening hunner bediening, met behoorlijke bescheidenheid moeten behandelen; zij zullen ook alle aanleiding tot botsing, en alle reden tot wederzijdsche klagten zorgvuldig behooren te vermijden. Het is hun aanbevolen om dáár waar het vereischt wordt, elkander hulp en bijstand te verleenen.

Artikel 16.

Het sein voor een loods zal zijn, voor de Rijks schepen, de gewone loodsvlag, en voor de daarvan niet voorziene

Article 13.

Il sera tenu dans les bureaux des deux pilotages, un registre, où les capitaines pourront inscrire les plaintes qu'ils se croiront en droit de faire contre les pilotes.

Les capitaines pourront aussi adresser leurs plaintes, par écrit, au chef de service du pilotage, qui les fera annexer au registre; il en sera donné connaissance aux pilotes inculpés, pour qu'ils puissent se justifier et, au besoin, inscrire ou faire annexer leur défense au même registre.

Article 14.

Chacun des deux pays pourra, prendre à l'égard de son pilotage, telles dispositions particulières, qu'il jugera utiles dans l'intérêt du service et de la navigation, pour autant qu'elles ne dérogent pas au présent règlement, et qu'elles ne constituent ni faveur ni immunités, de nature à faire accorder la préférence à l'un des deux pilotages.

CHAPITRE II.

Des devoirs des pilotes et des obligations des capitaines.

Article 15.

Les pilotes des deux nations se comporteront avec convenance, les uns envers les autres, dans l'exercice de leurs fonctions; ils éviteront soigneusement toute occasion de collision et tout sujet de plaintes mutuelles. Il leur est recommandé de se porter mutuellement, le cas échéant, secours, aide et assistance.

Article 16.

Le signal d'appel d'un pilote sera, pour les bâtiments de l'Etat, le pavillon destiné à cet effet. Les bâtiments marchands,

koopvaardijschepen, hunne natie-vlag, welke van den top van de voorste of fokke-mast zal worden geheschen, wanneer zij meer dan één mast hebben, en van den grooten top, zoo het éénmastschepen zijn.

Gedurende hun verblijf op de reede, kunnen de gezagvoerders, met overleg van den loods-chef, het sein van verkenning voor de loodsschuit bepalen.

Artikel 17.

Geen loods zal vermogen aan boord van eenig schip over te gaan om hetzelve te loodsen, alvorens daartoe van wege den gezagvoerder of schipper aangenomen te zijn. Wanneer te gelijker tijd, loodsen der beide natien zich aanmelden om hunne diensten aan te bieden, zullen zij, alvorens aan boord van het schip over te gaan, afwachten, tot dat de gezagvoerder of schipper deszelfs keuze tusschen hen zal bepaald hebben.

Artikel 18.

Zoodra de loods aan boord van een schip zal zijn gekomen, zal hij de loodsvlag doen nederdalen, om daardoor aan te toonen dat de bodem van een loods voorzien is. Hieromtrent in gebreke blijvende, zal van zijn loodsgeld worden ingehouden de som van zes gulden (twaalf francs zeventig centimes), ten voordeele van elken loods, die zich tot het loodsen van het schip zal aangeboden hebben.

Artikel 19.

Bij hunne aan boord komst, zullen de loodsen verpligt zijn om, overeenstemmend met den gezagvoerder, te doen blijken van de hoogte waarop zich het schip bevindt. Zij zullen behooren te vernemen naar den diepgang des bodems, naar deszelfs bezeildheid en, wanneer het zwaarden voert, naar het diepsteken derzelve, alsmede naar de hoedanigheden en gebreken van het schip, en zulks ten einde zich daarnaar in het sturen des bodems te gedragen. Zij zullen zich nimmer kunnen verontschuldigen, met deze bijzonderheden onbekend te zijn geweest.

Ingeval deze opgaven niet met de vereischte naauwkeurigheid door de gezagvoerders mogten gedaan worden, zullen deze voor de daaruit te ontstane gevolgen verantwoordelijk zijn.

non pourvus de ce pavillon, hisseront leur pavillon national au tenon du mât de misaine, s'ils ont plus d'un mât, et au grand tenon, s'ils n'ont qu'un mât.

Les capitaines, pendant leur séjour en rade, ont la faculté d'adopter, de commun accord avec le chef des pilotes, un signal d'appel à convenir pour le bateau pilote.

Article 17.

Aucun pilote ne montera à bord d'un navire pour le piloter, avant d'y avoir été engagé par le capitaine ou patron. Lorsque des pilotes des deux nations se présenteront en même temps, pour offrir leurs services, ils attendront, avant de passer sur le navire, que le capitaine ou patron ait fait son choix entre eux.

Article 18.

Aussitôt que le pilote sera à bord d'un navire, il fera amener le pavillon d'appel, pour faire connaître que le bâtiment est déjà pourvu d'un pilote; faute de quoi il sera opéré, sur son salaire, une retenue de six florins (douze francs 70 centimes), au profit de chaque pilote qui se sera présenté pour conduire le navire.

Article 19.

Les pilotes seront tenus, en arrivant à bord, de faire constater, d'accord avec le capitaine, la hauteur où se trouve le navire. Ils s'informeront de son tirant d'eau, de sa marche, de la longueur des semelles de dérive, s'il en a, ainsi que de ses qualités et défauts, afin de pouvoir se règler en conséquence pour la manoeuvre. Ils ne pourront jamais s'excuser d'avoir ignoré ces particularités.

Si les capitaines ne donnent pas ces indications avec la précision nécessaire, ils seront responsables des conséquences qui en resulteront.

Artikel 20.

Het wordt den loodsen uitdrukkelijk bevolen om, bij het loodsen van schepen, zoo veel noodig het lood te gebruiken, of om te zorgen, dat van hetzelve worde gebruik gemaakt. Wanneer deze voorzorg door den loods mogt verzuimd zijn, en ten gevolge daarvan of door eenige andere nalatigheid, aan het schip eenig ongeval of schade mogt veroorzaakt worden, zal de loods in regten kunnen vervolgd worden.

In alle gevallen waarin, door de schuld van den loods, het schip zware schaden mogt bekomen, zal hij van zijn aandeel in het loodsgeld verstoken zijn. De administratie zal daarvan teruggaaf doen, indien het loodsgeld vooraf mogt betaald zijn. Het staat dezelve vrij, om het haar deswege aankomende deel, almede terug te geven.

Zulks is ook toepasselijk op de bij art. 28 voorziene gevallen.

Artikel 21.

Het wordt den loodsen verboden, eenige vereeniging daar te stellen, hetzij om te zamen in ééne beurs te varen, hetzij om de loodsgelden door de manschap van eene schuit verdiend, met de bemanning van eene andere schuit te deelen.

Wanneer, evenwel, loodsvaartuigen van beide natien, te zamen, op zee, in de zeegaten, of op de rivier zijnde schepen, welke in nood zijn of anderzins hulp behoeven, ontmoeten of ontdekken, zullen de loodsen vermogen gezamenlijk de zoodanige schepen hulp en bijstand te verleenen; zij zullen, des vereischt wordende, zich onderling verstaan om te bepalen welke der loodsvaartuigen, ter verdere adsistentie van de hulpbehoevende schepen, daarbij zullen verblijven.

De, te dier zake, door de loodsen te bekomen belooningen, gelijk ook de gelden welke gedurende deze omstandigheid zijn verdiend door dezulke der in deze bedoelde schuiten, die ten dienste van andere op zee zijnde schepen zijn bestemd geworden, zullen gezamenlijk, op gelijken voet, kunnen worden verdeeld, tusschen de bemanningen dier onderscheidene vaartuigen, naar gelang van het op ieder derzelve zich bevindende aantal koppen.

Artikel 22.

Ieder loods, een schip loodsende, zal, zoodra hij de standplaats ontwaart, op welke hij door een' anderen loods moet

Article 20.

Il est expressément enjoint aux pilotes, de se servir, autant que de besoin, de la sonde, ou de veiller à ce qu'on en fasse usage, lorsqu'ils sont chargés de piloter des navires. Tout pilote qui n'aura pas observé cette mesure de précaution, et qui, par là, ou par quelqu'autre négligence, aura occasionné quelque accident ou avarie au navire, pourra être poursuivi devant les tribunaux.

Dans tous les cas d'avaries graves, arrivées au bâtiment par la faute du pilote, il ne lui sera alloué aucun salaire; l'administration en fera la restitution, si le droit de pilotage avoit été payé à l'avance. Elle pourra également restituer la portion de ce droit qui lui revient.

Il en sera de même, dans les cas prévus à l'article 28.

Article 21.

Il est interdit aux pilotes de former aucune association, soit pour naviguer à bénifice commun, soit pour partager le salaire de pilotage, acquis par l'équipage d'un bateau, avec celui d'un autre bateau.

Toutefois, lorsque des bateaux-pilotes des deux nations, se trouvant ensemble en mer, dans les bouques ou dans la rivière, rencontreront ou découvriront des navires en détresse ou ayant besoin de secours, les pilotes auront la faculté de leur prêter, concurremment, aide et assistance; au besoin ils s'entendront pour déterminer lesquels des bateaux-pilotes resteront sur les lieux, pour donner les secours ultérieurs.

Les salaires qui leur en reviendront, comme aussi les salaires acquis, pendant cette circonstance, par ceux des buteaux susmentionnés, qui auront été désignés pour servir d'autres bâtiments se trouvant en mer, pourront être partagés, d'une maniere égale, entre les équipages de ces divers bateaux, en raison du nombre d'hommes dont ils seront composés.

Article 22.

Tout pilote, conduisant un navire, aura soin, dès qu'il sera en vue de la station où il doit être relevé par un autre

vervangen worden, behooren te zorgen dat de loodsvlag worde geheschen, in voege als bij art. 16 is voorgeschreven, ten einde de aan de beurt zijnde loods zich gereed make en geene vertraging aan het schip veroorzake.

De aan boord zijnde loods zal door het op de meest geschikte wijzen sturen van het schip, het overkomen van dengenen die hem vervangen moet gemakkelijk maken.

Artikel 23.

De loods zal niet toelaten dat er eenige ballast, asch of gruis van steenkolen, op het dek worde gebragt of voor de hand gezet, om over boord geworpen te worden. Hij zal zich tegen het in het water werpen daarvan, in de zeegaten, op de reeden en in de havens of op de rivier, bepaaldelijk verzetten. Indien hij echter ontwaart, dat zulks tegen zijn verbod geschiedt, zal hij daarvan, zoo spoedig mogelijk, kennis geven aan het hoofd der administratie waartoe hij behoort.

De loodsen, die verzuimen mogten van deze overtreding onmiddellijk rapport te maken, zullen, naar bevind van zaken, worden gestraft.

De aan overtreding schuldige gezagvoerders, zullen verbeuren eene boete van drie en twintig gulden zestig cents of vijftig francs.

Onder dezelfde strafbepaling, wordt het iederen gezagvoerder verboden, in de uitgestrektheid der rivier, zand of elke andere tot ballast dienende specie in te nemen, en daardoor den diepgang van zijn schip te vermeerderen.

Artikel 24.

De loodsen worden uitdrukkelijk gelast, om aan schepen in nood of gevaar, door alle mogelijke middelen hulp toe te brengen, daarbij echter in acht nemende hetgene bij art. 25 is voorgeschreven. Het wordt hun verboden om, ter belooning daarvoor, of eenige overeenkomst te maken, of eenige belofte af te vorderen, welke in allen geval van geene waarde zullen zijn.

Desniettemin is door den gezagvoerder eene buitengewone belooning verschuldigd aan de loodsen en hunne helpers, die, bij middel van een of meer loodsbooten, een schip, mast, roer of ankerloos zijnde of wel andere zware schaden bekomen hebbende, uit een blijkbaar gevaar zullen hebben gered.

pilote, de faire arborer le pavillon d'appel, ainsi qu'il est prescrit à l'article 16, afin que le pilote de tour se prépare et n'occasionne aucun retard au navire.

Le pilote fera la manoeuvre convenable pour faciliter l'arrivée à bord, de celui qui doit le relever.

Article 23.

Le pilote ne permettra pas qu'il soit mis du lest, des cendres ou des résidus de houille sur le pont, ou à portée d'être jetés à l'eau. Il s'opposera formellement à ce qu'il en soit versé dans les passes, rades, ports ou dans la rivière, et s'il s'aperçoit, que malgré sa défense, il en a été jeté à l'eau, il en rendra compte, aussistôt possible, au chef de l'administration à laquelle il appartient.

Le pilotes qui négligeraient de faire immédiatement rapport de cette contravention, seront punis, selon l'exigence du cas.

Les capitaines délinquants seront punis d'une amende de vingt trois florins 60 cents, ou cinquante francs.

Il est défendu, sous la même peine, à tout capitaine de navire, d'embarquer dans le cours du fleuve, du sable ou toute autre matière servant de lest et d'augmenter ainsi le tirant d'eau de son bâtiment.

Article 24.

Il est expressément enjoint aux pilotes, de porter secours, par tous les moyens possibles, aux navires en détresse ou en danger, en observant toutefois ce qui est prescrit à l'article 25. Il leur est défendu de faire au préalable, pour cet objet, aucune stipulation de salaire, ou d'exiger aucune promesse, lesquelles, en tout cas, seront nulles.

Néanmoins une récompense extraordinaire est dûe par le capitaine du navire, aux pilotes et à leurs aides, qui auront sauvé d'un péril imminent, à l'aide d'un ou de plusieurs bateaux pilotes, un navire démâté, privé de son gouvernail ou de ses ancres, ou ayant d'autres avaries graves.

Deze, steeds in evenredigheid van het door de loodsen verrigte werk en het daarbij uitgestane gevaar, te stellen belooning, zal zoo veel doenlijk in der minne tusschen partijen worden geregeld, en wel door tusschenkomst van de administratie waartoe de loodsen behooren, en door de permanente commissarissen in geval de loodsen der beide landen daaraan hebben deel genomen.

De bijstand behoevende scheepsgezagvoerders zullen de eerst ter hunner hulpe zich aangeboden hebbende loodsen van de eene of andere der beide natien, niet vermogen af te wijzen.

Artikel 25.

Het is aan alle loodsen, visschers of andere zeelieden ten strengste verboden, om, onder welk voorwendsel ook, aan boord van eenig schip, alware hetzelve in nood, te komen, dan met goedvinden van den gezagvoerder of van diegenen der bemanning, welke aan boord zullen verbleven zijn.

De gezegde loodsen, visschers of andere zeelieden, zullen zich vooral wachten, om zonder de uitdrukkelijke toestemming van den scheepsbevelhebber of van de aan boord overgeblevene bemanning, aan masten, touwen of ander takelwerk de handen te slaan, of zich dien aangaande het allerminste aan te matigen, al ware het dat het schip gestrand of met water bezet was. Niemand der loodsen of andere aangenomene manschappen zal mede, zonder de bovengenoemde toestemming, zich veroorloven luiken open te breken, aan boord zijnde goederen te lossen en te vervoeren.

Artikel 26.

Ieder loods zal verpligt zijn, van de gezagvoerders der door hem binnengebragte schepen af te vragen, of zij, en zoo ja, hoeveel buskruid aan boord hebben, en zulks het geval zijnde, daarvan dadelijk kennis geven aan den havenmeester ter plaatse van de bestemming, behoudens de bij de wetten, omtrent het vervoer van buskruid voorgeschrevene verpligtingen.

De loodsen zijn daarenboven gehouden de gezagvoerders te waarschuwen, om de met scherp geladene stukken, waarmede hunne schepen mogten gewapend zijn, te doen aftrekken, alvorens zij op de rivier of ter reede komen.

Cette récompense, toujours proportionnée aux travaux qu'ils auront faits et aux dangers qu'ils auront courus, sera, autant que possible, réglée de gré à gré, entre les parties intéressées, par l'intervention de l'administration à laquelle appartiennent les pilotes, et par les commissaires permanents, dans le cas de concours des pilotes des deux pays.

Les capitaines ayant besoin de secours, ne pourront refuser les pilotes de l'une ou l'autre des deux nations, qui se seront présentés les premiers pour les sécourir.

Article 25.

Il est sévèrement interdit à tous pilotes, pêcheurs ou autres marins, de monter, sous quelque prétexte que ce soit, à bord d'un navire, même en détresse, à moins d'y être autorisés par le capitaine ou par les gens de l'équipage qui seraient restés à bord.

Les susdits pilotes, pêcheurs ou autres marins, se garderont surtout de mettre la main aux mâts, cordages ou autres agrès, et de s'arroger aucune autorité, quand même le bâtiment serait échoué ou rempli d'eau, sans en avoir obtenu l'autorisation expresse du capitaine ou des gens de l'équipage restés à bord. Sans cette autorisation, les pilotes ou autres individus appelés, ne pourront se permettre de démonter les écoutilles, de débarquer et transporter des objets qui se trouvent à bord.

Article 26.

Tout pilote sera tenu de demander aux capitaines ou commandants des navires qui arrivent, s'ils ont le la poudre à canon à bord, et en quelle quantité; il en fera immédiatement rapport, s'il y à lieu, au capitaine du port de destination, sans préjudice des obligations imposées par les lois sur le transport des poudres à tirer.

Les pilotes seront tenus en outre, d'avertir les capitaines, qu'avant d'entrer en rivière ou en rade, ils aient à faire ôter la charge à boulets ou autres projectiles des bouches à feu, dont leurs bâtiments pourraient être armés.

Artikel 27.

Niet meer dan één loods zal aan boord van een schip om hetzelve te loodsen mogen overgaan, ten ware de gezagvoerder, ter meerdere zekerheid, uitdrukkelijk nog een' tweeden loods begeerde, voor welken laatsten slechts de helft van het loodsgeld zal verschuldigd zijn. De begeerte hieromtrent van den gezagvoerder zal bij geschrifte moeten blijken.

Artikel 28.

Zonder bewilliging van den gezagvoerder, zullen de loodsen niet vermogen het door hen geloodst wordende schip te verlaten, vóór dat het in veiligheid zij, dáár waar zij verpligt zijn hetzelve te brengen; zullende zij, anders handelende, de bij art. 20 bedoelde inhouding van hun aandeel in het loodsgeld verbeuren, onverminderd de aan hen door de bevoegde regtbanken op te leggen straffen.

Het is den loodsen insgelijks verboden de uitzeilende schepen te verlaten vóór dat dezelve buiten gevaar of de uitertonnen zijn.

Van hunnen kant vermogen de gezagvoerders de loodsen niet aan boord te houden, wanneer zij de plaatsen des gevaars te boven zijn, en de loodsen hen zoo ver gebragt hebben als zij verpligt zijn te doen.

Artikel 29.

Wanneer de loods aan boord van een naar Belgie bestemd schip, op een afstand van eene mijl (van twintig in den graad), de uiterton van het door hem aangedaan wordende gat der Wester-Schelde zal genaderd zijn, zal hij op dat schip deszelfs natievlag doen hijschen, doch niet aan den top, als zijnde daar de plaats waar de loodsvlag geheschen wordt.

Op gelijke wijze zal het schip deszelfs natievlag moeten vertoonen, telkens waar hetzelve, de rivier op- of afkomende eene loods-standplaats van een of ander der beide landen voorbij vaart.

De gezagvoerders behooren zich naar deze bepaling te regelen.

Artikel 30.

Zoo de gezagvoerder van een binnenkomend schip zulks verlangt, zal de zich aan boord bevindende loods verpligt

Article 27.

Il ne pourra passer à bord d'un navire qu'un seul pilote, à moins que, pour plus de sûreté, le capitaine n'en demande expressément un second, pour lequel il ne sera dû que la moitié du droit de pilotage. La demande du capitaine devra être constatée par écrit.

Article 28.

Sous peine d'encourir la retenue prévue à l'article 20, et sans préjudice des peines à leur infliger par les tribunaux compétents, les pilotes ne pourront quitter le navire qu'ils conduisent, sans le consentement du capitaine, avant qu'il soit en sûreté là où ils sont obligés de le conduire.

Il leur est de même interdit d'abandonner les navires allant à la mer, avant qu'ils soient au-delà des dangers ou des dernières bouées.

Les capitaines, de leur coté, ne peuvent retenir les pilotes au delà du passage des dangers, ainsi qu'au-delà de l'endroit où ceux-ci doivent les conduire.

Article 29.

Lorsqu'un pilote, à bord d'un navire destiné pour la Belgique, ne sera plus qu'à une lieue (de vingt au dégré) de distance de la dernière bouée de la passe de l'Escaut occidental, par laquelle il veut entrer, il fera arborer à ce navire son pavillon national, mais non au haut du mât, où s'arbore le signal d'appel d'un pilote.

De même au passage de chaque station de pilotage de l'un ou de l'autre pays, tant à la remonte, qu'à la descente de la rivière, le navire devra arborer son pavillon national.

Les capitaines auront à se conformer à ces dispositons.

Article 30.

Tout pilote, conduisant un navire venant de la mer, sera tenu, si le capitaine lui en fait la demande, de le conduire

zijn den bodem regtstreeks naar de reede van Rammekens te loodsen.

Zoo zullen ook de afkomende schepen, den wil hebbende om ter reede van Vlissingen of te Rammekens te gaan ankeren, in afwachting van een tot het naar zee gaan gunstigen wind, regtstreeks derwaarts door de binnenloodsen gebragt worden.

In een en ander der voornoemde gevallen van het regtstreeks naar Rammekens loodsen van het schip, zal daarvoor geene verhooging van loodsgeld worden toegekend.

Artikel 31.

De gezagvoerders en derzelver scheepsbemanning moeten de loodsen met bescheidenheid behandelen. De gezagvoerders zijn verpligt om, zoo lang de loodsen aan boord verblijven, hen kosteloos van de noodige voeding en van een logies te voorzien. Zij zullen in het bijzonder zich wachten, van de loodsen in de uitoefening hunner functien hinderlijk te zijn. Indien evenwel de gezagvoerders anders handelen dan volgens des loods aanwijzingen, en laatstgenoemde in het bijzijn der scheepsbemanning verklaart dat hij alzoo voor de zekerheid van het schip niet langer instaat, zullen, van dat oogenblik af aan, alle gevaren voor rekening van de gezagvoerders komen. Bij zijne terugkomst, zal hiervan door den loods aan den chef zijner standplaats verslag gedaan worden.

Artikel 32.

Na het in- of uitloodsen zijn de gezagvoerders verpligt om het aan hen door de loodsen aan te bieden certificaat, ten bewijze dat zij naar behooren zijn geloodst, in te vullen en te teekenen. Dit certificaat zal overeenstemmen met het bepaalde model, bij de reglementen van het land waartoe de loods is behoorende.

Indien het schip niet naar behooren geloodst is, of gestooten heeft, zal de gezagvoerder daarvan in het certificaat melding moeten maken.

Artikel 33.

De loodsen zijn verpligt om, bij het laten zitten van ankers, zooveel mogelijk te zorgen dat dezelve behoorlijk met boeijen en boeireepen voorzien worden.

Onmiddellijk na hunne terugkomst, zullen de loodsen van

directement en rade de Rammekens.

De même les navires à la descente qui voudront aller stationner, soit en rade de Flessingue, soit à Rammekens pour y attendre un vent favorable à la sortie, y seront conduits directement par les pilotes de rivière.

Dans l'un comme dans l'autre cas de conduite directe du navire en rade de Rammekens, il n'y aura pas lieu à augmentation de droits.

Article 31.

Les capitaines et leurs équipages doivent traiter les pilotes avec égards. Pendant leur séjour à bord, les capitaines seront tenus de leur fournir gratis la nourriture nécessaire et de pourvoir à leur logement. Ils s'abstiendront particulièrement de les entraver dans l'exercice de leurs fonctions; si cependant les capitaines agissent contrairement aux indications du pilote, et que celui-ci déclare, en présence de l'équipage, qu'il ne repond plus de la sûreté du navire, ils seront, dès ce moment, responsables de tous accidents quelconques. A son retour, le pilote en fera rapport au chef du pilotage de sa station.

Article 32.

Les capitaines, à l'entrée comme à la sortie, seront tenus de remplir et de signer le certificat que leur présentera le pilote, constatant qu'ils ont été dûment pilotés. Ce certificat sera conforme au modèle arrêté par les règlements du pays auquel appartient le pilote.

Si le bâtiment a été mal piloté, ou s'il a touché, le capitaine devra en faire mention sur le certificat.

Article 33.

Les pilotes sont obligés de veiller à ce que, autant que faire se pourra, les ancres abandonnées soient convenablement garnies de bouées et d'orins.

Immédiatement après leur retour, ils feront rapport de cet

het verlaten van ankers berigt geven aan hunne administratie, welke, voor zoo ver zulks te pas komt, daarvan de administratie van het land in welks vaarwater zich die ankers bevinden, zal onderrigten. De evengemelde administratie zal dezelve doen ligten, voor zoo ver de daarbij belanghebbenden, of de door hen daartoe gemagtigden, zulks niet binnen de veertien dagen mogten gedaan hebben; ook na dit tijdsverloop zullen de belanghebbenden alsnog hunne ankers kunnen doen visschen, zoolang de administratie van het loodswezen met dit werk geen aanvang zal gemaakt hebben.

Indien ankers, waarop door de regthebbenden geene aanspraak gemaakt wordt, in de onder het Nederlandsch gebied behoorende vaarwaters, toevallig door Belgische loodsen mogten gevischt worden, zullen die loodsen verpligt zijn de zoodanige ankers over te leveren aan de Nederlandsche administratie der Marine, ingeval het bewezen is, dat zij van dezelve herkomstig zijn, en anders aan de Nederlandsche beambten voor het beheer der strandvonderij. In een en ander geval, zullen de gezegde loodsen de belooning waarop zij aanspraak hebben, erlangen.

Wederkeerig, wanneer, toevallig, door Nederlandsche loodsen, op de vaarwaters van Belgie ankers, waarvoor geene regthebbenden zich doen kennen, mogten opgevischt worden, zullen zij dezelve, tegen de daarvoor bepaalde belooning, aan de bevoegde autoriteit van dat land overleveren.

Artikel 34.

Door de administratien van beide landen zal gezorgd worden, dat de loodsen, van tijd tot tijd, de vaarwaters van de Schelde en van derzelver mond peilen, ten einde met het afwisselend verloopen derzelve, en de gedaanteveranderingen der banken naauwkeurig bekend te blijven. Deze werkzaamheid zal vooral na zware stormen en de nachteveningsspringvloeden moeten plaats hebben.

De loodsen zullen almede acht geven op de ligging der bakentonnen en de stelling der bakens; en zoo zij mogten bespeuren, dat de vaarwaters zijn verloopen of dat er tonnen en bakens vermist werden, of niet goed geplaatst mogten zijn, zullen zij daarvan dadelijk kennis geven aan de hoofdbeambten der standplaats waartoe zij behooren.

De loodsen zullen ingelijks hunne aandacht vestigen op de kust- en andere lichten, en zullen van den uitslag hunner opmerkingen daaromtrent, aan derzelver opperhoofden moeten kennis geven.

abandon, à leur administration, qui en donnera, s'il y a lieu, connaissance à l'administration du pays dans les eaux duquel se trouvent les ancres. Cette administration se chargera de faire lever ces ancres, si les intéressés, ou les personnes à ce commises par eux, ne l'ont pas fait dans les quinze jours; même après ce delai, les intéressés pourront encore faire lever leurs ancres, aussi longtemps que l'administration du pilotage ne se sera pas mise en devoir de le faire.

Si des ancres, non réclamées par les ayants-droit, sont accidentellement levées dans les eaux Néerlandaises par des pilotes Belges, ceux-ci seront obligés de les délivrer à l'administration maritime des Pays-Bas, pourvu qu'il soit reconnu que ces ancres proviennent d'elle, et, dans le cas contraire, aux fonctionnaires Néerlandais de l'administration de sauvetage des épaves. Dans l'un et l'autre cas, les dits pilotes obtiendront la récompense à laquelle ils ont droit.

Réciproquement, si des pilotes Néerlandais ont accidentellement levé des ancres non réclamées par les ayants-droit, dans les eaux de la Belgique, ils en feront la délivrance à l'autorité compétente de ce pays, contre la récompense fixée à cet effet.

Article 34.

Les administrations des deux pays veilleront à ce que les pilotes sondent, de temps à autre, les passes de l'Escaut et de son embouchure, pour se tenir exactement au courant des variations des profondeurs, ainsi que de la configuration des bancs. Cette opération devra surtout avoir lieu après de grandes tempêtes et à la suite des grandes marées de l'équinoxe.

De même les pilotes porteront leur attention sur les bouées et balises, et dans le cas où ils remarqueront que les passes sont changées, ou que des bouées ou balises ont disparu, ou sont mal placées, ils en donneront connaissance immédiate aux employés supérieurs de la station à laquelle ils appartiennent.

Les pilotes seront également chargés d'observer les feux des côtes et autres, et de porter à la connaissance de leurs supérieurs le résultat de leurs observations.

DERDE HOOFDSTUK.

Van de betaling van loods-, leg- en andere gelden.

Artikel 35.

Iedere scheepsgezagvoerder of schipper, die zich van uit volle zee naar Belgie, of van Belgie naar volle zee, langs de Schelde of het kanaal van Terneuzen, begeeft, zal, voor zoo ver hij niet is vallende in de bij art. 48 vermelde uitzondering, verpligt zijn tot het nemen van een' loods van het een of ander der beide landen, zullende hij, dit niet doende, voor al de gevolgen zijner weigering verantwoordelijk zijn. Wanneer hij geen' loods neemt dien hij heeft kunnen verkrijgen, zal hij desniettemin het loodsgeld, volgens het tarief, moeten betalen, hetwelk tusschen de administratien der twee loodswezens, ieder voor de helft, zal verdeeld worden.

Deze bepaling zal ook van toepassing zijn wanneer de gezagvoerder, na een' zich aangeboden hebbenden loods afgewezen te hebben, met het oogmerk om een' loods van de andere natie te nemen, er nader zoodanig een niet mogt kunnen bekomen.

Alle de Schelde binnenkomende schepen, voor zoo ver zij geene bepaalde bestemming naar eene Nederlandsche haven hebben, zullen beschouwd worden zich naar Belgie te begeven.

Artikel 36.

Behoudens de bij dit Reglement voorziene uitzonderingen, zal het loodsgeld moeten betaald worden overeenkomstig het hierbij gevoegde tarief, naar gelang van den diepgang der schepen, en naar het winter en zomer saisoen.

Het winter-saizoen wordt gerekend in te gaan, met den 1sten October, en het zomer-saisoen met den 1sten April, zoodanig dat voor eene loodsreize begonnen vóór 1 October, het zomerloon, en omgekeerd, voor eene reis begonnen vóór 1 April, het winterloon zal betaald worden.

Wanneer schepen, in het *Kanaal* of in het *naauw van Calais* zijnde, aldaar een' loods innemen om naar eene der standplaatsen op de Schelde geloodst te worden, zullen zij daarvoor, behalve het gewone loodsgeld van zee naar Vlissingen met de helft vermeerderd, daarenboven nog moeten betalen dertig gulden of drie en zestig francs vijftig centimes, onverschillig van welken diepgang het schip zij.

CHAPITRE III.

Du payement des droits de pilotage, de séjour et autres.

Article 35.

Tout capitaine ou patron de navire, se rendant de la pleine mer en Belgique, ou de la Belgique en pleine mer, par l'Escaut ou le canal de Terneuzen, ne se trouvant pas dans les cas exceptionnels, prévus par l'article 48, sera tenu de prendre un pilote de l'un ou de l'autre des deux pays, sous peine de répondre de toutes les conséquences de son refus. S'il ne prend pas un pilote qu'il a été à même de se procurer, il n'en sera pas moins tenu au payement des droits établis par le tarif, lesquels seront partagés, par moitié, entre les administrations des deux pilotages.

La même disposition s'appliquera au cas où un capitaine, après avoir refusé le pilote qui se présentait à lui, pour faire choix d'un pilote de l'autre nation, n'aura pas trouvé de pilote de cette dernière nation.

Tous navires entrant dans l'Escaut et n'ayant pas une destination déterminée et définitive pour un port Néerlandais, seront censés se rendre en Belgique.

Article 36.

Le droit de pilotage, sauf les cas exceptionnels prévus au présent règlement, sera payé conformément au tarif annexé au présent règlement, en raison du tirant d'eau des navires, et d'après les saisons d'hiver et d'été.

La saison d'hiver commence au 1^{r} Octobre et celle d'été au 1^{r} Avril, de manière, que le pilotage d'été sera payé pour une course commencée avant le 1^{r} Octobre, et celui d'hiver pour une course entreprise avant le 1^{r} Avril.

Les bâtiments qui, se trouvant dans la *Manche* ou dans le *pas de Calais*, prendront un pilote, pour être conduits aux stations de l'Escaut, de l'un ou de l'autre pilotage, auront à payer moitié en sus du droit de pilotage ordinaire de la mer à Flessingue, plus trente florins ou soixante trois francs 50 centimes, quel que soit le tirant d'eau du navire.

De loodsgelden zullen voor de schepen van alle natien dezelfde zijn.

Artikel 37.

De meting van den diepgang waarnaar het loodsgeld moet betaald worden, zal geschieden op de respective standplaatsen te Antwerpen, met betrekking zoo wel tot de van daar naar zee gaande, als tot de uit zee naar die haven komende schepen.

Met opzigt tot de naar Gend bestemde schepen, zal de diepgang op de standplaatsen van Terneuzen worden gemeten. Wanneer het betreft schepen bestemd naar, of komende van, eene boven Antwerpen gelegene Belgische haven, zal de meting van derzelver diepgang bij het voorbij varen voor Antwerpen geschieden.

Deze verrigting, op eene en andere plaatsen, zal in het bijzijn van den scheepsgezagvoerder of van den op hem volgenden persoon geschieden, door een' daarvoor, van wege de administratie waartoe de loods behoort, aangestelden meter. Dezelve zal zoo veel mogelijk in stil water bewerkstelligd worden, tegen betaling van vijf en twintig centen (53 centimes) voor elk schip.

Aangaande den te Antwerpen, of te Terneuzen opgenomen diepgang der uitgaande schepen, zullen de loods-administratien der aan zee gelegene standplaatsen zich wederkeerig houden aan de deswege door de binnenloodsen te geven verklaring.

Artikel 38.

Indien een schip, gedurende de loodsreize, eenige goederen moet laden of lossen, zal het loodsgeld berekend worden naar den diepgang welken het schip na de inlading of vóór de lossing dier goederen zal gehad hebben.

Artikel 39.

De scheepsgezagvoerders of schippers, buitengaats loodsen in dienst nemende, betalen het volle loodsgeld, en zoo ook in geval zij van buitengaats zich bevindende loodsen geen gebruik hebben verkiezen te maken.

Geen loodsgeld zal er verschuldigd zijn, wanneer er zich buitengaats geene loodsen bevinden, of indien het bewezen is, dat de scheepsgezagvoerders buiten de mogelijkheid zijn geweest, om van derzelver dienst gebruik te maken.

Les droits de pilotage seront les mêmes pour les navires de toutes les nations.

Article 37.

Le tirant d'eau, d'après lequel se règlera le droit de pilotage, sera constaté aux stations respectives d'Anvers, tant pour les navires partant de là pour la mer, que pour ceux qui viennent de la mer en destination de ce port.

Le tirant d'eau des bâtiments destinés pour Gand, sera pris aux stations de Terneuzen; quant à ceux qui seront destinés pour un port Belge en amont d'Anvers, ou qui en viendront, ce tirant d'eau sera constaté à leur passage devant Anvers.

Cette opération se fera, dans ces divers lieux, en présence du capitaine ou de son second, et par un mesureur préposé à cette fin par l'administration du pilotage auquel appartient le pilote. Elle aura lieu, autant que faire se pourra, dans une eau tranquille, et il sera payé de ce chef, un droit de 25 cents (53 centimes) par navire.

Les administrations de pilotage des stations de mer se rapporteront réciproquement, à la déclaration que leur fourniront les pilotes de rivière, quant au tirant d'eau constaté à Anvers ou à Terneuzen, des navires destinés pour la mer.

Article 38.

Si, pendant la course de pilotage, le bâtiment se trouve dans la nécessité de charger ou de débarquer des marchandises, le droit de pilotage sera calculé sur le tirant d'eau qu'aura eu le navire, après avoir chargé, ou avant d'avoir débarqué ces marchandises.

Article 39.

Les capitaines ou patrons de navires, prenant des pilotes hors des bouques, payeront le droit de pilotage entier; s'ils n'ont pas voulu faire usage des pilotes stationnés hors des bouques, ils n'en payeront pas moins le droit entier.

S'il ne se trouve point de pilotes hors des bouques, ou s'il est démontré que les capitaines ou patrons ont été dans l'impossibilité d'employer leurs services, aucun droit de pilotage ne sera dû.

Bijaldien de scheepsgezagvoerders binnen de uiterton zijn gekomen zonder loods ontmoet te hebben, en zij vervolgens er een in dienst nemen, zijn zij verpligt tot de betaling van de helft van het volle loodsgeld, waartoe zij ook gehouden zijn in geval zij van de zich binnen de uiterton aanbiedende loodsen geen gebruik maken.

Zoo het bewezen is dat de scheepsgezagvoerder, binnen de uiterton, geen loods heeft aangetroffen, of in de onmogelijkheid is geweest om er gebruik van te maken, zijn er geene loodsgelden verschuldigd.

Artikel 40.

De loodsen zullen niet meerder dan het bij het tarief bepaalde loodsgeld vermogen te vorderen. In geval aan hen meerder mogt zijn betaald, zal het meerder ontvangene worden terug gegeven, onverminderd de op hem toe te passen bestraffing, indien daartoe redenen bestaan. Het wordt hun insgelijks verboden om, onder welk voorwendsel ook, eenige giften te eischen.

Bijaldien de loodsen voor buitengewone diensten eene belooning verdiend hebben, zal dezelve overeenkomstig de bij art. 24 voorgeschrevene wijze bepaald worden.

Artikel 41.

Ingeval loodsen, tot andere standplaatsen behoorende, en te gelijk toegelaten tot de loodsdienst op de Schelde, een schip derwaarts voeren, zal hun daarvoor door den gezaghebber, boven het loodsgeld, ook reisgeld worden betaald, naar gelang van 47 centen of eene franc, voor iedere mijl (van twintig in den graad) afstand tusschen de plaats alwaar het schip is gebragt en der loodsen verblijfplaats.

Artikel 42.

Uitgeloodste schepen, welke genoodzaakt zijn om binnen de vier en twintig uren, als bijleggers, in dezelfde haven vanwaar zij zijn uitgezeild, of slechts de rivier weder binnen te komen, zullen, mits geen last gebroken hebbende, zoowel bij het weder binnenkomen, als bij het ten tweede maal uitgaan, *aan hetzelfde loodswezen*, slechts drie vierden van het loodsgeld moeten betalen.

Bij zoodanige omstandigheid, zal het de administratie van

Si les capitaines sont parvenus jusqu'en deçà de la dernière bouée, sans avoir rencontré un pilote, et qu'ensuite ils en prennent un à leur service, ils seront tenus de payer la moitié du droit total de pilotage; s'ils ne font pas usage des pilotes qui se présentent à eux en deça de la dernière bouée, ils n'en payeront pas moins la moitié du droit.

S'il est prouvé, que le capitaine ou patron d'un bâtiment n'a point trouvé de pilote en deça de la dernière bouée, ou qu'il a été dans l'impossibilité de s'en servir, il sera exempt du payement du droit.

Article 40.

Les pilotes ne pourront exiger une plus forte somme que celle portée au tarif. S'il leur avait été payé d'avantage, il serait fait restitution des sommes perçues en trop, sans préjudice des peines à leur infliger, s'il y a lieu.

Pareillement, il leur est interdit de réclamer aucune gratification, sous quelque prétexte que ce soit.

Si par suite de services extraordinaires, les pilotes ont mérité une récompense, elle sera fixée de la manière prescrite à l'article 24.

Article 41.

Si des pilotes, appartenant à d'autres localités, et admis en même temps au pilotage de l'Escaut, y conduisent un navire, il leur sera payé par le capitaine ou patron, outre les droits de pilotage, des frais de voyage, à raison de 47 cents ou un franc par lieue (de vingt au dégré) de distance entre l'endroit où le navire aura été amené et leur résidence.

Article 42.

Les bâtiments qui, avant été pilotés à la sortie, seront obligés de revenir, en déans les vingt quatre heures, en relâche forcée, dans le port d'où ils ont appareillé, ou seulement de rentrer dans la rivière, après avoir mis en mer, sans avoir rompu charge, ne payeront, *au même pilotage*, tant à la rentrée, qu'à la seconde sortie, que les trois quarts du droit.

Dans ce cas, l'administration de l'autre pilotage aura la

het andere loodswezen vrijstaan, om ook slechts drie vierden van het loodsgeld te ontvangen.

Artikel 43.

Wanneer het eene loodsschuit door slecht weder of andere omstandigheden, niet doenlijk is geweest om een' loods aan boord van een schip af te zetten, doch hetzelve echter al voorzeilende geloodst heeft, zal daarvoor het volle loodsgeld verschuldigd zijn.

In geval een schip, ofschoon geen loods aan boord hebbende, door een ander zeilend schip, waarop zich een loods bevindt, wordt voorgeloodst, zal daarvoor slechts drie vierden van het loodsgeld behooren betaald te worden.

Artikel 44.

Behalve de schafting en behoorlijke slaapplaats, zal de loods regt hebben op twee gulden of vier francs 23 centimes per dag, in de navolgende gevallen:

1°. Wanneer de scheepsgezagvoerder verkiest, tot veiligheid van zijn schip, een loods aan boord te nemen of te houden;

2°. Wanneer de loods na zijne volbragte loodsreis, door zwaar weder niet ter reede kan worden afgezet;

3°. Wanneer een schip, gedurende de loodsreis, door storm of andere ongevallen, zonder toedoen van den loods vast geraakt, of opgehouden wordt; doch alleen in geval zijn gedwongen verblijf aan boord langer dan drie dagen mogt duren; wordende de betaling zijner verblijfkosten eerst van af den vierden dag verpligtend;

4°. Wanneer de gezagvoerder, nadat de loods reeds aan boord is, met het onderzeilgaan verwijlt, ofschoon de omstandigheden hem zulks niet beletten;

5°. Wanneer de loodsen verpligt zijn met de schepen quarantaine te houden. In dat geval zal de toelaag van twee gulden of 4 francs 23 centimes, ingaan van het oogenblik dat de aan boord geblevene zeeloods moest zijn vervangen, en zal hem daarenboven als reiskosten voor het terugkeeren naar zijn standplaats worden betaald 36 centen of 75 centimes per mijl afstand, (van twintig in den graad);

faculté de ne percevoir aussi que les trois quarts du droit.

Article 43.

Si un bateau pilote, soit par le mauvais tems, soit par d'autres circonstances, n'a pu faire passer de pilotes à bord d'un bâtiment, mais l'a néanmoins piloté en navigant avec lui, le droit de pilotage en entier sera dû.

Tout navire qui, n'ayant pas de pilote à bord, est cependant piloté par un bâtiment sous voile à bord du quel se trouve un pilote, ne payera que les trois quarts du droit de pilotage.

Article 44.

Outre la table et un logement convenable, tout pilote aura droit à deux florins ou quatre francs 23 centimes par jour, dans les cas suivants:

1°. Lorsqu'un capitaine se décidera, pour la sûreté de son navire, à prendre ou à conserver à bord un pilote;

2°. Lorsque le pilote ayant achevé sa course de pilotage, sera empêché par le gros temps de quitter en rade le bord du navire;

3°. Lorsqu'un bâtiment, pendant la course de pilotage, échouera ou sera retenu par le gros temps ou autres accidents, sans qu'il y aît de la faute du pilote, mais seulement dans le cas où la durée de ce séjour forcé dépassera trois jours, le payement des frais de séjour ne devenant obligatoire, qu'à dater de la 4me journée;

4°. Lorsqu'un capitaine, ayant déjà le pilote à bord, différera de mettre à la voile quoique les circonstances permettent son départ;

5°. Lorsque les pilotes seront forcés de rester en quarantaine avec des navires; dans ce cas, la rétribution de deux florins ou quatre francs 23 centimes sera exigible du moment où le pilote de mer, resté à bord, aurait dû être relevé et il lui sera de plus alloué, à titre de frais de route pour son retour à sa station, 36 cents ou 75 centimes par lieue (de vingt au dégré.)

6°. Wanneer een schip, uithoofde van deszelfs grooten diepgang, verpligt is te ligten, of dat hetzelve gedurende de loodsreis, zich mogt ophouden om nog eenige goederen in te nemen;

7°. Wanneer, de loods niet kunnende worden afgezet, de gezagvoerder, door omstandigheden van weder of wind, genoodzaakt mogt zijn denzelven naar zee mede te nemen. In dat geval, en wanneer het verblijf aan boord, van den loods, langer dan eene maand mogt duren, zal hij (na verloop van dien tijd), slechts regt hebben op een gulden 42 centen of drie francs per dag.

De gezagvoerder is verpligt den loods kosteloos te doen ontschepen, zoodra daartoe gelegenheid zal zijn, en hem voor reis- en teerkosten tot aan zijne standplaats, te betalen: 47 centen of eene franc per mijl (van twintig in den graad), indien hij den loods in eene haven zijner natie aan wal zet; — een gulden of twee francs 12 centimes per mijl, in geval hij hem buiten 's lands ontscheept; — zeven en veertig centen of eene franc per mijl, wanneer hij in zee wordt overgezet op een naar de haven zijner standplaats stevenend schip, en een gulden of twee francs 12 centimes, zoo het schip hem naar eene andere haven van zijn land overvoert.

De binnenloodsen, die de schepen van Vlissingen naar Terneuzen of Antwerpen en vice-versa loodsen, hebben geen regt op eenige vergoeding voor hunne terugreis.

Artikel 45.

In geval een scheepsgezagvoerder een' loods heeft besteld of aangenomen, en hem later afdankt, of dat de gezagvoerder vertoeft met onderzeil te gaan, zonder daarin door tegenwind verhinderd te zijn, zal hij den loods desniettemin twee gulden of 4 francs 23 centimes daags moeten betalen, van den dag dat hij den loods heeft aangenomen, tot en met den dag waarop dezelve zal zijn afgedankt, of tot den dag waarop het schip heeft kunnen zeilen.

Artikel 46.

Bijaldien door onvoorziene omstandigheden, als: tegenwinden, slecht weder, schade, vorst, ijsgang, een loods zijne loodsreis niet mogt kunnen volbrengen, hetzij bij het naar zee zeilen, zonder tot dwars van de uiterste ton gekomen te zijn, hetzij bij het bevaren der rivier, en verpligt

6°. Lorsque, par suite de son fort tirant d'eau, un bâtiment se trouvera forcé d'alléger, ou que, pendant sa course de pilotage, il s'arrêtera pour embarquer encore des marchandises ;

7°. Lorsqu'un pilote n'aura pu être débarqué, et que le capitaine, par suite du temps ou du vent, se trouvera dans l'obligation de le mener en mer avec lui. Dans ce cas, si le séjour du pilote à bord se prolonge au delà d'un mois, il n'aura plus droit qu'à un florin 42 cents, ou trois francs par jour.

Le capitaine est tenu de débarquer sans frais le pilote, dès que l'occasion s'en présentera, et de lui payer, pour frais de route et de nourriture jusqu'au lieu de sa station: quarante sept cents, ou un franc par lieue (de vingt au dégré), s'il le dépose dans un port de sa nation: un florin (deux francs 12 centimes) par lieue, s'il le dépose en pays étranger; quarante sept cents (un franc) par lieue, si le pilote passe en mer à bord d'un bâtiment se rendant au port d'où dépend le pilote, et un florin (deux francs 12 centimes), s'il se rend dans un autre port de la nation à laquelle il appartient.

Les pilotes de rivière qui conduiront les navires de Flessingue à Terneuzen ou à Anvers et vice-versa, n'auront droit à aucune indemnité pour frais de retour.

Article 45.

Si un capitaine a engagé un pilote, et que plus tard il le congédie, ou que, sans en être empêché par les vents contraires, il tarde à mettre à la voile, le pilote aura droit à deux florins ou quatre francs 23 centimes par jour, à partir de celui où il aura été retenu, jusqu'au jour où il aura été congédié, ou jusqu'à celui où le navire aura pu appareiller.

Article 46.

Si, par suite de circonstances imprévues, telles que vents contraires, mauvais temps, avaries, gelées, charriage de glaces, un pilote se trouve dans l'impossibilité d'atteindre le terme de sa course, soit en allant à la mer sans être arrive en travers de la dernière bouée, soit en navigant sur la

wordt, onder toestemming van den gezagvoerder, met het schip terug te keeren dáár vanwaar hetzelve is gekomen, zal het loodsgeld naar gelang van den afgelegden afstand, verschuldigd zijn. Doch wanneer in geval van naar zee zeilen, het schip tot dwars van de uiterste ton mogt gevorderd zijn, en hetzelve als dan verpligt wordt terug te keeren, zal de helft van het voor het naar zee loodsen, bij het tarief bepaalde loodsgeld, behooren betaald te worden.

Artikel 47.

Bij ijsgang zal dubbel loodsgeld verschuldigd zijn.

Door ijsgang moet echter geenszins verstaan worden dat er hier en daar enkele schotsen ijs drijven, maar wel eene zoodanige hoeveelheid drijfijs, dat daardoor eene aanmerkelijke vertraging in den voortgang van het schip wordt veroorzaakt, en hieruit voor de loods-reis eenig gevaar ontstaat.

Het dubbel loodsgeld zal insgelijks betaald moeten worden, voor schepen die zeer ongemakkelijk te sturen zijn, uithoofde van de te weinig ballast of wel door zoodanige schade aan het roer of tuig, welke zonder daarmede het schip ernstig te wagen, het loodsen veel gevaarlijker maakt.

De beoordeeling over eene en andere dezer omstandigheden wordt overgelaten aan de administratie van het loodswezen waartoe de loods behoort.

Artikel 48.

Van de verpligting om een loods te nemen zijn uitgezonderd:

1°. De oorlogsschepen;

2°. De zeeschepen of vaartuigen in ballast, onder de vijftien palmen diep gaande;

3°. De binnenvaarders op de rivier;

4°. De tot de beide natien behoorende vaartuigen of schuiten, dienende tot de haring-, zouten- en verschenvischvangst, zoo als ook tot vervoer van verschen zee- of gezouten visch; voor zooveel de schippers van de laatst-vermelde soort van vaartuigen mogten verlangen zich van eenen loods te bedienen, zullen zij slechts de helft van het loodsgeld betalen.

rivière, et qu'il soit obligé, de l'aveu du capitaine, de retourner au point de départ, le droit de pilotage sera payé en raison de la distance parcourue. Cependant, si, en sortant, le navire est arrivé en travers de la dernière bouée, et qu'il soit contraint de revenir, il sera payé la moitié du droit de pilotage fixé par le tarif pour la sortie.

Article 47.

En cas de charriages de glace, le droit de pilotage sera double.

Il est bien entendu que *charriage de glaces*, signifie non pas l'existence de quelques glaçons flottants, mais d'une quantité de glace assez considérable, pourque la marche des navires en soit sensiblement entravée, et qu'il en résulte quelque danger pour la course de pilotage.

Il sera également payé double droit de pilotage, pour les navires *très* difficiles à gouverner, faute d'une quantité suffisante de lest, ou par quelque avarie au gouvernail ou aux agrès, laquelle, sans compromettre sérieusement le navire, rend le pilotage beaucoup plus dangereux.

L'appréciation des cas dont il s'agit au présent article, est laissée à l'arbitrage de l'administration du pilotage auquel appartient le pilote.

Article 48.

Ne seront pas soumis à l'obligation de prendre un pilote:

1°. Les bâtiments de guerre;

2°. Les navires ou bâtiments de mer sur lest, dont le tirant d'eau n'atteint pas quinze décimètres;

3°. Les navires faisant le cabotage dans le fleuve;

4°. Les navires ou bateaux des deux nations, faisant la pêche du hareng, de la morue, ou du poisson frais, ou servant au transport de la marée fraiche, ou de poisson salé. Si les patrons des bâtiments de cette dernière catégorie préfèrent se servir d'un pilote, ils payeront la moitié du droit fixé.

Artikel 49.

Voor den ontvang van alle loods- en daartoe betrekkelijke gelden, zal er eene behoorlijk geteekende quitantie aan de gezagvoerders of hunne consignatarissen worden afgegeven.

Artikel 50.

Ter verzekering van de betaling der loodsgelden aan de respective administratien, zullen de ontvangers der douanen noch afrekening, noch uitklaring, aan de gezagvoerders toestaan, zoo lang deze de voorschreven gelden, zoo voor het binnen- als uitloodsen, niet hebben voldaan, of daarvoor borg gesteld, ten behoeve van wien zulks zal behooren.

Indien een gezagvoerder, na de keuze van een' loods van een der beide landen gedaan te hebben, om tot in zee te worden geloodst, nader, alvorens zee te kiezen, mogt besluiten een' loods van het andere land te nemen, zal hij daartoe de aanvraag of oproeping doen overeenkomstig art. 16. In dat geval zal het betaalde loodsgeld, voor het naar zee loodsen, of de daarvoor gestelde borgtogt overgaan ten behoeve van de administratie, die den loods verstrekt heeft, en zulks tegen overlegging van het bij art. 32 gevorderde certificaat.

Artikel 51.

De gezagvoerders zullen het regt hebben om binnen den tijd van zes maanden na de betaling der loodsgelden, tot het terugbekomen van datgene, hetwelk zij mogten vermeenen onregtmatig te zijn ontvangen, zoodanige vorderingen in te stellen, als zij zullen goedvinden.

Wederkeerig zal de administratie van het loodswezen bevoegd zijn, om hetgene door misrekening of door andere oorzaken niet mogt zijn voldaan, van de gezagvoerders binnen de zes maanden in te vorderen, te rekenen van den dag waarop het verschuldigde moest zijn betaald.

VIERDE HOOFDSTUK.

Van voorzorgen ter wering van besmettelijke ziekten.

Artikel 52.

De maatregelen van voorzorg tegen besmettelijke ziekten, omtrent verdachte voortbrengselen in acht te nemen, zullen voor beide landen, zoo veel mogelijk, dezelfde zijn.

Article 49.

Il ne sera perçu aucun droit ou aucune autre somme relatifs au pilotage, sans qu'il en soit délivré quittance dûment signée, aux capitaines ou à leurs consignataires.

Article 50.

Afin d'assurer aux administrations respectives le payement des droits de pilotage, les receveurs des douanes ne délivreront aux capitaines ni décharge, ni déclaration de sortie, aussi longtemps qu'ils n'auront pas payé ces droits tant pour l'entrée que pour la sortie, ou fourni caution satisfaisante au profit de qui il appartiendra.

Si un capitaine, ayant fait choix d'un pilote de l'un des deux pays, pour le conduire jusqu'en mer, se décidait, avant de mettre en mer, à prendre un pilote de l'autre pays, il en fera la demande ou l'appel conformément à l'article 16. Dans ce cas le droit payé ou cautionné pour le pilotage de mer passera en faveur de l'administration qui aura fourni le pilote, et ce sur la production du certificat exigé par l'article 32.

Article 51.

Les capitaines auront la faculté de former, dans le délai de six mois, après le payement du droit, toutes les réclamations qu'ils jugeront convenables, pour obtenir la restitution de qu'ils croiraient avoir été indûment perçu.

Réciproquement, l'administration du pilotage pourra réclamer des capitaines ce qui n'aurait pas été payé, soit par erreur, soit par toute autre circonstance, en déans les six mois, à dater du jour que le droit aurait dû être payé.

CHAPITRE IV.

Du service sanitaire.

Article 52.

Le régime sanitaire, appliqué aux provenances suspectes, sera, autant que possible, le même pour les deux pays.

Zoodra de met het gemeenschappelijk toezigt belaste commissarissen daarvan kennis zullen bekomen hebben, zullen zij elkander wederkeerig mededeeling doen van alle besluiten of instructien hunner respective gouvernementen, bepalende de landen waarvan de voortbrengselen over zee aan te voeren, bij voortduring of wel tijdelijk als verdacht van besmetting moeten beschouwd worden, benevens de maatregelen van voorzorg welke ieder der beide gouvernementen, ten aanzien dier voortbrengselen, zal goedgevonden hebben te bepalen.

Artikel 53.

Overeenkomstig hetgeen er ten deze door het gouvernement van het een en het andere land zal verordend worden, zullen er aan de loodsen der beide natien, van wege de administratien waartoe zij behooren, bevelen worden gegeven, ter inachtneming van de bij art. 54 voorgeschrevene bepalingen, ten opzigte van elk schip, komende van landen welker voortbrengselen, hetzij door de beide gouvernementen, hetzij slechts door een derzelve, aan eene of andere gezondheids-voorzorgen zijn onderworpen verklaard.

Wanneer de schepen naar Antwerpen bestemd zijn, zal het Nederlandsche gouvernement de bevoegdheid hebben om ze, over deszelfs grondgebied, van eenen gezondheidswachter te doen vergezellen. Insgelijks zal het aan dat gouvernement vrijstaan, om den zeeloods aan boord te doen blijven, tot dat de Belgische autoriteit de vrije gemeenschap zal toegestaan hebben.

Wanneer echter het schip slechts van de zijde van Nederland, of alleenlijk van wege Belgie aan quarantaine onderworpen is, zal de loods, indien hij tot het Nederlandsche loodswezen behoort, ter reede van Vlissingen worden afgezet, om in het eerst bedoelde geval, aldaar aan de noodig geoordeeld wordende gezondheidsvoorzorgen onderworpen te worden. De, langs het kanaal van Terneuzen, naar Belgie bestemde schepen zullen ter reede van Rammekens, of op eene daartoe overeen te komen andere veilige en gemakkelijke plaats, aan dezelfde quarantaine- of observatie-maatregelen onderworpen worden, als welke ten aanzien van de naar Nederland bestemde schepen van toepassing zijn; en voor zoo ver die schepen, uithoofde hunner herkomst, slechts eene enkele gezondheids-visitatie hebben te ondergaan, zal dezelve bij hunne doorvaart langs Vlissingen, met alle

Les commissaires chargés de la surveillance commune se communiqueront réciproquement, aussitôt qu'ils leur auront été notifiés, tous les arrêtés ou instructions de leurs gouvernements respectifs, déterminant les pays dont les provenances par mer doivent être habituellement ou temporairement considérées comme suspectes de contagion, ainsi que les mesures de précaution que de chacun des deux gouvernements aura jugé convenable de prendre à l'égard de ces provenances.

Article 53.

En conséquence de ce qui aura été statué par le gouvernement de l'un et de l'autre pays, des ordres seront donnés aux pilotes des deux nations, par les administrations auxquelles ils appartiennent, pourqu'ils aient à se conformer aux dispositions de l'article 54, à l'égard de tout bâtiment arrivant de pays dont les provenances sont déclarées soumises à un régime sanitaire quelconque, soit par les deux gouvernements, soit seulement par l'un deux.

Si les navires sont destinés pour Anvers, il sera loisible au gouvernement Néerlandais de les faire accompagner, sur son territoire, d'un garde de santé. Il lui sera également loisible de faire rester à bord le pilote de mer, jusqu'à l'admission à libre pratique par l'autorité Belge.

Cependant, au cas où le bâtiment n'est sujet à quarantaine qu'en Néerlande, ou bien seulement en Belgique, le pilote, s'il appartient au pilotage Néerlandais, sera débarqué en rade de Flessingue, pour, dans le premier cas, y être assujetti aux mesures sanitaires jugées convenables. Les navires destinés pour la Belgique, par le canal de Terneuzen, subiront, en rade de Rammekens, ou dans tout autre endroit sûr et commode à convenir, les mêmes mesures de quarantaine ou d'observation, auxquelles seront assujettis les bâtiments destinés pour la Néerlande; et si, en raison de leur provenance, ils n'ont qu'à subir la simple visite sanitaire, elle aura lieu à leur passage devant Flessingue avec toute la promptitude possible. Toutefois il sera facultatif aux bâtiments, se rendant en Belgique, par le canal de Terneuzen, d'aller de préférence, à la station Belge sur l'Escaut, purger la quarantaine,

mogelijke vaardigheid plaats hebben. Het zal evenwel aan de, langs het kanaal van Terneuzen, zich naar België begevende schepen vrijstaan, om bij voorkeur naar de Belgische statie op de Schelde, zoodanige quarantaine te gaan houden, als zij in Nederland hadden moeten ondergaan; waarna die schepen ongehinderd het voorschreven kanaal zullen kunnen doorvaren.

Artikel 54.

Ieder loods, visscher ot ander zeeman, alvorens aan boord van een in zee zijnde of uit zee komend schip over te gaan, hetzij om hétzelve te loodsen, hetzij om eenige andere beweegreden, is verpligt hetzelve te praaijen, en onderzoek te doen naar den naam van het schip en dien van den gezagvoerder, van waar hetzelve komt en werwaarts deszelfs bestemming is, alsmede naar alle verdere omstandigheden welke het van belang is te kennen.

In geval het schip herkomstig is van een land, hetwelk volgens de wetten en besluiten van het een of ander gouvernement verdacht van besmetting is, zal de loods die hetzelve bij voorzeiling of na aan boord gegaan te zijn, loodst, zorgen voor het dadelijk doen hijschen der bij art. 55 bepaalde quarantaine-vlag. Zoo hetzelve naar Antwerpen bestemd is, zal de loods, voor Vlissingen komende, zich regelen naar het bij art. 56 voorgeschrevene ter bevordering van den maatregel omtrent het vergezellen van het schip door eenen gezondheids-wachter, kunnende vervolgens het schip voorzien van eenen binnenloods, onverwijld doorvaren naar de tot de quarantaine maatregelen bestemde Belgische statie. Wanneer het schip langs het kanaal van Terneuzen naar België vaart, zal de buitenloods hetzelve regtstreeks voeren hetzij naar de bij art. 53 bedoelde Nederlandsche quarantaine statie, hetzij naar die van België, en zulks overeenkomstig de bij hetzelfde artikel voorkomende bepalingen, ten zij het schip slechts aan eene enkele gezondheids-visitatie ter reede van Vlissingen onderhevig mogt zijn.

Elk buiten- of binnenloods een, met opzigt tot besmetting, van verdachte plaatsen komend schip loodsende, zal alle gemeenschap met zoodanig schip, gedurende de loodsreis, beletten. Zoo hij met het strengelijk nakomen der voorgeschrevene maatregelen van voorzorg in gebreke blijft, zal hij, naar bevind van zaken, worden gestraft, onverminderd de bij de wetten en besluiten op het stuk der quarantaine bedreigde bestraffing.

qu'ils auraient dû subir dans les Pays-Bas, après quoi ces bâtiments pourront passer librement par le susdit canal.

Article 54.

Tout pilote, pêcheur ou autre marin, avant de passer à bord d'un navire qui se trouve en mer, où qui en vient, soit à l'effet de le piloter, soit pour tout autre motif, est tenu de le hêler et de s'enquérir de son nom, de celui du capitaine, du port d'où il vient et du lieu de sa destination, ainsi que de toutes autres circonstances qu'il importe de connaître.

Si le navire vient d'un pays considéré comme suspect de contagion, d'après les lois et arrêtés de l'un ou de l'autre gouvernement, le pilote qui le conduira, soit en navigant devant lui, soit après être monté à bord, aura soin de faire hisser immédiatement le pavillon de quarantaine décrit à l'article 55. S'il est destiné pour Anvers, le pilote, à son arrivée devant Flessingue, se conformera à ce qui est prescrit par l'article 56, pour faciliter l'accompagnement du navire par un garde de santé, et le bâtiment, muni de son pilote de rivière, pourra immédiatement continuer sa route pour la station Belge, destinée aux visites et précautions sanitaires. Si le navire se rend en Belgique par le canal de Terneuzen, le pilote de mer le conduira directement soit à la station Néerlandaise de quarantaine indiquée à l'article 53, soit à la station Belge, conformément à la stipulation du même article, à moins que le bâtiment ne doive être soumis qu'à la simple visite d'observation en rade de Flessingue.

Tout pilote, soit de mer, soit de rivière, conduisant un navire venant d'endroits suspects sous le rapport sanitaire, empêchera, pendant sa course de pilotage, toute communication avec ce bâtiment. Faute par lui d'observer scrupuleusement les mesures de précaution prescrites, il sera puni, selon l'exigence des cas, sans préjudice des peines prononcées par les lois et arrêtés, concernant le service sanitaire.

Het vorenstaande is ook van toepassing op ieder visscher of zeeman, de functie van loods uitoefenende.

In zoo ver zulks hun aangaat, zijn de gezagvoerders gehouden, om zich naar de bepalingen van dit artikel te gedragen.

Artikel 55.

Het quarantaine-teeken zal zijn eene geele vlag van den top. De van die vlag niet voorziene schepen zullen hunne natie-vlag uit het vóór bram- of stengenwand laten waaijen; doch wanneer het éénmastschepen zijn zal die vlag in het bovenste van het onderwand worden geheschen.

Artikel 56.

De uit zee binnenvallende, langs de Wester-Schelde, naar Antwerpen varende schepen, en welke komen van, met opzigt tot besmetting, verdachte plaatsen, de vrijheid hebbende, om zonder eenige hindernis of vertraging, hunne reis te vervolgen, vergezeld van eenen gezondheidswachter, zullen de loodsen gehouden zijn om daartoe de meest geschikte manoeuvres te bevelen of te doen bevelen. Indien, onaangezien hiervan, de gezondheids-wachter achterwege blijft, zullen die schepen de reis naar hunne bestemming kunnen voortzetten.

Artikel 57.

De kosten en formaliteiten betrekkelijk de maatregelen van quarantaine en gezondheids-visitatien, waaraan de, langs het kanaal van Terneuzen, naar Belgie varende schepen, in de tot Nederland behoorende wateren, zijn onderworpen, zullen dezelfde zijn als voor de naar Nederlandsche havens bestemde schepen.

VIJFDE HOOFDSTUK.

Van geschillen en van de regtsmagt.

Artikel 58.

De geschillen rakende de loodsgelden, het loon en de schadeloosstellingen der loodsen, zullen, zoo veel mogelijk, in der minne worden bijgelegd, door tusschenkomst der wederzijdsche chefs van het loodswezen. Bijaldien de pogingen

La même disposition est applicable à tout pêcheur ou marin faisant fonctions de pilote.

Les capitaines seront tenus, en tout ce qui les concerne, de se conformer exactement aux dispositions du présent article.

Article 55.

Le signal de quarantaine consiste en un pavillon jaune, arboré au grand tenon. Les navires qui sont dépourvus de ce pavillon, feront flotter leur pavillon national dans les haubans du petit perroquet ou du petit hunier; s'ils n'ont qu'un mât, ce pavillon sera arboré dans la partie supérieure des bas-haubans.

Article 56.

Les navires, arrivant de la pleine mer, pour se rendre à Anvers par l'Escaut occidental, et venant, d'endroits suspects sous le rapport sanitaire, ayant la faculté de continuer leur route, sans entrave ni retard, accompagnés d'un garde de santé, les pilotes sont tenus de commander ou de faire commander les manoeuvres les plus convenables à cet effet. Si, non-obstant les dites manoeuvres, le garde de santé ne se présente pas, les susdits navires pourront continuer leur route pour leur destination.

Article 57.

Les frais et formalités relatifs aux mesures de quarantaine, ainsi qu'aux visites d'observation, auxquelles les bâtiments se rendant en Belgique par le canal de Terneuzen, sont assujettis dans les eaux Néerlandaises, seront les mêmes que pour les navires en destination des ports Néerlandais.

CHAPITRE V.

Du contentieux et de la jurisdiction.

Article 58.

Les contestations relatives aux droits de pilotage, salaires et indemnités des pilotes, seront, autant que possible, terminées à l'amiable par l'intervention des chefs respectifs du pilotage. Dans le cas où les efforts de ces derniers seraient

dezer laatsten vruchteloos zijn, zullen partijen, door alle mogelijke overredingsmiddelen worden aangespoord, de beslechting hunner geschillen aan de uitspraak van scheidsmannen te onderwerpen. Ingeval zij die bemiddeling weigeren, zal over deze geschillen geoordeeld worden door de regtbank van koophandel, in wier ressort de hoofdzetel der administratie, waartoe de loodsen behooren, is gevestigd. Zoo de geschillen beide de loodswezens aangaan, zullen dezelve beslist worden door de kamer van koophandel te Antwerpen. Zoo eene der beide administratien alleen de zaak wil vervolgen, zullen de kosten uitsluitend ten haren laste komen; in het tegenovergestelde geval zullen de kosten en gevolgen gemeenschappelijk worden gedragen.

Artikel 59.

De overtredingen van het onderhavig reglement, welke begaan worden door de loodsen of andere bij het loodswezen in dienst zijnde personen, zullen volgens de bepalingen der wet van 6 Maart 1818, worden beoordeeld en gestraft door de correctionele regtbank, in wier ressort de hoofdzetel is gelegen van de administratie waartoe de overtreders behooren, onverminderd de disciplinaire straffen welke elke administratie aan derzelver loodsen zal kunnen opleggen.

De boeten, welke aan de manschap van een loodsvaartuig worden opgelegd, zullen door al de personen die er een deel van uitmaken worden gedragen, in evenredigheid tot het aandeel, dat aan elk hunner in het loodsloon wordt toegekend.

Artikel 60.

De overtredingen van het onderhavig reglement, welke begaan worden door scheepsgezagvoerders of schippers en hunne onderhoorige manschap, tegen welke geene bijzondere straf is uitgesproken, zullen naar gelang van het gewigt der zaak gestraft worden met eene geldboete van negen gulden 45 centen tot zeven en veertig gulden 25 centen (of twintig tot honderd francs). De gezegde straffen, zoo wel als die, welke in het onderhavig reglement bijzonder zijn bepaald, zullen worden opgelegd door de correctionele regtbank van de plaats van hun vertrek of aankomst in Belgie.

Artikel 61.

Eene expeditie van alle vonnissen en gewijsden, welke in zake van het loodswezen door de regtbanken en hoven

infructueux, les parties seront engagées, par tous les moyens possibles de persuasion, à soumettre la décision à des arbitres. En cas de refus d'arbitrage, ces contestations seront jugées par le tribunal de commerce dans le ressort duquel est le siège principal de l'administration à laquelle les pilotes appartiennent. Si les contestations intéressent les deux pilotages, elles seront décidées par le tribunal de commerce d'Anvers. Si l'une des deux administrations seulement veut contester, les frais seront à sa charge exclusive; dans le cas contraire, les frais et les conséquences seront supportés en commun.

Article 59.

Les contraventions au présent règlement, commises par les pilotes ou autres personnes employées au service du pilotage, seront jugées et punies d'après les dispositions de la loi du 6 Mars 1818, par le tribunal correctionnel dans le ressort duquel est le siège principal de l'administration à laquelle appartiendront les contrevenants, sans préjudice des peines de discipline que chaque administration pourra infliger à ses pilotes.

Les amendes infligées à l'équipage d'un bateau pilote, seront supportées proportionnellement par tous les hommes qui en font partie, en raison de la quote-part attribuée à chacun d'eux dans les salaires de pilotage.

Article 60.

Les contraventions au présent règlement, commises par les capitaines ou patrons de navire et leurs équipages, pour lesquelles aucune peine spéciale n'a été prononcée, seront punies, selon la gravité des cas, d'une amende de neuf florins 45 cents, à quarante sept florins 25 cents, ou vingt à cent francs. Les dites peines, ainsi que celles spécialement déterminées au présent règlement, seront infligées par le tribunal correctionnel du port de départ ou d'arrivée en Belgique.

Article 61.

Une expédition de tous les jugements et arrêts, rendus en matière de pilotage, par les tribunaux et cours de l'un

van een der beide landen zijn geslagen, zal aan het gouvernement van het andere land worden toegezonden, voor zooveel hetzelve belang mogt hebben om daarvan kennis te dragen.

ZESDE HOOFDSTUK.

Algemeene bepalingen.

Artikel 62.

Behalve in de hierna te vermelden gevallen, is het aan een iegelijk, volgens het reglement geen geadmitteerde loods zijnde, verboden, zich bij schepen, in welke omstandigheden ook, aan te bieden, om dezelve te loodsen, en vooral op dezelve de functien van loods uit te oefenen.

Ieder tot het loodsen onbevoegd persoon, die strijdig met de bepalingen van dit artikel mogt handelen, en door wiens toedoen een schip eenig ongeluk of schade mogt overkomen, zal, naar bevind van zaken, worden gestraft op gelijke wijze als een geadmitteerd loods, en zal het loodsgeld hetwelk hij mogt ontvangen hebben, moeten worden teruggegeven, ter verdeeling, elk voor de helft, tusschen de beide loodswezens.

Het is echter aan visschers en andere zeelieden veroorloofd, om, wanneer er geene loodsboot in het gezigt is, en de gezagvoerders zulks mogten verlangen, hunne schepen binnen te loodsen.

Desniettemin zal zoodanig gezagvoerder verpligt zijn om, zoodra een geadmitteerd loods zich mogt aanbieden, denzelven over te nemen. In geval van weigering, of dat hij zijn schip dusdanig mogt sturen of doen sturen, dat hij daardoor de loodsboot kwame te ontzeilen, zal hij het loodsgeld verschuldigd zijn, even als of de loods hem werkelijk bediend had.

Artikel 63.

De niet voor het Schelde-loodswezen geadmitteerde loodsen of andere zeelieden, die ingevolge art. 62 op zich hadden genomen een schip in de Schelde-zeegaten binnen te loodsen, zijn verpligt de geschikte manœuvres te maken, om den loods, welke zich ter hunner vervanging mogt aanbieden, het aanboord komen gemakkelijk te maken, en zulks op straffe van inhouding van hun aandeel in het loodsgeld, ten behoeve van den zich aangeboden hebbenden loods en van de loodskas.

des deux pays, sera adressée au gouvernement de l'autre pays, pour autant que celui-ci ait intérêt à les connaître.

CHAPITRE VI.

Dispositions générales.

Article 62.

Sauf les cas prévus ci-après, il est interdit à quiconque n'est pas breveté de pilote, aux termes du présent règlement, de se présenter aux navires, en quelque occasion que ce soit, pour les piloter et surtout d'y remplir les fonctions de pilote.

Tout individu, non pourvu de brevet, qui n'observerait pas les dispositions du présent article, et par la faute duquel un navire aurait éprouvé quelque accident ou avarie, sera puni, suivant l'exigence du cas, de la manière que le serait un pilote breveté, et le droit de pilotage qu'il aurait reçu, sera restitué pour être partagé, par moitié, entre les deux pilotages.

Toutefois il est permis aux pêcheurs et autres gens de mer, lorsqu'aucun bateau-pilote n'est en vue, de piloter les navires à l'entrée, pourvu que les capitaines désirent faire usage de leurs services.

Tout capitaine, piloté par un pêcheur ou autre marin, sera tenu, dès qu'un pilote breveté se présentera, de le prendre à bord. S'il s'y refuse, ou s'il fait ou ordonne des manoeuvres pour esquiver le bateau-pilote, il sera passible du droit de pilotage, comme si le pilote l'eût conduit.

Article 63.

Les pilotes non admis au pilotage de l'Escaut, ou autres gens de mer qui, en conformité de l'article 62, auraient entrepris de piloter un navire dans les passes de ce fleuve, seront tenus de faire les manoeuvres convenables pour faciliter l'arrivée à bord du pilote qui se présenterait pour les remplacer, et ce sous peine de la retenue de leur salaire, au profit de ce même pilote et de la caisse du pilotage.

Artikel 64.

Ieder visscher of andere zeeman, een schip geloodst hebbende, is verpligt daarvan kennis te geven aan de respective hoofden der loods-standplaats alwaar hij zal aangekomen zijn.

Artikel 65.

Het is aan ieder visscher of zeeman verboden, om de vlag, bestemd tot een onderscheidingsteeken voor de loodsen van het een of het ander der beide landen, of eene daarnaar gelijkende vlag te voeren.

Artikel 66.

Alle zeedriften, verlaten gevonden schepen en vaartuigen, zullen door de loodsen getrouwelijk worden aangebragt, bij de daartoe bevoegde beambten van het land in welks wateren die zeedriften gevonden zijn. Wanneer zij in zee worden ontmoet, zal daarvan de aanbrenging door de loodsen geschieden aan de bevoegde autoriteit van hun land, en in geval door de loodsen der beide natien tot het redden wordt medegewerkt, zullen de zeedriften worden overgegeven aan de autoriteit der plaats, werwaarts men dezelve naar omstandigheden het gemakkelijkste en het spoedigste zal kunnen vervoeren. De loodsen zullen hun regt kunnen doen gelden op bergloon, hetwelk door den regter zal bepaald worden indien partijen zich deswege niet kunnen verstaan.

ZEVENDE HOOFDSTUK.

Van het gemeenschappelijk toezigt.

Artikel 67.

Het gemeenschappelijk toezigt, zoodanig als hetzelve omschreven is bij § 2 van artikel IX van het tractaat van 19 April 1839, zal toepasselijk zijn, zoo wel op het bestaande als op hetgeen later zal worden daargesteld. Hetzelve zal of gezamenlijk of afzonderlijk worden uitgeoefend door de commissarissen ten dien einde aangesteld, en op de wijze hierna omschreven.

Artikel 68.

De commissarissen zullen zich ten minste ééns in de drie maanden vereenigen, beurtelings te Antwerpen en te Vlis-

Article 64.

Tout pêcheur ou marin qui aura piloté un navire, est tenu d'en donner connaissance aux chefs respectifs des stations de pilotage où il aura abordé.

Article 65.

Il est défendu à tous pêcheurs ou gens de mer, d'arborer le pavillon distinctif des pilotes de l'un ou de l'autre pays, ou tout autre pavillon qui y ressemble.

Article 66.

Toutes épaves, tous navires et bâtiments abandonnés seront fidèlement délivrés par les pilotes aux fonctionnaires préposés à cet effet, dans le pays dans les eaux duquel ces épaves auront été trouvées. Si elles sont rencontrées en mer, la délivrance s'en fera par les pilotes à l'autorité de leur pays, et au cas de concours dans les opérations de sauvetage par les pilotes des deux nations, les épaves seront délivrées à l'autorité du lieu, où, d'après les circonstances, on pourra les conduire avec le plus de facilité et de promptitude. Les pilotes pourront faire valoir leurs droits à la récompense de sauvetage, qui sera fixée par le juge si les parties ne peuvent en convenir.

CHAPITRE VII.

De la surveillance commune.

Article 67.

La surveillance commune, ainsi qu'elle se trouve définie au § 2 de l'article IX du traité du 19 Avril 1839, sera applicable tant à ce qui existe, qu'à ce qui sera établi ultérieurement. Elle sera exercée, soit conjointement, soit séparément, par les commissaires institués à cette fin, et de la manière déterminée ci-après.

Article 68.

Les commissaires se réuniront au moins une fois par trimestre, alternativement à Anvers et à Flessingue. Ces

singen. Deze bijeenkomsten zullen op geschikte en door hen, met onderling overleg, te bepalen dagen plaats hebben.

Zij zullen hoofdzakelijk ten doel hebben de algemeene inspectie der tonnen en bakens en vaarwaters, zoo wel als van de loodsdiensten binnen de bij art. 69 en 71 hierna aangewezen grenzen. In deze bijeenkomsten, zullen de commissarissen gezamenlijk alle de maatregelen vaststellen, welke het belang dier onderscheidene diensten zoude mogen vorderen, voor zoo verre deze maatregelen behooren tot den kring hunner bevoegdheid. Mogten dezelve hunne bevoegdheid overschrijden, dan zullen zij ieder aan hun Gouvernement daarvan verslag doen.

Behalve deze regelmatige bijeenkomsten, kunnen de commissarissen van het een en van het ander land, wanneer zij het nuttig oordeelen, andere vergaderingen voorstellen, welke insgelijks afwisselend te Antwerpen en te Vlissingen zullen gehouden worden; zullende zij in dat geval verpligt zijn elkander wederkeerig acht dagen te voren op te roepen, en daarbij het oogmerk en de redenen der zamenkomst te vermelden.

Artikel 69.

De beide gouvernementen zich verbonden hebbende de vaarwaters der Schelde en van hare monding te onderhouden, en dáár de noodige bakens en tonnen te plaatsen en in stand te houden, elk voor zijn eigen stroomgebied, zullen de commissarissen, bij hunne inspectien, welke zij zoo dikwijls zullen doen als zij gepast achten, hetzij gezamenlijk, na zich ten dien einde verstaan te hebben, hetzij afzonderlijk, met zorg waarnemen alle veranderingen, welke met opzigt tot de gronden en gewone vaarwaters zouden mogen zijn voorgevallen, onderzoekende, of ten gevolge dier veranderingen de tonnen en bakens nog behoorlijk in genoegzaam getal geplaatst zijn. Zij zullen zich insgelijks verzekeren of door andere oorzaken, tonnen of bakens niet meer op derzelver plaats zich bevinden of beter en veiliger zouden kunnen gesteld worden.

Wanneer de commissarissen der beide gouvernementen vereenigd zijn, zal er, in dubbel, een proces-verbaal van den uitslag hunner inspectie worden opgemaakt, en, zoo daartoe aanleiding bestaat, zullen zij er in opnemen, hunne voorstellen aangaande de verbeteringen bij die dienst in te voeren, na, voor zooveel noodig, te dien aanzien geraadpleegd te hebben met de chefs of de ervarenste loodsen der wederzijdsche loodswezens.

réunions auront lieu à des jours convenables et à déterminer entr'eux d'un commun accord.

Elles auront principalement pour but l'inspection générale, tant des bouées, balises et passes navigables, que des services de pilotage dans les limites tracées par les articles 69 et 71 ci-après. Dans ces réunions, les commissaires arrêteront en commun toutes les mesures que l'intérêt de ces divers services pourra réclamer, en tant que ces mesures rentrent dans le cercle de leurs attributions. Si elles excèdent leurs pouvoirs, il en sera eux référé à leurs gouvernements respectifs.

Outre ces réunions périodiques, les commissaires de l'un et de l'autre pays pourront lorsqu'ils le jugeront utile, provoquer d'autres assemblées, qui se tiendront aussi alternativement à Anvers et à Flessingue; dans ce cas ils seront tenus de se convoquer réciproquement 8 jours à l'avance, en faisant connaitre le but et les motifs de la réunion.

Article 69.

Les deux gouvernements s'étant engagés à conserver les passes navigables de l'Escaut et de son embouchure, et à y placer et y entretenir les balises et bouées nécessaires, chacun pour sa partie du fleuve, les commissaires, dans leurs inspections, à faire toutes les fois qu'ils le trouveront convenable, soit conjointement, après s'être concertés à cet effet, soit individuellement, observeront avec soin tous les changements qui pourraient s'être opérés dans les fonds et passes ordinaires, en examinant si, par suite de ces changements, les bouées et balises se trouvent encore placées convenablement et en nombre suffisant. Ils s'assureront également si, par d'autres causes, des bouées ou balises ne se trouvent plus à leur place, ou pourraient être mieux et plus surement établies.

Lorsque les commissaires des deux gouvernements se trouveront réunis, il sera dressé procès-verbal, en double expédition, du résultat de leur inspection, et, s'il y a lieu, ils y consigneront leurs propositions relatives aux améliorations à introduire dans ce service, après avoir, pour autant que de besoin, consulté à cet égard les chefs ou les pilotes les plus expérimentés de l'un et de l'autre pilotage.

Bij mangel aan overeenstemming tusschen de commissarissen der beidê gouvernementen, met opzigt tot hunne wijze van beschouwing in de te nemen maatregelen, zal er van de wederzijdsche gevoelens in het proces-verbaal worden melding gemaakt. Wanneer de commissarissen van het gouvernement op hetwelk de verpligting ter onderhouding der tonnen en bakens rust, het nemen van maatregelen dringend noodig oordeelen, zullen zij zorgen dat daartoe zoo spoedig mogelijk worde overgegaan, hetzij door het tot het gezegde gouvernement behoorende loodsbestuur, hetzij door den aannemer der bebakening. Zoo er geene dringende noodzakelijkheid bestaat, zullen de commissarissen er verslag van doen, ieder aan hun gouvernement.

Indien de commissarissen der beide gouvernementen, bij hunne afzonderlijke inspectien, eenige verplaatsing in de bebakening of veranderingen ten opzigte van de gronden en vaarwaters vinden, zullen zij onverwijld hunne respective ambtgenooten daarvan onderrigten, en, zoo noodig, bijeenkomen om het aangewezen voorval op te nemen en gemeenschappelijk te handelen ten opzigte van de te nemen maatregelen, zoo als hierboven en bij art. 68 is voorgeschreven.

Artikel 70.

Alle veranderingen welke de commissarissen zullen overeenkomen te maken in het stelsel der plaatsing van tonnen en bakens, benedenwaarts Antwerpen tot in volle zee, zullen door hen worden aangeteekend op het plan der opneming welke zij daarvan gemeenschappelijk gedaan hebben, ten einde dit plan altijd de bestaande ligging der tonnen en bakens aanduide.

Dit plan, in dubbel opgemaakt en door de wederzijdsche commissarissen onderteekend, zal door beide partijen in bewaring worden gehouden.

Artikel 71.

Het gemeenschappelijk toezigt op de loodsdienst zal zich niet verder dan tot de werkelijke dienst der loodsen uitstrekken. Dienvolgens zal dit toezigt alleenlijk ten doel hebben om zich te verzekeren, dat de loodsen der wederzijdsche gouvernementen hunne verpligtingen vervullen, overeenkomstig de aan de beide landen gemeene reglementaire bepalingen.

En cas de désaccord entre les commissaires des deux gouvernements, sur la manière de voir, ainsi que sur les mesures à prendre, il sera fait mention au procès-verbal, de l'opinion des uns et des autres. Si les commissaires du gouvernement auquel incombe l'obligation d'entretenir les bouées et balises, reconnaissent qu'il est urgent de prendre des mesures, ils auront soin d'y faire procéder le plus promptement possible, soit par l'administration du pilotage appartenant au dit gouvernement, soit par l'entrepreneur du balisage. S'il n'y a point d'urgence, les commissaires en référeront respectivement à leurs gouvernements.

Les commissaires des deux gouvernements, dans leurs inspections individuelles, trouvant quelque dérangement dans le balisage ou des changements dans les fonds et passes navigables, en informeront, sans délai, leurs collègues, et, en cas de besoin, se réuniront afin de reconnaître le fait signalé et d'agir de concert pour les mesures à prendre, ainsi qu'il est prescrit ci-dessus et dans l'article 68.

Article 70.

Tous les changements que les commissaires conviendront d'opérer dans le système de l'établissement des bouées et balises, en aval d'Anvers jusqu'en pleine mer, seront par eux marqués sur le plan du rélevé qu'ils en ont fait conjointement, afin que ce plan indique toujours la situation existante des bouées et balises.

Ce plan, fait en double et signé par les commissaires respectifs, sera de part et d'autre gardé en dépôt.

Article 71.

La surveillance commune du pilotage ne s'étendra pas au delà du service actif des pilotes. En conséquence cette surveillance aura seulement pour but de s'assurer que les pilotes de l'un et de l'autre gouvernement remplissent leurs devoirs, conformément aux dispositions réglémentaires communes aux deux pays.

De commissarissen zullen elkander verstaan om gezamenlijk het vereischte onderzoek te doen, ten einde, zoo noodig, te doen blijken het wangedrag, de nalatigheid, de onervarenheid, de misdrijven en alle overtredingen der loodsen tegen het tegenwoordig reglement.

Er zal van dit onderzoek proces-verbaal worden opgemaakt, waarin, zoo zulks te pas komt, de verklaringen der getuigen nopens de te bewijzen daadzaken zullen worden opgeteekend.

Wanneer deze daadzaken van dien aard zijn, dat daardoor de loodsen slechts eene disciplinaire straf hebben verdiend, zullen de commissarissen hunner natie zorgen, dat hun dezelve worde opgelegd door het loodsbestuur waaronder die loodsen behooren. Wanneer daarentegen de bestraffing der misdrijven of overtredingen de magt of de bevoegdheid van dat bestuur te boven gaat, zal hetzelve daarvan aan zijn gouvernement verslag doen.

Indien de commissarissen der wederzijdsche gouvernementen afzonderlijk kennis bekomen van eenige overtreding of eenige daad strijdig met de pligten der loodsen niet tot hunne natie behoorende, zullen zij, voor zoo veel noodig, de daadzaak door bewijzen staven en de schuldige loodsen officieel aanklagen bij de commissarissen van derzelver natie, ten einde hen naar verdienste te doen bestraffen, of er verslag van te doen aan het gouvernement hetwelk daarvan kennis moet nemen, behoudens het regt, aan de zijde van laatstgemelde commissarissen, om vooraf een onderzoek te vorderen door de vereenigde commissarissen van de beide landen.

Artikel 72.

In geval van stranding en van schipbreuk van een vaartuig, of van elk ander dergelijk onheil, zullen de commissarissen gehouden zijn zich, zoodra mogelijk, op de plaats zelve te begeven, kan het zijn gezamenlijk, ten einde onderzoek te doen naar de oorzaken en omstandigheden van het voorval, zoo wel door hen zelve als door de tegen elkander over in te winnen getuigenissen van den gezagvoerder of schipper van het vaartuig, van deszelfs equipage en van den loods, indien er een aan boord is; zullende van dit alles proces-verbaal in dubbel worden opgemaakt, om te dienen en geldig te zijn, waar het noodig zal wezen. Zoo de commissarissen der beide gouvernementen niet gelijktijdig zich op de plaats mogten vertoonen, ten einde het in deze be-

Les commissaires s'entendront pour faire conjointement les enquêtes nécessaires, à l'effet, s'il y a lieu, de constater l'inconduite, les négligences, l'impérité, les délits et toutes contraventions des pilotes au présent règlement.

Il sera dressé procès-verbal de ces enquêtes, en y consignant, s'il y a lieu, les dépositions des témoins sur les faits à constater.

Si ces faits sont de nature à n'attirer aux pilotes qu'une punition disciplinaire, les commissaires de leur nation auront soin qu'il en soit fait l'application par l'administration du pilotage auquel appartiennent ces pilotes. Si, au contraire, la punition des délits ou contraventions excède le pouvoir ou la compétence de la dite administration, il en sera référé par elle à son gouvernement.

Les commissaires de l'un ou de l'autre gouvernement, ayant pris isolément connaissance d'une contravention ou d'un fait quelconque, contraire aux devoirs des pilotes qui n'appartiennent point à leur nation, établiront, pour autant que de besoin, le fait par des preuves et dénonceront officiellement les pilotes coupables aux commissaires de leur nation, pour leur faire infliger les peines ou punitions qu'ils auraient méritées, ou pour en rendre compte au gouvernement qui doit en connaître, sauf, à ces derniers commissaires, le droit de requérir au préalable une enquête par les commissaires réunis des deux pays.

Article 72.

En cas d'échouement et de naufrage d'un bâtiment, ou de tout sinistre de cette nature, les commissaires seront tenus de se rendre, aussitôt que possible, sur les lieux, si faire se peut conjointement, afin de s'enquérir des causes et circonstances de l'évènement, tant par eux mêmes que d'après les dépositions à recueillir contradictoirement du capitaine ou patron du navire, de son équipage et du pilote, s'il en existe à bord; de tout quoi il sera dressé procès-verbal en double, pour servir et valoir où besoin sera. A défaut de comparition simultanée des commissaires des deux gouvernements sur les lieux, à l'effet de faire l'enquête dont il s'agit, ceux qui s'y trouveront les premiers, auront néanmoins la faculté de procéder aux investigations qu'ils juge-

doeld onderzoek te doen, zullen degenen die er het eerst aanwezig zijn, desniettemin de bevoegdheid hebben om tot de nasporingen welke zij noodzakelijk mogten oordeelen, over te gaan, behoudens het regt der afwezende commissarissen, om, zoo hun zulks goed dunkt, vervolgens, een nieuw onderzoek te vorderen, gezamenlijk met de andere commissarissen, die zich aan deze nieuwe nasporing niet vermogen te onttrekken.

Artikel 73.

De commissarissen zullen zorg dragen, dat zij, bij hunne algemeene of bijzondere inspectien, voorzien zijn van hunne door de wederzijdsche gouvernementen afgegevene dienstbrieven, ten einde zich zoo noodig te doen erkennen door de autoriteiten der beide landen, en aanspraak te kunnen maken op de onderscheiding en voorregten aan hunne betrekking verbonden. Het vaartuig, aanboord van hetwelk zij zich bevinden, zal een onderscheidingsteeken voeren, en bevrijd zijn van alle onderzoek der tolbeambten en policie.

De commissarissen zullen elkander hunne officieele brieven kunnen doen toekomen langs die wegen, welke zij het meest geschikt zullen achten.

Artikel 74.

Het tegenwoordig reglement, hetwelk noch veranderd noch gewijzigd zal kunnen worden, tenzij met wederzijdsch goedvinden, zal in de hollandsche en fransche talen gedrukt worden, en in ieder loodskantoor worden nedergelegd, ter inzage van ieder dien zulks aangaat.

Antwerpen, den 20sten Mei 1843.

COPES VAN HASSELT.
BOEIJE.
VAN DE VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ.
Secretaris.

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAURt. VEYDT.
EDOUARD DE CUYPER.
Secretaris.

Bijvoegsels A en B.

Bijvoegsel A tot het Reglement op het Loodswezen en het gemeenschappelijk toezigt, vastgesteld den 20sten Mei 1843.

TARIEF DER LOODSGELDEN VOOR DE SCHELDE,

in Nederlandsche munt.

Diepgang in palmen of decimeters.	Van *uit zee* voor de zeegaten, tot op de *reede* van *Vlissingen*.		Van de *reede* van *Vlissingen* naar *zee*.		Van *Vlissingen* naar *Antwerpen* en vice-versa.		Van *Vlissingen* naar *Terneuzen*, van *Terneuzen* naar *Vlissingen* en *Bath*, van *Bath* naar *Antwerpen* en *Terneuzen*, en van *Antwerpen* naar *Bath*.		Van *Vlissingen* naar *Bath* en vice-versa en van *Terneuzen* naar *Antwerpen* en vice-versa.	
	Zomerloon.	Winterloon.	Zomerloon.	Winterloon.	Zomerloon.	Winterloon.	Zomerloon.	Winterloon.	Zomerloon.	Winterloon.
15	f 9.00	f 12.00	f 6.50	f 8.00	f 14.17	f 17.01	f 4.70	f 5.70	f 9.40	f 11.40
16	9.50	12.50	7.00	8.50	15 12	17.96	5.00	6.00	10.00	12.00
17	10.00	13.00	7.50	9.00	16.06	18.43	5.30	6.25	10.60	12.50
18	11.00	14.00	8.00	9.50	17.01	18.90	5.70	6.50	11.40	13.00
19	12.00	15.00	8.50	10.00	17.95	20.79	6.00	7.00	12.00	14.00
20	13.00	16.50	9.00	10.50	18.90	22.21	6.30	7.40	12.60	14.80
21	14.00	18.00	9.50	11.00	20.79	24.10	7.00	8.00	14.00	16.00
22	15.00	19.50	10.00	12.00	22.21	25.99	7.50	8.70	15.00	17.40
23	16.00	21.00	11.00	13.00	24.10	26.93	8.00	9.00	16.00	18.00
24	17.00	22.50	12.00	14.00	25.99	28.82	8.70	9.60	17.40	19 20
25	18 50	24.00	13.00	15 00	26.93	30.24	9.00	10.00	18.00	20.00
26	20.00	26.00	14.00	16.00	28.82	32.13	9.60	10.70	19.20	21.40
27	21.50	28.00	15.00	17.00	30.24	34.02	10.00	11.30	20.00	22.60
28	23.00	30.00	16.00	18.00	32.13	35 44	10.70	11.80	21.40	23.60
29	25.00	33.00	17.00	19.00	34.02	36.85	11.30	12.25	22.60	24.50
30	27.00	36.00	18.00	20.00	35.44	37.80	12.00	12.60	24.00	25.20
31	29.50	39.00	19.00	21.00	36.85	40.16	12.30	13.40	24.60	26.80
32	32.00	42.00	20 00	22.00	37.80	42.05	12.60	14.00	25.20	28.00
33	34.50	45.00	21.00	23.00	40.16	43.00	13.30	14.30	26.60	28.60
34	37.00	48.00	22.00	24.50	42.05	44.89	14.00	15.00	28.00	30.00
35	39.50	51.00	23.00	26.00	43.00	46.30	14.30	15.40	28.60	30.80
36	42.00	54.00	24.50	27.50	44.89	48.19	15.00	16.00	30.00	32.00
37	44.50	57.00	26.00	29.00	46.30	50.08	15.40	16.70	30.80	33.40
38	47.00	61.00	27.50	30.50	48.19	51.97	16.00	17.30	32.00	34.60
39	50.00	65.00	29.00	32.00	50.08	53.86	16 70	18.00	33.40	36 00
40	54.00	71.00	30.50	34.00	51.97	58.12	17.30	19.30	34.60	38.60
41	59.00	77.00	32.00	36.00	53.86	60.95	18.00	20.30	36.00	40.60
42	64.00	83.00	33.50	38.00	58.12	63.79	19.30	21.25	38.60	42.50
43	69.00	90.00	35.00	40.00	60.95	67.09	20.30	22.30	40.60	44.60
44	74.00	97.00	36.50	43.00	63.79	69.93	21.25	23.30	42.50	46.60
45	80.00	104.00	40.00	46.00	67.09	74.18	22.40	24.70	44.80	49.40
46	86.00	113.00	45.00	50.00	69.93	77.02	23.30	25.70	46.60	51.40
47	92.00	122.00	50.00	56.00	74.18	79.85	24.70	26.60	49.40	53.20
48	98.00	132.00	56.00	64.00	77.02	84.10	25.70	28.00	51.40	56.00
49	108.00	142.00	64.00	72.00	79.85	87.88	26.60	29.30	53.20	58.60
50	118.00	154.00	72.00	80.00	84.10	92.14	28.00	30.70	56.00	61.40
51	128.00	166.00	80.00	90.00	87.88	95.92	29.25	31.90	58.50	63.80
52	138.00	178.00	90.00	100.00	92.14	100.17	30.70	33.40	61 40	66.80
53	148.00	190.00	100.00	110.00	95.92	103.95	32.00	34.60	64.00	69.20
54	158.00	204.00	110.00	120.00	100.17	108.20	33.30	36.00	66.60	72.00
55	168.00	219.00	120.00	132.00	103.95	111.98	34.50	37.30	69.00	74 60
56	180.00	234.00	132.00	144.00	108.20	116.23	36.00	38.70	72.00	77.40
57	195.00	253.00	144.00	156.00	111.98	120.01	37.30	40.00	74.60	80.00
58	210.00	273.00	156.00	168.00	116.23	123.79	38.70	41.25	77.40	82.50
59	230.00	299.00	168.00	180.00	120.01	128.05	40.00	42.70	80.00	85.40
60	250.00	325.00	180.00	192.00	123.79	131.83	41.25	44.00	82.50	88.00
Voor iedere palm of decimeter daarboven.	15.00	20.00	12.00	12.00						

Voor het loodsen van de reede van Vlissingen *naar* Rammekens *en vice-versa, behalve in de gevallen voorzien bij artikel 30.*

	ZOMERLOON.	WINTERLOON.
Voor de schepen die minder dan 28 palmen diepgang hebben	f 2.50.	f 3.00
Voor de schepen die eenen diepgang hebben van 28 palmen en daarboven	- 3.00.	- 4.00

Antwerpen, den 20sten Mei 1843.

COPES VAN HASSELT.
BOEIJE.
V. D. VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ,
Secretaris.

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAURT. VEYDT.
EDOUARD DE CUYPER,
Secretaris.

Annexe A au Règlement sur le pilotage et la surveillance commune, arrêté le 20 Mai 1843.

TARIF DES DROITS DE PILOTAGE POUR L'ESCAUT,

en monnaie de Belgique.

Tirant d'eau en palmes ou decimètres.	De la *mer* devant les passes jusqu'en *rade* de *Flessingue*.		De la *rade* de *Flessingue* à *la mer*.		De *Flessingue* à *Anvers* et vice-versa.		De *Flessingue* à *Terneuzen*, de *Terneuzen* à *Flessingue*, et *Bath*, de *Bath* à *Anvers* et *Terneuzen*, et d'*Anvers* à *Bath*.		De *Flessingue* à *Bath* et vice-versa et de *Terneuzen* à *Anvers* et vice-versa.	
	Salaire d'été	Salaire d'hiver	Salaire d'été	Salaire d'hiver	Salaire d'été	Salaire d'hiver	Salaire d'été	Salaire d'hiver	Salaire d'été	Salaire d'hiver
15	fr. 19.05	fr. 25.40	fr. 13.76	fr. 16.93	fr. 30.00	fr. 36.00	fr. 9.95	fr. 12.06	fr. 19.89	fr. 24.13
16	20.11	26.45	14.81	17.99	32.00	38.00	10.58	12.70	21.16	25.40
17	21.16	27.51	15.87	19.05	34.00	39.00	11.22	13.23	22.43	26.45
18	23.28	29.63	16.93	20.11	36.00	40.00	12.06	13.76	24.13	27.51
19	25.40	31.75	17.99	21.16	38.00	44.00	12.70	14.81	25.40	29.63
20	27.51	34.92	19.05	22.22	40.00	47.00	13.33	15 66	26.67	31.32
21	29.63	38.10	20.11	23.28	44.00	51.00	14.81	16.93	29.63	33.86
22	31.75	41.27	21.16	25.40	47.00	55.00	15.87	18.41	31.75	36.83
23	33.86	44.44	23.28	27.51	51.00	57.00	16.93	19.05	33.86	38.10
24	35.98	47.62	25.40	29.63	55.00	61.00	18.41	20.32	36.83	40.63
25	39.15	50.79	27.51	31.75	57.00	64.00	19.05	21.16	38.10	42.33
26	42.33	55.03	29.63	33.86	61.00	68.00	20.32	22.65	40.63	45.29
27	45.50	59.26	31.75	35.98	64.00	72.00	21.16	23.92	42.33	47.83
28	48.68	63.49	33.86	38.10	68.00	75.00	22.65	24.97	45.29	49.95
29	52.91	69.84	35.98	40.21	72.00	78.00	23.92	25.93	47.83	51.85
30	57.14	76.19	38.10	42.33	75 00	80.00	25.40	26.67	50.79	53.33
31	62.43	82.54	40.21	44.44	78.00	85.00	26.03	28.36	52.06	56.72
32	67.72	88.89	42.33	46.56	80.00	89.00	26.67	29.63	53.33	59.26
33	73.02	95.24	44.44	48.68	85.00	91.00	28.15	30.26	56.30	60.53
34	78.31	101.59	46.56	51.85	89.00	95.00	29.63	31.75	59.26	63.49
35	83.60	107.94	48.68	55.03	91.00	98.00	30.26	32.59	60.53	65.19
36	88.89	114.28	51.85	58.20	95.00	102.00	31.75	33.86	63.49	67.72
37	94.18	120.63	55.03	61.38	98.00	106.00	32.59	35.34	65.19	70.69
38	99.47	129.10	58.20	64.55	102.00	110.00	33.86	36.61	67.72	73.23
39	105.82	137.57	61.38	67.72	106.00	114.00	35.34	38.10	70.69	76.19
40	114.29	150.26	64.55	71.96	110.00	123.00	36.61	40.85	73.23	81.69
41	124.87	162.96	67.72	76.19	114.00	129.00	38.10	42.96	76.19	85.93
42	135.45	175.66	70.90	80.42	123.00	135.00	40.85	44.97	81.69	89.95
43	146.03	190.48	74.07	84.66	129.00	142.00	42.96	47.20	85.93	94.40
44	156.61	205.29	77.25	91.01	135.00	148.00	44.97	49.31	89.95	98.62
45	169.31	220.11	84.66	97.35	142.00	157.00	47.41	52.28	94.81	104.55
46	182.01	239.15	95.24	105.82	148.00	163.00	49.31	54.39	98.62	108.78
47	194.71	258.20	105.82	118.52	157.00	169.00	52.28	56.30	104.55	112.59
48	207.41	279.37	118.52	135.45	163.00	178.00	54.39	59.26	108.78	118.52
49	228.57	300.53	135.45	152.38	169.00	186.00	56.30	62.01	112.59	124.02
50	249.74	325.93	152.38	169.31	178.00	195.00	59 26	64.97	118.52	129.95
51	270.90	351.32	169.31	190.48	186.00	203.00	61.90	67.51	123.81	135.03
52	292.06	376.72	190.48	211.64	195.00	212.00	64.97	70.69	129.95	141.38
53	313.23	402.12	211.64	232.80	203.00	220.00	67.72	73.23	135.45	146.45
54	334.39	431.75	232.80	253.97	212.00	229.00	70.48	76.19	140.95	152.38
55	355.56	463.49	253.97	279.37	220.00	237.00	73.02	78.94	146.03	157.88
56	380.95	495.24	279.37	304.76	229.00	246.00	76.19	81.90	152.38	163 81
57	412.70	535.45	304.76	330.16	237.00	254.00	78.94	84.66	157.88	169.31
58	444.44	577.78	330.16	355.56	246.00	262.00	81.90	87.30	163.81	174.60
59	486.77	632.80	355.56	380.95	254.00	271.00	84.66	90.37	169.31	180.74
60	529.10	687.83	380.95	406.35	262.00	279.00	87.30	93.12	174.60	186.24
Pour chaque palme ou décimètre au-dessus.	31.75	42.33	25.40	25.40						

Pour un mouvement de la rade de Flessingue *à* Rammekens *et vice-versa, hors les cas prévus par l'article 30.*

	SALAIRE D'ÉTÉ.	SALAIRE D'HIVER.
Pour les bâtiments d'un tirant d'eau au dessous de 28 décimètres . .	fr. 5.29	fr. 6.35
Pour les bâtiments d'un tirant d'eau de 28 décimètres et au dessus. .	- 6.35	- 8.47

Anvers, le 20 Mai 1843.

COPES VAN HASSELT.
BOEIJE.
V. D. VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ,
Secrétaire.

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAUR^T. VEYDT.
EDOUARD DE CUYPER,
Secrétaire.

raient nécessaires, sauf, aux commissaires absents, le droit de requérir en suite, si bon leur semble, une nouvelle enquête, conjointement avec les autres commissaires, qui ne pourront se refuser à cette nouvelle instruction.

Article 73.

Les commissaires auront soin dans leurs inspections, soit générales, soit particulières, d'être munis de leurs lettres de service, délivrées par les gouvernements respectifs, afin de pouvoir, au besoin, se faire reconnaître par les autorités des deux pays, et avoir droit aux égards et aux prérogatives attachés à leurs fonctions. Le bâtiment qu'ils monteront portera une marque distinctive, et sera exempt de toute visite de douane et de police.

Les commissaires pourront s'adresser leur correspondance officielle, par les voies qu'ils jugeront les plus convenables.

Article 74.

Le présent règlement, qui ne pourra être changé ni modifié que d'un commun accord, sera imprimé en hollandais et en français, et déposé dans chacun des bureaux de pilotage, à l'inspection de qui il appartiendra.

Anvers, le 20 Mai 1843.

COPES VAN HASSELT.
BOEIJE.
VAN DE VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ.
Secrétaire.

H. DE RROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAUR^{t}. VEYDT.
EDOUARD DE CUYPER.
Secrétaire.

BIJVOEGSEL B van het reglement op het loodswezen en het gemeenschappelijk toezigt, vastgesteld den 20sten Mei 1843.

Bepalingen opzigtelijk het tarief der loodsgelden, vastgesteld den 20sten Mei 1843.

Artikel 1.

Het bijgevoegd tarief wordt aangenomen voor een tijdvak van twee jaren. Na verloop van dien tijd zal hetzelve, met wederzijdsch goedvinden, bepaaldelijk kunnen worden vastgesteld, of wel verlengd voor een nieuw nader overeen te komen tijdperk.

Zoo de partijen elkander daarover niet verstaan, zullen zij zich onmiddellijk bezig houden met de daarstelling van een definitief tarief, naar het voorschrift van de eerste alinea van § 2 van art. 9 van het tractaat. Inmiddels zal het loodswezen wederom vervallen onder het beheer van het krachtens de 2de alinea van gezegde § daargestelde tarief van 11 Junij 1839.

Artikel 2.

Bijaldien de tarieven voor de Maas werden verlaagd, vóór den boven aangehaalden termijn van twee jaren, zal het voor de Schelde aangenomen proef-tarief, van dat oogenblik af, van regtswege, in dezelfde evenredigheid worden verminderd.

Antwerpen, den 20sten Mei 1843.

COPES VAN HASSELT.
BOEYE.
V. D. VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ.
Secretaris.

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAURT. VEYDT.
EDOUARD DE CUYPER.
Secretaris.

ANNEXE B au règlement sur le pilotage et la surveillance commune, arrêté le 20 Mai 1843.

Stipulations relatives au tarif des droits de pilotage, arrêté le 20 Mai 1843.

Article 1.

Le tarif ci-joint est adopté pour le terme de deux ans. Après l'expiration de ce terme, il pourra, d'un commun accord, être arrêté définitivement, ou continué pour un nouveau terme à convenir.

Si les parties ne s'entendent pas à cet égard, elles s'occuperont immédiatement d'établir un tarif définitif au voeu du premier alinéa du § 2 de l'article 9 du traité.

En attendant le pilotage retombera sous l'empire du tarif du 11 Juin 1839, établi en vertu du 2de alinéa du dit §.

Article 2.

Si les tarifs, de la Meuse sont réduits, avant le terme précité de 2 ans, le tarif d'essai adopté pour l'Escaut sera dèslors réduit de plein droit dans la même proportion.

Anvers, le 20 Mai 1843.

COPES VAN HASSELT.
BOEYE.
V. D. VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ.
Secrétaire.

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAURT. VEYDT.
EDOUARD DE CUYPER.
Secrétaire.

REGLEMENT *ter uitvoering van art. 9 van het tractaat van den 19den April 1839, en van artikel 18 van het tractaat van 5 November 1842, betreffende de Vuurbaken.*

Artikel 1.

Het Nederlandsche Gouvernement verbindt zich nieuwe vuurbaken op te rigten te Terneuzen en op den zuidelijken hoek van Borselen, gelijk mede die beide vuren, even als de reeds te Vlissingen en te West-Kapelle bestaande, te onderhouden.

De verbintenis, ten aanzien van het vuur van Borselen, strekt ter vervanging van die, welke, met betrekking tot de vuurbaak van Bath, bij artikel 18 van het tractaat van den 25sten November 1842, is aangegaan.

Beide eerstvermelde vuren zullen zoodanig behooren ingerigt te worden, dat ze in onmiddellijke gemeenschap komen met het vuur van Vlissingen en aldaar zigtbaar zijn.

Artikel 2.

Het bij § 2 van het hiervoren vermelde artikel 18 bepaalde vuurgeld van drie centen Nederlandsch per ton, zal noch middellijk noch onmiddellijk mogen verhoogd worden, zelfs niet door het gebruik van gezegeld papier, of door eenige hoegenaamde belasting.

Het voorschreven regt zal naar dezelfde beginsels en van dezelfde schepen, als het eenige scheepvaartregt, vermeld bij § 3 van artikel 9 van het tractaat van 19 April 1839, worden geïnd.

Artikel 3.

Voor de betaling van het vuurgeld zal bewijs worden afgegeven overeenkomstig het navolgende model:

Vuurgeld.

quitantie n°.

Ontvangen voor het schip . . . . . .
kapitein. . . . . .
metende. . . . tonnen, volgens meetbrief. . . . . .
N°. . . . . .

RÈGLEMENT *pour l'exécution de l'article 9 du traité du 19 Avril 1839, et de l'article 18 du traité du 5 Novembre 1842, relativement aux Fanaux.*

Article 1.

Le Gouvernement des Pays-Bas s'engage à établir de nouveaux fanaux à Terneuzen et à la pointe sud de Borselen, comme aussi à entretenir en bon état d'éclairage ces deux feux et ceux déjà existant à Flessingue et à West-Kapelle.

Cet engagement à l'égard du fanal de Borselen, remplacera celui contracté à l'article 18 du traité du 5 Novembre 1842, relativement au fanal de Bath.

Ces deux feux seront établis de telle façon qu'ils communiquent directement avec celui existant à Flessingue et soient visibles tous deux de ce dernier point.

Article 2.

Le droit de 3 cents par tonneau, établi par le § 2 de l'article 18 précité, ne pourra être augmenté, ni directement ni indirectement, pas même par l'usage du papier timbré ou par la perception d'autres subventions quelconques.

Le recouvrement de ce droit se fera d'après les mêmes principes et des mêmes navires, que le droit unique de navigation mentionné au § 3 de l'article 9 du traité du 19 Avril 1839.

Article 3.

Il sera délivré quittance du payement du droit de fanaux d'après le modèle suivant:

Droit de fanaux.

quittance n°. . . .

Reçu pour le navire . . . . . .
capitaine . . . . . .
mesurant . . . . tonneaux, suivant certificat de jauge n°. . . . . .

gaande naar zee. . . . . .
komende uit zee. . . . . .
de som van . . . . . .

F

. . . . . den . . . . 1800 . . . . . .

De Agent belast met de ontvangst van het regt op de Scheldevaart.

Artikel 4.

Ter verzekering van de betaling van het vuurgeld, zullen de ontvangers der douanen, noch afrekening noch uitklaring aan de scheepsgezagvoerders toestaan, zoo lang deze het voorschreven regt, zoo voor het opvaren als voor het afvaren, niet hebben voldaan of daarvoor voldoenden borgtogt gesteld.

Artikel 5.

Over alle geschillen rakende het vuurgeld, zal geoordeeld worden overeenkomstig de, ten opzigte van het eenige scheepvaartregt, aangenomen bepalingen.

Artikel 6.

Bevorens het in werking komen van het tegenwoordige reglement, zal het Belgische aan het Nederlandsche gouvernement doen weten of hetzelve voornemens is gebruik te maken van de bij § 3 van het meergemelde artikel verleende bevoegdheid van afkoop; zoo ja, zal het aan Belgie vrijstaan voor zich zelve, op eigen grondgebied het regt te heffen.

Wanneer in het vervolg het Belgisch gouvernement mogt verlangen de eene van betaling door de andere te vervangen, zal zulks voor geen korteren tijd, dan één jaar kunnen geschieden, en zal daarvan telkens het Nederlandsche gouvernement behooren te worden gewaarschuwd, drie maanden vóór den 1sten Januarij van het jaar, waarmede de verandering zal aanvang nemen.

Artikel 7.

In geval van afkoop van het vuurgeld, zal de bij § 3 van artikel 18 bepaalde som van ƒ 10,000, bij het einde van

allant à la mer . . . . . .
venant de la mer . . . . . .
la somme de . . . . . .

F

. . . . . le. . . . . 1800 . . . . . .

L'agent chargé de la perception du droit sur la navigation de l'Escaut.

Article 4.

Afin d'assurer le payement des droits de fanaux, les receveurs des douanes ne délivreront aux capitaines ni décharge, ni déclaration de sortie, aussi longtemps, qu'ils n'auront pas payé ces droits, tant pour l'entrée que pour la sortie, ou fourni caution satisfaisante.

Article 5.

Toutes les contestations, qui pourraient surgir à l'occasion de ce droit, seront jugées d'après les dispositions admises à l'égard du droit unique de navigation.

Article 6.

Le gouvernement Belge fera connaitre au gouvernement des Pays-Bas, avant la mise à exécution du présent règlement, s'il entend faire usage de la faculté de rachat qui lui est laissée par le § 3 de l'article 18 précité, sauf, dans ce cas, le droit de percevoir par lui-même sur son territoire.

Si plus tard le gouvernement Belge désire remplacer l'un de ces deux modes de rétribution par l'autre, il ne pourra le faire pour un terme moindre qu'une année, et il en préviendra chaque fois le gouvernement des Pays-Bas, trois mois avant le 1er Janvier de l'année avec laquelle le changement prendra cours.

Article 7.

La somme de *f* 10,000, fixée par le § 3 de l'article 18, sera, en cas de rachat du droit de feux, versée par le

elk jaar, door het Belgische gouvernement gestort worden in handen van den Nederlandschen agent te Antwerpen, belast met de ontvangst van het scheepvaartregt op de Schelde.

Artikel 8.

In geval, hetzij door de berigten der loodsen, of op eenige andere wijze, de Belgische permanente commissarissen te weten zijn gekomen, dat de verzorging der vuren te wenschen overig laat, zullen zij er hunne Nederlandsche ambtgenooten van onderrigten, ten einde maatregelen genomen worden, om alle redenen van klagten, zonder verwijl, te doen ophouden.

Antwerpen, den 20sten Mei 1843.

COPES VAN HASSELT.
BOEIJE.
VAN DE VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ.
Secretaris.

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAURT. VEYDT.
EDOUARD DE CUYPER.
Secretaris.

gouvernement Belge, à l'expiration de chaque année, entre les mains de l'agent Néerlandais à Anvers, chargé de la recette du droit sur la navigation de l'Escaut.

Article 8.

Si par les rapports des pilotes ou par tous autres moyens, les commissaires permanents Belges reconnaissent que le service des feux laisse à désirer, ils en informeront sans délai leurs collègues des Pays-Bas, afin qu'il soit pris des mesures pour faire cesser sans retard tous sujets de plainte.

Anvers, le 20 Mai 1843.

COPES VAN HASSELT.
BOEIJE.
VAN DE VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ.
Secrétaire.

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAUR^{T}. VEYDT.
EDOUARD DE CUYPER.
Secrétaire.

REGLEMENT *ter uitvoering van artikel 9 van het tractaat van 19 April 1839, betreffende de uitoefening van het regt der visscherij en van den vischhandel.*

Artikel 1.

De ingezetenen der beide landen hebben, overeenkomstig de bepalingen van dit reglement, het regt tot de vischvangst in alle wateren, inhammen, kreken, op alle banken, en verder in alle onderhoorigheden van den stroom, gelegen binnen de grenzen hierna vermeld, en aangeduid op de kaart, welke in duplo gevoegd is bij het proces-verbaal der zitting van de gemengde commissie voor de scheepvaart, van den 25sten October 1841.

Te weten:

Op de Schelde, benedenwaarts Antwerpen, van de lijn af, welke verondersteld wordt getrokken te zijn van den eenen oever des strooms naar den anderen, op de punten waar de beide aanlegplaatsen voor de overvaart van Antwerpen naar het Vlaamsche hoofd gelegen zijn;

Op dien stroom, verder benedenwaarts tot aan het fort Bath, van waar de grenslijn regtstreeks zal loopen tot aan den noordelijksten hoek van den zeedijk van den polder van Hoogewerf, gemeente Ossendrecht;

Op de Wester-Schelde tot aan zee;

Op de wateren van het Hellegat tot aan het veer tusschen Zaamslag en Stoppeldijk;

Op den Braakman, tot aan de grenslijn regtstreeks te trekken van Philippine tot aan het voormalig fort Maurits;

Op het Zwin tot aan de stad Sluis, en

Op het Sloe, tot aan de veronderstelde lijn, loopende van het fort Rammekens tot den toren van 's Heerenhoek.

Mogt men later bevinden dat de visscherij door de Nederlandsche visschers in de wateren van het Hellegat, den Braakman of het Zwin nog verder uitgeoefend wordt dan de hierboven voor die wateren aangeduide grenzen, dan zullen die grenzen worden verschoven tot zoo ver als de visscherij doenlijk zal bevonden worden, in dier voege dat dezelve altijd voor de visscherij der beide landen gelijk zullen zijn.

RÈGLEMENT *pour l'exécution de l'article 9 du traité du 19 Avril 1839, relativement à la pêche et au commerce de pêcherie.*

Article 1.

Les habitants des deux pays sont admis à l'exercice de la pêche, conformément aux stipulations du présent règlement, dans toutes les eaux, anses, criques, bancs et dépendances du fleuve, compris dans les limites ci-après désignées et renseignées à la carte annexée, en double expédition, au procès-verbal de la séance de la commission mixte de navigation, du 25 Octobre 1841.

Savoir:

Sur l'Escaut en aval d'Anvers, à partir de la ligne censée tracée d'une rive à l'autre du fleuve, aux endroits où se trouvent situés les deux embarcadères pour le passage d'eau d'Anvers à la tête de Flandre;

Sur la continuation de ce fleuve, jusqu'au fort de Bath, d'où la ligne de délimitation correspondra directement à la pointe la plus septentrionale de la digue de mer du polder de Hoogewerf, commune d'Ossendrecht;

Sur l'Escaut occidental, jusqu'à la mer;

Sur les eaux du Hellegat, jusqu'au passage d'eau entre Zaamslag et Stoppeldijk;

Sur le Braakman jusqu' à la limite à tracer en ligne directe de Philippine au ci-devant fort Maurice;

Sur le Zwin jusqu' à la ville de L'Ecluse, et

Sur le Sloe, jusqu' à la ligne tracée du fort de Rammekens à la tour de 's Heerenhoek.

S'il est reconnu plus tard que dans les eaux du Hellegat, du Braakman et du Zwin, la pêche est exercée par les pêcheurs Néerlandais, au-delà des limites susindiquées pour ces eaux, ces limites seront reculées jusqu'aux endroits où la pêche sera trouvée praticable, de manière que toujours elles soient les mêmes pour les pêcheurs des deux pays.

Artikel 2.

De visscherij zal op eenen voet van volkomene wederkeerigheid en gelijkheid worden uitgeoefend; in dier voege dat geene gunst of geen vrijdom op het stuk der visscherij, regtstreeks of zijdelings, aan de nationale visschers zal kunnen worden toegestaan, waarvan niet terzelfder tijd de onderdanen van het andere land genot zullen hebben.

Dientengevolge verbinden zich de beide gouvernementen om de visscherij binnen de grenzen, bij artikel 1 omschreven, niet te verpachten.

Artikel 3.

Hij die de visscherij zal willen uitoefenen, zal gehouden zijn te doen blijken, door middel van een certificaat der burgerlijke overheid van zijne woonplaats, dat hij onderdaan is van een der beide landen.

Artikel 4.

Van dit certificaat voorzien, zal de visscher eenmaal in het jaar zich aanmelden bij den agent, die door elk gouvernement, op deszelfs grondgebied, zal worden aangewezen, te weten: voor de visscherij op het Belgisch gedeelte der Schelde, te Antwerpen, en voor de visscherij op het Nederlandsch gedeelte des strooms, te Bath, en zal hij opgave doen van het vaartuig en de manschap met welke hij gewoon of voornemens is, zijn bedrijf uit te oefenen.

Deze formaliteit moet vervuld worden in de eerste helft der maanden December, Maart, Junij of September van elk jaar; zoo dit later geschiedt, zal de visscher, voor zoo veel aangaat de betaling van het consentgeld, vastgesteld bij de afzonderlijke reglementen van elk land, gerekend worden die verklaring te hebben gedaan in de eerste helft der laatst verschenen van eene der bovengenoemde vier maanden.

Artikel 5.

Op deze verklaring, en behoudens betaling van het consentgeld, vastgesteld bij het afzonderlijk reglement van het land, dat zulks aangaat, zal door den agent en ter plaatse voorschreven aan den visscher eene acte van consent worden afgegeven tot het visschen op allerlei soorten van visch, welke acte goed zijn zal voor den tijd van een geheel jaar,

Article 2.

La pêche sera exercée sur le pied d'une parfaite réciprocité et égalité; de telle manière qu'aucune faveur ou immunité en fait de pêche, ne pourra directement ou indirectement être accordée aux pêcheurs nationaux, dont ne jouiront en même temps les pêcheurs, sujets de l'autre pays.

En conséquence les deux gouvernements s'engagent à ne pas affermer la pêche dans les limites désignées à l'article 1.

Article 3.

Celui qui voudra exercer la pêche sera tenu de justifier de sa qualité de sujet de l'un des deux pays, au moyen d'un certificat de l'autorité communale du lieu de son domicile.

Article 4.

Muni de ce certificat, le pêcheur se présentera une fois par an à l'agent que chaque gouvernement désignera sur son territoire, savoir: pour la pêche dans la partie Belge de l'Escaut, à Anvers, et pour la pêche dans la partie Néerlandaise du fleuve, à Bath, et fera la déclaration du bâtiment et de l'équipage avec lesquels il est habitué ou se propose d'exercer sa profession.

Cette formalité devra être remplie pendant la première quinzaine des mois de Décembre, Mars, Juin ou Septembre de chaque année. Si elle a eu lieu plus tard, le pêcheur sera censé relativement au payement de la rétribution, fixée par les règlements particuliers de chaque pays, avoir fait la déclaration dans la première quinzaine de l'un de ces quatre mois, le dernier échu.

Article 5.

Par suite de cette déclaration, et moyennant payement de la rétribution fixée par le règlement particulier du pays que cela concerne, il sera délivré au pêcheur, par l'agent et à l'endroit susmentionnés, un permis pour la pêche de toutes sortes de poissons, qui sera valable pour une année entière, à compter du 1er du mois, qui suivra celui dans

te rekenen van den 1sten der maand, volgende op die, in den loop waarvan hij zijne verklaring gedaan heeft, of geacht wordt gedaan te hebben.

In geen geval, zal het consentgeld voor de vergunning om de Wester-Schelde te bevisschen, hooger mogen zijn, dan dat hetwelk voor het consent op de Ooster-Schelde betaald wordt. Zoo ook zal het consentgeld voor de Belgische consenten om de Schelde te bevisschen beneden Antwerpen, niet hooger kunnen zijn, dan dat voor de consenten op de Schelde hooger op.

Artikel 6.

Deze acte van consent zal den naam van den visscher vermelden, alsmede een nommer bevatten, hetwelk de visscher gehouden zal zijn, duidelijk in olijverf, en met zwarte cijferletters van 15 Ned. duimen grootte, in het midden van een wit rond, groot over kruis gemeten 25 Ned. duimen, te doen schilderen op den achtersteven van zijn vaartuig, ter weerszijde van het roer, in dier voege, dat hetzelve er niet van kan worden losgemaakt noch afgenomen, en zóó dat het op eenigen afstand kan worden onderkend.

Indien het vaartuig te gelijker tijd moet dienen voor de visscherij op de wateren der beide landen, zal het nommer van de Nederlandsche acte van consent, regts, en het nommer van de Belgische acte van consent links van het roer worden geschilderd.

Artikel 7.

Ieder visscher zal verpligt zijn om zijne acte van consent tot de visscherij aan boord te hebben, en dezelve, op de eerste aanvraag, aan de opzieners der visscherij, te vertoonen. Ten dien einde zullen de opzieners zich doen kennen door het hijschen eener vlag, waarvan de beide gouvernementen elkander wederkeerig de beschrijving zullen mededeelen.

Geen visscher zal zich mogen onttrekken, of trachten te onttrekken aan het onderzoek der opzieners, wanneer deze zich tot dat einde aan hem zullen vertoonen.

Artikel 8.

De bepaling van art. 2 zal niet te kort doen aan het regt, dat beide gouvernementen zich voorbehouden, om vergunningen te verleenen voor kunstmatige mosselbanken, wel

lequel il a fait ou est censé avoir fait sa déclaration.

En aucun cas, la rétribution, pour les permis de pêche sur l'Escaut occidental, ne pourra être plus élevée, que celle pour les permis sur l'Escaut oriental. De même la rétribution, pour les permis de pêche Belges sur l'Escaut en aval d'Anvers, ne pourra être plus élevée que celle pour les permis sur l'Escaut en amont.

Article 6.

Ce permis énoncera le nom du pêcheur et un numero, que celui-ci sera tenu de faire peindre distinctement à l'huile et en chiffres noirs, de la longueur de 15 centimètres, au milieu d'un fond circulaire blanc de 25 centimètres de diamètre sur la poupe de son bâtiment, aux deux côtés du gouvernail, de manière à ne pouvoir être détaché ni enlevé, et à pouvoir être reconnu à quelque distance.

Si le bâtiment sert en même temps à l'exercice de la pêche dans les eaux des deux pays, le numero du permis Néerlandais sera peint à la droite, et le numéro du permis Belge à la gauche du gouvernail.

Article 7.

Tout pêcheur sera tenu d'avoir à bord de son bâtiment ses permis de pêche, et d'en faire exhibition aux surveillants de la pêche à leur demande. Les surveillants, dans ces cas, seront tenus de se faire reconnaître en arborant un pavillon, dont les deux gouvernements se communiqueront réciproquement la description.

Nul pêcheur ne pourra se soustraire ou tenter de se soustraire à la visite des surveillants, lorsqu'ils se présenteront à lui à cet effet.

Article 8.

La disposition de l'article 2 ne portera pas atteinte au droit, que se réservent respectivement les deux gouvernements, d'accorder des concessions de bancs artificiels de

te verstaan, dat het aanleggen van die banken alleen zal kunnen worden toegestaan ter plaatse waar geene mosselbanken uit de natuur ontstaan. Evenmin zal de bepaling beletten het verleenen van vergunningen tot het uitoefenen der visscherij door middel van weren.

In beide gevallen echter, zullen de onderdanen der beide landen op eenen voet van volkomene gelijkheid mededingen, en zoo noodig zal het lot beslissen tusschen diegenen, die zich ter bekwamer tijd zullen hebben aangemeld om de bedoelde vergunningen te verkrijgen.

De afkondigingen betrekkelijk die vergunningen, zullen door het bestuur over de visscherij, van het eene land aan dat van het andere worden medegedeeld, ten minste ééne maand vóór het einde van den bepaalden tijd, waarop de aanvrage tot verkrijging dier vergunningen moet geschieden.

Artikel 9.

In alle gevallen zal het gouvernement, hetwelk die vergunningen zal verleenen, zich vooraf verzekeren, dat dezelve aan de scheepvaart op den stroom geen hinder doen, of schadelijke aanslijkingen kunnen veroorzaken. Mogten zich later diergelijke nadeelen doen bespeuren, zoo zullen de permanente commissarissen dezelve aanduiden; en het gouvernement hetwelk de vergunning verleend heeft, zal dezelve weder moeten intrekken en onverwijld de beletselen doen ophouden.

Artikel 10.

Een iegelijk, die, gedurende den tijd waarvoor eene der bij art. 8 vermelde vergunningen verleend is, de kunstmatige mosselbanken of de weren van eenen anderen visscher vernield, of beschadigd zal hebben, of die op gezegde banken mosselen zal gevischt hebben of getracht te visschen, of visch uit de weren en netten zal gehaald hebben of gepoogd te halen, zal strafbaar zijn volgens de wetten van het land, waar deze overtreding gepleegd is.

Artikel 11.

De visscherij zal geschieden op de voorwaarden voorgeschreven bij de afzonderlijke reglementen van het land, waar dezelve wordt uitgeoefend, en de beide gouvernementen verbinden zich tot eene wederkeerige mededeeling

moules; bien entendu que l'établissement de ces bancs ne pourra être accordé qu'aux endroits où les bancs de moules ne se forment pas naturellement. Elle n'empêchera également pas les concessions pour l'exercice de la pêche au moyen de gords.

Cependant, dans l'un et l'autre cas, les sujets des deux pays concourront sur un pied de parfaite égalité, et le sort décidera au besoin entre ceux qui se seront présentés dans le délai utile pour être admis aux dites concessions.

Les annonces relatives à ces concessions seront transmises par l'administration de la pêche d'un pays à l'administration de la pêche de l'autre pays, au moins un mois avant l'expiration du délai fixé pour faire la demande en obtention de ces concessions.

Article 9.

Dans tous les cas le gouvernement, qui accordera ces concessions, s'assurera préalablement qu'elles ne pourront préjudicier à la navigation du fleuve ou produire des atterrissements nuisibles. Si plus tard de semblables inconvénients se faisaient remarquer, les commissaires permanents les signaleront, et le gouvernement qui aura accordé la concession, sera tenu de la retirer et de faire immédiatement cesser les obstacles.

Article 10.

Tout individu qui, pendant la durée d'une des concessions mentionnées à l'article 8, aura détruit ou endommagé les bancs artificiels de moules, ou les gords d'un autre pêcheur, ou qui aura pêché ou tenté de pêcher des moules sur les dits bancs, ou enlevé ou tenté d'enlever le poisson des filets des gords, sera puni d'après les lois du pays où ce délit aura été commis.

Article 11.

La pêche se fera aux conditions prescrites par les règlements particuliers en vigueur dans le pays où elle s'exercera, et les deux gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement les dispositions règlémentaires arrêtés ou à

der reglementaire beschikkingen, die reeds bestaan, of daargesteld zullen worden, ten minste 14 dagen vóór dat deze in werking komen, ten einde ter kennisse der belanghebbenden te kunnen gebragt worden.

Artikel 12.

De berigten of waarschuwingen, welke de wederzijdsche besturen over de visscherij noodig zullen oordeelen dat ter kennisse van de visschers gebragt zullen worden, zullen onmiddellijk, van wege het bestuur waarvan zij uitgaan, aan den agent voor de visscherij in het andere land worden gezonden, ten einde, door deszelfs zorg te worden aangeplakt in de gewone verblijfplaats der visschers.

Artikel 13.

Gedurende eenen tijd van twee jaren, te rekenen van den dag, waarop dit reglement ten uitvoer wordt gelegd, zullen de visschers der beide natien gebruik kunnen maken van de netten, welke zij thans bezitten, ofschoon dezelve ook niet mogten overeenkomen met hetgeen te dien aanzien door de wetten en reglementen van het andere land wordt voorgeschreven.

Artikel 14.

Alle overtreding van het tegenwoordig reglement zal vervolgd en gestraft worden, overeenkomstig de wetten van het land, waarin dezelve heeft plaats gehad.

Artikel 15.

Telkens, wanneer in een der beide landen eene overtreding op het stuk der visscherij zal geconstateerd zijn, ten laste van eenen onderdaan van het ander land, en dat het bestuur der visscherij van het land, waarin die overtreding heeft plaats gehad, grond zal vinden tot vervolging, zal hetzelve aan het bestuur der visscherij van het land waartoe de beschuldigde behoort, afschrift zenden van het proces-verbaal en van de geregtelijke dagvaarding, en vervolgens aan hetzelfde den inhoud van het gevelde vonnis mededeelen.

Artikel 16.

De hierna te vermelden voortbrengselen der visscherij, welke door de ingezetenen der beide landen wordt uit-

intervenir, au moins quinze jours avant leur mise à exécution, pour être portées à la connaissance de ceux que la chose concerne.

Article 12.

Les avertissements que les administrations respectives de la pêche jugeront nécessaire de porter à la connaissance des pêcheurs, seront envoyés immédiatement de la part de l'administration, dont ils émanent, à l'agent désigné pour la pêche dans l'autre pays, pour, par les soins de celui-ci, être affichées dans les lieux de domicile ordinaire des pêcheurs.

Article 13.

Les pêcheurs des deux nations pourront respectivement, pendant le terme de deux ans, à dater du jour de la mise à exécution du présent règlement, employer les filets dont ils sont en possession, quoique non conformes à ce qui pourrait, à cet égard, être prescrit par les lois et règlements de l'autre pays.

Article 14.

Toute contravention au présent règlement sera poursuivie et punie conformément aux lois du pays où elle aura été commise.

Article 15.

Chaque fois que, dans l'un des deux pays, une contravention en matière de pêche aura été constaté à la charge d'un sujet de l'autre pays, et que l'administration de la pêche du pays ou cette contravention aura été commise, trouvera qu'il y a lieu de poursuivre, elle enverra à l'administration de la pêche du pays auquel appartient le prévenu, une copie du procès-verbal et de la citation en justice.

Elle donnera également connaissance à cette administration du jugement qui sera intervenu.

Article 16.

Les produits à désigner ci-après, provenant de la pêche exercée par les habitants des deux pays, dans les limites

geoefend, binnen de grenzen bij artikel 1 van het tegenwoordig reglement aangeduid, zullen, zonder onderscheid, alle de voorregten der nationale visscherij genieten in de havens en plaatsen binnen diezelfde grenzen gelegen, mits de invoer geschiede onder nationale vlag.

Alleen de navolgende soorten zullen beschouwd worden als visch van de voorbedoelde visscherij afkomstig:

Spiering	—	Eperlan.
Ansjovis	—	Anchois.
Sardijnen	—	Sardines.
Paling	—	Anguilles.
Bot	—	Carrelet.
Oesters, genaamd Zeeuwsche Oesters	—	Huitres, dites huitres de Zélande.
Mosselen	—	Moules.
Steurkrabben	—	Chevrettes.
Garnalen	—	Salicoques.
Kreukels	—	Limaçons.
Kleine Krabben	—	Petites Crabes.

Artikel 17.

Hij, die ingevolge het tegenwoordig reglement de visscherij uitoefent, zal gehouden zijn, op de eerste aanvrage daartoe, te doen blijken van zijne hoedanigheid van visscher, aan de beambten der in- en uitgaande regten van de beide Staten, die zich aan zijn boord zullen vervoegen, en zulks door het vertoonen van de acte van consent, welke aan hem, krachtens art. 5, zal gegeven zijn. Bij gebreke hiervan, zal hij op geenerlei wijze genot kunnen hebben van de voorregten, welke bij het volgend artikel worden toegestaan, ten ware hij binnen de veertien dagen doe blijken, dat hij vóór deze overtreding werkelijk eene acte van consent had bekomen; in dit laatste geval zal hij alleenlijk de kosten te dragen hebben van het proces-verbaal der overtreding.

Artikel 18.

De vaartuigen, welke op de voorschreven wijze gemerkt zijn, en alleenlijk dienen tot uitoefening der visscherij, zullen vrijelijk, zoowel bij nacht als bij dag, de kantoren der in- en uitgaande regten, door beide gouvernementen daargesteld, kunnen voorbijvaren zonder tot eenige verklaring gehouden te zijn.

indiquées à l'article 1 du présent règlement, jouiront indistinctement de toutes les faveurs de la pêche nationale dans les ports et lieux situés dans ces mêmes limites, pourvu que l'importation en soit faite sous pavillon national.

Ne seront considérées comme poissons provenant de la pêche précitée, que les espèces suivantes:

Eperlan	—	Spiering.
Anchois	—	Ansjovis.
Sardines	—	Sardijnen.
Anguilles	—	Paling.
Carrelet	—	Bot.
Huitres, dites huitres de Zélande	—	Oesters, genaamd Zeeuwsche Oesters.
Moules	—	Mosselen.
Chevrettes	—	Steurkrabben.
Salicoques	—	Garnalen.
Limaçons	—	Kreukels.
Petites Crabes	—	Kleine Krabben.

Article 17.

Celui qui exercera la pêche conformément au présent règlement sera tenu, s'il en est requis, de justifier, aux employés des douanes des Etats respectifs, qui se présenteront à lui, de sa qualité de pêcheur, par l'exhibition du permis, qui lui aura été délivré en vertu de l'article 5. A défaut de cette exhibition il ne pourra en aucune manière jouir des faveurs accordées par l'article suivant, à moins qu'il ne justifie, en déans la quinzaine, qu'il avait obtenu un permis antérieurement à la contravention; il ne sera passible, dans ce dernier cas, que des frais du procès-verbal de contravention.

Article 18.

Les bateaux, marqués de la manière prescrite et servant uniquement à l'exercice de la pêche pourront passer librement, de nuit comme de jour, les bureaux des douanes établis par les gouvernements respectifs, sans y être assujettis à aucune déclaration.

Artikel 19.

De visschers-vaartuigen mogen geene andere voorwerpen aan boord hebben, dan die welke dienen tot den dagelijkschen leeftogt der manschap, het scheepstuig en het gereedschap voor de visscherij benoodigd, alsmede de voortbrengselen dier visscherij zelve.

Alle andere goederen of koopwaren zullen aangehouden en verbeurd verklaard worden, en daarenboven zal de schipper gestraft worden met eene boete van het tienvoud der regten en accijnsen, waaraan de aangehouden artikelen onderworpen zijn, buiten en behalve de toepassing der straffen bij de wetten der respective Staten vastgesteld, indien er op de kusten of aan de oevers van den stroom eenige frauduleuse in- of uitvoer gepleegd ware, of daartoe eene poging ware aangewend.

Artikel 20.

De visschers-vaartuigen, welke zich op den stroom of aan deszelfs monding bevinden, zullen onderworpen zijn aan de visitatie en het toezigt der beambten van de active dienst der in- en uitgaande regten, telkenmale wanneer deze zich tot dat einde bij dezelve zullen vervoegen.

De schippers of bestuurders zullen gehouden zijn die visitatie gemakkelijk te maken, en tot dat einde, op aanvrage der beambten, de vaart van hun vaartuig stoppen of verminderen.

Hij die zich aan de visitatie mogt onttrekken of pogen te onttrekken, zal gestraft worden volgens de wetten van het land, waar deze overtreding zal gepleegd zijn.

Artikel 21.

Het is aan de schippers of bestuurders der visschersvaartuigen verboden om, behalve in geval zij zich werkelijk in nood bevinden, aan wal te komen, of aan de kusten of oevers van den stroom hun vaartuig vast te leggen, elders dan aan die plaatsen of in die havens welke daartoe door de respective gouvernementen zullen worden aangewezen, op boete van tien gulden (f 10).

Artikel 22.

De schippers zijn verantwoordelijk voor de boeten, welke ter zake van overtreding van dit reglement verbeurd worden,

Article 19.

Tout bateau servant à la pêche, ne pourra avoir à bord d'autres objets que ceux destinés à la consommation journalière de l'équipage, ainsi que les agrès et ustensiles nécessaires à la pêche et les produits de la pêche même.

Toute autre denrée ou marchandise sera saisie et confisquée, et le patron sera en outre puni d'une amende égale au décuple des droits et accises, auxquels les objets saisis sont soumis, sauf l'application des peines prononcées par les lois des États respectifs, si une importation ou exportation frauduleuse avait été commise ou tentée sur les côtes ou rives du fleuve.

Article 20.

Les bateaux-pêcheurs, se trouvant sur le fleuve ou à son embouchure y seront assujettis à la visite et à la surveillance des employés du service actif des douanes, toutes les fois que ceux-ci se présenteront à eux à cet effet.

Les patrons ou conducteurs seront tenus de faciliter cette visite, et d'arrêter ou de ralentir à cet effet la course de leur bateau, à la réquisition des employés.

Celui qui se soustrairait ou tenterait de se soustraire à cette visite, sera puni suivant la loi en vigueur dans le pays où cette contravention aura été commise.

Article 21.

Il est défendu aux patrons ou conducteurs des bateaux pêcheurs, hors le cas de force majeure dûment constaté, de prendre terre ou d'amarrer sur les côtes ou rives du fleuve, ailleurs qu'aux lieux ou ports désignés par les gouvernements respectifs, sous peine d'une amende de dix florins (f 10).

Article 22.

Les patrons sont responsables des amendes encourues pour contraventions au présent règlement, et les embarcations

en hunne vaartuigen zullen kunnen worden aangehouden tot waarborg dier boeten, ten ware er behoorlijke cautie gesteld worde, met verkiezing van domicilie in het land, waar de overtreding zal gepleegd zijn.

Antwerpen, den 20sten Mei 1843.

COPES VAN HASSELT.
BOEYE.
VAN DE VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ.

Secretaris.

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAUR^{T}. VEYDT.
EDOUARD DE CUYPER.

Secretaris.

pourront être retenues en garantie des dites amendes, à moins qu'il ne soit fourni caution valable avec élection de domicile, dans le pays où la contravention aura été commise.

Anvers, le 20 Mai 1843.

COPES VAN HASSELT.
BOEYE.
VAN DE VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ.

Secrétaire.

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAUR^T. VEYDT.
EDOUARD DE CUYPER.

Secrétaire.

ADDITIONEEL ARTIKEL, toegevoegd aan het reglement ter uitvoering van artikel negen van het tractaat van den negentienden April achttien honderd negen en dertig, betrekkelijk de visscherij en den vischhandel, te Antwerpen vastgesteld en geteekend den twintigsten Mei achttien honderd drie en veertig.

De landings- en lossings plaatsen of havens zullen voor de visschers der beide landen dezelfde zijn.

De mossels, garnalen en kreukels welke in den Braakman gevangen en op de door het Nederlandsche gouvernement aangewezen landingsplaatsen gelost worden, zullen van daar, langs den kortsten weg, naar Belgie kunnen vervoerd worden over het kantoor van Bouchaute, of over elk ander door de Belgische regering tot dat einde aan te wijzen kantoor, zonder bij derzelver vervoer over het Nederlandsch grondgebied aan eenige regten of formaliteiten onderworpen te zijn.

De voormelde voortbrengselen der visscherij van den Braakman zullen, in de beide landen, in alle opzigten eveneens behandeld worden als de voortbrengselen der nationale visscherij.

Het tegenwoordig additioneel artikel zal dezelfde kracht en waarde hebben, als of hetzelve woordelijk in het opgemelde reglement ware opgenomen, en ook van even langen duur zijn.

Vastgesteld en geteekend te 's Gravenhage, den zevenden Augustus achttien honderd drie en veertig, door den baron Huijssen van Kattendijke, Minister van Buitenlandsche Zaken van Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, en door den Generaal Prisse, buitengewoon Gezant en gevolmagtigd Minister van Zijne Majesteit den Koning der Belgen.

(*L. S.*) HUIJSSEN VAN KATTENDIJKE. (*L. S.*) PRISSE.

ARTICLE ADDITIONNEL, ajouté au règlement pour l'exécution de l'article neuf du traité du dix neuf Avril mil huit cent trente neuf, relativement à la pêche et au commerce de pêcherie, arrêté et signé à Anvers le vingt Mai mil huit cent quarante trois.

Les lieux ou ports d'amarrage et de décharge seront les mêmes pour les pêcheurs des deux pays.

Les moules, salicoques et limaçons, pêchés dans le Braakman et déchargés aux endroits d'amarrage désignés par le gouvernement Néerlandais, pourront delà être transportés par la route la plus directe jusqu'en Belgique, par le bureau de Bouchaûte ou tout autre qui sera désigné par le gouvernement Belge, sans être assujettis à aucun droit ou formalités dans leur parcours sur le territoire Néerlandais.

Les produits susmentionnés de la pêche dans le Braakman seront sous tous les rapports traités dans les deux pays, comme les produits de la pêche nationale.

Le présent article additionnel aura la même force et valeur que s'il était ou avait été inséré mot à mot dans le susdit règlement, et il aura la même durée.

Arrêté et signé à la Haye, le sept Août mil huit cent quarante trois, entre le Baron Huijssen de Kattendijke, Ministre des Affaires Étrangères de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, et le Général Prisse, Envoyé extraordinaire et ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges.

(*L. S.*) HUIJSSEN VAN KATTENDIJKE. (*L. S.*) PRISSE.

REGLEMENT *ter uitvoering van artikel 9 van het tractaat van 19 April 1839, en van het 2de hoofdstuk, afdeeling III, van het tractaat van 5 November 1842, betrekkelijk de vaart op de binnenwateren tusschen de Schelde en den Rijn.*

Artikel 1.

De scheepvaart en doorvoer op de Nederlandsche binnenwateren tusschen de wester-Schelde en den Rijn, zal, om van Belgie op den Rijn te komen en vice-versa, wederkeerig vrij zijn, met dien verstande, dat men zich zal gedragen naar de policie-verordeningen, voor het behoud der algemeene veiligheid vereischt, en naar de bepalingen, welke bij het tegenwoordig reglement zijn vastgesteld.

Artikel 2.

Alle bevaarbare wegen, de gemeenschap daarstellende tusschen de wester-Schelde en den Rijn, daaronder begrepen het Sloe, de ooster-Schelde en de Maas, zullen als binnenwateren tusschen die beide rivieren beschouwd worden, en het zal mitsdien den schippers of scheepsbestuurders vrijstaan, zich van die bevaarbare wegen te bedienen, welke hun het meest geschikt zullen voorkomen.

Artikel 3.

De vaartuigen, gebruikt wordende tot de scheepvaart tusschen de Schelde en den Rijn, en toebehoorende aan onderdanen der hooge contracterende partijen, zullen niet gehouden zijn over te laden of last te breken, bij het overgaan uit de wateren der Schelde in die van den Rijn en vice-versa, door het Koningrijk der Nederlanden.

Artikel 4.

Alle koopwaren, welke uit Belgie naar den Rijn of vice-versa zullen worden doorgevoerd, langs de bij artikel 2 aangewezen wateren, zullen ter vervanging van alle regten van doorvoer, tollen en andere van dien aard, een vast regt betalen, als volgt: 13¼ cents Nederlandsch geld, op-

RÈGLEMENT *pour l'exécution de l'article 9 du traité du 19 Avril 1839, et du chapitre 2, section III, du traité du 5 Novembre 1842, relativement à la navigation des eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin.*

Article 1.

La navigation et le transit des eaux intermédiaires des Pays-Bas, entre l'Escaut occidental et le Rhin, sera, pour arriver de la Belgique au Rhin et vice-versa, réciproquement libre; bien entendu que l'on se conformera aux règlements de police exigés pour le maintien de la sûreté générale, et aux dispositions arrêtées par le présent règlement.

Article 2.

Toutes les voies navigables communiquant de l'Escaut occidental au Rhin, y compris le Sloe, l'Escaut oriental et la Meuse, seront considérées comme eaux intermédiaires entre ces deux fleuves, et il sera ainsi loisible aux patrons ou conducteurs de navires de se servir de celles de ces voies navigables, qui leur paraîtront les plus convenables.

Article 3.

Les navires employés à la navigation entre l'Escaut et le Rhin, appartenant aux sujets des hautes parties contractantes, ne seront point obligés de transborder ou de rompre charge en passant des eaux de l'Escaut dans celles du Rhin et vice-versa, par le Royaume des Pays-Bas.

Article 4.

Toutes les marchandises qui seront transitées de la Belgique vers le Rhin, et vice-versa, par les eaux indiquées à l'article 2, payeront, en remplacement de tous droits de transit, de péage et autres de cette nature, un droit fixe, comme suit: 13¼ cents, argent des Pays-Bas, en remonte

waarts van de wester-Schelde naar den Rijn, 9 cents Nederlandsch geld afwaarts van den Rijn naar de wester-Schelde, per centenaar van 50 Nederlandsche ponden.

De vermeerdering en vermindering van dit regt, vastgesteld bij de tarieven I en II van de lijst A, der overeenkomst van Mentz van 31 Maart 1831, zullen insgelijks worden toegepast op de scheepvaart der binnenwateren.

Het vast regt op bouw- en timmerhout zal naar de Nederlandsche kubiek el betaald worden, daarbij de evenredigheden volgende, welke vastgesteld zijn bij het bijvoegsel tot het tarief litt. C., gehecht aan de gezegde overeenkomst.

Het zal echter aan de Nederlandsche regering vrijstaan bij dit vaste regt zoodanig gedeelte der Rijnscheepvaartregten te voegen, als dezelve dienstig oordeelen mogt niet te doen heffen voor de afstanden van Lobith tot aan Krimpen of Gorcum en vice-versa.

Artikel 5.

Het vast regt zal middellijk noch onmiddellijk mogen verhoogd worden, zelfs niet door het gebruik van gezegeld papier en andere belastingen van dien aard.

Artikel 6.

Het vast regt, vermeld in het voorgaand artikel, daargesteld zijnde in overeenstemming met datgene, waaraan de vaart van zee naar Gorcum en vice-versa, onderworpen is, zoo is men overeengekomen, dat, indien laatstgemeld regt mogt verhoogd worden, ten gevolge van den uitslag der meting, vermeld in artikel 4 van de Mentzer conventie, het vast regt voor de vaart van Belgie naar Gorcum en vice-versa, alsdan ook dezelfde verhooging zal ondergaan.

Artikel 7.

Wanneer, in het vervolg, het vaste regt, gevestigd op de scheepvaart uit zee naar Gorcum en vice-versa, mogt verminderd, geheel of gedeeltelijk teruggegeven, of geheel afgeschaft worden, zal dat op de scheepvaart van de Schelde naar den Rijn en vice-versa insgelijks van zelf verminderen in dezelfde evenredigheid of geheel ophouden, zoodanig, dat de voorwaarden voor de scheepvaart en den doorvoer bestendiglijk en in alle opzigten dezelfde blijven voor den handel der beide landen.

de l'Escaut occidental au Rhin, 9 cents, argent des Pays-Bas, à la descente du Rhin à l'Escaut occidental, par quintal de 50 kilogrammes.

L'augmentation et la réduction de ce droit stipulées dans les tarifs I et II de la liste A, de la convention de Mayence du 31 Mars 1831, seront également appliquées à la navigation des eaux intermédiaires.

Le droit fixe sur le bois de charpente et de construction se payera au mètre cube des Pays-Bas, en suivant les proportions fixées par l'addition au tarif litt. C, annexé à la dite convention.

Il sera néanmoins libre au gouvernement des Pays-Bas, d'ajouter à ce droit fixe telle partie des droits de navigation du Rhin, qu'il jugera convenable de ne pas faire percevoir pour les distances de Lobith jusqu'à Krimpen ou Gorcum et vice-versa.

Article 5.

Le droit fixe ne pourra être augmenté directement ni indirectement, pas même par l'usage du papier timbré ou autres droits de ce genre.

Article 6.

Le droit fixe, mentionné à l'article précédent, ayant été établi d'après celui auquel la navigation de la mer à Gorcum et vice-versa est assujettie, il est convenu que, si ce dernier droit venait à être augmenté, d'après le résultat du mesurage dont il est fait mention à l'article 4 de la convention de Mayence, le droit fixe pour la navigation de la Belgique à Gorcum et vice-versa subirait la même augmentation.

Article 7.

Si, par la suite, le droit fixe, établi sur la navigation de la mer à Gorcum et vice-versa, venait à être diminué, remboursé en tout ou en partie, ou entièrement aboli, celui sur la navigation de l'Escaut au Rhin et vice-versa, serait également diminué de plein droit dans la même proportion ou entièrement aboli, de telle sorte que les conditions de navigation et de transit restent, constamment et sous tous les rapports, les mêmes pour le commerce des deux pays.

Artikel 8.

Het zal echter aan de belanghebbenden vrijstaan hunne keuze te bepalen, tot het gewone regt van doorvoer voor de koopwaren die bestemd zijn om uit Belgie naar den Rijn en vice-versa over de binnenwateren te worden doorgevoerd, wanneer dit regt lager zijn mogt dan het vaste regt, mits daarvan verklaring doende aan het eerste kantoor bij het binnenkomen van het Nederlandsch grondgebied, en de formaliteiten van de administratie der in- en uitgaande regten vervullende, overeenkomstig de algemeene wetgeving op dat stuk.

Artikel 9.

De schepen, de vaart uitoefenende op de binnenwateren tusschen de Schelde en den Rijn, zullen aldaar onderworpen zijn aan de betaling der loods-, vuur-, tonnen- en bakengelden, gelijk mede aan de bijzondere regten, vastgesteld voor de kanalen en kunstmatige verbindingen van welke zij gebruik mogten maken, zonder dat echter de Nederlandsche vaartuigen gunstiger dan de Belgische kunnen behandeld worden, en zonder dat de op den 19 April 1839, op deze wateren van kracht zijnde tarieven verhoogd kunnen worden.

Wanneer, ten gevolge van het openen van nieuwe wegen, hetzij kunstmatige, hetzij natuurlijke, het noodig was, voor die wegen loods-, vuur-, tonnen- of bakengelden vast te stellen, zoo zullen deze nieuwe regten geen andere noch hoogere kunnen zijn, dan die in de voormelde tarieven zijn begrepen.

Artikel 10.

De koopwaren, komende uit Belgie of van den Rijn langs de binnenwateren, zullen in de entrepots van Dordrecht, Rotterdam en Amsterdam worden toegelaten.

Zoodanige dier koopwaren, welke later zouden worden opgegeven bestemd te zijn, hetzij voor den Rhijn, hetzij voor Belgie, langs de binnenwateren, zullen bevrijd zijn van de gewone doorvoerregten, welke voor dat geval vervangen zullen worden, door het vaste regt, bepaald bij artikel 4 en door de regten in de daarbij vermelde tarieven begrepen, onverschillig welk ook het entrepot zij, dat men onder de hierboven op genoemde plaatsen zoude hebben gekozen, behoudens de formaliteiten der administratie van de in- en

Article 8.

Il sera néanmoins facultatif aux intéressés, d'opter en faveur du droit de transit ordinaire pour les marchandises destinées en transit de la Belgique vers le Rhin et vice-versa, par les eaux intermédiaires, lorsque ce droit serait moins élevé que le droit fixe, sous condition d'en faire la déclaration au premier bureau à l'entrée du territoire des Pays-Bas, et de remplir les formalités de douane, conformément à la législation générale sur la matière.

Article 9.

Les navires, exerçant la navigation sur les eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin, y seront assujettis au payement des droits de pilotage, de balisage et fanaux, ainsi qu'aux droits spéciaux établis sur les canaux et jonctions artificielles, dont ils feraient usage, sans que toutefois les bâtimens des Pays-Bas puissent être traités plus favorablement que ceux de la Belgique, et sans que les tarifs, en vigueur au 19 Avril 1839, sur ces eaux, puissent être augmentés.

Si, par suite de l'ouverture de voies nouvelles, soit artificielles, soit naturelles, il était nécessaire d'établir sur ces voies des droits de pilotage, balisage ou fanaux; ces nouveaux droits ne pourront être autres ni plus élevés, que ceux compris aux tarifs précités.

Article 10.

Les marchandises, venant de la Belgique ou du Rhin, par les eaux intermédiaires, seront admises dans les entrepôts de Dordrecht, Rotterdam, et Amsterdam.

Celles de ces marchandises qui seraient ultérieurement déclarés à destination soit du Rhin, soit de la Belgique, par les eaux intermédiaires, seront affranchies des droits ordinaires de transit, qui seront, dans ce cas, remplacés par le droit fixe déterminé à l'article 4 et par ceux portés aux tarifs qui y sont mentionnés, quel que soit le lieu de l'entrepôt que l'on aurait choisi parmi ceux dénommés ci-dessus, sauf les formalités de douanes prescrites par la législation générale des Pays-Bas, comme garantie contre la fraude, et les dis-

uitgaande regten, voorgeschreven bij de algemeene Nederlandsche wetgeving, tot verzekering tegen de sluikerij en de bepalingen der plaatselijke reglementen op de haven-policie.

De op gezegde wijze, in entrepot opgeslagen goederen, als behoorende tot den handel tusschen Belgie en den Rijn, zullen voor alle pakhuis- kaai- kraan- en waagregt, en voor zoover van deze instellingen zal zijn gebruik gemaakt, slechts de sommen betalen, aangewezen als maximum in artikel 69 der Mentzer overeenkomst.

Er zal, voor zoo veel de hoeveelheid betreft dezer kaai- kraan- waag- en pakhuisregten, geen onderscheid kunnen bestaan tusschen de Belgische vaartuigen en derzelver ladingen, zich uit Belgie naar den Rijn begevende en vice-versa, en de Nederlandsche vaartuigen en derzelver ladingen, die zich uit dat Koningrijk naar den Rijn begeven en vice-versa.

Artikel 11.

Om in de bovengenoemde entrepots genot te hebben van de vrijstelling van de gewone doorvoer-regten, zullen de goederen in dezelve aangevoerd moeten worden met schepen, waarvan de schippers voorzien zijn van het patent, bij het hierna volgende artikel 20 gevorderd.

Artikel 12.

De schepen, de vaart uitoefenende van Belgie naar den Rijn of vice-versa, zullen last mogen breken in de havens van Dordrecht, Rotterdam of Amsterdam, aldaar ontladen de koopwaren, die bestemd zullen zijn, hetzij voor de entrepôts, hetzij voor het verbruik in de Nederlanden, of wel aldaar hunne lading mogen aanvullen, na te hebben voldaan, hetzij het gewone doorvoerregt, hetzij het bij artikel 4 vermelde vast regt, overeenkomstig de geverifieerde manifesten, waarvan de schippers of scheepsbestuurders houders moeten zijn, en zich, voor de goederen bestemd om ontladen of geladen te worden, in de gezegde Zeehavens, gedragende naar de bepalingen der algemeene Nederlandsche wet op regten van in-, uit- en doorvoer.

Artikel 13.

In geval de schippers of scheepsbestuurders mogten gebruik maken, van de hun bij het vorige artikel verleende

positions des règlements locaux de la police des ports.

Les marchandises entreposées, ainsi qu'il vient d'être dit, comme appartenant au commerce entre la Belgique et le Rhin, ne payeront pour tout droit de magasin, de quai, de grue et de balance, et pour autant qu'il aura été fait usage de ces établissements, que les quotités indiquées comme maximum dans l'article 69 de la convention de Mayence.

Il ne pourra y avoir, quant à la hauteur des dits droits de quai, de grue, de balance et de magasin, aucune distinction entre les navires Belges et leurs cargaisons, se rendant de la Belgique au Rhin et vice-versa, et les navires des Pays-Bas, et leurs cargaisons, qui se rendent de ce Royaume au Rhin et vice-versa.

Article 11.

Pour profiter de l'affranchissement des droits ordinaires de transit aux entrepôts susmentionnés, les marchandises, dont il s'agit, doivent y être apportées par des navires, dont les patrons sont munis de la patente prescrite par l'article 20 ci-après.

Article 12.

Les navires, employés à la navigation de la Belgique au Rhin ou vice-versa pourront rompre charge dans les ports de Dordrecht, Rotterdam ou Amsterdam, y décharger les marchandises, qui seront destinés, soit pour les entrepôts, soit pour la consommation des Pays-Bas, ou bien y compléter leur cargaison, après avoir acquitté soit le droit ordinaire de transit, soit le droit fixe mentionné à l'article 4, conformément aux manifestes vérifiés, dont les patrons ou conducteurs doivent être porteurs, et en se conformant, pour les marchandises destinées à être déchargées ou chargées dans les ports de mer susdits, aux dispositions de la loi générale des Pays-Bas, concernant les droits d'entrée, de sortie et de transit.

Article 13.

Dans le cas où les patrons ou conducteurs de navires feraient usages de la faculté, qui leur est laissée par l'article

vrijheid, om, hetzij gedeeltelijk, hetzij geheel, last te breken, zullen de koopwaren, zoowel voor het aan wal brengen, als voor de overlading of het opslaan in entrepot, zoo noodig, alle de voordeelen genieten, welke zijn of zouden mogen worden toegestaan, aan de Nederlandsche scheepvaart naar den Rijn en vice-versa.

Artikel 14.

De heffing der tollen, vastgesteld bij artikel 4, zal plaats hebben:

A. Voor den regtstreekschen doorvoer van Antwerpen naar den Rijn, opwaarts te Bath, en afwaarts te Gorcum;

B. Van Gent naar den Rijn, opwaarts te Sas van Gent, en afwaarts te Gorcum;

C. In geval van doorvoer, door middel van de Nederlandsche entrepôts, aan het betalings-kantoor in de entrepôtplaatsen, op het oogenblik van het verlaten dier entrepôts.

Artikel 15.

De schippers of scheepsbestuurders, den doorvoer over de binnenwateren uitoefenende, zonder te laden of te lossen, voorzien van manifesten in goeden en behoorlijken vorm, en voldaan hebbende aan de overige voorwaarden bij het tegenwoordig reglement voorgeschreven, kunnen onder weg niet worden opgehouden, onder voorwendsel van te heffen Rijks belastingen, of van een tot dat einde te bewerkstelligen onderzoek der ladingen, behalve aan een der ontvangkantoren door de reglementen daargesteld, of in de gevallen, voorzien bij het hierna volgende artikel 26.

De gezegde schippers of scheepsbestuurders zullen aan geene andere formaliteiten, met opzigt tot de administratie der in- en uitgaande regten, gehouden zijn, dan tot de plombering of het doen stellen van zegels op de luiken of op de plaatsen tot berging der goederen dienende, of tot het aanboord nemen van wakers, telkens wanneer het plaatselijk gezag der in- en uitgaande regten zulks noodig zal oordeelen, om de sluikerij te beletten, of eindelijk zich aan deze beide formaliteiten te gelijk moeten onderwerpen.

Artikel 16.

De dienst der wakers zal zich bepalen tot het toezigt op de vaartuigen en derzelver ladingen, of het looden en zegels tot het bedoeld oogmerk.

précédent, de rompre charge, soit partiellement soit en totalité, les marchandises jouiront, tant pour la mise à quai, que pour le transbordement ou la mise en entrepôt, s'il y a lieu, de tous les avantages accordés ou qui pourraient être accordés à la navigation des Pays-Bas vers le Rhin et vice-versa.

Article 14.

La perception des péages stipulés à l'article 4 se fera:

A. pour le transit direct d'Anvers au Rhin, en amont à Bath, en aval à Gorcum;
B. Idem de Gand au Rhin, en amont au Sas de Gand, en aval à Gorcum;
C. En cas de transit, par les entrepôts des Pays-Bas, au bureau de payement dans les places entrepositaires, au moment de la sortie de ces entrepôts.

Article 15.

Les patrons ou conducteurs, exerçant le transit par les eaux intermédiaires, sans chargement ou déchargement, qui seront munis de manifestes en bonne et dûe forme, et qui auront rempli les autres conditions prescrites par le présent règlement, ne pourront être arrêtés en route, sous prétexte d'impôts de l'État à percevoir, ou de recherches à faire à cette fin sur les chargements, si ce n'est à un des bureaux de perception, établis par les règlements, ou dans les cas prévus par l'article 26 ci-après.

Les dits patrons ou conducteurs ne seront tenus à d'autres formalités, par rapport aux douanes, qu'à faire apposer des plombs ou cachets aux écoutilles ou aux endroits servant de dépôts de marchandises, ou à recevoir à bord des gardiens, toutes les fois que l'autorité locale de la douane jugera convenable d'en mettre, afin d'empêcher la fraude, ou enfin à se soumettre à ces deux formalités réunies.

Article 16.

Le service des gardiens se bornera à la surveillance des bâtiments et des cargaisons ou des plombs et cachets dans le but indiqué.

De schippers of scheepsbestuurders zijn gehouden, deze wakers te doen deelen in den kost van het scheepsvolk, en hun het noodige vuur en licht te verschaffen, maar het is den wakers verboden, om in het geval bij het voorgaande artikel voorzien, uit dien hoofde, of onder eenigerhande voorwendsel, eenige belooning, hoegenaamd ook, van de schippers of scheepsbestuurders te vorderen, en zelfs het aanbod daarvan aan te nemen.

Artikel 17.

De toepassing der formaliteiten van de administratie der in- en uitgaande regten, volgens de algemeene Nederlandsche wetten, zal alleen te pas komen voor schepen, die geheel of gedeeltelijk zullen laden of lossen in de havens van Dordrecht, Rotterdam of Amsterdam, overeenkomstig de art. 5 en 6 van de Mentzer conventie.

Mitsdien zullen de schippers of scheepsbestuurders, voorzien van manifesten, naar luid van art. 18. en voor zoo veel het schip betreft, voldaan hebbende aan de formaliteiten van de administratie der in- en uitgaande regten, volgens de Nederlandsche wetgeving, vrij zijn van deze formaliteiten ten opzigte der goederen, welke tegen het vast regt zijn aangegeven, en het genot hebben van de voorregten der tarieven, en van het beheer op den regtstreekschen doorvoer.

Artikel 18.

De schipper of scheepsbestuurder zal, in geval van doorvoer langs de binnenwateren tusschen de Schelde en den Rijn, geene goederen mogen laden of lossen elders, dan in eene der bij artikel 10 van dit reglement bepaalde havens.

Het zal hem echter vergund zijn, in elke andere plaats binnen te loopen, en daar zijn vaartuig, geheel of gedeeltelijk te ontladen, indien hij, ten gevolge van averij of eenige andere buitengewone omstandigheid, verhinderd ware zijnen weg te vervolgen, mits hij zich vooraf aangemeld hebbe bij de naastbij zijnde beambten der in- en uitgaande regten, of bij gebreke van deze, bij de naastbij zijnde plaatselijke autoriteit, en dat hij zich onderwerpe aan de maatregelen, welke deze beambten of autoriteit, ter voorkoming van heimelijken invoer, zullen noodig achten.

Onmiddellijk na zijne aankomst zal de schipper of scheepsbestuurder zich beijveren om, op eene wettige wijze de noodzakelijkheid van zijn binnenloopen te bewijzen.

Les patrons ou conducteurs des bâtiments sont tenus de faire participer ces gardiens à la nourriture de l'équipage, et de leur fournir le feu et la lumière nécessaires, mais il est défendu aux gardiens d'exiger, dans le cas prévu à l'article précédent, à ce titre et sous aucun prétexte, une rétribution quelconque du patron ou conducteur et même d'en accepter l'offre.

Article 17.

Il n'y aura lieu à l'application des formalités des douanes, suivant les lois générales des Pays-Bas, que par rapport aux navires qui chargeront ou déchargeront, soit entièrement, soit partiellement, dans les ports de Dordrecht, Rotterdam, ou Amsterdam, conformément aux articles 5 et 6 de la convention de Mayence.

Ainsi les patrons ou conducteurs munis de manifestes au voeu de l'article 18, et ayant rempli, quant au navire, les formalités des douanes, suivant la législation des Pays-Bas, seront, en ce qui concerne les marchandises déclarées au droit fixe, exempts de ces formalités et jouiront des avantages des tarifs et du régime relatifs au transit direct.

Article 18.

Le patron ou conducteur ne pourra, en cas de transit par les eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin, opérer aucun chargement ou déchargement de marchandises, ailleurs que dans un des ports désignés à l'article 10 du présent règlement.

Il lui sera néanmoins permis de relâcher dans tout autre lieu et d'y opérer le déchargement entier ou partiel de son navire, si, par suite d'avarie ou autre circonstance extraordinaire, il était empêché de continuer sa route; pourvu qu'il se soit adressé préalablement aux employés des douanes les plus voisins ou, à leur défaut, à l'autorité locale la plus voisine, et qu'il se soumette aux mesures que ces employés ou autorités jugeront nécessaires, pour prévenir toute importation clandestine.

Aussitôt son arrivée, le patron ou conducteur fera ses diligences afin de constater, d'une manière légale, la force majeure, qui l'a obligé à relâcher.

De maatregelen, welke hij op eigen gezag mogt hebben genomen, zonder de beambten of, bij afwezigheid of bij gebreke van dezelve, het plaatselijk bestuur, vooraf daarvan verwittigd te hebben, en zonder hunne tusschenkomst af te wachten, zullen slechts in zooverre te verschoonen zijn, als hij op eene onbetwistbare wijze zal kunnen aantoonen, dat het behoud van het vaartuig of van de lading daarvan heeft afgehangen.

De schipper of scheepsbestuurder zal, bij het weder aanboord nemen der goederen, ten einde zijne reize te vervolgen, aan geene regten van in- uit- of doorvoer onderworpen zijn.

Artikel 19.

De gewone ligtingen ten gevolge van averij of noodweder, of welke tijdelijk door eenen te lagen waterstand noodzakelijk zouden kunnen zijn, worden niet beschouwd als ladingen of lossingen in den zin van het voorgaande artikel, wanneer deze ligtingen geschieden zonder de oevers aan te doen en onder opzigt der beambten van de in- en uitgaande regten, en, bij afwezenheid derzelve, onder opzigt van de naastbij zijnde plaatselijke autoriteit.

In geval van plombering of verzegeling der luiken of bergplaatsen der goederen, zal de schipper of scheepsbestuurder, in de hiervoor bedoelde gevallen, zich vooraf tot de naastbij zijnde beambten der in- en uitgaande regten moeten wenden, ten einde de looden of zegels te doen afnemen, zich daarbij onderwerpende aan de maatregelen, welke deze ter voorkoming van de insluiking van een gedeelte der lading noodig zullen achten.

De alzoo geligte goederen zullen weder moeten worden ingeladen in dezelfde schepen, waarmede dezelve zijn aangebragt, alvorens het laatste kantoor voor de heffing van het vast regt bij het uitgaan te hebben bereikt.

Artikel 20.

Elke der beide regeringen zal de noodige maatregelen nemen, om zich van de bekwaamheid der personen, aan welke zij de uitoefening der scheepvaart op de binnenwateren tusschen de Schelde en den Rijn toevertrouwt, te verzekeren.

Aan den schipper of scheepsbestuurder, die door de autoriteiten van zijn land als bekwaam erkend is, zal een patent afgegeven worden, welk hem het regt geeft tot de

Les mesures qu'il aurait prises de son chef, sans en avoir préalablement averti les employés, ou en leur absence ou à leur défaut, l'autorité locale, et sans attendre leur intervention, ne seront excusables, qu'autant qu'il prouvera d'une manière incontestable, que le salut du bâtiment ou de la cargaison en a dépendu.

Le patron ou conducteur, en reprenant les marchandises pour continuer sa route, ne sera sujet à aucun droit d'entrée, ni de sortie ou de transit.

Article 19.

Les allégements ordinaires, pour cause d'avarie ou de gros temps, ou qui pourraient être temporairement nécessaires par manque d'eau, ne seront pas réputés chargements ou déchargements dans le sens de l'article précédent, lorsque ces allégements se feront sans toucher aux rivages, et sous la surveillance des employés des douanes, et, en leur absence, sous celle de l'autorité locale la plus voisine.

Si des plombs ou cachets avaient été apposés aux écoutilles ou emplacements servant au dépôt de marchandises, le patron ou conducteur devra, dans les cas précités, s'adresser préalablement aux employés des douanes les plus voisins, pour faire lever les plombs ou scellés, en se soumettant aux mesures, que ceux-ci jugeront nécessaires, pour prévenir l'importation clandestine d'une partie de la cargaison.

Les marchandises allégées devront être rechargées dans les mêmes bâtimens, qui les auront apportées, avant d'avoir atteint le bureau du droit fixe à la sortie.

Article 20.

Chacun des deux gouvernements prendra les mesures nécessaires pour s'assurer de la capacité des personnes auxquelles il confie l'exercice de la navigation des eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin.

Au patron ou conducteur, qui sera reconnu apte par les autorités de son pays, il sera délivré une patente (permis) qui lui donnera le droit d'exercer la navigation des eaux

uitoefening der scheepvaart op de voorzegde wateren, in derzelver geheele uitgestrektheid, overeenkomstig de bepalingen van het tegenwoordig reglement. Dit patent zal slechts aan erkende onderdanen der beide staten afgegeven, en alleen door het gouvernement, hetzelve verleend heeft, ingetrokken kunnen worden.

De vaartuigen zullen in deze patenten worden omschreven.

Artikel 21.

De schipper of scheepsbestuurder zal zijn vaartuig moeten onderwerpen aan eene meting, volgens eene in palmen afgedeelde schaal, zoo als thans op den Rijn gebruikelijk is; hij zal houder moeten zijn van den ijk of meetbrief, welke hem door de bevoegde autoriteit der respective landen zal worden afgegeven.

Artikel 22.

Ieder schipper of scheepsbestuurder is verpligt, vóór zijn vertrek van de ladingsplaats, een manifest zijner lading op te maken, volgens de vrachtbrieven of cognossementen, welke er als bewijsstukken bijgevoegd moeten zijn, en aanwijzende den aard en de hoeveelheid der goederen, met opgave van den persoon aan wien de afzending geschiedt.

Dit manifest zal in allen deele zijn overeenkomstig het bij dit reglement gevoegd model, en zal door den schipper of scheepsbestuurder moeten onderteekend worden, welke voor deszelfs inhoud verantwoordelijk is.

De beambten op de ladingsplaats, zullen de manifesten viseren, na zich, met opzigt tot den aard en de hoeveelheid der goederen, van derzelver naauwkeurigheid te hebben verzekerd.

Zij zullen zorg dragen dat er op dezelve geene doorhaling, overschrijving, tusschenregel of wit gevonden worde.

Een duplicaat van het manifest zal aan het eerste betalingskantoor voor het vaste regt worden gelaten.

Artikel 23.

De bestuurders van houtvlotten zullen een manifest moeten vertoonen, aanwijzende het getal en den geheelen omvang der boomen, berekend in teerlings-ellen. De controle daarvan zal geschieden door de beambten van het vaste regt, overeenkomstig de voorschriften en herleidingstafel thans te dien einde op den Rijn in gebruik.

précitées, dans toute leur étendue, conformément aux dispositions du présent règlement. Cette patente ne sera délivrée qu'à des sujets reconnus des deux États, et ne pourra être retirée que par le gouvernement qui l'aura délivrée.

Les bâtiments seront signalés dans les patentes.

Article 21.

Le patron ou conducteur devra soumettre son bateau au jaugeage, opéré d'après une échelle graduée de décimètre en décimètre, suivant la méthode actuellement en vigueur sur le Rhin; il devra être porteur du certificat de jaugeage, qui lui sera délivré par l'autorité compétente des pays respectifs.

Article 22.

Tout patron ou conducteur sera tenu, avant de partir du lieu de son chargement, de dresser un manifeste de sa cargaison, suivant les lettres de voiture ou connaissement, qui y seront joints comme pièces justificatives, et indiquant la nature et la quantité des marchandises, ainsi que leur destinataire.

Ce manifeste, qui sera en tous points conforme au modèle annexé au présent règlement, devra être signé par le patron ou conducteur, qui sera responsable de son contenu.

Les employés du lieu de chargement viseront les manifestes, après s'être assurés de leur exactitude, sous le rapport de la nature et de la quantité des marchandises.

Ils veilleront à ce qu'il ne présente aucune rature, surcharge, interligne ou lacune.

Un duplicata du manifeste sera laissé au premier bureau de payement du droit fixe.

Article 23.

Les conducteurs de trains de bois représenteront un manifeste, indiquant le nombre et le volume total des arbres, calculé en mètres cubes. Le controle en sera fait par les employés du droit fixe, conformément aux instructions et à la table de réduction actuellement en vigueur à cet effet sur le Rhin.

Artikel 24.

De beambten ter plaatse alwaar de ontvangkantoren van het vaste regt gevestigd zijn, hebben de bevoegdheid om de vaartuigen te visiteren, ten einde derzelver lading na te zien, telkens wanneer er verdenking bestaat omtrent de naauwkeurigheid der manifesten. Deze bevoegdheid bestaat onafhankelijk van die, welke de zich aanboord van een vaartuig of boot bevindende beambten hebben, om van iederen schipper of scheepsbestuurder de vertooning te vragen van het manifest, om het even waar hij op de binnenwateren wordt ontmoet.

In beide gevallen zullen de beambten, indien zulks van hen verlangd wordt, hunne hoedanigheid moeten bewijzen door het vertoonen hunner commissien.

Artikel 25.

Ieder schipper of scheepsbestuurder, die, daartoe uitgenoodigd, in gebreke blijft zijn manifest en de vereischte bewijsstukken, in behoorlijken vorm, te vertoonen, zal niet worden toegelaten tot het genot der voordeelen, weike het tegenwoordig reglement hem verzekert.

Artikel 26.

Wanneer een schipper of scheepbestuurder beschuldigd wordt pogingen gedaan te hebben tot sluiken, zal hij de vrijheid der vaart op de binnenwateren niet kunnen inroepen, om zijnen persoon, of de goederen welke hij frauduleus zoude hebben willen in- of uitvoeren, in zekerheid te stellen, tegen de hem aangedane vervolgingen van wege de beambten der in- en uitgaande regten, zonder dat echter, ter oorzaak van eene zoodanige poging, het overige gedeelte der lading, hetwelk dezelve niet betroffen heeft, in beslag zal kunnen genomen, noch in het algemeen de schipper op eene gestrenger wijze behandeld worden dan de algemeene Nederlandsche wetgeving zulks medebrengt.

Indien het aan een der Nederlandsche grenskantoren, hetzij bij het inkomen, hetzij bij het uitgaan, of gedurende de doorvaart van dit grondgebied, blijken mogt, dat een schipper of scheepsbestuurder voorzien is van een manifest, zoodanig onnaauwkeurig opgemaakt dat daaruit eene volvoerde of gepoogde fraude blijkt, zal hij insgelijks voor deze daad beloopen hebben de straffen door de wet tegen de verkeerde aangiften uitgesproken.

Article 24.

Les employés stationnés sur les lieux ou sont situés les bureaux de perception du droit fixe, auront le droit de visiter les embarcations, pour en reconnaître le chargement, chaque fois qu'il y aura des soupçons sur l'exactitude des manifestes. Ce droit est indépendant de celui qu'auront les employés embarqués sur un bateau ou canot, d'exiger la représentation du manifeste de tout patron ou conducteur d'embarcation, en quelqu'endroit des eaux intermédiaires qu'il soit rencontré.

Dans l'un et l'autre cas les employés, s'ils en sont requis, devront justifier de leurs qualités, par l'exhibition de leurs commissions.

Article 25.

Tout patron ou conducteur qui sera en défaut de produire, en étant requis, son manifeste et les pièces y jointes, en dûe forme, ne pourra profiter des avantages que lui assure le présent règlement.

Article 26.

Lorsqu'un patron ou conducteur sera prévenu d'avoir tenté la contrebande, il ne pourra pas invoquer la liberté de la navigation des eaux intermédiaires, pour mettre soit sa personne, soit les marchandises qu'il aurait voulu importer ou exporter frauduleusement, à l'abri des poursuites dirigées contre lui de la part des employés des douanes, sans cependant qu'il puisse y avoir lieu à saisir, pour cause d'une pareille tentative, le reste du chargement, qui n'en aurait pas été l'objet, ni en général à sévir contre le patron d'une manière plus rigoureuse, que ne l'ordonnent les lois générales des Pays-Bas.

Si, dans un des bureaux frontières du territoire des Pays-Bas, soit en entrant, soit en sortant, ou pendant la traversée de ce territoire, il est reconnu qu'un patron ou conducteur est porteur d'un manifeste tellement infidèle, qu'il en résulte une fraude consommée ou tentée, il aura également, pour ce fait, encouru les peines portées par la loi contre les déclarations infidèles.

Artikel 27.

De schipper of scheepsbestuurder, welke een kantoor voorbij vaart, zonder zich bij hetzelve tot betaling der regten en vertooning van zijn manifest aan te melden, of hetzelve verlaat zonder de betaling te hebben bewerkstelligd, zal vervallen in de, bij artikel 35, hierachter opgelegde boete, tenzij hij daartoe door eenen blijkbaren nooddwang ware verpligt geworden, ten einde zijn vaartuig, de lading, of de manschappen te redden.

In dergelijk geval zal het voldoende zijn, dat de schipper of scheepsbestuurder, zich aan het kantoor van ontvangst vervoege, zoodra het vaartuig en de goederen in veiligheid zullen gebracht zijn.

Artikel 28.

De ontvanger aan het eerste kantoor van het vaste regt, in geval van regtstreekschen doorvoer, of die van eene der entrepôt-plaatsen, aangewezen in artikel 10, in geval van doorvoer door middel van entrepot, zal gehouden zijn, den schipper of scheepsbestuurder kosteloos quitantie te geven voor de ontvangen som, en aan den voet van het manifest daarvan melding te maken.

Deze quitantien zullen afzonderlijk moeten aanwijzen het aantal centenaars en het bedrag der verschillende betaalde regten.

Artikel 29.

De schipper of scheepsbestuurder zal verpligt kunnen worden om, door vertooning zijner quitantie, aan het kantoor van uitgang te bewijzen, dat hij aan het kantoor, waar hij daartoe gehouden was, de regten betaald heeft.

Bij gebreke van des gevorderde vertooning dezer quitantie, zal hij, tot zoo lang hij zich zal geregtvaardigd hebben, beschouwd worden als het regt te hebben ontdoken, en verpligt zijn voorloopig de bij art. 35 opgelegde boete te betalen.

Artikel 30.

Het vaste regt, overeenkomstig het te dien einde aan het ontvangkantoor vertoond manifest ontvangen, zal niet worden teruggegeven, al ware het ook, dat de goederen, op de verdere reize, buitengewone avarij hadden geleden, behalve in geval van lossing en aangifte tot verbruik in de Nederlanden.

Article 27.

Le patron ou conducteur qui passera le bureau sans s'y présenter pour le payement des droits, avec exhibition de son manifeste, ou qui en partira avant d'avoir effectué le payement, encourra la peine portée par l'article 35 ci-après, à moins qu'il n'y ait été contraint par une force majeure et apparente, afin de sauver son bateau, le chargement ou l'équipage.

En pareil cas il suffira, que le patron ou conducteur se présente au bureau de perception, aussitôt que l'embarcation et les marchandises auront été mises en lieu de sûreté.

Article 28.

Le receveur du premier bureau du droit fixe, en cas de transit direct, ou celui de l'une des places entrepositaires, désignées à l'article 10, en cas de transit par voie d'entrepôt, seront tenus de donner quittance, sans frais, au patron ou conducteur, de la somme perçue et d'en faire au bas du manifeste.

Ces quittances énonceront distinctement le nombre des quintaux et le montant des différents droits payés.

Article 29.

Le patron ou conducteur pourra être obligé de prouver par la représentation de sa quittance au bureau de sortie, qu'il a acquitté les droits au bureau où il était tenu de les payer.

Faute de produire cette quittance, s'il en est requis, il sera, jusqu'à ce qu'il se soit justifié, regardé comme fraudeur, et tenu de payer provisoirement l'amende déterminée par l'article 35.

Article 30.

Le droit fixe, perçu conformément au manifeste produit à cet effet au bureau de perception, ne sera pas restitué, lors même que les marchandises, en continuant leur voyage, auraient souffert une avarie extraordinaire, à moins toutefois que celles-ci ne soient déchargées et déclarées à la consommation des Pays-Bas.

Artikel 31.

Ieder schipper, wiens vaartuig dieper gaat dan de hoogste belaadbaarheid, aangewezen door de ijklijn, welke daarop door de bevoegde autoriteit is geplaatst, zal gestraft worden volgens de wetten van het land waar de overtreding zal ontdekt zijn.

Daarenboven zal de overtreder gehouden zijn, om in de naastbij gelegen haven zijne lading te verminderen tot op den wettigen diepgang.

Artikel 32.

Het is aan den schipper of scheepsbestuurder, op eene boete van 50 tot 150 gulden, verboden, goederen op het dek te laden.

Dit verbod zal echter niet toepasselijk zijn op de stoombooten, mits de aldus geladene goederen op eene of twee plaatsen vereenigd, en met een aan het verdek vastgemaakt zeildoek bedekt worden, zoodanig, dat de plombering kan plaats hebben, zonder vermeerdering van kosten en oponthoud te veroorzaken.

Alle de uitzonderingen op het voorschreven verbod, welke ten opzigte van de Rijnscheepvaart verleend zijn of mogten worden, zullen evenzeer en op dezelfde wijze toepasselijk zijn op de scheepvaart der binnenwateren tusschen de Schelde en den Rijn.

Artikel 33.

Het vervoer van buskruid zal in alle gevallen op bijzondere vaartuigen geschieden, zonder eenige vermenging met andere voorwerpen. De vaartuigen met buskruid geladen, zullen zoo veel mogelijk, van de oevers verwijderd blijven, en in geval van aanleggen, hetzij om te lossen, hetzij dat de reis om eenige andere reden niet mogt kunnen worden voortgezet, zal de politie der naastbij gelegene plaats daarvan verwittigd worden, ten einde zoodanige maatregelen te nemen als de openbare veiligheid zoude mogen vereischen.

De overtredingen der voorschreven bepalingen zullen met eene geldboete van 50 tot 150 gulden gestraft worden.

Artikel 34.

Ten aanzien van andere ontvlambare of bijtende stoffen, zoo als zwavelzuren, zoutzuren, salpeterzuren, phosphorieke

Article 31.

Tout batelier, dont l'embarcation présentera plus d'enfoncement que le maximum de la charge, indiqué par la ligne fixée par l'autorité compétente, sera puni d'après les lois du pays dans lequel la contravention aura été découverte.

En outre le contrevenant sera astreint, au port le plus voisin, de rompre charge jusqu'au dégré d'enfoncement légal.

Article 32.

Il est défendu au patron ou conducteur, sous peine d'une amende de 50 à 150 florins, de charger des marchandises sur le tillac.

Cette défense ne sera toutefois pas applicable aux bateaux à vapeur, pourvu que les marchandises ainsi chargées soient réunies dans un ou deux endroits et recouvertes par une toile, attachée au tillac, de manière à permettre le plombage, sans occasionner un surcroit de frais et de retard.

Toutes les exceptions à la défense précitée, qui sont ou seront accordées par rapport à la navigation de Rhin, s'appliqueront également et de la même manière à celle des eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin.

Article 33.

Les transports de poudre à canon se feront, dans tous les cas, sur des embarcations particulières, sans aucun mélange avec d'autres objets. Les bateaux chargés de poudre resteront, autant que faire se pourra, éloignés des rives, et en cas de relâche, soit pour le déchargement, soit pour toute autre cause, qui empêcherait la continuation du voyage, la police de l'endroit le plus voisin en sera avertie, pour prendre les mesures que la sûreté publique pourrait exiger.

Les contraventions aux dispositions qui précèdent seront punies d'une amende de 50 à 150 florins.

Article 34.

A l'égard d'autres matières inflammables ou corrocives, telles que acides sulfuriques, muriatiques, nitriques, briquets

vuurslagen, strijkzwavelstokken, enz., zal de politie der haven waar de inlading geschiedt, beslissen, of het vervoer daarvan in afzonderlijke vaartuigen, dan wel gezamenlijk met andere voorwerpen zal moeten geschieden. In dit laatste geval zal zij de maatregelen voorschrijven, waaraan de schipper zich zal hebben te onderwerpen, en daarvan op het manifest der lading melding maken.

De overtredingen der bepalingen van dit artikel zullen gestraft worden volgens de wetten van den Staat waarin dezelve ontdekt zijn.

Artikel 35.

Bedriegelijke verkorting van het vast regt zal gestraft worden met eene boete ten bedrage van het vierdubbel der geslokene regten, onverminderd het beloop van het regt zelve, hetwelk altijd daarenboven zal moeten betaald worden.

Artikel 36.

Ten opzigte der straffen, welke de schipper of scheepsbestuurder beloopt, ten gevolge van verkeerde aangifte en andere overtredingen betrekkelijk de landsregten van in- en uitvoer, wordt hier verwezen aan de bepalingen van artikel 8, 10, 12, 15, 17, 18, 19 en 26 hierboven, zullende het tegenwoordige reglement in geenen deele inbreuk maken op de bijzondere wetgeving der Nederlanden, met betrekking tot de administratie der in- en uitgaande regten.

Artikel 37.

Overeenkomstig artikel 41 van het tractaat van 5 November 1842, zullen de Belgische schepen, mitsgaders derzelver ladingen, op den Nederlandschen Rijn alle regten en voordeelen genieten, welke bij de overeenkomst van Mentz, van 31 Maart 1831, bedongen zijn, ten behoeve van de onderdanen der Rijnoever-Staten in het algemeen.

Zoolang de voormelde vaartuigen, gezegde scheepvaart uitoefenende, of derzelver ladingen, noch op den Rijn, of de daarin uitloopende wateren, welke door dezelfde overeenkomst worden bestuurd, noch van Antwerpen naar Bath, of van Gent naar het Sas van Gent, eenige andere of grootere voorregten zullen genieten, dan die, welke aan de Nederlandsche schepen of aan derzelver ladingen zijn verleend, zullen de Belgische schepen en derzelver ladingen op den

phosphoriques, allumettes à friction, etc., la police du port d'embarquement aura à décider, si le transport doit en être fait sur des embarcations particulières, ou s'il peut l'être concurremment avec d'autres objets. Dans ce dernier cas, elle prescrira les mesures auxquelles le batelier aura à se soumettre et en fera mention sur le manifeste du chargement.

Les contraventions aux dispositions du présent article seront punies d'après les lois respectives des États où elles auront été constatées.

Article 35.

La fraude, en matière de droit fixe, sera punie d'une amende du quadruple des droits fraudés, indépendamment du simple droit, qui devra toujours être acquitté en sus.

Article 36.

Quant aux peines, que le patrón ou conducteur encourt par suite de fausses déclarations et autres contraventions relatives aux droits d'entrée et de sortie territoriaux, il est renvoyé aux dispositions des articles 8, 10, 12, 15, 17, 18, 19, et 26 ci-dessus; le présent règlement ne devant porter aucune atteinte aux lois particulières des Pays-Bas, par rapport aux douanes.

Article 37.

Conformément à l'article 41 du traité du 5 Novembre 1842, les navires Belges, ainsi que leurs cargaisons, jouiront sur le Rhin Néerlandais, de tous les droits et avantages stipulés par la convention de Mayence du 31 Mars 1831, en faveur des sujets des États riverains du Rhin en général.

Aussi longtemps que les susdits navires, faisant la navigation précitée, ou leurs cargaisons, ne jouiront ni sur le Rhin et ses confluents régis par la dite convention, ni d'Anvers à Bath, ni de Gand au Sas de Gand, d'avantages autres ou plus grands, que ceux accordés aux navires Néerlandais ou à leurs cargaisons, les navires Belges et leurs cargaisons ne payeront sur le Rhin Néerlandais, depuis Gorcum ou Krimpen jusqu'à Lobith, tant à la remonte qu'à la descente,

Nederlandschen Rijn, van Gorcum of Krimpen tot aan Lobith, zoowel bij het op- als afvaren, slechts dezelfde regten betalen, als waaraan onderworpen zijn de Nederlandsche vaartuigen en derzelver ladingen, welke zich uit de Nederlanden naar den Rijn en vice-versa begeven.

Antwerpen, den 20sten Mei 1843.

COPES VAN HASSELT.
BOEYE.
V. D. VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ.
Secretaris.

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAURT. VEYDT.
EDOUARD DE CUYPER.
Secretaris.

que les droits auxquels sont soumis les navires des Pays-Bas et leurs cargaisons, qui se rendent de ce Royaume au Rhin et vice-versa.

Anvers, le 20 Mai 1843.

COPES VAN HASSELT.	H. DE BROUCKERE.
BOEYE.	LESPIRT.
V. D. VELDE.	CATEAUX WATTEL.
H. A. VAN KARNEBEEK.	L. JACOBS.
WAGTHO.	LAURT. VEYDT.
C. LE CLERCQ.	EDOUARD DE CUYPER.
Secrétaire.	*Secrétaire.*

ANNEXE

Bijvoégsel tot het Reglement voor de scheepvaart op de binnenwateren tusschen de Schelde en den Rijn.

MANIFEST

van den schipper of bestuurder . . . . . van . . . . . .

Het vaartuig . . . . . groot . . . . . centenaars, gebouwd op de werf van . . . . . scheepstimmerman, wonende te . . . . . gevoerd onder (den Staat aan te wijzen waartoe de vlag behoort) vlag, door den ondergeteekende, zijnde het eigendom van N. N., te . . . . . (of van den ondergeteekende) geladen te . . . . . en inhoudende als volgt:

Visa tot verificatie van de lading.	N°. der cognossementen volgens derzelver volgorde.	Namen der afzenders en der ontvangers.	Bestemmingsplaats der goederen.	Colis, vaten, enz.		Naauwkeurige beschrijving der goederen, volgens derzelver benaming in den handel gebruikelijk.	Gewigt van ieder soort der goederen.		Bedrag van	
				Getal.	Merken en nommers.		Aangegeven.	Bevonden bij de verificatie (wanneer dezelve heeft plaats gehad en een verschil heeft opgeleverd bij vergelijking tegen de oorspronkelijke aangifte.)	het vast regt.	de boeten (ingeval die zijn ontvangen).

De ondergeteekende verklaart, dat dit manifest in allen deele naauwkeurig en overeenkomstig de lading is. Te . . . . . den . . . . . .

Antwerpen, den 20sten Mei 1843.

COPES VAN HASSELT.
BOEIJE.
V. D. VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ. *Secretaris*

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAURT. VEYDT.
EDOUARD DE CUYPER. *Secretaris.*

MANIFESTE

du patron ou conducteur . . . . . de . . . . . .

Le bâtiment . . . . . de la capacité de . . . . . quintaux, construit au chantier de . . . . . constructeur de navires, demeurant à . . . . . conduit sous pavillon (indiquer l'État auquel appartient le pavillon) par le soussigné, appartient en propriété à N. N. à . . . . . (ou au soussigné). Il a été chargé à . . . . . et contient ce qui suit:

Visa pour vérification du chargement.	N°. des connaissemens dans l'ordre des numéros.	Noms des expéditeurs et des consignataires.	Lieu de destination des marchandises.	Colis, futailles etc.		Désignation exacte des marchandises, d'après leur dénomination usitée dans le commerce.	Poids de chaque espèce de marchandises.		Montant	
				Nombre.	Marques et numéros.		Déclaré.	Trouvé lors de la vérification, (lorsqu'elle a eu lieu et qu'elle a donné un résultat différent de la déclaration primitive.)	du droit fixe.	des amendes, s'il en a été perçu.

Le soussigné affirme que le présent manifeste est exact sous tous les rapports et conforme au chargement. A . . . . . Le . . . . . .

Anvers, le 20 Mai 1843.

COPES VAN HASSELT.
BOEIJE.
V. D. VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ. *Secrétaire.*

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAUR^T. VEYDT.
EDOUARD DE CUYPER. *Secrétaire.*

REGLEMENT *ter uitvoering van artikel 9 van het tractaat van 19 April 1839, en van het 2de hoofdstuk, 4de afdeeling, van het tractaat van 5 November 1842, betrekkelijk de scheepvaart op de Maas.*

TITEL I.

Van de scheepvaartregten en van de middelen om derzelver heffing te verzekeren.

Artikel 1.

Overeenkomstig de bepalingen der algemeene acte van het Weener congres, zullen de tollen op de Maas, van de Fransche grenzen af tot aan Gorcum, geregeld worden volgens het decreet van het Fransch gouvernement van 10 Brumaire, jaar XIV, des echter dat het regt, gevestigd op de breedte der schepen, berekend zal worden volgens hunnen inhoud, naar den maatstaf van 4/5 centimen Belgisch geld, per afstand van vijf Nederlandsche mijlen en per ton van eene kubieke Nederlandsche el.

De houtvlotten zullen aan hetzelfde regt van 4/5 centimen per afstand van vijf Nederlandsche mijlen en per kubiek el onderworpen zijn.

Behoudens de beschikkingen welke het aan de beide Regeringen vrijstaat te nemen, ten aanzien van de binnenlandsche scheepvaart, zal de heffing der opgemelde regten geschieden op de hierna aangewezen kantoren:

Bij de afvaart.	Bij de opvaart.
te Hastier-Lavaux.	te Gorcum.
te Dinant.	te Rossum.
te Namen.	te Katwijk.
te Hoei.	te Venlo.
te Luik.	te Maaseijk.
te Eijsden.	te Lixhe.
te Roermond.	te Luik.
te Venlo.	te Hoei.
te Katwijk.	te Namen.
te Rossum.	te Dinant.

RÈGLEMENT *pour l'exécution de l'article 9 du traité du 19 Avril 1839, et du chapitre 2, section 4, du traité du 5 Novembre 1842, relativement à la navigation de la Meuse.*

TITRE I.

Des droits de navigation et des moyens d'en assurer la perception.

Article 1.

En conformité des dispositions de l'acte général du congrès de Vienne, les péages sur la Meuse, depuis la frontière de France jusqu'à Gorcum, seront règlés suivant le décret du gouvernement Français du 10 Brumaire, an XIV, sauf que le droit établi à raison de la largeur des bateaux, sera calculé suivant leur capacité, sur le pied de 4/5 de centime argent de Belgique, par distance de cinq kilomètres et par tonneau d'un mètre cube.

Les trains de bois, seront assujettis au même droit de 4/5 de centime par distance de cinq kilomêtres par mêtre cube (stère).

Sauf les dispositions que chacun des deux Gouvernements pourra prendre par rapport à la navigation intérieure, la perception des droits de navigation se fera aux bureaux ci-après designés:

à la descente.	à la remonte.
à Hastier-Lavaux,	à Gorcum.
à Dinant.	à Rossum.
à Namur.	à Katwijk.
à Huy.	à Venlo.
à Liège.	à Maaseyk.
à Eysden.	à Lixhe.
à Ruremonde.	à Liège.
à Venlo.	à Huy.
à Katwijk.	à Namur.
à Rossum.	à Dinant.

De schepen die hetzij afwaarts, hetzij opwaarts, den weg langs de Waal tusschen Rossum en Gorcum, zullen verkozen hebben, in plaats van de beneden-Maas te volgen, zullen echter de tollen slechts betalen naar den maatstaf van laatstgemelden weg.

Artikel 2.

Het zal den beiden Staten vrijstaan om dáár, waar zij de souvereiniteit op de stroombedding alleen uitoefenen, de tusschenkantoren van ontvangst op te heffen, en het volle bedrag der scheepvaartregten, die tot dusverre aan de opgeheven kantoren verschuldigd waren, op het naastbij gelegen grenskantoor te doen heffen, zonder dat echter van de schippers of scheepsbestuurders hoogere regten zullen kunnen gevergd worden, dan zij zouden hebben moeten betalen, indien de opgehevene kantoren waren blijven bestaan.

De gouvernementen zullen elkander wederzijds kennis geven van de maatregelen, die zij ter opheffing der hierbovengemelde kantoren genomen hebben.

Artikel 3.

De scheepvaartregten op het gedeelte der Maas, hetwelk de grensscheiding tusschen de beide Staten vormt, zullen, naar evenredigheid der uitgestrektheid van ieders bezittingen langs de beide oevers, verdeeld worden.

Dientengevolge, zal het Nederlandsch gouvernement, overeenkomstig het bij dit reglement gevoegde tarief, ontvangen:

bij de afvaart:

Vijf centimen en drie en dertig duizendsten per ton van eene Nederlandsche kubiek el, voor deszelfs aandeel in het scheepvaartregt op het bovenvermelde gedeelte der Maas; en voor den afstand, die afgelegd wordt tot aan den ingang van het kanaal der Zuid-Willemsvaart, ééne centime en een en vijftig duizendsten.

Het Belgisch gouvernement zal voor den eerstvermelden afstand, vier centimen en tien duizendsten ontvangen, en voor den tweeden, zestig duizendsten;

bij de opvaart:

Zal het Belgisch gouvernement voor den geheelen afstand van ditzelfde gedeelte der Maas, vier centimen en tien

Les bateaux qui, soit à la descente soit à la remonte, auront choisi la voie du Waal entre Rossum et Gorcum, au lieu de suivre celle de la basse Meuse, ne seront néanmoins assujettis qu'aux péages en raison de la dernière voie.

Article 2.

Il sera libre aux deux Etats de supprimer des bureaux de perception intermédiaires, là où ils exercent seuls la souveraineté sur le lit de la rivière, en faisant percevoir au bureau le plus proche de la frontiere, la totalité des droits de navigation, qui étaient dûs jusqu'alors aux bureaux supprimés, sans que toutefois les patrons ou conducteurs puissent être tenus de payer une plus forte quotité de droits, que celle qu'ils auraient du acquitter si les bureaux supprimés existaient encore.

Les gouvernements se communiqueront réciproquement les décisions qu'ils auront prises pour la suppression des bureaux ci-dessus mentionnés.

Article 3.

Les droits de navigation sur la partie de la Meuse, qui forme limite entre les deux Etats, seront partagés d'après l'étendue de leurs possessions respectives sur les deux rives.

En conséquence le gouvernement des Pays-Bas recevra, en conformité du tarif annexé au présent règlement:

à la descente:

Cinq centimes et trente trois millièmes par tonneau d'un mètre cube, pour sa quotité dans le droit de navigation de cette partie de la Meuse, et pour la distance parcourue jusqu'à l'entrée du canal du Zuid-Willemsvaart un centime et cinquante un millièmes.

Le gouvernement Belge recevra, pour la première distance ci-dessus, quatre centimes et dix millièmes, et pour la seconde, soixante millièmes;

à la remonte:

Le gouvernement Belge recevra, pour la distance entière de cette même partie de la Meuse, quatre centimes et dix

duizendsten ontvangen, en voor den afstand tot aan den ingang van het kanaal der Zuid-Willemsvaart, drie centimen en vijftig duizendsten.

Het Nederlandsch gouvernement zal vijf centimen en drie en dertig duizendsten ontvangen, en voor den afstand tot aan den ingang van bovengemeld kanaal, drie centimen en twee en tachtig duizendsten.

De heffing zal overeenkomstig artikel 1 geschieden, bij de afvaart, door den Nederlandschen ontvanger van het kantoor van Eijsden, en bij de opvaart, door den ontvanger van het kantoor van Maaseijk.

Artikel 4.

De scheepvaartregten op de Maas, vastgesteld bij het tegenwoordig reglement, zullen aan ieder kantoor van ontvangst betaald worden, volgens het bijgevoegd tarief, voor elk vaartuig of voor elk houtvlot, dat aldaar voorbij of van daar afvaart, en zulks naar den inhoud, vermeld in het document, aanwijzende de ruimte van het schip, of naar het getal teerlings-ellen, voor zoo veel de houtvlotten aangaat.

De betaling zal vooruit geschieden voor den af te leggen afstand van het eene kantoor tot het andere, om het even of het vaartuig den afstand aflegge of niet.

Artikel 5.

Op dezen regel wordt niettemin eene uitzondering gemaakt ten aanzien van de schepen, welke, na bij de afvaart het eerste kantoor op de Nederlandsche grenzen te zijn voorbij gevaren, de Maas verlaten om de Zuid-Willemsvaart in te gaan; in welk geval het regt slechts zal verschuldigd zijn naar gelang van den afstand, welke van het bedoelde kantoor af, tot aan den ingang van gemeld kanaal zal worden afgelegd.

Daarentegen zullen de schepen, die bij de opvaart voorbij het kantoor van Maaseijk varen, en naar voormeld kanaal bestemd zijn, slechts de regten te betalen hebben in evenredigheid van den afstand van de uiterste Belgische grenzen tot aan gezegd kanaal.

Artikel 6.

Van alle regten zullen vrij zijn:

1°. De schepen beladen met voorraad voor de legers en militaire goederen, toebehoorende aan een der respective gouvernementen;

millièmes, et pour la distance jusqu'à l'entrée du canal du Zuid-Willemsvaart, trois centimes et cinquante millièmes.

Le gouvernement des Pays-Bas recevra cinq centimes et trente trois millièmes, et pour la distance jusqu'à l'entrée du canal susdit, trois centimes et quatre vingt deux millièmes.

La perception se fera, conformément à l'article 1, à la descente, par le receveur Néerlandais du bureau d'Eysden, et à la remonte par le receveur Belge du bureau de Maaseyk.

Article 4.

Les droits de navigation de la Meuse, établis par le présent règlement, seront payés, à chaque bureau de perception, d'après le tarif ci-annexé, pour toute embarcation ou tout train de bois qui y passera ou qui en partira, et ce d'après la contenance mentionnée dans le documemt indiquant la capacité du bateau, ou d'après le nombre de mètres cubes, en ce qui concerne les trains de bois.

Le payement aura lieu d'avance pour la distance à parcourir d'un bureau à l'autre, soit que l'embarcation parcoure ou non cette distance.

Article 5.

Il est néanmoins fait exception à cette règle, par rapport aux bateaux qui, après avoir passé le 1er bureau à la descente sur la frontière Néerlandaise, quitteront la Meuse, pour entrer dans le canal du Zuid-Willemsvaart, auquel cas le droit ne sera dû qu'en raison de la distance à parcourir depuis le bureau dont il s'agit, jusqu'à l'entrée du dit canal.

Par contre les bateaux, qui à la remonte passeront devant le burau de Maaseyk, en destination du canal précité, ne seront assujettis aux droits qu'en raison de la distance depuis l'extrême frontière Belge jusqu'au dit canal.

Article 6.

Seront exempts de tous droits:

1°. Les bateaux chargés d'approvisionnements pour les armées et d'effets militaires, appartenant à l'un ou l'autre des deux gouvernements respectifs;

2°. de visschers-vaartuigen; die welke dienen voor de overvaart van den eenen Maas-oever naar den anderen; de schuitjes waarin zich het scheepswant bevindt, en die welke gebruikt worden om de trekpaarden van den eenen oever naar den anderen over te zetten;

3°. de schepen beladen met mest, ongedorscht koorn en beestenvoeder, voor rekening der pachters in de uitgestrektheid van hunne bebouwing, en deze zelfde schepen ledig gaande of terugkeerende over dezelfde uitgestrektheid.

Artikel 7.

De ledige schepen zullen slechts de helft van het regt betalen.

De stoombooten zullen insgelijks slechts de helf van het regt voldoen, en alleen voor de gedeelten van het ruim, welke bestemd zijn om eene lading goederen te bergen, of naar gelang van de goederen die op het dek geladen zijn.

Artikel 8.

Van schepen, welke na de scheepvaartregten, bij derzelver vaart langs een kantoor, betaald te hebben, door wel bewezenen nooddwang, genoodzaakt mogten worden derwaarts of zelfs verder terug te varen, zullen niet op nieuw regten kunnen worden gevorderd.

Artikel 9.

De betalingen zullen tegen quitantie geschieden, in muntspecie wettig gangbaar in het land waar dezelve moeten plaats hebben, de frank berekend tegen 47 1/4 cent Nederlandsch. Munten van minder dan 50 Belgische centimes of 25 Nederlandsche centen, zullen echter alleen worden aangenomen om bij te passen hetgeen beneden die som zal verschuldigd zijn.

Artikel 10.

De beide gouvernementen zullen het tarief op geenerlei wijze mogen verhoogen, zelfs niet op eene indirecte wijze, door het gebruik van gezegeld papier voor te schrijven, of andere regten van soortgelijken aard in te voeren.

2°. les bateaux-pêcheurs; ceux servant à traverser la Meuse d'une rive à l'autre, les batelets contenant les agrès des bateaux et ceux servant à transporter les chevaux de halage d'un bord à l'autre;

3°. les bateaux chargés d'engrais, de grains en gerbes et de fourrages pour le compte des fermiers dans l'étendue de leurs exploitations, et ces mêmes bateaux allant ou revenant à vide dans la même étendue.

Article 7.

Les bateaux à vide ne payeront que la moitié du droit.

Les bateaux à vapeur ne payeront également que la moitié du droit, et seulement pour les parties de la cale destinées à recevoir un chargement de marchandises, ou pour les marchandises qui seraient chargées sur le tillac.

Article 8.

Il n'y aura pas lieu d'exiger de nouveaux droits de navigation sur les embarcations qui, après avoir acquitté les dits droits lors de leur passage à un bureau, seraient obligés, par force majeure constatée, d'y retourner ou même de rebrousser chemin plus loin.

Article 9.

Les payements se feront sur quittance, en monnaie ayant cours légal dans le pays où ils devront avoir lieu, le franc calculé à 47 1/4 cents des Pays-Bas. Les monnaies inférieures à 50 centimes de Belgique ou 25 cents des Pays-Bas, ne seront toutefois admises que pour solde de fractions au dessons de cette somme.

Article 10.

Les deux gouvernements ne pourront augmenter le tarif en aucune manière, pas même indirectement, en prescrivant l'usage du papier timbré ou en établissant d'autres droits de ce genre.

Artikel 11.

De Maas-scheepvaartregten kunnen nimmer, noch geheel noch gedeeltelijk, verpacht worden; de heffing daarvan zal in iederen Staat voor deszelfs rekening en door deszelfs beambten moeten geschieden.

De beide gouvernementen verbinden zich wederkeerig, in hunne ontvangkantoren een genoegzaam getal ambtenaren aan te stellen, ten einde de dienst altijd regelmatig kunne worden waargenomen, en de schippers of scheepsbestuurders geene vertraging in hunne scheepvaart ondervinden, en zonder dat de bepalingen van artikel 316 der algemeene wet van 26 Augustus 1822 (*Staatsblad n°.* 38) toepasselijk kunnen zijn op de heffing van het scheepvaartregt.

Artikel 12.

De afstanden die tot grondslag van het scheepvaartregt genomen zijn, slechts bepaald zijnde volgens min of meer naauwkeurige opgaven, zoo zal het vrijstaan contradictoir over te gaan tot eene opmeting der rivier op derzelver geheele lengte, over het gebied der beide Staten, ten koste van dien Staat, welke daartoe de aanvraag doen zal.

Het regt zal, des vereischt, nader bepaald worden, in overeenstemming met de bij deze opmeting verkregen afstanden.

Artikel 13.

Ieder eigenaar of bestuurder van een schip is gehouden, alvorens daarvan voor de scheepvaart op de Maas gebruik te maken, hetzelve, overeenkomstig het tegenwoordig reglement, te onderwerpen aan eene meting door de beambten, welke de respective gouvernementen tot dat einde benoemd hebben.

De meting, bij de scheepston van een teerling el, zal geschieden volgens het reglement ter dezer zake, van 20 October 1819, n°. 1, thans in beide landen in werking.

Behalve het merk met een gloeijend ijzer op het schip ingedrukt, deszelfs nommer en grootte aanwijzende, zal de eigenaar deze aanwijzing moeten doen herhalen op de meest in het oogvallende plaatsen aan de beide zijden der schepen, met witte cijferletters van de grootte van eenen decimeter of palm, op eenen zwarten grond met olieverf geschilderd.

Article 11.

Les droits de navigation de la Meuse ne pourront être affermés, soit en masse, soit partiellement; la perception en sera faite dans chaque état pour son compte et par ses employés.

Les deux gouvernements s'obligent réciproquement, à placer dans leurs bureaux de perception un nombre d'employés suffisant, pour que le service ne soit jamais en souffrance, que les patrons ou conducteurs n'éprouvent point de retard dans leur navigation, et sans que les dispositions de l'article 316 de la loi générale du 26 Août 1822 (*Journal Officiel* n°. 38) puissent être applicables à la perception du droit de navigation.

Article 12.

Les distances, prises pour base du droit de navigation, n'ayant été déterminées que d'après des renseignements plus ou moins exacts, il pourra être procédé contradictoirement à un mesurage de la rivière dans toute sa longueur, sur le territoire des deux États, aux frais de celui qui en fera la demande.

Le droit sera rectifié, s'il y a lieu, d'après les distances reconnues par ce mesurage.

Article 13.

Tout propriétaire ou conducteur de bateau sera tenu, avant de l'employer à la navigation de la Meuse, conformément au présent règlement, de le soumettre au jaugeage des employés désignés à cet effet par les gouvernements respectifs.

Le mesurage, par tonneau d'un mètre cube, sera fait d'après le règlement sur cette matière du 20 Octobre 1819, n°. 1, actuellement en vigueur dans les deux pays.

Indépendamment de la marque imprimée au moyen d'un fer rouge sur le bateau, indiquant son numéro et sa capacité, le propriétaire devra faire répéter cette indication, aux endroits les plus apparents des deux côtés des bateaux, en chiffres blancs sur fond noir, peints à l'huile de la grandeur d'un décimètre ou palme.

Artikel 14.

Ieder scheepsbestuurder zal gehouden zijn, op vordering der met de ontvangst van, of met het toezigt over, het scheepvaartregt belaste ambtenaren, het authentieke document te vertoonen, waar in de grootte van het schip wordt aangewezen.

Ieder bestuurder van houtvlotten zal gehouden zijn, aan dezelfde ambtenaren het getal teerling ellen waaruit het vlot is zamengesteld, aan te geven.

Artikel 15.

De tarieven zullen op de kantoren van ontvangst worden aangeplakt.

TITEL II.

Van de toepassing op de scheepvaart, der wetten van de respectieve Staten op de in- en- uitgaande regten.

Artikel 16.

De schepen tot de Maasvaart behoorende, alsmede derzelver ladingen, komende van den Rijn of van de Nederlanden, zullen vrijelijk, in regtstreekschen doorvoer en zonder tot last breken gehouden te zijn, over de geheele uitgestrektheid der Maas tot in Frankrijk doorvaren, en ter vervanging van alle transit-regten, tollen en diergelijke, slechts onderworpen zijn aan die, welke bij artikel 1 van het tegenwoordig reglement zijn vastgesteld; en, wederkeerig, zullen de schepen en derzelver ladingen, komende van Frankrijk of van Belgie, om zich naar den Rijn of naar de Nederlanden te begeven, op dezelfde voorwaarden van de Maas mogen gebruik maken.

Artikel 17.

De geheele of gedeeltelijke ladingen der schepen, in het vorig artikel vermeld, zullen toegelaten worden en gedurende eenen onbepaalden tijd gedeponeerd kunnen blijven in de Nederlandsche entrepôts voor de Rijnvaartgoederen aangewezen, en zulks zoowel met bestemming ter consumtie als ten doorvoer, met vrijlating om te kiezen, in geval van doorvoer, volgens de voor die entrepôts vastgestelde ver-

Article 14.

Tout conducteur de bateau sera tenu de représenter, sur la réquisition qui lui en sera faite par les employés chargés de la perception ou de la surveillance du droit de navigation, le document authenthique indiquant la capacité du bateau.

Tout conducteur de trains de bois sera tenu de déclarer aux mêmes employés le nombre de mètres cubes dont le train est composé.

Article 15.

Les tarifs seront affichés dans les bureaux de perception.

TITRE II.

De l'application à la navigation, des lois sur les douanes des Etats respectifs.

Article 16.

Les bateaux appartenant à la navigation de la Meuse, ainsi que leurs cargaisons, venant du Rhin ou des Pays-Bas, passeront librement en transit direct et sans être obligés de rompre charge, par toute l'étendue de la Meuse jusqu'en France, et ne payeront en remplacement de tous droits de transit, péages et autres de cette nature, que ceux établis par l'article 1er du présent règlement, et réciproquement les bateaux et leurs cargaisons, venant de la France ou de la Belgique, pourront, aux mêmes conditions, faire usage de la Meuse pour se rendre au Rhin ou dans les Pays-Bas.

Article 17.

Les cargaisons entières ou partielles des bateaux mentionnés à l'article précédent, seront reçues et pourront rester déposées pendant un temps indéterminé, tant pour la consommation que pour le transit, dans les entrepôts Néerlandais admis pour les marchandises appartenant à la navigation Rhénane, avec faculté d'option, en cas de transit, suivant les dispositions établies pour ces entrepôts, entre le payement

ordeningen, tusschen de betaling van de gewone regten volgens de Nederlandsche tarieven, en die van het vast regt vermeld in artikel 4 van de Mentzer conventie van 31 Maart 1831.

Wederkeerig zal het algemeen entrepôt van Luik openstaan voor de hierboven vermelde ladingen. Dezelve zullen daarin, gedurende eenen onbepaalden tijd opgeslagen en tot inlandsch verbruik of tot den doorvoer langs de Maas kunnen aangegeven worden, hetzij dezelve uit Frankrijk, uit de Nederlanden of van den Rijn komen, met bevoegdheid om, in geval van doorvoer, te kiezen tusschen de gewone regten volgens het Belgische tarief, en de betaling van het regt in artikel 1 van het tegenwoordig reglement vermeld.

De goederen, komende uit de hierboven vermelde entrepôts, en bestemd voor inlandsch verbruik, zullen aan de regten volgens de wetten en tarieven der wederzijdsche landen onderworpen zijn.

Artikel 18.

Van de aldus geentreposeerde goederen, als behoorende tot den Maashandel, zal voor magazijn-, kaai-, kraan- en waagrechten, en voor zooveel van die inrigtingen gebruik gemaakt is, niet meer verschuldigd zijn, dan hetgeen als maximum voor de Rijn-entrepôts is aangewezen.

Er zal, ten aanzien van het bedrag der bovengemelde regten, geen onderscheid gemaakt worden tusschen de ladingen der verschillende schepen die de vaart op de Maas uitoefenen.

Artikel 19.

De schipper of bestuurder van een schip, bestemd om de Maas in regtstreekschen doorvoer, zonder last te breken, te bevaren, zal, alvorens van de ladingsplaats te vertrekken, gehouden zijn tot het opmaken van een manifest zijner lading, volgens de vrachtbrieven of cognossementen, welke hij zich zal moeten doen afgeven, aanwijzende den aard en de hoeveelheid der goederen, met opgaaf van den persoon aan wien de afzending geschiedt.

Dit manifest, hetwelk in allen deele gelijkvormig zijn moet aan het bij dit reglement gevoegd model, zal door den schipper of scheepsbestuurder moeten onderteekend worden, die voor deszelfs inhoud verantwoordelijk blijft.

des droits ordinaires d'après les tarifs des Pays-Bas, et celui du droit fixe mentionné à l'article 4 de la convention de Mayence du 31 Mars 1831.

En retour, l'entrepôt public de Liège sera ouvert aux cargaisons mentionnées ci-dessus. Elles pourront y être déposées pendant un temps indéterminé et être déclarées en consommation ou en transit par la Meuse, soit qu'elles viennent de la France, des Pays-Bas ou du Rhin, avec faculté d'option, en cas de transit, entre les droits ordinaires d'après le tarif Belge, et le payement du droit mentionné à l'article 1er du présent règlement.

Les marchandises sortant des entrepôts indiqués ci-dessus, et destinées à la consommation, seront assujetties aux droits d'aprés les lois et tarifs des pays respectifs.

Article 18.

Les marchandises entreposées ainsi qu'il vient d'être dit, comme appartenant au commerce de la Meuse, ne payeront pour tous droits de magasin, de quai, de grue et de balance, et pour autant qu'il aurait été fait usage de ces établissements, que la quotité indiquée comme maximum pour les entrepôts du Rhin.

Il ne pourra y avoir lieu, quant à la hauteur des droits ci-dessus mentionnés, à aucune distinction entre les cargaisons des différents bateaux exerçant la navigation de la Meuse.

Article 19.

Le patron ou conducteur d'un bateau destiné à parcourir la Meuse en transit direct sans rompre charge, sera tenu, avant de partir du lieu du chargement, de dresser un manifeste de sa cargaison, suivant les lettres de voiture ou connaissements, qu'il devra se faire délivrer, indiquant la nature et la quantité de marchandises, avec désignation de la personne à qui l'expédition en est faite.

Ce manifeste, qui sera en tout point conforme au modèle joint au présent règlement, devra être signé par le patron ou conducteur, qui sera responsable de son contenu.

Artikel 20.

Het manifest en de vrachtbrieven of cognossementen, die de lading moeten vergezellen, zullen door den schipper of scheepsbestuurder moeten vertoond worden aan de beambten der in- en uitgaande regten van het eerste kantoor, bij het binnenkomen, en van het laatste, bij het verlaten van het gebied, hetwelk hij bij regtstreekschen doorvoer zal doorvaren.

Deze beambten zullen zich, door eene summiere visitatie, verzekeren, dat de lading met het manifest en de daarbij gevoegde stukken overeenkomt, en zulks onverminderd de maatregelen van voorzorg in artikel 24 vermeld.

Artikel 21.

Behalve de bij de artikels 19 en 20 opgelegde verpligtingen, zal de schipper of scheepsbestuurder gehouden zijn, zijn manifest aan de beambten der in- en uitgaande regten te vertoonen, wanneer deze er om zullen vragen, om het even waar hij zich op de Maas bevinde. Zoo hij in gebreke blijft hetzelve te vertoonen, zal hij verstoken zijn van de voordeelen, welke het tegenwoordig reglement hem toekent.

Artikel 22.

De schipper of scheepsbestuurder, voorzien van het manifest in goeden en behoorlijken vorm, waarvan in art. 19 gesproken is, zal onder weg niet kunnen worden opgehouden, onder voorwendsel van te heffen Rijksbelastingen of tot dien einde te doene onderzoekingen der lading, tenzij aan de kantoren der in- en uitgaande regten bij het binnenkomen of verlaten van het gebied der beide gouvernementen, of in de gevallen bij art. 31 voorzien.

Artikel 23.

Elke der beide Staten zal het regt hebben om naar goedvinden de havens en ladingsplaatsen aan te wijzen, alwaar het uitsluitend geoorloofd zal zijn eene lading in te nemen of te lossen.

Wanneer echter een schipper of scheepsbestuurder door stormweder, door het bekomen van lek, of andere ongevallen, verhinderd wordt zijne vaart voort te zetten, zal het hem geoorloofd wezen, zijn vaartuig in elke andere plaats

Article 20.

Le manifeste ainsi que les lettres de voiture ou connaissements, qui devront accompagner le chargement, seront représentés par le patron ou conducteur aux employés des douanes au 1er. bureau à l'entrée, et au dernier bureau à la sortie du territoire qu'il traversera en transit direct.

Ces employés s'assureront, par une visite sommaire, de la conformité du chargement avec le manifeste et les pièces y jointes, et ce indépendamment des mesures de précaution mentionnées à l'article 24.

Article 21.

Indépendamment des obligations prescrites par les articles 19 et 20, le patron ou conducteur sera obligé de représenter son manifeste aux employés des douanes, qui lui en feront la demande, en quelqu'endroit de la Meuse qu'il puisse se trouver. A défaut de le représenter, ii ne pourra pas profiter des avantages que lui assure le présent règlement.

Article 22.

Le patron ou conducteur de bateau, muni du manifeste en bonne et dûe forme, dont il est parlé à l'article 19, ne pourra être arrêté en route sous prétexte de perception d'impôts de l'Etat ou de recherches à faire à cette fin sur le chargement, si ce n'est aux bureaux de douanes à l'entrée ou à la sortie du territoire des deux Gouvernements, ou dans les cas prévus par l'article 31.

Article 23.

Chacun des deux Etats aura le droit de déterminer, à son gré, les ports et les différents lieux d'atterrage, où il sera exclusivement permis de prendre charge ou de décharger.

Néanmoins lorsqu'un patron ou conducteur sera empêché pour cause de gros temps, de voie d'eau ou d'autres accidents, de continuer sa route, il lui sera permis de mettre son bateau en tout autre lieu de sûreté; il pourra même au

in veiligheid te brengen; zelfs zal hij hetzelve des noods geheel of gedeeltelijk kunnen doen ontladen, mits zulk in beide gevallen geschiede onder toezigt der beambten voor de in- en uitgaande regten, en, bij afwezigheid of ontstentenis van dezelve, onder dat van het plaatselijk bestuur.

De schipper of scheepsbestuurder zal echter bij het weder innemen der goederen om zijne reis te vervorderen, niet aan de regten volgens het tarief van het land onderworpen zijn.

Wanneer, in eene zoodanige omstandigheid, de schipper of scheepsbestuurder op eene plaats aankomt waar zich geene beambten der in- en uitgaande regten bevinden, zal hij het plaatselijk bestuur onverwijld van zijne aankomst moeten kennis geven, en zich bevlijtigen om van de onvermijdelijke noodzakelijkheid welke hem tot binnenvallen genoodzaakt heeft, op eene wettige wijze te doen blijken.

De beambten der in- en uitgaande regten van de naastbij gelegen standplaats, op hetzelfde grondgebied, zullen onverwijld hiervan onderrigt worden, ten einde nadere maatregelen van toezigt te kunnen nemen.

Al wat de schipper of scheepsbestuurder uit eigen beweging mogt gedaan hebben, zonder de beambten of, bij afwezigheid of bij ontstentenis van dezelve, het plaatselijk bestuur, vooraf daarvan verwittigd, en zonder hunne tusschenkomst afgewacht te hebben, zal slechts dan kunnen worden verontschuldigd, wanneer hij op eene onbetwistbare wijze zal kunnen bewijzen, dat het behoud van het vaartuig of van de lading daarvan heeft afgehangen.

Artikel 24.

Behalve het manifest, zal de schipper van vaartuigen, bestemd om, zonder last te breken, afstanden door te varen, waar de souvereiniteit over de Maas met hare beide oevers aan ééne en dezelfde regering behoort, bij het inkomen van dat gebied tot geene andere formaliteiten van de in- en uitgaande regten gehouden zijn, dan tot de plombering of het doen stellen van zegels op de luiken of op de plaatsen tot berging der goederen dienende, of tot het aan boord nemen van wakers, telkens wanneer de beambten der in- en uitgaande regten zulks noodig zullen oordeelen, of eindelijk zich aan deze beide formaliteiten te gelijk moeten onderwerpen.

Artikel 25.

Het zal echter den schipper of scheepsbestuurder van vaartuigen in het vorig artikel vermeld, geoorloofd zijn, om

besoin le faire décharger en tout ou en partie, pourvu que, dans l'un et l'autre cas, cela ait lieu sous la surveillance des employés des douanes et, en leur absence, ou à leur défaut, sous celle de l'autorité locale.

Toutefois le patron ou conducteur, en reprenant les marchandises pour continuer sa route, ne sera pas, par ce fait, soumis aux droits suivant le tarif du pays.

Lorsqu'en pareille circonstance, le patron ou conducteur arrivera dans un endroit où il n'y a point d'employés de douanes, il devra de suite donner connaissance de son arrivée à l'autorité locale, et faire ses diligences, afin de constater d'une manière légale la force majeure qui l'a obligé à relâcher.

Les employés des douanes du poste le plus voisin du même territoire en seront immédiatement avertis, pour qu'ils puissent prendre des mesures ultérieures de surveillance.

Tout ce que le patron ou conducteur aurait fait de son chef, sans en avoir préalablement averti les employés ou, en leur absence et à leur défaut, l'autorité locale, et sans attendre leur intervention, ne sera excusable qu'autant qu'il prouvera, d'une manière incontestable, que le salut du bateau ou de son chargement en dépendait.

Article 24.

Indépendamment du manifeste, le patron de bateaux destinés à parcourir, sans rompre charge, des distances où la souveraineté sur la Meuse appartient avec ses deux rives à un seul et même gouvernement, ne sera tenu, à l'entrée de ce territoire, à remplir d'autres formalités de douane, que de faire apposer des plombs ou cachets aux écoutilles et aux emplacements servant de dépôt de marchandises, ou de recevoir à bord des gardiens, toutes les fois que les employés des douanes le jugeront convenable, ou enfin de se soumettre à ces deux formalités réunies.

Article 25.

Il sera toutefois loisible au patron ou conducteur de bateaux mentionnés à l'article précédent, d'invoquer, en

ter vervanging van de bepalingen opzigtelijk de manifesten, de toepassing in te roepen der formaliteiten van de in- en uitgaande regten, volgens de wetgeving van het land over welks grondgebied hij in regtstreekschen doorvoer wenscht door te varen, mits hij daartoe aan het eerste kantoor bij het binnenkomen van dit grondgebied eene schriftelijke aanvrage inlevere.

Hij zal ook verpligt kunnen worden om zich aan de formaliteiten der in- en uitgaande regten, volgens dezelfde wetgeving, te onderwerpen, wanneer de doorvoer zal geschieden met opene schuiten, of met vaartuigen waarvan de luiken of andere toegangen tot de inladingsplaatsen van goederen niet genoegzaam afgesloten en door middel van looden of zegels kunnen verzekerd worden.

In deze beide gevallen zal echter geene betaling van het doorvoerregt, maar blootelijk van de regten volgens artikel 1 van het tegenwoordig reglement, plaats hebben.

Artikel 26.

De formaliteiten van de administratie der in- en uitgaande regten volgens de wetgeving der respective staten, zullen worden toegepast op de schepen die, geheel of gedeeltelijk, in de entrepôts welke voor den Maashandel zijn geopend, zullen laden of lossen; gelijk mede op de goederen die, bij het binnenkomen in een der beide landen, bestemd mogten zijn om aldaar tot inlandsch verbruik te worden afgeleverd, of die van daar ter uitvoer worden ingescheept.

Artikel 27.

De gewone ligtingen ten gevolge van avarij of noodweder, of welke tijdelijk op eenige plaatsen der rivier noodzakelijk zouden kunnen zijn, uit hoofde der voor de scheepvaart min gunstige gesteldheid van derzelver bedding, zullen geenszins voor ladingen of lossingen, in den zin van het voorafgaand artikel, gehouden worden, wanneer deze ligtingen op de rivier geschieden zonder de oevers aan te doen, en zonder opzigt der beambten van de in- en uitgaande regten, en, bij afwezigheid of bij ontstentenis van dezelve, onder dat van de naastbij zijnde plaatselijke autoriteit.

Artikel 28.

De dienst der wakers zal zich bepalen tot het toezigt op de vaartuigen en ladingen of der looden en zegels.

remplacement des dispositions concernant des manifestes, l'application des formalités des douanes, suivant la législation du pays dont il voudra traverser le territoire en transit direct, pourvu qu'il en fasse la demande par écrit au premier bureau à l'entrée de ce territoire.

Il pourra même être obligé de se soumettre aux formalités de douane selon la même législation, lorsque le transit s'opérera par bateaux ouverts ou par bateaux dont la fermeture des écoutilles ou autres issues des emplacements servant de dépôts de marchandises, ne pourrait pas être suffisamment assurée au moyen de plombs ou cachets.

Dans l'un et l'autre cas, il n'y aura pas lieu au payement du droit de transit, mais seulement à celui des droits dûs d'après l'article 1er du présent règlement.

Article 26.

Il y aura lieu à l'application des formalités des douanes suivant la législation des états respectifs, par rapport aux bateaux qui chargeront ou déchargeront, soit entièrement, soit partiellement, dans les entrepôts ouverts au commerce de la Meuse, ou lorsqu'il s'agira de marchandises dont la destination, en arrivant dans l'un ou l'autre pays, serait d'y être livrées à la consommation, ou qui y seraient embarquées pour l'exportation.

Article 27.

Les allégements ordinaires, pour cause d'avarie ou de gros temps, ou qui pourront être temporairement nécessaires en quelques endroits de la rivière, en égard à l'état moins favorable de son lit pour la navigation, ne seront pas réputés chargements ou déchargements, dans le sens de l'article précédent, lorsque ces allégements se feront sur la rivière sans toucher aux rivages, et sous la surveillance des employés des douanes et, en leur absence ou à leur défaut, sous celle de l'autorité locale la plus voisine.

Article 28.

Le service des gardiens se bornera à la surveillance des bateaux et des chargements ou des plombs et cachets.

De schipper of scheepsbestuurder is gehouden hen te doen deelen in de kost van het scheepsvolk en hun het noodige vuur en licht te verschaffen, maar het is den wakers verboden, onder eenigerhande voorwendsel, daarenboven eenige hoegenaamde belooning van den schipper of scheepsbestuurder te vorderen of aan te nemen.

Artikel 29.

Wanneer, in geval van plombering of van verzegeling der luiken of bergplaatsen der goederen, de schipper of bestuurder van een vaartuig, door een te lagen waterstand of ten gevolge van andere buitengewone omstandigheden, verpligt is zijne lading te ligten, zal hij zich tot de beambten der in- en uitgaande regten op de naastbij gelegene standplaats moeten wenden om de looden of zegels te doen afnemen, en zich moeten onderwerpen aan de verdere maatregelen, welke deze noodig zullen oordeelen om het ter sluik invoeren van een gedeelte der lading voor te komen.

Artikel 30.

Indien het aan een der grenskantoren van een grondgebied, hetzij bij het inkomen, hetzij bij het uitgaan, of gedurende de doorvaart, blijken mogt, dat een schipper of scheepsbestuurder voorzien is van een onnaauwkeurig manifest, en dat daaruit eene volvoerde of gepoogde fraude blijkt, zal hij voor deze daad beloopen hebben de straffen door de wet des lands tegen de verkeerde aangiften uitgesproken.

Artikel 31.

Wanneer de schipper of scheepsbestuurder beschuldigd wordt pogingen gedaan te hebben tot sluiken, zal hij de vrijheid der scheepvaart niet kunnen inroepen, om zijn' persoon, of de goederen welke hij frauduleus zoude hebben willen in- of uitvoeren, te beveiligen tegen de hem aangedane vervolgingen van wege de beambten der in- en uitgaande regten, zonder dat echter, ter zake van eene zoodanige poging, het overig gedeelte der lading hetwelk daarvan geen voorwerp was, in beslag zal kunnen genomen, noch in het algemeen de schipper of scheepsbestuurder op eene gestrengere wijze behandeld worden, dan de in den Staat, alwaar de overtreding is bewezen, algemeen in werking zijnde wetten medebrengen.

Le patron ou conducteur du bateau est tenu de les faire participer à la nourriture de l'équipage, et de leur fournir le feu et la lumière nécessaires, mais il est défendu à ces gardiens d'exiger ou d'accepter en outre à ce titre et sous aucun prétexte, une rétribution quelconque du patron ou conducteur.

Article 29.

Lorsque, en cas de plombage ou d'apposition de cachets aux écoutilles ou emplacements servant de dépôt de marchandises, le patron ou conducteur du bateau sera obligé, par manque d'eau ou par suite d'autres circonstances extraordinaires, d'en alléger le chargement, il devra s'adresser aux employés des douanes du poste le plus voisin, pour faire lever les plombs ou cachets, en se soumettant aux mesures ultérieures que ceux-ci jugeront nécessaires pour prévenir l'importation clandestine d'une partie du chargement.

Article 30.

Si, dans un des bureaux frontières d'un territoire, soit en entrant, soit en sortant, ou pendant sa traversée, il est reconnu qu'un patron ou conducteur est porteur d'un manifeste infidèle, et qu'il en résulte une fraude consommée ou tentée, il aura, pour ce fait, encouru les peines portées par la loi du pays contre les fausses déclarations.

Article 31.

Lorsqu'un patron ou conducteur sera prévenu d'avoir tenté la contrebande, il ne pourra pas invoquer la liberté de la navigation, pour mettre, soit sa personne, soit les marchandises qu'il aurait voulu importer ou exporter frauduleusement, à l'abri des poursuites dirigées contre lui de la part des employés des douanes, sans cependant qu'il puisse y avoir lieu à saisir, pour cause de cette tentative, le reste du chargement, qui n'en aurait pas été l'objet, ni en général à sévir contre le patron ou conducteur d'une manière plus rigoureuse, que ne l'ordonnent les lois générales en vigueur dans l'Etat où la contravention a été constatée.

TITEL III.

Van het regt tot de uitoefening der scheepvaart.

Artikel 32.

De beide regeringen zullen ieder de noodige maatregelen nemen, om zich van de bekwaamheid der personen te verzekeren, aan welke zij de uitoefening der Maas-vaart toevertrouwen.

Er zal een patent of vergunning aan den schipper of scheepsbestuurder worden afgegeven, die door de autoriteit van zijn land als bekwaam erkend is, en dit stuk zal hem het regt geven tot de uitoefening der scheepvaart over de geheele uitgestrektheid der Maas, overeenkomstig het tegenwoordig reglement.

De scheepvaart-patenten zullen slechts aan onderdanen van de Maas-oever-staten worden afgegeven; de vaartuigen zullen in deze patenten worden omschreven.

Artikel 33.

De schipper of scheepsbestuurder, tot de vaart op de Maas toegelaten, zal nergens kunnen genoodzaakt worden om tegen zijnen wil te lossen, of zijne lading in andere vaartuigen over te schepen.

Alle regten, privilegien en gebruiken, welke direct of indirect in strijd met de tegenwoordige bepaling mogten bestaan, zijn en blijven afgeschaft, zonder dat dezelve, onder welke benaming ook, weder hersteld kunnen worden.

Artikel 34.

Het getal schippers of scheepsbestuurders op de Maas is onbepaald.

De schippers of scheepsbestuurders, de vaart uitoefenende op de met de Maas zamenvloeijende rivieren, alsmede de schippers of scheepsbestuurders van den Rijn en van de Schelde, zullen wederkeerig tot de Maasvaart worden toegelaten.

Het zal in dat geval voldoende zijn, dat de schippers of scheepsbestuurders hunne regten tot de scheepvaart op een der gezegde stroomen of rivieren bewijzen.

TITRE III.

Du droit d'exercer la navigation.

Article 32.

Chacun des deux gouvernements prendra les mesures nécessaires, pour s'assurer de la capacité des personnes auxquelles il confiera l'exercice de la navigation de la Meuse.

Il sera délivré une patente ou permis au patron ou conducteur reconnu apte par l'autorité de son pays, et cette pièce lui donnera le droit d'exercer la navigation conformément au présent règlement, dans toute l'étendue de la Meuse.

Les patentes de navigation ne seront délivrées qu'à des sujets des Etats rivérains de la Meuse; les bâtiments seront signalés dans ces patentes.

Article 33.

Le patron ou conducteur, admis à la navigation de la Meuse, ne pourra nulle part être contraint à décharger malgré lui, ou à transférer son chargement sur d'autres embarcations.

Tous les droits, privilèges et usages, qui pourraient exister en opposition directe ou indirecte avec la présente disposition, sont et demeurent supprimés, sans qu'ils puissent être rétablis, sous quelque dénomination que ce soit.

Article 34.

Le nombre de patrons ou conducteurs sur la Meuse est indéterminé.

Les patrons ou conducteurs, exploitant la navigation sur les rivières confluentes de la Meuse, de même que les patrons ou conducteurs du Rhin et de l'Escaut, seront admis par réciprocité à la navigation de la Meuse.

Il suffira dans ce cas, que les patrons ou conducteurs constatent leurs droits à la navigation de l'un des dits fleuves ou rivières.

Artikel 35.

Het vervoer van personen, paarden, rijtuigen, goederen en andere voorwerpen van den eenen oever naar den anderen, en al hetgeen tot den gewonen handel tusschen de beide oevers betrekking heeft, heeft niets gemeens met het tegenwoordig reglement, evenmin als de vaart van eenen schipper of scheepsbestuurder, welke dezelve bepaaldelijk uitoefent binnen den omtrek des grondgebieds van zijn land, zonder de grenzen daarvan te overschrijden; zijnde zoodanig schipper of scheepsbestuurder alleenlijk onderworpen aan de autoriteiten des lands alwaar hij zijn beroep uitoefent.

Artikel 36.

De regering van het land alwaar de schipper of scheepsbestuurder zijne vaste woonplaats heeft, is alleen bevoegd, hem om gewigtige redenen het patent, dat hem verleend is, weder te ontnemen.

Intusschen sluit deze bepaling het regt der respective Staten niet uit, om den schipper of scheepsbestuurder, beschuldigd van eene overtreding of misdaad, op deszelfs grondgebied begaan, te doen vervolgen en vonnissen, en zelfs, naar eisch van omstandigheden, aan de regering zijner woonplaats de intrekking van zijn patent te vragen.

Artikel 37.

Wanneer men tot het vervoer van reizigers en hunne goederen of van koopwaren, van het eene land naar het andere, eene scheepvaartdienst op bepaalde uren en dagen mogt willen daarstellen, zal het verzoek, om daartoe gemagtigd te worden, gelijktijdig aan de beide Regeringen moeten gedaan worden, die, zoo noodig, zulks tot een punt van onderhandeling zullen maken.

TITEL IV.

Van de policie tot zekerheid van de scheepvaart en van den handel.

Artikel 38.

De beide regeringen verbinden zich, om hunne bijzondere aandacht te vestigen, dat de langs de Maasoevers bestaande

Article 35.

Le transport des personnes, chevaux, voitures, effets et autres objets, d'une rive à l'autre, et tout ce qui tient au commerce ordinaire des deux rives, n'a rien de commun avec le présent règlement, pas plus que la navigation d'un patron ou conducteur restreint à l'exercer dans le parcours du territoire de son pays sans en dépasser les limites; un tel patron ou conducteur n'étant assujetti qu'aux autorités du pays où il exerce son métier.

Article 36.

Le gouvernement du pays où le patron ou conducteur est domicilié, a seul le droit, pour des motifs graves, de lui retirer la patente (permis), qui lui aura été délivrée.

Cependant cette disposition n'exclut pas le droit, qu'auront les États respectifs, de faire poursuivre et juger le patron ou conducteur prévenu d'un délit ou crime, commis sur leur territoire, et de demander même, selon les circonstances, aux autorités de son domicile, que sa patente lui soit retirée.

Article 37.

Lorsqu'il s'agira d'établir un service de navigation à jours et heures fixes, pour le transport des voyageurs et de leurs effets, ou de marchandises d'un pays vers l'autre, la demande d'autorisation devra être faite simultanément aux deux gouvernements, qui, s'il y a lieu, en feront l'objet d'une négociation.

TITRE IV.

De la police pour la sureté de la navigation et du commerce.

Article 38.

Les deux gouvernements s'engagent à donner leur attention particulière, à ce que les chemins de halage, existant

lijnpaden in goeden staat gesteld en onderhouden worden, en dat alle noodzakelijk wordende herstellingen telkens zonder het minste verwijl plaats hebben, ten koste van wien het behoort, en zoodanig, dat daardoor geen beletsel aan de scheepvaart worde toegebragt.

Zij verbinden zich, daarenboven, ieder voor de uitgestrektheid van deszelfs grondgebied, de noodige maatregelen te nemen, ten einde de molens en andere op de Maas aangelegde fabrieken, alsmede de dammen en andere kunstwerken, hoe ook genaamd, nimmer beletsel aan de scheepvaart toebrengen, en eindelijk om ten hunnen koste alle belemmeringen, welke zich in het bed der Maas zouden kunnen opdoen, te doen ophouden, wanneer deze belemmeringen uit gebrek aan toezigt en behoorlijk onderhoud voortspruiten.

De werken die tot het in goeden staat onderhouden van de bedding der Maas op het gemeenschappelijk grondgebied moeten worden uitgevoerd, zullen aangelegd worden ten koste der beide Regeringen, na dat dezelve zich onderling over de nuttigheid der werken zullen verstaan hebben.

Artikel 39.

Om de lijnpaden, bermen, kunstwerken en leuningen te sparen, zal men geene paarden naast elkander aan iedere jaaglijn mogen spannen.

Het is verboden op de wegen keizand, steenen, hout, vuiligheid, stroo, mest of andere voorwerpen neder te leggen, waardoor het betreden verhinderd of de bermen belemmerd zouden kunnen worden.

Artikel 40.

De schippers of scheepsbestuurders, wier vaartuigen mogten komen te zinken, zijn gehouden, terstond na het gebeurde, eene baak boven die vaartuigen te plaatsen.

Zij zullen verpligt zijn zonder uitstel de vaartuigen weder boven water te doen halen, en de goederen, het scheepstuig en alle verdere onder water geblevene voorwerpen te doen opvisschen.

Artikel 41.

Overal waar de plaatselijke gesteldheid der Maas het zetten van bakens voor de veiligheid der scheepvaart noodig maakt, zullen de bestaande regten of loongelden gehandhaafd worden, en deze gelijk zijn voor ieder die de Maasvaart uitoefent.

sur les bords de la Meuse, soient mis et entretenus en bon état, et que toutes les réparations nécessaires aient lieu chaque fois, sans aucun retard, aux frais de qui il appartiendra, et de manière à ne faire éprouver aucun obstacle à la navigation.

Ils s'engagent, de plus, à prendre, dans l'étendue de leurs territoires respectifs, les mesures nécessaires pour que les moulins et autres usines à établir sur la Meuse, ainsi que les batardaux, et ouvrages d'art quelconques, ne puissent entraver la navigation, et en outre, à faire cesser à leurs frais tous les obstacles qui pourraient se rencontrer dans le lit de la Meuse, lorsque ces obstacles résulteront du défaut de surveillance ou d'entretien convenable.

Les travaux, qui devront s'exécuter sur le territoire mixte, pour l'entretien en bon état du lit de la Meuse, devront être exécutés aux frais des deux gouvernements, après qu'ils se seront entendus sur l'utilité des travaux.

Article 39.

Afin de conserver les chemins de halage, les berges, travaux d'art et garde-corps, il ne pourra être attaché plusieurs chevaux de front à chacun des cordes de halage.

Il est défendu de déposer sur ces chemins du gravier, des pierres, bois, immondices, de la paille ou du fumier, ainsi que tout autre objet qui pourrait empêcher la circulation et embarrasser les berges.

Article 40.

Les patrons ou conducteurs, dont les bateaux couleraient bas, sont tenus, aussitôt après l'accident, de faire placer une balise au dessus de ces bateaux.

Ils seront tenus de faire relever sans délai les bateaux, et de faire repêcher les marchandises, les agrès et tous autres objets qui seraient restés au fond de l'eau.

Article 41.

Partout où la localité de la Meuse rend nécessaire le balisage pour la sûreté de la navigation, les droits ou salaires existants seront maintenus et devront être les mêmes pour tous ceux qui exercent la navigation sur la Meuse.

Artikel 42.

Overeenkomstig het voor de Maasvaart aangenomen gebruik, zullen de schippers en scheepsbestuurders de bevoegdheid hebben, om, wanneer het water aan de peilschaal, beneden eene el staat, bij afvaart, twee schepen en een bootje te koppelen, wier gezamenlijke inhoud niet meer dan honderd tien scheepstonnen zal mogen bedragen; de bevoegdheid om drie vaartuigen te koppelen zal ophouden, wanneer het water eene hoogte van meer dan ééne el zal bereikt hebben.

Alle soorten van vaartuigen moeten steeds vijf en twintig duimen boord hebben boven het water, het gangboord en de waterkeering daaronder begrepen, om het even of de waterkeering een waterbord zij, met het gangboord een ligchaam uitmakende, of dat dezelve zamengesteld zij uit losse planken (hausses mobiles) wel ineen gevoegd en met werk toegestopt, zoodanig dat het water niet in de schuit dringe.

Artikel 43.

Het vervoeren van buskruid zal in afzonderlijke vaartuigen geschieden, zonder eenige vermenging met andere voorwerpen. Deze vaartuigen zullen, zooveel mogelijk, van de woningen verwijderd blijven, en zich voor het overige stiptelijk onderwerpen aan de maatregelen van voorzorg, die door elken staat in het belang van de openbare veiligheid zijn voorgeschreven.

Artikel 44.

Het zal den pachter van ponten of bootjes, tot de overvaart van den eenen naar den anderen oever dienende, verboden zijn de scheepvaart te belemmeren; de schippers of scheepsbestuurders van vaartuigen zullen insgelijks hunne vaartuigen niet mogen stil leggen, daar waar zij de dienst der pachters of de toegangen tot de openbare drenkplaatsen voor het vee zouden belemmeren.

TITEL V.

Van sluikerijen, overtredingen, vervolgingen en straffen.

Artikel 45.

Bedriegelijke verkorting der scheepvaartregten, zal gestraft worden met eene boete ten bedrage van het zesdubbel der

Article 42.

Conformément à l'usage adopté pour la navigation de la Meuse, lorsque les eaux sont au dessus d'un mètre à l'échelle de l'étiage, il sera facultatif aux patrons ou conducteurs, de coupler à la descente deux bateaux et une nacelle, dont la contenance réunie ne dépassera pas cent dix tonneaux; la faculté de coupler trois embarcations cessera lorsque les eaux auront atteint une hauteur au delà de un mètre.

Les bateaux de toute espèce devront toujours avoir vingt cinq centimètres de franc bord au dessus de l'eau, tout compris, jambresse et bortingle, que le bortingle soit un waterbord faisant corps avec le jambresse (gangboord), ou qu'il soit composé de simples flaches (hausses mobiles) bien ajustées et étoupées de manière à ce que l'eau ne pénètre pas dans le bateau.

Article 43.

Les transports de poudre à canon se feront dans des embarcations particulières, sans aucun mélange d'autres objets. Ces bateaux resteront, autant que possible, éloignés des habitations, et se conformeront au surplus exactement aux précautions prescrites par chaque Etat, dans l'intérêt de la sûreté publique.

Article 44.

Il sera défendu aux fermiers des bacs et nacelles servant au passage d'une rive à l'autre, d'entraver la circulation des bateaux; les patrons ou conducteurs de ceux-ci ne pouront également stationner de manière à empêcher le service des fermiers ou les abords aux abreuvoirs publics.

TITRE V.

Des fraudes, contraventions, poursuites et pénalités.

Article 45.

La fraude des droits de navigation sera punie d'une amende du sextuple des droits fraudés, non compris le montant du

geslokene regten, daarin niet begrepen het beloop van het regt zelf, hetwelk altijd daarboven zal moeten betaald worden.

De andere overtredingen tegen het tegenwoordig reglement, zullen met eene boete van 25 tot 100 franken gestraft worden. Met opzigt tot de straffen, waarin de schipper of scheepsbestuurder vervalt, ten gevolge van onnaauwkeurige manifesten, verkeerde aangiften, of andere overtredingen, ter zake der in- en uitgaande regten, zoo zullen deze, volgens de op dit stuk bestaande wetgeving der respective Staten, worden toegepast.

Artikel 46.

De schipper of scheepsbestuurder die daartoe uitgenoodigd zijnde, de quitantie der scheepvaartregten, welke hij aan het voorafgaande kantoor heeft moeten betalen, niet vertoont, zal de boete verbeuren die tegen de bedriegelijke verkorting dier regten is vastgesteld.

Hij zal dezelfde boete verbeuren, wanneer hij een kantoor voorbijvaart zonder zich bij hetzelve tot de betaling der regten aan te melden, of hetzelve verlaat vóór dat hij deze betaling bewerkstelligd heeft, tenzij hij daartoe door noodwang ware verpligt geworden, in welk geval hij zich ten kantore van ontvangst zal hebben te vervoegen, zoodra de oorzaak der verhindering opgehouden heeft.

Artikel 47.

Bij overtreding van het tegenwoordig reglement, zullen de vaartuigen en derzelver ladingen kunnen aangehouden worden, tot dat er een goede en deugdelijke borgtogt door de overtredende partij zal gesteld zijn, zoowel voor de straffen en verbeurde boeten, als voor de verschuldigde regten, en er daarenboven domicilium zal gekozen zijn in het land waar de overtreding gepleegd is.

Artikel 48.

De schipper of scheepsbestuurder zal in allen gevalle verantwoordelijk zijn voor de boeten, wegens overtreding van het tegenwoordig reglement, beloopen door de lieden van zijne equipage, of door hen die in zijne dienst staan, behoudens zijn verhaal op diegenen, welke door hun toedoen of verzuim daartoe aanleiding zouden gegeven hebben.

droit, qui devra toujours être aquitté en sus.

Les autres contraventions au présent règlement seront punies d'une amende de 25 à 100 francs. Quant aux peines que le patron ou conducteur encourra par suite de manifestes infidèles, fausses déclarations ou autres infractions aux lois des douanes, elles seront appliquées suivant la législation sur cette matière dans les Etats respectifs.

Article 46.

Le patron ou conducteur qui ne représentera pas, lorsqu'il en sera requis, la quittance des droits de navigation qu'il aura dû payer au bureau précédent, sera passible de l'amende établie contre la fraude des dits droits.

Il sera soumis à la mème amende, lorsqu'il passera devant un bureau sans s'y présenter pour le payement du droit, ou qu'il en partira avant d'avoir effectué ce payement, à moins qu'il n'y ait été contraint par une force majeure, dans quel cas il devra se présenter au bureau de perception, aussitôt après que la cause de l'empêchement aura cessé.

Article 47.

En cas de contravention au présent règlement, les embarcations, ainsi que leurs chargements, pourront être retenus, jusqu'à ce qu'il ait été fourni bonne et valable caution pour la partie contrevenante, tant pour les peines et amendes encourues, que pour les droits dûs, et qu'en outre il ait été fait élection de domicile dans le pays où la contravention aura été commise.

Article 48.

Le patron ou conducteur sera, dans tous les cas, responsable des amendes encourues pour contraventions au présent règlement, par les gens de son équipage, ou ceux employés à son service, sauf son recours contre ceux qui par leurs faits ou omissions y auraient donné lieu.

Artikel 49.

De overtredingen van het tegenwoordig reglement zullen bewezen worden volgens de wetten van het land waar zij gepleegd zijn.

Alle de actien, voortvloeijende uit de bepalingen van datzelfde reglement, zullen gebragt worden voor den regter van het land waar de daad is verrigt.

De zaken zullen aldaar summier vervolgd, behandeld en afgedaan worden en de vonnissen en arresten ten uitvoer gelegd, alles overeenkomstig de bestaande wetten.

TITEL VI.

Van den werkkring der inspecteurs van de scheepvaart.

Artikel 50.

Elk der beide regeringen zal eenen inspecteur der Maasvaart benoemen. Deze inspecteurs zullen hunne functien uitsluitend uitoefenen binnen de grenzen van het land waartoe zij behooren, behoudens evenwel hunne bevoegdheid, om de kantoren, waar voor gemeenschappelijke rekening het scheepvaartregt wordt ontvangen, te bezoeken; zullende de beambten dezer kantoren gehouden zijn, hun inzage te geven van de registers en documenten, welke tot den ontvang, de contrôle en de comptabiliteit van gezegd regt dienen, en hun deswege alle noodige inlichtingen te geven.

Artikel 51.

Zoo dikwijls het belang der dienst zulks zal vorderen, en ten minste eenmaal 's jaars, zullen zij verpligt zijn eene rondreis in hun inspectiedistrikt te doen, om den staat der rivier-bedding en de hindernissen, welke de scheepvaart zou kunnen ontmoeten op te nemen; zij zullen de lijnpaden schouwen, en aan hunne regeringen omstandige rapporten omtrent deze onderwerpen uitbrengen, gelijk mede omtrent de overtredingen van het tegenwoordig reglement, welke zij zullen opgemerkt hebben, of waarvan zij langs andere wegen kennis mogten hebben bekomen.

Artikel 52.

In de maand Mei van elk jaar, zullen de twee inspecteurs, beurtelings het eene jaar te Maastricht, het andere

Article 49.

Les contraventions au présent règlement seront constatées suivant les lois du pays où elles auront été commises.

Toutes les actions, résultant des dispositions du même règlement, seront portées devant le juge du pays où le fait aura eu lieu.

Les causes y seront poursuivies, instruites et jugées comme matières sommaires, et les jugements et arrêts mis à exécution, le tout conformément aux lois en vigueur.

TITRE VI.

Des inspecteurs de la navigation et de leurs attributions.

Article 50.

Chacun des deux gouvernements nommera un inspecteur pour la navigation de la Meuse. Ces inspecteurs exerceront leurs fonctions exclusivement dans les limites du pays auquel ils appartiennent, sauf toutefois qu'ils pourront visiter les bureaux établis pour la perception commune du droit de navigation ; les employés de ces bureaux seront tenus de leur exhiber les registres et documents servant à la perception, au contrôle et à la comptabilité du même droit, et de leur donner à cet égard tous les renseignements nécessaires.

Article 51.

Aussi souvent que le besoin du service l'exigera, et au moins une fois par an, ils seront tenus de faire une tournée de leur inspection, afin de reconnaître l'état du lit de la rivière et les obstacles que la navigation pourrait rencontrer ; ils visiteront les chemins de halage et adresseront à leurs gouvernements des rapports détaillés sur ces objets, de même que sur les contraventions au présent règlement, qu'ils auraient pu remarquer, ou dont ils auraient eu connaissance par d'autres voies.

Article 52.

Dans le mois de Mai de chaque année, les deux inspecteurs se réuniront alternativement une année à Maastricht

te Luik bijeenkomen, om zich te verstaan nopens de voorstellen, die in het belang van den handel en de scheepvaart op de Maas, aan hunne regeringen zouden te doen zijn.

Zij zullen elkander wederkeeriglijk de opmerkingen en klagten mededeelen, die opzigtelijk de uitvoering van het tegenwoordig reglement gemaakt of ingekomen mogten zijn, zullende zij ten dezen aanzien alle noodige inlichtingen inwinnen en, des vereischt, gelijktijdiglijk, op de plaats zelve onderzoek doen naar datgene waar geschil over bestaat.

Artikel 53.

De beide inspecteurs zullen, tijdens hunne jaarlijksche zamenkomst, den staat der gelden van het verloopen jaar, die op de kantoren voor gemeenschappelijke rekening ontvangen zijn, opnemen en sluiten; zij zullen dezelve verdeelen overeenkomstig hetgeen bij artikel 3 van het tegenwoordig reglement bepaald is, en het saldo der rekening doen storten aan het naastbij gelegen kantoor van het land waaraan men bevonden zal hebben dat dit saldo toekomt.

Antwerpen, den 20sten Mei 1843.

COPES VAN HASSELT.
BOEIJE.
VAN DE VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ,
Secretaris.

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAURT. VEYDT.
H. J. ORBAN.
D. S. JOIRIS.
EDOUARD DE CUYPER,
Secretaris.

et l'autre à Liège, pour s'entendre sur les propositions à faire à leurs gouvernements, dans l'intérêt du commerce et de la navigation de la Meuse.

Ils se communiqueront réciproquement les observations et les plaintes qui pourraient avoir été faites par rapport à l'exécution du présent règlement ; ils receuilliront à cet égard tous les renseignements nécessaires, et pourront, au besoin, se rendre simultanément sur les lieux pour vérifier des faits contestés.

Article 53.

Lors de leur réunion annuelle, les deux inspecteurs arrêteront les recettes de l'année écoulée, qui auront été faites aux bureaux du chef de la perception commune ; ils en feront le partage suivant les dispositions de l'article 3 du présent règlement, et feront effectuer le versement du solde de compte, au bureau le plus voisin du pays auquel ce solde sera reconnu appartenir.

Anvers, le 20 Mai 1843.

COPES VAN HASSELT.
BOEIJE.
VAN DE VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ,
Secrétaire.

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAURT. VEYDT.
H. J. ORBAN.
D. S. JOIRIS.
EDOUARD DE CUYPER,
Secrétaire.

ANNEXE

Bijvoegsel tot het Reglement voor de Maasvaart.

TARIEF der scheepvaartregten, verschuldigd op de Maas, van Hastier—Lavaux tot Gorcum, en te heffen van alle schepen en houtvlotten, naar evenredigheid van iedere teerling el inhoud of omvang, behoudens de uitzonderingen en verminderingen in het reglement vermeld.

Voor den afstand		Bij afvaart aan het kantoor van	Regten per teerling el.		Bij opvaart aan het kantoor van	Regten per teerling el.	
van	naar		Centimes.	Duiz.		Centimes.	Duiz.
De grens van Frankrijk en van Belgie.	Dinant.	Hastier-Lavaux.	3	06	Dinant.	3	06
Dinant.	Namen.	Dinant.	4	32	Namen.	4	32
Namen.	Hoei.	Namen.	5	15	Hoei.	5	15
Hoei.	Luik.	Hoei.	5	48	Luik.	5	48
Luik.	De Belgische grens te Navagne.	Luik.	2	50	Lixhe.	2	50
Navagne.	De ingang van het kanaal gezegd Zuid-Willemsvaart.	Eijsden.	2	11			
Navagne.	De grens der Nederlanden op den linkeroever der Maas.	Eijsden.	9	43	Maaseijk.	9	43
De grens der Nederlanden op den linkeroever der Maas.	De ingang van het kanaal gezegd Zuid-Willemsvaart.				Maaseijk.	7	32
De grens der Nederlanden op den linkeroever der Maas.	Venlo.	Roermonde.	7	35	Venlo.	7	35
Venlo.	Katwijk.	Venlo.	9	06	Katwijk.	9	06
Katwijk.	Rossum.	Katwijk.	10	60	Rossum.	10	60
Rossum.	Gorcum.	Rossum.	6	90	Gorcum.	6	90

Antwerpen, den 20sten Mei 1843.

COPES VAN HASSELT.
BOEIJE.
V. D. VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ, *Secretaris.*

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAUR^{T}. VEYDT.
H. J. ORBAN.
D. S. JOIRIS.
EDOUARD DE CUYPER, *Secretaris.*

Annexe au Règlement sur la navigation de la Meuse.

TARIF des droits de navigation, établis sur la Meuse, depuis Hastier—Lavaux jusqu'a Gorcum, à percevoir des bateaux et des trains de bois, à raison de chaque mètre cube de contenance ou de volume, sauf les exemptions et réductions mentionnées au règlement.

Pour la distance		En descendant au bureau de	Droits par mètre cube.		En remontant au bureau de	Droits par mètre cube.	
de	à		Centimes.	Mill.		Centimes.	Mill.
La frontière de France et de Belgique.	Dinant.	Hastier-Lavaux.	3	06	Dinant.	3	06
Dinant	Namur.	Dinant.	4	32	Namur.	4	32
Namur.	Huy.	Namur.	5	15	Huy.	5	15
Huy.	Liège.	Huy.	5	48	Liège.	5	48
Liège.	La frontière de Belgique à Navagne.	Liège.	2	50	Lixhe.	2	50
Navagne.	L'entrée du canal dit Zuid-Willemsvaart.	Eijsden.	2	11			
Navagne.	La frontière des Pays-Bas sur la rive gauche de la Meuse.	Eijsden.	9	43	Maaseyk.	9	43
La frontière des Pays-Bas sur la rive gauche de la Meuse.	L'entrée du canal dit Zuid-Willemsvaart.				Maaseyk.	7	32
La frontière des Pays-Bas sur la rive gauche de la Meuse.	Venlo.	Ruremonde.	7	35	Venlo.	7	35
Venlo.	Katwijk.	Venlo.	9	06	Katwyk.	9	06
Katwyk.	Rossum.	Katwyk.	10	60	Rossum.	10	60
Rossum.	Gorcum.	Rossum.	6	90	Gorcum.	6	90

Anvers, le 20 Mai 1843.

COPES VAN HASSELT.
BOEIJE.
V. D. VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ, *Secrétaire.*

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAUR^{T}. VEYDT.
H. J. ORBAN.
D. S. JOIRIS.
EDOUARD DE CUYPER, *Secrétaire.*

Bijvoegsel tot het reglement voor de Maasvaart.

AANMERKING.

De ontvangers der scheepvaart-regten zullen van de manifesten duplicaten nemen, om hunne ontvangsten daarmede te bewijzen. In de 9de en 10de kolommen moeten zij het geheel beloop der ontvangen regten en boeten voluit met letters inschrijven, en gezamenlijk met eenen anderen beambte onderteekenen.

MANIFEST

van den schipper of bestuurder . . . . . van . . . . . .

Het vaartuig . . . . . groot . . . . . tonnen, gebouwd te . . . . . varende onder . . . . . vlag, en door den ondergeteekende gevoerd, zijnde het eigendom van N. N. te . . . . . (of van den ondergeteekende) geladen te . . . . . en inhoudende als volgt:

1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.	10.
Visa tot verificatie van de lading.	N°. der cognossementen of vrachtbrieven.	Namen der afzenders en der ontvangsten.	Bestemmingsplaats der goederen.	Colis, vaten enz.		Naauwkeurige beschrijving der goederen, volgens derzelver benaming in den handel gebruikelijk.	Gewigt van iedere soort der goederen.	Bedrag der	
				Getal.	Merken en nommers.			scheepvaart regten.	boeten, in geval die zijn ontvangen.

De ondergeteekende verklaart dat dit manifest in allen deele naauwkeurig en overeenkomstig de lading is.

Te . . . . . den . . . . . .

Antwerpen, den 20sten Mei 1843.

COPES VAN HASSELT.
BOEIJE.
V. D. VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ, *Secretaris.*
H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAURT. VEYDT.
H. J. ORBAN.
D. S. JOIRIS.
EDOUARD DE CUYPER, *Secretaris.*

Annexe au règlement sur la navigation de la Meuse.

OBSERVATION.

Les receveurs des droits de navigation prendront des duplicata des manifestes, pour justification de leurs recettes. Ils inscriront dans les 9e et 10e colonnes le montant des droits et amendes perçus, en toutes lettres, et signeront conjointement avec un autre employé.

MANIFESTE

du patron ou conducteur . . . . . de . . . . . .

La bâtiment . . . . . de la capacité de . . . . . tonneaux, construit à . . . . . naviguant sous pavillon . . . . . et conduit par le soussigné, appartenant en propriété à N. N. à . . . . . (ou au soussigné); il a été chargé à . . . . . et contient ce qui suit.

1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.	10.
Visa pour vérification du chargement.	N°. des connaissements ou lettres de voiture.	Noms des expéditeurs et des consignataires.	Lieu de destination des marchandises.	Colis, futailles etc.		Désignation exacte des marchandises, d'après leur dénomination usitée dans le commerce.	Poids de chaque espèce de marchandises.	Montant des	
				Nombre.	Marques et numéros.			droits de navigation.	amendes, s'il en a été perçu.

Le soussigné affirme que le présent manifeste est exact sous tous les rapports, et conforme au chargement.

A . . . . . le . . . . . .

Anvers, le 20 Mai 1843.

COPES VAN HASSELT.
BOEIJE.
V. D. VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERQ, *Secrétaire.*

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAURT, VEYDT.
H. J. ORBAN.
D. S. JOIRIS.
EDOUARD DE CUYPER, *Secrétaire.*

ADDITIONEEL ARTIKEL, toegevoegd aan het reglement ter uitvoering van artikel negen van het tractaat van den negentienden April achttien honderd negen en dertig, en van het tweede hoofdstuk, vierde afdeeling, van het tractaat van den vijfden November achttien honderd twee en veertig, betrekkelijk de Maasvaart; vastgesteld en geteekend te Antwerpen, den twintigsten Mei achttien honderd drie en veertig.

Het gegoten ijzer zal, bij doorvoer langs de Maas over het Belgisch grondgebied, aan een bijzonder regt van vijf francs per 100 nederlandsche ponden onderworpen zijn, zoo lang als in Frankrijk het bestaande stelsel der hemelstreeken, voor den invoer van dit fabricaat zal gehandhaafd worden.

Verder zal de doorvoer van linnens en linnen garens langs denzelfden weg, verboden blijven.

De voorgaande beschikking, met opzigt tot de linnens en linnen garens, zal echter gelijktijdig met de handelsovereenkomst, op den zestienden Julij achttien honderd twee en veertig, tusschen Belgie en Frankrijk gesloten, ophouden van kracht te zijn.

Het tegenwoordig additioneel artikel zal dezelfde kracht en waarde hebben als of hetzelve woordelijk in het voormelde reglement ware opgenomen.

Vastgesteld en geteekend te 's Gravenhage, den zevenden Augustus achttien honderd drie en veertig, door den baron Huijssen van Kattendijke, Minister van Buitenlandsche Zaken van Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, en door den Generaal Prisse, buitengewoon Gezant en gevolmagtigd Minister van Zijne Majesteit den Koning der Belgen.

(*L. S.*) HUIJSSEN VAN KATTENDIJKE. (*L. S.*) PRISSE.

ARTICLE ADDITIONNEL, ajouté au règlement pour l'exécution de l'article neuf du traité du dix-neuf Avril mil huit cent trente neuf, et du chapitre second, section quatre, du traité du cinq Novembre mil huit cent quarante deux, relativement à la navigation de la Meuse; arrêté et signé à Anvers le vingt Mai mil huit cent quarante trois.

Les fontes de fer seront, au transit par la Meuse à travers le territoire Belge, assujetties au droit spécial de cinq francs par cent kilogrammes, aussi longtemps que le système des zônes sera maintenu en France, pour l'importation de ce produit.

De plus, le transit par la même voie, des fils et tissus de lin et de chanvre reste prohibé.

Toutefois la disposition qui précède, relative aux fils et tissus de lin et de chanvre, cessera d'être en vigueur en même temps que la convention de commerce conclue entre la Belgique et la France, le seize Juillet mil huit cent quarante deux.

Le présent article additionnel aura la même force et valeur que s'il était ou avait été inséré mot à mot dans le susdit règlement.

Arrêté et signé à la Haye, le sept Août mil huit cent quarante trois, entre le baron Huyssen de Kattendyke, Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, et le Général Prisse, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges.

(*L. S.*) HUIJSSEN VAN KATTENDIJKE. (*L. S.*) PRISSE.

REGLEMENT *ter uitvoering van artikel 10 van het tractaat van 19 April 1839, en van het IIde hoofdstuk, IIde afdeeling, van het tractaat van 5 November 1842, betrekkelijk de scheepvaart op het kanaal van Terneuzen.*

De Nederlandsche en Belgische comissarissen, krachtens § 6 van artikel 9 van het tractaat van Londen, van den 19den April 1839, te Antwerpen tezamen gekomen, door hunne gouvernementen gemagtigd zijnde, om zich met de herziening van het algemeen reglement op het kanaal van Terneuzen, van 9 April 1830, bezig te houden;

Gezien artikel 10 van hetzelfde tractaat;

Gezien de artikelen 26 tot 37 van het tractaat, te 's Gravenhage geteekend op den 5den November 1842, luidende aldus:

„Artikel 26. De schepen komende uit zee, om zich langs „het kanaal van Terneuzen naar Belgie te begeven, of vice-„versa, zullen, voor het bevaren van dat kanaal en de be-„diening van bruggen en sluizen, niet onderworpen zijn aan „de betaling van eenig regt, tol of belooning, van welken „naam of soort ook, hetzij ten behoeve van de Nederlanden, „hetzij ten behoeve van Belgie.

„Artikel 27. De vaartuigen niet vermeld in het boven-„staande artikel, zullen voor het bevaren van het kanaal „van Terneuzen aan geenen anderen tol of betaling onder-„worpen zijn, dan de regten waarvan in de navolgende „artikelen zal gesproken worden.

„Artikel 28. De tarieven en reglementaire verordeningen „voor de scheepvaart op het kanaal van Terneuzen, zullen „met gemeen overleg worden herzien, ten aanzien van hunne „toepassing op de binnenvaart van dat kanaal.

„Tot dat deze herziening plaats hebbe gehad, zal de inning „geschieden op de thans gebruikelijke wijze.

„Van nu af aan worden de scheepvaartregten verminderd „op twee derden van het tegenwoordige tarief, en op de „helft voor de schuiten en stoombooten, eene openbare dienst „op gezette tijden waarnemende voor het vervoer van reizi-„gers of goederen. De schepen en vaartuigen, uitsluitend „beladen met verschen visch, mest, steenen, kalk, steen-„kolen en turf, zullen insgelijks slechts de helft betalen, der „bij het voormelde tarief vastgestelde regten.

„Artikel 29. Het getal tonnen der schepen en schuiten

RÈGLEMENT *pour l'exécution de l'article 10 du traité du 19 Avril 1839, et du chapitre II, section II, du traité du 5 Novembre 1842, relativement à la navigation du canal de Terneuzen.*

Les commissaires Néerlandais et Belges, réunis à Anvers, en vertu du § 6 de l'article 9 du traité de Londres, du 19 Avril 1839, autorisés par leurs gouvernements à s'occuper de la révision du règlement général sur le canal de Terneuzen, du 9 Avril 1830;

Vu l'article 10 du même traité;

Vu les articles 26 à 37 du traité, signé à la Haye le 5 Novembre 1842, ainsi conçus.

„Article 26. Les navires, venant de la mer, pour se rendre „en Belgique, par le canal de Terneuzen, ou vice-versa, ne „seront assujettis, pour le parcours de ce canal et la ma„noeuvre des ponts et des écluses, au payement d'aucun „droit, péage ou rétribution, quelles qu'en puissent être la „dénommation et l'espèce, soit au profit des Pays-Bas, soit „au profit de la Belgique.

„Article 27. Les navires non-mentionnés à l'article ci-des„sus, ne seront assujettis, pour le parcours du canal de „Terneuzen, à aucun autre péage ou rétribution, qu'aux „droits dont il sera parlé dans les articles ci-après.

„Article 28. Les tarifs et arrêtés réglémentaires de la na„vigation sur le canal de Terneuzen, seront revisés de com„mun accord, dans leur application à la navigation intérieure „de ce canal.

„Jusqu'à ce que cette révision ait eu lieu, la perception „se fera d'après le mode en vigueur.

„Dès à présent les droits de navigation sont réduits aux „deux tiers du tarif actuel, et à moitié pour les barques et „bateaux à vapeur, faisant un service public périodique pour „transport de voyageurs ou de marchandises. Les bâtiments „et embarcations, exclusivement chargés de poisson frais, „engrais, pierres, chaux, charbon de terre et tourbes, ne „payeront également que la moitié des droits fixés par le „tarif précité.

„Article 29. Le tonnage des bâtiments et embarcations

„zal berekend worden naar den maatstaf van eene cubieke „Nederlandsche el, overeenkomstig de regelen, vastgesteld „bij de beschikking van 20 October 1819, nog in de beide „landen van kracht.

„Op dezelfde wijze zal gehandeld worden met opzigt tot „de stoombooten; doch zal het belastbaar getal tonnen slechts „berekend worden over de gedeelten van het ruim, welke „bestemd zijn om eene lading koopwaren te bergen.

„Artikel 30. Voor zoo ver er loodsen gebruikt worden, „hetzij voor het binnenkomen of verlaten van Terneuzen, „hetzij voor het bevaren van het kanaal, zal zulks echter „niet verpligtend zijn, en geen loodsgeld zal mogen worden „gevorderd van de kapiteins van schepen, die geen gebruik „van loodsen mogten maken.

„Artikel 31. Wanneer de diepgang van een vaartuig het- „zelve niet zal toelaten op het kanaal te varen, of wanneer „er, om welke andere redenen ook, noodzakelijkheid tot „ligten bestaat, zal het geheel of een gedeelte van deszelfs „lading, op ligters kunnen worden over geladen, nadat daar- „van vooraf kennis zal zijn gegeven aan de tolbeambten wier „post het naastbij de plaats gelegen is, waar het ligten zal „moeten geschieden. De overlading zal plaats hebben onder „het toezigt der tolbeambten van het land alwaar dezelve „geschiedt, overeenkomstig de bestaande wetten.

„Artikel 32. De ligters in bovenstaand artikel vermeld, „zullen niet gehouden zijn tot de betaling van eenig scheep- „vaartregt, onder welke benaming ook.

„Hetzelfde zal worden in acht genomen ten aanzien van „het hout, aangebragt door de geligte schepen, hetwelk „deze schepen als vlot op sleeptouw zullen voeren, alles „voor zoo verre de ligter en het houtvlot gelijktijdig zullen „doorgaan met het vaartuig welks lading is geligt geworden.

„Artikel 33. De schepen uit Belgie naar zee varende „langs het kanaal van Terneuzen en de wester-Schelde en „vice-versa, zullen bevrijd zijn van alle onderzoek en forma- „liteiten der Nederlandsche administratie van in- en uit- „gaande regten, bij het binnenkomen, bij het uitgaan, en „gedurende het bevaren van het kanaal van Terneuzen, „behoudens het plaatsen van looden of zegels aan de luiken „en andere uitgangen, of het aanboord stellen van wakers, „welke echter niet meer dan twee in getal zullen mogen zijn.

„De wakers zullen genot hebben van het vuur, het licht „en de voeding van het scheepsvolk, doch het is hun ver-

„sera calculé à raison de 1 mètre cube, conformément aux „règles tracées par la décision du 20 Octobre 1819, encore „en vigueur dans les deux pays.

„Le même mode sera suivi pour les bateaux à vapeur; „mais leur tonnage imposable ne sera calculé que sur les „parties de la cale destinées à recevoir un chargement de „marchandises.

„Article 30. Le pilotage, s'il y a lieu, soit pour l'entrée „ou pour la sortie de Terneuzen, soit pour le parcours du „canal, ne pourra être rendu obligatoire, et aucun droit de „pilotage ne pourra être exigé des capitaines de navires, „qui ne feraient pas usage de pilotes.

„Article 31. Lorsque le tirant d'eau d'un navire ne lui „permettra pas de naviguer sur le canal, ou qu'il y aura, „pour toute autre cause, nécessité d'alléger, tout ou partie „de son chargement pourra être transbordé sur des allèges, „après en avoir préalablement averti les employés des douanes „au poste le plus voisin de l'endroit où l'allègement devra „avoir lieu. Le transbordement s'effectuera sous la surveil- „lance des douanes du pays où il aura lieu, conformément „aux lois en vigueur.

„Article 32. Les allèges dont il est parlé à l'article ci- „dessus, n'auront à supporter le payement d'aucun droit de „navigation, sous quelque dénomination que ce puisse être.

„Il en sera de même pour les bois amenés par les navires „allégés, que ces navires traineront en radeau à la remorque, „le tout pour autant que les allèges et les bois en radeau „passeront simultanément avec le navire dont le chargement „a été allégé.

„Article 33. Les navires, allant de la Belgique à la mer, „par le canal de Terneuzen et l'Escaut occidental et vice-versa, „seront exempts de toute visite et formalités de la douane „Néerlandaise, à leur entrée, à leur sortie et pendant le par- „cours du canal de Terneuzen, sauf l'apposition des plombs „ou scellés, aux écoutilles et aux autres issues, ou la mise „à bord de gardiens, dont le nombre ne dépassera pas celui „de deux.

„Les gardiens participeront au feu, à la lumière et à la „nourriture de l'équipage, mais il leur est défendu de rece-

„boden eenige belooning, schadeloosstelling of betaling van „de schippers aan te nemen.

„Artikel 34. De formaliteiten der administratie van in- „en uitgaande regten op Nederlandsch grondgebied, voor „zoo veel de schepen betreft, welke zich van Gent naar „eene andere Belgische haven begeven, en vice-versa, zullen „door de gemengde commissie te Antwerpen worden vast- „gesteld.

„Deze formaliteiten zullen niet gestrenger mogen zijn „dan die welke worden toegelaten voor de scheepvaart op „de binnenwateren tusschen de Schelde en den Rijn.

„Artikel 35. De schepen, met koopwaren beladen ten „doorvoer bestemd uit Gent naar den Rijn en vice-versa „langs het kanaal van Terneuzen, zullen, wat de administratie „der in- en uitgaande regten op Nederlandsch of op Belgisch „grondgebied betreft, alleenlijk onderworpen zijn aan de „formaliteiten, vastgesteld voor de scheepvaart op de binnen- „wateren tusschen de Schelde en den Rijn.

„Artikel 36. Omtrent de koopwaren, bestemd, hetzij tot „den gewonen doorvoer, hetzij ten verbruike of wel voor „de entrepôts, zal gehandeld worden, respectivelijk, volgens „de wetten bestaande in de beide landen.

„Artikel 37. Elke daad van, of poging tot sluikerij zal „moeten bewezen en bestraft worden volgens de bepalingen „der wetten, welke van kracht zijn in het land alwaar het „misdrijf zal hebben plaats gehad."

Zijn omtrent de navolgende bepalingen overeengekomen:

TITEL I.

Heffing der scheepvaartregten.

Artikel 1.

De beide gouvernementen, willende afwachten dat de ondervinding geleerd zal hebben, of er redenen bestaan om veranderingen te brengen in het cijfer der scheepvaartregten op het kanaal van Terneuzen, zijn overeengekomen, dat de regten bij het Reglement van 9 April 1830 vastgesteld, en gewijzigd bij het tractaat van 5 November 1842, zullen blijven bestaan, tot dat de bedoelde herziening derzelve met gemeenschappelijk goedvinden zal hebben plaats gehad.

„voir aucune rétribution, imdemnité ou salaire des capitaines.

„Article 34. Les formalités de douane sur le territoire „Néerlandais, en ce qui concerne les navires se rendant de „Gand à un autre port de la Belgique et vice-versa, seront „déterminées par la commission mixte d'Anvers.

„Ces formalités ne pourront être plus rigoureuses que „celles admises pour la navigation des eaux intermédiaires „entre l'Escaut et le Rhin.

„Article 35. Les navires chargés de marchandises desti- „nées en transit de Gand pour le Rhin et vice-versa, par „le canal de Terneuzen, ne seront assujettis, quant aux „douanes sur le territoire Néerlandais ou le territoire Belge, „qu'aux formalités stipulées pour la navigation des eaux „intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin.

„Article 36. Les marchandises destinées soit au transit „ordinaire, soit à la consommation, ou à destination des „entrepôts, seront régies respectivement par les lois en „vigueur dans les deux pays.

„Article 37. Tout fait ou toute tentative de fraude sera „constaté et puni suivant les dispositions des lois en vigueur „dans le pays où le délit aura eu lieu."

Sont convenus des dispositions suivantes:

TITRE I.

Perception des droits de navigation.

Article 1.

Les deux gouvernements, désirant attendre que l'expérience ait démontré s'il y a des motifs d'apporter des changements au taux des droits de navigation sur le canal de Terneuzen, il est entendu que les droits établis par le règlement du 9 Avril 1830, et modifiés par le traité du 5 Novembre 1842, resteront en vigueur, jusqu'à ce que cette révision ait eu lieu de commun accord.

Artikel 2.

Deze regten zullen door de daartoe benoemde ambtenaren bij het kanaal ontvangen worden, respectivelijk op de kantoren te

Gent,
Sas van Gent, en
Terneuzen,

alsmede bij iedere brug.

De kantoren van ontvang zullen door opschriften en aanplakking des tariefs worden aangewezen.

Artikel 3.

Het is aan de schippers of bevelvoerders van schepen of andere vaartuigen verboden, de bovengemelde kantoren voorbij-, of de bruggen door te varen, dan na de verschuldigde regten te hebben voldaan.

De met de ontvangst belaste ambtenaren zullen, tegen de betaling der regten, strookquitantien uitreiken.

Wegens de betaling der bruggelden zullen geene quitantien worden afgegeven.

Artikel 4.

De regten, betaalbaar per ton, zullen worden geheven volgens hetgeen voorgeschreven is bij de beschikking van 20 October 1819, en zonder onderscheid of de schepen of vaartuigen ledig zijn, of geheel of gedeeltelijk geladen.

De heffing zal geschieden volgens den meetbrief waarvan de scheepsgezagvoerder of schipper zal moeten voorzien zijn.

Artikel 5.

Op de aanvraag der beambten voor het kanaal, zullen de scheepsgezagvoerders of schippers kunnen verpligt worden om aan de kantoren van betaling aan wal te komen, ten einde te doen blijken van de betaling der regten, van de inhoudsmaat hunner vaartuigen, en van den aard hunner lading.

Wat aangaat de vaartuigen die van de betaling der scheepvaartregten zijn vrijgesteld, zal men gehouden zijn daarvan, aan het eerste kantoor bij het binnenkomen op het grondgebied der beide landen, te doen blijken door het vertoonen der cognossementen en andere scheepspapieren.

Article 2.

Les droits seront respectivement perçus par les préposés du canal nommés à cet effet, aux bureaux de

Gand,
Sas de Gand, et
Terneuzen,

ainsi qu'à chaque pont.

Ces bureaux de perception seront indiqués par des écriteaux; le tarif y sera affiché.

Article 3.

Il est défendu aux capitaines ou patrons de navires ou autres embarcations, de dépasser les bureaux mentionnés ci-dessus, ou les ponts, avant d'avoir acquitté les droits dûs.

Les employés chargés de la perception délivreront, contre le payement des droits, des quittances extraites d'un registre à souches.

Il ne sera pas donné de quittance de payement des droits au passage des ponts (bruggelden).

Article 4.

Les droits, payables par tonneau, seront perçus conformément aux règles tracées par la décision du 20 Octobre 1819, sans qu'il y ait lieu à distinguer si les navires ou bateaux sont à vide, ou chargés en tout ou en partie.

La perception se fera d'après le certificat de jaugeage dont le capitaine ou batelier devra être porteur.

Article 5.

A la demande des préposés du canal, les capitaines ou bateliers pourront être tenus de se rendre à terre aux bureaux de perception, pour justifier du payement des droits, de la capacité de leurs bateaux et de la nature de leur chargement.

Quant aux navires qui jouissent de l'exemption des droits de navigation, ils en justifieront au premier bureau d'entrée sur chaque territoire, par l'exhibition des connaissements et autres papiers de bord.

Artikel 6.

Wanneer de meetbrief niet mogt kunnen vertoond worden, of wanneer de beambte die belast is met de ontvangst der regten, naar gelang van de oogenschijnlijke grootte van het vaartuig, een hevig vermoeden mogt hebben ten aanzien der naauwkeurigheid van gemelden meetbrief, zal de gezagvoerder gehouden zijn, volgens eene door den gezegden ambtenaar te doene schatting der tonnenmaat, de regten te betalen, tenzij hij zich liever wil onderwerpen aan eene hermeting tenzelfden kantore te bewerkstelligen. In dit geval zullen de kosten komen ten laste der onderdoende partij.

Bijaldien de gezagvoerder volgens de schatting betaald heeft, en binnen den tijd van zes maanden, te rekenen van den dag der betaling, eenen meetbrief vertoont, afgegeven in het land waar de regten ontvangen zijn, en bewijzende dat hij bij die schatting is benadeeld, zoo zal er teruggave geschieden van het te veel betaalde.

Artikel 7.

Houtvlotten, met uitzondering der zoodanige welke, uit zeeschepen gelost, gelijktijdig met die schepen op sleeptouw doorgaan, zullen aan de betaling der regten volgens het tarief onderworpen zijn, de cubieke el hout gerekend voor eene scheepston.

Artikel 8.

Schepen en vaartuigen, welke op eenen afstand van duizend ellen beneden de brug van Meulestede tot de schutsluis of uitwateringsluis te Gent zullen laden of lossen, zijn hetzelfde regt verschuldigd als voor het op- of afvaren door gemelde schutsluis.

Het is verboden de lading of lossing te beginnen vóór en aleer het evengemelde regt is voldaan.

Schepen of vaartuigen welke één duizend ellen beneden of boven de sluizen van Sas van Gent of Terneuzen mogten laden of lossen, zullen ook aan hetzelfde regt, als voor het op- en afvaren door gemelde sluizen is vastgesteld, onderworpen zijn.

De bovengemelde afstanden zullen door palen worden aangewezen.

Wegens de vaartuigen die te Terneuzen in de buitenhaven of het oud haventje komen laden of lossen, zal het-

Article 6.

A défaut de produire le certificat de jaugeage, ou si l'employé chargé de la perception des droits a des soupçons graves sur l'exactitude de ce certificat, d'après les dimensions extérieures du bateau, le patron sera obligé de payer, d'après une évaluation approximative du tonnage à faire par le dit employé, à moins qu'il ne préfère se soumettre à une vérification au même bureau de perception. Dans ce cas, les frais seront supportés par la partie succombante.

Si le patron a payé d'après l'évaluation, et que dans le terme de six mois à dater du payement, il produise un certificat de jaugeage délivré par l'autorité du pays qui a perçu les droits, et constatant que cette évaluation lui a été préjudiciable, il y aura lieu à restitution pour l'excédant.

Article 7.

Les trains de bois, à l'exception de ceux, amenés par les navires allégés, que ces navires traineront en radeau à la remorque, seront assujettis aux droits du tarif, en calculant chaque mètre cube de bois pour un tonneau.

Article 8.

Les navires et bateaux, qui chargeront ou déchargeront à une distance de mille mètres en deçà du pont de Meulestede, jusqu'à l'écluse à sas ou l'écluse de décharge à Gand, devront payer le même droit qu'au passage de cette écluse.

Il est défendu de commencer le chargement ou le déchargement avant que le payement de ce droit ne soit effectué.

Pareillement les navires ou bateaux, qui chargeront ou déchargeront à mille mètres en aval ou en amont des écluses au Sas de Gand et à Terneuzen, payeront le même droit qu'au passage de ces écluses.

Ces distances seront indiquées par des poteaux.

En ce qui concerne les bâtiments qui chargeront ou déchargeront dans le port extérieur ou dans l'ancien port

zelfde regt als voor het op- en afvaren door de sluizen is vastgesteld, worden betaald.

Artikel 9.

Wanneer de schepen of vaartuigen welke het kanaal uitvaren, en alzoo de regten op hetzelve hebben betaald, door ongunstigen wind in de buitenhaven van Terneuzen worden opgehouden, zullen zij aan geen reede-regt meer onderworpen zijn. Doch wanneer hun vertrek niet door weder of wind belet wordt, zal het gemeld regt, gelijk op alle andere enkel ter reede komende vaartuigen worden geheven.

Artikel 10.

Van regten in de haven van Terneuzen zijn vrij, de beurtlieden welke van ouds gewoon zijn geweest daar te laden en te lossen, benevens de stoombooten en andere vaartuigen uitsluitend dienende tot het vervoeren van passagiers met hunne bagagien, zonder eenige vrachtgoederen.

Artikel 11.

A. Alle scheepsgezagvoerders of schippers die de kantoren, in artikel 2 van dit reglement vermeld, zullen voorbij varen, zonder de regten aldaar te hebben betaald en hunne quitantien aanboord te hebben genomen, even zoo wel als die, welke de havengelden te Terneuzen zouden hebben verzuimd te betalen, zullen eene boete met tienmaal de verschuldigde regten gelijkstaande moeten voldoen, boven en behalve het verschuldigde regt, dat insgelijks nog zal moeten betaald worden.

B. Dezelfde bepaling, met uitzondering echter van hetgeen ten aanzien der quitantien gezegd wordt, is ook toepasselijk op het niet betalen der bruggelden.

C. De weigering van, op aanvraag der beambten, aan de kantoren te komen, of van op dezelve kantoren den meetbrief, de quitantie van scheepvaartregten of de cognossementen en andere scheepspapieren te vertoonen, zal gestraft worden met eene boete van vijf en twintig gulden (vijftig franken).

D. Bijaldien, ten gevolge van het niet betalen der verschuldigde regten, of het niet nakomen van eenige bepaling van het reglement, de schepen of vaartuigen in het geval

de Terneuzen, il sera dû le même droit que celui à payer au passage des écluses.

Article 9.

Si les navires ou bateaux qui sortent du canal après avoir acquitté les droits de navigation, sont retenus par un vent contraire dans le port extérieur de Terneuzen, il n'y aura plus lieu à leur faire payer aucun droit de port; mais si leur départ n'est point retardé par le temps ou le vent, le droit sera perçu comme sur tous les autres navires qui ne font qu'y entrer.

Article 10.

Sont exempts de droits dans le port de Terneuzen, les bateaux faisant un service régulier (beurtlieden) qui d'ancienne date y chargent ou déchargent, de même que les bateaux à vapeur et les barques servant exclusivement au transport des passagers avec leurs effets de voyage, à l'exclusion de toutes marchandises.

Article 11.

A. Tous capitaines ou patrons qui dépasseraient les bureaux de perception mentionnés à l'art. 2 du présent règlement, sans y avoir acquitté les droits et pris la quittance à bord, de même que ceux qui auraient négligé de payer le droit de port à Terneuzen, seront passibles d'une amende égale au décuple du droit fraudé, non compris le montant du dit droit, qui devra toujours être acquitté en sus.

B. La même disposition, sauf en ce qui concerne la quittance, est applicable à la fraude du droit de pont.

C. Le refus de se rendre aux bureaux de perception, à la demande des employés, ou d'exhiber à ces bureaux le certificat de jaugeage, la quittance des droits de navigation ou les connaissements et autres papiers de bord, sera puni d'une amende de vingt cinq florins (cinquante francs).

D. Si, faute d'acquitter les droits établis, ou de se conformer à l'une des dispositions du règlement, les navires ou bateaux sont dans le cas d'être retenus au passage, les

komen van aangehouden te worden, zullen de gezagvoerders of schippers, voor elken dag verblijf in het kanaal, een regt verschuldigd zijn van tien gulden (twintig franken).

E. De overtredingen tegen § § 1 en 3 van art. 8, zullen met eene boete gestraft worden van het tienvoudige der verschuldigde regten, daaronder niet begrepen het bedrag van het regt zelve, dat altijd nog bovendien zal moeten betaald worden.

Artikel 12.

Alle boeten zullen dadelijk op het naastbij gevestigd kantoor, toebehoorende aan het land waar de overtreding heeft plaats gehad, tegen quitantie moeten worden betaald, of voor derzelver bedrag zullen goede en solvabele borgen, ten genoege van de beambten bij het kanaal, worden gesteld.

Bijaldien de gezagvoerders of schippers hieraan weigeren te voldoen, of de verschuldigde regten te betalen, zullen de schepen of vaartuigen ten hunnen koste worden in beslag genomen en gehouden, tot na de volkomene betaling, welke betaling volgens de, respectivelijk, in de beide landen bestaande bepalingen zal ingevorderd worden.

TITEL II.

Policie op de scheepvaart.

Artikel 13.

De manoeuvrering der sluizen, duikers, schotbalken, bruggen, enz., is uitsluitend aan de ambtenaren van het kanaal en aan de ten dien einde benoemde agenten opgedragen; aan ieder ander is het verboden om zich zonder voorafgaande autorisatie daarmede bezig te houden.

Artikel 14.

Het is verboden asch, vuilnis, steenen, puin of diergelijke, waardoor eenige hinder of letsel aan de sluizen en bruggen zoude kunnen veroorzaakt worden, op dezelve te werpen.

Artikel 15.

Niemand zal met haken of boomen in eenig houtwerk, deuren of metselwerk van de sluizen, of bruggen mogen steken, of op de sluizen uit- of inwinden, anders, dan op de daartoe gestelde palen en ducd'alven.

capitaines ou bateliers deviendront passibles d'un droit de dix florins (vingt francs) pour chaque jour de station dans le canal.

E. Les contraventions aux § § 1 et 3 de l'article 8, donneront lieu à une amende du décuple du droit exigible, non compris le montant du dit droit, qui devra toujours être payé en sus.

Article 12.

Toutes les amendes devront être immédiatement payées contre quittance au bureau le plus voisin, appartenant au pays où la contravention aura été commise, ou garanties par une bonne et solvable caution à la satisfaction des préposés du canal.

Si les capitaines ou bateliers refusent de se conformer à cette disposition, ou de payer les droits dûs, leurs navires ou bateaux seront retenus à leurs frais, jusqu'à parfait payement, lequel sera recouvré suivant les dispositions, respectivement en vigueur dans les deux pays.

TITRE II.

Police de navigation.

Article 13.

La manoeuvre des écluses, vannes, poutrelles, ponts etc. appartient exclusivement aux préposés du canal ou aux agents nommés à cet effet; il est défendu à toute autre personne de s'y livrer sans autorisation préalable.

Article 14.

Il est défendu de jeter dans les écluses et sur les ponts, des cendres, immondices, pierres, décombres ou autres objets qui pourraient y occasionner quelques entraves ou dommages.

Article 15.

Il est défendu de toucher avec des perches, crocs ou gaffes ferrées, à la charpente, aux portes ou à la maçonnerie des écluses et des ponts, ou de faciliter l'entrée ou la sortie des écluses, autrement qu'au moyen des pieux d'amarrage (duc-d'alven).

Artikel 16.

Niemand zal met eenig schip of vaartuig binnen of buiten aan de sluizen, bruggen of vleugels van dezelve mogen blijven liggen, noch ook eenige kettingen of touwen aan dezelve vastmaken; zullende het vaarwater ruim moeten worden gelaten, ter decisie van den havenmeester, of, bij deszelfs ontstentenis, van den sluiswachter.

Artikel 17.

Niemand zal met eenig schip of vaartuig in eene der sluizen mogen varen, dan na de ankers ingebroken te hebben, tenzij dezelve voor den boeg hangen met den stok omlaag.

Artikel 18.

De schepen en schuiten zullen niet met volle vaart in de sluizen mogen loopen; zij zullen aan de palen moeten worden vastgelegd en alzoo in de sluizen gehaald, ten einde geene schade te veroorzaken.

Artikel 19.

Het is verboden een schip of vaartuig in de sluizen te halen vóór dat de voorgaande schutting geheel zal zijn afgeloopen.

Ieder schip of vaartuig zal, naar mate den tijd zijner aankomst, op de beurt moeten schutten, met uitzondering der houtvlotten, welke altoos het laatst schutten.

Ten einde deze orde te bewaren, zal de sluiswachter de vrijheid hebben loodjes af te geven, die de volgorde bij het schutten zullen regelen.

Des Konings jachten, de vaartuigen toebehoorende aan de administratie van het kanaal, de geregelde en erkende markt- en beurtschepen, alsmede de schuiten met verschen visch beladen, hebben de voorschutting.

Artikel 20.

De schepen en vaartuigen zullen zich niet binnen de sluizen mogen ophouden; de beambten zullen het regt hebben om, zoodra de schutting volbragt is, dezelve er te doen uithalen, opdat de sluisdeuren niet langer dan volstrekt noodzakelijk is, open blijven.

Article 16.

Nul ne pourra stationner avec un navire ou bateau, en aval ou en amont, près des écluses ou des ponts, ni y attacher des chaînes ou cordes ; le passage du canal devant toujours rester libre, ce dont le maître du port, ou, à son défaut, le maître éclusier décidera.

Article 17.

Nul ne pourra entrer avec son navire ou bateau dans une écluse, qu'après avoir rentré les ancres à bord, à moins qu'on ne les ait à l'avant, le jas en dessous.

Article 18.

Les navires et bateaux ne pourront entrer en pleine marche dans les écluses ; ils devront être amarrés aux abords des ouvrages et être tirés afin d'éviter tout dégât.

Article 19.

Il est défendu de faire entrer un navire ou bateau dans les bassins des écluses, avant que l'opération d'un passage précédent ne soit entièrement terminée.

Les navires on bateaux y entreront chacun à son tour, en suivant l'ordre de leur arrivée, à l'exception des trains de bois, qui passeront toujours les derniers.

Pour maintenir cet ordre, le maître-éclusier pourra distribuer des plombs, dont les numéros déterminent le rang d'admission.

La priorité pour le passage est accordée aux yachts royaux, aux embarcations appartenant à l'administration du canal, aux barques et bateaux faisant un service régulier et reconnu, ainsi qu'aux bateaux chargés de poisson frais.

Article 20.

Les navires et bateaux ne pourront s'arrêter dans les bassins des écluses ; les préposés auront le droit de les en faire sortir aussitôt après l'éclusée, afin que les portes des écluses ne restent pas plus longtemps ouvertes, qu'il n'est strictement nécessaire.

Artikel 21.

Bij het doorvaren der sluizen en bruggen, zullen de gezagvoerders of schippers alle mogelijke zorg dragen, dat aan geene der werken eenige beschadiging worde toegebragt; zij zullen verantwoordelijk zijn voor al de schade door hun toedoen veroorzaakt, en de waarde, bij schatting door den sluis- of brugwachter te begrooten, daarvoor onmiddellijk in handen stellen.

De gezagvoerders en schippers zullen zorg dragen om bij het voorbijvaren der daartoe gestelde teekens of handen de lijnen los te gooijen, en zich verder op eene voorzigtige wijze door de bruggen en sluizen te halen.

Artikel 22.

Het is verboden op het kanaal te zeilen of te stoomen; alle vaartuigen zullen moeten worden gejaagd of getrokken, ten zij dezelve door den stroom kunnen afdrijven.

Artikel 23.

Schepen of vaartuigen met staande masten, gejaagd of getrokken wordende, zullen de hun tegenkomende trek- of volksschuiten, barges of wat van dien aard is, *binnendoor* laten varen.

Artikel 24.

Schepen of vaartuigen met staande masten, elkander op het kanaal ontmoetende, zullen die welke opvaren, *binnendoor*, en die welke afvaren, *buitenom* houden.

Artikel 25.

Koninklijke jagten, mitsgaders vaartuigen aan de autoriteiten van een der beide landen behoorende, hebben de vrijheid om *binnendoor* te jagen, onverschillig of dezelve het kanaal op- of afvaren.

Artikel 26.

Geene schepen of vaartuigen zullen tusschen Gent en Langerbrugge tegen den oostkant, en van Langerbrugge tot Terneuzen tegen den westkant mogen stil liggen, hetzij om te vernachten, te overwinteren of anderzins, en in geval

Article 21.

Il sera pris par les capitaines ou bateliers, au passage des écluses et des ponts, toutes les précautions possibles pour que les ouvrages d'art ne soient pas endommagés; ils seront responsables de tous dégâts causés par leur faute, et tenus d'en consigner immédiatement la valeur, à fixer approximativement par le maître-éclusier ou le garde-pont.

Les capitaines ou bateliers auront soin, au passage devant les signaux placés à cet effet, de larguir les lignes de halage ou les amarres, et de passer avec prudence aux ponts et écluses.

Article 22.

Il est défendu de naviguer à voile ou à la vapeur sur le canal; tous les navires doivent être halés ou tirés, à moins que le courant ne suffise pour les faire avancer.

Article 23.

Les navires ou bateaux à mats fixes, étant halés ou tirés, cèderont toujours le côté du chemin de halage aux barges employées au transport des voyageurs et autres embarcations de ce genre qu'ils rencontreront.

Article 24.

Lorsque des navires ou bateaux à mâts fixes viennent à se rencontrer sur le canal, ceux qui remontent gardent le côté du chemin de halage, et ceux qui descendent prennent le côté opposé.

Article 25.

Les yachts royaux, et les embarcations qui appartiennement aux autorités de l'un ou de l'autre pays, pourront garder le côté du chemin de halage, soit à la remonte soit à la descente du canal.

Article 26.

Aucun navire ou bateau ne pourra stationner de Gand à Langerbrugge du côte est, et de Langerbrugge à Terneuzen du côté ouest du canal, soit pour passer la nuit ou hiverner, soit dans tout autre but, et en cas de chargement ou de

van lading en lossing, (welke, zonder voorafgaand verlof, aan geene andere dan de daartoe bestemde losplaatsen mogen geschieden), zal zulks met zoodanige voorzorg, door het strijken van den mast of anderzins, worden gedaan, dat daardoor de vaart voor andere niet wordt belemmerd, onverminderd de verpligting om bij de eerste aanzegging de legplaats te verlaten.

Er zal altijd, zoo wel bij dag als bij nacht, ten minste één man aan boord moeten blijven.

Voor de plaatsing der schepen in de legplaats tusschen de brug over de oude sluis aan het tolhuis, de brug op de Muide en de nieuwe schutsluis te Gent, zullen de gezagvoerders of schippers naauwkeurig de orders moeten opvolgen, welke hun daaromtrent door den sluiswachter zullen worden gegeven.

Artikel 27.

Geene vaartuigen of schepen zullen naast elkander vastgemaakt, mogen jagen, maar wel achter elkaar.

Artikel 28.

Geene houtvlotten, met uitzondering van die welke gelijktijdig met de schepen waaruit het hout gelost is, op sleeptouw doorgaan, zullen op het kanaal mogen varen vóór zonnenopgang of na zonnenondergang; dezelve moeten gedurende den nacht aan de stille zijde van het kanaal wel en behoorlijk vastgemaakt worden; en men zal verpligt zijn voor en achter op dezelve eene brandende lantaarn te plaatsen.

Artikel 29.

De raschepen, zullen verpligt zijn de raas te toppen of langs-scheeps te brassen, ten einde alle schade bij het voorbijvaren van andere schepen of vaartuigen voor te komen.

Artikel 30.

De gezagvoerders of schippers van schepen of vaartuigen, bij sluizen of bruggen tegen elkander inkomende, zullen verpligt zijn al dan niet op te varen, zoo als hun door den sluis- of brugwachter zal worden gelast; ter contrarie handelende, zal de zoodanige verpligt zijn tot vergoeding van de schaden en kosten door deszelfs onwilligheid veroorzaakt.

déchargement (ce qui ne pourra avoir lieu, sans autorisation préalable, à d'autres endroits qu'à ceux désignés à cet effet), l'on aura soin de baisser le mât et de prendre telles précautions, qui seront nécessaires pour éviter tout embarras au passage d'autres bateaux, indépendamment de l'obligation où l'on sera toujours, de quitter la place au premier avertissement.

Il y aura, tant de jour que de nuit, au moins une personne à bord.

En ce qui concerne l'endroit, où devront se placer les navires ou bateaux admis à stationner entre le pont sur la vieille écluse au Tolhuis, le pont à Muide et la nouvelle écluse à Gand, les capitaines ou bateliers se conformeront aux ordres qui leur sont donnés par le maître-éclusier.

Article 27.

Pour le halage, les navires et bateaux ne pourront être attachés latéralement; ils devront toujours être à la suite les uns des autres.

Article 28.

Les trains de bois, à moins qu'ils ne soient amenés à la remorque par des navires allégés, ne pourront naviguer sur le canal, ni avant le lever ni après le coucher du soleil; pendant la nuit, leurs conducteurs seront obligés de les attacher avec soin au côté opposé à celui du halage et d'y placer, sur l'avant et sur l'arrière, une lanterne à vive lumière.

Article 29.

Les bâtiments mâtés à trait carré devront apiquer les verges et les brasser en long, de manière à prévenir toute avarie lors du passage d'autres navires ou bateaux.

Article 30.

Les capitaines ou bateliers de navires ou embarcations qui viennent à se rencontrer aux abords des écluses ou des ponts, sont obligés d'arrêter ou de continuer leur marche, suivant l'ordre qui leur en sera donné par le maître-éclusier ou le garde-pont; faute par eux de se conformer à cet ordre, ils seront passibles de tous dommages et frais que leur refus pourrait occasionner.

Artikel 31.

Wanneer de gelegenheid van wind en weder het bevaren van het kanaal, of het doorvaren van bruggen of sluizen, bijzonder moeijelijk mogt maken, zal men gehouden zijn het vroeger losmaken van jaaglijnen, of uitbrengen van andere touwwerken, en het nemen van andere voorzienings-middelen welke de omstandigheden mogten vereischen, daarnaar te regelen.

Met opzigt tot de sluizen in het kanaal gelegen, zoo is men overeengekomen dat de sluiswachter het schutten door dezelve zal kunnen beletten, wanneer er niet ten minste twintig Nederl. duimen water tusschen de kiel van het schip en de schotbalken aanwezig zijn; zoo hierover verschil van gevoelen bestaan mogt, zal de diepgang van het schip in tegenwoordigheid van beide partijen worden opgenomen.

TITEL III.

Policie op de boorden, taluds, kunstwerken en bedding van het kanaal.

Artikel 32.

Het is verboden langs de boorden of trekwegen eenige gebouwen op te rigten of werken hoegenaamd aan te vangen, zonder voorafgaande magtiging van de bevoegde autoriteit, welke de te volgen rigting zal aanwijzen.

Artikel 33.

Niemand zal binnen eenen afstand van 3,854 el, van den buitenkant der bermsloten of andere scheidingslijnen van het terrein tot het kanaal behoorende, eenige boomen, hagen of andere gewassen mogen planten.

Artikel 34.

Het is verboden eenige doorsnijding van dijken of trekpaden te doen, of daarin waterleidingen of buizen aan te leggen of oude gestopte waterleidingen te openen, voetpaden, opritten, trappen, watergangen of loskaaijen daar te stellen, of eenige werken hoegenaamd op het terrein tot het kanaal behoorende te ondernemen, zonder daartoe speciaal verleende magtiging van de bevoegde autoriteit.

Article 31.

Lorsque, à raison du temps ou du vent, la navigation du canal ou le passage aux ponts et écluses présentera des difficultés, on sera tenu de détacher plus promptement les cordes de halage, de faire emploi, au besoin, d'autres cordages, et de prendre toutes les précautions qu'exigeront les circonstances.

En ce qui concerne les écluses établies sur le canal, il est entendu que lorsqu'il n'y aura pas au moins vingt centimètres d'eau entre la quille du navire et le busc de l'écluse, le maître-éclusier pourra empêcher le passage. En cas de contestation, le tirant d'eau sera constaté contradictoirement.

TITRE III.

Police des bords, des talus, des ouvrages d'art, et du lit du canal.

Article 32.

Il est défendu de faire des travaux ou constructions quelconques le long des bords et chemins de halage du canal, sans en avoir, au préalable, obtenu l'autorisation de l'autorité compétente, qui indiquera l'alignement à suivre.

Article 33.

Nul ne pourra planter des arbres, haies ou taillis à une distance moindre de 3m. 854 des contrefossés, ou d'autres lignes séparatives du terrain du canal.

Article 34.

Il est défendu de faire des coupures dans les digues et chemins de halage, d'y placer des aqueducs ou conduits, d'y ouvrir d'anciennes rigoles d'écoulement, de pratiquer des sentiers, montées pour voitures, escaliers, quais de déchargement, ou d'exécuter des travaux, de quelque nature que ce soit, sur le terrain du canal, sans en avoir obtenu l'autorisation expresse de l'autorité compétente.

Artikel 35.

Het is verboden met karren of andere rijtuigen te rijden langs de kanalen, binnen eenen afstand van 1 el, uit de kruin der binnen-taluds gemeten.

Artikel 36.

Geen rijtuigen bespannen met meer dan twee paarden, of beladen met meer dan 3,000 ponden, zullen over de bruggen mogen passeren. Het is altijd verboden over de bruggen te draven.

Alle toegang over de sluizen van Terneuzen is verboden.

Artikel 37.

De drijvers van vee zullen de beesten beletten aan het kanaal te gaan drinken en over de taluds of bermen te loopen, zullende zij, zoo noodig, door touwen moeten zorgen, dat het vee zich niet van den publieken weg verwijdere.

Artikel 38.

Het is verboden de passage langs de taluds, trekwegen, enz., te belemmeren door het aldaar plaatsen van steenen, aarde, mest of anderzins. Het opstapelen van mijten of andere voorwerpen of koopmanschappen binnen eenen afstand van 3,854 el, buiten het territoir des kanaals, is insgelijks verboden.

Artikel 39.

Het is verboden, aarde, steenen en steengruis, vuilnis en andere voorwerpen in het kanaal te gooijen, waardoor deszelfs bedding zou kunnen vervuilen.

Artikel 40.

Het is almede verboden om aan de dijken, sluizen, bruggen, tragels en andere kunstwerken van het kanaal, eenige de minste schade toe te brengen.

Algemeene bepalingen op den tweeden en derden titel toepasselijk.

Artikel 41.

Degenen, die tegen het bepaalde bij den tweeden en derden titel handelen, zullen eene boete van vijf en twintig

Article 35.

Il est défendu de passer avec des voitures sur les digues et chemins de halage, à une distance moindre d'un mêtre, mesuré de la crête des talus.

Article 36.

La passage sur les ponts est interdit à des voitures attelées de plus de deux chevaux, ou chargées de plus de 3,000 kilogrammes. Dans tous les cas, il est défendu de trotter sur les ponts.

Tout passage sur les écluses à Terneuzen est interdit.

Article 37.

Les conducteurs de bestiaux les empêcheront de s'abreuver dans le canal, et de marcher sur les talus ou berges; ils feront, au besoin, usage de cordes, afin que les bestiaux ne puissent s'écarter de la voie publique.

Article 38.

Il est défendu de gêner le passage sur les talus, chemins de halage etc., en y déposant des briques, terres, fumiers ou autres objets.

Les dépôts de bois, matériaux et marchandises ne pourront se faire qu'à une distance de 3^{m}. 854 du terrain du canal.

Article 39.

Il est défendu de jeter dans le canal des terres, pierres, décombres, immondices ou autres objets, qui pourraient en encombrer le lit.

Article 40.

Il est également défendu d'apporter le moindre dommage aux digues, écluses, ponts, aqueducs et autres ouvrages appartenant au canal.

Dispositions communes aux titres II et III.

Article 41.

Ceux qui contreviendront aux dispositions des titres II et III encourront une amende de vingt cinq florins (cin-

gulden (vijftig franken) verbeuren; onverminderd de verpligting tot herstelling van het beschadigde, of tot teruggave der veroorzaakte kosten, en tot herstelling der zaken in derzelver vorigen staat, door het afbreken der gebouwen, beplantingen of niet geautoriseerde werken, en behoudens de toepassing der algemeene wetten in alle gevallen bij dit reglement niet voorzien.

Artikel 42.

Wanneer aan de sluizen, boorden, bruggen of andere werken van het kanaal, eenigerlei schade door een schip of vaartuig mogt zijn toegebragt, zullen de sluis- en brugwachters hunnen opzigter daarvan verwittigen, ten einde deze dadelijk bij proces-verbaal, den aard der schade, de middelen van herstel en de kosten daartoe benoodigd, constatere.

Tevens zullen deze beambten zorgen, dat de sluis- of brugwachters aan de eerste sluis of brug die het schip moet doorvaren, van de toegebragte schade kennis bekomen.

Deze wachters, zoodanige kennisgeving bekomende, zullen alsdan, op hunne verantwoordelijkheid, zorg dragen, dat het schip of vaartuig hetwelk de schade heeft toegebragt, in geen geval het kanaal verlate, noch door de sluis of brug gelaten worde, vóór dat de schade ten volle, volgens het daarvan opgemaakt proces-verbaal, is betaald, of dat een behoorlijke borgtogt, ten genoege van de beambten aan wie de betaling geschieden moet, is gesteld.

Indien echter de beschadiger verkiezen mogt om de schade voor zijne rekening te herstellen, zal hem zulks vrijstaan, mits daarmede dadelijk worde aangevangen en voortgegaan, overeenkomstig de orders door de kanaal-beambten te geven, en binnen den door hen vast te stellen tijd; zullende wanneer de werken alsdan niet naar behooren hersteld of niet in tijds opgeleverd worden, het dubbel bedrag van de begrooting die daarvan gemaakt is worden ingevorderd, en zoo de betaling daarvan niet dadelijk volgt, zal daarvoor eene som in geld moeten geconsigneerd of een voldoende borgtogt gesteld worden, voor en aleer het schip of vaartuig het kanaal zal verlaten.

quante francs); ils seront en outre tenus de réparer le dommage ou de rembourser les frais qu'ils auront occasionnés, et de rétablir les choses dans leur premier état, en démolissant les constructions, plantations ou ouvrages non autorisés, le tout sans préjudice de l'application des lois dans les cas non prévus par le présent règlement.

Article 42.

Lorsqu'un navire ou bateau aura endommagé les écluses, les berges, ponts ou autres ouvrages du canal, les préposés à la manœuvre des écluses et des ponts devront en instruire leur chef, afin qu'il constate sur le champ, par procès-verbal, la nature du dommage, les moyens de réparation et la dépense qui en résultera.

Ces préposés auront en outre soin que les dégâts reconnus soient signalés à temps, aux employés à la première écluse ou au premier pont que le navire devra passer.

Lorsqu'une pareille information aura été donnée, ces agents veilleront, sous leur responsabilité, à ce que le navire ou bateau qui a causé le dommage, ne quitte en aucun cas le canal, ni ne franchisse l'écluse ou le pont, avant que la réparation de ce dommage n'ait eu lieu, conformément au procès-verbal, ou qu'il n'ait été fourni caution suffisante, au gré des employés entre les mains desquels le payement doit s'effectuer.

Il sera toujours loisible à l'auteur du dommage, de le faire réparer lui-même, s'il le préfère, pourvu qu'il mette immédiatement la main à l'œuvre, et l'achève d'après les ordres des employés du canal et dans le temps prescrit par eux. Dans ce cas, si les ouvrages ne sont point exécutés comme il convient ou terminés dans le délai fixé, le double du montant de l'évaluation qui en aura été faite, deviendra exigible, et si le payement n'en est effectué de suite, il sera garanti par une consignation en numéraire, ou par une bonne et valable caution, avant que le navire ou bateau puisse sortir du canal.

TITEL IV.

Het jagen der schepen en vaartuigen.

Artikel 43.

Het jagen, door het kanaal van Terneuzen, van schepen, vaartuigen of houtvlotten, zal door niemand anders mogen geschieden dan door de zorg en de tusschenkomst der jagersbazen, welke met gemeenschappelijk overleg door de overheid van ieder land zijn aangesteld.

De schepen, vaartuigen of houtvlotten gejaagd wordende met paarden, die niet aan de wettiglijk erkende jaaginrigtingen behooren, zullen aan de sluizen en bruggen niet worden doorgelaten.

Hiervan zijn echter uitgezonderd:

1°. De vaartuigen die minder dan dertig tonnen groot zijn;

2°. De vaartuigen die met paarden, de eigendom der schippers zijnde, gejaagd worden;

3°. Dezulken die gewoonlijk met dezelfde paarden gejaagd worden; mits in deze beide laatste gevallen, daartoe vooraf de autorisatie gevraagd en verkregen zij.

Het trekken der vaartuigen door menschen zal geoorloofd zijn.

Artikel 44.

Er zullen op het kanaal van Terneuzen zijn vier jaagstations als:
de eerste te Gent,
de tweede te Zelzaete,
de derde te Sas van Gent en
de vierde te Terneuzen.

Artikel 45.

De sluiswachters te Gent, te Sas van Gent en te Terneuzen, en de brugwachter te Zelzaete, zullen respectivelijk ieder voor hun station, de functien waarnemen van commissarissen voor het jagen.

Artikel 46.

De jaagloonen zullen per paard geregeld worden, zoo als volgt:

van Gent naar Zelzaete . . . . . f 3.25 fr. 6.88

TITRE IV.

Halage des navires et bateaux.

Article 43.

Le halage des navires, bateaux ou trains de bois, passant par le canal de Terneuzen, ne pourra être effectué que par les soins et l'intermédiaire des chefs-haleurs, agréés de commun accord, par l'autorité compétente de chaque pays.

Le passage des écluses et ponts sera interdit à tous navires, bateaux ou trains de bois, qui seraient tirés par d'autres chevaux que ceux appartenant aux associations de haleurs légalement reconnues.

Sont néanmoins exceptés de cette interdiction:

1°. Les bateaux, jaugeant moins de trente tonneaux;

2°. Les bateaux, halés par des chevaux appartenant aux patrons;

3°. Ceux qui le sont habituellement par les mêmes chevaux, pourvu que, dans ces deux derniers cas, l'on ait demandé et obtenu l'autorisation préalable.

Il sera facultatif de faire haler par des hommes.

Article 44.

Il y aura sur le canal de Terneuzen quatre stations de haleurs, savoir:

la première à Gand,
la seconde à Zelzaete,
la troisième à Sas de Gand et
la quatrième à Terneuzen.

Article 45.

Les maîtres-éclusiers à Gand, au Sas de Gand et à Terneuzen, et le garde-pont à Zelzaete, rempliront respectivement les fonctions de commissaires du halage pour leur station.

Article 46.

Les prix du halage seront réglés par cheval, ainsi qu'il suit:

de Gand à Zelzaete . . . . . f 3.25 fr. 6.88

van Zelzaete naar Gent	f 3.50	fr. 7.41
van Zelzaete naar Sas van Gent, en vice-versa	1.00	2.12
van Sas van Gent naar Terneuzen, en vice-versa	3.25	6.88

Onder geen voorwendsel, zullen er van de scheepsgezagvoerders of schippers andere jaagloonen dan die op het bovenstaande tarief vermeld, mogen gevorderd worden.

Artikel 47.

De gezagvoerders of schippers zullen voor het jagen hunner schepen of vaartuigen, de paarden aanvragen bij de commissarissen der stations, die het getal paarden voor ieder vaartuig benoodigd, zullen bepalen, waarbij zoo wel het saizoen, als de waterstand en de wind in aanmerking zal moeten worden genomen.

Dezelfde commissarissen zullen ook het jaagloon berekenen volgens het bovenstaand tarief, en daarvan aan de belanghebbende partijen opgave doen.

Artikel 48.

De, naar luid van artikel 43, te benoemen jagersbazen zullen in handen der bovenvermelde commissarissen eenen borgtogt stellen van vijftig gulden of honderd franken.

Artikel 49.

De jagersbazen zullen gehouden zijn steeds het noodig aantal jagers-paarden en lijnen in gereedheid te hebben, om binnen den tijd van vijftien minuten, nadat zij daartoe van den commissaris aanzegging zullen hebben bekomen, de aangekomene vaartuigen te kunnen doen vertrekken.

In geval van verzuim, zal door de commissarissen in de behoeften van de dienst voorzien worden ten koste der jagersbazen.

Artikel 50.

Het geval van nooddwang of buitengewone omstandigheden uitgezonderd, zullen de paarden, welke te Gent voor de vaartuigen gespannen worden, dezelve tot Sas van Gent moeten jagen, en die welke er te Terneuzen worden voorgezet, tot aan Zelzaete.

de Zelzaete à Gand	f 3.50	fr. 7.41
de Zelzaete au Sas de Gand, et vice-versa	1.00	2.12
du Sas de Gand à Terneuzen, et vice-versa	3.25	6.88

Sous aucun prétexte, il ne pourra être exigé des capitaines ou bateliers d'autres prix, que ceux portés au tarif ci-dessus.

Article 47.

Les demandes des capitaines ou bateliers pour le halage de leurs navires ou bateaux, seront faites aux commissaires des stations, qui détermineront le nombre de chevaux à atteler à chaque bâtiment, eu égard à la saison, ainsi qu'à l'état des eaux et du vent.

Les mêmes commissaires calculeront le prix du halage d'après le tarif ci-dessus, et en donneront la note aux parties intéressées.

Article 48.

Les chefs-haleurs à nommer d'après l'article 43, verseront entre les mains des commissaires mentionnés ci-dessus, un cautionnement de cinquante florins ou 100 francs.

Article 49.

Les chefs-haleurs seront obligés d'avoir constamment à leur disposition le nombre de conducteurs, de chevaux et de cordes nécessaires, afin de pouvoir, dans les quinze minutes après l'avertissement qui leur sera donné par le commissaire, faire partir les bateaux qui se seraient présentés.

En cas de négligence, les commissaires pourvoiront aux besoins du service aux frais des chefs-haleurs.

Article 50.

Sauf le cas de force majeure ou de circonstances extraordinaires, les chevaux attelés aux bâtiments à Gand, devront les conduire jusqu'au Sas de Gand, et ceux attelés aux bâtiments à Terneuzen, devront les conduire jusqu'à Zelzaete.

Artikel 51.

De jagers zullen zich van geene andere dan door de commissarissen onderzochte en goedgekeurde paarden mogen bedienen.

De jagers zullen ten minste den leeftijd van 17 jaren moeten bereikt hebben, en insgelijks door de commissarissen toegelaten zijn.

Bij verzuim of overtreding dezer bepalingen, zullen de commissarissen, ambtshalve en ten koste der jagersbazen, de noodige maatregelen nemen om in de geregelde waarneming der dienst te voorzien.

Artikel 52.

De jagers zullen gehouden zijn de schepen, vaartuigen of houtvlotten binnen den kortst mogelijken tijd over te jagen, daarbij de gelegenheid van water en wind in het oog houdende.

De scheepsgezagvoerders zullen, van hunne zijde, verpligt zijn om zonder dralen te vertrekken; en, bijaldien onvoorziene omstandigheden dit vertrek vertraagden of verhinderden, zullen de gezegde scheepsgezagvoerders daarvan dadelijk aan de commissarissen of jagers kennis moeten geven.

Als schadeloosstelling voor een oponthoud het eerste uur niet te boven gaande, zal een vierde, en voor een oponthoud van meer dan twee uren, de helft verschuldigd zijn van het jaagloon dat voor den af te leggen afstand tot aan het volgende station moet betaald worden.

Zoo het oponthoud langer dan drie uren duurt, zal het geheele jaagloon den jagers toekomen, en kunnen de paarden afgespannen worden.

Artikel 53.

De jagers zullen zorgen de lijnen strak te houden wanneer zij over eenige vaartuigen jagen, en dezelve tijdig genoeg te laten vallen, wanneer zij niet overjagen.

Zij zullen de lijnen losmaken bij het voorbijjagen der daartoe bij de bruggen en sluizen geplaatste teekens of handen, en den scheepsbestuurder waarschuwen wanneer eenig vaartuig hen te gemoet komt. Eveneens zullen zij handelen, wanneer zij eene brug of belangrijke kromte

Article 51.

Les haleurs ne pourront se servir que de chevaux examinés et admis par les commissaires. Les conducteurs ne pourront être âgés de moins de 17 ans, et devront être également agréés par les commissaires.

En cas de négligence ou de contravention à ces dispositions, les commissaires prendront, d'office et aux frais des chefs-haleurs, les mesures nécessaires pour assurer la régularité du service.

Article 52.

Les haleurs seront tenus de conduire les navires, bateaux ou trains de bois, le plus promptement possible à leur distination, en égard à l'état des eaux et du vent.

Les capitaines, de leur côté, seront obligés de partir sans retard ; et dans le cas où des causes imprévues retarderaient ou empêcheraient ce départ, les capitaines devront de suite en donner avis aux commissaires ou aux haleurs.

Il sera dû, à titre de dommage, pour un retard qui ne dépassera pas la première heure, le quart, et pour celui qui dépassera la seconde heure, la moitié du prix de halage qui serait dû pour le trajet à parcourir jusqu'à la station voisine.

Lorsque le retard durera plus de trois heures, le prix de halage sera acquis en entier aux haleurs, et les chevaux pourront être dételés.

Article 53.

Les haleurs auront soin que les cordes soient bien tendues, lorsqu'elles devront passer au-dessus, et qu'elles tombent à temps, lorsqu'elles devront passer au-dessous des bâtiments rencontrés.

Ils détacheront les cordes, ou passage des signaux placés à cet effet près des ponts et écluses, et avertiront le capitaine aussitôt qu'ils apercevront un bâtiment venant à la rencontre de celui qu'ils conduisent. Ils en agiront de même aux approches des ponts, des grandes courbes et partout ailleurs

ontmoeten, en in het algemeen, wanneer eenig beletsel of eenige omstandigheid het schip in de doorvaart hinderlijk mogt zijn, of hetzelve aan gevaar zou kunnen blootstellen.

TITEL V.

Algemeene bepalingen.

Artikel 54.

De plaatselijke besturen der aan het kanaal grenzende gemeenten, de maréchaussées en alle andere openbare officieren en agenten zullen, des gerequireerd, aan de uitvoering der bepalingen van dit reglement de sterke hand houden en doen houden.

Artikel 55.

Alle gezagvoerders, eigenaars, schippers en tot de manschap behoorende personen, zullen de beambten van het kanaal, bij de uitoefening hunner functien, met bescheidenheid moeten behandelen; terwijl diegene, welke hen daarin mogt verhinderen of dezelve met woorden of daden mogt beleedigen of mishandelen, volgens de wetten der respective landen zal vervolgd en gestraft worden.

Artikel 56.

Van hunne zijde, zullen de beambten van het kanaal, alsmede de jagersbazen en hunne knechts, een ieder die met hen bij de uitoefening hunner functien in aanraking komt, behoorlijk moeten bejegenen.

Alle klagten over hun gedrag zullen bij de ambtenaren, met het beheer over het kanaal belast in het eene en andere land, ingeleverd worden, die daaraan het noodig gevolg zullen geven.

Artikel 57.

Bij de toepassing der bepalingen van dit reglement zullen de kapiteins en schippers, voor hunne onderhoorigen, de ouders voor hunne kinderen en de meesters voor hunne knechts, verantwoordelijk zijn.

où quelque obstacle ou quelque circonstance gênerait la marche du bâtiment, ou l'exposerait à des dangers.

TITRE V.

Dispositions générales.

Article 54.

Les autorités locales des communes riveraines du canal, la maréchaussée (gendarmerie) et tous autres officiers et agents de la force publique, seront tenus, lorsqu'ils en seront requis, de prêter ou de faire prêter mainforte pour l'exécution des dispositions contenues dans le présent règlement.

Article 55.

Tous capitaines, patrons, bateliers et hommes d'équipage, devront traiter avec égard les préposés du canal dans l'exercice de leurs fonctions; ceux qui, à l'occasion de cet exercice, leur susciteraient des entraves ou les maltraiteraient par paroles ou voies de fait, seront poursuivis et punis conformément aux lois pénales des pays respectifs.

Article 56.

De leur côté, les préposés du canal, ainsi que les haleurs et leurs chefs, se conduiront avec déférence envers tous ceux avec lesquels ils ont des relations dans l'exercice de leurs fonctions.

Toute plainte à laquelle leur conduite pourrait donner lieu, sera adressée aux fonctionnaires chargés de la direction du canal, dans l'un et l'autre pays, afin d'y donner la suite nécessaire.

Article 57.

Dans l'application des dispositions du présent règlement, les capitaines et bateliers seront responsables pour leurs subordonnés, les parents pour leurs enfants, et les maîtres pour leurs domestiques.

Artikel 58.

Van alle overtredingen tegen dit reglement zal, ter diligentie van de ambtenaren van den waterstaat, der beambten van het kanaal, of der agenten van de plaatselijke politie, proces-verbaal worden opgemaakt.

Artikel 59.

Hoezeer een kapitein of schipper mogt vermeenen met de behandeling der beambten bij het kanaal bezwaard te zijn, of met de regten of schadevergoedingen, die dezelve van hem mogten gevorderd hebben, zal hij echter niet mogen weigeren aan hetgeen van hem gevorderd zijn zal te voldoen; onverminderd zijne bevoegdheid om daarna zich, om voorziening of teruggave van het betaalde, bij de bevoegde magt aan te melden.

Artikel 60.

De beambten die met de ontvangst der scheepvaartregten op het kanaal, en met het manoeuvreren der bruggen en sluizen belast zijn, zullen geenerlei oponthoud veroorzaken aan de expeditie en aan de doorvaart der schepen en vaartuigen.

Artikel 61.

De regten zullen betaald worden in geldspecie wettiglijk gangbaar in het land waar het ontvang-kantoor gelegen is.

Artikel 62.

Een exemplaar van dit reglement zal in elk ontvang-kantoor voorhanden zijn, ter kennisneming voor de kapiteins en schippers.

Artikel 63.

De bepalingen van het reglement van 9 April 1830 zullen blijven bestaan, voor zoo veel betreft de scheepvaart op het zijkanaal van Roodenhuizen naar Hulst en Axel.

Article 58.

Les contraventions seront constatées par procès-verbaux, à la diligence des employés des ponts et chaussées, des préposés du canal, ou des agents de la police locale.

Article 59.

Lors même qu'un capitaine ou batelier se croira lésé, soit par la manière d'agir des préposés du canal, soit par les droits ou les dommages intérêts, qu'ils auraient réclamés, il ne devra pas moins se soumettre à ce qui aura été exigé de lui, sauf à exercer ensuite son recours près de l'autorité compétente, afin de redressement et de restitution, s'il y a lieu.

Article 60.

Les préposés chargés de la perception des droits de navigation du canal, et de la manoeuvre des ponts et écluses, n'apporteront aucun retard à l'expédition et au passage des navires et bateaux.

Article 61.

Le payement des droits se fera en monnaie ayant cours légal dans le pays où le bureau de perception est établi.

Article 62.

Un exemplaire du présent règlement, sera déposé dans chaque bureau de perception, où les capitaines et bateliers pourront en prendre connaissance.

Article 63.

Les dispositions du règlement du 9 Avril 1830 continueront d'être en vigueur, en ce qui concerne la navigation du canal latéral de Roodenhuizen à Hulst et Axel.

Formaliteiten der administratie van de in- en uitgaande regten, welke door de vaartuigen die van Gent naar eene andere Belgische haven varen en vice-versa, moeten in acht genomen worden.

Artikel 64.

De formaliteiten van de administratie der in- en uitgaande regten, op Nederlandsch grondgebied, zullen, met betrekking tot de schepen die van Gent naar eene andere Belgische haven varen en vice-versa, dezelfde zijn, als die, welke voor de vaart op de tusschenwateren tusschen de Schelde en den Rijn zijn vastgesteld.

Antwerpen, den 20sten Mei 1843.

COPES VAN HASSELT.
BOEIJE.
V. D. VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ,
Secretaris.

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAURT. VEYDT.
EDOUARD DE CUYPER,
Secretaris.

Formalités de douanes, à observer par les navires, se rendant de Gand à un autre port de la Belgique et vice-versa.

Article 64.

Les formalités de douanes, sur le territoire Néerlandais, en ce qui concerne les navires se rendant de Gand à un autre port de la Belgique et vice-versa, seront les mêmes que celles admises pour la navigation des eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin.

Anvers, le 20 Mai 1843.

COPES VAN HASSELT.
BOEIJE.
V. D. VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ,
Secrétaire.

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAURT. VEYDT.
EDOUARD DE CUYPER,
Secrétaire.

De tegenwoordige overeenkomst zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingen daarvan zullen worden uitgewisseld te Antwerpen, binnen den tijd van twee maanden, of zoo mogelijk vroeger.

De reglementen zullen in werking komen op den 31sten dag na de uitwisseling der bekrachtigingen.

Te rekenen van dienzelfden dag, zullen de voorloopige reglementen, betreffende het loodswezen, het gemeenschappelijk toezigt en het scheepvaartregt op de Schelde en derzelver mondingen, welke op den 24sten en 25sten October 1839, te Antwerpen, door de gemengde commissie zijn vastgesteld, ophouden te werken.

Ter oorkonde waarvan, de wederzijdsche gevolmagtigden de tegenwoordige overeenkomst in duplo hebben geteekend, gezamenlijk met de secretarissen.

Gedaan te Antwerpen, den 20sten Mei van het jaar der genade een duizend acht honderd drie en veertig.

COPES VAN HASSELT.
BOEIJE.
V. D. VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ,
Secretaris.

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAURT. VEYDT.
H. J. ORBAN.
D. J. JOIRIS.
EDOUARD DE CUYPER,
Secretaris.

De Minister van Buitenlandsche Zaken verklaart, dat de bovenstaande overeenkomst, te Antwerpen, op den twintigsten Mei achttien honderd drie en veertig gesloten, met de daarin vermelde zeven reglementen en de twee additionnele artikelen, op den zevenden Augustus daaraanvolgende, te 's Gravenhage geteekend, door Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden zijn bekrachtigd den achtsten Augustus achttien honderd drie en veertig, en door Zijne Majesteit den Koning der Belgen den negenden Augustus van evengemeld jaar; mitsgaders, dat de uitwisseling van de acte van bekrachtiging op den veertienden dierzelfde maand heeft plaats gehad; voorts dat, volgens overeenkomst der hooge contracterende partijen, de uitvoering en werking der in de bedoelde conventie opgenomen reglementen, op den veertienden September aanstaande in de beide Rijken eenen aanvang nemen.

HUYSSEN VAN KATTENDYKE.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Anvers, dans le délai de deux mois, ou plustôt si faire se peut.

Les règlements seront exécutoires le 31e jour après l'échange des ratifications.

A dater du même jour, les règlements provisoires concernant le pilotage, la surveillance commune et le droit de navigation de l'Escaut et de ses embouchures, arrêtés à Anvers par la commission mixte les 24 et 25 Octobre 1839, cesseront de sortir leur effet.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en double, conjointement avec les secrétaires.

Fait à Anvers, le 20 Mai de l'an de grace mil huit cent quarante trois.

COPES VAN HASSELT.
BOEIJE.
V. D. VELDE.
H. A. VAN KARNEBEEK.
WAGTHO.
C. LE CLERCQ,
Secrétaire.

H. DE BROUCKERE.
LESPIRT.
CATEAUX WATTEL.
L. JACOBS.
LAURT. VEYDT.
H. J. ORBAN.
D. S. JOIRIS.
EDOUARD DE CUYPER,
Secrétaire.

14 TRACTAAT tusschen Nederland en België van 8 Augustus 1843 omtrent de grensscheiding.

(*Staatsblad 1844, No. 12*).

BESLUIT van den 15den *Februarij* 1844, *bepalende dat de, te* Maastricht, *tusschen de* Nederlanden *en* België, *gesloten overeenkomst omtrent de* grensscheiding, *met de daartoe behoorende stukken in het* Staatsblad *worde geplaatst.*

WIJ WILLEM II, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, ENZ. ENZ. ENZ.

Op de voordragt van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken, van den 15den Februarij 1844, nº. 19;

Hebben goedgevonden en verstaan te bepalen, dat de overeenkomst, op den 8sten Augustus 1843, te *Maastricht*, tusschen de *Nederlanden* en *België* gesloten, betrekkelijk de grensscheiding tusschen de beide Rijken, alsmede het daarbij behoorende reglement voor het stellen der grenspalen, mitsgaders het additioneel artikel, op den 27sten September daaraanvolgenden, bij gezegde overeenkomst gevoegd, in het *Staatsblad* zullen worden geplaatst.

En zal dit besluit mede in het *Staatsblad* worden gedrukt.

's Gravenhage, den 15den Februarij 1844.

WILLEM.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

DE LA SARRAZ.

Uitgegeven den *zesden* Maart 1844.

De Directeur van het Kabinet des Konings,

A. G. A. VAN RAPPARD.

Vertaling.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, en Zijne Majesteit de Koning der Belgen, het tractaat van den 19den April 1839 in overweging nemende, en alles willende regelen en vaststellen wat betrekking heeft tot de grensscheiding tusschen het Koningrijk der Nederlanden en het Koningrijk Belgie, hebben, te dien einde, overeenkomstig artikel 6 van genoemd tractaat, commissarissen benoemd, te weten:

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, de heeren:

Paulus Eustatius Reinier van Hooff, ridder der Militaire Willems-orde, 3de klasse, en der orde van den Nederlandschen Leeuw, ridder-grootkruis der St. Stanislaus-orde en van die van St. Anna, 2de klasse, van Rusland, gedecoreerd met het Bronzen Kruis, luitenant-generaal, Hoogstdeszelfs adjudant in buitengewone dienst;

Willem Dominicus Aloys Kerens van Wolfrath, lid der ridderschap van het Hertogdom Limburg, ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw, oud lid der Staten-Generaal, lid der Staten van het Hertogdom Limburg, districts- en militie-commissaris te Maastricht;

Michael Tock, ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw, kommandeur der orde van de Eikekroon, ridder der orde van den Rooden Adelaar, 2de klasse, van Pruissen, opper-raad der belastingen in het Groot-Hertogdom Luxemburg, Hoogstdeszelfs commissaris ter regeling der scheepvaart en van het scheepvaartregt op de Moezel;

Frans-Jozeph-Karel-Marie Wirz, ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw, opper-raad der publieke werken in het Groot-Hertogdom Luxemburg; en

Steven de Kruijff, ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw, hoofd-ingenieur van den Waterstaat.

Zijne Majesteit de Koning der Belgen, de heeren:

André-Eduard Jolly, ridder der Leopolds-orde, gedecoreerd met het IJzeren Kruis, officier der Hertogelijke Huis-orde van Ernst van Saxen, ridder der Koninklijke orde van het Legioen van Eer, generaal-majoor, commandant der provincie Antwerpen;

CONVENTION.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, et Sa Majesté le Roi des Belges, prenant en considération le traité du dixneuf Avril mil huit cent trente neuf, et voulant régler et arrêter tout ce qui a rapport à la délimitation entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Belgique, ont nommé, à cet effet, conformément à l'article six du dit traité, des commissaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, les sieurs:

Paul Eustache Réné van Hooff, chevalier de l'ordre militaire de Guillaume, troisième classe, et de l'ordre du Lion des Pays-Bas, chevalier grand-croix de l'ordre de St. Stanislas et de l'ordre de Ste. Anne, deuxième classe, de Russie, décoré de la Croix de Bronze, lieutenant-général, Son aide-de-camp en service extraordinaire;

Guillaume Dominique Alois Kerens de Wolfrath, membre du corps équestre du Duché de Limbourg, chevalier de l'ordre du Lion des Pays-Bas, ancien membre des États-Généraux, membre des États du Duché de Limbourg, commissaire de district et de milice à Maastricht;

Michel Tock, chevalier de l'ordre du Lion des Pays-Bas, commandeur de l'ordre de la Couronne de Chêne, chevalier de l'ordre de l'Aigle Rouge, deuxième classe, de Prusse, conseiller supérieur des contributions dans le Grand-Duché de Luxembourg, Son commissaire pour le règlement de la navigation et du droit de navigation sur la Moselle;

François-Joseph-Charles-Marie Wirz, chevalier de l'ordre du Lion des Pays-Bas, conseiller supérieur des travaux publics dans le Grand-Duché de Luxembourg; et

Etienne de Kruyff, chevalier de l'ordre du Lion des Pays-Bas, ingénieur en chef du Waterstaat.

Sa Majesté le Roi des Belges, les sieurs:

André Edouard Jolly, chevalier de l'ordre de Léopold, décoré de la Croix de Fer, officier de l'ordre de la maison ducale d'Ernest de Saxe, chevalier de l'ordre royal de la Légion d'Honneur, général-major, commandant de la province d'Anvers;

Nicolaas Berger, president van de Regtbank van eersten aanleg van Arlon, oud lid van de Kamer der Vertegenwoordigers;

Jan Baptiste Vijquain, officier der Leopolds-orde, ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw en der Koninklijke orde van het Legioen van eer, inspecteur der bruggen en wegen;

Karel-Emmanuel-Frans-Joseph Grandgagnage, ridder der Leopolds-orde, directeur der directe belastingen, douanen en accijnsen en van het kadaster in de provincie Luik; en

den burggraaf *Karel-Ghislain-Willem Vilain XIIII*, officier der Leopolds-orde, gedecoreerd met het IJzeren Kruis, lid van de Kamer der Vertegenwoordigers.

Dewelke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmagten te hebben uitgewisseld, en zich rigtende naar het aanvullende en het opheldérende tractaat van den 5den November 1842, omtrent de navolgende artikelen zijn overeengekomen:

Beschrijvend proces-verbaal, plannen en kaarten.

Artikel 1.

De grenslijn tusschen het Koningrijk der Nederlanden en het Koningrijk Belgie strekt zich uit van Pruissen af tot aan de Noordzee.

Deze grenslijn, welke in drie afdeelingen verdeeld is, wordt op eene juiste en onveranderlijke wijze vastgesteld, bij een beschrijvend proces-verbaal, opgemaakt volgens de parcellaire plannen van het kadaster, vervaardigd op eene schaal van een twee duizend vijf honderdste en door middel van herkenningen op het terrein, door daartoe afgevaardigde commissarissen bewerkstelligd.

Nogtans zullen, bij uitzondering, kaarten op eene schaal van een tien-duizendste, voldoende geoordeeld worden, om de grenslijn welke door de Maas en de Schelde gevormd wordt, aan te wijzen.

Hetzelfde geldt voor hetgeen de gemeenten van Baarle-Nassau (Nederlanden) en Baarle-Hertog (Belgie) betreft, te wier opzigte het statu-quo behouden wordt, naar aanleiding van artikel 14 van het tractaat van 5 November 1842.

Een speciaal plan, in vier bladen, al de perceelen van

Nicolas Berger, président du Tribunal de première instance d'Arlon, ancien membre de la Chambre des Représentants;

Jean Baptiste Vifquain, officier de l'ordre de Léopold, chevalier de l'ordre du Lion des Pays-Bas et de l'ordre royal de la Légion d'Honneur, inspecteur des ponts et chaussées;

Charles Emmanuel François Joseph Grandgagnage, chevalier de l'ordre de Léopold, directeur des contributions directes, douanes et accises et du cadastre dans la province de Liège; et

le vicomte *Charles Ghislain Guillaume Vilain XIIII*, officier de l'ordre de Léopold, décoré de la Croix de Fer, membre de la Chambre des Représentants;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, et se conformant au traité complémentaire et explicatif du cinq Novembre mil huit cent quarante deux, sont convenus des articles suivants.

Procès-verbal descriptif, plans et cartes.

Article 1.

La limite entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Belgique s'étend depuis la Prusse jusqu'à la mer du Nord.

Cette frontière, qui est divisée en trois sections, est déterminée d'une manière précise et invariable, par un procès-verbal descriptif, rédigé d'après les plans parcellaires du cadastre, dressés à l'échelle du deux mille cinq centième et au moyen de reconnaissances, faites sur le terrain, par les commissaires délégués à cette fin.

Toutefois, par exception, des cartes au dix-millième sont jugées suffisantes, pour indiquer la limite formée par la Meuse et par l'Escaut.

Il en est de même pour ce qui concerne les communes de Baarle-Nassau (Pays-Bas) et Baarle-Duc (Belgique), à l'égard desquelles le statu-quo est maintenu, en vertu de l'article quatorze du traité du cinq Novembre mil huit cent quarante deux.

Un plan spécial, en quatre feuilles, comprenant le parcel-

deze twee gemeenten bevattende, is opgemaakt op eene schaal van een tien-duizendste, en bij dit plan zijn twee losse bladen gevoegd, op eene schaal van een twee duizend vijf honderdste, de perceelen van genoemde gemeenten voorstellende, welke op eene kleinere schaal niet duidelijk zouden worden aangewezen.

Artikel 2.

De topographische kaarten, op eene schaal van een tien-duizendste, bestemd om de grenslijn in derzelver geheel en in betrekking tot de aangrenzende localiteiten te doen kennen, worden bij afdeelingen opgemaakt, te weten:

Van de zijde der Nederlanden, door middel van kadastrale plannen, aanwijzende tabellen en herkenningen op het terrein, voor zooverre deze noodig waren tot het bepalen der grenslijn.

Van de zijde van Belgie, door middel van cadastrale plannen en van herkenningen op het terrein, de geheele uitgestrektheid van het Belgische gedeelte omvattende.

In deze kaarten is de geheele uitgestrektheid der grenslijn begrepen, op eene middelbare lijn van twee duizend vier honderd ellen (mètres).

Artikel 3.

Het beschrijvend proces-verbaal, de parcellaire plannen en de topographische kaarten op eene schaal van een tien-duizendste, door de commissarissen vastgesteld en geteekend, zullen bij de tegenwoordige overeenkomst gevoegd blijven, en dezelfde kracht en waarde hebben, als of dezelve daarin in hun geheel waren opgenomen.

I. Afdeeling.

Grenzen van Pruissen af tot aan de Maas.

Grens, gevormd door den loop dezer rivier, alsmede door het rayon van Maastricht.

Artikel 4.

Beschrijving der grens.

§ 1. De grenslijn tusschen de Nederlanden en Belgie begint bij het aanrakingspunt der gemeenten Vaals (Neder-

laire tout entier de ces deux communes, est dressé à l'échelle du dix-millième, et à ce plan sont annexées deux feuilles détachées, représentant, à l'échelle du deux mille cinq centième, les parties des dites communes, qu'une échelle plus petite ne permettrait pas de représenter avec clarté.

Article 2.

Des cartes topographiques, à l'échelle du dix-millième, destinées à faire apprécier la frontière dans son ensemble et par rapport aux localités limitrophes, sont dressées, par section, savoir:

Du côté des Pays-Bas, au moyen des plans cadastraux, des tableaux indicatifs et de reconnaissances sur le terrain, pour autant que celles-ci étaient nécessaires à la détermination de la limite;

Du côté de la Belgique, au moyen des plans cadastraux et de reconnaissances sur le terrain, embrassant tout le développement de la partie Belge.

Ces cartes comprennent toute l'étendue de la frontière, sur une zône moyenne de deux mille quatre cents aunes (mètres).

Article 3.

Le procès-verbal descriptif, les plans parcellaires et les cartes topographiques au dix-millième, arrêtés et signés par les commissaires, demeureront annexés à la présente convention, et auront la même force et la même valeur que s'ils y étaient insérés en leur entier.

SECTION I.

Limite depuis la Prusse jusqu'à la Meuse.

Limite, formée par le cours de ce fleuve, ainsi que par le rayon de Maastricht.

Article 4.

Description de la frontière.

§ 1. La limite entre les Pays-Bas et la Belgique, commence au point de contact des communes de Vaals (Pays-

landen), Gemmenich (Belgie), Laurensberg (Pruissen) en Moresnet (onzijdig territoir tusschen Belgie en Pruissen).

Deze lijn, zich van dit punt af, ten westen rigtende, tot aan de Maas, scheidt achtereenvolgend de Nederlandsche gemeenten Vaals, Wittem, Slenaeken, Noorbeek, Mheer, St. Gertrude, Mesch en Eijsden (Hertogendom Limburg), van de Belgische gemeenten Gemmenich, Sippenaeken, Teuven, Fouron St. Martin, Fouron-le-Comte en Mouland (provincie Luik), gemeenten welker oude grenzen gewijzigd zijn, ten gevolge der ruilingen en afstand van grondgebied, aangewezen in de artikelen 5, 6 en 7 hierna volgende.

(Artikelen 1 tot 13 van het beschrijvend proces-verbaal.)

§ 2. Aan de Maas gekomen, wendt de grenslijn, door den Thalweg bij laag water gevormd, zich ten noorden en volgt den Thalweg van deze rivier, tot aan het aanrakingspunt der gemeenten St. Pieter, Gronsveld (Nederlanden) en Lanaije (Belgie), gelegen boven de stad Maastricht, aan Nederland de eilanden en eilandjes latende verblijven, regts van den Thalweg gelegen.

(Artikelen 14, 15 en 16 van het beschrijvend proces-verbaal.)

§ 3. Bij het aanrakingspunt van genoemde gemeenten St. Pieter, Gronsveld en Lanaye, gaat de lijn, den Thalweg der Maas verlatende, op den linker oever der rivier over, loopt om de stad Maastricht, en laat aan dezelve het rayon grondgebied hetwelk bij § 2 van artikel 4 van het tractaat van 19 April 1839 aan dezelve is toegekend.

Te dien einde, scheidt gezegde lijn, in de eerste plaats, de gemeente St. Pieter (Nederlanden), van die van Lanaye (Belgie), om over te gaan op het oostelijk gedeelte der gemeente Canne, van welke een stuk grond, met het kasteel van Nedercanne, aan de Nederlanden behoort; vervolgens loopt dezelve door de gemeente Vroenhoven, tusschen de dorpen Montenaken (Belgie) en Wijlre (Nederlanden) doorgaande; verder scheidt dezelve van de gemeente Veltwezelt (Belgie), het zuidelijk uiteinde van deszelfs grondgebied, en snijdt eindelijk het meest ten zuid-westen gelegen gedeelte van het grondgebied der gemeente Lanaken (Belgie) af, ten einde op nieuw den Thalweg der Maas te volgen, bij het dorp Smeermaas, van hetwelk zij eenige woningen aan Nederland laat verblijven.

(Artikelen 17 tot 23 van het beschrijvend proces-verbaal.)

Bas), Gemmenich (Belgique), Laurensberg (Prusse) et Moresnet (territoire neutre entre la Belgique et la Prusse).

Cette ligne se dirigeant, de ce point, vers l'ouest, jusqu'à la Meuse, sépare successivement les communes Néerlandaises de Vaals, Wittem, Slenaeken, Noorbeek, Mheer, Ste. Gertrude, Mesch et Eysden (Duché de Limbourg), des communes Belges de Gemmenich, Sippenaeken, Teuven, Fouron St. Martin, Fouron-le-Comte et Mouland (province de Liège), communes dont les anciennes limites sont modifiées, par suite des échanges et cessions de territoires, indiqués aux articles 5, 6 et 7 ci-après.

(Articles 1 à 13 du procès-verbal descriptif.)

§ 2. Arrivée à la Meuse, la limite, formée par le Thalweg des basses eaux, tourne au nord et suit le Thalweg de ce fleuve, jusqu'au point de contact des communes de St. Pierre, Gronsveld (Pays-Bas) et Lanaye (Belgique), situé en amont de la ville de Maastricht, en laissant aux Pays-Bas les îles et îlots qui se trouvent à la droite du Thalweg.

(Articles 14, 15 et 16 du procès-verbal descriptif.)

§ 3. Au point de contact des dites communes de St. Pierre, Gronsveld et Lanaye, la ligne, quittant le Thalweg de la Meuse, passe sur la rive gauche du fleuve, pour contourner la ville de Maastricht, et lui laisser le rayon de territoire qui lui est attribué par le § 2 de l'article quatre du traité du dix-neuf Avril mil huit cent trente neuf.

A cette fin, elle sépare, d'abord, la commune de St. Pierre (Pays-Bas), de celle de Lanaye (Belgique), pour entrer dans la partie orientale de la commune ds Canne, dont une portion de territoire, avec le chateau de Nedercanne, appartient aux Pays-Bas ; elle traverse ensuite la commune de Vroenhoven, en passant entre le village de Montenaken (Belgique) et celui de Wijlre (Pays-Bas) ; puis elle détache de la commune de Veltwezelt (Belgique), l'extrémité sud de son territoire, et enfin elle coupe la partie, située le plus sud-ouest, du territoire de la commune de Lanaken (Belgique), pour aller reprendre le Thalweg de la Meuse, au village de Smeermaas, dont elle laisse quelques habitations aux Pays-Bas.

(Articles 17 à 23 du procès-verbal descriptif.)

§ 4. Te beginnen van het punt waar, te Smeermaas, de grenslijn den Thalweg der Maas weder volgt, vormt deze Thalweg op nieuw de grens, tot aan een punt, gelegen tegenover de zoogenaamde Koelegrint, op eenen afstand van ongeveer zeventien honderd ellen (mètres) beneden het veer van Stevensweert, aan de Nederlanden de eilanden en eilandjes latende verblijven, welke regts van den Thalweg liggen, en aan Belgie diegene, welke links van dezelve zijn gelegen.

Door deze grensbepaling, gaan de gedeelten der gemeenten Berg, Urmond, Obicht en Papenhoven, Grevenbicht en Stevensweert (Nederlanden), welke aan den linker Maasoever zijn gelegen, aan Belgie over, en de gedeelten der gemeenten Boorsheim en Eelen (Belgie), welke aan den regteroever liggen, aan Nederland.

(Artikelen 24 en 48 van het beschrijvend proces-verbaal.)

Ruilingen, afstand van grondgebied.

Artikel 5.

§ 1. Nederland staat, van het gedeelte der grens in § 1 van artikel 4 omschreven, aan Belgie af, te weten:

De perceelen n^is^. 1445, 1446, 1447 en 1448, sectie B van de gemeente Vaals, gelegen ten zuiden van den weg genaamd Koeweg.

(Artikel 1, § 5, van het beschrijvend proces-verbaal.)

De perceelen n^is^. 1216 tot 1223, sectie D van de gemeente Wittem, gelegen ten zuiden van den weg van Sippenaeken naar Beusdal.

(Artikel 3, § 2, van het beschrijvend proces-verbaal.)

Een gedeelte der perceelen 105 en 106, sectie A, het perceel 153, sectie B van de gemeente Mesch, en de perceelen der sectie B van de laatste dezer gemeenten, die ten zuiden van den weg van Fouron-le-Comte naar Mouland gelegen zijn.

(Artikel 11, §§ 1, 3 en 8, van het beschrijvend proces-verbaal.)

De perceelen der sectie E van de gemeente Eijsden, gelegen ten zuiden van den Groenenweg.

(Artikel 13, § 6, van het beschrijvend proces-verbaal.)

§ 4. A partir du point, où, à Smeermaas, la limite reprend le Thalweg de la Meuse, ce Thalweg forme de nouveau frontière jusqu'à un point, situé vis-à-vis du lieu dit de Koelegrint, à dix sept cents aunes (mètres), environ, au dessous du passage d'eau de Stevensweert, en laissant, aux Pays-Bas, les îles et îlots qui se trouvent à la droite du Thalweg, et à la Belgique, celles et ceux qui se trouvent à sa gauche.

Par cette délimitation, les parties des communes de Berg, d'Urmond, d'Obicht et Papenhoven, de Grevenbicht et de Stevensweert (Pays-Bas), qui se trouvent à la rive gauche de la Meuse, passent à la Belgique, et les parties des communes de Boorsheim et d'Eelen (Belgique), qui se trouvent à la rive droite, passent aux Pays-Bas.
(Articles 24 à 48 du procès-verbal descriptif.)

Echanges, cessions de territoire.

Article 5.

§ 1. Les Pays-Bas cèdent à la Belgique, sur la partie de la frontière décrite dans le § 1 de l'article 4, savoir :
Les parcelles n^is^. 1445, 1446, 1447 et 1448, section B de la commune de Vaals, situées au sud du chemin dit Koeweg.

(Article 1, § 5, du procès-verbal descriptif.)

Les parcelles n^is^. 1216 à 1223, section D de la commune de Wittem, situées au sud du chemin de Sippenaeken à Beusdal.

(Article 3, § 2, du procès-verbal descriptif.)

Une partie des parcelles 105 et 106, section A, la parcelle 153, section B de la commune de Mesch, et les parcelles de la section B de la dernière de ces communes, situées au sud du chemin de Fouron-le-Comte à Mouland.

(Article 11, §§ 1, 3 et 8, du procès-verbal descriptif.)

Les parcelles de la section E de la commune d'Eysden, situées au sud du chemin vert.
(Article 13, § 6, du procès-verbal descriptif.)

§ 2. Nederland staat aan België af (artikel 12 van het tractaat van 5 November 1842), de perceelen nrs. 576, 577, 578 en een gedeelte der perceelen nrs. 563 en 579, sectie E van de gemeente Eijsden, gelegen bij de hoeve van Navaigne.

(Artikel 13, § 8, van het beschrijvend proces-verbaal.)

Artikel 6.

België staat, op het gedeelte der grens, beschreven in § 1 van artikel 4, aan Nederland af, te weten:

De perceelen nrs. 17, 19, 20, 22 en 23, sectie B, 654, 655, 726, 727, 728, 729, 730 en een gedeelte van het perceel n°. 778, sectie A der gemeente Gemmenich, welke perceelen ten noorden der wegen genaamd Hoogweg en Koeweg, en ten zuiden van den zoogenaamden Ruckweg gelegen zijn.

(Artikel 1, §§ 3, 4 en 5, van het beschrijvend proces-verbaal.)

De perceelen nrs. 1 tot 22, sectie B van de gemeente Sippenaeken, gelegen bij de Geul (rivier ten noorden van den Reenweg).

(Artikel 2, § 2, van het beschrijvend proces-verbaal.)

De perceelen nrs. 1668 tot 1695, 1697, 1699 tot 1704, een klein gedeelte van het perceel n°. 1705 en de perceelen 1844 tot 1852, sectie A van Fouron-le-Comte, gelegen op de beide oevers van de Voeren-beek en tusschen de wegen van Fouron-le-Comte naar Mesch en naar Mouland.

(Artikel 11, § 4, 5 en 6, van het beschrijvend proces-verbaal.)

Bijzondere bepalingen.

Artikel 7.

De gedeelten der wegen genaamd Ratweg, Hoogstraat, Riesel-Steenweg, der wegen van Mesch naar Libeek, van Castert naar Mouland, en van die loopende, bij het kasteel van Canne, langs de perceelen 479 en 480, sectie A, — welke grens vormen, behooren aan Nederland.

§ 2. Les Pays-Bas cèdent à la Belgique (article 12 du traité du 5 Novembre 1842), les parcelles nis. 576, 577, 578 et une partie des parcelles nis. 563 et 579, section E de la commune d'Eysden, situées près de la ferme de Navaigne.

(Article 13, § 8, du procès-verbal descriptif.)

Article 6.

La Belgique cède aux Pays-Bas, sur la partie de la frontière, décrite dans le § 1 de l'article 4, savoir:

Les parcelles nis. 17, 19, 20, 22 et 23, section B, 654, 655, 726, 727, 728, 729, 730 et une partie de la parcelle no. 778, section A de la commune de Gemmenich, parcelles situées au nord des chemins dits Hoogweg et Koeweg, et au sud de celui dit Ruckweg.

(Article 1, §§ 3, 4 et 5, du procès-verbal descriptif.)

Les parcelles nis. 1 à 22, section B de la commune de Sippenaeken, situées près de la Geul (rivière au nord du Reenweg).

(Article 2, § 2, du procès-verbal descriptif.)

Les parcelles nis. 1668 à 1695, 1697, 1699 à 1704, une petite partie de la parcelle no. 1705 et les parcelles 1844 à 1852, section A de Fouron-le-Comte, situées sur les deux rives du Voerenbeek et entre les chemins de Fouron-le-Comte à Mesch et à Mouland.

(Article 11, §§ 4, 5 et 6, du procès-verbal descriptif.)

Stipulations particulières.

Article 7.

Les parties des chemins dits Ratweg, Hoogstraat, Riesel-Steenweg, des chemins de Mesch à Libeek, de Castert à Mouland, et de ceux longeant, près du chateau de Canne, les parcelles 479 et 480, section A, formant limite, appartiennent aux Pays-Bas.

Artikel 8.

De gedeelten van den weg genaamd Reenweg, der wegen van Fouron-le-Comte naar Mouland, van Maastricht naar Mouland en naar Visé, van den weg genaamd Lintjensweg, van dien van Canne naar Maastricht, van het gangpad van Canne naar Montenaken, en eindelijk van den weg die in het dorp Canne, langs het perceel 472, sectie A, loopt, — welke grens daarstellen, behooren aan Belgie.

Artikel 9.

Het gedeelte van den weg, dat grens daarstelt en in het dorp Canne aan Belgie toebehoort, blijft aan de inwoners der beide gedeelten van dit dorp vrij, voor den vervoer van steenen en van zand, uit de zandgroeve, digt bij dien weg gelegen, afkomstig.

Artikel 10.

§ 1. Overal, waar de Maas de grens tusschen de beide Staten daarstelt, kan men voor het onderhoud van derzelver oevers slechts eenvoudige verdedigings-werken maken, zoo als oeverbekleedingen in drooge of gemetselde steenen, sprei- of beslag-werken, pakbermen, bleeswerken enz., evenwijdig loopende met den oever, en wier kruinsbreedte, in de rivier vooruitspringende, geen vier ellen (mètres) te boven gaat. Men zal zelfs die werken alleen dààr mogen aanleggen, waar de stroom de oevers heeft beschadigd, en geenszins waar de gesteldheid van den oever eene strekking ter vorming van eenigen aanwas van land aanduidt.

§ 2. Elk werk van offensieven aard, hetwelk den loop des strooms veranderen en daardoor aan den tegenover liggenden oever schade zoude kunnen veroorzaken, als daar zijn: kribben, dammen, bollen of koppen, triangels, dammen of andere opstuwingen en verdere in de rivier vooruitspringende werken, behalve die, welke in de vorige paragraaph worden toegelaten, mogen in geen geval aangelegd worden, dan met gemeen overleg der beide mogendheden.

§ 3. Van de, in de vorige paragraaph genoemde beperkingen, zijn de gevallen uitgezonderd, dat de rivier, ten

Article 8.

Les parties du chemin dit Reenweg, des chemins de Fouron-le-Comte à Mouland, de Maastricht à Mouland et à Visé, du chemin dit Lintjensweg, de celui de Canne à Maastricht, du sentier de Canne à Montenaken, et enfin du chemin, longeant, dans le village de Canne, la parcelle 472, section A, formant limite, appartiennent à la Belgique.

Article 9.

La partie du chemin, formant limite, qui, dans le village de Canne, appartient à la Belgique, reste libre aux habitants des deux portions de ce village, pour le transport des pierres et du sable, provenant de la carrière située près de ce chemin.

Article 10.

§ 1. Partout où la Meuse forme limite entre les deux Etats, on ne peut établir, pour la conservation de ses rives, que des travaux de simple défense, tels que des perrés (oeverbekleedingen in drooge of gemetselde steenen), des recouvrements (sprei- of beslagwerken), des bermes (pakbermen), des ouvrages à barbes (bleeswerken), etc., parallèles à la rive, et dont la largeur de la surface supérieure (kruin), saillante dans la rivière, ne dépassera pas quatre aunes (mètres). Il ne sera même permis de construire ces travaux, que dans les endroits attaquées par le courant, et nullement là, où la situation de la rive indique une tendance, à la formation de quelque alluvion.

§ 2. Tout ouvrage de nature offensive, qui pourrait modifier le courant, et par là, nuire à la rive opposée, tels que des épis (kribben), des bâtardeaux (dammen), des têtes (bollen of koppen), des triangles (triangels), des barrages quelconques (dammen of andere opstuwingen) et autres ouvrages saillants dans la rivière, autres que ceux autorisés au paragraphe précédent, ne pourront, en aucun cas, être construits, que d'un commun accord entre les deux puissances.

§ 3. Sont exceptés des restrictions mentionnées dans le paragraphe précédent, les cas, où la rivière aurait pris, par

gevolge van eenig ongeval, eenen geheel nieuwen loop mogt genomen hebben, en dat het er op aan zoude komen, dezelve het vorig bed te doen hernemen, in welke gevallen voorzien is bij art. 11, hierna volgende.

§ 4. Geen nieuwe dijk, dam of opstuwing, geen rijs of ander plantsoen, hoegenaamd, mag, noch op den oever of op de aanslibbingen welke nog een deel uitmaken van het bed der rivier, noch op eilanden of eilandjes, noch dwars door de takken der rivier die de eilanden van den oever scheiden, worden aangelegd, anders dan onder bewilliging der beide gouvernementen.

§ 5. Onder de bovengenoemde soort van werken is ook elke ophooging van den oever begrepen, zelfs ter plaatse waar de toegangen zijn tot de veren.

§ 6. Geene der beide mogendheden mag visscherijen daarstellen, of laten daarstellen, door middel van afperking of anderzins, waardoor eenige de minste stremming in den stroom veroorzaakt zoude kunnen worden, of wel eenige ophooping van slijk, geschikt om aanwas van grond te weeg te brengen, ontstaan konde.

§ 7. Bij het aanleggen van waterbouwkundige werken, voor het onderhoud der oevers en van den Thalweg der Maas, tot welker uitvoering de noodige magtiging mogt verleend zijn, zal het beheer in beide landen verpligt zijn, het weghalen van zand of kiezel, zoo noodig, van den oeverkant gemakkelijk te maken, voor zoo verre deze oever zelve niet beschadigd is.

Artikel 11.

§ 1. Indien, door eenig onvoorzien geval, de Maas dezelver bedding kwam te verlaten, en er zich eene andere maakte, zoude de Thalweg van deze nieuwe bedding, desniettemin, bij voortduring de grens tusschen de beide Staten daarstellen.

§ 2. Echter zal de Staat welke, door de afscheiding van een gedeelte van zijn grondgebied, schade heeft geleden, het regt hebben om, op zijne kosten, de noodige werken te doen uitvoeren om de rivier in derzelver verlatene bedding te doen terugkeeren.

suite de quelque catastrophe, un cours tout nouveau, et où il s'agirait de lui faire reprendre son ancien lit, cas prévus par l'article onze ci-après.

§ 4. Aucune digue nouvelle, barrage ou bâtardeau, aucune oseraie ou plantation quelconque, soit sur la berge ou les alluvions qui font encore partie du lit de la rivière, soit sur les îles ou îlots, soit à travers les branches du fleuve qui séparent les îles de la rive, ne pourront être établis, que du consentement des deux gouvernements.

§ 5. Dans la catégorie des travaux susmentionnés est également compris tout exhaussement de la rive, même aux abords des passages d'eau.

§ 6. Aucune des deux puissances ne peut établir, ni laisser établir des pêcheries, par des parquetages ou d'autres moyens, qui puissent causer le moindre retard dans le courant, ou faciliter, tant soit peu, des atterrissements, propres à former alluvion.

§ 7. Lors des travaux hydrauliques, pour la conservation des rives et du Thalweg de la Meuse, et dont l'exécution serait autorisée, les administrations des deux États seront tenues, en cas de besoin, de faciliter l'extraction de sable ou de gravier, de la rive opposée, pour autant que cette rive ne soit pas elle-même en souffrance.

Article 11.

§ 1. Si, par une catastrophe quelconque, la Meuse vient à abandonner son lit actuel, et à s'en creuser un nouveau, le Thalweg de ce nouveau lit n'en continuera pas moins à former litime entre les deux Etats.

§ 2. Cependant, l'État lésé par la séparation d'une partie de son territoire, aura la faculté d'exécuter, à ses frais, les travaux nécessaires pour faire rentrer la rivière dans le lit abandonné.

Dit regt komt denzelven toe, gedurende den tijd van vier jaren, te rekenen van het tijdstip der gebeurtenis.

Dit uitstel verloopen zijnde, (hetzij de werken al dan niet ondernomen zijn), gaat het losgerukte grondgebied, voor goed, over aan de souvereiniteit van dien Staat, aan welken de Thalweg der nieuwe bedding hetzelve toekent.

In dit geval, zal de nieuwe grenslijn daargesteld worden binnen den tijd van zes maanden, te rekenen van het einde der vier jaren, en den Thalweg volgen, zóó als bij artikel 4 bepaald is.

§ 3. Gedurende deze vier jaren, zal het afgescheiden gedeelte onderworpen blijven aan het beheer van den Staat aan welken hetzelve toebehoort, zonder dat, echter, dit beheer eenig bezwaar op de vrije scheepvaart op de Maas zal vermogen te weeg brengen.

§ 4. De bepalingen van artikel 17 van het tractaat van den 19den April 1839, zullen toepasselijk zijn op de inwoners en op de eigenaren van die gronden, welke, op deze wijze, van beheer zullen komen te veranderen.

§ 5. Indien de Thalweg verandert, zonder dat de bedding der rivier zelve verlegd wordt, zullen de eilanden en eilandjes aan den Staat blijven toebehooren, aan welken dezelve bij deze overeenkomst bepaaldelijk zijn toegekend.

§ 6. Nogtans zal de souvereiniteit veranderen, indien een eiland of eilandje zich met het vaste land vereenigt, of een gedeelte uitmaakt van een grondgebied, hetwelk, door een plotselinge afwijking der Maas, van het eene gebied tot het andere is overgegaan.

Artikel 12.

§ 1. De visscherij in de Maas, voor zoo verre deze rivier de grens uitmaakt, zal gemeen zijn, en openlijk verpacht worden ten voordeele der beide Staten. De visch die in dezelve gevangen wordt is vrij van regten in de beide landen. De opbrengt der pachtgelden zal ieder jaar verdeeld worden.

De verpachtingen zullen, bij afwisseling, in het eene of het andere land geschieden, volgens een te bepalen bestek der voorwaarden, en voor eenen met wederzijdsch overleg der beide administratien vast te stellen termijn.

Cette faculté lui est dévolue pendant un delai de quatre ans, à partir de l'époque de l'évènement. Ce délai expiré, (que les travaux aient été ou non entrepris), le territoire détaché passe définitivement sous la souveraineté de l'État auquel le Thalweg du nouveau lit l'attribuera.

Dans ce cas, la nouvelle limite sera établie dans le délai de six mois, à dater de l'expiration des quatre années, en suivant le Thalweg, tel qu'il est défini à l'article quatre.

§ 3. Pendant ces quatres années, la portion détachée restera soumise à l'action de l'Etat auquel elle appartient, sans, toutefois, que cette action puisse apporter aucun obstacle à la libre navigation de la Meuse.

§ 4. Les dispositions de l'article dix-sept du traité du dix-neuf Avril mil huit cent trente neuf, seront applicables aux habitants et aux propriétaires dans les territoires qui viendront, de cette manière, à changer de domination.

§ 5. Si le Thalweg vient à changer, sans que le lit de la rivière change lui-même, les îles et les îlots continueront à appartenir à l'Etat auquel ils sont spécialement attribués par la présente convention.

§ 6. Cependant la souveraineté changera, si une île ou un îlot se réunit à la terre ferme, ou se trouve faire partie d'un territoire qu'une déviation fortuite de la Meuse aurait fait passer d'une domination à l'autre.

Article 12.

§ 1. La pêche dans la Meuse, là où ce fleuve forme limite, sera commune, et adjugée publiquement pour le compte des deux Etats. Le poisson qui en provient, est exempt de tout droit de douane dans les deux pays. Le produit des fermages sera partagé chaque année.

Les adjudications se feront, alternativement, dans l'un ou dans l'autre pays, d'après un cahier de charges, à arrêter, et pour un terme à fixer de commun accord entre les deux administrations.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van § 6 van artikel 10, is men desniettemin overeengekomen, dat de administratien der beide Staten, met gemeen overleg, het aanleggen van visscherijen, door middel van weren, kunnen veroorloven op de plaatsen waar dezelve geene verandering van den Thalweg, noch schade aan de oevers veroorzaken kunnen.

§ 3. De administratien der beide landen zullen zich verstaan omtrent de uitvoering der bepalingen van het tegenwoordig artikel.

Artikel 13.

§ 1. De veren met ponten, schuiten of booten, welke op de Maas bestaan of mogten daargesteld worden, ter plaatse waar deze rivier de grens daarstelt, behooren aan de beide landen in gemeenschap.

§ 2. Geen nieuw veer kan aangelegd worden, ten zij met gemeen overleg der beide gouvernementen.

§ 3. De veren zullen publiek verpacht worden, hetgeen beurtelings plaats zal hebben in een' der beide Staten, volgens een tusschen de wederzijdsche administratien te bepalen bestek der aanbestedingen.

§ 4. De opbrengst der verpachtingen zal verdeeld worden bij helften, door middel van eene afrekening, te doen bij den aanvang van ieder jaar.

§ 5. Het materieel der veren, toebehoorende aan den eenen of anderen Staat, zal onderhouden, en, zoo noodig, hernieuwd worden, op gemeenschappelijke kosten.

§ 6. De policie der veren en het opzigt over het materieel, behooren aan de regering van het land waar de verpachtingen plaats gehad hebben. Te dien einde zullen de pachters verpligt zijn, des noods, in dat land domicilium te kiezen.

§ 7. Elke Staat zal op deszelfs oever en te zijner kosten, de voor de veren noodige aanlegplaatsen doen onderhouden, zich gedragende overeenkomstig het vastgestelde bij artikel 10.

§ 2. Tout en maintenant les dispositions du § 6 de l'article 10, il est néanmoins entendu, que les administrations des deux Etats pourront, de commun accord, permettre l'établissement de pêcheries, au moyen de parquetages, là où elles ne peuvent occasionner de déviation au Thalweg, ni de dommage aux rives.

§ 3. Les administrations des deux pays s'entendront pour l'exécution des dispositions du présent article.

Article 13.

§ 1. Les passages d'eau par bacs, bateaux ou nacelles, établis ou à établir sur la Meuse, là où ce fleuve forme limite, appartiennent en commun aux deux Etats.

§ 2. Aucun nouveau passage ne peut être établi, que de commun accord entre les deux gouvernements.

§ 3. Les passages seront affermés, par adjudications publiques, qui auront lieu, alternativement, dans l'un ou l'autre Etat, d'après un cahier de charges, à arrêter entre les administrations des deux pays.

§ 4. Le produit des fermages sera partagé, par moitié, au moyen d'un décompte à arrêter au commencement de chaque année.

§ 5. Le matériel des passages, appartenant à l'un ou à l'autre Etat, sera entretenu, et, en cas de besoin, renouvelé à frais commun.

§ 6. La police des passages et la surveillance du matériel appartiennent au gouvernement du pays où les adjudications auront eu lieu. A cet effet les adjudicataires seront tenus, au besoin, de faire élection de domicile dans cet Etat.

§ 7. Chaque Etat fera entretenir, sur sa rive et à ses frais, les abords nécessaires aux passages, en se conformant aux stipulations de l'article 10.

§ 8. De administratien der beide landen zullen zich verstaan wegens de uitvoering der bepalingen van het tegenwoordig artikel.

II. AFDEELING.

Grenzen van de Maas af tot aan de Schelde.

Grens door laatstgemelden vloed gevormd, voor zoo ver die de provincie Antwerpen van die van Zeeland scheidt.

Artikel 14.

Beschrijving der grens.

§ 1. De grenslijn, den Thalweg der Maas verlatende, beneden Stevensweert, wendt zich naar het noordwesten. Dezelve doorsnijdt, in de eerste plaats, een gedeelte van het grondgebied van Stevensweert en van Thorn, en loopt, vervolgens, tot aan de brug de Vrinsenbrug genaamd, in één, met de gemeentegrens van Thorn, Ittervoort en Neer-Itter (Nederlanden), van de eene zijde, en van Kessenich (Belgie), van de andere zijde, terwijl zij nogtans van de Nederlandsche gemeenten eenige stukjes en het terrein Lakenhoff genaamd, ten zuiden van den Itter gelegen, afscheidt.

Bij het punt genaamd Vrinsenbrug, over den Itter gelegen, dringt de grenslijn in de gemeente van Neer-Itter door, en, verder op, in die van Hunsel, en laat, met derzelver grondgebied, de plaatsen genaamd Manestraat en Bomerstraat, als ook die welke Beersel genaamd worden, aan Belgie.

Deze lijn scheidt, vervolgens, deze laatste, van de Nederlandsche gemeente Stamproy, door welke zij dwars heen loopt, ten noorden van derzelver moerassen, en vereenigt zich met de gemeentegrens tusschen Stamproy en Bocholt; en na een klein eind weegs langs de zuidelijke grens der gemeente Weert gegaan te zijn, loopt dezelve, in eene regte lijn, dwars door de moerassen en heidevelden van Bocholt, naar het zuidelijkste punt der provincie Noord-Braband.

(Artikelen 50 tot 68 van het beschrijvend proces-verbaal).

§ 9. Van dit punt af, scheidt de grens, achtereenvolgens, de Nederlandsche gemeenten Budel, Leende, Valkenswaard, en Borkel en Schaft (provincie Noord-Braband), van de Bel-

§ 8. Les administrations des deux pays s'entendront pour l'exécution des dispositions du présent article.

SECTION II.

Limite depuis la Meuse jusqu'à l'Escaut.

Limite formée par la partie de ce fleuve, qui sépare la province d'Anvers de celle de Zélande.

Article 14.

Description de la frontière.

§ 1. La limite, quittant le Thalweg de la Meuse, au dessous de Stevensweert, se dirige vers le nord-ouest. Elle traverse, en premier lieu, une partie des territoires de Stevensweert et de Thorn, et se confond, ensuite, jusqu'au pont dit Vrinsenbrug, avec la délimitation communale de Thorn, Ittervoort et Neer-Itter (Pays-Bas), d'une part, et de Kessenich (Belgique), d'autre part, en détachant, toutefois, des communes Néerlandaises, quelques parcelles et le territoire dit Lakenhoff, situé au sud de l'Itter.

Au point dit Vrinsenbrug, établi sur l'Itter, la limite pénètre dans la commune de Neer-Itter, et, plus loin, dans celle de Hunsel, pour laisser à la Belgique, avec leurs territoires, les endroits dits Manestraat et Bomerstraat, ainsi que ceux appelés Beersel.

Cette ligne sépare, ensuite, ces derniers, de la commune Néerlandaise de Stamproy, qu'elle traverse au nord de ses marais, pour se confondre avec la limite communale entre Stamproy et Bocholt; et après avoir longé, sur une petite distance, la limite méridionale de la commune de Weert, elle traverse, en ligne droite, les marais et bruyères de Bocholt, pour atteindre le point le plus méridional de la province du Brabant Septentrional.

(Articles 50 à 68 du procès-verbal descriptif.)

§ 2. De ce point, la limite sépare, successivement, les communes Néerlandaises de Budel, Leende, Valkenswaard, et Borkel et Schaft (province du Brabant Septentrional), des

gische gemeenten Bocholt, Hamont, Achel en Neerpelt (provincie Limburg).

(Artikelen 69 tot 74 van het beschrijvend proces-verbaal.)

§ 3. Aan het grondgebied van Bergeijk gekomen, loopt dezelve, in eene regte lijn, daar dwars door heen, doorsnijdt den weg van Hasselt naar 's Hertogenbosch, ter plaatse waar die ook door de oude provinciale grensscheiding wordt doorsneden, loopt, bovendien, altijd in eene regte lijn, dwars door het grondgebied der gemeente Lommel, tot aan de beek genaamd Klaagloop of Elsloop, bij den weg van Neerpelt naar Luiksgestel, alwaar zij de oude provinciale grens herneemt.

(Artikelen 75 en 76 van het beschrijvend proces-verbaal.)

Van daar, tot aan den dijk of weg van Lommel naar Postel, loopt dezelve in één met de gemeente-grensscheiding van Luijksgestel (Nederlanden) en van Lommel (Belgie); vervolgens, langs de noordzijde van genoemden dijk of weg loopende, gaat dezelve dwars door de Nederlandsche gemeenten Luijksgestel en Bergeijk, waarna dezelve de oude grens tusschen deze laatste gemeente en die van Moll (Belgie) volgt, tot aan het punt waar de wegen van Arendonck en van Postel naar Bergeijk inéénloopen; aldaar dringt dezelve in de gemeente Moll, welke zij, in eene regte lijn, dwars door loopt, om de oude provinciale grens, op 437 ellen (mètres) ten zuiden van het oude aanrakingspunt der gemeenten Bladel, Reusel en Moll, te hernemen.

(Artikelen 77 tot 81 van het beschrijvend proces-verbaal.)

§ 4. Van dit punt, tot aan het grondgebied der Nederlandsche en Belgische gemeenten Baarle-Nassau en Baarle-Hertog, scheidt de grens, achtervolgens, de Nederlandsche gemeenten Reusel, Hoogel en Lage-Mierde, Hilvarenbeek, Goirle en Alphen (provincie Noord-Braband) af, van de Belgische gemeenten Moll, Arendonck, Welde en Poppel (provincie Antwerpen).

(Artikelen 82 tot 89 van het beschrijvend proces-verbaal.)

§ 5. Aan de gezegde gemeenten Baarle-Nassau en Baarle-Hertog gekomen, is de grens afgebroken, ten gevolge van de onmogelijkheid om dezelve, tusschen deze beide gemeenten, op eene doorloopende wijze daar te stellen, behoudens de

communes Belges de Bocholt, Hamont, Achel et Neerpelt (province de Limbourg).

(Articles 69 à 74 du procès-verbal descriptif.)

§ 3. Arrivée au territoire de Bergeyk, elle le traverse en ligne droite, coupe la route de Hasselt à Bois-le-Duc, à son point d'intersection avec l'ancienne limite provinciale, traverse, en outre, également en ligne droite, le territoire de la commune de Lommel, pour atteindre le ruisseau dit Klaagloop ou Elsloop, près du chemin de Neerpelt à Luiksgestel, où elle reprend l'ancienne limite provinciale.

(Articles 75 et 76 du procès-verbal descriptif.)

De là, jusqu'à la digue ou chemin de Lommel à Postel, elle se confond avec la délimitation communale de Luyksgestel (Pays-Bas) et de Lommel (Belgique); puis, en longeant le côté septentrional de la dite digue ou chemin, elle traverse les communes Néerlandaises de Luyksgestel et de Bergeyk, après quoi elle suit l'ancienne limite entre cette dernière commune et celle de Moll (Belgique), jusque près de l'embranchement des chemins d'Arendonck et de Postel à Bergeyk, où elle pénètre dans la commune de Moll, qu'elle traverse, en ligne droite, pour reprendre l'ancienne limite provinciale, à quatre cent trente sept aunes (mètres) au midi de l'ancien point de contact des communes de Bladel, Reusel et Moll.

(Articles 77 à 81 du procès-verbal descriptif.)

§ 4. De ce point, jusqu'au territoire des communes Néerlandaises et Belges de Baarle-Nassau et Baarle-Duc, la limite sépare, successivement, les communes Néerlandaises de Reusel, Hooge- en Lage-Mierde, Hilvarenbeek, Goirle et Alphen (province du Brabant Septentrional), des communes Belges de Moll, Arendonck, Welde et Poppel (province d'Anvers).

(Articles 82 à 89 du procès-verbal descriptif).

§ 5. Arrivée aux dites communes de Baarle-Nassau et Baarle-Duc, la litime est interrompue, par suite de l'impossibilité de l'établir, entre ces deux communes, sans solution de continuité, en présence des dispositions de l'article quatorze

bepalingen van artikel 14 van het verdrag van 5 November 1842, luidende als volgt:

„Het statu-quo zal blijven bestaan, zoo wel met opzigt tot „de dorpen Baarle-Nassau (Nederlanden) en Baarle-Hertog „(Belgie), als ten aanzien van de daardoor loopende wegen."

De verdeeling van deze gemeenten, tusschen de beide Koningrijken, maakt het onderwerp uit van een' bijzonderen arbeid.

(Artikel 90 van het beschrijvend proces-verbaal.)

§ 6. De grenslijn begint weder op het aanrakingspunt van de gemeenten Chaam en Meerle met het grondgebied van Baarle-Nassau en Baarle-Hertog, en scheidt, achtervolgens, de Nederlandsche gemeenten Chaam, Ginneken, Rijsbergen, Zundert, Rucphen, Roozendaal, Wouw, Huybergen, Putte, Ossendrecht en Woensdrecht (provincie Noord-Braband) af, van de Belgische gemeenten Meerle, Meir, Loenhout, West-Wezel, Calmpthout (1ste gedeelte), Esschen, Calmpthout (2de gedeelte), Capellen, Stabroek, Beirendrecht en Santvliet (provincie Antwerpen), en bereikt den Thalweg der Schelde, welken zij, tegen den loop van deze rivier op, volgt tot aan de ontmoeting eener regte lijn, gaande van het gehucht de Canter genaamd, bij Kieldrecht, tot aan den molen van Hoogerheide, gelegen in Noord-Braband.

(Artikelen 91—112 van het beschrijvend proces-verbaal.)

Ruiling, afstand van grondgebied.

Artikel 15.

§ 1. Belgie staat, op het gedeelte der grens, in § 1 van het voorgaande artikel omschreven, aan Nederland af, het noordelijk gedeelte des grondgebieds, genaamd Koelegrient, bestaande uit de perceelen nis. 1, 2, 3 en uit een deel der perceelen nis. 4, 5 en 6, sectie A van het grondgebied van Stevensweert, gelegen aan den linker oever der Maas.

(Artikel 50 van het beschrijvend proces-verbaal.)

§ 2. Op het gedeelte der grens, in § 3 van artikel 14 omschreven, staat Belgie aan Nederland af (artikel 11 van het verdrag van 5 November 1842), te weten:

243 hectaren, ongeveer, van het grondgebied van Lommel, gelegen ten noorden van deze gemeente.

(Artikel 76 van het beschrijvend proces-verbaal.)

du traité du 5 Novembre 1842, article dont la teneur suit:

„Le statu-quo sera maintenu, tant à l'égard des villages „de Baarle-Nassau (Pays-Bas) et Baarle-Duc (Belgique), que „par rapport aux chemins qui les traversent."

Le partage de ces communes, entre les deux Royaumes, fait l'objet d'un travail spécial.

(Article 90 du procès-verbal descriptif.)

§ 6. La litime recommence au point de contact des communes de Chaam et Meerle avec le territoire de Baarle-Nassau et Baarle-Duc, et sépare, successivement, les communes Néerlandaises de Chaam, Ginneken, Rijsbergen, Zundert, Rucphen, Roozendaal, Wouw, Huijbergen, Putte, Ossendrecht et Woensdrecht (province du Brabant Septentrional), des communes Belges de Meerle, Meir, Loenhout, West-Wezel, Calmpthout (1°. partie), Esschen, Calmpthout (2e partie), Cappellen, Stabroeck, Beirendrecht, et Santvliet (province d'Anvers), et atteint le Thalweg de l'Escaut, qu'elle suit, en remontant le cours de ce fleuve, jusqu'à la rencontre d'une ligne droite, partant du hameau dit le Canter, près de Kieldrecht, et aboutissant au moulin de Hoogerheide, situé dans le Brabant Septentrional.

(Articles 91 à 112 du procès-verbal descriptif.)

Echanges, cessions de territoire.

Article 15.

§ 1. La Belgique cède aux Pays-Bas, sur la partie de la frontière, décrite dans le paragraphe premier de l'article précédent, la portion septentrionale du territoire, nommé *Koelegrient*, composé des parcelles nis. 1, 2, 3 et d'une partie des parcelles nis. 4, 5 et 6, section A du territoire de Stevensweert, situé sur la rive gauche de la Meuse.

(Article 50 du procès-verbal descriptif.)

§ 2. La Belgique cède aux Pays-Bas (article onze du traité du cinq Novembre mil huit cent quarante deux), sur la partie de la frontière, décrite dans le paragraphe trois de l'article quatorze, savoir:

Deux cent quarante trois hectares, environ, du territoire de Lommel, situés au nord de cette commune.

(Article 76 du procès-verbal descriptif.)

141 hectaren, ongeveer, van het grondgebied van Moll, gelegen ten noorden van deze gemeente.
(Artikel 81 van het beschrijvend proces-verbaal.)

§ 3. België staat aan Nederland af (artikel 13 van het verdrag van 5 November 1842), de perceelen n^is^. 1 en 2, sectie B der gemeente Wortel.
(Artikel 90 van het beschrijvend proces-verbaal.)

Artikel 16.

§ 1. Nederland staat aan België af:
1°. Op het gedeelte der grens, in § 1 van artikel 14 omschreven, te weten:

De perceelen n^is^. 100 tot 119, 124, 125, 126, een deel der perceelen 127, 132, 153, 158, 159 en de perceelen 154 tot 157, sectie C der gemeente Thorn, bij de Koelegrient gelegen.
(Artikel 51 van het beschrijvend proces-verbaal.)

De perceelen n^is^. 62—67, sectie C der gemeente Thorn, bij de Ottersche beek gelegen.
(Artikel 53 van het beschrijvend proces-verbaal.)

De perceelen n^is^. 555 en 556, sectie B der gemeente Ittervoort, bij den weg van Maastricht naar Venloo gelegen.
(Artikel 53 van het beschrijvend proces-verbaal.)

2°. Op het gedeelte der grens, in § 6 van gemeld artikel omschreven, het Nederlandsch deel der gebouwde eigendommen, door de oude grenslijn doorsneden, en staande onder de n^is^. 85 en 1 der sectien D en A van de gemeenten Meerle en Meir, gelijk ook het gedeelte van de schuur, gelegen op het perceel 406, sectie G van Wouw.
(Artikelen 92, 93 en 103 van het beschrijvend proces-verbaal.)

§ 2. Nederland staat aan België af (artikel 11 van het verdrag van 5 November 1842), op het gedeelte der grens, in § 3 van artikel 14 omschreven, te weten:
263 hectaren, ongeveer, van het grondgebied der gemeente Bergeijk, welke eenen vooruitspringenden hoek in België vormen.
(Artikel 75 van het beschrijvend proces-verbaal.)

Cent quarante et un hectares, environ, du territoire de Moll, situés au nord de cette commune.
(Article 81 du procès-verbal descriptif.)

§ 3. La Belgique cède aux Pays-Bas (article treize du traité du cinq Novembre mil huit cent quarante deux), les parcelles n^is^. 1 et 2, section B de la commune de Wortel.
(Article 90 du procès-verbal descriptif.)

Article 16.

§ 1. Les Pays-Bas cèdent à la Belgique:
1°. Sur la partie de la frontière, décrite dans le § 1 de l'article quatorze, savoir:

Les parcelles n^is^. 100 à 119, 124, 125, 126, une portion des parcelles 127, 132, 153, 158, 159 et les parcelles 154 à 157, section C de la commune de Thorn, situés près du Koelegrient.
(Article 51 du procès-verbal descriptif).

Les parcelles n^is^. 62 à 67, section C de la commune de Thorn, situées près de l'Ottersche beek.
(Article 53 du procès-verbal descriptif).

Les parcelles n^is^. 555 et 556, section B de la commune d'Ittervoort, situées près de la route de Maastricht à Venlo.
(Article 53 du procès-verbal descriptif).

2°. Sur la partie de la frontière, décrite dans le § 6 du même article, la portion Néerlandaise des bâtiments, coupés par l'ancienne limite, et portant les n^is^. 85 et 1 des sections D et A des communes de Meerle et Meir, ainsi que la partie de la grange, située sur la parcelle 406, section G de Wouw.

(Articles 92, 93 et 103 du procès-verbal descriptif).

§ 2. Les Pays-Bas cèdent à la Belgique (art. 11 du traité du 5 Novembre 1842), sur la partie de la frontière, décrite dans le § 3 de l'article 14, savoir:
263 hectares, environ, du territoire de la commune de Bergeijk, formant un angle saillant en Belgique.

(Article 75 du procès-verbal descriptif).

121 hectaren, ongeveer, van het grondgebied der gemeenten Bergeijk en Luijksgestel, gelegen ten zuiden van den weg van Lommel naar Postel, en welke insgelijks eenen vooruitspringenden hoek in Belgie vormen.

(Artikelen 78 en 79 van het beschrijvend proces-verbaal.)

Bijzondere bedingen.

Artikel 17.

Het gedeelte van den weg van Rijsbergen naar Meir, en van de wegen genaamd Beverstraat, Heidreef, Hollandsche Dreef en Vijverstraatje, — dat grensscheiding daarstelt, behoort aan Nederland.

Artikel 18.

De gedeelten der wegen van Postel naar Lommel, van Postel naar Arendonck, van de zoogenaamde Heikantstraat, van dien van Esschen naar Meerschhoef, van de zoogenaamde Brabandsche Dreef, van de Dreef naar de verbrande hoef, — die grensscheiding vormen, behooren aan Belgie.

Artikel 19.

Belgie vergunt aan de bewoners der Nederlandsche huizen, thans bestaande ten noorden van den weg gezegd Heikantstraat, den vrijen overgang op gemelden weg.

Artikel 20.

Nederland vergunt aan de bewoners der Belgische huizen, thans bestaande ten zuiden van den weg gezegd Heidreef, den vrijen overgang op gemelden weg.

Artikel 21.

Belgie vergunt aan de bewoners der Nederlandsche huizen, thans bestaande ten noorden van den weg van Esschen naar Meerschhoef, den vrijen overgang op gemelden weg.

Artikel 22.

De grenslijn in de Schelde (art. 9 van het verdrag van 5 November 1842), blijft veranderlijk, even als de Thalweg van deze rivier. Dezelve is aangeduid door eene lijn, getrokken in het midden der beide rijen tonnen.

121 hectares, environ, du territoire des communes de Bergeijk et Luiksgestel, situés au sud du chemin de Lommel à Postel, et formant également un angle saillant en Belgique.

(Articles 78 et 79 du procès-verbal descriptif.)

Stipulations particulières.

Article 17.

La partie du chemin de Rijsbergen à Meir et des chemins dits Beverstraat, Heidreef, Hollandsche Dreef et Vijverstraatje, formant litime, appartiennent aux Pays-Bas.

Article 18.

Les portions des chemins de Postel à Lommel, de Postel à Arendonck, de celui dit Heikantstraat, de celui d'Esschen à Meerschhoef, de ceux dits Brabandsche Dreef, Dreef naar de verbrande hoef, formant limite, appartiennent à la Belgique.

Article 19.

La Belgique accorde aux habitants des maisons Néerlandaises, existantes actuellement au nord du chemin dit Heikantstraat, le libre passage sur ce chemin.

Article 20.

Les Pays-Bas accordent aux habitants des maisons Belges, existantes actuellement au sud du chemin dit Heidreef, le libre passage sur ce chemin.

Article 21.

La Belgique accorde aux habitants des maisons Néerlandaises, existantes actuellement au nord du chemin d'Esschen à Meerschhoef, le libre passage sur ce chemin.

Article 22.

La limite dans l'Escaut (article 9 du traité du 5 Novembre 1842), reste variable, comme le Thalweg de ce fleuve. Elle est indiquée par une ligne tirée au milieu des deux rangées de bouées.

III. Afdeeling.

Grenzen van de Schelde af tot aan de Noord-zee.

Artikel 23.

Beschrijving der grenzen.

§ 1. De grens, den Thalweg der Schelde verlatende, om de overstroomde landstreek van Saftingen door te loopen, wordt, tot aan den nieuwen zeedijk van den polder van Saftingen, bepaald door eene regte lijn, loopende van eenen, aan het gehucht Canter, bij Kieldrecht, te plaatsen grenssteen, tot aan den molen van Hoogerheide, gelegen in Noord-Braband.

(Artikelen 113 en 114 van het beschrijvend proces-verbaal).

§ 2. Van gemelden dijk af, tot aan het ontmoeten van de gemeente Sas van Gent, scheidt dezelve, achtervolgens, de Nederlandsche gemeenten Clinge, St. Jan-Steen, Koewagt, Overslag en Zuiddorpe (provincie Zeeland) af, van de Belgische gemeenten Kieldrecht, Vracene, Clinge, St. Gilles, Kemseke, Stekene, Moerbeke, Wachtebeke en Selzaete (provincie Oost-Vlaanderen).

De oude grenzen van sommige dier gemeenten zijn, op verschillende punten, eenigzins gewijzigd.

(Artikelen 115 tot 126 van het beschrijvend procesverbaal.)

§ 3. Van het aanrakingspunt der gemeenten Zuiddorpe, Sas van Gent en Selzaete, scheidt de grens, achtervolgens, de Nederlandsche gemeente Sas van Gent (provincie Zeeland) af, van de Belgische gemeenten Selzaete en Assenede (provincie Oost-Vlaanderen), derzelver oude grenzen aanmerkelijk wijzigende.

(Artikelen 127 en 128 van het beschrijvend proces-verbaal).

§ 4. De grens scheidt, vervolgens, de Nederlandsche gemeenten Sas van Gent, Philippine, IJzendijke, St. Kruis, Eede en Heille (provincie Zeeland) af, van de Belgische gemeenten Bouchaute, Watervliet, Waterland Oudeman, St. Margaretha, St. Laurent, Maldeghem, en Middelburg (provincie Oost-Vlaanderen), en bereikt het aanrakingspunt der provincien Zeeland, Oost-Vlaanderen en West-Vlaanderen.

SECTION III.

Litime depuis l'Escaut jusqu'à la mer du Nord.

Article 23.

Description de la frontière.

§ 1. La litime, quittant le Thalweg de l'Escaut, pour traverser le pays inondé de Saftingen, est déterminée, jusqu'a la nouvelle digue de mer du polder de Saftingen, pur une ligne droite, partant d'une borne à planter au hameau du Canter, près de Kieldrecht, et aboutissant au moulin d'Hoogerheide, situé dans le Brabant Septentrional.

(Articles 113 et 114 du procès-verbal descriptif.)

§ 2. De cette digue, jusqu'à la rencontre de la commune de Sas de Gand, elle sépare, successivement, les communes Néerlandaises de La Clinge, St. Jean-Steen, Koewagt, Overslag et Zuiddorpe (Province de Zélande), des communes Belges de Kieldrecht, Vracene, La Clinge, St. Gilles, Kemseke, Stekene, Moerbeke, Wachtebeke et Selzaete (province de la Flandre Orientale).

Les anciennes litimes de quelques unes de ces communes sont légèrement modifiées, sur plusieurs points.

(Articles 115 à 126 du procès-verbal descriptif.)

§ 3. Du point de contact des communes de Zuiddorpe, Sas de Gand et Selzaete, la limite sépare, successivement, la commune Néerlandaise de Sas de Gand (province de Zélande), des communes Belges de Selzaete et Assenede (province de la Flandre Orientale), communes dont elle modifie notablement les anciennes limites.

(Articles 127 et 128 du procès-verbal descriptif.)

§ 4. La limite sépare ensuite les communes Néerlandaises de Sas de Gand, Philippine, IJzendijke, Ste. Croix, Eede et Heille (province de Zélande), des communes Belges de Bouchaute, Watervliet, Waterland Oudeman, Ste. Marguerite, St. Laurent, Maldeghem et Middelbourg (province de la Flandre Orientale), et atteint le point de contact des provinces de Zélande, de la Flandre Orientale et de la

In deze rigting, loopt de grens de huizen, welke zij ontmoet, om.

(Artikelen 129 tot 137 van het beschrijvend proces-verbaal.)

§ 5. Eindelijk scheidt dezelve, achtereenvolgens, de Nederlandsche gemeenten Heille, St. Anna-Ter-Muiden en Retranchement (Zeeland) af, van de Belgische gemeenten Lapscheure, West-Capelle en Knocke (West-Vlaanderen), om, na den Thalweg van het Zwin gevolgd te hebben, aan de Noord-zee uit te komen.

(Artikelen 138 tot 142 van het beschrijvend proces-verbaal.)

Ruiling, afstand van grondgebied.

Artikel 24.

§ 1. Nederland staat aan Belgie af:

1°. Op het gedeelte der grens, in § 2 van het voorgaande artikel omschreven, te weten:

Een gedeelte der perceelen n^is^. 703, 700, 694, 695, 636, 623 der sectie E en n°. 1316*bis* der sectie A, de perceelen 1321, 1322, 1323, 809, 810, 829, 834, 944*bis* en 945, sectie A der gemeente Clinge.

(Artikelen 115, 116, §§ 3 en 4, en art. 117 van het beschrijvend proces-verbaal.)

Het perceel n°. 620, sectie C der gemeente St. Jan-Steen.

(Art. 119, § 2, van het beschrijvend proces-verbaal.)

2°. Op het gedeelte der grens, in § 4 van hetzelfde artikel omschreven, te weten:

Het Nederlandsche gedeelte der gebouwde eigendommen, door de oude grenslijn doorsneden en staande onder de n^is^. 335 en 409, sectie E der gemeente St. Kruis.

(Artikel 133, §§ 5 en 8, van het beschrijvend proces-verbaal.)

Het Nederlandsche gedeelte der gebouwde eigendommen, door de oude grenslijn doorsneden en staande onder de n^is^. 456 en 57, sectie A der gemeente St. Laurent, en n°. 661, sectie B der gemeente Middelburg.

(Artikel 134, §§ 2, 3, 5, en artikel 136, § 1, van het beschrijvend proces-verbaal.)

Flandre Occidentale. Dans ce parcours, la limite contourne les maisons qu'elle rencontre.
(Articles 129 et 137 du procès-verbal descriptif.)

§ 5. Enfin elle sépare, successivement, les communes Néerlandaises de Heille, Ste. Anne-Ter-Muiden et Retranchement (Zélande), des communes Belges de Lapscheure, West-Capelle et Knocke (Flandre Occidentale), pour aboutir à la mer du Nord, après avoir suivi le Thalweg du Zwin.

(Articles 138 à 142 du procès-verbal descriptif.)

Echanges, cessions de territoire.

Article 24.

§ 1. Les Pays-Bas cèdent à la Belgique:
1°. Sur la partie de la frontière, décrite dans le § 2 de l'article précédent, savoir:
Une partie des parcelles n^is^. 703, 700, 694, 695, 636, 623 de la section E et n°. 1316bis de la section A, les parcelles 1321, 1322, 1323, 809, 810, 829, 834, 944bis et 945, section A de la commune de La Clinge.
(Articles 115 et 116, §§ 3 et 4, et art. 117 du procès-verbal descriptif.)

La parcelle n°. 620, section C de la commune de St. Jean-Steen.
(Article 119, § 2, du procès-verbal descriptif.)

2°. Sur la partie de la frontière, décrite dans le § 4 du même article, savoir:
La partie Néerlandaise des bâtiments, coupés par l'ancienne limite et portant les n^is^. 335 et 409, section E de la commune de Ste. Croix.
(Article 133, §§ 5 et 8, du procès-verbal descriptif.)

La partie Néerlandaise des bâtiments, coupés par l'ancienne limite et portant les n^is^. 456 et 57, section A de la commune de St. Laurent, et le n°. 661, section B de la commune de Middelbourg.
(Article 134, §§ 2, 3 et 5, et article 136, § 1, du procès-verbal descriptif.)

§ 2. Nederland staat aan Belgie af (artikel 6 van het verdrag van 5 November 1842), op het gedeelte der grens, in § 3 van het bovengemelde artikel omschreven, het stuk grondgebieds, met de daaromliggende dijken, dat de gemeente Sas van Gent in den Belgischen St. Albertspolder bezit.
(Artikel 128, § 6, van het beschrijvend proces-verbaal.)

Artikel 25.

§ 1. Belgie staat af aan Nederland:
1°. Op het gedeelte der grens, in § 2 van artikel 23 omschreven, te weten:
Het perceel n°. 430, een deel van het perceel n°. 278bis en van het perceel n°. 5 der gemeente Clinge;
De perceelen nis. 1, 2, 6, 7 en 8, sectie B der gemeente St. Gillis.
(Artikel 116, §§ 3, 4 en 5, en artikel 117 van het beschrijvend proces-verbaal.)

2°. Op het gedeelte der grens, in § 4 van hetzelfde artikel omschreven, het Belgische deel van het gebouw, door de oude grenslijn doorsneden en staande onder n°. 734 der sectie B van Middelburg.
(Artikel 136, § 1, van het beschrijvend proces-verbaal.)

§ 2. Belgie staat af aan Nederland (artikel 6 van het verdrag van 5 November 1842), op het gedeelte der grens, in § 3 van artikel 23 omschreven, het stuk des driehoekigen grondgebieds, dat de gemeente Assenede in den Nederlandschen polder Binnenpoel bezit.
(Artikel 128, § 1, van het beschrijvend proces-verbaal.)

Bijzondere bedingen.

Artikel 26.

Het gedeelte van den weg, gelegen ten westen van den dijk welke den polder St. Eloy van dien van Warempe afscheidt, van de wegen van Selzaete naar den Poeldijk, van Bouchaute naar Philippine en van den zoogenaamden Vlotweg, — dat grensscheiding vormt, behoort aan Belgie.

Artikel 27.

De gedeelten van den weg gezegd Oude-polderstraat, het gedeelte der wegen van Axel, van den polder van

§ 2. Les Pays-Bas cèdent à la Belgique (article 6 du traité du 5 Novembre 1842), sur la partie de la frontière, décrite dans le § 3 de l'article précité, la portion de territoire, avec les digues qui l'entourent, que possède la commune de Sas de Gand, dans le polder Belge de St. Albert.

(Article 128, § 6, du procès-verbal descriptif.)

Article 25.

§ 1. La Belgique cède aux Pays-Bas:

1°. Sur la partie de la frontière, décrite dans le § 2 de l'article 23, savoir:

La parcelle n°. 430, une partie de la parcelle n°. 278*bis* et de la parcelle n°. 5 de la commune de La Clinge;

Les parcelles n°s. 1, 2, 6, 7 et 8, section B de la commune de St. Gilles.

(Article 116, §§ 3, 4 et 5, et article 117 du procès-verbal descriptif.)

2°. Sur la partie de la frontière, décrite dans le § 4 du même article, la partie Belge du bâtiment, coupé par l'ancienne limite et portant le n°. 734 de la section B de Middelbourg.

(Article 136, § 1, du procès-verbal descriptif.)

§ 2. La Belgique cède aux Pays-Bas (article 6 du traité du 5 Novembre 1842), sur la partie de la frontière, décrite dans le § 3 de l'article 23, la portion de territoire triangulaire, que possède la commune d'Assenede, dans le polder Néerlandais Binnenpoel.

(Article 128, § 1, du procès-verbal descriptif.)

Stipulations particulières.

Article 26.

La partie du chemin, situé à l'ouest de la digue qui sépare le polder St. Eloi de celui de Warempé, de ceux de Selzaete au Poeldijk, de Bouchaute à Philippine et de celui dit Vlotweg, formant limite, appartient à la Belgique.

Article 27.

Les parties du chemin, dit Oude-polderstraat, la partie des chemins d'Axel, du polder d'Overslag, de celui longeant

Overslag, van dien welke langs den noord-oostkant loopt van den dijk tusschen de polders van St. Eloy en van Zuiddorpe, en van de Oudenburgsche Sluis, — die grensscheiding vormen, behooren aan Nederland.

Artikel 28.

Eene gemengde commissie zal waken voor het onderhoud van den dijk, welke den Nederlandschen polder gezegd Canisvliet, afscheidt van de Belgische polders gezegd Karnmelk en St. François, zoo als ook voor dat der sluizen welke in gemelden dijk worden aangetroffen.
(Artikel 4 van het verdrag van 5 November 1842.)

Artikel 29.

Het Koningrijk der Nederlanden behoudt (art. 6 van het verdrag van 5 November 1842), den vrijen overgang op de dijken van den polder van St. Albert, die de aan Belgie afgestane streek lands omringen.

Artikel 30.

Het Koningrijk der Nederlanden behoudt (art. 7 van het verdrag van 5 November 1842), den vrijen overgang op de geheele uitgestrektheid der dijken, gelegen van de Vrijestraat af, tot aan het punt waar de grens den dijk verlaat, om den zoogenaamden Krakeelpolder door te loopen, welke dijken, te zamen genomen, den algemeenen naam dragen van Vrijendijk.

Artikel 31.

Op alle plaatsen waar de rivier het Zwin de grens uitmaakt, en aan welke zijde der grenslijn derzelver bevaarbare geul zich ook moge bevinden, blijft de volkomene vrijheid van scheepvaart aan beide Staten verzekerd.

Algemeene beschikkingen.

Artikel 32.

De bepalingen der artikelen 9, 19, 20 en 21 sluiten de bevoegdheid niet uit, welke elk der beide Staten bezit, om alle maatregelen van toezigt die bij de wetgeving op het

le côté Nord-Est de la digue entre les polders de St. Eloy et de Zuiddorpe, et de l'Oudenburgsche Sluis, formant limite, appartiennent aux Pays-Bas.

Article 28.

Une commission mixte veillera à l'entretien de la digue qui sépare le polder Néerlandais dit Canisvliet, des polders Belges dits Karnmelk et St. François, ainsi qu'à celui des écluses qui se trouvent dans cette digue.

(Article 4 du traité du cinq Novembre 1842.)

Article 29.

Le Royaume des Pays-Bas conserve (article 6 du traité du 5 Novembre 1842), le libre passage sur les digues du polder de St. Albert, entourant la portion de territoire cédée à la Belgique.

Article 30.

Le Royaume des Pays-Bas conserve (article 7 du traité du 5 Novembre 1842), le libre passage sur toute l'étendue des digues, existantes depuis la Vreijestraat, jusqu'au point où la limite quitte la digue pour traverser le polder dit Krakeel, digues dont l'ensemble porte le nom de Vreijendijk.

Article 31.

Partout où la rivière du Zwin fait limite, et de quelque côté de la ligne que son chenal navigable s'établisse, la liberté entière de navigation reste assurée aux deux Etats.

Dispositions générales.

Article 32.

Les dispositions des articles 9, 19, 20 et 21 n'excluent point la faculté qu'a chacun des deux Etats, de faire exercer toutes les mesures de surveillance autorisées par les lois de

stuk der in- en uitgaande regten bepaald zijn, ten einde op eigen grondgebied den sluikhandel te keer te gaan, in werking te doen brengen.

Artikel 33.

§ 1. De wegen en dreven welker middenpunt de grenslijn daarstelt, zijn gemeen verklaard, zonder dat daardoor inbreuk zoude kunnen gemaakt worden op de regten van eigendom der bijzondere personen aan welk deze gemeen verklaarde wegen of dreven mogten toebehooren.

Geen der beide Staten kan, op deze wegen of dreven eenige daad van souvereiniteit uitoefenen, ten ware voor zoo ver zulks noodig mogt wezen om wanbedrijven en misdaden voor te komen of te stuiten, tegen de openbare veiligheid begaan, of feiten welke de vrijheid of zekerheid van derzelver gebruik zouden kunnen benadeelen. Het nederleggen van koopwaren op die wegen en dreven, op welke wijze dit ook geschiede, wordt beschouwd als overtreding tegen den vrijen doorgang. Deze laatste bepaling is echter niet toepasselijk op het tijdelijk stilstaan voor de aan de wegen of dreven gelegene woonhuizen, van doortrekkende wagens (rijtuigen), of van wagens beladen met voortbrengselen van den grond of voorwerpen die tot voorraad voor gemelde woningen bestemd zijn, mits deze laatste in den loop van den dag ontladen worden.

De beide gouvernementen zullen voor het goede onderhoud dier wegen en dreven zorg dragen.

§ 2. De inwoners der beide landen, die in het geval zijn van het vreemde grondgebied te moeten overgaan, ter bearbeiding van de eigendommen in de nabijheid van de grenzen gelegen, kunnen vrijelijk gebruik maken van de wegen en paden die de grensscheiding daarstellen en waarvan de Souvereiniteit aan eenen van beide Staten is toegewezen, zonder zich echter te kunnen onttrekken aan het onderzoek der ambtenaren van de in- en uitgaande regten of, van anderen die wettelijk belast zijn om, wederzijds, op eigen grondgebied voorvallende sluikerijen te bewijzen.

Het is wel te verstaan dat, door de bovengemelde bedingen, de vrije overgang bij de artikelen 29 en 30 bedoeld, geenszins wordt beperkt.

Artikel 34.

Voortaan, en in het belang van beide Staten, zal er geen gebouw of woonhuis hoegenaamd opgerigt mogen worden,

douanes, pour reprimer la fraude sur son territoire.

Article 33.

§ 1. Les routes et chemins dont l'axe forme limite, sont déclarés mitoyens, sans qu'il puisse être porté atteinte aux droits de propriété des particuliers, à qui ces routes ou chemins mitoyens pourraient appartenir.

Aucun des deux Etats ne peut exercer, sur ces routes et chemins, d'acte de souveraineté, si ce n'est ceux nécessaires pour prévenir ou arrêter les délits ou crimes contre la sûreté publique, ou qui nuiraient à la liberté ou sûreté de passage. Le dépôt de marchandises sur ces routes et chemins, de quelque manière qu'il soit opéré, est considéré comme délit contre la liberté de passage. Toutefois, cette dernière disposition n'est pas applicable au stationnement momentané devant les habitations qui bordent ces routes et chemins, de voitures de passage, ou de voitures chargées de productions du sol ou d'objets d'approvisionnements destinés à ces habitations, pourvu que le déchargement de ces derniers ait lieu dans la journée.

Les deux gouvernements veilleront au bon entretien de ces routes et chemins.

§ 2. Les habitants des deux pays, qui sont dans le cas de devoir emprunter le territoire étranger, pour l'exploitation des propriétés situées à proximité de la frontière, peuvent se servir librement des routes et des chemins formant limite et dont la souveraineté est attribuée à l'un des deux Etats, sans pouvoir cependant se soustraire aux visites des douaniers ou autres ayant commission légale de constater les cas de fraude sur leur territoire respectif.

Il est entendu, que par les stipulations ci-dessus, il n'est apporté aucune restriction aux libres passages mentionnés dans les articles 29 et 30.

Article 34.

A l'avenir, et pour l'intérêt des deux Etats, aucune construction de bâtiment ou habitation quelconque, ne pourra

ten zij hetzelve op eenen afstand van 10 ellen (mètres) van de grenslijn gelegen zij, of van slechts 5 ellen (mètres) afstand van eenen weg of eene dreef, wanneer die weg of dreef gemeen is, en de grenslijn door het middenpunt derzelve gevormd wordt.

Van dezen maatregel zijn uitgezonderd de fabrieken welker oprigting aan een stroomend water, grensscheiding daarstellende, mogt toegestaan worden.

Gemelde bepaling is ook niet toepasselijk op de gebouwen welke langs de gedeelten der grensscheiding, vermeld bij de hier achter te noemen plaatsen, mogten worden opgerigt, te weten:

1°. Te Ulvend, op eenen afstand van honderd vijftig ellen (mètres) ten oosten, en van negentig ellen (mètres) ten westen van den grenssteen n°. 21;

2°. Te Smeermaas, tusschen de grenssteenen n°. 105 en 106;

3°. Te Putte, op eenen afstand van vier honderd vijftig ellen (mètres) ten oosten, en van honderd ellen (mètres) ten westen van den grenssteen n°. 257;

4°. Aan den Canter, op twee honderd ellen (mètres) ter regter en ter linker zijde des grenssteens n°. 271;

5°. Te Koewagt, op vijf en zeventig ellen (mètres) ten oosten, en op honderd vijftig ellen (mètres) ten westen van den grenssteen n°. 289;

6°. Te Overslag, van den grenssteen n°. 297 tot vier honderd vijftig ellen (mètres) voorbij den grenssteen n°. 300;

7°. Aan den Stuiver, van den grenssteen n°. 309 tot vijf en zeventig ellen (mètres) voorbij den grenssteen n°. 310;

8°. Aan den Posthoorn, van den grenssteen n°. 319 tot aan den kleinen die op denzelven volgt;

9°. Te Bouchaute, van den kleinen grenssteen welke dien onder n°. 321 voorafgaat, tot aan den grenssteen n°. 322;

10°. Aan de Maagd van Gent, op eenen afstand van honderd ellen (mètres) ten oosten, en van tachtig ellen (mètres) ten noorden van den grenssteen n°. 325;

11°. Aan het Mollekot, op eenen afstand van vijftig ellen (mètres) ter regter- en ter linker zijde van den grenssteen n°. 326; en

12°. te Eede, op eenen afstand van honderd vijf en zeventig ellen (mètres) ten oosten en van vijftig ellen (mètres) ten westen van den grenssteen n°. 349.

être élevée, qu'étant établie à dix aunes (mètres) de la ligne frontière, ou à cinq aunes (mètres) seulement de distance d'une route ou chemin, lorsque cette route ou ce chemin est mitoyen, et que son axe forme limite.

Sont exceptées de cette mesure, les usines dont la construction pourrait être autorisée sur les cours d'eau formant limite.

Cette disposition n'est pas non plus applicable aux constructions qui pourraient être élevées le long des portions de limite, indiquées dans les endroits ci-après désignés, savoir:

1°. A Ulvend, sur une distance de cent cinquante aunes (mètres) à l'est, et de quatre vingt dix aunes (mètres) à l'ouest de la borne n°. 21;

2°. A Smeermaas, entre les bornes n^is^. 105 et 106;

3°. A Putte, sur une distance de quatre cent cinquante aunes (mètres) à l'est, et de cent aunes (mètres) à l'ouest de la borne n°. 257;

4°. Au Canter, à deux cents aunes (mètres) à droite et à gauche de la borne n°. 271;

5°. A Koewagt, à soixant quinze aunes (mètres) à l'est, et à cent cinquante aunes (mètres) à l'ouest de la borne n°. 289;

6°. A Overslag, depuis la borne n°. 297 jusqu'à quatre cent cinquante aunes (mètres) au delà de la borne n°. 300;

7°. Au Stuiver, depuis la borne n°. 309 jusqu'à soixante quinze aunes (mètres) au delà de la borne n°. 310;

8°. Au Posthoorn, depuis la borne n°. 319 jusqu'à la petite qui la suit;

9°. A Bouchaute, depuis la petite borne qui précède celle n°. 321, jusqu'à la borne n°. 322;

10°. A la Pucelle de Gand, sur une distance de cent aunes (mètres) à l'est, et de quatre vingt aunes (mètres) au nord de la borne n°. 325;

11°. Au Mollekot, sur une distance de cinquante aunes (mètres) à droite et à gauche de la borne n°. 326; et

12°. A Eede, sur une distance de cent soixante quinze aunes (mètres) à l'est, et de cinquantes aunes (mètres) à l'ouest de la borne n°. 349.

Artikel 35.

Overal waar rivieren, of andere waterloopen, de grens uitmaken, is derzelver souvereiniteit aan beide Staten gemeen, ten ware het tegendeel uitdrukkelijk bedongen zij. Elke Staat zal, van zijnen kant, voor derzelver behoud en onderhoud waken.

Artikel 36.

De wateraftappingen, thans op de rivieren of andere waterloopen die tot grensscheiding dienen, bestaande, zullen in dezelver tegenwoordigen staat behouden worden.

Geene nieuwe wateraftapping, geene vergunning of nieuwigheid hoegenaamd, die eenige wijziging met betrekking tot de rivieren en andere waterloopen, grens vormende, of tot den tegenwoordigen toestand der oevers zoude veroorzaken, mag worden toegestaan, zonder de toestemming der beide gouvernementen.

Deze bedingen zijn op de Maas toepasselijk, voor zoo verre de, omtrent deze rivier, genomene beschikkingen daarmede niet tegenstrijdig zijn.

Artikel 37.

Overeenkomstig artikel 19 van het tractaat van den 19den April 1839, hebben de gemengde eigenaren, en diegene wier eigendommen door de grenslijn doorsneden zijn, het genot der voordeelen, bij de bepalingen van de artikelen 11 tot en met 21 van het tractaat tusschen Oostenrijk en Rusland, op 3 Mei 1815 gesloten, verleend; luidende die artikelen als volgt:

Artikel XI.

„Een ieder, die goederen onder meer dan eene heerschappij „gelegen, bezit, is verpligt, binnen den loop van een jaar, „te rekenen van den dag waarop het tegenwoordige tractaat „zal bekrachtigd zijn, eene schriftelijke verklaring, voor de „overheid der naastbij gelegene stad, of wel voor den kapitein „van het meest naburige arrondissement (districts-commissaris), „of voor de naastbij te vinden burgerlijke overheid in het „land dat hij gekozen heeft, af te leggen, van de vaste „woonplaats welke hij zal hebben gekozen.

„Deze verklaring, welke de bovengemelde overheids-per„soon, of andere autoriteit, aan het opperbestuur der pro-

Article 35.

Partout où des rivières ou autres cours d'eau forment limite, la souveraineté en est commune aux deux Etats, sauf les cas où le contraire est formellement stipulé. Chaque Etat veillera, de son côté, à leur conservation et à leur entretien.

Article 36.

Les prises d'eau qui existent, en ce moment, sur les rivières ou sur d'autres cours d'eau servant de frontière, seront conservées dans leur état actuel.

Aucune prise d'eau nouvelle, aucune concession ou innovation quelconque, entrainant quelque modification aux rivières et autres cours d'eau, formant limite, ou à l'état actuel des rives, ne peuvent être accordées, sans le consentement des deux gouvernements.

Ces stipulations sont applicables à la Meuse, pour autant que les dispositions prises à l'égard de cette rivière, n'y soient contraires.

Article 37.

Conformément à l'article 19 du traité du 19 Avril 1839, les propriétaires mixtes, et ceux dont les propriétés sont coupées par la frontière, jouissent des avantages assurés par les dispositions des articles 11 jusqu'à 21 inclusivement, du traité conclu entre l'Autriche et la Russie, le 3 Mai 1815; articles dont la teneur suit.

Article XI.

„Tout individu, qui possède des propriétés sous plus d'une „domination, est tenu, dans le courant d'une année, à dater „du jour où le présent traité sera ratifié, de déclarer par „écrit, par devant le magistrat de la ville la plus prochaine, „ou bien le capitaine du cercle le plus voisin (commissaire „de district ou d'arrondissement), ou bien l'autorité civile la „plus rapprochée dans le pays qu'il a choisi, l'élection qu'il „aura faite de son domicile fixe.

„Cette déclaration, que le susdit magistrat, ou autre „autorité, devra transmettre à l'autorité supérieure de la

„vincie zal moeten opzenden, maakt hem, wat zijn persoon „en huisgezin aangaat, uitsluitend tot onderdaan van den „vorst in wiens staten hij zijne woonplaats heeft gevestigd.

Artikel XII.

„Wat minderjarigen, of andere onder voogdij of cura„teele staande personen aangaat, zullen de voogden of cu„rators gehouden zijn, binnen den bepaalden termijn, de noodige verklaring te doen.

Artikel XIII.

„Indien eenig gemengd eigenaar verzuimd had, ten ein„de van den voorschreven termijn van een jaar, de verklaring „van zijne vaste woonplaats te doen, zal hij beschouwd „worden als onderdaan van de mogendheid in wier staten „hij zijne laatste woonplaats had; moetende, in dit geval, „zijn stilzwijgen als een stilzwijgende verklaring beschouwd „worden.

Artikel XIV.

„Ieder gemengd eigenaar die zijn vaste woonplaats eens „verklaard zal hebben, zal desniettemin de bevoegdheid „behouden, gedurende den tijd van acht jaren, te rekenen „van den dag der bekrachtiging van het tegenwoordige „tractaat, om onder een andere heerschappij over te gaan, „door het maken van een nieuwe verklaring van vaste „woonplaats, en het vertoonen der toestemming van de „mogendheid onder wier bestuur hij zich vestigen wil.

Artikel XV.

„De gemengde eigenaar die zijne verklaring van vaste „woonplaats gedaan heeft, of verondersteld wordt gedaan „te hebben, overeenkomstig de bepalingen van artikel XIII, „is niet verplicht om, te eeniger tijd zich te ontdoen van „de bezittingen, welke hij mogt hebben in de Staten van „een' Vorst wiens onderdaan hij niet is. Hij zal, ten opzigte „van zijne eigendommen, al de regten genieten die aan „het bezit verknocht zijn. Hij zal derzelver inkomsten kunnen „verteren in het land waar hij zijne vaste woonplaats ge„kozen zal hebben, zonder eene aftrekking bij de uitvoering „derzelve te ondergaan. Hij zal diezelfde bezittingen kunnen „verkoopen, en het beloop hiervan kunnen uitvoeren, zon„der aan eenige terughouding onderhevig te zijn.

„province, le rend, pour sa personne et sa famille, exclusive-„ment sujet du Souverain dans les Etats duquel il a fixé „son domicile.

Article XII.

„Quant aux mineurs et autres personnes qui se trouvent „sous tutelle ou curatelle, les tuteurs ou curateurs seront „tenus de faire, au terme prescrit, la déclaration nécessaire.

Article XIII.

„Si un individu quelconque, propriétaire mixte, avait „négligé, au bout du terme prescrit d'une année, de faire „la déclaration de son domicile fixe, il sera considéré comme „étant sujet de la puissance dans les Etats de laquelle il „avait son dernier domicile; son silence, dans ce cas, devant „être considéré comme une déclaration tacite.

Article XIV.

„Tout propriétaire mixte, qui aura une fois déclaré son „domicile, n'en conservera, pas moins, pendant l'espace de „huit ans, à dater du jour des ratifications du présent traité, „la faculté de passer sous une autre domination, en faisant „une nouvelle déclaration de domicile, et en produisant la „concession de la puissance sous le gouvernement de „laquelle il veut se fixer.

Article XV.

„Le propriétaire mixte qui a fait sa déclaration de domicile, „ou qui est censé l'avoir faite, conformément aux stipulations „de l'article XIII, n'est pas tenu à se défaire, à quelque „époque que ce soit, des possessions qu'il pourrait avoir „dans les états d'un souverain dont il n'est pas sujet. Il „jouira, à l'égard de ses propriétés, de tous les droits qui „sont attachés à la possession. Il pourra en dépenser les „revenus dans le pays où il aura élu son domicile, sans „subir aucune détraction au moment de l'exportation. Il „pourra vendre ces mêmes possessions, et en exporter le „montant, sans être soumis à aucune retenue quelconque.

Artikel XVI.

„De voorregten, in het voorgaande artikel vermeld, ten „opzigte van het niet inhouden, strekken zich echter alleen „tot die goederen uit, welke de bedoelde eigenaar op het „oogenblik der bekrachtiging van het tegenwoordige trac- „taat bezit.

Artikel XVII.

„Dezelfde voorregten zijn echter van toepassing op alle „aanwinsten, in een der beide Rijken verkregen door erfenis, „huwelijk, of schenking van een goed dat, op het tijdstip „der bekrachtiging van het tegenwoordig tractaat, laatstelijk „aan eenen gemengden eigenaar toebehoorde.

Artikel XVIII.

„In geval dat aan iemand, thans alleen in een der beide „gouvernementen bezittingen hebbende, eenig fortuin, bij „wijze van erfenis, van making, van schenking of van „huwelijk, te beurt viel in het ander gouvernement, zal hij „met den gemengden eigenaar gelijk gesteld worden, en „gehouden zijn, binnen den voorgeschreven tijd, de ver- „klaring van zijne vaste woonplaats te doen. Deze tijd van „één jaar, zal beginnen te loopen van den dag, dat hij het „wettige bewijs van zijne aanwinst zal hebben ingeleverd.

Artikel XIX.

„Het zal den gemengden eigenaar of zijnen gevolmag- „tigden, vrijstaan, zich, te allen tijde, van de eene zijner „bezittingen naar de andere te begeven, en, te dien einde, „is beider hoven wil, dat de bestuurder der naastbij gelegene „provincie de noodige passen, ten verzoeke van partijen, „uitlevere. Deze passen zullen voldoende zijn om van het „eene gouvernement naar het andere over te gaan, en „zullen wederzijds erkend worden.

Artikel XX.

„De eigenaren wier bezittingen door de grenslijn door- „sneden zijn, zullen, met betrekking tot gemelde bezittingen, „volgens de meest vrijgevige beginselen behandeld worden.

Article XVI.

„Les prérogatives, énoncées dans l'article précédent, de „non détraction, ne s'étendent, toutefois, qu'aux biens qu'un „tel propriétaire possèdera à l'époque de la ratification du „présent traité.

Article XVII.

„Ces mêmes prérogatives s'appliqent cependant à toute „acquisition, faite dans l'une des deux dominations, à titre „d'hérédité, de mariage ou de donation, d'un bien qui, à „l'époque de la ratification du présent traité, appartenait en „dernier lieu à un propriétaire mixte.

Article XVIII.

„Dans le cas qu'il fut dévolu à un individu, qui ne pos- „sède aujourd'hui que dans l'un des deux gouvernements, „une fortune quelconque, à titre d'héritage, de legs, de „donation, de mariage, dans l'autre gouvernement, il sera „assimilé au propriétaire mixte, et sera tenu de faire, dans „le terme prescrit, la déclaration de son domicile fixe. Ce „terme d'un an, datera du jour où il aura apporté la preuve „légale de son acquisition.

Article XIX.

„Il sera libre au propriétaire mixte, ou à son fondé de „pouvoirs, de se rendre, en tous tems, de l'une de ses pos- „sessions dans l'autre, et, pour cet effet, il est de la volonté „des deux cours, que le gouverneur de la province la plus „voisine délivre les passeports nécessaires, à la réquisition „des parties. Ces passeports seront suffisants pour passer „d'un gouvernement dans l'autre, et seront réciproquement „reconnus.

Article XX.

„Les propriétaires dont les possessions sont coupées par „la frontière, seront traités, relativement à ces possessions, „d'après les principes les plus libéraux.

„Deze gemengde eigenaren, hunne dienstboden, en de „inwoners zullen het regt hebben van heen en weder te „gaan met hunne voor den landbouw bestemde werktuigen, „hun vee, hunne gereedschappen, enz. enz., van het eene „gedeelte der aldus door de grenslijn doorsnedene bezit- „tingen, naar het andere, zonder aanzien van het verschil „van heerschappij; — van op gelijke wijze, van de eene „plaats naar de andere te vervoeren, hunne oogsten. alle „de voortbrengselen van den grond, hun vee en alle de „voortbrengselen van hunne nijverheid, zonder passen noodig „te hebben, zonder belemmeringen, zonder leenschatting en „zonder eenig regt hoegenaamd te betalen.

„Deze gunst strekt zich echter niet verder uit, dan tot „de voortbrengselen der natuur of van nijverheid, in het „aldus door de grenslijn doorsneden grondgebied.

„Op gelijke wijze, strekt dezelve zich alleen uit tot de „aan denzelfden eigenaar toebehoorende landerijen, in den „bepaalden omtrek van eene mijl, van vijftien in den graad, „aan wederzijde, en welke door de grenslijn doorsneden „geworden zijn.

Artikel XXI.

„De onderdanen, zoo van de eene als van de andere der „beide mogendheden, met name, de geleiders van kudden „vee en herders, zullen bij voortduring de regten, vrijdom- „men en voorregten waarvan zij vroeger het genot hadden, „blijven genieten.

„Er zal, insgelijks, geene belemmering in den weg gelegd „worden, aan het dagelijksch grensverkeer, tusschen de „grensbewoners, (in het Hoogduitsch: Grenzverkehr)."

Artikel 38.

De eigenaren en personen, vermeld in art. XX en XXI, in het vorige artikel overgeschreven, die de voorregten en bijzondere gunsten, bij evengemelde artikelen toegestaan, wenschen te genieten, zullen desniettemin, onderworpen blijven aan de formaliteiten, door de wetten op den in-, uit- en doorvoer van beide Staten vastgesteld, om alle misbruik te beletten.

Artikel 39.

De gemeenten, de openbare of bijzondere gestichten van den eenen of van den anderen Staat, die in het bezit zijn

„Ces propriétaires mixtes, leurs domestiques et les habitants „auront le droit de passer et repasser avec leurs instruments „aratoires, leurs bestiaux, leurs outils etc. etc., d'une partie „de la possession, ainsi coupée par la frontière, dans l'autre, „sans égard à la différence de souveraineté; — de transporter „de même, d'un endroit dans l'autre, leurs moissons, toutes „les productions du sol, leurs bestiaux et tous les produits „de leur fabrication, sans avoir besoin de passeports, sans „empèchements, sans redevances et sans payer de droit „quelconque.

„Cette faveur est restreinte, toutefois, aux productions „naturelles ou industrielles, dans le territoire ainsi coupé „par la ligne de démarcation.

„De même, elle ne s'étend qu'aux terres appartenant au „même propriétaire, dans l'espace déterminé d'un mille, de „quinze au dégré, de part et d'autre, et qui auraient été „coupées par la ligne de frontière.

Article XXI.

„Les sujets de l'une et de l'autre des deux puissances, „nommément les conducteurs de troupeaux et pâtres, con- „tinueront à jouir des droits, immunités et privilèges dont „ils jouissaient par le passé.

„Il ne sera également mis aucun obstacle, à la pratique „journalière de la frontière entre les limitrophes, (en Alle- „mand: Grenzverkehr)."

Article 38.

Les propiétaires et personnes, mentionnés aux articles XX et XXI, transcrits dans l'article précédent, qui voudront jouir des privilèges et prérogatives accordés par les dits articles, resteront, néanmoins, soumis aux formalités, établies par les loix de douanes des deux États, pour empêcher tout abus.

Article 39.

Les communes, les établissements publics ou particuliers de l'un ou de l'autre État, possédant des biens, des droits

van goederen, zakelijke regten en regtsvorderingen op de afgescheidene stukken gronds, zoo als bosschen en andere gemeente-goederen, in die gedeelten van het gebied gelegen, welke van derzelver hoofdplaatsen afgescheiden zijn, het regt van klaauwengang of stoppelweide, van varkens in de bosschen te laten weiden, van koornaren na te lezen, van turfsteken enz., worden in het bezit dier goederen, regten en regtsvorderingen, zoo als derzelve thans bestaan gehandhaafd.

Echter zullen de nieuwe woonhuizen, die, op de van eene gemeente gescheidene stukken grondgebieds, welke tot den eenen of den anderen Staat overgaan, mogten worden daargesteld, op geene der bedoelde regten aanspraak kunnen maken, blijvende deze uitdrukkelijk en uitsluitend den tegenwoordigen bezitters voorbehouden.

Artikel 40.

De inbezitneming van die stukken grondgebieds, welke, ten gevolge van de tegenwoordige overeenkomst, van heerschappij veranderen, zal binnen de zes weken, na de uitwisseling der bekrachtigingen, volbragt moeten zijn.

Artikel 41.

De archieven, kaarten en andere bescheiden, betrekking hebbende op de gemeentebesturen welke. uit kracht der tegenwoordige overeenkomst, van de eene heerschappij onder de andere overgaan, zullen aan de wederzijdsche gouvernements-afgevaardigden ter hand moeten worden gesteld, binnen de zes weken na de uitwisseling der bekrachtigingen.

In de gemeenten die door de grenslijn doorsneden worden, zullen deze archieven bij dat gedeelte blijven berusten hetwelk het grootste getal inwoners bevat, behoudens de verpligting, om daarvan aan het andere gedeelte, zoo dikwijls hetzelve zulks noodig mogt hebben, mededeeling te doen.

Hiervan zijn uitgezonderd de registers van den burgerlijken stand, waarvan een der dubbelen aan elken Staat zal verblijven.

Artikel 42.

De ingelijfde miliciens die bevonden mogten worden een deel uit te maken van die huisgezinnen, welker woonhuizen van heerschappij veranderen, ten gevolge van de tegen-

réels et actions sur les territoires divisés, comme forêts et autres biens communaux, situés dans les parties de banlieues séparées de leurs chef-lieux, droit de parcours ou de vaine pature, de glandée, de glanage, d'extraction de tourbes etc., sont maintenus dans ces biens, droits et actions, tels qu'ils existent aujourd'hui.

Toutefois, les nouvelles habitations, qui pourraient être établies sur les parties de territoire détachées d'une commune, qui passent à l'un ou à l'autre Etat, ne pourront prétendre à aucun des dits droits, qui sont expressément et exclusivement réservés aux possesseurs actuels.

Article 40.

La prise de la possession des parties de territoire, qui, par suite de la présente convention, changent de domination, devra être terminée dans les six semaines après l'échange des ratifications.

Article 41.

Les archives, cartes et autres documents, relatifs à l'administration des communes qui, en vertu de la présente convention, passeront d'une domination sous l'autre, seront remis aux délégués des gouvernements respectifs, dans les six semaines après l'échange des ratifications.

Dans les communes coupées par la frontière, ces archives resteront à la partie qui comprend le plus grand nombre d'habitants, à charge d'en donner communication à l'autre partie, chaque fois qu'elle en aura besoin.

Sont exceptés les registres de l'état civil, dont un des doubles restera à chaque Etat.

Article 42.

Les miliciens incorporés, qui pourraient se trouver faire partie des familles dont les habitations changent de domination, par suite de la présente convention, seront, réci-

woordige overeenkomst, zullen wederzijds vóór 1°. Januari 1844 terug worden gegeven.

Artikel 43.

Het plaatsen der grenssteenen zal geschieden overeenkomstig de bepaling, vastgesteld in het, bij de tegenwoordige overeenkomst gevoegd reglement.

De daartoe betrekking hebbende werkzaamheden zullen aanvang nemen in den loop van de, op de uitwisseling der bekrachtigingen volgende maand.

Artikel 44 en laatste.

De tegenwoordige grens-overeenkomst zal door de hooge contracterende partijen bekrachtigd worden, en de uitwisseling der bekrachtigingen zal te Maastricht plaats hebben, binnen den tijd van zes weken, of zoo mogelijk vroeger.

Ter oorkonde waarvan, de wederzijdsche commissarissen de tegenwoordige overeenkomst hebben onderteekend en met het afdruksel hunner wapenen voorzien.

Gedaan te Maastricht, den achtsten dag der maand Augustus achttien honderd drie en veertig.

(*L. S.*) VAN HOOFF.
(*L. S.*) G. KERENS.
(*L. S.*) M. TOCK.
(*L. S.*) WIRZ.
(*L. S.*) E. DE KRUYFF.
(*L. S.*) JOLLY.
(*L. S.*) BERGER.
(*L. S.*) J. B. VIFQUAIN.
(*L. S.*) GRANDGAGNAGE.
(*L. S.*) V^TE. VILAIN XIIII.

proquement, rendus avant le premier Janvier mil huit cent quarante quatre.

Article 43.

L'abornement se fera conformément aux dispositions arrêtées dans le règlement annexé à la présente convention.

Les opérations qui y sont relatives, commenceront dans le mois qui suivra l'échange des ratifications.

Article 44 et dernier.

La présente convention de limites sera ratifiée par les hautes parties contractantes, et l'échange des ratifications aura lieu à Maastricht, dans l'espace de six semaines, ou plustôt si faire se peut.

En foi de quoi, les commissaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Maastricht, le huitième jour du mois d'Août mil huit cent quarante trois.

(*L. S.*) VAN HOOFF.
(*L. S.*) G. KERENS.
(*L. S.*) M. TOCK.
(*L. S.*) WIRZ.
(*L. S.*) E. DE KRUYFF.
(*L. S.*) JOLLY.
(*L. S.*) BERGER.
(*L. S.*) J. B. VIFQUAIN.
(*L. S.*) GRANDGAGNAGE.
(*L. S.*) V^TE. VILAIN XIIII.

ADDITIONEEL ARTIKEL, gevoegd bij de grensovereenkomst tusschen het Koningrijk der Nederlanden en het Koningrijk Belgie, gesloten te Maastricht, den achtsten Augustus achttien honderd drie en veertig.

Het is de bedoeling, dat de vrijdom van regten, vermeld in artikel twintig van het tractaat van den derden Mei achttien honderd vijftien, tusschen Rusland en Oostenrijk, aangehaald in artikel zeven en dertig der tegenwoordige overeenkomst, alleen van toepassing is, in geval van vervoer van de plaats der voortbrengst, naar den hoofdzetel der bebouwing van de landerijen welke door de grens worden doorsneden.

Door *voortbrengselen van hunne fabrikaadje en nijverheid*, vermeld in hetzelfde artikel twintig van het tractaat van den derden Mei achttien honderd vijftien, verstaat men uitsluitend die van den landbouw, welke alleen verkregen worden uit de opbrengst van den grond die door de grenslijn afgesneden is, en bewerkt zijn op de plaatsen zelve hunner inoogsting.

In geen geval strekt de vrijdom van regten welke zij genieten zullen, zich uit tot de accijnsen of belastingen op het verbruik, waarmede de inlandsche voortbrengselen van hetzelfde soort, in de landen waarheen dezelve gevoerd zullen worden, bezwaard zijn.

Deze accijns- of verbruiks-regten zullen berekend worden naar den maatstaf, welke in den belanghebbenden staat is aangenomen, voor de ontlasting bij uitvoer van gelijksoortige voortbrengselen toegestaan.

De onderdanen der beide landen zullen, wederzijds, het genot hebben van al de voordeelen, welke bij de §§ 4 en 5 van artikel 5 der wet van den zes en twintigsten Augustus achttien honderd twee en twintig (*Staatsblad der Nederlanden*, nummer acht en dertig) aan de grensbewoners zijn toegestaan, ten opzigte van hunne paarden, hun vee, hunne vruchten en voortbrengselen van den grond en der boomen, zaden, mest en middelen van vervoer, mits door hen voldaan worde aan de daarbij voorgeschreven formaliteiten, en zij zich gedragen naar de maatregelen door de wederzijdsche regeringen genomen of te nemen, ter voorkoming van sluikerijen.

ARTICLE ADDITIONNEL, ajouté à la convention de limites entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Belgique, conclue à Maastricht, le huit Août mil huit cent quarante trois.

Il est entendu, que la franchise de droits, mentionnée à l'article vingt du traité du trois Mai mil huit cent quinze, entre la Russie et l'Autriche, cité à l'article trente sept de la présente convention, s'applique uniquement au cas de transport du lieu de production, vers le siège de l'exploitation agricole des terres coupées par la frontière.

Par *produits de leur fabrication et productions industrielles*, mentionnés au même article vingt du traité du trois Mai mil huit cent quinze, ou entend exclusivement ceux de l'industrie agricole, obtenus uniquement par les produits du sol coupé par la ligne de frontière, et manipulés sur les lieux où ils ont été recoltés.

Dans aucun cas, la franchise de droits dont ils jouiront, ne pourra s'étendre aux accises ou droits de consommation qui pèsent sur des produits indigènes de la même espèce, dans le pays où ils seront transportés.

Ces droits d'accises ou de consommation seront calculés d'après la base admise, dans l'Etat intéressé, pour la décharge accordée à l'exportation des produits similaires.

Les sujets des deux pays jouiront, réciproquement, de toutes les faveurs accordées par les §§ quatre et cinq de l'article cinq de la loi du vingt six Août mil huit cent vingt deux (*Journal Officiel des Pays-Bas*, numéro trente huit) aux habitants des frontières, à l'égard de leurs chevaux, bestiaux, fruits et productions du sol et des arbres, semences, engrais et moyens de transport, pourvu qu'ils remplissent les formalités y prescrites, et qu'ils se conforment aux mesures prises ou à prendre par les gouvernements respectifs, pour prévenir la fraude.

In deze gunsten zullen echter alleen deelen de eigenaren of gebruikers der landerijen, op eenen afstand van minder dan vijf duizend vijf honderd meters van de grenslijn gelegen, zonder onderscheid of die landerijen deze lijn aanraken, of dat zij er, door andere grondstukken, van afgescheiden zijn.

Vastgesteld en geteekend te 's Hage, den zeven en twintigsten September achttien honderd drie en veertig, tusschen den baron Schimmelpenninck van der Oije, Minister van Binnenlandsche Zaken, belast, ad interim, met de functien van Minister van Buitenlandsche Zaken van Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, en den Generaal Prisse, buitengewoon Gezant en gevolmagtigd Minister van Zijne Majesteit den Koning der Belgen.

(*L. S.*) SCHIMMELPENNINCK VAN DER OIJE. (*L. S.*) PRISSE.

Ne participeront toutefois à ces faveurs, que les propriétaires ou possesseurs des terres situées à une distance de moins de cinq mille cinq cents mètres de la ligne de frontière, sans distinction si elles touchent à cette ligne, ou si elles en sont séparées par d'autres terrains.

Arrêté et signé à la Haye, le vingt sept Septembre mil huit cent quarante trois, entre le baron Schimmelpenninck van der Oye, Ministre de l'intérieur, chargé, par intérim, des fonctions de Ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, et le Général Prisse, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges.

(*L. S.*) SCHIMMELPENNINCK VAN DER OIJE. (*L. S.*) PRISSE.

RÈGLEMENT

REGLEMENT *voor het plaatsen der grenspalen tusschen het Koningrijk der Nederlanden en dat van Belgie, gevoegd bij de grens-overeenkomst, te Maastricht, op den 8sten Augustus 1843 gesloten.*

Artikel 1.

De plaatsing der grenspalen tusschen Nederland en Belgie zal met gemeen overleg, en op gemeene kosten, door de beide gouvernementen worden ten uitvoer gebragt.

Artikel 2.

De grenspalen zullen de afmetingen hebben, welke aangewezen zijn in het bestek, door de gemengde commissie vastgesteld.

Artikel 3.

De levering der grenspalen en verdere benoodigdheden, het vervoer en het plaatsen derzelve, zullen het onderwerp van openbare aanbestedingen uitmaken. Deze aanbestedingen, welke overeenkomstig de bedingen en voorwaarden van de bestekken, die door de gemengde commissie vastgesteld zijn, plaats moeten hebben, zullen te Maastricht, binnen de twee op de uitwisseling der bekrachgingen van de grens-overeenkomst volgende maanden, geschieden.

Artikel 4.

De groote grenspalen zullen genummerd worden, beginnende van Pruissen af met n°. 1, en eindigende aan de Noordzee.

De kleine grenspalen zullen geen nommer dragen.

Artikel 5.

Er zal een drievoudig proces-verbaal van het plaatsen der grenspalen, voor elke gemeente opgemaakt worden, overeenkomstig het door de gemengde Commissie aangenomen model. Dit proces-verbaal zal door de, met het plaatsen der grenspalen belaste commissarissen, als ook door de Burgemeesters der belanghebbende gemeenten worden vastgesteld en geteekend.

RÈGLEMENT *pour l'abornement entre les Royaumes des Pays-Bas et de Belgique, annexé à la convention de limites, conclue à Maastricht, le huit Août 1843.*

Article 1.

L'abornement entre les Pays-Bas et la Belgique, sera exécuté de commun accord, et à frais communs, par les deux gouvernements.

Article 2.

Les bornes auront les dimensions indiquées au cahier de charges, arrêté par la commission mixte.

Article 3.

La fourniture des bornes et des autres matériaux, le transport et la mise en oeuvre, feront l'objet d'adjudications publiques. Ces adjudications, qui auront lieu aux clauses et conditions de cahiers de charges, arrêtés par la commission mixte, se feront à Maastricht, dans les deux mois qui suivront l'échange des ratifications de la convention de limites.

Article 4.

Les grandes bornes seront numérotées, en commençant à la Prusse par le numéro 1, et finissant à la mer du Nord.

Les petites bornes ne porteront pas de numéro.

Article 5.

Un procès-verbal d'abornement sera dressé, par commune, en trois expéditions, conformément au modèle adopté par la commission mixte. Ce procès-verbal sera arrêté et signé par les commissaires chargés de l'abornement, ainsi que par les bourgmestres des communes intéressées.

In dat zelfde proces-verbaal zal men doen blijken van de wederzijdsche overgave van afgestaan of geruild grondgebied, waar zulks heeft plaats gehad.

Er zal aan elke regering, alsmede aan de gouverneurs der aangrenzende provincien, eene expeditie gezonden worden, terwijl eene in elke gemeente zal blijven berusten.

Artikel 6.

Er zal een algemeene staat in duplo van al de geplaatste, als ook van de reeds op de grenslijn staande grenspalen, worden opgemaakt, overeenkomstig het door de gemengde commissie aangenomen model.

Die staat, na gewaarmerkt en geteekend te zijn door de commissarissen met het plaatsen der grenspalen belast, zal aan elke regering worden overgezonden, ten einde bij de grens-overeenkomst gevoegd te worden.

Artikel 7.

Uittreksels uit het beschrijvend proces-verbaal en uit de parcellaire plannen, zullen aan elke aangrenzende gemeente worden afgegeven.

Gedaan en vastgesteld te Maastricht, den 8sten Augustus 1843, door de ondergeteekende commissarissen voor de grensscheiding.

VAN HOOFF.	JOLLY.
G. KERENS.	BERGER.
M. TOCK.	J. B. VIFQUAIN.
WIRZ.	GRANDGAGNAGE.
E. DE KRUIJFF.	Vte. VILAIN XIIII.
ANDRÉ DE LA PORTE.	GOFFINET.
Secretaris.	*Secretaris.*

On constatera dans ce même procès-verbal, là où il y a lieu, la remise réciproque des territoires cédés ou échangés.

Une expédition sera envoyée à chaque gouvernement, une aux gouverneurs des provinces limitrophes, et une restera déposée dans chaque commune.

Article 6.

Un état général de toutes les bornes plantées et de celles déjà existantes sur la ligne de limite, sera dressé, en double expédition, conformément au modèle adopté par la commission mixte.

Cet état, vérifié et signé par les commissaires chargés de l'abornement, sera transmis à chaque gouvernement, pour être annexé à la convention de limites.

Article 7.

Des extraits du procès-verbal descriptif et des plans parcellaires, seront remis à chaque commune limitrophe.

Fait et arrêté à Maastricht, le 8 Août 1843, par les commissaires délimitateurs soussignés.

VAN HOOFF.	JOLLY.
G. KERENS.	BERGER.
M. TOCK.	J. B. VIFQUAIN.
WIRZ.	GRANDGAGNAGE.
E. DE KRUIJFF.	V^TE. VILAIN XIIII.
ANDRÉ DE LA PORTE.	GOFFINET.
Secrétaire.	*Secrétaire.*

De Minister van Buitenlandsche Zaken verklaart, dat de bovenstaande overeenkomst, te Maastricht, op den achtsten Augustus achttien honderd drie en veertig gesloten, met het daarbij behoorende reglement voor het plaatsen der grenspalen en het additioneel artikel, op den 27sten September daaraanvolgenden te 's Gravenhage geteekend, door Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden is bekrachtigd op den zeven en twintigsten September, en door Zijne Majesteit den Koning der Belgen op den dertigsten derzelfde maand; mitsgaders, dat de uitwisseling van de acten van bekrachtiging, op den derden October van gemeld jaar heeft plaats gehad.

DE LA SARRAZ.

15 TRACTAAT tusschen Nederland en België van 24 September 1862 tot wijziging van het reglement voor de vaart op het kanaal van Gent naar Terneuzen.

(*Staatsblad 1863, No. 2.*)

BESLUIT van den 14^den^ *Januarij* 1863, *houdende bepaling dat de overeenkomst tot wijziging van het reglement voor de vaart op het kanaal van* Gent *naar* Terneuzen, *dezerzijde met* Belgie *gesloten, in het* Staatsblad *zal worden geplaatst.*

WIJ WILLEM III, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de overeenkomst tot wijziging van het reglement voor de vaart op het kanaal van *Gent* naar *Terneuzen*, van 20 Mei 1843, op den 24sten September 1862 tusschen *Nederland* en *Belgie*, door de wederzijdsche gevolmagtigden gesloten, luidende als volgt:

VERTALING.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden en Zijne Majesteit de Koning der Belgen, noodig geoordeeld hebbende de bestaande bepalingen omtrent de politie en de scheepvaart op het kanaal van Gent naar Terneuzen te wijzigen, en voortaan aan elke Regering de bevoegdheid te laten, om, na voorafgaand overleg, de reglementen vast te stellen, welke bestemd zijn om dat onderwerp te beheeren, op dezelfde wijze als geschiedt met opzigt tot het kanaal van Maastricht naar 's Hertogenbosch, hebben te dien einde tot gevolmagtigden benoemd, te weten:

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, de heeren jhr. Paul van der Maesen de Sombreff, Hoogstdeszelfs Minister van Buitenlandsche Zaken, Johan Rudolph Thorbecke, Hoogstdeszelfs Minister van Binnenlandsche Zaken, en Gerardus Hendrik Betz, Hoogstdeszelfs Minister van Financien,

Zijne Majesteit de Koning der Belgen, den heer Aldephonse Alexandre Felix baron du Jardin, Hoogstdeszelfs buitengewoon gezant en gevolmagtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden;

Welke, na uitwisseling hunner in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmagten, nopens het volgende zijn overeengekomen.

Art. 1.

Te gelijk met de later vastgestelde bepalingen voor de politie op de stoomvaart op het kanaal, worden ingetrokken de hierna vermelde bepalingen van het op den 20sten Mei 1843 te Antwerpen geteekende Reglement ter uitvoering van art. 10 van het tractaat van den 19den April 1839, en van het IIde hoofdstuk, IIde afdeeling, van het tractaat van 5 November 1842, betrekkelijk de politie en de scheepvaart op het kanaal van Gent naar Terneuzen.

Titel II. Politie op de scheepvaart.

Titel III. Politie op de boorden, taluds, kunstwerken en bedding van het kanaal.

Art. 41 en 42, ten opschrift voerende:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et sa Majesté le Roi des Belges, ayant jugé utile de modifier les dispositions en vigueur relativement à la police et à la navigation du Canal de Gand à Terneuzen, et de laisser désormais à chaque Gouvernement la faculté d'arrêter, après entente préalable, les réglements destinés à régir cette matière, à l'instar de ce qui se pratique pour le Canal de Maestricht à Bois-le-Duc, ont nommé à cet effet pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, les sieurs messire Paul van der Maesen de Sombreff, Son Ministre des Affaires Étrangères, Johan Rudolph Thorbecke, Son Ministre de l'Intérieur, et Gerardus Henri Betz, Son Ministre des Finances;

Sa Majesté le Roi des Belges, le sieur Aldephonse Alexandre Felix baron du Jardin, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1.

Sont rapportées, avec les dispositions ultérieurement arrêtées pour la police de la navigation à vapeur sur le canal, les dispositions ci-après indiquées du réglement signé à Anvers le 20 Mai 1843, pour l'exécution de l'article 10 du traité du 19 Avril 1839 et du chapitre II, section II, du traité du 5 Novembre 1842, relativement à la police et à la navigation du Canal de Gand à Terneuzen.

Titre II, police de la navigation.
Titre III, police des bords, des talus, des ouvrages d'art et du lit du Canal.
Artt. 41 et 42 en portant pour titre:

Algemeene bepalingen, op den tweeden en derden titel toepasselijk.

Titel IV. Het jagen der schepen en vaartuigen.

Art. 2.

De Titel, de algemeene bepalingen inhoudende en gemerkt n°. V, wordt n°. II.

De zeven eerste artikelen, genummerd 54, 55, 56, 57, 58, 59 en 60, worden vervangen door de zes navolgende artikelen, onder de nummers 13, 14, 15, 16, 17 en 18, te weten:

Art. 13. De plaatselijke besturen der aan het kanaal grenzende gemeenten en alle andere openbare officieren en agenten zullen, des gevorderd, aan de uitvoering der bepalingen van dat reglement de sterke hand houden en doen houden.

Art. 14. Alle gezag- of bevelvoerders, schippers, tot de manschap behoorende personen en jagers zullen de beambten, belast met de inning der scheepvaartregten, bij de uitoefening hunner functien, met bescheidenheid moeten behandelen, terwijl diegene, welke hen daarin mogt verhinderen of hen met woorden of feitelijkheden mogt mishandelen, volgens de wetten der respective landen zal vervolgd en gestraft worden.

Art. 15. Van hunne zijde zullen de beambten, met gezegde inning belast, een ieder, die met hen bij de uitoefening hunner functien in aanraking komt, behoorlijk moeten bejegenen.

Alle klagten over hun gedrag zullen bij den bevoegden directeur der domeinen ingeleverd worden, ten einde daaraan het noodige gevolg te geven.

Art. 16. Van alle overtredingen zal ter diligentie van de daartoe bevoegde ambtenaren, met de inning belast, procesverbaal worden opgemaakt.

Art. 17. Ook dan wanneer een kapitein of schipper mogt vermeenen door de behandeling der met de inning belaste ambtenaren bezwaard te zijn, of door de regten, welke zij mogten gevorderd hebben, zal hij echter niet mogen weigeren aan hetgeen van hem gevorderd zal zijn te voldoen, onverminderd zijne bevoegdheid om daarna zich bij de bevoegde magt aan te melden om voorziening of des noodig teruggave van het betaalde.

Disposition communes avec titres II et III.

Titre IV, halage des navires et bateaux.

Art. 2.

Le titre contenant les dispositions générales et portant le n°. V, prend le n°. II.

Les sept premiers articles portant les n°. 54, 55, 56, 57, 58, 59 et 60 sont remplacés par les six articles ci-après, sous les n°. 13, 14, 15, 16, 17 et 18, savoir:

Art. 13. Les autorités locales des communes riveraines du Canal, et tous officiers et agents de la force publique seront tenus, lorsqu'ils en seront réquis, de prêter ou faire prêter main forte pour l'exécution des dispositions contenues dans le présent réglement.

Art. 14. Tous capitaines, patrons, bateliers, hommes d'équipages et haleurs devront traiter avec égards les employés chargés de la perception des droits de navigation dans l'exercice de leurs fonctions. Ceux qui, à l'occasion de cet exercice, leurs susciteraient des entraves ou les maltraiteraient par paroles ou voies de fait, seront poursuivis et punis conformément aux lois pénales des pays respectifs.

Art. 15. De leur côté les employés chargés de la perception, se conduiront avec déférence envers tous ceux avec lesquels ils ont des relations dans l'exercice de leurs fonctions.

Toute plainte à laquelle leur conduite pourra donner lieu, sera adressée au directeur des domaines compétent, afin d'y donner la suite nécessaire.

Art. 16. La contraventions seront constatées par procès-verbaux à la diligence des employés chargés de la perception, ayant qualité à cet effet.

Art. 17. Lors même qu'un capitaine ou batelier se croira lesé, soit par la manière d'agir des employés chargés de la perception, soit par les droits qu'ils auraient réclamés, il n'en devra pas moins se soumettre à ce qui aura été exigé de lui, sauf à exercer ensuite son recours près de l'autorité compétente, afin de rédressement et de restitution, s'il y a lieu.

Art. 18. De beambten, die met de inning der regten belast zijn, zullen geenerlei oponthoud veroorzaken aan de expeditie der schepen en vaartuigen.

De artikelen 61, 62, 63 en 64 van den voormaligen Vden Titel worden artt. 19, 20, 21 en 22 van den nieuwen IIden Titel.

Art. 3.

Almede wordt ingetrokken de overeenkomst, den 24sten April 1851 te 's Gravenhage geteekend, waarbij de stoomvaart op het kanaal van Gent naar Terneuzen is toegestaan.

Art. 4.

Even als plaats vindt met opzigt tot het kanaal van Maastricht naar 's Hertogenbosch, bij toepassing van art. 55 van het tractaat van 5 November 1842, zal ook elke Regering voortaan, evenwel na voorafgaand overleg, de reglementen van politie en van scheepvaart vaststellen voor het gedeelte van het kanaal van Gent naar Terneuzen, op haar grondgebied gelegen.

Overgangsartikel.

De bepalingen der overeenkomst van 24 April 1851 en die zoowel van het reglement van 20 Mei 1843 als van de latere schikkingen, betrekkelijk de politie der stoomscheepvaart op het kanaal, welke bij de tegenwoordige overeenkomst worden ingetrokken, zullen van toepassing blijven in de beide Staten, tot dat de twee Regeringen, na zich vooraf deswege verstaan te hebben elke voor zooveel haar grondgebied aangaat, de reglementaire bepalingen zal hebben vastgesteld, welke bestemd zijn de vroegere te vervangen.

De tegenwoordige overeenkomst zal bekrachtigd en de ratificatie er van te 's Gravenhage uitgewisseld worden, binnen den tijd van drie maanden of, zoo mogelijk, vroeger.

Ter oirkonde waarvan de wederzijdsche gevolmagtigden de tegenwoordige overeenkomst geteekend en er hunne cachetten op geplaatst hebben.

Gedaan te 's Gravenhage, in dubbel origineel, den 24sten September 1862.

(*Get.*) P. VAN DER MAESEN DE SOMBREFF.
„ THORBECKE. (*Get.*) Baron DU JARDIN.
„ G. H. BETZ.

Art. 18. Les préposés chargés de la perception des droits n'apporteront aucun retard à l'expédition des navires et bateaux.

Les artt. 61, 62, 63 et 64 du Titre V ancien, forment les artt. 19, 20, 21 et 22 du Titre II nouveau.

Art. 3.

Est rapportée aussi la convention signée à la Haye le 24 Avril 1851, autorisant la navigation à vapeur sur le Canal de Gand à Terneuzen.

Art. 4.

De même que cela se pratique pour le Canal de Maestricht à Bois-le-Duc par application de l'art. 55 du traité du 5 Novembre 1842, chaque Gouvernement arrêtera dorénavant, toutefois après entente préalable, les réglements de police et de navigation pour la partie du Canal de Gand à Terneuzen, située sur son territoire.

Article transitoire.

Les stipulations de la convention du 24 Avril 1851 et celles tant du réglement du 20 Mai 1843 que des arrangements ultérieurs relativement à la police de la navigation à vapeur sur le Canal, rapportées par la présente convention, continueront à être appliquées dans les deux États, jusqu'à ce que les deux Gouvernements aient, après accord préalable, arrêté chacun en ce qui concerne son territoire, les dispositions réglementaires, destinées à remplacer les dites stipulations.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à la Haye dans l'espace de trois mois, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont opposé leurs cachet.

Fait à la Haye en double original, le vingt-quatre Septembre mil huit-cent soixante-deux.

(*Signé*) P. VAN DER MAESEN DE SOMBREFF.
„ THORBECKE. (*Signé*) *Bar.* DU JARDIN.
„ G. H. BETZ.

Gezien de wet van 23 December 1862 (*Staatsblad* n°. 234), houdende goedkeuring der bepalingen van bovenstaande overeenkomst wettelijke regten betreffende;

Gelet dat de uitwisseling der acten van bekrachtiging op gezegde overeenkomst door Ons den 24sten December, en door Zijne Majesteit den Koning der Belgen den 16en November 1862 geteekend, op den 6den Januarij 1863 te *'s Gravenhage* heeft plaats gehad;

Op de voordragt van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 13den dezer, n°. 421;

Hebben goedgevonden en verstaan te bepalen, dat dit besluit, met de daarin vervatte overeenkomst en vertaling daarvan, in het *Staatsblad* zal worden geplaatst.

's Gravenhage, den 14den Januarij 1863.

WILLEM.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. VAN DER MAESEN DE SOMBREFF.

Uitgegeven den *zeven en twintigsten* Januarij 1863.

De Directeur van het Kabinet des Konings,

DE KOCK.

16 TRACTAAT tusschen Nederland en België van 12 Mei 1863 tot afkoop van den Scheldetol.

(*Staatsblad 1863, No. 117*).

BESLUIT van den 19den Julij 1863, bepalende de plaatsing in het Staatsblad, *van het tusschen* Nederland *en* België *gesloten tractaat, nopens den afkoop van den* Scheldetol.

WIJ WILLEM III, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien het Tractaat tusschen *Nederland* en *België* op den 12den Mei 1863 door de wederzijdsche gevolmagtigden gesloten, nopens den afkoop van den Scheldetol, en welk verdrag luidt als volgt:

VERTALING.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, en Zijne Majesteit de Koning der Belgen, overeengekomen zijnde nopens de voorwaarden van den afkoop, door middel van kapitalisatie, van den tol bij § 3 van art. 9 van het tractaat van 19 April 1839 gelegd op de scheepvaart van de Schelde en hare mondingen, hebben besloten deswege een bijzonder tractaat te sluiten, en hebben tot hunne gevolmagtigden benoemd:

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden:

jonkheer PAUL VAN DER MAESEN DE SOMBREFF, ridder-grootkruis der orde van den Nichan Iftihar van Tunis, Hoogstdeszelfs Minister van Buitenlandsche Zaken;

den heer JOHAN RUDOLF THORBECKE, ridder-grootkruis der orde van den Nederlandschen Leeuw, grootkruis der orde van Leopold van Belgie en van verscheidene andere orden, Hoogstdeszelfs Minister van Binnenlandsche Zaken; en

den heer GERARDUS HENDRIK BETZ, Hoogstdeszelfs Minister van Financien;

en Zijne Majesteit de Koning der Belgen:

de heer ALDEPHONSE ALEXANDER FELIX baron DU JARDIN, kommandeur der orde van Leopold, versierd met het IJzeren Kruis, kommandeur van den Nederlandschen Leeuw, ridder-grootkruis der orde van de Eikenkroon, grootkruis en kommandeur van verscheidene andere orden, Hoogstdeszelfs buitengewoon gezant en gevolmagtigd minister bij Z. M. den Koning der Nederlanden,

welke, na uitwisseling hunner in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmagten, de navolgende artikelen hebben vastgesteld.

S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc.; et

S. M. le Roi des Belges, s'étant mis d'accord sur les conditions du rachat, par voie de capitalisation, du péage établi sur la navigation de l'Escaut et de ses embouchures par le § 3 de l'article 9 du traité du 19 Avril 1839, ont résolu de conclure un traité spécial à ce sujet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires:

S. M. le Roi des Pays-Bas, Messire PAUL VAN DER MAESEN DE SOMBREFF, chevalier grand-croix de l'ordre du Nichan Iftihar de Tunis, Son Ministre des Affaires Étrangères;

le sieur JEAN RUDOLPHE THORBECKE, chevalier grand-croix de l'ordre du Lion Néerlandais, grand-croix de l'ordre Léopold de Belgique et de plusieurs autres ordres, Son Ministre de l'Intérieur;

et le sieur GÉRARD HENRI BETZ, Son Ministre des Finances;

et S. M. le Roi des Belges, le sieur ALDEPHONSE ALEXANDRE FÉLIX baron DU JARDIN, commandeur de l'ordre Léopold, décoré de la Croix de Fer, commandeur du Lion Néerlandais, chevalier grand-croix de la Couronne de Chêne, grand-croix et commandeur de plusieurs autres ordres, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi des Pays-Bas,

lesquels, après avoir changé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, ont arrêté les articles suivants:

Art. 1.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden doet voor altijd afstand van het krachtens § 3 van art. 9 van het tractaat van 19 April 1839 geheven scheepvaartregt op de Schelde en hare mondingen, tegen vergoeding eener som van zeventien millioen honderd een en veertig duizend zes honderd en veertig gulden Nederlandsch.

Art. 2.

Die som zal aan de Nederlandsche Regering door de Belgische Regering betaald worden te Antwerpen of te Amsterdam, ter keuze van laatstgenoemde, de franc berekend tegen 47 1/4 cent Nederlandsch, te weten: een derde terstond na de uitwisseling der bekrachtigingen, en de twee overige derden in drie gelijke termijnen, vervallende den 1sten Mei 1864, den 1sten Mei 1865 en den 1sten Mei 1866.

Het zal der Belgische Regering vrijstaan deze termijnen te vervroegen.

Art. 3.

Te rekenen van de betaling van het eerste derde, zal de tol ophouden voor rekening der Nederlandsche Regering geheven te worden.

De niet dadelijk betaalde sommen zullen eene rente afwerpen van 4 per cent ten bate van de Nederlandsche schatkist.

Art. 4.

Men is overeengekomen dat de kapitalisatie van den tol geenerhande inbreuk zal maken op de verbindtenissen, welke voor de beide Staten voortvloeijen uit de bestaande tractaten voor zooveel de Schelde betreft.

Art. 5.

De loodsgelden, tegenwoordig op de Schelde geheven, worden verminderd met:

20 per cent voor de zeilschepen;
25 per cent voor de schepen die gesleept worden; en
30 per cent voor de stoomschepen.

Overigens blijft het overeengekomen dat de loodsgelden op

Art. 1.

S. M. le Roi des Pays-Bas renonce à jamais, moyennant une somme de dix-sept millions cent quarante-et-un mille six cent quarante florins des Pays-Bas, au droit perçu sur la navigation de l'Escaut et de ses embouchures, en vertu du § 3 de l'article 9 du traité du 19 Avril 1839.

Art. 2.

Cette somme sera payée au Gouvernement Néerlandais par le Gouvernement Belge, à Anvers ou Amsterdam, au choix de ce dernier, le franc calculé à 47 1/4 cents des Pays-Bas, savoir: un tiers sitôt après l'échange des ratifications, et les deux autres tiers en trois termes égaux, échéant le 1er Mai 1864, le 1er Mai 1865 et le 1er Mai 1866.

Il sera loisible au Gouvernement Belge d'anticiper les susdites échéances.

Art. 3.

A dater du paiement du premier tiers, le péage cessera d'être perçu par le Gouvernement des Pays-Bas.

Les sommes non immédiatement soldées porteront intérêt à 4% l'an, au profit du trésor Néerlandais.

Art. 4.

Il est entendu que la capitalisation du péage ne portera aucune atteinte aux engagements qui résultent pour les deux États des traités en vigueur en ce qui concerne l'Escaut.

Art. 5.

Les droits de pilotage actuellement perçus sur l'Escaut sont réduits de:

20% pour les navires à voiles;
25% pour les navires remorqués, et
30% pour les navires à vapeur.

Il reste d'ailleurs convenu que les droits de pilotage sur

de Schelde nimmer hooger zullen kunnen zijn dan de loodsgelden die geheven worden op de mondingen van de Maas.

Art. 6.

Het tegenwoordig tractaat zal bekrachtigd en de bekrachtigingen er van zullen te 's Gravenhage uitgewisseld worden, binnen vier maanden of, zoo mogelijk, vroeger.

Ter oorkonde waarvan de voornoemde gevolmagtigden het hebben geteekend en er hun cachet op hebben gesteld.

Gedaan te 's Gravenhage, den 12den Mei 1863.

(L. S.) (*Get.*) P. VAN DER MAESEN DE SOMBREFF.
" " THORBECKE. (L. S.) (*Get.*) Baron DU JARDIN.
" " G. H. BETZ.

l'Escaut ne pourront jamais être plus élevés que les droits de pilotage perçus aux embouchures de la Meuse.

Art. 6.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à la Haye, dans le délai de quatre mois ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires susdits l'ont signé et y ont apposé leur cachet.

Fait à la Haye, le douze Mai mil huit cent soixante-trois.

(L. S.) (*Get.*) P. VAN DER MAESEN DE SOMBREFF.
„ „ THORBECKE. (L. S.) (*Get.*) Baron DU JARDIN.
„ „ G. H. BETZ.

Gezien de wet van 6 Julij 1863, (*Staatsblad* n°. 112), houdende goedkeuring van bovenstaand Verdrag;

Gelet, dat de uitwisseling der akten van bekrachtiging op gezegd Verdrag, door Ons den 8sten Julij en door Zijne Majesteit den Koning der Belgen den 11den Julij 1863 geteekend, op den 14den derzelfde maand heeft plaats gehad;

Op de voordragt van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 18den Julij 1863 n°. 6768;

Hebben goedgevonden en verstaan te bepalen, dat dit besluit met de daarin vervatte overeenkomst en vertaling daarvan in het *Staatsblad* zal worden geplaatst.

Gegeven te 's Gravenhage, den 19den Julij 1863.

WILLEM.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
P. VAN DER MAESEN DE SOMBREFF.

Uitgegeven den *achtsten* Augustus 1863.

De Directeur van het Kabinet des Konings,
DE KOCK.

17 Handels- en scheepvaartverdrag tusschen Nederland en België van 12 Mei 1863.

(Staatsblad 1863, No. 119).

BESLUIT van den 19den Julij 1863, bepalende de plaatsing in het Staatsblad *van het tusschen* Nederland *en* Belgie *gesloten handels- en scheepvaartverdrag.*

WIJ WILLEM III, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de handels- en scheepvaartovereenkomst tusschen *Nederland* en *Belgie*, op den 12den Mei 1863 door de wederzijdsche gevolmagtigden gesloten, waarvan de inhoud luidt als volgt:

VERTALING.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, en Zijne Majesteit de Koning der Belgen, gelijkelijk bezield met het verlangen om de handels- en scheepvaartbetrekkingen tusschen hunne wederzijdsche Staten gemakkelijker te maken en uit te breiden, hebben besloten te dien einde eene overeenkomst aan te gaan, en hebben tot hunne gevolmagtigden benoemd:

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden:
Jonkheer PAUL VAN DER MAESEN DE SOMBREFF, ridder-groot-kruis der orde van den Nichan Iftihar van Tunis, Hoogstdeszelfs Minister van Buitenlandsche Zaken;
den heer JOHAN RUDOLF THORBECKE, ridder-grootkruis der orde van den Nederlandschen Leeuw, Grootkruis der orde van LEOPOLD van Belgie en van verscheidene andere orden, Hoogstdeszelfs Minister van Binnenlandsche Zaken, en
den heer GERARDUS HENDRIK BETZ, Hoogstdeszelfs Minister van Financien;

en Zijne Majesteit de Koning der Belgen:
den heer ALDEPHONSE ALEXANDER FELIX baron DU JARDIN, kommandeur der orde van LEOPOLD, versierd met het IJzeren Kruis, kommandeur van den Nederlandschen Leeuw, ridder-grootkruis der orde van de Eikenkroon, grootkruis en kommandeur van verscheidene andere orden, Hoogstdeszelfs buitengewoon gezant en gevolmagtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden,
welke, na uitwisseling hunner in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmagten, de navolgende artikelen hebben vastgesteld.

Art. 1.

De behandeling der meest begunstigde vreemde natie wordt in de Nederlanden en in hunne kolonien gewaarborgd aan de Belgische vlag en aan goederen uit Belgie afkomstig of derwaarts bestemd.
Op dezen regel wordt alleen eene uitzondering gemaakt met betrekking tot de bijzondere gunsten, toegestaan of in

S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg etc. et S. M. le Roi des Belges, animés d'un égal désir de faciliter et d'étendre les rapports de commerce et de navigation entre leurs États respectifs, ont résolu de conclure un traité dans ce but et ont nommé pour leurs plénipotentiaires:

S. M. le Roi des Pays-Bas:
Messire PAUL VAN DER MAESEN DE SOMBREFF, chevalier grand'croix de l'ordre du Nichan Iftihar de Tunis, Son Ministre des Affaires Étrangères;
le Sieur JEAN RUDOLPHE THORBECKE, chevalier grand'-croix de l'ordre du Lion Néerlandais, grand'croix de l'ordre Léopold de Belgique et de plusieurs autres ordres, Son Ministre de l'Intérieur; et
le Sieur GÉRARD HENRI BETZ, Son Ministre des Finances;

et S. M. le Roi des Belges:
le Sieur ALDEPHONSE ALEXANDRE FÉLIX baron DU JARDIN, commandeur de l'ordre Léopold, décoré de la Croix de Fer, commandeur du Lion Néerlandais, chevalier grand'croix de la Couronne de Chêne, grand-croix et commandeur de plusieurs autres ordres, Son envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près S. M. le Roi des Pays-Bas,
lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, ont arrêté les articles suivants:

Art. 1.

Le traitement de la nation étrangère la plus favorisée est garanti dans les Pays-Bas et dans leurs colonies au pavillon Belge et aux marchandises originaires de Belgique ou ayant cette destination.

Il est fait exception à cette règle seulement en ce qui concerne les faveurs spéciales accordées ou à accorder par

het vervolg toe te staan in de Nederlandsche Oost-Indische kolonien aan de Aziatische natien van den Oosterschen Archipel, voor den invoer der voortbrengselen van hunnen grond of hunner nijverheid of voor hunne uitvoeren.

Art. 2.

Wederkeerig wordt de behandeling der meest begunstigde vreemde natie in Belgie gewaarborgd aan de Nederlandsche vlag en aan de goederen uit de Nederlanden of uit hunne kolonien afkomstig of derwaarts bestemd.

Men is overeengekomen dat dit beding geen inbreuk maakt op de bepaling van het tractaat van 1 Mei 1861 betreffende de toegestane korting aan het Fransche zeezout, en dat de katoenen garens en de wollen met katoen vermengde stoffen en de gedrukte katoenen stoffen van Nederlandschen oorsprong onderworpen zullen zijn aan de transitoire behandeling, op de soortgelijke artikelen van Engelschen oorsprong toegepast krachtens het tractaat van 23 Julij 1862 en het den 30sten Augustus van hetzelfde jaar te Londen geteekend protocol.

Art. 3.

Het Nederlandsch gedistilleerd zal in Belgie worden toegelaten op de navolgende voorwaarden:

		tot 1 Oct. 1864.	na 1 Oct. 1864.
Alle soort van gedistilleerd op vat,	v. 50 graden minstens, per vat	fr. 50,00	fr. 47,50.
	voor iederen graad boven de 50, per vat	1,00	0,95.

De sterkte van het gedistilleerd wordt berekend door middel van den alcoholmeter van GAY LUSSAC, op eene temperatuur van 15 graden van den honderdgradigen thermometer.

Te beginnen met den 1sten Januarij 1864 zullen de inkomende regten in Belgie op visch als volgt zijn vastgesteld voor de nagenoemde vischsoorten van Nederlandsche visscherij:

versche visch en zoutevisch fr. 4 de 100 Ned. ponden;

visch van alle andere soort, daaronder begrepen stokvisch, en met uitzondering van zeekreeften, oesters en andere schelpvisch, fr. 1 de 100 Ned. ponden.

la suite dans les colonies Néerlandaises des Indes Orientales aux nations asiatiques de l'Archipel Oriental, pour l'importation des produits de leur sol et de leur industrie, ou pour leurs exportations.

Art. 2.

Récriproquement le traitement de la nation étrangère la plus favorisée est garanti en Belgique au pavillon Néerlandais et aux marchandises originaires des Pays-Bas ou de leurs colonies ou ayant cette destination.

Il est entendu que cette clause ne porte pas atteinte à la disposition du traité du 1 Mai 1861, qui concerne la réfaction accordée aux sels marins français, et que les fils de coton, les étoffes de laine mélangées de coton et les tissus de coton imprimés d'origine Néerlandaise seront soumis au régime transitoire, appliqué aux articles similaires d'origine anglaise, en vertu du traité du 23 Juillet 1862 et du protocole signé à Londres le 30 Août de la même année.

Art. 3.

Les eaux de vie Néerlandaises seront admises en Belgique dans les conditions suivantes:

		jusqu-au 1er Oct. 1864.	à partir du 1er Oct. 1864.
Eaux de vie de toute espèce en cercles.	à 50 degrés ou moins, par hectolitre	fr. 50,00	fr. 47,50
	pour chaque degré au dessus de 50, par hectolitre	1,00	0,95

Le degré de force des eaux de vie est évalué au moyen de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés centigrades.

A partir du 1er Janvier 1864, les droits d'entrée en Belgique seront fixés ainsi qu'il suit sur les poissons de pêche Néerlandaise ci-après dénommés:

poisson frais et morue . . . . . fr. 4,00 les 100 kilogr.
„ de toute autre espèce, y compris le stockfisch, et à l'exception des homards, huîtres et autres coquillages . . . . 1,00 „ 100 „

Een regt van 5 francs per 100 Ned. ponden zal bij uitvoer uit Belgie naar Nederland geheven worden van de onvermengde wollen lompen.

Art. 4.

De tegenwoordige overeenkomst zal van kracht blijven gedurende tien jaren, te rekenen van den dag der uitwisseling van de bekrachtigingen.

Bijaldien geene der beide Hooge contracteerende Partijen twaalf maanden vóór het einde van dat tijdperk haar voornemen heeft te kennen gegeven, om de werking dier overeenkomst te doen ophouden, zal zij verbindend blijven tot na verloop van één jaar, te rekenen van den dag waarop de eene of de andere der Hooge contracteerende Partijen ze zal hebben opgezegd.

De Hooge contracterende Partijen behouden zich de bevoegdheid voor om met gemeen overleg daarin elke zoodanige wijziging te brengen, welke niet in tegenstelling is met haren geest of met hare beginselen, en waarvan het nut mogt komen te blijken door ondervinding of tengevolge van wijziging in de wetgeving.

Art. 5.

Deze overeenkomst zal bekrachtigd en de bekrachtigingen er van zullen uitgewisseld worden te 's Gravenhage, binnen een tijdsverloop van vier maanden of, zoo mogelijk, vroeger.

Ter oorkonde waarvan de voornoemde gevolmagtigden ze hebben geteekend en er hun cachet op hebben gesteld.

Gedaan te 's Gravenhage, den 12den Mei 1863.

(*L. S.*) (*Get.*) P. VAN DER MAESEN DE SOMBREFF.

„ „ THORBECKE. (*L. S.*) (*Get.*) Bar. DU JARDIN.

„ „ G. H. BETZ.

Un droit de 5 francs par 100 kilogrammes sera perçu à la sortie de Belgique vers les Pays-Bas sur les chiffons de laine sans mélange.

Art. 4.

La présente convention restera en vigueur pendant dix années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant la fin de la dite période son intention d'en faire cesser les effets, la convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans cette convention toute modification qui ne serait pas en opposition avec son esprit ou ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience ou par suite de changements à la législation.

Art. 5.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à la Haye, dans le délai de quatre mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susdits l'ont signé et y ont apposé leur cachet.

Fait à la Haye, le douze Mai mil huit-cent soixante-trois.

(*L. S.*) (*Get.*) P. VAN DER MAESEN DE SOMBREFF.

„ „ THORBECKE (*L. S.*) (*Get.*) Bar. DU JARDIN.

„ „ G. H. BETZ.

Gezien de wet van 6 Julij 1863 (*Staatsblad* n°. 113), houdende goedkeuring der bovenstaande overeenkomst;

Gelet dat de uitwisseling der akten van bekrachting op gezegde overeenkomst, door Ons den 8sten Julij en door Zijne Majesteit den Koning der Belgen den 11den Julij 1863 geteekend, op den 14den derzelfde maand heeft plaats gehad;

Op de voordragt van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken, van den 18den Julij 1863, n°. 6768;

Hebben goedgevonden en verstaan te bepalen, dat dit besluit met de daarin vervatte overeenkomst en vertaling daarvan, in het *Staatsblad* zal worden geplaatst.

's Gravenhage, den 19den Julij 1863.

WILLEM.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
P. VAN DER MAESEN DE SOMBREFF

Uitgegeven den *achtsten* Augustus 1863.
De Directeur van het Kabinet des Konings,
DE KOCK.

18 TRACTAAT tusschen Nederland en België van 19 September 1863 betreffende het loodswezen op de Schelde.

(Staatsblad 1863, No. 136).

BESLUIT van den 9den December 1863, *bepalende de plaatsing in het* Staatsblad *van de overeenkomst tusschen* Nederland *en* België *gesloten, betreffende het loodswezen op de* Schelde.

WIJ WILLEM III, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de overeenkomst op den 19den September 1863 tusschen *Nederland* en *België* door de wederzijdsche gevolmagtigden gesloten, ten einde de reglementen, betreffende het loodswezen op de *Schelde*, in overeenstemming te brengen met de voorschriften van art. 5 van het Nederlandsch Belgisch Verdrag van 12 Mei 1863, tot afkoop van den Scheldetol, en welke overeenkomst luidt, als volgt:

VERTALING.

Z. M. de Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg en Z. M. de Koning der Belgen, kennis genomen hebbende, van de bepalingen, den 15den Julij 1863 door de Hollandsche en Belgische commissarissen opgesteld, ten einde de reglementen betreffende het loodswezen op de Schelde in overeenstemming te brengen met de voorschriften van art. 5 van het tractaat van 12 Mei 1863, hebben besloten die bepalingen goed te keuren en hebben daartoe tot Hoogstderzelver gevolmagtigden benoemd, te weten:

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden:

Jonkheer Paul van der Maesen de Sombreff, ridder grootkruis der Leopoldsorde van Belgie en van die van den Nichan Iftihar van Tunis, Hoogstdeszelfs Minister van Buitenlandsche Zaken en den heer Willem Jan Cornelis Ridder Huijssen van Kattendijke, ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw, ridder grootkruis der orde van den Nichan Iftihar van Tunis, ridder der orde van den Rooden Adelaar van Pruissen 4de klasse, Hoogstdeszelfs Minister van Marine;

en Zijne Majesteit de Koning der Belgen;

den heer Aldephonse Alexandre Felix baron du Jardin, grootofficier der Leopolds Orde, versierd met het IJzeren Kruis, ridder grootkruis der orde van den Nederlandschen Leeuw en der orde van de Eikenkroon, grootkruis en kommandeur van verscheidene andere orden, Hoogstdeszelfs buitengewoon gezant en gevolmagtigd Minister bij Z. M. den Koning der Nederlanden;

die, na elkander hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmagten te hebben medegedeeld, omtrent de navolgende artikelen zijn overeengekomen:

Art. 1.

De bepalingen, te Antwerpen op den 15den Julij 1863 door de Nederlandsche en Belgische commissarissen onderteekend en hiernevens gevoegd, worden goedgekeurd; zij zullen beschouwd worden woordelijk in de tegenwoordige overeenkomst te zijn ingelascht en zullen in de akten van bekraehtiging dezer laatste begrepen zijn.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, et Sa Majesté le Roi des Belges, ayant pris connaissance des dispositions formulées par les Commissaires Néerlandais et Belges, le 15 Juillet 1863, pour mettre les règlements concernant le pilotage de l'Escaut en harmonie avec les prescriptions de l'art. 5 du traité du 12 Mai 1863, ont résolu d'approuver ces dispositions et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas:
Messire Paul van der Maesen de Sombreff, chevalier Grand-Croix de l'ordre Léopold de Belgique et de celui du Nichan Iftihar de Tunis, Son Ministre des Affaires Etrangères, et le sieur Guillaume Jean Corneille, chevalier Huyssen de Kattendijke, chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais, chevalier Grand-Croix de l'ordre du Nichan Iftihar de Tunis, chevalier de l'ordre de l'Aigle Rouge de Prusse, 4e classe, Son Ministre de la Marine;

et Sa Majesté le Roi des Belges:
le sieur Aldephonse Alexandre Félix, baron du Jardin, Grand-Officier de l'ordre Léopold, décoré de la Croix de Fer, chevalier Grand-Croix de l'ordre du Lion Néerlandais et de l'ordre de la Couronne de Chêne, Grand-Croix et Commandeur de plusieurs autres ordres, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas;
lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1.

Les dispositions signées à Anvers, le 15 Juillet 1863, par les Commissaires Néerlandais et Belges et ci-annexées sont approuvées; elles seront considérées comme insérées mot à mot dans la présente convention et seront compris dans les ratifications de cette dernière.

Art. 2.

De tegenwoordige overeenkomst zal worden bekrachtigd, en de acten van bekrachtiging zullen uitgewisseld worden te 's Gravenhage, binnen een termijn van twee maanden of zoo mogelijk vroeger.

Ten blijke waarvan, de voornoemde gevolmagtigden de tegenwoordige overeenkomst onderteekend en hun zegel daarop gesteld hebben.

Gedaan te 's Gravenhage, den negentienden September achttien honderd drie en zestig.

(*Get.*) baron DU JARDIN.

(*L. S.*)

(*Get.*) P. VAN DER MAESEN DE SOMBREFF.

(*L. S.*)

(*Get.*) W. J. C. H. V. KATTENDIJKE.

(*L. S.*)

Bepalingen geteekend te Antwerpen, den 15den Julij 1863.

Art. 1. Het tegenwoordig tarief van loodsgelden, gevoegd bij het reglement op het loodswezen en het gemeenschappelijk toezigt op de Schelde, deel uitmakende van de overeenkomst welke, op den 20sten Mei 1843 tusschen Nederland en Belgie is gesloten, wordt en blijft afgeschaft en zal worden vervangen door het hierbij gevoegd tarief, opgemaakt overeenkomstig de bepalingen van art. 5 van het tractaat van 12 Mei 1863.

Art. 2. Daar de artt. 36, 39, 42, 43, 47 en 48 van het derde hoofdstuk van het bovengenoemd reglement van 20 Mei 1843, handelende over de betaling der loodsgelden, niet meer in overeenstemming zijn met de bepaling van art. 5 van het tractaat van 12 Mei 1863, waarbij is bedongen dat de loodsgelden op de Schelde nimmer hooger zullen kunnen zijn dan die, geheven wordende op de mondingen van de Maas, worden die artikelen gewijzigd, als volgt:

Art. 36. „Behoudens de bij het reglement voorziene

Art. 2.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à la Haye, dans un délai de deux mois, ou plustôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susdits l'ont signée et y ont apposé leur cachet.

Fait à la Haye, le dix-neuf Septembre mil huit cent soixante trois.

(*Get.*) baron DU JARDIN.

(*L. S.*)

(*Get.*) P. VAN DER MAESEN DE SOMBREFF.

(*L. S.*)

(*Get.*) W. J. C. H. V. KATTENDIJKE.

(*L. S.*)

Dispositions signées à Anvers, le 15 Juillet 1863.

Art. 1. Le tarif actuel des droits de pilotage annexé au règlement sur le pilotage et la surveillance commune, faisant partie de la convention conclue entre les Pays-Bas et la Belgique, le 20 Mai 1843, est et demeure abrogé et sera remplacé par le tarif ci-annexé, dressé conformément aux dispositions de l'art. 5 du traité du 12 Mai 1863.

Art. 2. Les articles 36, 39, 42, 43, 47 et 48 du chapitre III du règlement du 20 Mai 1843, mentionné ci-dessus, relatifs au paiement des droits de pilotage, ne s'accordant plus avec la disposition de l'art. 5 du traité du 12 Mai 1863, stipulant que les droits de pilotage sur l'Escaut ne pourront jamais être plus élevés que ceux perçus aux embouchures de la Meuse, sont modifiés comme suit:

Art. 36. „Le droit de pilotage, sauf les cas exceptionnels,

uitzonderingen, zal het loodsgeld moeten betaald worden overeenkomstig het hierbij gevoegde nieuw tarief, naar gelang van den diepgang der schepen, en naar het winter- en zomersaizoen.

„Het wintersaizoen gaat in met den 1sten October, en het zomersaizoen met den 1sten April, zoodanig, dat voor eene loodsreize begonnen vóór 1° October, het zomerloon, en voor eene reis begonnen vóór 1° April, het winterloon zal betaald worden.

„Het tarief voor gesleepte schepen is toepasselijk op elk schip dat op de Schelde en in hare mondingen voor welken afstand ook eene sleepboot bezigt. De schepen evenwel, die zich alleen doen slepen bij het uit- en ingaan van eene haven of van een dok, naar of van de reede, zullen de vermindering aan gesleepte schepen toegestaan niet genieten.

„De schepen die zich in het kanaal of in het naauw van Calais bevindende een loods innemen om naar eene der standplaatsen op de Schelde van het een of ander loodswezen gebragt te worden, moeten behalve het gewone loodsgeld van zee naar Vlissingen de helft meer betalen en daarenboven nog vier en twintig gulden of vijftig francs negen en zeventig centimes voor een zeilschip, twee en twintig gulden vijftig cents voor een gesleept schip, en een en twintig gulden of vier en veertig francs vier en veertig centimes voor een stoomschip, onverschillig welken diepgang het schip hebbe. De loodsgelden zullen voor de schepen van alle natien dezelfde zijn.

„Art. 39. De scheepsgezagvoerders of schippers buitengaats loodsen in dienst nemende, betalen het volle loodsgeld. Bijaldien de scheepsgezagvoerders binnen de uiterton zijn gekomen, zonder loods ontmoet te hebben, en zij alsdan er een in dienst nemen, betalen zij slechts de helft van het volle loodsgeld; het loodsgeld wordt tot op een vierde verminderd voor het geval de loods meer binnenwaarts mogt worden aangetroffen binnen de navolgende peilingen, genomen in de verschillende vaarwaters, te weten:

„In het vaarwater genaamd de Wielingen;

„Brugge in den toren van Knocke;

„In het vaarwater genaamd Deurloo;

„De toren van Domburg, in den lichttoren van Westkappelle;

prévus au règlement, sera payé conformément au nouveau tarif ci-annexé, en raison du tirant d'eau des navires et après les saisons d'hiver et d'été.

„La saison d'hiver commence au 1er Octobre, et celle d'été au 1er Avril, de manière que le pilotage d'été sera payé pour une course commencée avant le 1er Octobre, et celui d'hiver pour une course entreprise avant le 1er Avril.

„Le tarif des bâtiments remorqués est applicable à tout navire qui emploiera un remorqueur sur une distance quelconque du parcours dans l'Escaut et à ses embouchures. Toutefois, les bâtiments qui se feront simplement remorquer pour la sortie ou l'entrée d'un port ou d'un bassin, allant en rade ou en venant, ne jouiront point de la réduction, accordée aux navires remorqués.

„Les bâtiments qui, se trouvant dans la manche ou le pas de Calais, prendront un pilote pour être conduits aux stations de l'Escaut de l'un ou de l'autre pilotage, auront à payer moitié en sus du droit de pilotage ordinaire de la mer à Flessingue, plus 24 florins ou 50 frans 79 centimes, pour un navire à voiles, 22 florins 50 cents ou 47 francs 62 centimes pour un navire remorqué et 21 florins ou 44 francs 44 centimes pour un navire à vapeur, quelque soit le tirant d'eau du navire. Les droits de pilotage seront les mêmes pour les navires de toutes les nations.

Art. 39. „Les capitaines ou patrons de navires, prenant des pilotes hors des bouques, paieront le droit de pilotage entier.

„S'ils sont parvenus en deça de la bouée extérieure sans avoir recontré un pilote, et qu'ensuite ils en prennent un à leur service, ils ne paieront que la moitié du droit total; le droit sera réduit au quart, si le pilote n'est rencontré qu'en dedans des relèvements suivants, pris dans chacune des passes extérieures savoir:

„Dans la passe dite Wielingen;

„Bruges, par la tour de Knocke;

„Dans la passe dite Deurloo;

„La tour de Domburg, par le phare de West-Kapelle;

„In het vaarwater genaamd het Oostgat;

„De molen van Zoutelande, in den toren dier gemeente.

„Wanneer er zich geen loods bevindt, noch buitengaats, noch binnen de Uiterton, noch binnen de boven aangeduide peilingen, of indien het bewezen is dat de gezagvoerder in de onmogelijkheid is geweest om hem te gebruiken, zal er geen loodsgeld verschuldigd zijn.

„Bijaldien evenwel de scheepsgezagvoerder in een der boven omschreven gevallen geen gebruik maakt van een loods dien hij heeft kunnen bekomen, zal hij niettemin verpligt zijn tot de betaling van het volle, of van het gedeeltelijk loodsgeld, 't welk verschuldigd zal zijn.

„Art. 42. De schepen binnenkomende als bijlegger om order, uit nood of door overmagt gedwongen of om te overwinteren, en die weder zee kiezen, zonder goederen te hebben gelost of geladen, betalen slechts half loodsgeld, zoowel bij het binnenkomen als bij het uitgaan.

Art. 43. Wanneer een loodsvaartuig hetzij door slecht weder, hetzij door andere omstandigheden, geen loods heeft kunnen afzetten aan boord van een schip, doch hetzelve niettemin al voorzeilende geloodst heeft, zal daarvoor het volle loodsgeld verschuldigd zijn.

Elk schip, hetwelk geen loods aan boord hebbende door een schip, aan boord waarvan zich een loods bevindt, wordt voorgeloodst, zal slechts de helft van het loodsgeld betalen.

Art. 47. „Bij ijsgang zal het loodsgeld met de helft vermeerderd worden. Men is overeengekomen dat ijsgang beteekend: niet het aanwezig zijn van enkele drijvende ijsschotsen, maar wel eene hoeveelheid drijfijs, zoo belangrijk, dat daardoor de voortgang der schepen aanmerkelijk wordt belemmerd, en dat hieruit voor de loodsreis eenig gevaar ontstaat.

„Insgelijks zal het loodsgeld vermeerderd worden voor schepen die zeer moeijelijk te sturen zijn, uit hoofde van eene voldoende hoeveelheid ballast of wel door zoodanige schade aan het roer of tuig, welke zonder daarmede het schip ernstig te wagen, het loodsen veel gevaarlijker maakt.

„De beoordeeling der gevallen waarvan sprake is in dit artikel wordt overgelaten aan de beslissing van de administratie van het loodswezen waartoe de loods behoort.

„Dans la passe dite Oostgat;

„Le moulin de Zoutelande, par la tour de cette commune.

„S'il ne se trouve point de pilote ni en dehors des bouques, ni en dedans de la bouée extérieure, ni en deça des lignes de relèvement mentionnées ci-dessus, ou s'il est prouvé que le capitaine a été dans l'impossibilité de s'en servir, aucun droit ne sera dû."

„Toutefois, si le capitaine dans un des cas mentionnés ci-dessus, ne fait point usage d'un pilote qu'il a pu se procurer, il n'en sera pas moins tenu de payer le droit entier ou la partie du droit qui sera dûe."

Art. 42. „Les bâtiments entrant en relâche pour prendre des ordres, par suite de détresse ou d'un cas de force majeure ou pour hiverner, et qui reprendront la mer sans avoir chargé ou embarqué des marchandises, ne paieront que la moitié des droits de pilotage, tant à l'entrée qu'à la sortie."

Art. 43. „Si un bateau pilote, soit par le mauvais temps, soit par d'autres circonstances, n'a pu faire passer de pilote à bord d'un bâtiment, mais l'a néanmoins piloté en naviguant avec lui, le droit de pilotage en entier sera dû."

„Tout navire qui, n'ayant pas de pilote à bord, est cependant piloté par un bâtiment à bord duquel se trouve un pilote, ne paiera que la moitié du droit de pilotage."

„Art. 47. „En cas de charriage de glaces, le droit de pilotage sera augmenté d'une moitié. Il est bien entendu que charriage de glaces signifie, non pas l'existence de quelques glaçons flottants, mais d'une quantité de glace assez considérable pour que la marche des navires en soit sensiblement entravée, et qu'il en résulte quelque danger pour la course de pilotage.

„Le droit de pilotage sera également augmenté d'une moitié pour les navires très difficiles à gouverner, faute d'une quantité suffisante de lest, ou par quelque avarie au gouvernail ou aux agrès, laquelle, sans compromettre sérieusement le navire, rend le pilotage beaucoup plus dangereux.

„L'appréciation des cas dont il s'agit au présent article, est laissée à l'arbitrage de l'administration du pilotage auquel appartient le pilote.

Art. 48. „Aan de verpligting om eenen loods te nemen, zijn niet onderworpen:

1°. „De oorlogschepen;

2°. „Jachten of vaartuigen van vermaak, behoorende aan zeil- of roeivereenigingen.

3°. „De zeeschepen of zeevaartuigen in ballast, welker diepgang *negentien* palmen niet bereikt;

4°. „De binnenvaarders op de rivier;

5°. „De tot de beide natien behoorende schepen of vaartuigen welke de haring-, zouten- of verschen vischvangst uitoefenen of dienen tot vervoer van verschen-, zee- of gezouten visch.

„Voor zooveel de schippers van de laatst vermelde soort van vaartuigen mogten verlangen zich van eenen loods te bedienen, zullen zij de helft van het vastgestelde loodsgeld betalen.

Art. 3. De tegenwoordige overeenkomst zal niet in werking komen, dan nadat zij door de wederzijdsche gouvernementen is goedgekeurd.

Gedaan in dubbel te Antwerpen den 15den Juli 1863, waarvan een in de Nederduitsche en een in de Fransche taal.

(*Get.*) H. DE KOCK. (*Get.*) J. VAN HAVERBEKE.
„ H. HOOFT. „ F. DONNET.

VERTALING.

Art. 48. „Ne seront pas soumis à l'obligation de prendre un pilote:

1°. „Les batiments de guerre.

2°. „Les yachts ou bâtiments de plaisance appartenant à des clubs nautiques.

3°. „Les navires ou bâtiments de mer sur lest, dont le tirant d'eau n'atteint pas 19 decimètres.

4°. „Les navires faisant le cabotage dans le fleuve.

5°. „Les navires ou bateaux des deux nations faisant la pêche du hareng, de la morue ou du poisson frais, ou servant au transport de la marée fraiche, ou du poisson salé.

„Si les patrons des bâtiments de cette dernière catégorie préféraient se servir d'un pilote, ils paieront la moitié du droit fixé."

Art. 3. La présente convention ne deviendra exécutoire qu'après avoir été approuvée par les gouvernements respectifs.

Fait en double à Anvers, le 15 Juillet 1863, dont un en Néerlandais et l'autre en Français.

(*Signé*) H. DE KOCK. (*Signé*) J. VAN HAVERBEKE.
„ H. HOOFT. „ F. DONNET.

TARIEF der loodsgelden voor de Schelde in Nederlandsche munt.
Van uit zee voor de zeegaten tot op de reede van Vlissingen.

TARIF des droits de pilotage pour l'Escaut, en monnaie des Pays-Bas.
De la mer devant les passes jusqu'en rade de Flessingue.

Diepgang in palmen of decimeters. / Tirant d'eau en palmes ou décimètres.	Zomerloon. — Salaire d'été.			Winterloon. — Salaire d'hiver.		
	à voile. — zeilschip.	à la remorque. — gesleept.	à vapeur. — stoomschip.	à voile. — zeilschip.	à la remorque. — gesleept.	à vapeur. — stoomschip.
15	f 7.20	f 6.70	f 6.30	f 9.60	f 9.00	f 8.40
16	7.60	7.10	6.60	10.00	9.40	8.80
17	8.00	7.50	7.00	10.40	9.80	9.10
18	8.80	8.20	7.70	11.20	10.50	9.80
19	9.60	9.00	8.40	12.00	11.30	10.50
20	10.40	9.70	9.10	13.20	12.40	11.60
21	11.20	10.50	9.80	14.40	13.50	12.60
22	12.00	11.20	10.50	15.60	14.60	13.70
23	12.80	12.00	11.20	16.80	15.80	14.70
24	13.60	12.80	11.90	18.00	16.90	15.80
25	14.80	13.90	13.00	19.20	18.00	16.80
26	16.00	15.00	14.00	20.80	19.50	18.20
27	17.20	16.10	15.00	22.40	21.00	19.60
28	18.40	17.30	16.10	24.00	22.50	21.00
29	20.00	18.70	17.50	26.40	24.80	23.10
30	21.60	20.30	18.90	28.80	27.00	25.20
31	23.60	22.10	20.60	31.20	29.20	27.30
32	25.60	24.00	22.40	33.60	31.50	29.40
33	27.60	25.90	24.20	36.00	33.80	31.50
34	29.60	27.80	25.90	38.40	36.00	33.60
35	31.60	29.60	27.60	40.80	38.30	35.70
36	33.60	31.50	29.40	43.20	40.50	37.80
37	35.60	33.40	31.20	45.60	42.80	39.90
38	37.60	35.30	32.90	48.80	45.80	42.70
39	40.00	37.50	35.00	52.00	48.80	45.50
40	43.20	40.50	37.80	56.80	53.30	49.70
41	47.20	44.30	41.30	61.60	57.80	53.90
42	51.20	48.00	44.80	66.40	62.30	58.10
43	55.20	51.80	48.30	72.00	67.50	63.00
44	59.20	55.50	51.80	77.60	72.80	67.90
45	64.00	60.00	56.00	83.20	78.00	72.80
46	68.80	64.50	60.20	90.40	84.80	79.10
47	73.60	69.00	64.40	97.60	91.50	85.40
48	78.40	73.50	68.60	105.60	99.00	92.40
49	86.40	81.00	75.60	113.60	106.50	99.40
50	94.40	88.50	82.60	123.20	115.50	107.80
51	102.40	96.00	89.60	132.80	124.50	116.20
52	110.40	103.50	96.60	142.40	133.50	124.60
53	118.40	111.00	103.60	152.00	142.50	133.00
54	126.40	118.50	110.60	163.20	153.00	142.80
55	134.40	126.00	117.60	175.20	164.20	153.30
56	144.00	135.00	126.00	187.20	175.50	163.80
57	156.00	146.30	136.50	202.40	189.80	177.10
58	168.00	157.50	147.00	218.40	204.80	191.10
59	184.00	172.50	161.00	239.20	224.30	209.30
60	200.00	187.50	175.00	260.00	243.80	227.50
Voor elke palm of decimeter daarboven. / Pour chaque palme ou décimètre au-dessus.	12.00	11.20	10.50	16.00	15.00	14.00

Gedaan te Antwerpen, den 15den Julij 1863.

(*Get.*) H. DE KOCK. (*Get.*) J. VAN HAVERBEKE.
„ H. HOOFT. „ F. BONNET.

TARIEF der loodsgelden voor de Schelde, in Belgische munt.
Van uit zee voor de zeegaten tot op de reede van Vlissingen.

TARIF des droits de pilotage pour l'Escaut, en monnaie de Belgique.
De la mer devant les passes jusqu'en rade de Flessingue.

Diepgang in palmen of decimeters. / Tirant d'eau en palmes ou décimètres.	Zomerloon. — Salaire d'été.			Winterloon. — Salaire d'hiver.		
	à voile. — zeilschip.	à la remorque. — gesleept.	à vapeur. — stoomschip.	à voile. — zeilschip.	à la remorque. — gesleept.	à vapeur — stoomschip.
15	fr. 15.24	fr. 14.18	fr. 13.33	fr. 20.32	fr. 19.05	fr. 17.78
16	16.08	15.03	13.97	21.16	19.89	18.62
17	16.93	15.87	14.81	22.01	20.74	19.26
18	18.62	17.35	16.30	23.70	22.22	20.74
19	20.32	19.05	17.78	25.40	23.92	22.22
20	22.01	20.53	19.26	27.94	26.24	24.55
21	23.70	22.22	20.74	30.48	28.57	26.67
22	25.40	23.70	22.22	33.02	30.90	28.99
23	27.09	25.40	23.70	35.56	33.44	31.11
24	28.78	27.09	25.19	38.10	35.77	33.44
25	31.32	29.42	27.51	40.63	38.10	35.56
26	33.86	31.75	29.63	44.02	41.27	38.52
27	36.40	34.07	31.75	47.41	44.44	41.48
28	38.94	36.61	34.07	50.79	47.62	44.44
29	42.33	39.58	37.04	55.87	52.49	48.89
30	45.71	42.96	40.00	60.95	57.14	53.33
31	49.95	46.77	43.60	66.03	61.80	57.78
32	54.18	50.79	47.41	71.11	66.67	62.22
33	58.41	54.81	51.22	76.19	71.53	66.67
34	62.65	58.84	54.81	81.27	76.19	71.11
35	66.88	62.65	58.41	86.35	81.06	75.56
36	71.11	66.67	62.22	91.43	85.71	80.00
37	75.34	70.69	66.03	96.51	90.58	84.44
38	79.58	74.71	69.63	103.28	96.93	90.37
39	84.66	79.37	74.07	110.05	103.28	96.30
40	91.43	85.71	80.00	120.21	112.80	105.19
41	99.89	93.76	87.41	130.37	122.33	114.07
42	108.36	101.59	94.81	140.53	131.85	122.96
43	116.83	109.63	102.22	152.38	142.86	133.33
44	125.29	117.46	109 63	164.23	154.07	143.70
45	135.45	126.98	118.52	176.08	165.08	154.07
46	145.61	136.51	127.41	191.32	179.47	167.41
47	155.77	146.03	136.30	206.56	193.65	180.74
48	165.93	155.56	145.19	223.49	209.52	195.56
49	182.86	171.43	160.00	240.42	225.40	210.37
50	199.79	187.30	174.81	260.74	244.44	228.15
51	216.72	203.17	189.63	281.06	263.49	245.93
52	233.65	219.05	204.44	301.38	282.54	263.70
53	250.58	234.92	219.26	321.69	301.59	281.48
54	267.51	250.79	234.07	345.40	323.81	302.22
55	284.44	266.67	248.89	370.79	347.51	324.44
56	304.76	285.71	266.67	396.19	371.43	346.67
57	330.16	309.63	288.89	428.36	401.69	374.81
58	355.56	333.33	311.11	462.22	433.44	404.44
59	389.42	365.08	340.74	506.24	474.71	442.96
60	423.28	396.83	370.37	550.26	515.98	481.48
Voor elke palm of decimeter daarboven. / Pour chaque palme ou décimètre au-dessus.	25.40	23.70	22.22	33.86	31.75	29.63

Fait à Anvers, le 15 Juillet 1863.

(*Signé*) H. DE KOCK. (*Signé*) J. VAN HAVERBEKE.
„ H. HOOFT. „ F. DONNET.

TARIEF der loodsgelden voor de Schelde in Nederlandsche munt.
Van de reede van Vlissingen naar zee.

TARIF des droits de pilotage pour l'Escaut, en monnaie des Pays-Bas.
De la rade de Flessingue à la mèr.

Diepgang in palmen of decimeters. / Tirant d'eau en palmes ou décimètres.	Zomerloon. — Salaire d'été. — à voile. — zeilschip.	à la remorque. — gesleept.	à vapeur. — stoomschip.	Winterloon. — Salaire d'hiver. — à voile. — zeilschip.	à la remorque. — gesleept.	à vapeur. — stoomschip.
15	f 5.20	f 4.90	f 4.60	f 6.40	f 6.00	f 5.60
16	5.60	5.20	4.90	6.80	6.40	6.00
17	6.00	5.60	5.30	7.20	6.80	6.30
18	6.40	6.00	5.60	7.60	7.10	6.70
19	6.80	6.40	6.00	8.00	7.50	7.00
20	7.20	6.70	6.30	8.40	7.90	7.40
21	7.60	7.10	6.70	8.80	8.30	7.70
22	8.00	7.50	7.00	9.60	9.00	8.40
23	8.80	8.30	7.70	10.40	9.80	9.10
24	9.60	9.00	8.40	11.20	10.50	9.80
25	10.40	9.80	9.10	12.00	11.30	10.50
26	11.20	10.50	9.80	12.80	12.00	11.20
27	12.00	11.30	10.50	13.60	12.80	11.90
28	12.80	12.00	11.20	14.40	13.50	12.60
29	13.60	12.80	11.90	15.20	14.30	13.30
30	14.40	13.50	12.60	16.00	15.00	14.00
31	15.20	14.30	13.30	16.80	15.80	14.70
32	16.00	15.00	14.00	17.60	16.50	15.40
33	16.80	15.80	14.70	18.40	17.30	16.10
34	17.60	16.50	15.40	19.60	18.40	17.20
35	18.40	17.30	16.10	20.80	19.50	18.20
36	19.60	18.40	17.10	22.00	20.60	19.30
37	20.80	19 50	18.20	23.20	21.80	20.30
38	22.00	20.60	19.30	24.40	22.90	21.40
39	23.20	21.80	20.30	25.60	24.00	22.40
40	24.40	22.90	21.40	27.20	25.50	23.80
41	25.60	24.00	22.40	28.80	27.00	25.20
42	26.80	25.10	23.50	30.40	28.50	26.60
43	28.00	26.30	24.50	32.00	30.00	28.00
44	29.20	27.40	25.60	34.40	32.30	30.10
45	32.00	30.00	28.00	36.80	34.50	32.20
46	36.00	33.80	31.50	40.00	37.50	35.00
47	40.00	37.50	35.00	44.80	42.00	39.20
48	44.80	42.00	39.20	51.20	48.00	44.80
49	51.20	48.00	44.80	57.60	54.00	50.40
50	57.60	54.00	50.40	64.00	60.00	56.00
51	64.00	60.00	56.00	72.00	67.50	63.00
52	72.00	67.50	63.00	80.00	75 00	70.00
53	80.00	75.00	70.00	88.00	82.50	77.00
54	88.00	82.50	77.00	96.00	90.00	84.00
55	96.00	90.00	84.00	105.60	99.00	92.40
56	105.60	99.00	92.40	115.20	108.00	100.80
57	115.20	108.00	100.80	124.80	117.00	109.20
58	124.80	117.00	109.20	134.40	126.00	117.60
59	134.40	126.00	117.60	144.00	135.00	126.00
60	144.00	135.00	126.00	153.60	144.00	131.40
Voor elke palm of decimeter daarboven. / Pour chaque palme ou décimètre au-dessus.	9.60	9.00	8.40	9.60	9.00	8.40

Gedaan te Antwerpen, den 15den Julij 1863.

(*Get.*) H. DE KOCK. (*Get.*) J. VAN HAVERBEKE.
„ H. HOOFT. „ F. DONNET.

TARIEF der loodsgelden voor de Schelde in Belgische munt.
Van de reede van Vlissingen naar zee.

TARIF des droits de pilotage pour l'Escaut, en monnaie de Belgique.
De la rade de Flessingue à la mer.

Diepgang in palmen of decimeters. / Tirant d'eau en palmes ou décimètres.	Zomerloon. — Salaire d'été.			Winterloon. — Salaire d'hiver.		
	à voile. — zeilschip.	à la remorque. — gesleept.	à vapeur. — stoomschip.	à voile. — zeilschip.	à la remorque. — gesleept.	à vapeur. — stoomschip.
15	fr. 11.01	fr. 10.37	fr. 9.74	fr. 13.54	fr. 12.70	fr. 11.85
16	11.85	11.01	10.37	14.39	13.54	12.70
17	12.70	11.85	11.22	15.24	14.39	13.33
18	13.54	12.70	11.85	16.08	15.03	14.18
19	14.39	13.54	12.70	16.93	15.87	14.81
20	15.24	14.18	13.33	17.78	10.72	15.66
21	16.08	15.03	14.18	18.62	17.57	16.30
22	16.93	15.87	14.81	20.31	19.05	17.78
23	18.62	17.57	16.30	22.01	20.74	19.26
24	20.31	19.05	17.78	23.70	22.22	20.74
25	22.01	20.74	19.26	25.40	23.92	22.22
26	23.70	22.22	20.74	27 09	25.40	23.70
27	25.40	23.92	22.22	28.78	27.09	25.19
28	27.09	25.40	23.70	30.48	28.57	26.67
29	28.78	27.09	25.19	32.17	30.26	28.15
30	30.48	28.57	26.67	33.86	31.75	29.63
31	32.17	30.26	28.15	35.56	33.44	31.11
32	33.86	31.75	29.63	37.25	34.92	32.59
33	35.56	33.44	31.11	38.94	36.61	34.07
34	37.25	34.92	32.59	41.48	38.94	36.40
35	38.94	36.61	34.07	44.02	41.27	38.52
36	41.48	38.94	36.19	46.56	43.60	40.85
37	44.02	41.27	38.52	49.10	46.14	42.96
38	46.56	43.60	40.85	51.64	48.47	45.29
39	49.10	46.14	42.96	54.18	50 79	47.41
40	51.64	48.47	45.29	57.57	53.97	50.37
41	54.18	50.79	47.41	60.95	57.14	53.33
42	56.72	53.12	49.74	64.34	60.32	56.30
43	59.26	55.66	51.85	67.72	63.49	59.26
44	61.80	57.99	54.18	72.80	68.36	63.70
45	67.72	63.49	59.26	77.88	73.02	68.15
46	76.19	71.53	66.67	84.66	79.37	74.07
47	84.66	79.37	74.07	94.81	88.89	82.96
48	94.81	88.89	82.96	108.36	101.59	94.81
49	108.36	101.59	94.81	121.90	114 29	106.67
50	121.90	114.29	106.67	135.45	126.98	118.52
51	135 45	126.98	118.52	152.38	142.86	133.33
52	152.38	142.86	133.33	169.31	158.73	148.18
53	169.31	158.73	148.18	[illegible]	[illegible]	[illegible]
54	186.24	174.60	162 96	203.17	190.48	177.78
55	203.17	190.48	177.78	223.49	209.52	195.56
56	223.49	209.52	195.56	243.81	228.57	213.35
57	243.81	228.57	213.35	264.13	247.61	231.11
58	264.13	247.61	231.11	284.44	266.67	248.89
59	284.44	266.67	248.89	304.76	285.71	266.67
60	304.76	285.71	266.67	325.08	304.76	284.44
Voor elke palm of decimeter daarboven. / Pour chaque palme ou décimètre au-dessus.	20.31	19.05	17.78	20.31	19.05	17.78

Fait à Anvers, le 15 Juillet 1863.

(*Signé*) H. DE KOCK. (*Signé*) J. VAN HAVERBEKE.
„ H. HOOFT. „ F. DONNET.

TARIEF der loodsgelden voor de Schelde in Nederlandsche munt.
Van Vlissingen naar Antwerpen en vice-versa.

TARIF des droits de pilotage pour l'Escaut, en monnaie des Pays-Bas.
De Flessingue à Anvers et vice-versa.

Diepgang in palmen of decimeters. / Tirant d'eau en palmes ou décimètres.	Zomerloon. — zeilschip. / Salaire d'été. — à voile.	Zomerloon. — gesleept. / Salaire d'été. — à la remorque.	Zomerloon. — stoomschip. / Salaire d'été. — à vapeur.	Winterloon. — zeilschip. / Salaire d'hiver. — à voile.	Winterloon. — gesleept. / Salaire d'hiver. — à la remorque.	Winterloon. — stoomschip. / Salaire d'hiver. — à vapeur.
15	f 11.34	f 10.39	f 9.92	f 13.70	f 12.76	f 11.81
16	12.28	11.34	10.39	14.17	13.23	12.28
17	12.76	11.81	11.34	14.65	13.70	12.76
18	13.70	12.76	11.81	15.12	14.17	13.23
19	14.17	13.23	12.76	16.54	15.59	14.65
20	15.12	14.17	13.23	17.95	16.54	15.59
21	16.54	15.59	14.65	19.37	17.95	17.01
22	17.95	16.54	15.59	20.79	19.37	17.95
23	19.37	17.95	17.01	21.73	20.32	18.90
24	20.79	19.37	17.95	23.15	21.73	20.32
25	21.73	20.32	18.90	24.10	22.68	21.26
26	23.15	21.73	20.32	25.51	24.10	22.68
27	24.10	22.68	21.26	27.40	25.51	23.62
28	25.51	24.10	22.68	28.35	26.46	24.57
29	27.40	25.51	23.62	29.29	27.40	25.99
30	28.35	26.46	24.57	30.24	28.35	26.46
31	29.29	27.40	25.99	32.13	30.24	27.88
32	30.24	28.35	26.46	33.55	31.66	29.29
33	32.13	30.24	27.88	34.49	32.13	30.24
34	33.55	31.66	29.29	35.91	33.55	31.18
35	34.49	32.13	30.24	36.85	34.49	32.60
36	35.91	33.55	31.18	38.74	35.91	33.55
37	36.85	34.49	32.60	40.16	37.33	34.96
38	38.74	35.91	33.55	41.58	38.74	36.38
39	40.16	37.33	34.96	43.00	40.16	37.80
40	41.58	38.74	36.38	46.30	43.47	40.63
41	43.00	40.16	37.80	48.67	45.83	42.52
42	46.30	43.47	40.63	51.03	47.72	44.41
43	48.67	45.83	42.52	53.86	50.08	46.78
44	51.03	47.72	44.41	55.75	52.45	49.14
45	53.86	50.08	46.78	59.53	55.75	51.97
46	55.75	52.45	49.14	61.42	57.64	53.86
47	59.53	55.75	51.97	63.79	60.01	55.75
48	61.42	57.64	53.86	67.09	62.84	59.06
49	63.79	60.01	55.75	70.40	65.68	61.42
50	67.09	62.84	59.06	73.71	68.98	64.26
51	70.40	65.68	61.42	76.54	71.82	67.09
52	73.71	68.98	64.26	80.32	75.13	69.93
53	illegible	illegible	illegible	illegible	77.96	72.76
54	80.32	75.73	69.93	86.47	81.27	75.60
55	83.16	77.96	72.76	89.77	84.10	78.43
56	86.47	81.27	75.60	93.08	86.94	81.27
57	89.77	84.10	78.43	95.92	89.77	84.10
58	93.08	86.94	81.27	99.22	92.61	86.47
59	95.92	89 77	84.10	102.53	95.92	89.77
60	99.22	92.61	86.47	105.37	98.75	92.14
Voor elke palm of decimeter daarboven. / Pour chaque palme ou décimètre au-dessus.	3.31.	2.83	2.36	3.31	2.83	2.36

Gedaan te Antwerpen, den 15den Julij 1863.

(*Get.*) H. DE KOCK. (*Get.*) J. VAN HAVERBEKE.
„ H. HOOFT. „ F. DONNET.

TARIEF der loodsgelden voor de Schelde, in Belgische munt.
Van Vlissingen naar Antwerpen en vice-versa.

TARIF des droits de pilotage pour l'Escaut, en monnaie de Belgique.
De Flessingue à Anvers et vice-verca.

Diepgang in palmen of decimeters. / Tirant d'eau en palmes ou décimètres.	Zomerloon. — zeilschip.	Salaire d'été. à la remorque. — gesleept.	Salaire d'été. à vapeur. — stoomschip.	Winterloon. — zeilschip.	Salaire d'hiver. à la remorque. — gesleept.	Salaire d'hiver. à vapeur. — stoomschip.
	à voile.			à voile.		
15	fr. 24.00	fr. 22.00	fr. 21.00	fr. 29.00	fr. 27.00	fr. 25.00
16	26.00	24.00	22.00	30.00	28.00	26.00
17	27.00	25.00	24.00	38.00	29.00	27.00
18	29.00	27.00	25.00	32.00	30.00	28.00
19	30.00	28.00	27.00	35.00	33.00	31.00
20	32.00	30.00	28.00	38.00	35.00	33.00
21	35.00	33.00	31.00	41.00	38.00	36.00
22	38.00	35.00	33.00	44.00	41.00	38.00
23	41.00	38.00	36.00	46.00	43.00	40.00
24	44.00	41.00	38.00	49.00	46.00	43.00
25	46.00	43.00	40.00	51.00	48.00	45.00
26	49.00	46.00	43.00	54.00	51.00	48.00
27	51.00	48.00	45.00	58.00	54.00	50.00
28	54.00	51.00	48.00	60.00	56.00	52.00
29	58.00	54.00	50.00	62.00	58.00	55.00
30	60.00	56.00	52.00	64.00	60.00	56.00
31	62.00	58.00	55.00	68.00	64.00	59.00
32	64.00	60.00	56.00	71.00	67.00	62.00
33	68.00	64.00	59.00	73.00	68.00	64.00
34	71.00	67.00	62.00	76.00	71.00	66.00
35	73.00	68.00	63.00	78.00	73.00	69.00
36	76.00	71.00	66.00	82.00	76.00	71.00
37	78.00	73.00	69.00	85.00	79 00	74.00
38	82.00	76.00	71.00	88.00	82.00	77.00
39	85.00	79.00	74.00	91.00	85.00	80.00
40	88.00	82.00	77.00	98.00	92.00	86.00
41	91.00	85.00	80.00	103.00	97.00	90.00
42	98.00	92.00	86.00	108.00	101.00	94.00
43	103.00	97.00	90.00	114.00	106.00	99.00
44	108.00	101.00	94.00	118.00	111.00	104.00
45	114.00	106.00	99.00	126.00	118.00	110.00
46	118.00	111.00	104.00	130.00	122.00	114.00
47	126.00	118.00	110.00	135.00	127.00	118.00
48	130.00	122.00	114.00	142.00	133.00	125.00
49	135.00	127.00	118.00	149.00	139.00	130.00
50	142.00	133.00	125.00	156.00	146.00	136.00
51	149.00	139.00	130.00	162.00	152.00	142.00
52	156.00	146.00	136.00	170.00	159.00	148.00
53	162.00	152.00	142.00	176.00	165.00	154.00
54	170.00	159.00	148.00	183.00	172.00	160.00
55	176.00	165.00	154.00	190.00	178.00	166.00
56	183.00	172.00	160.00	197.00	184.00	172.00
57	190.00	178.00	166.00	203.00	190.00	178.00
58	197.00	184.00	172.00	210.00	196.00	183.00
59	203.00	190.00	178.00	217.00	203.00	190.00
60	210.00	196.00	183.00	223.00	209.00	195.00
Voor elke palm of decimeter daarboven. / Pour chaque palme ou décimètre au dessus.	7.00	6.00	5.00	7.00	6.00	5.00

Fait à Anvers, le 15 Juillet 1863.

(*Signé*) H. DE KOCK. (*Signé*) J. VAN HAVERBEKE.
„ H. HOOFT. „ F. DONNET.

TARIEF der loodsgelden voor de Schelde in Nederlandsche munt.
Van Vlissingen naar Neuzen, van Neuzen naar Vlissingen en Bath, van Bath naar Antwerpen en Neuzen en van Antwerpen naar Bath.

TARIF des droits de pilotage pour l'Escaut, en monnaie des Pays-Bas.
De Flessingue à Neuzen, de Neuzen à Flessingue et Bath, de Bath à Anvers et Neuzen, et d'Anvers à Bath.

Diepgang in palmen of decimeters. / Tirant d'eau en palmes ou décimètres.	Zomerloon. — Salaire d'été. — à voile. — zeilschip.	Zomerloon. — Salaire d'été. — à la remorque. — gesleept.	Zomerloon. — Salaire d'été. — à vapeur. — stoomschip.	Winterloon. — Salaire d'hiver. — à voile. — zeilschip.	Winterloon. — Salaire d'hiver. — à la remorque. — gesleept.	Winterloon. — Salaire d'hiver. — à vapeur. — stoomschip.
15	f 3.78	f 3.54	f 3.31	f 4.49	f 4.25	f 4.02
16	4.02	3.78	3.54	4.72	4.49	4.25
17	4.25	4.02	3.78	4.96	4.72	4.49
18	4.49	4.25	4.02	5.20	4.96	4.72
19	4.72	4.49	4.25	5.67	5.20	4.96
20	5.20	4.72	4.49	6.14	5.67	5.20
21	5.67	5.20	4.72	6.61	6.14	5.67
22	6.14	5.67	5.20	7 09	6.61	6.14
23	6.61	6.14	5.67	7.32	6.85	6.38
24	7.09	6 61	6.14	7.56	7.09	6.61
25	7.32	6.85	6.38	8.03	7.56	7.09
26	7.56	7.09	6.61	8.50	8.03	7.56
27	8.03	7.56	7.09	8.98	8.50	8.03
28	8.50	8.03	7.56	9.45	8.98	8.27
29	8.98	8.50	8.03	9 92	9.21	8.50
30	9.45	8.98	8.50	10.39	9.45	8.98
31	9.92	9.21	8.74	10.87	9.92	9.45
32	10.39	9.45	8.98	11.34	10.39	9.92
33	10.87	9.92	9.45	11.58	10.87	10.16
34	11.34	10.39	9.92	11.81	11.34	10.39
35	11.58	10.87	10.16	12.28	11.58	10.87
36	11.81	11.34	10.39	12.76	11.81	11.34
37	12.28	11.58	10.87	13.23	12.28	11.81
38	12.76	11.81	11.34	13.70	12.76	12.28
39	13.23	12.28	11.81	14.65	13.70	12.76
40	13.70	12.76	12.28	15.59	14.65	13.70
41	14.65	13.70	12.76	16.06	15.12	14.17
42	15.59	14.65	13.70	17.01	16.06	14.65
43	16.06	15.12	14.17	17.95	16.54	15.59
44	17.01	16.06	14.65	18.43	17.48	16.54
45	17.95	17.01	15.59	19.84	18 43	17.48
46	18.43	17.48	16.54	20.32	19.37	17.95
47	19.84	18.43	17.48	21.26	19.84	18.43
48	20.32	19.37	17.95	22.21	20.79	19.37
49	21.26	19.84	18.43	23.62	21.73	20.32
50	22.21	20.79	19.37	24.57	23.15	21.26
51	23.62	21.73	20.32	25.51	24.10	22.21
52	24.57	23.15	21.26	26.93	25.04	23.15
53	25.51	24.10	22.21	27.88	25.99	24.10
54	26.46	25.04	23.15	28.82	26.93	25.04
55	27.40	25.99	24.10	29.77	27.88	25.99
56	28.82	26.93	25.04	31.18	28.82	26.93
57	29.77	27.88	25.99	32.13	29.77	27.88
58	31.18	28.82	26.93	33.07	30.71	28.82
59	32.13	29.77	27.88	34.02	32.13	29.77
60	33.07	30.71	28.82	34.96	33.07	30.71
Voor elke palm of decimeter daarboven. / Pour chaque palme ou décimètre au-dessus.	0.94	0.94	0.94	0.94	0.94	0.94

Gedaan te Antwerpen, den 15den Julij 1863.

(*Get.*) H. DE KOCK. (*Get.*) J. VAN HAVERBEKE.
„ H. HOOFT. „ F. DONNET.

TARIEF der loodsgelden voor de Schelde in Belgische munt.
Van Vlissingen naar Neuzen, van Neuzen naar Vlissingen en Bath, van Bath naar Antwerpen en Neuzen en van Antwerpen naar Bath.

TARIF des droits de pilotage pour l'Escaut, en monnaie de Belgique.
De Flessingue à Neuzen, de Neuzen à Flessingue et Bath, de Bath à Anvers et Neuzen, et d'Anvers à Bath.

Diepgang in palmen of decimeters. / Tirant d'eau en palmes ou décimètres.	Zomerloon. — Salaire d'été.			Winterloon. — Salaire d'hiver.		
	à voile. — zeilschip.	à la remorque. — gesleept.	à vapeur. — stoomschip.	à voile. — zeilschip.	à la remorque. — gesleept.	à vapeur. — stoomschip.
15	fr. 8.00	fr. 7.50	fr. 7.00	fr. 9.50	fr. 9.00	fr. 8.50
16	8.50	8.00	7.50	10.00	9.50	9.00
17	9.00	8.50	8.00	10.50	10.00	9.50
18	9.50	9.00	8.50	11.00	10.50	10.00
19	10.00	9.50	9.00	12.00	11.00	10.50
20	11.00	10.00	9.50	13.00	12.00	11.00
21	12.00	11.00	10.00	14.00	13.00	12.00
22	13.00	12.00	11.00	15.00	14.00	13.00
23	14.00	13.00	12.00	15.50	14.50	13.50
24	15.00	14.00	13.00	16.00	15.00	14.00
25	15.50	14.50	13.50	17.00	16.00	15.00
26	16.00	15.00	14.00	18.00	17.00	16.00
27	17.00	16.00	15.00	19.00	18.00	17.00
28	18.00	17.00	16.00	20.00	19.00	17.50
29	19.00	18.00	17.00	21.00	19.50	18.00
30	20.00	19.00	18.00	22.00	20.00	19.00
31	21.00	19.50	18.50	23.00	21.00	20.00
32	22.00	20.00	19.00	24.00	22.00	21.00
33	23.00	21.00	20.00	24.50	23.00	21.50
34	24.00	22.00	21.00	25.00	24.00	22.00
35	24.50	23.00	21.50	26.00	24.50	23.00
36	25.00	24.00	22.00	27.00	25.00	24.00
37	26.00	24.50	23.00	28.00	26.00	25.00
38	27.00	25.00	24.00	29.00	27.00	26.00
39	28.00	26.00	25.00	31.00	29.00	27.00
40	29.00	27.00	26.00	33.00	31.00	29.00
41	31.00	29.00	27.00	34.00	32.00	30.00
42	33.00	31.00	29.00	36.00	34.00	31.00
43	34.00	32.00	30.00	38.00	35.00	33.00
44	36.00	34.00	31.00	39.00	37.00	35.00
45	38.00	36.00	33.00	42.00	39.00	37.00
46	39.00	37.00	35.00	43.00	41.00	38.00
47	42.00	39.00	37.00	45.00	42.00	39.00
48	43.00	41.00	38.00	47.00	44.00	41.00
49	45.00	42.00	39.00	50.00	46.00	43.00
50	47.00	44.00	41.00	52.00	49.00	45.00
51	50.00	46.00	43.00	54.00	51.00	47.00
52	52.00	49.00	45.00	57.00	53.00	49.00
53	54.00	51.00	47.00	59.00	55.00	51.00
54	56.00	53.00	49.00	61.00	57.00	53.00
55	58.00	55.00	51.00	63.00	59.00	55.00
56	61.00	57.00	53.00	66.00	61.00	57.00
57	63.00	59.00	55.00	68.00	63.00	59.00
58	66.00	61.00	57.00	70.00	65.00	61.00
59	68.00	63.00	59.00	72.00	68.00	63.00
60	70.00	65.00	61.00	74.00	70.00	65.00
Voor elke palm of decimeter daarboven. / Pour chaque palme ou décimètre au-dessus.	2.00	2.00	2.00	2.00	2.00	2.00

Fait à Anvers, le 15 Juillet 1863.

(*Signé*) H. DE KOCK. (*Signé*) J. VAN HAVERBEKE.
„ H. HOOFT. „ F. DONNET.

TARIEF der loodsgelden voor de Schelde in Nederlandsche munt.
Van Vlissingen naar Bath en vice-versa en van Neuzen naar Antwerpen en vice-versa.

TARIF des droits de pilotage pour l'Escaut, en monnaie des Pays-Bas.
De Flessingue à Bath et vice-versa, et de Neuzen à Anvers et vice-versa.

Diepgang in palmen of decimeters. / Tirant d'eau en palmes ou décimètres.	Zomerloon. — à voile. — zeilschip.	Zomerloon. — à la remorque. — gesleept.	Salaire d'été. — à vapeur. — stoomschip.	Winterloon. — à voile. — zeilschip.	Winterloon. — à la remorque. — gesleept.	Salaire d'hiver. — à vapeur. — stoomschip.
15	f 7.56	f 7.09	f 6.61	f 8.98	f 8.50	f 8.03
16	8.03	7.56	7.09	9.45	8.98	8.50
17	8.50	8.03	7.56	9.92	9.45	8.98
18	8.98	8.50	8.03	10.39	9.92	9.45
19	9.45	8.98	8.50	11.34	10.39	9.92
20	9.92	9.45	8.98	11.81	10.87	10.39
21	11.34	10.39	9.92	12.76	11.81	11.34
22	11.81	11.34	10.39	13.70	13.23	12.28
23	12.76	11.81	11.34	14.17	13.70	12.76
24	13.70	13.23	12.28	15.12	14.17	13.23
25	14.17	13.70	12.76	16.06	15.12	14.17
26	15.12	14.17	13.23	17.01	16.06	15.12
27	16.06	15.12	14.17	17.95	17.01	15.59
28	17.01	16.06	15.12	18.90	17.48	16.54
29	17.95	17.01	15.59	19.37	18.43	17.01
30	19.37	17.95	16.54	20.32	18.90	17.48
31	19.84	18.43	17.01	21.26	19.84	18.43
32	20.32	18.90	17.48	22.21	20.79	19.37
33	21.26	19.84	18.43	22.68	21.26	19.84
34	22.21	20.79	19.37	24.10	22.68	20.79
35	22.68	21.26	19.84	24.57	23.15	21.73
36	24.10	22.68	20.79	25.51	24.10	22.21
37	24.57	23.15	21.73	26.93	25.04	23.15
38	25.51	24.10	22.21	27.88	25.99	24.10
39	26.93	25.04	23.15	28.82	26.93	25.04
40	27.88	25.99	24.10	30.71	28.82	26.93
41	28.82	26.93	25.04	32.60	30.24	28.35
42	30.71	28.82	26.93	34.02	31.66	29.77
43	32.60	30.24	28.35	35.91	33.55	31.18
44	34.02	31.66	29.77	37.33	34.96	32.60
45	35.91	33.55	31.18	39.69	36.85	34.49
46	37.33	34.96	32.60	41.11	38.74	35.91
47	39.69	36.85	34.49	42.52	39.69	37.33
48	41.11	38.74	35.91	44.89	42.05	39.22
49	42.52	39.69	37.33	46.78	43.94	41.11
50	44.89	42.05	39.22	49.14	45.83	43.00
51	46.78	43.94	41.11	51.03	47.72	44.89
52	49.14	45.83	43.00	53.39	50.08	46.78
53	51.03	48.19	44.89	55.28	51.97	48.67
54	53.39	50.08	46.78	57.64	53.86	50.56
55	55.28	51.97	48.19	59.53	55.75	52.45
56	57.64	53.86	50.56	61.90	58.12	54.34
57	59.53	55.75	52.45	63.79	60.01	56.23
58	61.90	58.12	54.34	66.15	61.90	58.12
59	63.79	60.01	56.23	68.04	64.26	60.01
60	66.15	61.90	57.64	70.40	66.15	61.42
Voor elke palm of decimeter daarboven. / Pour chaque palme ou décimètre au-dessus.	2.36	1.89	1.42	2.36	1.89	1.42

Gedaan te Antwerpen, den 15den Julij 1863.

(*Get.*) H. DE KOCK. (*Get.*) J. VAN HAVERBEKE.
„ H. HOOFT. „ F. DONNET.

TARIEF der loodsgelden voor de Schelde in Belgische munt.
Van Vlissingen naar Bath en vice-versa en van Neuzen naar Antwerpen en vice-versa.

TARIF des droits de pilotage pour l'Escaut, en monnaie de Belgique.
De Flessingue à Bath et vice-versa, et de Neuzen à Anvers et vice-versa.

Diepgang in palmen of decimeters. Tirant d'eau en palmes ou décimètres.	Zomerloon. — Salaire d'été. à voile. — zeilschip.	à la remorque. — gesleept.	à vapeur. — stoomschip.	Winterloon. — Salaire d'hiver. à voile. — zeilschip.	à la remorque. — gesleept.	à vapeur. — stoomschip.
15	fr. 16.00	fr. 15.00	fr. 14.00	fr. 19.00	fr. 18.00	fr. 17.00
16	17.00	16.00	15.00	20.00	19.00	18.00
17	18.00	17.00	16.00	21.00	20.00	19.00
18	19.00	18.00	17.00	22.00	21.00	20.00
19	20.00	19.00	18.00	24.00	22.00	21.00
20	21.00	20.00	19.00	25.00	23.00	22.00
21	24.00	22.00	21.00	27.00	25.00	24.00
22	25.00	24.00	22.00	29.00	28.00	26.00
23	27.00	25.00	24.00	30.00	29.00	27.00
24	29.00	28.00	26.00	32.00	30.00	28.00
25	30.00	29.00	27.00	34.00	32.00	30.00
26	32.00	30.00	28.00	36.00	34.00	32.00
27	34.00	32.00	30.00	38.00	36.00	33.00
28	36.00	34.00	32.00	40.00	37.00	35.00
29	38.00	36.00	33.00	41.00	39.00	36.00
30	41.00	38.00	35.00	43.00	40.00	37.00
31	42.00	39.00	36.00	45.00	42.00	39.00
32	43.00	40.00	37.00	47.00	44.00	41.00
33	45.00	42.00	39.00	48.00	45.00	42.00
34	47.00	44.00	41.00	51.00	48.00	44.00
35	48.00	45.00	42.00	52.00	49.00	46.00
36	51.00	48.00	44.00	54.00	51.00	47.00
37	52.00	49.00	46.00	57.00	53.00	49.00
38	54.00	51.00	47.00	59.00	55.00	51.00
39	57.00	53.00	49.00	61.00	57.00	53.00
40	59.00	55.00	51.00	65.00	61.00	57.00
41	61.00	57.00	53.00	69.00	64.00	60.00
42	65.00	61.00	57.00	72.00	67.00	63.00
43	69.00	64.00	60.00	76.00	71.00	66.00
44	72.00	67.00	63.00	79.00	74.00	69.00
45	76.00	71.00	66.00	84.00	78.00	73.00
46	79.00	74.00	69.00	87.00	82.00	76.00
47	84.00	78.00	73.00	90.00	84.00	79.00
48	87.00	82.00	76.00	95.00	89.00	83.00
49	90.00	84.00	79.00	99.00	93.00	87.00
50	95.00	89.00	83.00	104.00	97.00	91.00
51	99.00	93.00	87.00	108.00	101.00	95.00
52	104.00	97.00	91.00	113.00	106.00	99.00
53	108.00	102.00	95.00	117.00	110.00	103.00
54	113.00	106.00	99.00	122.00	114.00	107.00
55	117.00	110.00	102.00	126.00	118.00	111.00
56	122.00	114.00	107.00	131.00	123.00	115.00
57	126.00	118.00	111.00	135.00	127.00	119.00
58	131.00	123.00	115.00	140.00	131.00	123.00
59	135.00	127.00	119.00	144.00	136.00	127.00
60	140.00	131.00	122.00	149.00	140.00	130.00
Voor elke palm of decimeter daarboven. Pour chaque palme ou décimètre au-dessus.	5.00	4.00	3.00	5.00	4.00	3.00

Fait à Anvers, le 15 Juillet 1863.

(*Signé*) H. DE KOCK. (*Signé*) J. VAN HAVERBEKE.
„ H. HOOFT. „ F. DONNET.

TARIEF der loodsgelden voor de Schelde, in Nederlandsche munt.

Voor het loodsen van de reede van Vlissingen naar Rammekens en vice-verca, behalve de gevallen voorzien bij art. 30.

TARIF des droits de pilotage pour l'Escaut, en monnaie des Pays-Bas.

Pour un mouvement de la rade de Flessingue à Rammekens et vice-versa, hors les cas prévus par l'article 30.

	Zomerloon.		Salaire d'été.	Winterloon.		Salaire d'hiver.
	à voile. — zeilschip.	à la remorque. — gesleept.	à vapeur. — stoomschip.	à voile. — zeilschip.	à la remorque. — gesleept.	à vapeur. — stoomschip.
Pour les bâtiments d'un tirant d'eau au dessous de 28 décimètres. — Voor de schepen, die minder dan 28 palmen diepgang hebben.	f 2.00	f 1.80	f 1.70	f 2.40	f 2.20	f 2.10
Pour les bâtiments d'un tirant d'eau de 28 décimètres et au-dessus. — Voor de schepen, die eenen diepgang hebben van 28 palmen en daar boven.	2.40	2.20	2.10	3.20	3.00	2.80

Gedaan te Antwerpen, den 15den Julij 1863.

(*Get.*) H. DE KOCK. (*Get.*) J. VAN HAVERBEKE.

„ H. HOOFT. „ F. DONNET.

TARIEF der loodsgelden voor de Schelde, in Belgische munt.

Voor het loodsen van de reede van Vlissingen naar Rammekens en vice-versa, behalve de gevallen voorzien bij art. 30.

TARIF des droits de pilotage pour l'Escaut, en monnaie de Belgique.

Pour un mouvement de la rade de Flessingue à Rammekens et vice-versa, hors les cas prévus par l'article 30.

	Zomerloon.	Salaire d'été.		Winterloon.	Salaire d'hiver.	
	à voile. — zeilschip.	à la remorque. — gesleept.	à vapeur. — stoomschip.	à voile. — zeilschip.	à la remorque. — Gesleept.	à vapeur. — stoomschip.
Pour les bâtiments d'un tirant d'eau au dessous de 28 décimètres. — Voor de schepen, die minder dan 28 palmen diepgang hebben.	fr. 4.23	fr. 3.81	fr. 3.60	fr. 5.08	fr. 4.66	fr. 4.44
Pour les bâtiments d'un tirans d'eau de 28 décimètres et au-dessus. — Voor de schepen, die eenen diepgang hebben van 28 palmen en daar boven.	5.08	4.66	4.44	6.77	6.35	5.93

Fait à Anvers, le 15 Juillet 1863.

(*Signé*) H. DE KOCK. (*Signé*) J. VAN HAVERBEKE.
„ H. HOOFT. „ F. DONNET.

Gelet

Gelet dat de acten van bekrachtiging op gezegde overeenkomst door Ons den 18den October en door Zijne Majesteit den Koning der Belgen den 12den November 1863 geteekend, op den 19den November daaraanvolgende zijn uitgewisseld.

Op de voordragt van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 7den December 1863, nº. 11229.

Hebben goedgevonden en verstaan te bepalen, dat dit besluit met de daarin vervatte overeenkomst en vertaling daarvan, in het *Staatsblad* zal worden geplaatst.

's Gravenhage, den 9den December 1863.

WILLEM.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. VAN DER MAESEN DE SOMBREFF.

Uitgegeven den *vier en twintigsten* December 1863.

De Minister van Staat,
Directeur van het Kabinet des Konings,

DE KOCK.

VERBETERINGEN.

Bladz. 520, regel 19 van onderen,

staat: twee en twintig gulden vijftig cents voor een gesleept schip;

lees: twee en twintig gulden vijftig cents of zeven en veertig francs twee en zestig centimes voor een gesleept schip.

Bladz. 522, regel 8 van onderen,

staat: Insgelijks zal het loodsgeld vermeerderd worden;

lees: Insgelijks zal het loodsgeld *met de helft* vermeerderd worden.

Bladz. 522, regel 6 van onderen,

staat: eene voldoende hoeveelheid ballast;

lees: eene *onvoldoende* hoeveelheid ballast.

Bladz. 530, 3de kolom, voor 54 palm gesleept,

staat: *f* 75.73;

lees: *f* 75.13.

De Minister van Staat,

Directeur van het Kabinet des Konings,

DE KOCK.

Staatsblad 1863.

19 TRACTAAT tusschen Nederland en België van 31 Maart 1866 tot invoering van een nieuw stelsel van verlichting op de Wester-Schelde.

(*Staatsblad 1866, No. 80*).

BESLUIT van den 14den *Mei* 1866, *bepalende de plaatsing in het* Staatsblad *van de op den* 31sten *Maart* 1866 *tusschen* Nederland *en* België *gesloten overeenkomst tot invoering van een nieuw stelsel van verlichting op de* Wester-Schelde.

WIJ WILLEM III, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de overeenkomst tusschen *Nederland* en *België*, ter invoering van een nieuw stelsel van verlichting op de *Wester-Schelde*, den 31sten Maart 1866 door de wederzijdsche gevolmagtigden te *'s Gravenhage* gesloten, van welke overeenkomst de inhoud en de vertaling luiden als volgt:

VERTALING.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg, en Zijne Majesteit de Koning der Belgen, kennis genomen hebbende van de bepalingen, den 26sten December 1865 te Antwerpen door de Nederlandsche en Belgische commissarissen opgesteld tot het oprigten eener reeks van nieuwe lichten op de Schelde en in hare mondingen, hebben besloten die bepalingen goed te keuren en daartoe tot Hoogstderzelver gevolmagtigden benoemd, te weten:

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden:

de heeren EPIMACHUS JAKOBUS JOHANNES BAPTISTA CREMERS, kommandeur der orde van den Nederlandschen Leeuw, ridder-grootkruis der orde der Heiligen Mauritius en Lazarus, Hoogstdeszelfs Minister van Buitenlandsche Zaken, en JOHAN WILLEM BLANKEN, ridder der Militaire Willemsorde 4de klasse, der orden van den Nederlandschen Leeuw en van de Eikenkroon, ridder-grootkruis der orde der Heiligen Mauritius en Lazarus, luitenant-generaal, Hoogstdeszelfs adjudant in buitengewone dienst en Minister van Oorlog, tijdelijk belast met het beheer over het Departement van Marine; en

Zijne Majesteit de Koning der Belgen:

den heer ALDEPHONSE ALEXANDER FELIX baron DU JARDIN, groot-officier der Leopoldsorde, versierd met het IJzeren Kruis, ridder-grootkruis der orde van den Nederlandschen Leeuw en de orde van de Eikenkroon, grootkruis en kommandeur van verscheidene andere orden, Hoogstdeszelfs buitengewoon gezant en gevolmagtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden,

die, na elkander hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmagten te hebben medegedeeld, omtrent de navolgende artikelen zijn overeengekomen:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg et Sa Majesté le Roi des Belges, ayant pris connaissance des dispositions formulées par les commissaires Neerlandais et Belges, à Anvers, le 26 Décembre 1865, pour l'établissement d'une série de nouveaux feux dans l'Escaut et à ses embouchures, ont résolu d'approuver ces dispositions et ont nommé à cet effet pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas:

les sieurs EPIMAQUE JACQUES JEAN BAPTISTE CREMERS, commandeur de l'ordre du Lion Neerlandais, chevalier grand' croix de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, Son Ministre des Affaires Etrangères, et JEAN GUILLAUME BLANKEN, chevalier des ordres Militaire de Guillaume 4e classe, du Lion Neerlandais et de la Couronne de Chêne, chevalier grand' croix de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, lieutenant-général, Son aide de camp en service extraordinaire et Ministre de la Guerre, chargé temporairement du portefeuille de la Marine; et

Sa Majesté le Roi des Belges:

le sieur ALDEPHONSE ALEXANDRE FELIX baron DU JARDIN, grand-officier de l'ordre Léopold, décoré de la Croix de fer, chevalier grand' croix de l'ordre du Lion Neerlandais et de l'ordre de la Couronne de Chêne, grand' croix et commandeur de plusieurs autres ordres, Son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivants:

Artikel 1.

De bepalingen, den 26sten December 1865 te Antwerpen door de Nederlandsche en Belgische vaste Commissarissen, belast met het gemeenschappelijk toezigt op de scheepvaart en op het loodswezen, enz., van de Schelde, onderteekend en hiernevens gevoegd, worden goedgekeurd; zij zullen beschouwd worden woordelijk in de tegenwoordige overeenkomst te zijn ingelascht en zullen in de akten van bekrachtiging dezer laatste begrepen zijn.

Met betrekking tot het lichtschip, vermeld in het eerste artikel der bovengenoemde bepalingen, onder lit. A, is uitdrukkelijk overeengekomen, dat de plaatsing door België van dat licht beschouwd zal worden alleenlijk ten doel te hebben om de scheepvaart des nachts naar Antwerpen te vergemakkelijken, wordende elke kwestie van Souvereiniteit van weêrszijden voorbehouden.

Artikel 2.

De tegenwoordige overeenkomst zal worden bekrachtigd, en de akten van bekrachtiging daarvan zullen uitgewisseld worden te 's Gravenhage, binnen een' termijn van drie maanden, of, zoo mogelijk, vroeger.

Ten blijke waarvan de voornoemde gevolmagtigden die onderteekend en hun zegel daarop gesteld hebben.

Gedaan te 's Gravenhage, den een en dertigsten Maart achttien honderd zes en zestig.

(*L. S.*) (*get.*) E. CREMERS.

(*L. S.*) (*get.*) J. W. BLANKEN.

(*L. S.*) (*get.*) Baron DU JARDIN.

Article 1.

Les dispositions, signées à Anvers le 26 Décembre 1865 par les Commissaires permanents Neerlandais et Belges pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage etc., dans l'Escaut et ci-annexées, sont approuvées; elles seront considérées comme insérées mot à mot dans la présente convention, et seront comprises dans les ratifications de cette dernière.

Quant au bateau phare, mentionné à l'article 1 des susdites dispositions, sous lit. A, il demeure expressément entendu, que l'établissement par la Belgique de ce feu sera considéré comme ayant uniquement pour but de faciliter la navigation de nuit vers Anvers, toute question de Souveraineté réservée de part et d'autre.

Article 2.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à la Haye, dans un délai de trois mois ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires susdits l'ont signée et y ont apposé leur cachet.

Fait à la Haye, le trente et un Mars mil huit cent soixante six.

(*L. S.*) (*get.*) E. CREMERS.
(*L. S.*) (*get.*) J. W. BLANKEN.
(*L. S.*) (*get.*) Baron DU JARDIN.

BEPALINGEN, *geteekend te Antwerpen, den 26sten December* 1865.

Art. 1. De plaatsing der lichten, waarvan de opgave volgt, is noodzakelijk geoordeeld

in de mondingen der Schelde:

Vaarwater de Wielingen,

A. Een lichtschip, aan de monding van dat vaarwater, bij de zwarte ton n°. 2, in de peiling van Brugge en Lisseweghe in één.
Gemeld schip zal een rood licht met schitteringen vertoonen;

B. Twee witte geleidelichten op den zeedijk, bij de plaats genaamd Nieuwe Sluis;

Vaarwater het Oostgat,

C. Een stilstaand wit licht op eene hoogte tusschen de twee eerste hooge duinen, gelegen ten noorden van Zoutelande. Dit licht moet dienen als geleidemerk met dat van Westkapelle;

D. Twee stilstaande witte geleidelichten op het meest oostelijk gelegen gedeelte der duinen, genaamd Kaapduintjes;

op de Wester-Schelde:

E. Een lichtschip, vertoonende een stilstaand wit licht in het vaarwater van Everingen;

F. Een stilstaand wit licht op den hoek van Baarland;

G. Een stilstaand wit licht op den uithoek van den dijk, op de plaats genaamd Biezelinschenham;

DISPOSITIONS, *signées à Anvers le* 26 *Décembre* 1865.

Art. 1. L'établissement des feux, dont le nomenclature suit, a été jugé nécessaire

dans les bouches de l'Escaut:

Passe des Wielingen,

A. Un bateau phare, dans la partie extérieure de cette passe, près de la bouée noire n°. 2, dans l'alignement de Bruges par Lisseweghe.
Ce bâtiment montrera un feu à éclats rouges;

B. Deux feux blancs d'alignement sur la digue de mer, près de l'endroit dit Nieuwe Sluis;

Passe dit Oostgat,

C. Un feu blanc fixe sur un monticule placé entre les deux premières grandes dunes situées au nord de Zoutelande. Ce feu est destiné à jalonner avec celui de Westkapelle;

D. Deux feux fixes blancs d'alignement sur la partie la plus orientale des dunes, dites Kaapduintjes;

dans l'Escaut Occidental:

E. Un bateau fanal, montrant un feu blanc fixe, dans le chenal d'Everingen;

F. Un feu blanc fixe sur la pointe de Baarland;

G. Un feu blanc fixe sur la pointe de la digue, à l'endroit dit Biezelinschenham;

H. Een stilstaand wit licht op het westelijk hoofd van de haven van Hansweert (dit licht, bestemd om de monding van het kanaal van Zuid-Beveland aan te wijzen, zal opgerigt en onderhouden worden uitsluitend op kosten van het Nederlandsche Gouvernement);

I. Een stilstaand wit licht op het uiteinde der berm van Welsoorden;

J. Een lichtschip, vertoonende een stilstaand wit licht, op het oostelijk gedeelte van de kleine bank van Welsoorden;

K. Een lichtschip, vertoonende een stilstaand wit licht, aan den hoek van Valkenisse;

L. Een stilstaand wit licht, geplaatst op den zeedijk langs de westelijke zijde van het fort Bath, dienende als geleidemerk voor het vaarwater stroomafwaarts;

M. Een stilstaand wit licht op denzelfden dijk, ten noordwesten van het voorgaande, dienende als geleidemerk stroomopwaarts;

N. Een lichtschip, vertoonende een stilstaand wit licht, op het Belgische grondgebied, tusschen de bank genaamd Ballastplaat en de kleine bank van den Ouden Doel;

O. Een stilstaand wit licht op den dijk van het oude fort Frederik.

Art. 2. Ten gevolge, zoo van de nieuwe wijze van verlichting, aangenomen voor het vaarwater de Wielingen, als van het niet meer aanwezig zijn van de bank genaamd Paardenmarkt, is het lichtschip, thans ter plaatse van die bank gelegen, nutteloos geworden, en zal voorloopig worden weggenomen. Men is echter overeengekomen tusschen de Belgische en de Nederlandsche Regering, dat België het regt behoudt om een lichtschip op de tegenwoordige plaats te herplaatsen, in geval de bank, genaamd Paardenmarkt, zich wederom zoude vormen en eene nieuwe belemmering voor de scheepvaart mogt doen ontstaan. Het Nederlandsche Gouvernement behoudt zich niettemin het vroeger bedongene voor, ter zake van de plaatsing van meergemeld lichtschip.

H. Un feu blanc fixe sur la jetée occidentale du port de Hansweert (ce feu, devant servir pour indiquer l'embouchure du canal de Sud-Beveland, sera construit et entretenu aux frais exclusifs du Gouvernement des Pays-Bas) ;

I. Un feu fixe blanc sur la partie extérieure de la berme de Welsoorden ;

J. Un bateau fanal, montrant un feu blanc fixe, sur la partie est du petit banc de Welsoorden ;

K. Un bateau fanal, montrant un feu blanc fixe sur la pointe de Valkenisse ;

L. Un feu fixe blanc, placé sur la digue de mer qui longe la face ouest du fort de Bath, pour servir de direction dans la passe d'aval ;

M. Un feu fixe blanc sur la même digue dans le N.O. du précédent, pour servir de direction vers l'amont ;

N. Un bateau fanal, montrant un feu fixe blanc, sur le territoire Belge, entre le banc dit Ballastplaat et le petit banc du Vieux Doel ;

O. Un feu fixe blanc sur la digue de l'ancien fort Frédérick.

Art. 2. Par suite du nouveau mode d'éclairage adopté pour la passe des Wielingen et de la disparition du banc, dit Paardenmarkt, le bateau phare, qui est actuellement mouillé près de ce banc, devenant inutile, en ce moment, sera provisoirement enlevé. Cependant il est convenu entre le Gouvernement Belge et celui des Pays-Bas, que la Belgique conserve le droit de replacer ce bateau phare à son mouillage actuel, si le banc, dit Paardenmarkt, venait à se réformer et devenait un nouveau danger pour la navigation. Toutefois le Gouvernement Neerlandais maintient la réserve qu'il a faite antérieurement à l'occasion du placement de ce bateau.

Art. 3. Elke der beide Regeringen zal zorg dragen voor de daarstelling en het oprigten der lichtopstanden aan wal, die op haar eigen grondgebied zullen geplaatst worden.

Art. 4. Alle lichtschepen, zonder onderscheid, zullen door het Belgische Gouvernement worden gebouwd. De lichtschepen bestemd voor de dienst op het Nederlandsche grondgebied, zullen, na hunne volkomene voltooijing, aan de Nederlandsche Regering worden overgegeven om op hunne standplaatsen gelegd te worden.

Art. 5. De plannen en begrootingen van al de uit te voeren werken, zoo voor het oprigten der lichten aan wal, als der lichtschepen, zullen aan de goedkeuring der vaste commissarissen onderworpen en met gemeen overleg vastgesteld worden.

Art 6. Alle op Nederlandsch grondgebied uit te voeren werken zullen, zooveel mogelijk bij wijze van openbare aanbesteding, worden uitgevoerd, en de inschrijvingen zullen, slechts na goedkeuring der beide Regeringen, worden toegewezen.

Art. 7. De vaste Belgische commissarissen zullen te aller tijd het regt van onderzoek en van toezigt hebben over al de werken, zoo tot oprigting als tot onderhoud der lichten. Ingeval zij, hetzij door hen zelven, hetzij door de berigten der loodsen of op eenige andere wijze, te weten zijn gekomen dat de verzorging der lichten te wenschen overlaat, zullen zij er hunne Nederlandsche ambtgenooten terstond van onderrigten, ten einde maatregelen genomen worden om alle redenen van klagten zonder verwijl te doen ophouden.

Art. 8. Beide Regeringen verbinden zich alle noodige maatregelen aan te wenden tot spoedige volvoering der werken, ten einde de nieuwe dienst in den kortst mogelijken tijd kunne in werking treden.

Art. 9. Alle onkosten, te maken door het Nederlandsche Gouvernement tot het daarstellen op zijn grondgebied van de reeks lichten, die het verpligt is op te rigten, zullen door het Belgische Gouvernement worden betaald, naar gelang der voltooijing van het werk, of op de tijdstippen, daartoe bij de voorwaarden van aanbesteding vastgesteld.

Art. 3. Chacun des deux pays construira et érigera les feux à terre, à placer sur son propre territoire.

Art. 4. Tous les bateaux feux indistinctement seront construits par le Gouvernement Belge. Ceux d'entr'eux, qui devront servir sur le territoire des Pays-Bas, seront, après leur achèvement complet, remis au Gouvernement Neerlandais, pour être placés à leur station.

Art. 5. Les plans et devis estimatifs de tous les travaux à exécuter, tant pour la construction des feux à terre, que pour les feux flottants, seront soumis à l'approbation des commissaires permanents et arrêtés de commun accord.

Art. 6. Tous les travaux à exécuter sur le territoire Neerlandais feront, autant que possible, l'objet d'une adjudication publique, et les soumissions ne seront admises qu'après qu'elles auront été approuvées par les deux Gouvernements.

Art. 7. Les commissaires permanents Belges auront à toute époque le droit d'inspection et de surveillance sur tous les travaux de construction et d'entretien des feux.

Si par eux-mêmes, par le rapport des pilotes ou par tous autres moyens, ils reconnaissent que le service de l'éclairage laisse à désirer, ils en informeront sans délai leurs collègues des Pays-Bas, afin qu'il soit pris des mesures, pour faire cesser sans retard tous sujets de plainte.

Art. 8. Les deux Gouvernements s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour activer les travaux, de manière que le nouveau service puisse fonctionner dans le plus bref délai possible.

Art. 9. Tous les frais à faire par le Gouvernement Neerlandais, pour l'établissement sur son territoire de la série de feux, dont la construction lui incombe, seront payés par le Gouvernement Belge, au fur et à mesure de l'achèvement des travaux, ou aux époques fixées par les conditions d'adjudication. Ces paiements auront lieu un mois après la remise

Die betalingen zullen geschieden eene maand na het indienen door het Nederlandsche Gouvernement aan het Belgische van declaratien, bij welke de tot bewijs strekkende rekeningen zullen gevoegd worden.

Art. 10. Het Nederlandsche Gouvernement zal zorg dragen, dat de gebouwen, de lichttoestellen en al hetgeen daartoe betrekking heeft, in goeden staat worde onderhouden.

Evengenoemd Gouvernement zal dezelven, zonder toestemming van Belgie, noch mogen wegnemen, noch verplaatsen, noch tot eene andere bestemming aanwenden.

De lichtschepen, waarvan de overgave aan het Nederlandsche Gouvernement zal hebben plaats gevonden, als ook de lichtopstanden aan wal op zijn grondgebied opgerigt, zullen deszelfs eigendom blijven, zoo lang deze tot hunne bestemming zullen worden gebezigd; mogt er echter eene wijziging in de verlichting worden aangebragt, die afschaffing of buiten-gebruikstelling van een of ander harer bestanddeelen zoude ten gevolge hebben, dan zullen deze laatsten aan Belgie worden teruggegeven.

Art. 11. Alle uitgaven, op Nederlandsch grondgebied te maken, in betrekking staande tot het personeel aan wal en op de lichtschepen, tot de leverancien bestemd voor de instandhouding der lichten of voor het onderhoud der toestellen en gebouwen, zullen met gemeen overleg worden vastgesteld door de vaste commissarissen der beide landen, die dezelve zullen regelen overeenkomstig de andere diensten van dienzelfden aard op de Nederlandsche wateren.

Art. 12. De bezoldiging van het Nederlandsche personeel, na vastgesteld te zijn zoo als in het voorgaand artikel is gezegd, zal elke maand door het Belgische Gouvernement aan het Nederlandsche Gouvernement worden uitbetaald, na het overleggen der betaallijsten, naar behooren door de bevoegde Nederlandsche autoriteiten gewaarmerkt.

Art. 13. Alle onkosten, veroorzaakt door het onderhoud der gebouwen, toestellen en lichten, zullen betaald worden door de Nederlandsche Regering, die deze gelden zal voorschieten; Belgie zal alle drie maanden die uitgaven vergoeden, na overgave der rekeningen, opgesteld en gewaarmerkt zoo als in art. 12 is voorgeschreven.

par le Gouvernement Neerlandais au Gouvernement Belge de déclarations, accompagnées des comptes justificatifs.

Art. 10. Le Gouvernement Neerlandais veillera à ce que les constructions, les appareils d'éclairage et tout ce qui en dépend, soit conservé en bon état de service.

Il ne pourra ni les enlever, ni les déplacer, ni les détourner de leur destination, sans le consentement de la Belgique.

Les feux flottants, dont la remise aura été faite au Gouvernement des Pays-Bas, ainsi que les feux à terre, construits sur son territoire, resteront sa propriété, aussi longtemps qu'ils seront employés à leur destination, mais en cas de modification à l'éclairage, qui amènerait la suppression ou la mise hors d'usage de l'un ou l'autre de ses éléments, ces derniers seront restitués à la Belgique.

Art. 11. Toutes les dépenses à faire sur le territoire Neerlandais, se rapportant au personnel à terre et à flot, aux fournitures destinées à l'alimentation des feux ou à l'entretien des appareils et bâtiments, seront fixées de commun accord par les commissaires permanents des deux pays, qui les régleront d'après les services similaires établis sur les autres cours d'eau des Pays-Bas.

Art. 12. La solde du personnel Neerlandais, ayant été fixée, comme il est dit à l'article précédent, sera payée mensuellement par le Gouvernement Belge au Gouvernement des Pays-Bas, sur la production des états collectifs dûment certifiés par les autorités Neerlandaises compétentes.

Art. 13. Tous les frais occasionnés par l'entretien des bâtiments et appareils, ainsi que par l'alimentation des feux, seront payés par le Gouvernement Neerlandais, qui en fera l'avance, et lui seront remboursés, trimestriellement, par la Belgique, après remise des comptes dressés, et certifiés comme le prescrit l'art. 12.

Art. 14. De bepalingen van deze overeenkomst zullen niet toepasselijk zijn op het vuur van Hansweert, vermeld onder litt. *H* van art. 1, daar hetzelve opgerigt en onderhouden wordt uitsluitend op kosten van het Nederlandsche Gouvernement en voornamelijk dienen moet om de monding van het kanaal van Zuid-Beveland aan te wijzen.

Art. 15. De Nederlandsche Regering, harerzijds willende medewerken tot de verbetering van de verlichting van de Schelde, verbindt zich om de kracht van de lichten te Vlissingen en te Neuzen te versterken.

Art. 16. De vaste commissarissen der beide landen zullen de bevoegdheid hebben in de verlichting hierboven omschreven die wijzigingen aan te brengen, welke noodig zullen geacht worden, ten gevolge van veranderingen in de rigting der verschillende vaarwaters of van andere omstandigheden.

Art. 17. De tegenwoordige overeenkomst zal niet in werking komen, dan nadat zij door de wederzijdsche Gouvernementen is goedgekeurd.

Gedaan in dubbel te Antwerpen, den zes en twintigsten December achttien honderd vijf en zestig.

De Nederlandsche vaste Commissarissen,

(*w. g.*) H. DE KOCK.

(*w. g.*) KLEYNHENS.

De Belgische vaste Commissarissen,

(*w. g.*) F. DONNET.

(*w. g.*) J. VAN HAVERBEKE.

Art. 14. Le feu de Hansweert, mentionné au litt. *H* de la nomenclature, formant l'article 1 ci-dessus, devant être construit et entretenu aux frais exclusifs du Gouvernement des Pays-Bas, et servir principalement pour indiquer l'embouchure du canal de Sud-Béveland, les stipulations de la présente couvention ne lui seront point applicables.

Art. 15. Le Gouvernement Neerlandais, voulant de son côté contribuer à l'amélioration de l'éclairage de l'Escaut, s'engage à augmenter la portée des feux de Flessingue et de Terneuze.

Art. 16. Les commissaires permanents des deux pays auront la faculté d'apporter au système d'éclairage décrit ci-dessus les modifications, qui deviendraient nécessaires par suite de changements dans la direction des passes ou d'autres circonstances.

Art. 17. La présente convention ne deviendra exécutoire qu'après avoir été approuvée par les Gouvernements respectifs.

Ainsi fait en double à Anvers, le vingt six Décembre mil huit cent soixante cinq.

Les Commissaires permanents Neerlandais,

(*signé*) H. DE KOCK.

(*signé*) KLEYNHENS.

Les Commissaires permanents Belges,

(*signé*) F. DONNET.

(*signé*) J. VAN HAVERBEKE.

Gelet dat de uitwisseling der akten van bekrachtiging op bovenstaande overeenkomst, door Ons den 9den en door Zijne Majesteit den Koning der Belgen den 23sten April 1866 geteekend, op den 8sten Mei daaraanvolgende heeft plaats gehad;

Op de voordragt van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken, van den 12den Mei 1866, nº. 4127;

Hebben goedgevonden en verstaan de bovenvermelde overeenkomst en vertaling, door plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*, bekend te maken.

Onze Ministers, hoofden der Departementen van Algemeen Bestuur worden belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering der bepalingen in gezegde overeenkomst vervat.

's Gravenhage, den 14den Mei 1866.

WILLEM.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. CREMERS.

Uitgegeven den *dertigsten* Mei 1866.

De Minister van Justitie,

PICKÉ.

20 TRACTAAT tusschen Nederland en België van 2 Augustus 1873 betreffende een wijziging van het Nederlandsch-Belgisch loodsreglement voor de Schelde.

(*Staatsblad 1873, No. 131.*)

BESLUIT van den 22sten September 1873, *bepalende de plaatsing in het* Staatsblad *van de tusschen* Nederland *en* België *op den 2den Augustus* 1873 *te* 's Gravenhage *gesloten overeenkomst, betreffende een wijziging van het* Nederlandsch-Belgisch *loodsreglement voor de* Schelde.

WIJ WILLEM III, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de overeenkomst tusschen *Nederland* en *België*, den 2den Augustus 1873 door de wederzijdsche gevolmagtigden te *'s Gravenhage* gesloten, betreffende eene wijziging van het *Nederlandsch-Belgisch* loodsreglement voor de *Schelde*, van welke overeenkomst de inhoud en de vertaling luiden als volgt:

VERTALING.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden en Zijne Majesteit de Koning der Belgen, kennis genomen hebbende van de bepalingen, den 10den April 1873 door de Nederlandsche en Belgische permanente Commissarissen opgesteld, ten einde de stoomslepers en de stoombooten, welke proeftogten doen, vrij te stellen van de verpligting om een loods te nemen op de Schelde en hare mondingen (zoowel op- als afgaande), hebben besloten die bepalingen goed te keuren en hebben daartoe tot Hoogstderzelver gevolmagtigden benoemd, te weten:

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden,

den heer JOSEPH LODEWIJK HENDRIK ALFRED baron GERICKE VAN HERWIJNEN, kommandeur der orde van den Nederlandschen Leeuw, ridder-grootkruis der orde van de Eikenkroon en van die van Leopold van Belgie, enz., enz., Hoogstdeszelfs Minister van Buitenlandsche Zaken; en

den heer LODEWIJK GERARD BROCX, ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw, ridder-grootkruis van de orde van de Eikenkroon, enz., enz., Hoogstdeszelfs Minister van Marine;

en Zijne Majesteit de Koning der Belgen,

den graaf GABRIEL AUGUSTE VAN DER STRATEN PONTHOZ, groot-officier der orde van Leopold, ridder-grootkruis der orde van de Eikenkroon en van de orde van Christus van Portugal, van Karel III van Spanje en van Verdienste van St. Michaël van Beijeren, enz., enz., Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmagtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg;

die, na elkander hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmagten te hebben medegedeeld, omtrent de navolgende artikelen zijn overeengekomen:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi des Belges, ayant pris connaissance des dispositions formulées par les Commissaires permanents Néerlandais et Belges, le 10 Avril 1873, pour affranchir les bateaux à vapeur remorqueurs et les bateaux à vapeur faisant des courses d'essai de l'obligation de prendre un pilote dans l'Escaut et ses embouchures (tant à la remonte qu'à la descente), ont résolu d'approuver ces dispositions et ont nommé à cet effet pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas,

le sieur JOSEPH LOUIS HENRI ALFRED baron GERICKE DE HERWYNEN, commandeur de l'ordre du Lion Néerlandais, chevalier grand' croix de l'ordre de la Couronne de Chêne et de celui de Léopold de Belgique, etc., etc., Son Ministre des Affaires Étrangères; et

le sieur LOUIS GÉRARD BROCX, chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais, chevalier grand' croix de l'ordre de la Couronne de Chêne, etc., etc., Son Ministre de la Marine;

et Sa Majesté le Roi des Belges,

le comte GABRIEL AUGUSTE VAN DER STRATEN PONTHOZ, grand-officier de l'ordre de Léopold, chevalier grand' croix de l'ordre de la Couronne de Chêne et des ordres du Christ de Portugal, de Charles III d'Espagne et du Mérite de St. Michel de Bavière, etc., etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivants:

Artikel 1.

De bepalingen, op den 10den April 1873 te Vlissingen door de Nederlandsche en Belgische permanente Commissarissen onderteekend en hieraan gevoegd, worden goedgekeurd; zij zullen beschouwd worden als woordelijk in de tegenwoordige overeenkomst te zijn ingelascht en zullen in de akte van bekrachtiging dezer laatste begrepen zijn.

Artikel 2.

Deze overeenkomst zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen, zoodra mogelijk, te 's Gravenhage worden uitgewisseld.

Ten blijke waarvan de voornoemde gevolmagtigden deze overeenkomst onderteekend en hun zegel daarop gesteld hebben.

Gedaan te 's Gravenhage in duplo, den tweeden Augustus achttien honderd drie en zeventig.

(*Get.*) GERICKE. (*L. S.*)

„ BROCX. (*L. S.*)

„ VAN DER STRATEN PONTHOZ. (*L. S.*)

Article 1.

Les dispositions, signées à Flessingue le 10 Avril 1873 par les Commissaires permanents Néerlandais et Belges et ci-annexées, approuvées; elles seront considérées comme insérées mot à mot dans la présente convention et seront comprises dans les ratifications de cette dernière.

Article 2.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à La Haye, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susdits l'ont signée et y ont apposé leur cachet.

Fait à La Haye en double original, le deux Août mil huit cent soixante treize.

(*Signé*) GERICKE. (*L. S.*)
„ BROCX. (*L. S.*)
„ VAN DER STRATEN PONTHOZ. (*L. S.*)

Gelet dat de akten van bekrachtiging op bovenstaande overeenkomst, door Ons den 27sten Augustus en door Zijne Majesteit den Koning der *Belgen* den 4den September 1873 geteekend, den 16den September daaraanvolgende te *'s Gravenhage* zijn uitgewisseld;

Op de voordragt van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken, van den 18den September 1873, n°. 5938;

Hebben goedgevonden en verstaan de bovenstaande overeenkomst en vertaling bekend te maken door plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad.*

Onze Ministers, Hoofden der Departementen van Algemeen Bestuur, worden belast, ieder voor zooveel hem aangaat,

met de uitvoering der bepalingen in voorschreven overeenkomst vervat.

's Gravenhage, den 22den September 1873.

WILLEM.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
L. GERICKE.

Uitgegeven den *achtsten* October 1873.

De Minister van Justitie,
DE VRIES.

21 TRACTAAT tusschen Nederland en Belgie van 2 Augustus 1873 tot verbetering en uitbreiding van het stelsel van verlichting op de Wester-Schelde.

(*Staatsblad 1873, No. 132*).

BESLUIT van den 22sten September 1873, *bepalende de plaatsing in het* Staatsblad *van de tusschen* Nederland *en* Belgie *op den 2den Augustus* 1873 *te* 's Gravenhage *gesloten overeenkomst tot verbetering en uitbreiding van het stelsel van verlichting op de* Wester-Schelde.

WIJ WILLEM III, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de overeenkomst tusschen *Nederland* en *Belgie*, den 2den Augustus 1873 door de wederzijdsche gevolmagtigden te *'s Gravenhage* gesloten, tot verbetering en uitbreiding van het stelsel van verlichting op de *Wester-Schelde*, van welke overeenkomst de inhoud en de vertaling luiden als volgt:

VERTALING.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden en Zijne Majesteit de Koning der Belgen, kennis genomen hebbende van de bepalingen, te Antwerpen den 8sten Mei 1873 opgesteld door de Nederlandsche en Belgische permanente Commissarissen tot het oprigten eener reeks van nieuwe vuren op de Schelde en in hare mondingen, hebben besloten die bepalingen goed te keuren en daartoe tot Hoogstderzelver gevolmagtigden te benoemen, te weten:

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden,

den heer JOSEPH LODEWIJK HENDRIK ALFRED baron GERICKE VAN HERWIJNEN, kommandeur der orde van den Nederlandschen Leeuw, ridder-grootkruis der orde van de Eikenkroon en van die van Leopold van Belgie, enz., enz., Hoogstdeszelfs Minister van Buitenlandsche Zaken; en

den heer LODEWIJK GERARD BROCX, ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw, ridder-grootkruis der orde van de Eikenkroon, enz., enz,, Hoogstdeszelfs Minister van Marine;

en Zijne Majesteit de Koning der Belgen,

den graaf GABRIEL AUGUSTE VAN DER STRATEN PONTHOZ, groot-officier der Leopoldsorde, ridder-grootkruis der orde van de Eikenkroon, der Christusorde van Portugal, van Karel III van Spanje en van Verdienste van St. Michaël van Beijeren, enz., enz., Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmagtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, Groot-Hertog van Luxemburg;

die, na elkander hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmagten te hebben medegedeeld, omtrent de navolgende artikelen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

De additionele bepaling tot de overeenkomst van 31 Maart 1866, betrekkelijk de verlichting op de Schelde, den 8sten Mei

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi des Belges, ayant pris connaissance des dispositions formulées par les Commissaires permanents Néerlandais et Belges, à Anvers le 8 Mai 1873, pour l'établissement d'une série de nouveaux feux dans l'Escaut et à ses embouchures, ont résolu d'approuver ces dispositions et ont nommé à cet effet pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas,

le sieur JOSEPH LOUIS HENRI ALFRED baron GERICKE DE HERWIJNEN, commandeur de l'ordre du Lion Néerlandais, chevalier grand'croix de l'ordre de la Couronne de Chêne et de celui de Léopold de Belgique, etc., etc., Son Ministre des Affaires Étrangères; et

le sieur LOUIS GÉRARD BROCX, chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais, chevalier grand'croix de l'ordre de la Couronne de Chêne, etc., etc., Son Ministre de la Marine;

et Sa Majesté le Roi des Belges,

le comte GABRIEL AUGUSTE VAN DER STRATEN PONTHOZ, grand-officier de l'ordre de Léopold, chevalier grand'croix de l'ordre de la Couronne de Chêne et des ordres du Christ de Portugal, de Charles III d'Espagne et du Mérite de St. Michel de Bavière, etc., etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

La clause additionnelle à la convention du 31 Mars 1866, relative à l'éclairage de l'Escaut, signée à Anvers le 8 Mai

1873 te Antwerpen door de Nederlandsche en Belgische permanente Commissarissen, belast met het gemeenschappelijk toezigt op de scheepvaart en op het loodswezen, enz., van de Schelde, onderteekend en hiernevens gevoegd, wordt goedgekeurd. De bepalingen daarin vermeld zullen beschouwd worden als woordelijk in de tegenwoordige overeenkomst te zijn ingelascht en zullen in de akten van bekrachtiging dezer laatste begrepen zijn.

Artikel 2.

De tegenwoordige overeenkomst zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging daarvan zullen uitgewisseld worden te 's Gravenhage, binnen den tijd van twee maanden of zoo mogelijk vroeger.

Ten blijke waarvan de voornoemde gevolmagtigden die onderteekend en hun zegel daarop gesteld hebben.

Gedaan te 's Gravenhage in dubbel origineel, den 2den Augustus 1873.

(*Get.*) L. GERICKE (*L. S.*) (*Get.*) Cte AUG. VAN DER
„ BROCX. „ STRATEN PONTHOZ (*L. S.*)

ADDITIONELE

1873 par les Commissaires permanents Néerlandais et Belges, pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage, etc., dans l'Escaut, et ci-annexée, est approuvée. Les dispositions y contenues seront considérées comme insérées mot à mot dans la présente convention et seront comprises dans les ratifications de cette dernière.

Article 2.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à La Haye, dans un délai de deux mois ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susdits l'ont signée et y ont apposé leur cachet.

Fait à La Haye, en double original, le deux Août mil huit cent soixante treize.

(*Signé*) L. GERICKE (*L. S.*) (*Signé*) Cte AUG. VAN DER
„ BROCX. „ STRATEN PONTHOZ (*L. S.*)

CLAUSE

ADDITIONELE BEPALING *tot de overeenkomst van de 31sten Maart 1866, betrekkelijk de verlichting der* Schelde.

De Nederlandsche Regering en de Belgische Regering, de verlichting der Wester-Schelde willende verbeteren, hebben ter regeling der voorwaarden van dat werk benoemd:

De Nederlandsche Regering,

de heeren jhr. H. P. DE KOCK en H. ENGELSMAN KLEIJNHENS, permanente Commissarissen voor de scheepvaart op de Schelde, enz.;

De Belgische Regering,

de heeren J. VAN HAVERBEKE en A. STESSELS, permanente Commissarissen voor de scheepvaart op de Schelde, enz.;

die, zich vereenigd hebbende te Antwerpen, krachtens hun verleende magtiging, omtrent de navolgende bepalingen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

De plaatsing der nieuwe lichten, waarvan de opgave volgt, is noodzakelijk geoordeeld:

in de mondingen der Schelde:

Oostgat.

A. Twee geleidelichten op Kaapduinen, om de ligging aan te duiden van de Nolleplaat.
Deze lichten zullen daargesteld en onderhouden worden uitsluitend ten koste der Nederlandsche Regering.

Op de Wester-Schelde.

B. Twee stilstaande witte lichten op den zeedijk tusschen Terneuzen en de Schaapstal, tot geleidemerk.

C. Drie stilstaande witte lichten op den dijk der Eendragtpolder, twee geleidemerken daarstellende.

D. Een stilstaand wit licht op den dijk van de Biezelingsche Ham, een geleidemerk daarstellende met het thans bestaande.

CLAUSE ADDITIONNELLE *à la convention du* 31 *Mars* 1866, *relative à l'éclairage de l'Escaut.*

Le Gouvernement Néerlandais et le Gouvernement Belge, voulant améliorer l'éclairage de l'Escaut Occidental, ont désigné pour régler les conditions de ce travail:

Le Gouvernement Néerlandais,

messieurs jhr. H. P. DE KOCK et H. ENGELSMAN KLEYNHENS, Commissaires permanents de la navigation de l'Escaut, etc.;

Le Gouvernement Belge,

messieurs J. VAN HAVERBEKE et A. STESSELS, Commissaires permanents de la navigation de l'Escaut, etc.;

lesquels, s'étant réunis à Anvers, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

L'établissement des nouveaux feux, dont la nomenclature suit, a été jugé nécessaire;

dans les bouches de l'Escaut:

Oostgat.

A. Deux feux d'alignement aux Kaapduinen, pour indiquer la position du Nolleplaat.
Ces feux seront construits et entretenus aux frais exclusifs du Gouvernement des Pays-Bas.

Dans l'Escaut Occidental.

B. Deux feux fixes blancs sur la digue de mer entre Terneuzen et le Schaapstal, formant un alignement.

C. Trois feux fixes blancs sur la digue de l'Eendragtpolder, formant deux alignements.

D. Un feu fixe blanc sur la digue de Biezelingsche Ham, formant un alignement avec celui qui s'y trouve aujourd'hui.

E. Een stilstaand wit licht op den dijk van de Magere Merrie, een geleidemerk daarstellende met het licht op den berm van Welsoorden.

F. Twee stilstaande witte lichten op den dijk en op de schorre der Willemspolder, tot geleidemerk.

G. Een stilstaand wit licht op den Frederiksdijk, een geleidemerk daarstellende met het licht dat daar thans bestaat.

H. Een stilstaand wit licht op den havendam van den Doel.

I. Een stilstaand rood licht op den havendam van Liefkenshoek.

J. Een stilstaand rood licht op de schorre der Kruisschans.

Artikel 2.

Een van de vier lichtschepen, thans in gebruik op de Schelde, ten behoeve der verlichting, zal voorloopig in dienst gehouden en geplaatst worden daar waar zich de behoefte zal doen gevoelen.
De drie andere lichtschepen zullen buiten dienst gesteld worden.

Artikel 3.

De artikelen 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 en 16 der overeenkomst van 31 Maart 1866 blijven toepasselijk op deze schikking, welke beschouwd zal worden als daar te stellen eene additionele bepaling tot opgemelde overeenkomst.

Artikel 4.

De tegenwoordige additionele bepaling zal eerst dan ten uitvoer gelegd worden, als het door de wederzijdsche Regeringen zal zijn goedgekeurd.

Aldus in dubbel opgemaakt te Antwerpen, den 8sten Mei 1873.

De permanente Nederlandsche Commissarissen,

(*Get.*) H. DE KOCK.
„ KLEIJNHENS.

De permanente Belgische Commissarissen,

(*Get.*) VAN HAVERBEKE.
„ A. STESSELS.

E. Un feu fixe blanc sur la digue de Magere Merrie, formant un alignement avec celui de l'épi de Welsoorden.

F. Deux feux fixes blancs sur la digue et dans le schore du Willemspolder, formant un alignement.

G. Un feu fixe blanc sur la digue de Frédéric, formant un alignement avec celui qui s'y trouve aujourd'hui.

H. Un feu fixe blanc sur la jetée de Doel.

I. Un feu fixe rouge sur la jetée de Liefkenshoek.

J. Un feu fixe rouge dans le schore de Kruisschans.

Article 2.

Un des quatre feux flottants, employés actuellement dans l'Escaut pour le service de l'éclairage, sera maintenu provisoirement en activité de service, et sera placé là où le besoin s'en fera sentir.
Les trois autres feux flottants seront désarmés.

Article 3.

Les articles 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 16 de la convention du 31 Mars 1866 resteront applicables au présent arrangement, qui sera considéré comme formant une clause additionnelle à la susdite convention.

Article 4.

La présente clause additionnelle ne deviendra exécutoire qu'après avoir été approuvée par les Gouvernements respectifs.

Ainsi fait en double à Anvers, le 8 Mai 1873.

Les Commissaires permanents Néerlandais,

(*Signé*) H. DE KOCK.
„ KLEYNHENS.

Les Commissaires permanents Belges,

(*Signé*) VAN HAVERBEKE.
„ A. STESSELS.

Gelet dat de akten van bekrachtiging op bovenstaande overeenkomst, door Ons den 27sten en door Zijne Majesteit den Koning der *Belgen* den 31sten Augustus 1873 geteekend, den 16den September daaraanvolgende te *'s Gravenhage* zijn uitgewisseld;

Op de voordragt van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken, van den 18den September 1873, n°. 5938;

Hebben goedgevonden en verstaan de bovenstaande overeenkomst en vertaling bekend te maken door plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad.*

Onze Ministers, Hoofden der Departementen van Algemeen Bestuur, worden belast, ieder voor zooveel hem aangaat, met de uitvoering der bepalingen in voorschreven overeenkomst vervat.

's Gravenhage, den 22sten September 1873.

WILLEM.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

L. GERICKE.

Uitgegeven den *achtsten* October 1873.

De Minister van Justitie,

DE VRIES.

22 TRACTAAT tusschen Nederland en België van 29 September 1875 tot wijziging van het gemeenschappelijk reglement voor het loodswezen op de Schelde.

(*Staatsblad 1875, No. 211*).

BESLUIT van den 28sten *November* 1875, *bepalende de plaatsing in het* Staatsblad *van de tusschen* Nederland *en* België *op* 29 *September* 1875 *te* 's Gravenhage *gesloten overeenkomst tot wijziging van het gemeenschappelijk reglement voor het loodswezen op de* Schelde.

WIJ WILLEM III, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de overeenkomst tusschen *Nederland* en *België* tot wijziging van het gemeenschappelijk reglement voor het loodswezen op de *Schelde*, den 29sten September 1875 door de wederzijdsche gevolmagtigden te *'s Gravenhage* gesloten, waarvan de inhoud en de vertaling luiden als volgt:

VERTALING.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden en Zijne Majesteit de Koning der Belgen, kennis genomen hebbende van de bepalingen, op 29 Junij 1875 door de Nederlandsche en Belgische Permanente Commissarissen voor het gemeenschappelijk toezigt op het loodswezen op de Schelde opgesteld, ten einde de vaartuigen, die in het Kanaal of in het Naauw van Calais een loods innemen, vrij te stellen van het additioneel regt, vastgesteld bij § 3 van art. 36 van het reglement van 20 Mei 1843, gewijzigd door de overeenkomst van 15 Julij 1863, gevoegd bij de conventie van 19 September 1863, hebben besloten genoemde bepalingen goed te keuren en hebben te dien einde tot Hunne gevolmagtigden benoemd, te weten:

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden:

den heer PIETER JOSEPH AUGUST MARIE VAN DER DOES DE WILLEBOIS, kommandeur der orde van den Nederlandschen Leeuw, groot-officier der orde van de Luxemburgsche Eikenkroon en der Leopoldsorde van Belgie, enz., enz., Hoogstdeszelfs Minister van Buitenlandsche Zaken, en

den heer WILLEM FREDERIK VAN ERP TAALMAN KIP, Hoogstdeszelfs Minister van Marine; en

Zijne Majesteit de Koning der Belgen:

den graaf GABRIEL AUGUST VAN DER STRATEN PONTHOZ, groot-officier der Leopoldsorde, ridder-grootkruis der orde van de Eikenkroon en van de orde van Christus van Portugal, Karel III van Spanje en van Verdienste van St. Michaël van Beijeren, enz., enz., Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmagtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden;

dewelke, na mededeeling hunner in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmagten, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi des Belges, ayant pris connaisance des dispositions formulées le 29 Juin 1875 par les Commissaires Permanents Néerlandais et Belges pour la surveillance commune des services de pilotage dans l'Escaut, afin d'affranchir du droit additionel, stipulé au § 3 de l'article 36 du règlement du 20 Mai 1843, modifié par l'arrangement du 15 Juillet 1863, annexé à la convention du 19 Septembre 1863, les bâtiments qui dans la Manche ou le Pas de Calais prendront un pilote pour l'une des stations de l'Escaut, ont résolu d'approuver ces dispositions et ont nommé à cet effet pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas:

monsieur PIERRE JOSEPH AUGUSTE MARIE VAN DER DOES DE WILLEBOIS, commandeur de l'orde du Lion Néerlandais, grand-officier des ordres de la Couronne de Chêne de Luxembourg et de Léopold de Belgique, etc., etc., Son Ministre des Affaires Étrangères, et

monsieur GUILLAUME FRÉDÉRIC VAN ERP TAALMAN KIP, Son Ministre de la Marine; et

Sa Majesté le Roi des Belges:

le comte GABRIEL AUGUSTE VAN DER STRATEN PONTHOZ, grand-officier de l'ordre de Léopold, chevalier grand'croix de l'ordre de la Couronne de Chêne et des ordres du Christ de Portugal, de Charles III d'Espagne et du Mérite de St. Michel de Bavière, etc., etc., son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivants:

Artikel 1.

De bepalingen, den 29sten Junij 1875 te Antwerpen onderteekend door de Nederlandsche en Belgische Permanente Commissarissen voor het gemeenschappelijk toezigt op het loodswezen op de Schelde en hierbij gevoegd, worden goedgekeurd; zij zullen beschouwd worden als woordelijk ingelascht in de tegenwoordige overeenkomst en zullen in de bekrachtigingen van deze begrepen zijn.

Artikel 2.

De tegenwoordige overeenkomst zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging er van zullen uitgewisseld worden te 's-Gravenhage, zoo spoedig mogelijk.

Ter oirkonde waarvan de bovengenoemde gevolmagtigden haar onderteekend en er hunne zegels op hebben gesteld.

Gedaan in dubbel te 's-Gravenhage, den 29sten September van het jaar achttien honderd vijf en zeventig.

(*get.*) VAN DER DOES DE WILLEBOIS.
„ TAALMAN KIP.

(*get.*) Ct. AUG. VAN DER STRATEN PONTHOZ.

De Nederlandsche en Belgische Regeringen, wenschende over te gaan tot de vrijstelling der betaling van het meerdere loodsgeld voor de schepen, die in het Engelsche Kanaal of het Naauw van Calais een loods overnemen voor eene der standplaatsen op de Schelde, vastgesteld bij § 3 van art. 36 van het reglement van 20 Mei 1843, gewijzigd door de overeenkomst van 15 Julij 1863, hebben daartoe benoemd:

de Nederlandsche Regering: de heeren jonkheer H. P. DE KOCK en H. ENGELSMAN KLEIJNHENS, Permanente Commissarissen voor het gemeenschappelijk toezigt over het loodswezen op de Schelde;

de Belgische Regering: de heeren J. VAN HAVERBEKE en CH. DE BONINGE, Permanente Commissarissen voor het gemeenschappelijk toezigt over het loodswezen op de Schelde;

Article 1.

Les dispositions, signées à Anvers le 29 Juin 1875 par les Commissaires Permanents Néerlandais et Belges pour la surveillance commune des services de pilotage dans l'Escaut et ci-annexées, sont approuvées ; elles seront considérées comme insérées mot-à-mot dans la présente convention et seront comprises dans les ratifications de cette dernière.

Article 2.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à La Haye aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires susdits l'ont signée et y ont apposé leur cachet.

Fait à La Haye en double original, le vingt-neuvième jour du mois de Septembre de l'an mil huit cent soixante quinze.

(*signé*) VAN DER DOES DE WILLEBOIS.
„ TAALMAN KIP.

(*signé*) Ct. AUG. VAN DER STRATEN PONTHOZ.

Le Gouvernement Belge et le Gouvernement Néerlandais, voulant affranchir du droit additionnel, stipulé au § 3 de l'article 36 du règlement du 20 Mai 1843, modifié par la convention du 15 Juillet 1863, les bâtiments qui, dans la Manche ou le Pas de Calais, prendront un pilote pour l'une des stations de l'Escaut, ont désigné à cette fin :

Le Gouvernement Belge : messieurs J. VAN HAVERBEKE et CH. DE BONINGE, Commissaires Permanents pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage, etc., dans l'Escaut ;

le Gouvernement Néerlandais : messieurs jonkheer H. P. DE KOCK et H. ENGELSMAN KLEIJNHENS, Commissaires Permanents pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage, etc., dans l'Escaut ;

die zich, ingevolge de aan hun verleende magtiging, te Antwerpen vereenigd hebbende, het navolgende zijn overeengekomen:

Artikel 1.

Met primo Januarij 1876 wordt afgeschaft de heffing van het meerdere loodsgeld voor het overnemen van een loods in het Engelsche Kanaal of het Naauw van Calais, vastgesteld bij § 3 van art. 36 van het reglement van 20 Mei 1843, gewijzigd door de overeenkomst van 15 Julij 1863.

Artikel 2.

De tegenwoordige overeenkomst zal niet in werking komen, dan nadat zij door de wederzijdsche Regeringen is goedgekeurd.

Gedaan in dubbel te Antwerpen, den 29sten Junij 1875, waarvan een in de Nederlandsche en een in de Fransche taal.

(*geteekend*) H. DE KOCK.
„ KLEIJNHENS.
„ J. VAN HAVERBEKE.
„ CH. DE BONINGE.

lesquels, s'étant réunis à Anvers, en vertu des pouvoirs respectifs qui leur ont été conférés, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

A partir du 1er Janvier 1876, le droit additionnel, imposé par le § 3 de l'article 36 du règlement du 20 Mai 1843, modifié par la convention du 15 Juillet 1863, aux bâtiments, qui prennent un pilote dans la Manche ou le Pas de Calais, est aboli.

Article 2.

La présente convention ne sera mise à exécution qu'après approbation des Gouvernements respectifs.

Fait en double expédition à Anvers, le vingt neuf Juin 1800 septante cinq, dont une expédition en Français et une autre en Néerlandais.

(*signé*) J. VAN HAVERBEKE.
„ CH. DE BONINGE.
„ H. DE KOCK.
„ KLEIJNHENS.

Gelet

Gelet dat de akten van bekrachtiging der genoemde overeenkomst, door Ons den 16den October 1875 en door Zijne Majesteit den Koning der *Belgen* den 12den November 1875 onderteekend, den 23sten November daaraanvolgende te *'s-Gravenhage* zijn uitgewisseld geworden;

Op de voordragt van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken, van den 25sten November 1875, n°. 8673;

Hebben goedgevonden en verstaan de bekendmaking der bovenstaande overeenkomst met de vertaling te bevelen door plaatsing van dit besluit in het *Staasblad.*

Onze Ministers, Hoofden der Departementen van Algemeen Bestuur, worden belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering der bepalingen, in voorschreven overeenkomst vervat.

Het Loo, den 28sten November 1875.

WILLEM.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

VAN DER DOES DE WILLEBOIS.

Uitgegeven den *vier en twintigsten* December 1875.

De Minister van Justitie,

VAN LYNDEN VAN SANDENBURG.

23 TRACTAAT tusschen Nederland en Belgie van 17 Juli 1876 tot wijziging van het gemeenschappelijk reglement voor het loodswezen op de Schelde.

(Staatsblad 1876, No. 175.)

BESLUIT van den 27sten Augustus 1876, *bepalende de plaatsing in het* Staatsblad *van de op den 17den Julij* 1876 *te* 's Gravenhage *gesloten overeenkomst tot wijziging van het gemeenschappelijk reglement voor het loodswezen op de* Schelde.

WIJ WILLEM III, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de overeenkomst tusschen *Nederland* en *Belgie* tot wijziging van het gemeenschappelijk reglement voor het loodswezen op de *Schelde*, den 17den Julij 1876 door de wederzijdsche gevolmagtigden te *'s Gravenhage* gesloten, waarvan de inhoud in de twee talen luidt als volgt:

VERTALING.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden en Zijne Majesteit de Koning der Belgen, kennis genomen hebbende van de bepalingen, den 7den April 1876 vastgesteld door de vaste Nederlandsche en Belgische commissarissen voor het gemeenschappelijk toezigt op het loodswezen op de Schelde, ten einde het bij § 1 van art. 16 van het Internationaal Reglement van 20 Mei 1843 vastgesteld stelsel van loodsseinen te wijzigen, hebben besloten die bepalingen goed te keuren en tot dat einde tot Hunne gevolmagtigden benoemd:

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden:

den heer PIETER JOSEPH AUGUST MARIE VAN DER DOES DE WILLEBOIS, kommandeur der orde van den Nederlandschen Leeuw, groot-officier der orde van de Eikenkroon van Luxemburg en van de Leopoldsorde van Belgie, enz., enz., Hoogstdeszelfs Minister van Buitenlandsche Zaken; en

den heer WILLEM FREDERIK VAN ERP TAALMAN KIP, ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw, enz., enz., Hoogstdeszelfs Minister van Marine;

en Zijne Majesteit de Koning der Belgen:

GABRIËL AUGUST graaf VAN DER STRATEN PONTHOZ, groot-officier van de Leopoldsorde, ridder-grootkruis van de orde van de Eikenkroon, van de Christusorde van Portugal, van de orde van Karel III van Spanje en van de orde van Verdienste van St. Michiel van Beijeren, enz., enz., Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmagtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden;

die, na mededeeling hunner wederzijdsche volmagten, welke in goeden en behoorlijken vorm zijn bevonden, zijn overeengekomen als volgt:

Artikel I.

De bepalingen, den 7den April 1876 te Vlissingen geteekend door de vaste Nederlandsche en Belgische commissarissen voor het gemeenschappelijk toezigt op het loods-

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi des Belges, ayant pris connaissance des dispositions formulées le 7 Avril 1876 par les commissaires permanents Néerlandais et Belges pour la surveillance commune des services de pilotage dans l'Escaut, afin de modifier le système de signaux d'appel de pilote établi par le § 1 de l'article 16 du Règlement International du 20 Mai 1843, ont résolu d'approuver ces dispositions et ont nommé à cet effet pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas:

monsieur PIERRE JOSEPH AUGUSTE MARIE VAN DER DOES DE WILLEBOIS, commandeur de l'ordre du Lion Néerlandais, grand-officier des ordres de la Couronne de Chêne de Luxembourg et de Léopold de Belgique, etc., etc., Son Ministre des Affaires Étrangères; et

monsieur GUILLAUME FRÉDÉRIC VAN ERP TAALMAN KIP, chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais, etc., etc., Son Ministre de la Marine;

et Sa Majesté le Roi des Belges:

le comte GABRIEL AUGUSTE VAN DER STRATEN PONTHOZ, grand-officier de l'ordre de Léopold, chevalier grand'croix de l'ordre de la Couronne de Chêne et des ordres du Christ de Portugal, de Charles III d'Espagne et du Mérite de St. Michel de Bavière, etc., etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas;

lesquels, après s'être communiqué leur pleins pouvoirs trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

Les dispositions, signées à Flessingue le 7 Avril 1876 par les commissaires permanents Néerlandais et Belges pour la surveillance commune des services de pilotage dans l'Escaut

wezen op de Schelde en welke hieraan zijn gehecht, worden goedgekeurd; zij zullen worden beschouwd als woordelijk in de tegenwoordige overeenkomst opgenomen en zullen begrepen zijn in de bekrachtiging dezer laatste.

Artikel II.

De tegenwoordige overeenkomst zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen worden uitgewisseld te 's Gravenhage, zoodra zulks mogelijk zal zijn.

Ter oorkonde waarvan de bovengenoemde gevolmagtigden haar hebben onderteekend en er hun zegel op hebben gesteld.

Gedaan te 's Gravenhage, in dubbel origineel, den 17den dag der maand Julij van het jaar achttien honderd zes en zeventig.

(*Get.*) VAN DER DOES DE WILLEBOIS. (*L. S.*)

(*Get.*) AUGUST graaf VAN DER STRATEN PONTHOZ. (*L. S.*)

(*Get.*) TAALMAN KIP. (*L. S.*)

De Nederlandsche en Belgische Regeringen, willende zooveel mogelijk de 1ste zinsnede van art. 16 van het Internationale Reglement van 20 Mei 1843 in overeenstemming brengen met de voorschriften van de 19de afdeeling der „Merchant Schipping Acts Amendment", voorgesteld door de Engelsche Regering, hebben daartoe benoemd:

De Nederlandsche Regering:

de heeren jonkheer H. P. DE KOCK en H. ENGELSMAN KLEYNHENS, vaste commissarissen voor het gemeenschappelijk toezigt op de scheepvaart en het loodswezen van de Schelde;

De Belgische Regering:

de heeren J. VAN HAVERBEKE en CH. DE BONINGE, vaste commissarissen voor het gemeenschappelijk toezigt op de scheepvaart en het loodswezen van de Schelde;

die, ingevolge de wederzijds aan hen verleende volmagten te Vlissingen vergaderd, omtrent de navolgende bepalingen zijn overeengekomen:

et ci-annexées, sont approuvées; elles seront considérées comme insérées mot-à-mot dans la présente convention et seront comprises dans les ratifications de cette dernière.

Article II.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à La Haye aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires susdits l'ont signée et y ont apposé leur cachet.

Fait à La Haye, en double original le dix-septième jour du moi de Juillet de l'an mil huit cent soixante seize.

(*Signé*) VAN DER DOES DE WILLEBOIS (*L. S.*)

(*Signé*) AUGUSTE comte VAN DER STRATEN PONTHOZ. (*L. S.*)

(*Signé*) TAALMAN KIP. (*L. S.*)

Le Gouvernement Belge et le Gouvernement Néerlandais, désirant mettre dans une certaine mesure le 1er § de l'article 16 du Règlement International du 20 Mei 1843 en harmonie avec les prescriptions de la section 19 du „Merchant Shipping Acts Amendment", proposées par le Gouvernement Britannique, ont désigné à cette fin:

le Gouvernement Belge:

messieurs J. VAN HAVERBEKE et CH. DE BONINGE, commissaires parmanents pour la surveillance commune de la navigation et der services de pilotage, etc., dans l'Escaut;

le Gouvernement Néerlandais:

messieurs jonkheer H. P. DE KOCK et H. ENGELSMAN KLEIJNHENS, commissaires permanents pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage, etc., dans l'Escaut;

lesquels, s'étant réunis à Flessingue en vertu des pouvoirs respectifs qui leur ont été conférés, sont convenus des dispositions suivantes:

Artikel I.

Van af 1 October 1876 zal de 1ste zinsnede des artikels 16 van het Internationale Reglement van 20 Mei 1843 luiden als volgt:

Artikel 16. Het sein voor een loods zal zijn:

a. bij dag:

1°. de nationale vlag of die vlag, omgeven door een witten rand, geheschen aan den voortop, als het schip meer dan een mast heeft, en aan den grooten top op één mastschepen;

2°. het sein P.T. van het Algemeen Seinboek;

b. bij nacht:

1°. blikvuren, die met tusschenpozingen van 15 minuten ontstoken worden;

2°. een wit licht, dat met geregelde tusschenpozingen boven de verschansing wordt vertoond en telkens gedurende eene minuut zigtbaar is.

Deze seinen kunnen hetzij afzonderlijk of gezamenlijk gedaan worden.

Artikel II.

De tegenwoordige overeenkomst treedt niet in werking dan nadat zij door de wederzijdsche Regeringen is goedgekeurd.

Gedaan in dubbel te Vlissingen den 7den April 1876, waarvan één in de Nederlandsche en één in de Fransche taal.

De Nederlandsche vaste Commissarissen,

(*Get.*) H. DE KOCK.

„ KLEYNHENS.

De Belgische vaste Commissarissen,

(*Get.*) J. VAN HAVERBEKE.

„ CH. DE BONINGE.

Article I.

A partir du 1er Octobre 1876 le 1er § de l'article 16 du Règlement International du 20 Mai 1843 sera conçu de la manière suivante:

Article 16. Le signal d'appel d'un pilote sera:

a. de jour:

1°. le pavillon national ou ce pavillon encadré d'une bande blanche, hissé en tête du mât de misaine, si le bâtiment a plus d'un mât, et en tête du grand mât, s'il n'a qu'un mât;

2°. le signal P.T. du code général des signaux;

b. de nuit:

1°. un feu de bengale bleu qui sera brulé de quinze en quinze minutes;

2°. un feu blanc, placé à intervalles réguliers au dessus du bastinguage, de manière à le rendre à chaque exhibition visible pendant une minute.

Ces signaux pourront se faire soit séparément, soit conjointement.

Article II.

La présente convention ne sera mise à exécution qu'après l'approbation des Gouvernements respectifs.

Fait en double expédition à Flessingue le 7 Avril 1876, dont une en français et une autre en néerlandais.

Les Commissaires permanents Belges,

(*Signé*) J. VAN HAVERBEKE.

„ CH. DE BONINGE.

Les Commissaires parmanents Néerlandais,

(*Signé*) H. DE KOCK.

„ KLEYNHENS.

Gelet dat de akten van bekrachtiging der genoemde overeenkomst, door Ons den 28sten Julij 1876 en door Zijne Majesteit den Koning der Belgen den 16den Augustus 1876 onderteekend, den 22sten Augustus daaraanvolgende te *'s Gravenhage* zijn uitgewisseld geworden;

Op de voordragt van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken, van den 24sten Augustus 1876, n°. 6225 A. S.;

Hebben goedgevonden en verstaan de bekendmaking der bovenstaande overeenkomst te bevelen door plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad.*

Onze Ministers, Hoofden der Departementen van Algemeen Bestuur, worden belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering der bepalingen in voorschreven overeenkomst vervat.

's Gravenhage, den 27sten Augustus 1876.

WILLEM.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
VAN DER DOES DE WILLEBOIS.

Uitgegeven den *vijftienden* September 1876.

De Minister van Justitie,
VAN LYNDEN VAN SANDENBURG.

24 TRACTAAT tusschen Nederland en Belgie van 9 Februari 1881 tot verbetering van de betonning en bebakening der Schelde.

(Staatsblad 1881, No. 45).

BESLUIT van den 4den *April* 1881, *bepalende de plaatsing in het* Staatsblad *van de tusschen* Nederland *en* Belgie *op* 9 *Februarij* 1881 *te* 's Gravenhage *gesloten overeenkomst tot verbetering van de betonning en bebakening der* Schelde.

WIJ WILLEM III, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de overeenkomst tusschen *Nederland* en *Belgie* tot verbetering van de betonning en bebakening der *Schelde*, den 9den Februarij 1881 door de wederzijdsche gevolmagtigden te *'s Gravenhage* gesloten, waarvan de inhoud en de vertaling luiden als volgt:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi des Belges, ayant pris connaissance des dispositions formulées par les commissaires Néerlandais et Belges, à Bruxelles le 11 Juin 1880, pour l'établissement d'une série de balises dans l'Escaut, ont résolu d'approuver ces dispositions et ont nommé à cet effet pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas:

le baron CONSTANT THÉODORE DE LYNDEN DE SANDENBURG, grand' croix des ordres du Lion Néerlandais et de la Couronne de Chêne de Luxembourg, chevalier de première classe de l'ordre du Lion d'Or de la Maison de Nassau, grand' croix de l'ordre de Léopold de Belgique, etc., etc., Son chambellan et Ministre des Affaires Étrangères; et

monsieur GUILLAUME FRÉDÉRIC VAN ERP TAALMAN KIP, chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais, etc., etc., Son Ministre de la Marine; et

Sa Majesté le Roi des Belges:

le comte GABRIEL AUGUSTE VAN DER STRATEN-PONTHOZ, grand-officier de l'ordre de Léopold de Belgique, grand' croix des ordres du Lion Néerlandais, de la Couronne de Chêne de Luxembourg, du Christ de Portugal, de Charles III d'Espagne et du Mérite de Saint Michel de Bavière etc., etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

La convention ci-annexée, signée à Bruxelles le 11 Juin 1880 par les commissaires permanents Néerlandais et Belges pour la surveillance commune de la navigation et des ser-

VERTALING.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden en Zijne Majesteit de Koning der Belgen, kennis genomen hebbende van de bepalingen, betreffende de plaatsing van eene reeks bakens in de Schelde, welke den 11den Junij 1880 door de Nederlandsche en Belgische commissarissen te Brussel zijn vastgesteld, hebben besloten die bepalingen goed te keuren en hebben daartoe tot Hoogstderzelver gemagtigden benoemd, te weten:

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden:

den heer CONSTANT THÉODORE baron VAN LYNDEN VAN SANDENBURG, grootkruis der orden van den Nederlandschen Leeuw en van de Eikenkroon van Luxemburg, ridder 1ste klasse der orde van den Gouden Leeuw van het Huis van Nassau, grootkruis der orde van Léopold van Belgie, enz., enz., Hoogstdeszelfs kamerheer en Minister van Buitenlandsche Zaken; en

den heer WILLEM FREDERIK VAN ERP TAALMAN KIP, ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw, enz., enz., Hoogstdeszelfs Minister van Marine; en

Zijne Majesteit de Koning der Belgen:

den heer GABRIEL AUGUSTE graaf VAN DER STRATEN-PONTHOZ, groot-officier der orde van Léopold van Belgie, grootkruis der orde van den Nederlandschen Leeuw, van de Eikenkroon van Luxemburg, van Christus van Portugal. van Karel III van Spanje en van verdiensten van den heiligen Michael van Beijeren, enz., enz., Hoogstdeszelfs buitengewonen gezant en gevolmagtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden;

die, na elkander hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmagten te hebben medegedeeld, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

De hiernevens gevoegde overeenkomst, welke den 11den Junij 1880 te Brussel door de Nederlandsche en Belgische permanente commissarissen voor het gemeenschappelijk toe-

vices de pilotage, etc., dans l'Escaut, est approuvée. Elle sera considérée comme insérée mot-à-mot dans la présente convention, et sera comprise dans la ratification de cette dernière.

Toutefois il est bien entendu que le délai fixé par l'article 8 de l'acte en question est prorogé pour la période d'un an.

Article 2.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à la Haye, dans un délai de trois mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires susdits l'ont signée et y ont apposé leur cachet.

Fait à la Haye, le 9 Février 1881.

(*L. S.*) (*get.*) DE LYNDEN DE SANDENBURG.

(*L. S.*) (*get.*) TAALMAN KIP.

(*L. S.*) (*get.*) Cte. AUGte. VAN DER STRATEN-PONTHOZ.

CONVENTION.

Le Gouvernement Néerlandais et le Gouvernement Belge voulant par une série d'établissements dans l'Escaut permettre aux navires de naviguer sur le fleuve en temps de brume et par charriage de glaces aussi longtemps que la brume ou les glaçons ne constituent pas par eux-mêmes un danger insurmontable, ont désigné pour régler les conditions de ces installations:

Le Gouvernement Néerlandais:

messieurs jonkheer H. P. DE KOCK et H. ENGELSMAN KLEYNHENS;

Le Gouvernement Belge:

messieurs J. A. MICHEL et CH. DE BONINGE,

commissaires permanents des deux pays pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage, etc., dans l'Escaut et à ses embouchures;

zigt op de scheepvaart en het loodswezen, enz., op de Schelde is onderteekend, wordt goedgekeurd. Zij zal beschouwd worden als woordelijk in deze overeenkomst opgenomen en zal in de bekrachtiging dier overeenkomst begrepen worden, met dien verstande evenwel dat de termijn in artikel 8 van bedoelde akte bepaald met een jaar wordt verlengd.

Artikel 2.

De tegenwoordige overeenkomst zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen uitgewisseld worden te 's Gravenhage binnen den tijd van drie maanden of, zoo mogelijk vroeger.

Ten blijke waarvan de voornoemde gevolmagtigden haar onderteekend en daarop hun zegel gesteld hebben.

Gedaan te 's Gravenhage, den 9den Februari 1881.

(*L. S.*) (*get.*) VAN LYNDEN VAN SANDENBURG.

(*L. S.*) (*get.*) TAALMAN KIP.

(*L. S.*) (*get.*) graaf AUGte. VAN DER STRATEN-PONTHOZ.

OVEREENKOMST.

De Nederlandsche Regering en de Belgische Regering, verlangende door eene reeks merken in de Schelde aan de schepen mogelijk te maken die rivier bij mist en bij het kruijen van het ijs zoolang te bevaren als de mist of het ijs niet op zichzelf een onoverkomelijk gevaar doen ontstaan, hebben aangewezen om de voorwaarden van die werken te regelen:

De Nederlandsche Regering:

de heeren jonkheer H. P. DE KOCK en H. ENGELSMAN KLEYNHENS;

De Belgische Regering:

de heeren J. A. MICHEL en CH. DE BONINGE,

permanente commissarissen der beide landen voor het gemeenschappelijk toezigt op de scheepvaart en het loodswezen, enz., op de Schelde en in hare mondingen;

lesquels, s'étant réunis à Bruxelles, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés, sont convenus des dispositions suivants:

Article 1. Les balises décrites ci-après seront établies:

a. Une balise en bois de grande dimension avec écran sur la jetée Sud du Kruisschans près du Meestoof.

b. Deux balises en bois de grande dimension avec écran à laisse de basse mer sur le Ballastplaat, situé en aval du fort Frederik.

c. Deux balises en bois de grande dimension avec écran à la laisse de basse mer sur le plateau de Saaftingen.

d. Trois balises en bois de grande dimension avec écran à la laisse de basse mer dans la passe dite Naauwte van Bath. La première de ces balises à établir un peu en aval de l'alignement des feux de Rilland, et les deux autres, de distance en distance, en aval de la première.

e. Trois balises en bois de grande dimension avec écran à la laisse de basse mer, dont une dans le polder de Amer, une au Konijnenschor et la troisième à la hauteur de Baelhoek.

Article 2. Les bouées suivantes seront remplacées par des bouées de grandes dimensions:

a. La bouée blanche n°. 30, dans la passe de Santvliet.

b. La bouée blanche n°. 26, dite hoekboei de Bath.

c. La bouée noire n°. 26, de la pointe de Valkenisse.

d. La bouée blanche n°. 14, de Zuidergat.

e. La bouée noire n°. 12, du Nieuwe vaarwater.

f. La bouée blanche n°. 5, de Borselen.

Article. 3. Des échelles de marées seront placées aux endroits suivants:

a. une sur l'épi de Walsoorden;

b. une près de Hoedekenskerke.

die, na zich te Brussel vereenigd te hebben, krachtens hun verleende magtiging, omtrent de volgende bepalingen zijn overeengekomen:

Artikel 1. De hierna gemelde bakens zullen geplaatst worden:

a. Een baken in hout van groote afmeting met scherm, op het Zuiderhoofd van den Kruisschans bij den Meestoof.

b. Twee bakens in hout van groote afmeting met scherm, aan den laagwaterkant op den ballastplaat, gelegen beneden het fort Frederik.

c. Twee bakens in hout van groote afmeting met scherm, aan den laagwaterkant op de bank van Saaftingen.

d. Drie bakens in hout van groote afmeting met scherm, aan den laagwaterkant in het vaarwater genaamd Naauwte van Bath.
Te plaatsen: de eerste een weinig beneden de lijn der lichten van Rilland, en de twee andere op zekeren afstand van elkander, beneden de eerste.

e. Drie bakens in hout van groote afmeting met scherm, aan den laagwaterkant, waarvan een in den polder de Amer, een op het Konijnenschor en de derde op de hoogte van Baelhoek.

Artikel 2. De navolgende boeijen zullen vervangen worden door boeijen van groote afmeting:

a. De witte boei n°. 30, in het vaarwater van Santvliet.

b. De witte boei n°. 26, genaamd hoekboei van Bath.

c. De zwarte boei n°. 26, van de punt van Valkenisse.

d. De witte boei n°. 14, van het Zuidergat.

e. De zwarte boei n°. 12, van het Nieuwe vaarwater.

f. De witte boei n°. 5, van Borselen.

Artikel 3. Op de navolgende plaatsen zullen peilschalen aangebracht worden;

a. eene op den berm van Walsoorden;

b. eene bij Hoedekenskerke.

Article 4. Chacun des deux pays fera construire et placer les balises et les indicateurs de marées destinés à son territoire.

Les bouées seront construites par le Gouvernement Belge qui les remettra au Gouvernement Néerlandais pour être placées pendant l'hiver.

Article 5. Les plans et les devis estimatifs de tous les travaux à exécuter pour la construction des balises, des bouées et des échelles de marées seront soumis à l'approbation des commissaires permanents et arrêtés de commun accord.

Article 6. Tous les travaux se rapportant aux installations sur le territoire Néerlandais feront, autant que possible, l'objet d'une adjudication publique et les soumissions ne seront admises qu'après qu'elles auront été approuvées par les deux Gouvernements.

Article 7. Les commissaires Belges auront le droit d'inspecter et de surveiller les travaux à exécuter sur le territoire Néerlandais et l'entretien des installations.

Article 8. Les deux Gouvernements s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour activer les travaux, afin que les balises, les bouées et les échelles de marées soient, autant que faire se pourra, mises en place avant l'hiver.

Article 9. Tous les frais à faire par le Gouvernement des Pays-Bas pour les diverses constructions et pour leur entretien sur la section Néerlandaise du fleuve seront payés par le Gouvernement Belge à des époques à fixer par les conditions d'entreprise.

Ces payements auront lieu un mois après la remise par le Gouvernement Néerlandais au Gouvernement Belge de déclarations accompagnées des comptes justificatifs.

Article 10. Le Gouvernement Néerlandais veillera à ce que les balises, les échelles de marées et les bouées soient conservées en bon état de service.

Il ne pourra ni les enlever, ni les détourner de leur destination, sans le consentement de la Belgique.

Les balises, les échelles de marées et les bouées à placer

Artikel 4. Elk der beide landen zal de bakens en de peilschalen, bestemd voor zijn grondgebied, doen maken en plaatsen.

De boeijen zullen gemaakt worden door de Belgische Regering, die ze aan de Nederlandsche Regering zal overgeven om ze gedurende den winter te plaatsen.

Artikel 5. De plannen en de begrootingen van alle uit te voeren werken voor den aanmaak der bakens, der boeijen en der peilschalen zullen aan de goedkeuring der permanente commissarissen onderworpen en in gemeen overleg vastgesteld worden.

Artikel 6. Alle werken betreffende de plaatsingen op Nederlandsch grondgebied zullen, zooveel mogelijk, in het openbaar aanbesteed worden en de inschrijvingen zullen niet worden toegewezen, dan nadat zij door de beide Regeringen zullen zijn goedgekeurd.

Artikel 7. De Belgische commissarissen zullen het regt hebben, de op Nederlandsch grondgebied uit te voeren werken en het onderhoud der merken te onderzoeken en daarop toe te zien.

Artikel 8. De beide Regeringen verbinden zich al de vereischte maatregelen te nemen om de werken te bespoedigen, opdat de bakens, boeijen en peilschalen, zooveel mogelijk, vóór den winter geplaatst worden.

Artikel 9. Alle onkosten, welke door de Nederlandsche Regering voor de verschillende plaatsingen en voor het onderhoud daarvan op het Nederlandsch gedeelte der rivier gemaakt zullen worden, zullen door de Belgische Regering op de in de voorwaarden der aanneming te bepalen tijdstippen betaald worden.

Die betalingen zullen plaats hebben eene maand nadat de Nederlandsche Regering aan de Belgische declaratien, vergezeld van de bescheiden tot staving, zal hebben doen toekomen.

Artikel 10. De Nederlandsche Regering zal zorgen dat de bakens, peilschalen en boeijen in goeden staat worden onderhouden.

Zij zal die zonder toestemming van Belgie niet kunnen wegnemen noch aan hunne bestemming onttrekken.

De op Nederlandsch grondgebied te plaatsen bakens,

sur le territoire Néerlandais, resteront la propriété du Gouvernement des Pays-Bas aussi longtemps qu'elles seront employées à leur destination, mais en cas de modifications au balisage, qui amèneront la suppression ou la mise hors d'usage de l'un ou de l'autre de ces objets, ces derniers seront restitués à la Belgique.

Article 11. Toutes les dépenses à faire sur le territoire Néerlandais pour l'entretien des balises et des échelles de marées seront réglées de commun accord par les commissaires permanents des deux pays.

Article 12. Les commissaires des deux pays auront la faculté d'apporter, de commun accord, au balisage les modifications qui deviendraient nécessaires par suite de changement dans la direction des passes.

Article 13. La présente convention ne deviendra exécutoire qu'après avoir été approuvée par les Gouvernements respectifs.

Ainsi fait en double à Bruxelles, le 11 Juin 1880.

Les commissaires permanents Néerlandais,	Les commissaires permanents Belges,
(*get.*) H. DE KOCK.	(*get.*) A. MICHEL.
(*get.*) KLEYNHENS.	(*get.*) CH. DE BONINGE.

peilschalen en boeijen zullen het eigendom van de Regering der Nederlanden blijven, zoolang zij gebruikt worden voor het doel, waarvoor zij bestemd zijn, maar mogt de bebakening wijzigingen ondergaan, die tot de opheffing of buiten gebruikstelling van een of ander dier voorwerpen leiden, dan zullen deze aan België worden teruggegeven.

Artikel 11. Alle op Nederlandsch grondgebied voor het onderhoud der bakens en peilschalen te maken onkosten zullen in gemeen overleg door de permanente commissarissen der beide landen geregeld worden.

Artikel 12. De commissarissen der beide landen zullen de bevoegdheid hebben om, in gemeen overleg, aan de bebakening de wijzigingen aan te brengen, die ten gevolge van verandering in de rigting der vaarwaters noodzakelijk mogten worden.

Artikel 13. Deze overeenkomst zal niet verbindend zijn dan nadat zij door de wederzijdsche Regeringen zal zijn goedgekeurd.

Aldus in dubbel opgemaakt te Brussel, den 11den Junij 1880.

De permanente Nederlandsche commissarissen,

(*get.*) H. DE KOCK.

(*get.*) KLEYNHENS.

De permanente Belgische commissarissen,

(*get.*) A. MICHEL.

(*get.*) CH. DE BONINGE.

Gelet

Gelet dat de acten van bekrachtiging van genoemde overeenkomst, door Ons den 18den Februarij 1881 en door Zijne Majesteit den Koning der *Belgen* den 12den Maart 1881 onderteekend, den 22sten Maart daaraanvolgende te *'s Gravenhage* zijn uitgewisseld geworden;

Op de voordragt van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken, van den 1sten April 1881, Algemeen Secretariaat, n°. 2667;

Hebben goedgevonden en verstaan de bekendmaking der bovenstaande overeenkomst met de vertaling te bevelen door plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad.*

Onze Ministers, Hoofden der Departementen van Algemeen Bestuur, worden belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering der bepalingen in voorschreven overeenkomst vervat.

's Gravenhage, den 4den April 1881.

WILLEM.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

VAN LYNDEN VAN SANDENBURG.

Uitgegeven den *achttienden* Mei 1881.

De Minister van Justitie,

A. E. J. MODDERMAN.

25 TRACTAAT tusschen Nederland en Belgie van 9 Februari 1881 tot verbetering van de verlichting der Schelde.

(*Staatsblad 1881, No. 46*).

BESLUIT van den 4den *April* 1881, *bepalende de plaatsing in het* Staatsblad *van de tusschen* Nederland *en* Belgie *op* 9 *Februarij* 1881 *te* 's Gravenhage *gesloten overeenkomst tot verbetering van de verlichting der* Schelde.

WIJ WILLEM III, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de overeenkomst tusschen *Nederland* en *Belgie* tot verbetering van de verlichting der *Schelde*, den 9den Februarij 1881 door de wederzijdsche gevolmagtigden te *'s Gravenhage*, waarvan de inhoud en de vertaling luiden als volgt:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi des Belges ayant pris connaissance des dispositions formulées par les commissaires Néerlandais et Belges, à Bruxelles le 11 Juin 1880, pour l'établissement de nouveaux feux dans l'Escaut et à ses embouchures, ont résolu d'approuver ces dispositions et ont nommé à cet effet pour Leurs plénipotentaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas:

le baron CONSTANT THÉODORE DE LYNDEN DE SANDENBURG, grand' croix des ordres du Lion Néerlandais et de la Couronne de Chêne de Luxembourg, chevalier de première classe de l'ordre du Lion d'Or de la maison de Nassau, grand' croix de l'ordre de Léopold de Belgique, etc., etc., Son chambellan et Ministre des Affaires Etrangères; et

monsieur GUILLAUME FRÉDERIC VAN ERP TAALMAN KIP, chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais, etc., etc., Son Ministre de la Marine; et

Sa Majesté le Roi des Belges:

le comte GABRIEL AUGUSTE VAN DER STRATEN-PONTHOZ, grand-officier de l'ordre de Léopold de Belgique, grand' croix des ordres du Lion Néerlandais, de la Couronne de Chêne de Luxembourg, du Christ de Portugal, de Charles III d'Espagne et du Mérite de Saint Michel de Bavière, etc., etc., Son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas;.

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants:

VERTALING.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden en Zijne Majesteit de Koning der Belgen, kennis genomen hebbende van de bepalingen betreffende de plaatsing van nieuwe lichten op de Schelde en in hare mondingen, welke den 11den Junij 1880 door de Nederlandsche en Belgische commissarissen te Brussel zijn vastgesteld, hebben besloten die bepalingen goed te keuren, en hebben daartoe tot Hoogstderzelver gevolmagtigden benoemd, te weten:

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden:

den heer CONSTANT THÉODORE baron VAN LYNDEN VAN SANDENBURG, grootkruis der orden van den Nederlandschen Leeuw en van de Eikenkroon van Luxemburg, ridder 1ste klasse der orde van den Gouden Leeuw van het huis van Nassau, grootkruis der orde van Leopold van Belgie, enz., enz., Hoogstdeszelfs kamerheer en Minister van Buitenlandsche Zaken; en

den heer WILLEM FREDERIK VAN ERP TAALMAN KIP, ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw, enz., enz., Hoogstdeszelfs Minister van Marine; en

Zijne Majesteit de Koning der Belgen:

den heer GABRIEL AUGUSTE graaf VAN DER STRATEN-PONTHOZ, grootofficier der orde van Leopold van Belgie, grootkruis der orden van den Nederlandschen Leeuw, van de Eikenkroon van Luxemburg, van Christus van Portugal, van Karel III van Spanje en van verdiensten van den heiligen Michael van Beijeren, enz., enz., Hoogstdeszelfs buitengewonen gezant en gevolmagtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden;

die, na elkander hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmagten te hebben medegedeeld, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen:

Article I.

La seconde clause additionnelle à la convention du 31 Mars 1866, relative à l'éclairage de l'Escaut, signée à Bruxelles le 11 Juin 1880 par les commissaires permanents Néerlandais et Belges pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage, etc., dans l'Escaut, et ci-annexée, est approuvée.

Les dispositions y contenues seront considérées comme insérées mot-à-mot dans la présente convention et seront comprises dans les ratifications de cette dernière.

Article II.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à La Haye, dans un délai de trois mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires susdits l'ont signée et y ont apposé leur cachet.

Fait à La Haye, le 9 Février 1881.

(*L. S.*) (*get.*) DE LYNDEN DE SANDENBURG.
(*L. S.*) (*get.*) TAALMAN KIP.
(*L. S.*) (*get.*) Cte. AUGte. VAN DER STRATEN-PONTHOZ.

SECONDE CLAUSE ADDITIONNELLE à la convention du 31 Mars 1866.

Le Gouvernement Néerlandais et le Gouvernement Belge voulant compléter par de nouveaux feux l'éclairage de l'Escaut et de ses embouchures, pour permettre aux bâtiments d'y naviguer avec plus de sécurité, ont désigné pour régler les conditions de ce complément d'éclairage:

Le Gouvernement Néerlandais:

messieurs jonkheer H. P. DE KOCK en H. ENGELSMAN KLEYNHENS, commissaires permanents de la navigation de l'Escaut, etc.

Artikel I.

De tweede additionele bepaling tot de overeenkomst van 31 Maart 1866, betreffende de verlichting op de Schelde, welke den 11den Junij 1880 te Brussel door de Nederlandsche en Belgische permanente commissarissen voor het gemeenschappelijk toezigt op de scheepvaart en het loodswezen, enz., op de Schelde is onderteekend en hiernevens is gevoegd, wordt goedgekeurd.

De daarin vervatte bepalingen zullen beschouwd worden als woordelijk in deze overeenkomst opgenomen en zullen in de akten van bekrachtiging dier overeenkomst begrepen worden.

Artikel II.

De tegenwoordige overeenkomst zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen uitgewisseld worden te 's Gravenhage binnen den tijd van drie maanden, of, zoo mogelijk, vroeger.

Ten blijke waarvan de voornoemde gevolmagtigden haar onderteekend en daarop hun zegel gesteld hebben.

Gedaan te 's Gravenhage, den 9den Februarij 1881.

(*L.S.*) (*get.*) VAN LYNDEN VAN SANDENBURG.
(*L.S.*) (*get.*) TAALMAN KIP.
(*L.S.*) (*get.*) graaf AUGte. VAN DER STRATEN-PONTHOZ.

TWEEDE ADDITIONELE BEPALING tot de overeenkomst van den 31sten Maart 1866.

De Nederlandsche en Belgische Regering, wenschende de verlichting der Schelde en hare mondingen door nieuwe lichten aan te vullen, ten einde de schepen in staat te stellen er met meer gerustheid te varen, hebben tot regeling van de voorwaarden dier aanvulling van de verlichting aangewezen:

De Nederlandsche Regering:

de heeren jonkheer H. P. DE KOCK en H ENGELSMAN KLEYNHENS, permanente commissarissen der scheepvaart op de Schelde, enz.;

Le Gouvernement Belge:

messieurs A. MICHEL et CH. DE BONINGE, commissaires permanents de la navigation de l'Escaut, etc.;

lesquels, s'étant réunis à Bruxelles, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés, sont convenus des dispositions suivantes:

Article I.

Embouchures de l'Escaut.

A. Un bateau-phare sera mouillé à 1/4 de mille anglais dans l'Ouest de la partie S. O. du banc dit „Wandelaar". Le feu sera tournant et à éclats blancs.

B. Dès que le bateau-phare ci-dessus mentionné sera établi, le feu-flottant dit „Wielingen" sera déplacé et mouillé dans le relèvement croisé fourni par l'alignement des feux du Nieuwe sluis et l'alignement de Bruges dans Heyst.

Ce bâtiment continuera de montrer un feu tournant à éclats rouges.

Escaut-Occidental.

C. Un feu blanc fixe sera installé sur la pointe du „Draaijende sluis" (Pipe de tabac).

D, Un feu blanc de même nature sera érigé sur la digue du fort de la Perle, près de l'ambarcadère.

Article II.

Il est entendu quant au placement du bateau feu près du Wandelaar et au déplacement de celui des Wielingen que toute question de souveraineté est reservé de part et d'autre.

Article III.

Le Gouvernement Belge fera construire et entretiendra à

De Belgische Regering:

de heeren A. MICHEL en CH. DE BONINGE, permanente commissarissen der scheepvaart op de Schelde, enz.;

die, na zich te Brussel vereenigd te hebben, krachtens hun verleende magtiging, omtrent de volgende bepalingen zijn overeengekomen:

Artikel I.

Monding der Schelde.

A. Er zal een lichtschip geplaatst worden op één kwart Engelsche mijl in het westen van het Z. W. gedeelte der bank genaamd „Wandelaar". Het licht zal zijn een draailicht met witte schitteringen.

B. Zoodra bovengemeld lichtschip geplaatst zal zijn, zal het lichtschip genaamd „Wielingen" verplaatst en gelegd worden in de kruispeiling, welke verkregen wordt door de lijn der geleidelichten van de Nieuwe sluis en de lijn van Brugge in Heyst.
Dat vaartuig zal bij voortduring een draailicht met roode schitteringen vertoonen.

Wester-Schelde.

C. Er zal een stilstaand wit licht geplaatst worden op de punt der Draaijende sluis (Pipe de tabac).

D. Er zal een wit licht van dezelfde soort opgerigt worden op den dijk van het fort de la Perle bij de aanlegplaats.

Artikel II.

Wat betreft de plaatsing van het lichtschip bij den Wandelaar en de verplaatsing van dat bij de Wielingen is overeengekomen, dat elke quaestie van Souvereiniteit van weêrszijden wordt voorbehouden.

Artikel III.

De Belgische Regeering zal het bij de bank Wandelaar

ses frais le bateau-phare à placer près du banc Wandelaar; il procèdera à son mouillage et se chargera également de déplacer celui des Wielingen.

Il supportera la dépense à résulter des feux projetés au Draaijende sluis et au fort de la Perle.

Article IV.

Il est entendu que le présent arrangement formera une seconde clause additionnelle à la convention du 31 Mars 1866.

Article V.

La présente clause additionnelle ne deviendra exécutoire qu'après avoir été approuvée par les Gouvernements respectifs.

Ainsi fait en double à Bruxelles, le 11 Juin 1880.

Les commissaires permanents Néerlandais,

(*get.*) H. DE KOCK.

(*get.*) KLEYNHENS.

Les commissaires permanents Belges,

(*get.*) A. MICHEL.

(*get.*) CH. DE BONINGE.

te plaatsen lichtschip op hare kosten doen bouwen en onderhouden; zij zal tot het plaatsen daarvan overgaan en zich eveneens belasten met de verplaatsing van dat der Wielingen.

Zij zal de kosten dragen der ontworpen lichten op de Draaijende sluis en bij het fort de la Perle.

Artikel IV.

Er is overeengekomen, dat deze schikking een tweede additionele bepaling tot de overeenkomst van 31 Maart 1866 zal uitmaken.

Artikel V.

Deze additionele bepaling zal niet verbindend zijn, dan nadat zij door de wederzijdsche Regeringen zal zijn goedgekeurd.

Aldus in dubbel opgemaakt te Brussel, den 11den Junij 1880.

De permanente Nederlandsche commissarissen,

(*get.*) H. DE KOCK.

(*get.*) KLEYNHENS.

De permanente Belgische commissarissen,

(*get.*) A. MICHEL.

(*get.*) CH. DE BONINGE.

Gelet

Gelet dat de acten van bekrachtiging van genoemde overeenkomst, door Ons den 18den Februarij 1881 en door Zijne Majesteit den Koning der *Belgen* den 12den Maart 1881 onderteekend, den 22sten Maart daaraanvolgende te *'s Gravenhage* zijn uitgewisseld geworden;

Op de voordragt van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken, van den 1sten April 1881, Algemeen Secretariaat, n°. 2667;

Hebben goedgevonden en verstaan de bekendmaking der bovenstaande overeenkomst met de vertaling te bevelen door plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad.*

Onze Ministers, Hoofden der Departementen van Algemeen Bestuur, worden belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering der bepalingen in voorschreven overeenkomst vervat.

's Gravenhage, den 4den April 1881.

WILLEM.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
VAN LIJNDEN VAN SANDENBURG.

Uitgegeven den *achttienden* Mei 1881

De Minister van Justitie,
A. E. J. MODDERMAN.

26 TRACTAAT tusschen Nederland en België van 25 Maart 1891 met additioneel artikel nopens wijziging en verbetering van de verlichting en betonning der Wester-Schelde.

(*Staatsblad 1892, No. 170*).

BESLUIT van den 28*sten Juni* 1892, *bepalende de plaatsing in het* Staatsblad *van de op den* 25*sten Maart* 1891 *te* 's Gravenhage *gesloten overeenkomst met het den* 30*sten November daaraanvolgende geteekend additioneel artikel, betreffende wijziging en verbetering van de verlichting en betonning der* Wester-Schelde.

IN NAAM VAN HARE MAJESTEIT WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ.. ENZ., ENZ.

WIJ EMMA, KONINGIN-WEDUWE, REGENTES VAN HET KONINKRIJK,

Gezien de op 25 Maart 1891 te *'s Gravenhage* tusschen *Nederland* en *België* gesloten overeenkomst, strekkende tot verbetering van de verlichting en betonning der *Wester-Schelde* en het den 30 November daaraanvolgende eveneens te *'s Gravenhage* geteekend additionneel artikel, waarvan een gewaarmerkte afdruk met geschreven vertaling aan dit besluit gehecht is en daarvan een onafscheidelijk deel uitmaakt;

Gezien de wet van 4 April 1892 (*Staatsblad* n°. 54), houdende goedkeuring van voornoemde overeenkomst met additionneel artikel;

Gelet dat meergenoemde overeenkomst met additionneel artikel door Ons namens de Koningin den 14den April 1892 is bekrachtigd, alsmede dat de akte houdende die bekrachtiging den 15den Juni daaraanvolgende te *'s Gravenhage* is uitgewisseld tegen de Belgische akten van bekrachtiging, gedagteekend van 22 Augustus 1891 en 31 Mei 1892;

Op de voordracht van den Minister van Buitenlandsche Zaken van 24 Juni 1892, n°. 6989, Algemeen Secretariaat;

Hebben goedgevonden en verstaan de bekendmaking van bedoelde overeenkomst en additionneel artikel met de vertaling dier stukken te bevelen door plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad.*

De Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, worden belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering der bepalingen in voornoemde overeenkomst en additionneel artikel vervat.

Soestdijk, den 28sten Juni 1892.

EMMA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

VAN TIENHOVEN.

Uitgegeven den *veertienden* Juli 1892.

De Minister van Justitie,

SMIDT.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et en Son nom Sa Majesté la Reine Régente du Royaume, et

Sa Majesté le Roi des Belges,

ayant pris connaissance de la convention tendant à améliorer l'éclairage et le balisage de l'Escaut, conclue à Flessingue le 30 octobre 1890 par les délégués Néerlandais et Belges, ont résolu de consacrer cet acte par une convention diplomatique et ont nommé à cet effet pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine Régente du Royaume des Pays-Bas:

le Jonkheer CORNELIS HARTSEN, Commandeur de l'ordre du Lion Néerlandais, Chevalier de deuxième classe de l'ordre du Lion d'Or de la Maison de Nassau, etc., etc., Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

le Sieur HENRI DYSERINCK, Chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais etc., Contre-amiral, Ministre de la Marine de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et

Sa Majesté le Roi des Belges:

le Baron D'ANETHAN, Grand-Officier de Son ordre de Léopold, Chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais, Grand-Croix de l'ordre de la Couronne de Chêne etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Cour Royale des Pays-Bas;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

VERTALING.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en in Hoogstderzelver naam Hare Majesteit de Koningin-Regentes van het Koninkrijk, en

Zijne Majesteit de Koning der Belgen,

kennis genomen hebbende van de op den 30sten October 1890 door de Nederlandsche en Belgische gedelegeerden te *Vlissingen* gesloten overeenkomst, welke ten doel heeft de verbetering van de verlichting en de betonning der Schelde, hebben besloten dat stuk te bekrachtigen bij eene diplomatieke overeenkomst en te dien einde tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten:

Hare Majesteit de Koningin-Regentes van het Koninkrijk der Nederlanden:

Jonkheer CORNELIS HARTSEN, commandeur der orde van den Nederlandschen Leeuw, ridder 2de klasse der orde van den Gouden Leeuw van Nassau, enz., enz., Minister van Buitenlandsche Zaken van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden;

den heer HENDRIK DYSERINCK, ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw, Schout bij Nacht, Minister van Marine van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, en

Zijne Majesteit de Koning der Belgen:

Baron D'ANETHAN, groot-officier van Hoogstdeszelfs orde van Leopold, ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw, grootkruis der orde van de Eikenkroon, enz., Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij het Koninklijk Hof der Nederlanden;

welke, na elkander onderling hunne volmachten te hebben medegedeeld en deze in goeden en behoorlijken vorm te hebben bevonden, zijn overeengekomen omtrent de navolgende artikelen.

Article 1.

Est approuvée la convention ci-annexée en copie, conclue, en textes Néerlandais et Français à Flessingue le 30 octobre 1890 par les Commissaires Permanents des deux pays pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage etc. dans l'Escaut et à ses embouchures.

Elle sera considérée comme insérée mot à mot dans la présente convention et comme faisant partie intégrante de cette convention.

Article 2.

La présente convention, dressée en deux exemplaires, sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à la Haye aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires susdits l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à la Haye, le 25 mars 1891.

(L. S.) (*get.*) HARTSEN.
(L. S.) (*get.*) DYSERINCK.
(L. S.) (*get.*) Baron D'ANETHAN.

Voor eensluidende afdruk,

De Secretaris-Generaal
van het Departement van Buitenlandsche Zaken,

E. ZILCKEN.

Artikel I.

Wordt goedgekeurd de in afschrift hierbij gevoegde overeenkomst, den 30sten October 1890, in Nederlandschen en Franschen tekst te Vlissingen gesloten.

Zij zal geacht worden woordelijk in de tegenwoordige overeenkomst te zijn opgenomen en er een integreerend deel van uit te maken.

Artikel II.

De tegenwoordige overeenkomst in twee exemplaren opgemaakt zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging er van zullen zoo spoedig mogelijk te 's Gravenhage worden uitgewisseld.

Ten blijke waarvan de voornoemde Gevolmachtigden haar onderteekend en daarop hun zegel gesteld hebben.

Gedaan te 's Gravenhage, den 25sten Maart 1891.

(*L. S.*) (*get.*) HARTSEN.
" " DYSERINCK.
" " Baron D'ANETHAN.

Voor eensluidend afschrift,

De Secretaris-Generaal
van het Departement van Buitenlandsche Zaken,

E. ZILCKEN.

OVEREENKOMST.

De Belgische Regeering en de Nederlandsche Regeering, verbetering wenschende aan te brengen in de verlichting en betonning der Wester-Schelde, hebben aangewezen om de voorwaarden van die werken te regelen:

De Belgische Regeering:

de heeren N. ALLO en L. PETIT;

de Nederlandsche Regeering:

de heeren J. SPANJAARD en F. J. P. M. MULDER.

Permanente Commissarissen der beide landen voor het gemeenschappelijk toezicht op de scheepvaart en het loodswezen enz. op de Schelde en in hare mondingen, die, na zich te Vlissingen vereenigd te hebben krachtens hun verleende machtiging, omtrent de volgende bepalingen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

Verlichting.

A. Reede van Antwerpen.

Des nachts de plaats aanduiden bestemd voor den dienst van den overtocht door twee roode geleidelichten, geplaatst op den rechteroever boven en beneden deze plaats.

De dagmerken worden geplaatst op den linkeroever.

B. Reede van Austruweel.

Op de sluis van de Schijn een wit licht plaatsen, voorzien van een rood scherm ter bedekking der Palenhoofden.

C. Fort Philippe.

Een wit licht plaatsen op de peilschaal (rechteroever).

D. Frédéric.

Een licht van grootere sterkte plaatsen in den zuidelijken opstand.

Het thans in gebruik zijnde hooge licht zal worden benut voor het lage geleidelicht.

CONVENTION.

Le Gouvernement Belge et le Gouvernement Néerlandais, voulant améliorer l'eclairage et le balisage de l'Escaut, ont désigné pour régler les conditions des installations nouvelles et des changements à apporter aux feux et bouées;

Le Gouvernement Belge:

M.M. N. ALLO et L. PETIT;

le Gouvernement Néerlandais:

M.M. J. SPANJAARD et F. J. P. M. MULDER.

Commissaires Permanents des deux pays pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage etc. dans l'Escaut et à ses embouchures, lesquels, s'étant réunis à Flessingue, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1.

Eclairage.

A. Rade d'Anvers.

Indiquer de nuit la zône réservée au service du passage d'eau par deux feux rouges d'alignement placés sur la rive droite en amont et en aval de cette zône.

Les amers de jour seront placés sur la rive gauche.

B. Rade d'Austruweel.

Placer sur l'écluse du Schijn un feu blanc muni d'un écran rouge, afin de couvrir les Palenhoofden.

C. Fort Philippe.

Placer un feu blanc sur le marégraphe (rive droite.)

D. Frédéric.

Placer un feu plus puissant dans le phare sud.

Le feu supérieur actuel sera utilisé comme feu d'alignement inférieur.

E. Bath.

Een licht van grootere sterkte plaatsen in den noordelijken opstand, die verhoogd zal moeten worden.
Het thans in gebruik zijnde licht zal benut worden voor het lage licht.

F. Rilland.

De lichtsterkte van beide thans in gebruik zijnde lichten vergrooten.

G. Groenendijk.

Het thans in gebruik zijnde hooge licht, verwisseld met een licht van grootere sterkte, zal benut worden als geleidelicht in de plaats van het thans in gebruik zijnde lage licht.

H. Hoedekenskerke.

Het plaatsen van een tweede licht zoodanig, dat het met het bestaande licht inéén den te volgen koers naar de roode ton 14 aangeeft.

I. Eendragtpolder.

Een licht plaatsen zoodanig, dat het met het zuidelijke licht inéén het vaarwater aanduidt.

J. Othenepolder.

Twee geleidelichten plaatsen tot het aangeven van den te volgen weg om zich van uit het Pas van Terneuzen in de Everingen te begeven, door het nieuwe vaarwater over de Margrietplaat.

K. Borsele.

Een tweede licht zoodanig te plaatsen, dat het met het bestaande licht inéén juist aangeeft het midden van het vaarwater stroomopwaarts.

Artikel 2.

Betonning.

De afmetingen der tonnen zullen worden vergroot van af Frédéric tot aan Vlissingen.

E. Bath.

Placer un feu plus puissant dans le phare nord, qu'il sera nécessaire de surélever.

Le feu en service actuellement sera utilisé comme feu inférieur.

F. Rilland.

Augmenter l'intensité des deux feux actuellement en service.

G. Groenendijk.

Le feu supérieur actuel remplacé par un feu plus intense sera utilisé comme feu de direction, à la place du feu inférieur en service.

H. Hoedekenskerke.

Installer un second feu de manière que son alignement avec le feu existant indique la direction à suivre pour franchir la barre vers la bouée conique rouge n°. 14.

I. Eendragtpolder.

Placer un feu de manière à ce qu'il forme avec le fanal sud un alignement indiquant la voie navigable.

J. Othenepolder.

Placer deux feux d'alignement sur cette digue, de manière à indiquer la route à suivre pour se rendre de la passe de Terneuzen dans celle d'Everingen, en traversant la nouvelle passe qui coupe le Margrietplaat.

K. Borssele.

Placer un second feu de façon que son alignement avec le feu actuel jalonne exactement le milieu de la passe vers l'amont.

Art. 2.

Bouées.

Les dimensions des bouées seront augmentées depuis le Frédéric jusqu'à Flessingue.

Te behouden voor de zwarte tonnen (3de grootte) den tegenwoordigen vorm en de witte tonnen (3de grootte) te vervangen door ankerboei-tonnen.

Artikel 3.

Bebakening.

1°. een baken plaatsen op den berm van Welsoorden.
2°. een baken plaatsen op den berm van Biezelingen.
3°. id. Margrietpolder.
4°. id. Lage Springer.

Artikel 4.

Peilschalen.

Peilschalen te plaatsen:
1°. bij de sluis van de Pipe de Tabac;
2°. bij den Doel;
3°. bij den Eendragtpolder, tegenover het middelste licht;
4°. bij Borsele.
Daarop zullen merken geplaatst worden.

Artikel 5.

Elk der beide landen zal de lichten, bakens en peilschalen, bestemd voor zijn grondgebied, doen maken en plaatsen.

Artikel 6.

De plannen en begrootingen van alle uit te voeren werken voor den aanmaak der lichten, bakens en peilschalen zullen aan de goedkeuring der Permanente Commissarissen onderworpen en in gemeen overleg vastgesteld worden.

Artikel 7.

Alle werken, betreffende de plaatsingen op Nederlandsch grondgebied, zullen zooveel mogelijk in het openbaar aanbesteed worden en de inschrijvingen zullen niet worden toegewezen, dan nadat zij door de beide Regeeringen zullen zijn goedgekeurd.

Maintenir pour les bouées noires (3ème grandeur) la forme actuelle, et donner aux bouées blanches (3ème grandeur) la forme conique.

Art. 3.

Balises.

1°. Une balise à établir sur l'épi de Welsoorden.
2°. Une balise à établir sur l'épi de Biezelingen.
3°. id. Margrietpolder.
4°. id. Lage Springer.

Art. 4.

Echelles de marée.

Des échelles de marée à placer:
1°. près de l'écluse Pipe de Tabac;
2°. au Doel;
3°. à l'Eendragtpolder en face du feu du milieu;
4°. à Borssele.
Elles seront surmontées de voyants.

Art. 5.

Chacun des deux pays fera construire et placer les feux balises et indicateurs de marée destinés à son territoire.

Art. 6.

Les plans et devis estimatifs de tous les travaux à exécuter pour la construction des feux, balises et échelles de marée seront soumis à l'approbation des Commissaires Permanents et arrêtés de commun accord.

Art. 7.

Tous les travaux, se rapportant aux installations sur le territoire Néerlandais, feront autant que possible, l'objet d'une adjudication publique, et les soumissions ne seront admises qu'après qu'elles auront été approuvées par les deux Gouvernements.

Artikel 8.

De Belgische Commissarissen zullen het recht hebben de op Nederlandsch grondgebied uit te voeren werken en het onderhoud daarvan te onderzoeken en daarop toe te zien.

Artikel 9.

De beide Regeeringen verbinden zich al de vereischte maatregelen te nemen om de werken te bespoedigen, opdat de lichten, boeien, bakens en peilschalen binnen zoo korten tijd mogelijk zullen zijn geplaatst.

Artikel 10.

Alle onkosten, welke door de Nederlandsche Regeering voor de verschillende plaatsingen en voor het onderhoud daarvan op het Nederlandsch gedeelte der rivier gemaakt zullen worden, met uitzondering van wat betreft de vuren van Rilland en van Borsele, haar toebehoorende, zullen door de Belgische Regeering op de in de voorwaarden der aanneming te bepalen tijdstippen betaald worden; die betalingen zullen plaats hebben eene maand nadat de Nederlandsche Regeering aan de Belgische declaratiën, vergezeld van de bescheiden tot staving, zal hebben doen toekomen.

Artikel 11.

De Nederlandsche Regeering zal zorgen, dat de lichten, de bakens en peilschalen in goeden staat worden onderhouden.

Zij zal die zonder toestemming van België niet kunnen wegnemen, noch aan hunne bestemming onttrekken.

De op Nederlandsch grondgebied te plaatsen lichten, bakens en peilschalen zullen het eigendom blijven van de Regeering der Nederlanden, zoo lang zij gebruikt worden voor het doel waarvoor zij bestemd zijn, maar in geval van wijzigingen, die tot de opheffing of buiten gebruikstelling van een of ander dier voorwerpen leiden, dan zullen deze aan België worden teruggegeven.

Artikel 12.

Alle op Nederlandsch grondgebied voor het onderhoud der lichten, bakens en peilschalen te maken onkosten, zullen

Art. 8.

Les Commissaires Belges auront le droit d'inspecter et de surveiller les travaux à exécuter sur le territoire Néerlandais et l'entretien des installations.

Art. 9.

Les deux Gouvernements s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour activer les travaux, afin que les feux bouées, balises et échelles de marée soient, autant que faire se pourra, mis en place à bref délai.

Art. 10.

Tous les frais à faire par le Gouvernement des Pays-Bas pour les diverses constructions et leur entretien sur la section Néerlandaise du fleuve, sauf en ce qui concerne les feux de Rilland et de Borssele, lui appartenant, seront payés par le Gouvernement Belge, et ce à des époques à fixer par les conditions d'entreprise; ces paiements auront lieu un mois après la remise par le Gouvernement Néerlandais au Gouvernement Belge de déclarations accompagnées des comptes justificatifs.

Art. 11.

Le Gouvernement Néerlandais veillera à ce que les feux, les balises, les échelles de marée soient conservés en bon état de service.

Il ne pourra ni les enlever, ni les détourner de leur destination sans le consentement de la Belgique.

Les feux, les balises, les échelles de marée à placer sur le territoire Néerlandais resteront la propriété du Gouvernement des Pays-Bas aussi longtemps qu'ils seront employés à leur destination, mais en cas de modifications qui amèneront la suppression ou la mise hors d'usage de l'un ou de l'autre de ces objets, ces derniers seront restitués à la Belgique.

Art. 12.

Toutes les dépenses à faire sur le territoire Néerlandais pour l'entretien des feux, des balises et des échelles de

in gemeen overleg door de Permanente Commissarissen der beide landen geregeld worden.

Artikel 13.

De Commissarissen der beide landen zullen de bevoegdheid hebben om in gemeen overleg aan de bebakening de wijzigingen aan te brengen, die ten gevolge van verandering in de richting der vaarwaters noodzakelijk mochten worden.

Artikel 14.

Deze overeenkomst zal niet verbindend zijn dan nadat zij door de wederzijdsche Regeeringen zal zijn goedgekeurd.

Aldus in dubbel opgemaakt te Vlissingen, den 30sten October 1890.

De Nederlandsche Permanente Commissarissen:

(*get.*) J. SPANJAARD.
(„) F. MULDER.

De Belgische Permanente Commissarissen:

(*get.*) N. ALLO.
(„) L. PETIT.

Bekrachtigd voor kopie conform,

(*get.*) HARTSEN.
(„) DYSERINCK.
(„) Baron D'ANETHAN.

marée seront réglées de commun accord par les Commissaires Permanents des deux pays.

Art. 13.

Les Commissaires des deux pays auront la faculté d'apporter de commun accord du balisage les modifications qui devriendraient nécessaires par suite de changements dans la direction des passes.

Art. 14.

La présente convention ne deviendra exécutoire qu'après avoir été approuvée par les Gouvernements respectifs.

Ainsi fait en double à Flessingue, le 30 octobre 1890.

Les Commissaires Permanents Néerlandais :

(*s.*) J. SPANJAARD.
(„) F. MULDER.

Les Commissaires Permanents Belges :

(*s.*) N. ALLO.
(„) L. PETIT.

Certifié pour copie conforme,

(*signé*) HARTSEN.
(„) DYSERINCK.
(„) Baron D'ANETHAN.

ARTICLE

VERTALING.

Additionneel artikel gevoegd bij de, den 25sten Maart 1891 te 's Gravenhage geteekende, overeenkomst voor de verbetering van de verlichting en de betonning der Schelde.

Aangezien de vuren van Rilland en van Borsele, vermeld onder letter F en K van artikel 1 der den 30sten October 1890 te Vlissingen gesloten overeenkomst, welke ten doel heeft de verbetering van de verlichting en de betonning der Schelde, uitsluitend door de Nederlandsche Regeering worden bekostigd, zullen de bepalingen dier overeenkomst niet daarop toepasselijk zijn.

Het is voorts wel verstaan, dat de tweede paragraaf van artikel 11 dier overeenkomst niet ziet op het geval van oorlog of mogelijk oorlogsgevaar.

Het tegenwoordig additionneel artikel zal dezelfde kracht en dezelfde geldigheid hebben alsof het woordelijk in de opgemelde overeekomst van 25 Maart 1891 ware opgenomen.

Vastgesteld en in dubbel onderteekend te 's-Gravenhage den 30sten November 1891 tusschen de heeren VAN TIENHOVEN en JANSEN, Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Marine van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, en Baron D'ANETHAN, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Zijne Majesteit den Koning der Belgen.

(*Get.*) VAN TIENHOVEN.
(„) JANSEN.
(„) Baron D'ANETHAN.

Voor eensluidend afschrift,

De Secretaris-Generaal
van het Departement van Buitenlandsche Zaken,

E. ZILCKEN.

Article additionnel ajouté à la convention pour l'amélioration de l'éclairage et du balisage de l'Escaut, signée à La Haye le 25 mars 1891.

Les feux de Rilland et de Borssele, mentionnés aux lettres F et K de l'article I de la convention, tendant à améliorer l'éclairage et le balisage de l'Escaut, conclue à Flessingue le 30 octobre 1890, étant exclusivement aux frais du Gouvernement des Pays-Bas, les stipulations de cette convention ne leur seront point appicables.

Il est en outre bien entendu que le second paragraphe de l'article 11 de cette convention ne vise pas le cas de guerre ou de danger éventuel de guerre.

Le présent article additionnel aura la même force et la même valeur que s'il était inséré mot à mot dans la convention susdite du 25 mars 1891.

Arrêté et signé en double, à La Haye, le 30 Novembre 1891 entre les Sieurs VAN TIENHOVEN et JANSEN, Ministres des Affaires Etrangères et de la Marine de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Baron D'ANETHAN, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges.

(*Signé*) VAN TIENHOVEN.
(„) JANSEN.
(„) Baron D'ANETHAN.

Voor eensluidende afdruk,

De Secretaris-Generaal
van het Departement van Buitenlandsche Zaken,

E. ZILCKEN.

27 TRACTAAT tusschen Nederland en België van 4 Mei 1891 tot wijziging van art. 59 van het Reglement op het loodswezen en het gemeenschappelijk toezicht op de Schelde en de andere daarin genoemde wateren.

(Staatsblad 1892, No. 45).

BESLUIT van den 19den Februari 1892, bepalende de plaatsing in het Staatsblad *van de op 4 Mei 1891 tusschen* Nederland *en* België *gesloten overeenkomst tot wijziging van artikel 59 van het* Nederlandsch-Belgisch *reglement van 20 Mei 1843, betreffende het loodswezen en het gemeenschappelijk toezicht op de* Schelde *en de andere daarin genoemde wateren.*

IN NAAM VAN HARE MAJESTEIT WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

WIJ EMMA, KONINGIN-WEDUWE, REGENTES VAN HET KONINKRIJK,

Gezien de op 4 Mei 1891 tusschen *Nederland* en *België* gesloten overeenkomst tot wijziging van artikel 59 van het *Nederlandsch-Belgisch* reglement van 20 Mei 1843, betreffende het loodswezen en het gemeenschappelijk toezicht op de *Schelde* en de andere daarin genoemde wateren, van welke overeenkomst de inhoud en de vertaling luiden als volgt:

AFSCHRIFT.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et en Son nom Sa Majesté la Reine Régente du Royaume, et Sa Majesté le Roi des Belges;

Ayant résolu de donner Leur approbation aux dispositions arrêtées le 12 Février 1891 par les commissaires permanents Néerlandais et Belges, pour la surveillance commune de la navigation et des services du pilotage dans l'Escaut, à l'effet de modifier l'article 59 du Règlement International du 20 Mai 1843, relatif au pilotage et à la surveillance commune, ont nommé à cet effet pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine Régente du Royaume des Pays-Bas, le jonkheer CORNELIS HARTSEN, commandeur de l'ordre du Lion Néerlandais, chevalier de deuxième classe de l'ordre du Lion d'or de la Maison de Nassau, etc., etc., Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et

le Sieur GÉRARD KRUYS, chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais, officier de l'ordre de la Couronne de Chêne de Luxembourg, etc., capitaine de vaisseau, Ministre de la Marine de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Sa Majesté le Roi des Belges, le Baron d'ANETHAN, grand-officier de Son ordre de Léopold, chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais, grand croix de l'ordre de la Couronne de Chêne de Luxembourg, etc., etc., Son Envoyé extra-ordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Cour Royale des Pays-Bas;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

Les dispositions, signées, en textes Néerlandais en Français, à Anvers le 12 Février 1891 par les commissaires permanents Néerlandais et Belges pour la surveillance com-

VERTALING.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en in Hoogst Derzelver naam Hare Majesteit de Koningin Regentes van het Koninkrijk, en Zijne Majesteit de Koning der Belgen;

Besloten hebbende Hunne goedkeuring te hechten aan de beschikkingen, vastgesteld op 12 Februari 1891 door de Nederlandsche en Belgische permanente commissarissen voor het gemeenschappelijk toezicht over de betonning, bebakening en het loodswezen op de Schelde, strekkende tot wijziging van art. 59 van het Internationaal Reglement van 20 Mei 1843, betreffende het loodswezen en het gemeenschappelijk toezicht, hebben te dien einde tot Hunne gevolmachtigden benoemd, te weten:

Hare Majesteit de Koningin Regentes van het Koninkrijk der Nederlanden, Jonkheer CORNELIS HARTSEN, commandeur der orde van den Nederlandschen Leeuw, ridder der tweede klasse van de orde van den Gouden Leeuw van het Huis van Nassau, enz., enz., Minister van Buitenlandsche Zaken van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, en den Heer GERARD KRUYS, ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw, officier der orde van de Eikenkroon van Luxemburg, enz., kapitein ter zee, Minister van Marine van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden;

Zijne Majesteit de Koning der Belgen, Baron d'ANETHAN, groot-officier van Hoogstdeszelfs orde van Leopold, ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw, grootkruis der orde van de Eikenkroon van Luxemburg, enz., enz., Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmagtigd Minister bij het Koninklijk Hof der Nederlanden;

die, na wederkeerige mededeeling hunner in goede orde bevonden volmachten, omtrent de navolgende bepalingen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

De beschikkingen, onderteekend te Antwerpen, in Nederlandschen en Franschen tekst, den 12 Februari 1891 door de Nederlandsche en Belgische permanente commissarissen

mune de la navigation et des services du pilotage dans l'Escaut et ci annexées en copie, sont approuvées.

Elles seront considérées comme insérées mot à mot dans la présente convention et comme faisant partie intégrante de cette convention.

Article II.

La présente convention, dressée en deux exemplaires, sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à la Haye aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susdits l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à la Haye, le 4 Mai 1891.

(L.S.) (*Get.*) HARTSEN. (L.S.) (*Get.*) B^on^. D'ANETHAN.
„ KRUYS.

voor het gemeenschappelijk toezicht voor de betonning, bebakening en het loodswezen op de Schelde en in afschrift hierbij aangehecht, zijn goedgkeurd.

Zij zullen geacht worden woordelijk in deze overeenkomst te zijn ingelascht en van die overeenkomst een onafscheidelijk deel uit te maken.

Artikel 2.

Deze in dubbel exemplaar opgemaakte overeenkomst zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen zoo spoedig doenlijk te 's Gravenhage worden uitgewisseld.

Ten blijke waarvan de voorzegde gevolmachtigden die hebben onderteekend en er hunne cachetten op hebben afgedrukt.

Gedaan te 's Gravenhage, den 4 Mei 1891.

(L. S. (*Get.*) HARTSEN. (L. S.) (*Get.*) B^on^. D'ANETHAN.
" " KRUYS.

OVEREENKOMST.

De Nederlandsche en Belgische Regeeringen, in overweging genomen hebbende, dat artikel 59 van het Gemeenschappelijk Reglement voor het Loodswezen op de Schelde van 20 Mei 1843 wijziging behoeft ten gevolge van de invoering in Nederland van het nieuwe Wetboek van Strafrecht, wet van 3 Maart 1881 (*Staatsblad* n°. 35), waardoor met 1 September 1891 de wet van 6 Maart 1818 (*Staatsblad* n°. 12) zal komen te vervallen, hebben voor de totstandbrenging daarvan aangewezen en benoemd:

De Nederlandsche Regeering: de heeren J. SPANJAARD en J. C. DE RUYTER DE WILDT, vaste commissarissen voor het gemeenschappelijk toezicht op de Scheepvaart en het Loodswezen voor de Schelde;

De Belgische Regeering: de heeren N. ALLO en P. PETIT, vaste commissarissen voor het gemeenschappelijk toezicht op de Scheepvaart en het Loodswezen voor de Schelde;

die, ingevolge de wederzijds aan hen verleende volmachten te Antwerpen vergaderd, omtrent het navolgende zijn overeengekomen, als:

Artikel I.

Van af den 1sten September 1891 zal artikel 59 van bovenvermeld Internationaal Reglement van 20 Mei 1843 luiden als volgt:

„De overtredingen van het Reglement, welke begaan worden door de loodsen of andere bij het loodswezen in dienst zijnde personen, zullen worden beoordeeld en gestraft volgens de wetten van kracht in het land, waarin de hoofdzetel gelegen is van de administratie, waartoe de overtreder of overtreders behooren, onverminderd de disciplinaire straffen, welke elke administratie aan hare loodsen enz. zal kunnen opleggen."

Artikel II.

De tegenwoordige overeenkomst treedt niet in werking, dan nadat zij door de wederzijdsche Regeeringen is goedgekeurd.

CONVENTION.

Les Gouvernements Belges et Néerlandais, ayant considéré qu'il y a lieu d'apporter des modifications à l'article 59 du Règlement International du 20 Mai 1843, pour le pilotage dans l'Escaut, par suite de l'introduction dans les Pays-Bas du nouveau Code Pénal, loi du 3 Mars 1881 (*Journal Officiel* n°. 35), par lequel à dater du 1 Septembre 1891 la loi du 6 Mars 1818 (*Journal Officiel* n°. 12) sera abrogée, ont désigné à cette fin:

Le Gouvernement Belge: M.M. N. ALLO et P. PETIT, commissaires permanents pour la surveillance commune de la navigation et des services du pilotage dans l'Escaut;

Le Gouvernement Néerlandais: M.M. J. SPANJAARD et J. C. DE RUYTER DE WILDT, commissaires permanents pour la surveillance commune de la navigation et des services du pilotage dans l'Escaut;

lesquels se sont réunis à Anvers, munis des pouvoirs respectifs, qui leur ont été conférés, et sont convenus de ce qui suit, savoir:

Article I.

A dater du 1er Septembre 1891, l'article 59 du susdit Règlement International du 20 Mai 1843, sera ainsi conçu:

„Les infractions au présent Règlement, commises par les pilotes ou autres personnes employées au service du pilotage, seront jugés et punies conformément aux lois en vigueur dans le pays où est le siége principal de l'administration à laquelle appartiendront les contre-venants, sans préjudice des peines de discipline, que chaque administration pourra infliger à ses pilotes, etc."

Article II.

La présente convention n'entrera en vigueur qu'après approbation des Gouvernements respectifs.

Aldus in dubbel opgemaakt te Antwerpen, den 12den Februari 1891.

De Nederlandsche Permanente Commissarissen,
(*get.*) J. SPANJAARD
„ J. C. DE RUYTER DE WILDT.

De Belgische Permanente Commissarissen,
(*get.*) N. ALLO.
„ P. PETIT.

Fait en double à Anvers, le 12 Février 1891.

Les Commissaires Permanents Belges,
(*get.*) N. ALLO.
„ P. PETIT.

Les Commissaires Permanents Néerlandais,
(*get.*) J. SPANJAARD.
„ J. C. DE RUYTER DE WILDT.

Certifié pour copie conforme:
(*get.*) HARTSEN. (*get.*) Bon. D'ANETHAN,
„ KRUYS.

Voor eensluidend afschrift,
De Secretaris-Generaal van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken
E. ZILCKEN.

GEZIEN

Gezien de wet van 2 Januari 1892 (*Staatsblad* n°. 11), houdende goedkeuring van bovenstaande overeenkomst;

Gelet dat de akten van bekrachtiging van gezegde overeenkomst door ons, in naam der Koningin, den 5den Februari 1892 en door Zijne Majesteit den Koning der Belgen op 27 Augustus 1891 onderteekend, den 11den Februari 1892, te *'s Gravenhage* zijn uitgewisseld;

Op de voordracht van den Minister van Buitenlandsche Zaken, van den 16den Februari 1892, Algemeen Secretariaat, n°. 2061;

Hebben goedgevonden en verstaan, de bekendmaking der bovenstaande overeenkomst met de vertaling te bevelen door plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

De Ministers, Hoofden der Departementen van Algemeen Bestuur, worden belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering der voorgeschreven overeenkomst.

's Gravenhage, den 19den Februari 1892.

EMMA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
VAN TIENHOVEN

Uitgegeven den *eersten* Maart 1892.
De Minister van Justitie,
SMIDT.

28 TRACTAAT tusschen Nederland en België van 29 Juni 1895 betreffende de verbetering van het kanaal van Gent naar Terneuzen.

(Staatsblad 1897, No. 70).

BESLUIT van den 11den *Maart* 1897, *bepalende de plaatsing in het* Staatsblad *van de op* 29 *Juni* 1895 *te* Brussel *gesloten overeenkomst betreffende de verbetering van het kanaal van* Gent *naar* Terneuzen.

IN NAAM VAN HARE MAJESTEIT WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

WIJ EMMA, KONINGIN-WEDUWE, REGENTES VAN HET KONINKRIJK,

Gezien de op 29 Juni 1895 te *Brussel* tusschen *Nederland* en *België* gesloten overeenkomst betreffende verbetering van het kanaal van *Gent* naar *Terneuzen;*

Overwegende dat genoemde overeenkomst is goedgekeurd bij de wet van 29 Januari 1897 (*Staatsblad* n°. 62);

Overwegende dat die overeenkomst door Ons, namens de Koningin, is bekrachtigd, alsmede dat de akte, houdende die bekrachtiging den 1sten Maart 1897 te *Brussel* is uitgewisseld tegen de akte van gelijke strekking van den Koning der Belgen;

Op de voordracht van den Minister van Buitenlandsche Zaken van den 10den Maart 1897, Algemeen Secretariaat, n°. 2664;

Hebben goedgevonden en verstaan, de bekendmaking van bedoelde overeenkomst te bevelen door plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

De Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, worden belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering der bepalingen in meergenoemde overeenkomst vervat.

's Gravenhage, den 11den Maart 1897.

EMMA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. ROËLL.

Uitgegeven den *twintigsten* Maart 1897.

De Minister van Justitie,

VAN DER KAAY.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et en son Nom Sa Majesté la Reine-Regente du Royaume des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi des Belges, voulant donner suite aux stipulations de l'article 11 de la convention conclue à Bruxelles, le 31 octobre 1879, entre les Pays-Bas et la Belgique, et voulant en même temps s'entendre sur les travaux d'amélioration qu'il est utile, par suite de la construction d'une nouvelle écluse à Terneuzen, ou à raison d'autres circonstances, d'apporter à la partie néerlandaise du canal de Gand à Terneuzen et à ses dépendances ainsi qu'aux ouvrages qui s'y rattachent, ont nommé dans ce but pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine-Regente du Royaume des Pays-Bas:

M. le jonkheer H. C. J. TESTA, commandeur de l'ordre de la Couronne de Chêne de Luxembourg, chevalier de troisième classe de l'ordre de la Couronne de Fer d'Autriche, chargé d'affaires *ad interim* des Pays-Bas à Bruxelles;

Sa Majesté le Roi des Belges;

M. JULES DE BURLET, chevalier de Son ordre de Léopold, grand-cordon des ordres de Notre Dame de la Conception de Villa-Viçosa et de l'Etoile de Roumanie, grand-croix de l'ordre de Saint Michel de Bavière, membre du Sénat, Son Ministre des Affaires Etrangères,

lesquels, après s'être communiqué mutuellement leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1. Hormis les cas prévus ci-dessous, il n'y aura plus, après l'exécution des ouvrages énumérés aux articles 2 et 3, qu'un seul bief de canal entre Gand et Terneuzen.

VERTALING.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en in Hoogst-Derzelver naam Hare Majesteit de Koningin-Weduwe, Regentes van het Koninkrijk en Zijne Majesteit de Koning der Belgen, uitvoering willende geven aan de bepalingen van artikel 11 van de overeenkomst tusschen Nederland en België, den 31sten October 1879 te Brussel gesloten, en te gelijker tijd willende overeenkomen omtrent de verbeteringen, die ten gevolge van den bouw eener nieuwe sluis te Terneuzen of uit anderen hoofde aan het Nederlandsche gedeelte van het kanaal van Gent naar Terneuzen en hetgeen daartoe behoort, alsmede aan de werken, die daarmede in verband staan, nuttig worden geacht, hebben te dien einde tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten:

Hare Majesteit de Koningin-Regentes van het Koninkrijk der Nederlanden:

den heer jonkheer H. C. J. TESTA, commandeur van de orde van de Eikenkroon van Luxemburg, ridder derde klasse van de orde van de IJzeren Kroon van Oostenrijk, zaakgelastigde *ad interim* van de Nederlanden te Brussel;

Zijne Majesteit de Koning der Belgen:

den heer JULES DE BURLET, ridder van de Leopoldsorde, grootkruis van de orden van Onzer Lieve-Vrouwe Ontvangenis van Villa-Viçosa en van de Ster van Rumenië, grootkruis van de orde van Sint-Michaël van Beijeren, lid van den Senaat, Hoogstdeszelfs Minister van Buitenlandsche Zaken;

dewelke, na mededeeling hunner in goeden en behoorlijken vorm bevonden wederzijdsche volmachten, nopens de volgende bepalingen zijn overeengekomen;

Art. 1. Behalve in de hieronder voorziene gevallen, zal, na de uitvoering der in de artikelen 2 en 3 genoemde werken, het kanaal tusschen Gent en Terneuzen slechts uit één pand bestaan.

Par modification de l'article 4 de la convention du 31 octobre 1879, la jauge du canal entre Gand et Sas de Gand et entre Sas de Gand et Terneuzen est fixée, à Sas de Gand à 6 m 55 au-dessus des buscs de l'écluse Est actuelle de Sas de Gand.

Le niveau actuel du canal en aval de Sas de Gand ne sera relevé qu'après l'endiguement de la plage de Sluiskil, prévu à l'article 2 de la présente convention.

En règle générale, les écluses de Sas de Gand, y compris les deux têtes d'écluse prévues à l'article 3, litt. *c*, de la prétente convention, demeureront ouvertes.

Toutefois, elles seront formées:

a. lorsque la flottaison du canal sera temporairement abaissée entre Sas de Gand et Terneuzen;

b. quand l'évacuation des eaux supérieures exigera l'ouverture des portes d'écluse à Terneuzen;

c. quand la flottaison du canal au repère de Sas de Gand dépassera de 0 m 10 ou plus l'étiage susindiqué;

d. quand la fermeture sera nécessaire pour empêcher la contamination des eaux entre Sas de Gand et Terneuzen;

e. dans tous les cas où la fermeture des portes sera jugée nécessaire par l'administration néerlandaise pour sauvegarder les intérêts néerlandais.

Chaque fois que l'administration néerlandaise aura décidé qu'il y a lieu de fermer les écluses de Sas de Gand, elle en donnera immédiatement avis à l'administration belge.

Pendant la fermeture des écluses à Sas de Gand, les éclusages s'y feront aussi rapidement que le permettront les moyens dont on disposera.

Art. 2. Le Gouvernement néerlandais, en considération de l'article 21 du traité du 5 novembre 1842 et du deuxième alinéa de l'article 3 de la convention du 31 octobre 1879, et vu la demande du Gouvernement belge, s'engage à faire endiguer la plage de Sluiskil d'après un projet approuvé par les deux Gouvernements.

Met wijziging van artikel 4 der overeenkomst van den 31sten October 1879, wordt het kanaalpeil tusschen Gent en Sas van Gent en tusschen Sas van Gent en Terneuzen, vastgesteld te Sas van Gent op 6,55 M. boven de slagdorpels der bestaande Oostsluis te Sas van Gent.

Het tegenwoordig peil van het kanaal beneden Sas van Gent zal niet verhoogd worden dan na de bedijking van de gronden van Sluiskil bedoeld in art. 2 van deze overeenkomst.

In den regel zullen de sluizen te Sas van Gent, met inbegrip van de beide sluishoofden, bedoeld in art. 3, lit. *c*, dezer overeenkomst, geopend blijven.

Echter zullen zij worden gesloten:

a. wanneer de waterspiegel van het kanaal tusschen Sas van Gent en Terneuzen tijdelijk verlaagd wordt;

b. wanneer ten behoeve van den afvoer van opperwater de sluisdeuren te Terneuzen geopend moeten worden;

c. wanneer de waterpeilspiegel van het kanaal aan de peilschaal te Sas van Gent 0,10 M. of meer boven het hiervoor vastgestelde peil rijst;

d. wanneer de sluiting noodig zal zijn om verontreiniging van het water tusschen Sas van Gent en Terneuzen te beletten;

e. in al die gevallen, waarin de sluiting door de Nederlandsche kanaaldirectie tot behartiging van Nederlandsche belangen noodig wordt geoordeeld.

Telkenmale dat de Nederlandsche kanaaldirectie oordeelt, dat er termen bestaan, om de sluizen te Sas van Gent te sluiten, zal zij daarvan onmiddellijk aan de Belgische kanaaldirectie kennis geven.

Zoolang de sluizen te Sas van Gent gesloten zijn, zullen de schuttingen aldaar zoo spoedig als met de beschikbare middelen mogelijk is, verricht worden.

Art. 2. Op grond van art. 21 van het verdrag van 5 November 1842 en van het tweede lid van art. 3 der overeenkomst van den 31sten October 1879, in verband met het daartoe door de Belgische Regeering gedaan verzoek, verbindt de Nederlandsche Regeering zich om de gronden van Sluiskil volgens een door beide Regeeringen goed te keuren ontwerp te doen bedijken.

Art. 3. Le Gouvernement néerlandais s'engage en outre:

a. A construire à Terneuzen, à l'ouest de la ville, une écluse avec chenal à l'Escaut et raccordement au canal, ainsi que les ouvrages d'évacuation et d'inondation qui seront réclamés par le Gouvernement néerlandais en vue de la défense de la place de Terneuzen ou comme conséquence des modifications à apporter au canal.

Un pont-route tournant sera établi sur le raccordement au canal à l'emplacement que désignera le Gouvernement néerlandais.

L'écluse aura une longueur de sas de 140 m 00 entre les têtes, et une largeur utile de 15 m 75.

Le busc d'amont sera placé à 1 m 10, et le busc d'aval à 2 m 12 au moins et à 2 m 73 au plus sous les buscs de l'écluse Est actuelle de Sas de Gand.

Le Gouvernement belge fixera le niveau du busc d'aval dans les limites susindiquées.

Il pourra demander l'installation d'engins pour la manœuvre mécanique des ouvrages nouveaux de Terneuzen, ainsi que l'éclairage de ces ouvrages par l'électricité;

b. A construire à Sluiskil un nouveau pont-route tournant en remplacement du pont-route existant et à y créer une gare d'évitement;

c. A établir à Sas de Gand une dérivation avec deux têtes d'écluse de 21 m 00 de largeur utile et distantes entre elles de 140 m 00; les buscs seront placés au niveau du busc amont de la nouvelle écluse de Terneuzen. Un pont tournant sera établi sur cette dérivation pour le passage de la route de Sas de Gand à Westdorpe;

d. A donner à tous les ponts à construire sur le canal de Gand à Terneuzen, en vertu de la présente convention, une passe navigable de 21 m 00 de largeur et à établir leurs tabliers le plus haut qu'il sera possible en égard à la situation des lieux.

Tous les ponts à construire seront convenablement reliés par des routes pavées ou empierrées aux routes existantes;

Art. 3. De Nederlandsche Regeering verbindt zich bovendien:

a. Om bewesten Terneuzen eene sluis te bouwen met eene voorhaven naar de Schelde en eene verbinding met het kanaal, alsmede de uitwaterings- en inundatiemiddelen, die door de Nederlandsche Regeering, met het oog op de verdediging der vesting Terneuzen, of als gevolg van de aan het kanaal aan te brengen veranderingen, zullen worden gevorderd.

Over de verbinding van de sluis met het kanaal zal eene draaibrug worden gebouwd, waarvan de plaats door de Nederlandsche Regeering worden vastgesteld.

De schutkolk der sluis zal tusschen de sluishoofden eene lengte van 140 M. verkrijgen, en de wijdte der sluis in den dag zal 15,75 M. bedragen.

De bovenslagdorpel zal liggen op 1,10 M. en de benedenslagdorpel op minstens 2,12 M. en op hoogstens 2,73 M. beneden de slagdorpels der bestaande Oostsluis te Sas van Gent.

De Belgische Regeering zal tusschen de aangegeven grenzen het peil van den benedenslagdorpel bepalen.

Zij zal de inrichting van middelen tot mechanische beweging van de nieuwe werken te Terneuzen, alsmede de verlichting daarvan, door middel van electriciteit, kunnen verzoeken.

b. Om te Sluiskil, ter vervanging van de bestaande, eene nieuwe draaibrug te bouwen en er eene wisselplaats voor schepen in te richten.

c. Om te Sas van Gent een nieuwen kanaalarm te graven en daarin te bouwen twee sluishoofden, wijd in den dag 21 M., op een onderlingen afstand van 140 M.; de slagdorpels zullen even diep worden gelegd als de bovenslagdorpel der nieuwe sluis te Terneuzen. Over dezen kanaalarm zal in den weg van Sas van Gent naar Westdorpe eene draaibrug worden gebouwd.

d. Om aan alle bruggen, die krachtens deze overeenkomst over het kanaal van Gent naar Terneuzen worden gebouwd, eene doorvaartwijdte van 21 M. te geven en hun dek zoo hoog te plaatsen als met het oog op de plaatselijke toestanden mogelijk is.

Alle te bouwen bruggen zullen door kunstwegen behoorlijk met de bestaande wegen worden verbonden.

e. A approfondir le canal jusqu'à $1^m 50$ sous les buscs de l'écluse Est actuelle de Sas de Gand;

f. A établir le plafond du chenal vers l'Escaut, sur une tendue de 7 hectares environ, à $5^m 00$ sous les mêmes buscs;

g. A donner aux courbes du canal un rayon minimum de 1000 mètres, sauf aux endroits où une courbe de rayon moindre ne constituerait pas un obstacle à une bonne navigation;

h. A donner à toutes les parties droites du canal, entre la frontière belge-néerlandaise et l'écluse à construire à Terneuzen en passant par la dérivation à construire à Sas de Gand, une section mouillée de 350 mètres carrés;

i. A donner au plafond du canal, dans les parties courbes, un supplément de largeur dérivant de la formule $4\,(R-\sqrt{R^2-l^2})$ R étant le rayon de la courbe exprimé en mètres, et *l* étant égal à 60;

j. A consolider les berges du canal, sur le territoire néerlandais, partout où la section mouillée du canal sera portée à 350 mètres carrés ou plus.

Le profil transversal à donner au canal sur le territoire néerlandais par modification de ce qui est stipulé à l'article 2 de la convention du 31 octobre 1879, ainsi que le système de consolidation des berges seront déterminés par le Gouvernement néerlandais sous réserve d'approbation par le Gouvernement belge;

k. A construire un nouveau pont tournant de $7^m 00$ d'ouverture sur le canal dit „du Passluis";

l. A effectuer en outre les ouvrages accessoires qui seront reconnus nécessaires pendant l'exécution des travaux, ainsi que ceux qui seraient de nature à assurer l'évacuation à Terneuzen des eaux de crue dans des conditions permettant de réduire au minimum les entraves à la navigation.

e. Om het kanaal te verdiepen tot 1,50 M. beneden de slagdorpels der bestaande Oostsluis te Sas van Gent.

f. Om aan de voorhaven naar de Schelde, over eene oppervlakte van ongeveer 7 hectaren, eene diepte te geven van 5 M. beneden laatstgenoemde slagdorpels.

g. Om aan de bochten van het kanaal een straal van ten minste 1000 M. te geven, behalve daar, waar eene bocht met kleiner straal voor eene gemakkelijke vaart niet hinderlijk zal zijn.

h. Om aan al de rechte kanaalvakken van de Nederlandsch-Belgische grens langs den te graven kanaalarm te Sas van Gent tot aan de te Terneuzen te bouwen sluis, eene doorsnede te geven van 350 M². beneden den waterspiegel.

i. Om den bodem van het kanaal in de bochten eene verbreeding te geven volgens de formule $4\,(R-\sqrt{R^2-l^2})$, waarin R voorstelt den straal der bocht, uitgedrukt in meters, en l gelijk is aan 60.

j. Om overal waar de doorsnede van het kanaal beneden den waterspiegel op 350 of meer M². zal worden gebracht, de kanaalboorden op Nederlandsch grondgebied kunstmatig te verdedigen.

Het dwarsprofiel, dat, met wijziging van hetgeen bepaald is in artikel 2 van de overeenkomst van 31 October 1879, het kanaal op Nederlandsche grondgebied zal verkrijgen, evenals de wijze van kunstmatige verdediging der kanaalboorden, zal door de Nederlandsche Regeering, onder voorbehoud van goedkeuring door de Belgische Regeering, worden bepaald.

k. Om over het zijkanaal naar de Passluis eene nieuwe draaibrug van 7 M. doorvaartwijdte te bouwen.

l. Om verder alle bijkomende werken te maken, welke gedurende de uitvoering van bovengenoemde werken zullen blijken noodig te zijn, alsmede die werken die ten doel zouden hebben om de bezwaren, voor de scheepvaart aan den afvoer van opperwater te Terneuzen verbonden, zooveel mogelijk op te heffen.

Art. 4. Après l'achèvement des travaux énumérés à l'article 3, celle des vitesses maxima de navigation qui, aux termes de l'article 8 du règlement spécial de police pour la partie néerlandaise du canal de Gand à Terneuzen (Arrêté Royal du 9 juillet 1892, *Bulletin des lois* n°. 176), sont inférieures à 200 mètres, seront augmentées.

Toutefois l'augmentation ne pourra pas mettre en péril les ouvrages de défense des berges; elle sera déterminée à l'aide d'expériences directes par le Gouvernement néerlandais après entente avec le Gouvernement belge.

Art. 5. Aux fins d'améliorer le passage du canal, à la traversée du chemin de fer de Gand à Terneuzen, à Sluiskil, le Gouvernement néerlandais s'engage à faire usage de la faculté qui lui est reconnue par l'article 4 de la loi du 9 avril 1875 (*Bulletin des lois* n°. 67).

Le coût de travaux à exécuter de ce chef, ainsi que les indemnités et les frais qui résulteront de l'application dudit article 4 seront déterminés par le Gouvernement néerlandais et seront à la charge du Gouvernement belge.

Art. 6. Par modification de l'article 3 de la convention du 31 octobre 1879, le chemin de halage sur la rive Est du canal entre le pont-route de Sluiskil et Terneuzen sera supprimé.

Art. 7. Tous les travaux énumérés aux articles 2 et 3, ainsi que ceux faisant l'objet de l'article 5 seront effectués sans interruption de la navigation et autant que possible, sans baisse d'eau.

Art. 8. Le Gouvernement néerlandais fera dresser les plans, devis et cahiers des charges des travaux à exécuter sur son territoire.

Il soumettra à l'agréation du Gouvernement belge, au plus tard dans le délai de neuf mois, à partir de la date de l'échange des ratifications de la présente convention, les avant-projets de ces travaux, le plan des terrains à acquérir et un programme indiquant l'ordre dans lequel les travaux seront mis en adjudication.

Aussitôt que le Gouvernement belge aura approuvé les avantprojets, le plan des terrains et le programme susdits, le Gouvernement néerlandais poursuivra l'acquisition des

Art. 4. Na de voltooiing der in artikel 3 genoemde werken, zullen die maximum-snelheden, welke in artikel 8 van het bijzonder reglement van politie voor het Nederlandsch gedeelte van het kanaal van Gent naar Terneuzen (Koninklijk besluit van 9 Juli 1892, *Staatsblad* n°. 176) op minder dan 200 M. zijn vastgesteld, worden vermeerderd.

Echter zal die vermeerdering de verdedigingswerken der kanaalboorden niet in gevaar mogen brengen; zij zal, na overleg met de Belgische Regeering, door de Nederlandsche Regeering proefondervindelijk worden bepaald.

Art. 5. Tot verbetering van de doorsnijding van het kanaal te Sluiskil met den spoorweg van Gent naar Terneuzen, verbindt de Nederlandsche Regeering zich om gebruik te maken van de bevoegdheid die haar is toegekend bij artikel 4 van de wet van den 9den April 1875 (*Staatsblad* n°. 67).

De kosten der uit dien hoofde uit te voeren werken, alsmede de schadevergoeding en de kosten die uit de toepassing van gezegd artikel 4 zullen voortvloeien, zullen tot het door de Nederlandsche Regeering te bepalen bedrag ten laste van de Belgische Regeering komen.

Art. 6. Met wijziging van art. 3 der overeenkomst van den 31sten October 1879 wordt het jaagpad aan de oostzijde van het kanaal, tusschen de brug te Sluiskil en Terneuzen, opgeheven.

Art. 7. Alle werken genoemd in de artikelen 2 en 3, alsmede die bedoeld in artikel 5, zullen worden uitgevoerd zonder de scheepvaart te stremmen en zooveel mogelijk zonder den waterspiegel van het kanaal te verlagen.

Art. 8. De Nederlandsche Regeering zal de teekeningen, begrootingen en bestekken doen opmaken van de werken welke op haar grondgebied moeten worden uitgevoerd.

Zij zal uiterlijk negen maanden na de dagteekening van de bekrachtiging dezer overeenkomst aan de goedkeuring der Belgische Regeering onderwerpen de voorloopige ontwerpen dier werken, het plan van onteigening en een programma, aanduidende de volgorde, waarin de werken zullen worden aanbesteed.

Zoodra de Belgische Regeering de voorloopige ontwerpen, het plan van onteigening en bedoeld programma zal hebben goedgekeurd, zai de Nederlandsche Regeering de noodige

terrains nécessaires à l'exécution des travaux ainsi que l'élaboration des projets définitifs et des cahiers des charges des travaux, qui seront soumis successivement à l'agréation du Gouvernement belge.

Après l'approbation des projets définitifs et des cahiers des charges par le Gouvernement belge, le Gouvernement néerlandais mettra les travaux en adjudication dans le délai de deux mois à partir de la demande qui lui en sera faite par le Gouvernement belge, pour autant toutefois que le degré d'avancement des acquisitions de terrains le permette.

Art. 9. L'adjudication des travaux aura lieu à Middelbourg de la manière usitée dans les Pays-Bas, mais en présence de l'ingénieur en chef directeur des ponts et chaussées dans la Flandre Orientale.

Le Gouvernement néerlandais dirigera et fera surveiller par ses agents l'exécution de tous les travaux à effectuer sur son territoire, sous le contrôle commun des ingénieurs en chef des ponts et chaussées et du waterstaat dans les provinces de la Flandre Orientale et de la Zélande.

Le Gouvernement néerlandais prendra toutes les mesures nécessaires pour que les expropriations soient effectuées et les travaux achevés dans le plus court délai qu'il sera possible.

Art. 10. La dépense de construction, y compris les frais extraordinaires de surveillance des ouvrages décrits aux articles 2 et 3, ainsi que la dépense d'acquisition des terrains nécessaires, sont en totalité à la charge du Gouvernement belge.

Toutefois le Gouvernement néerlandais ne pourra réclamer aucune indemnité pour l'occupation définitive ou temporaire des terrains domaniaux ou de tous autres qui appartiennent à l'Etat néerlandais.

Les modifications aux travaux existants de consolidation des berges entre Sas de Gand et Terneuzen que doit entraîner le relèvement de la flottaison prévu à l'article 1er, seront déterminées par le Gouvernement néerlandais. Le Gouvernement belge en supportera les frais.

Art. 11. Le prix des travaux à exécuter sur le territoire des Pays-Bas sera avancé par le Gouvernement néerlandais,

maatregelen nemen tot onteigening der voor de uitvoering der werken benoodigde gronden, alsmede voor het opmaken der volledige ontwerpen en bestekken der werken die achtereenvolgens aan de goedkeuring der Belgische Regeering zullen worden onderworpen.

Na de goedkeuring der volledige ontwerpen en bestekken door de Belgische Regeering, zal de Nederlandsche Regeering tot de aanbesteding der werken overgaan binnen twee maanden nadat zij hiertoe door de Belgische Regeering is uitgenoodigd, althans voor zoover de onteigening der gronden genoegzaam is gevorderd.

Art. 9. De aanbesteding der werken zal plaats hebben te Middelburg, op de wijze als in Nederland gebruikelijk is, maar in tegenwoordigheid van den hoofdingenieur, directeur der bruggen en wegen in de provincie Oost-Vlaanderen.

De Nederlandsche Regeering doet alle op haar grondgebied tot stand te brengen werken uitvoeren onder leiding en beheer van hare ambtenaren, onder gemeenschappelijk toezicht van den hoofdingenieur, directeur der bruggen en wegen in de provincie Oost-Vlaanderen en van den hoofdingenieur van den waterstaat in de provincie Zeeland.

De Nederlandsche Regeering zal alle noodige maatregelen nemen, opdat binnen den kortst mogelijken tijd de onteigeningen afgeloopen en de werken voltooid zijn.

Art. 10. De kosten van uitvoering der werken, omschreven in de artikelen 2 en 3, met inbegrip van de buitengewone kosten van toezicht op deze werken, alsmede die van onteigening der daartoe benoodigde gronden, komen geheel ten laste van de Belgische Regeering.

Intusschen zal de Nederlandsche Regeering geene schadevergoeding kunnen vorderen voor het voortdurend of tijdelijk in gebruik nemen van domein of andere aan den Staat der Nederlanden toebehoorende gronden.

De wijzigingen der bestaande werken tot kunstmatige verdediging der kanaalboorden tusschen Sas van Gent en Terneuzen, die zullen voortvloeien uit de verhooging van den waterspiegel ingevolge artikel 1, zullen door de Nederlandsche Regeering worden bepaald. De kosten dezer wijzigingen zijn ten laste der Belgische Regeering.

Art. 11. De kosten van uitvoering der werken op Nederlandsch grondgebied zullen door de Nederlandsche Regeering

et payé directement par lui aux entrepreneurs sur certificats de paiement délivrés par les ingénieurs en chef des ponts et chaussées et du waterstaat dans les provinces de la Flandre Orientale et de la Zélande.

La dépense d'acquisition des terrains à emprendre et les frais extraordinaires de surveillance seront avancés également par le Gouvernement néerlandais.

Toutes les avances faites par le Gouvernement néerlandais lui seront remboursées par le Gouvernement belge.

Art. 12. Le Gouvernement néerlandais s'engage à entretenir en bon état les ouvrages à exécuter en vertu des articles 2 et 3 de la présente convention et à pouvoir à la manœuvre de tous les ponts et écluses à construire en vertu des dits articles.

Il s'engage, en outre, à entamer les dragages nécessaires à l'entretien de la profondeur dans le canal et dans le chenal vers l'Escaut, dès que les envasements y auront atteint respectivement 0^m 40 et 0^m 50 de hauteur.

Afin de l'indemniser des dépenses assumées de ce chef, le Gouvernement belge s'engage à porter de 58 300 florins à 92 000 florins la somme à payer annuellement en vertu de l'article 10 de la convention du 31 octobre 1879. L'augmentation ne sera due qu'à partir du premier du mois qui suivra le jour auquel la nouvelle écluse de Terneuzen aura été livrée à l'exploitation.

Ladite somme de 92 000 florins sera réduite de 700 florins pour chaque année (une partie d'année comptant pour une année entière) qui restera à courir entre la date à laquelle les travaux de consolidation des berges prévus à l'article 3, lit. *j*, seront terminés et celle du 1er janvier 1904.

Sont exceptés des travaux de consolidation visés au paragraphe précédent, ceux à exécuter au raccordement de Terneuzen, à la traversée de Sluiskil et à la dérivation de Sas de Gand.

Le Gouvernement néerlandais ne sera tenu de donner suite à la demande que pourra faire le Gouvernement belge, en vertu du dernier alinéa sub *a* de l'article 3, qu'après que les deux Gouvernements se seront entendus sur la somme que le Gouvernement belge aura à payer annuellement de ce chef au Gouvernement néerlandais.

worden voorgeschoten en rechtstreeks door haar worden voldaan aan de aannemers op certificaten van betaling, af te geven door de hoofdingenieurs der bruggen en wegen en van den waterstaat in de provinciën Oost-Vlaanderen en Zeeland.

De kosten van onteigening der in te nemen gronden en de buitengewone kosten van toezicht worden eveneens door de Nederlandsche Regeering voorgeschoten.

Alle door de Nederlandsche Regeering gedane voorschotten worden door de Belgische Regeering terugbetaald.

Art. 12. De Nederlandsche Regeering verbindt zich om de krachtens de artikelen 2 en 3 dezer overeenkomst uit te voeren werken in goeden staat te onderhouden en in de bediening van alle krachtens genoemde artikelen te bouwen bruggen en sluizen te voorzien.

Zij verbindt zich bovendien om tot het onderhouden der diepte in het kanaal en in de voorhaven tot het vereischte baggerwerk over te gaan, wanneer de verondieping respectievelijk 0,40 M. en 0,50 M. bedraagt.

Ter vergoeding van de hieruit voortvloeiende uitgaven, verbindt de Belgische Regeering zich om de som van 58.300 gulden, welke zij krachtens artikel 10 van de overeenkomst van den 31sten October 1879 jaarlijks heeft te betalen, te brengen op 92000 gulden. De verhooging zal ingaan op den eersten dag der maand volgende op den dag dat de nieuwe sluis te Terneuzen voor de scheepvaart zal zijn opengesteld.

Deze som van 92000 gulden zal verminderd worden met 700 gulden voor ieder jaar, (een gedeelte van een jaar voor een geheel gerekend) verloopende tusschen den dag, waarop de verdedigingswerken der kanaalboorden, bedoeld in artikel 3, lit. *j*., zullen voltooid zijn en den 1sten Januari 1904.

Van de hiergenoemde verdedigingswerken zijn echter uitgezonderd die langs het verbindingskanaal te Terneuzen, in de bocht van Sluiskil en langs den nieuwen kanaalarm te Sas van Gent.

Aan het verzoek dat de Belgische Regeering zal kunnen doen krachtens het laatste lid, sub *a*, van artikel 3, zal de Nederlandsche Regeering geen gevolg behoeven te geven dan nadat beide Regeeringen zullen zijn overeengekomen omtrent de som die de Belgische Regeering uit dien hoofde jaarlijks aan de Nederlandsche Regeering zal hebben te betalen.

Art. 13. Si le Gouvernement belge exprime un jour le désir de voir construire une nouvelle écluse à Terneuzen et de voir apporter à la partie néerlandaise du canal les modifications qui découleraient de l'établissement de cet ouvrage, sa demande fera l'objet d'une convention nouvelle entre les deux Gouvernements.

Art. 14. Toutes les dispositions des conventions ou arrangements existant actuellement entre les deux Gouvernements sont maintenues, en tant qu'elles ne soient pas contraires à celles de la présente convention.

Art. 15. La présente convention est conclue sous réserve de l'approbation des Pouvoirs Législatifs.

Elle sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bruxelles dans les six mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et scellée en double original.

Fait à Bruxelles, le 29 juin 1895.

(*get.*) TESTA. (*get.*) J. DE BURLET.

Art. 13. Wanneer de Belgische Regeering te eeniger tijd eene nieuwe sluis te Terneuzen gebouwd en aan het Nederlandsche gedeelte van het kanaal de daarmede verband houdende wijzigingen aangebracht wenscht te zien, zoo zal de daartoe strekkende aanvraag het onderwerp van eene nader te sluiten overeenkomst tusschen de beide Regeeringen uitmaken.

Art. 14. Alle bepalingen der thans bestaande overeenkomsten en schikkingen tusschen beide Regeeringen blijven van kracht, voor zoover zij niet met de bepalingen van deze overeenkomst in strijd zijn.

Art. 15. Deze overeenkomst wordt gesloten onder voorbehoud van goedkeuring door de Wetgevende Machten.

Zij zal bekrachtigd, en de bekrachtigingen zullen uitgewisseld worden te Brussel binnen zes maanden, of vroeger, indien dit mogelijk is.

Ter oorkonde waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden haar in tweevoud geteekend en gezegeld hebben.

Gedaan te Brussel, den 29sten Juni 1895.

(*L. S.*) (*get.*) TESTA. (*L. S.*) (*get.*) J. DE BURLET.

29 TRACTAAT tusschen Nederland en België van 23 Maart 1901 tot wijziging van art. 16, 1e lid van het gemeenschappelijk reglement voor het loodswezen op de Schelde.

(Staatsblad 1901, No. 104).

BESLUIT van den 4den Mei 1901, *bevelende de plaatsing in het* Staatsblad *van het te* 's Gravenhage *den 23sten Maart* 1901 *tusschen* Nederland *en* België *gesloten verdrag tot wijziging van art.* 16, 1ste *lid, van het gemeenschappelijk reglement voor het loodswezen op de* Schelde.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien het te *'s Gravenhage* den 23sten Maart 1901 tusschen *Nederland* en *België* gesloten verdrag tot wijziging van artikel 16, 1ste lid, van het gemeenschappelijk reglement voor het loodswezen op de *Schelde* van 20 Mei 1843 (*Staatsblad* n°. 45), reeds gewijzigd bij het verdrag van 17 Juli 1876 (*Staatsblad* n°. 175), van welk eerstgenoemd verdrag een afdruk met vertaling aan dit besluit is gehecht;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 30sten April 1901, n°. 5196, Directie van het Protocol;

Hebben goedgevonden en verstaan de bekendmaking van voorzegd verdrag te bevelen door plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad.*

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, worden belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering der bepalingen in meergenoemd verdrag vervat.

Het Loo, den 4den Mei 1901.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
W. H. DE BEAUFORT.

Uitgegeven den *vijftienden* Mei 1901.

De Minister van Justitie,
CORT V. D. LINDEN.

Sa Majesté, la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi des Belges,

ayant pris connaissance des dispositions formulées le 25 octobre 1900 par les commissaires permanents neérlandais et belges pour la surveillance commune des services de pilotage dans l'Escaut, afin de modifier le système de signaux d'appel de pilote établi par le § 1 de l'article 16 du Règlement international du 20 mai 1843, tel que ce paragraphe a été modifié par la Convention, conclue le 17 juillet 1876, ont résolu d'approuver ces dispositions et ont nommé à cet effet pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Monsieur GUILLAUME HENRI DE BEAUFORT, Son Ministre des Affaires Etrangères, et le Jonkheer JACQUES ALEXANDRE RÖELL, Son Ministre de la Marine;

Sa Majesté le Roi des Belges:

le Comte DE GRELLE ROGIER, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Les dispositions signées à Flessingue le 25 octobre 1900, en langues néerlandaise et française, par les commissaires permanents néerlandais et belges pour la surveillance commune des services de pilotage dans l'Escaut, ci annexées en copie, sont approuvées; la teneur respective de ces dis-

VERTALING.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en Zijne Majesteit de Koning der Belgen,

kennis genomen hebbende van de bepalingen, den 25sten october 1900 vastgesteld door de vaste commissarissen van Nederland en België voor het gemeenschappelijk toezicht op het loodswezen op de Schelde, tot wijziging van het stelsel der loodsseinen, vastgesteld in het eerste lid van artikel 16 van het Internationaal Reglement van 20 Mei 1843, zooals dat lid is gewijzigd bij het Verdrag van 17 Juli 1876, hebben besloten die bepalingen goed te keuren en te dien einde tot Hoogst Derzelver gevolmachtigden benoemd te weten:

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden:

den heer WILLEM HENDRIK DE BEAUFORT, Hoogst-Derzelver Minister van Buitenlandsche Zaken, en jonkheer JACOB ALEXANDER RÖELL, HoogstDerzelver Minister van Marine;

Zijne Majesteit de Koning der Belgen:

Graaf DE GRELLE ROGIER, HoogstDeszelfs buitengewoon gezant en gevolmachtigd minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden;

die, na overlegging hunner in behoorlijken vorm bevonden volmachten, omtrent de volgende bepalingen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

De in afschrift hieraan gehechte bepalingen, den 21sten October 1900 te Vlissingen in de Nederlandsche en Fransche talen onderteekend door de vaste commissarissen van Nederland en België voor het gemeenschappelijk toezicht op den loodsdienst op de Schelde, worden goedgekeurd; de inhoud

positions est considérée comme insérée dans la présente convention et sera comprise dans la ratification de cette dernière.

Article 2.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à La Haye aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susdits l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à La Haye, en double original, le 23 mars 1901.

(L. S.) W. H. DE BEAUFORT. (L. S.) Cte DE GRELLE ROGIER.
(L. S.) RÖELL.

van die in de twee hierbovenvermelde talen gestelde bepalingen wordt beschouwd deel uit te maken van dit verdrag en zal in de bekrachtiging daarvan begrepen zijn.

Artikel 2.

Dit verdrag zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen zoo spoedig mogelijk te 's Gravenhage worden uitgewisseld.

Ter oorkonde waarvan genoemde gevolmachtigden dit verdrag hebben onderteekend en van hunne zegels voorzien.

Gedaan, in dubbel, te 's Gravenhage, den 23sten Maart 1901.

(L.S.) W. H. DE BEAUFORT. (L.S.) GRAAF DE GRELLE ROGIER.
(L.S.) RÖELL.

Zie de Overeenkomst.

OVEREENKOMST.

De Nederlandsche en Belgische Regeeringen, willende de 1ste zinsnede van article 16 van het Internationale Reglement van 20 Mei 1843 in overeenstemming brengen met de voorschriften van het Nieuw Algemeen Seinboek ten dienste van alle natiën, aangenomen door de verschillende zeevarende Mogendheden, hebben daartoe benoemd:

De Nederlandsche Regeering, de heeren J. C. DE RUYTER DE WILDT en J. W. A. F. VAN MAREN BENTZ VAN DEN BERG, vaste commissarissen voor het gemeenschappelijk toezicht op de scheepvaart en het loodswezen op de Schelde;

De Belgische Regeering, de heeren N. ALLO en L. ROGER, vaste commissarissen voor het gemeenschappelijk toezicht op de scheepvaart en het loodswezen op de Schelde;

die, ingevolge de wederzijds aan hen verleende volmachten te Vlissingen vergaderd, omtrent de navolgende bepalingen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

Van af 1 Mei 1901 zal de eerste zinsnede van artikel 16 van het Internationale Reglement van 20 Mei 1843, gewijzigd bij overeenkomst van 7 April 1876, goedgekeurd door de beide Regeeringen den 17den Juli d. a. v., luiden als volgt:

Artikel 16. De navolgende seinen, hetzij afzonderlijk of gezamenlijk gedaan of getoond, worden als loodsseinen aangemerkt:

a. bij dag:

1°. de nationale vlag omgeven door een witten rand ter breedte van een vijfde van die der vlag, aan den voortop geheschen;

2°. het loodssein P. T. van het Internationaal Seinboek;

CONVENTION.

Le Gouvernement belge et le Gouvernement néerlandais désirant mettre le paragraphe 1 de l'article 16 du Règlement international du 20 mai 1843 en harmonie avec les prescriptions du nouveau Code international des signaux, adopté par les diverses Puissances maritimes, ont désigné à cette fin:

Le Gouvernement belge, M.M. N. ALLO et L. ROGER, commissaires permanents pour la surveillance commune de la navigation et des services du pilotage, etc. dans l'Escaut.

Le Gouvernement néerlandais, M.M. J. C. DE RUYTER DE WILDT et J. W. A. F. VAN MAREN BENTZ VAN DEN BERG, commissaires permanents pour la surveillance commune de la navigation et des services du pilotage, etc. dans l'Escaut;

lesquels s'étant réunis à Flessingue, en vertu des pouvoirs respectifs qui leur ont été conférés, sont convenus des dispositions suivantes:

Article I.

A partir du 1 mai 1901, le paragraphe 1 de l'article 16 du Règlement International du 20 mai 1843, tel qu'il a été modifié par la convention du 7 avril 1876, approuvée par les deux Gouvernements sous la date du 17 juillet suivant, sera conçu de la manière ci-après:

Article 16. Les signaux suivants faits ou exhibés, soit simultanément, soit séparément, seront considérés comme étant des signaux d'appel de pilote:

a. de jour:

1°. hissé à l'avant, le pavillon national encadré d'une bande blanche d'une cinquième de la largeur du pavillon;

2°. le signal P. T. du Code international des signaux;

3°. vlag S van het Internationaal Seinboek met of zonder den onderscheidingswimpel er boven;

4°. het afstandssein, bestaande uit een kegel met den top naar boven, boven welken twee bollen of voorwerpen die op bollen gelijken, zijn geheschen.

b. bij nacht:

1°. een pyrotechnisch licht, bekend onder den naam van „blauw licht", dat met tusschenpoozen van 15 minuten vertoond wordt;

2°. een helder wit licht, telken male gedurende den tijd van een minuut met korte of herhaalde tusschenpoozen getoond even boven de verschansing.

Artikel II.

De tegenwoordige overeenkomst treedt niet in werking, dan nadat zij door de wederzijdsche Regeeringen is goedgekeurd.

Gedaan, in dubbel, te Vlissingen, den 25sten October 1900, waarvan één in de Nederlandsche en één in de Fransche taal.

De Nederlandsche vaste Commissarissen,
J. C. DE RUYTER DE WILDT.
VAN DEN BERG.

De Belgische vaste Commissarissen,
ALLO.
L. ROGER.

(*L. S.*) W. H. DE BEAUFORT.
(*L. S.*) RÖELL.

3°. le pavillon S du susdit Code, surmonté ou non de la flamme caractéristique du Code;

4°. le signal de distance, consistant en un cône; la pointe tournée vers le haut et surmonté de deux boules ou formes ressemblant à des boules;

b. de nuit:

1°. le feu pyrotechnique, communément appelé „blue light" exhibé toutes les 15 minutes;

2°. un feu brillant blanc, à intermittences, ou exhibé à de courts ou fréquents intervalles un peu au-dessus des bastingages, chaque fois pendant environ une minute.

Article II.

La présente Convention ne sera mise à exécution qu'après l'approbation des Gouvernements respectifs.

Fait, en double expédition, à Flessingue, le 25 octobre 1900, dont une expédition en français et une autre en néerlandais.

Les Commissaires permanents Belges.	*Les Commissaires permanents Néerlandais,*
ALLO.	J. C. DE RUYTER DE WILDT.
L. ROGER.	VAN DEN BERG.

(*L. S.*) Cte DE GRELLE ROGIER.

30 TRACTAAT tusschen Nederland en België van 8 Maart 1902, tot wijziging van het tractaat van 29 Juni 1895 betreffende de verbetering van het Kanaal Gent—Terneuzen.

(Staatsblad 1903, No. 258).

BESLUIT van den 19den Augustus 1903, bevelende de plaatsing in het Staatsblad *van de te* 's Gravenhage *op 8 Maart 1902 met* België *gesloten overeenkomst tot wijziging der overeenkomst van 29 Juni 1895 betreffende de verbetering van het Kanaal* Gent—Terneuzen (Staatsblad 1897 nº. 70).

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de te *'s Gravenhage* op 8 Maart 1902 tusschen *Nederland* en *België* gesloten overeenkomst tot wijziging van die dd. 29 Juni 1895 betreffende de verbetering van het Kanaal van *Gent* naar *Ter Neuzen;*

Overwegende dat eerstbedoelde overeenkomst, waarvan een afdruk met vertaling aan dit besluit in gehecht, is goedgekeurd bij de wet van 14 Juli 1903 (*Staatsblad* nº. 196) en dat de uitwisseling der akten van bekrachtiging te *'s Gravenhage* op 28 Juli 1903 heeft plaats gehad;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van 15 Augustus 1903, Directie van het Protocol, nº. 10152;

Hebben goedgevonden en verstaan:

de bekendmaking van voorzegde overeenkomst te bevelen door plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad.*

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, worden belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering der bepalingen van meergemelde overeenkomst.

Het Loo, den 19den Augustus 1903.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
R. MELVIL VAN LYNDEN.

Uitgegeven den *acht en twintigsten* Augustus 1903.

De Minister van Justitie,
J. A. LOEFF.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi des Belges, voulant s'entendre au sujet de quelques modifications à apporter à la convention conclue le 29 juin 1895 entre les Pays-Bas et la Belgique, relative aux travaux à exécuter à la partie Néerlandaise du canal de Gand à Terneuzen et à ses dépendances ainsi qu'aux ouvrages qui s'y rattachent, ont nommé dans ce but pour Leurs plénipotentiaires savoir:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

le Baron R. MELVIL DE LYNDEN, Chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais, etc., etc., Son Ministre des Affaires Etrangères,

Sa Majesté le Roi des Belges:

le Comte DE GRELLE ROGIER, Commandeur de Son Ordre de Léopold, Commandeur de l'Ordre du Lion Néerlandais, Grand' Croix de l'Ordre d'Orange-Nassau, etc., etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Cour Royale des Pays-Bas.

Lesquels, après s'être communiqué mutuellement leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1. Les modifications ci-après sont apportées à la convention prémentionnée du 29 juin 1895:

a. L'écluse à construire à l'Ouest de Terneuzen en vertu de l'article 3, litt. *a*, de ladite convention, aura une largeur utile de 18 mètres.
Le busc d'amont sera placé à 1 m. 80 sous les buscs de l'écluse Est actuelle de Sas de Gand.

b. Les deux têtes d'écluse à construire dans la dérivation à établir à Sas de Gand, auront 26 mètres de largeur utile

VERTALING.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en Zijne Majesteit de Koning der Belgen, willende overeenkomen omtrent eenige wijzigingen te brengen in de den 29 Juni 1895 tusschen Nederland en België gesloten overeenkomst betreffende de werken uit te voeren aan het Nederlandsche gedeelte van het kanaal van Gent naar Ter Neuzen en hetgeen daartoe behoort, alsmede aan de werken, die daarmede in verband staan, hebben te dien einde tot Hoogstderzelver Gevolmachtigden benoemd, te weten:

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden:

R. MELVIL Baron VAN LYNDEN, Ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw, enz., enz., Hoogstderzelver Minister van Buitenlandsche Zaken;

Zijne Majesteit de Koning der Belgen:

Graaf DE GRELLE ROGIER, Commandeur van Hoogstdeszelfs orde van Leopold, Commandeur der orde van den Nederlandschen Leeuw, Grootkruis der orde van Oranje-Nassau, enz., enz., Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij het Koninklijk Nederlandsche Hof.

Dewelke, na wederkeerige mededeeling hunner in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten, nopens de volgende bepalingen zijn overeengekomen:

Artikel 1. In de bovenvermelde overeenkomst van den 29sten Juni 1895 worden de volgende wijzigingen gebracht:

a. De wijdte in den dag der ingevolge art. 3, litt. *a*, van bovengemelde overeenkomst bewesten Ter Neuzen te bouwen sluis zal 18 M. bedragen.
De bovenslagdorpel zal liggen op 1,80 M. beneden de slagdorpels der bestaande Oostsluis te Sas van Gent.

b. De twee in den te Sas van Gent te graven kanaalarm te bouwen sluishoofden zullen op een onderlingen afstand

et seront distantes entre elles de 200 m.; les buscs seront placés à 2 m. 95 sous les buscs de l'écluse Est actuelle de cette localité.

Deux gares d'évitement seront créées, l'une à l'amont et l'autre à l'aval de la susdite dérivation.

c. Les ponts à construire sur le canal de Gand à Terneuzen, en vertu de la convention du 29 juin 1895, présenteront une passe navigable de 26 m. de largeur.

Ces ouvrages seront fondés en prévision d'un mouillage ultérieur de dix mètres sous la jauge du canal, fixée à 6 m. 55 au dessus des buscs de l'écluse Est actuelle de Sas de Gand.

d. Entre la frontière néerlando-belge et l'écluse à construire à Terneuzen, en passant par la dérivation à construire à Sas de Gand, le canal sera approfondi jusqu'à 2 m. 20 sous le niveau des mêmes buscs.

e. La section mouillée dans les parties droites du canal entre la frontière néerlando-belge et l'écluse à construire à Terneuzen, en passant par la dérivation à construire à Sas de Gand, sera de 420 mètres carrés, étant entendu que la largeur au plafond du canal ne sera pas inférieure à 24 mètres.

f. Afin d'indemniser le Gouvernement Néerlandais des dépenses supplémentaires d'entretien et de manoeuvre à résulter des modifications portées aux litt. *a* à *e* ci-dessus, la somme de 92 000 (quatre vingt douze mille) florins à lui payer annuellement par le Gouvernement Belge en vertu de l'article 12, 3e alinéa de la Convention du 29 juin 1895, est portée à 94 500 (quatre vingt quatorze mille cinq cents) florins. Ce chiffre suppose réalisés la manoeuvre mécanique des ouvrages nouveaux de Terneuzen ainsi que l'éclairage de ces ouvrages par l'électricité.

Par amendement au dernier alinéa du même article 12, le Gouvernement Belge remboursera annuellement au Gouvernement Néerlandais les dépenses spéciales qui résulteront de la manoeuvre mécanique ainsi que de l'éclairage électrique des ouvrages mentionnés à l'alinéa précédent.

Il en sera de même des dépenses relatives aux modifications qui, dans l'avenir, seront apportées de commun accord aux installations destinées à la manoeuvre mécanique et à

van 200 meters geplaatst worden en in den dag 26 M. wijd zijn; de slagdorpels zullen liggen op 2,95 M. beneden de slagdorpels der bestaande Oostsluis aldaar.

Aan het boven- en aan het benedeneinde van voormelden kanaalarm zal eene wisselplaats voor schepen worden ingericht.

c. De over het kanaal van Gent naar Ter Neuzen, ingevolge de overeenkomst van den 29sten Juni 1895, te bouwen bruggen zullen eene doorvaartwijdte van 26 M. verkrijgen.

Hare fundeeringen zullen worden aangelegd met het oog op eene latere verdieping van het kanaal tot 10 M. beneden het op 6,55 M. boven de slagdorpels der bestaande Oostsluis te Sas van Gent vastgestelde kanaalpeil.

d. Van de Nederlandsch-Belgische grens langs den te graven kanaalarm te Sas van Gent tot aan de te Ter Neuzen te bouwen sluis zal het kanaal eene diepte verkrijgen van 2,20 M. beneden dezelfde slagdorpels.

e. De doorsnede beneden den waterspiegel, welke is vastgesteld voor de rechte kanaalvakken van de Nederlandsch-Belgische grens langs den te graven kanaalarm te Sas van Gent tot aan de te Ter Neuzen te bouwen sluis, zal 420 M². en de breedte in den bodem ten minste 24 M. bedragen.

f. Ter vergoeding van de hoogere kosten van onderhoud en bediening, welke voor de Nederlandsche Regeering voortvloeien uit de hierboven in de litt. *a* tot en met *e* omschreven wijzigingen, wordt de som van 92000 gulden, welke de Belgische Regeering ingevolge art. 12, 3de lid, van de overeenkomst van den 29sten Juni 1895 jaarlijks heeft te betalen, gebracht op 94500 gulden. Bij de bepaling van dit bedrag is gerekend op mechanische beweging van de nieuwe werken te Ter Neuzen en verlichting daarvan door middel van electriciteit.

Met afwijking van het laatste lid van gemeld art. 12 zal de Belgische Regeering jaarlijks aan de Nederlandsche Regeering terugbetalen de bijzondere uitgaven, die het gevolg zijn van de mechanische beweging en electrische verlichting, waarvan in het voorgaand lid sprake is. Deze bepaling is ook van toepassing op de uitgaven voortvloeiende uit veranderingen, die later in gemeen overleg aan de inrichtingen voor bedoelde mechanische beweging en electrische

l'éclairage électrique dont il s'agit, ou à leurs dépendances.

Le personnel spécial qui sera préposé à la manoeuvre mécanique et à l'éclairage électrique sera nommé par le Gouvernement Neérlandais. Les traitements de ce personnel seront fixés de commun accord entre les deux Gouvernements et ne pourront dépasser ceux alloués dans les Pays-Bas aux agents chargés de fonctions analogues.

Le Gouvernement Néerlandais pourra soumettre ces traitements aux retenues prescrites par les lois régissant, dans les Pays-Bas, les pensions de retraite des fonctionnaires civils ainsi que les pensions de leurs veuves et orphelins.

g. Le Gouvernement Belge pourra demander que la partie Néerlandaise du canal de Gand à Terneuzen soit éclairée à l'électricité et que la manoeuvre mécanique soit également appliquée aux ouvrages d'art non visés par le litt. *f* ci-dessus ou à une partie d'entre eux seulement.

Le cas échéant, il remboursera annuellement au Gouvernement des Pays-Bas les dépenses supplémentaires qui résulteront de l'éclairage et de la manoeuvre dont il s'agit, étant entendu que les dispositions des trois derniers alinéas du litt. *f* susdit seront aussi d'application dans l'occurrence.

h. Les travaux ayant pour objet la manoeuvre mécanique et l'éclairage par l'électricité des nouveaux ouvrages de Terneuzen et éventuellement du restant de la partie Néerlandaise du canal de Gand à Terneuzen, seront entrepris par voie d'adjudication, sur un programme à rédiger par le Gouvernement Néerlandais et à soumettre à l'agréation du Gouvernement Belge.

L'adjudication aura lieu à Middelbourg, en présence de l'ingénieur en Chef, Directeur des Ponts et Chaussées dans la Flandre-Orientale.

Le dossier de l'adjudication sera transmis à l'avis du Gouvernement Belge avant que le Gouvernement Néerlandais statue sur l'adjudication.

Article 2. Toutes les dispositions des conventions ou arrangements existant actuellement entre les deux Gouvernements sont maintenues, en tant qu'elles ne sont pas contraires à celles de la présente convention.

verlichting, met hetgeen daartoe behoort, aangebracht zullen worden.

Het met de mechanische beweging en electrische verlichting te belasten bijzondere personeel zal door de Nederlandsche Regeering worden benoemd. De bezoldiging van dat personeel zal in gemeen overleg door de beide Regeeringen worden vastgesteld en die, welke in Nederland aan met daarmede overeenstemmende bedieningen belaste beambten toegekend wordt, niet kunnen overschrijden.

De Nederlandsche Regeering zal op die bezoldiging de bijdragen kunnen inhouden, die krachtens de Nederlandsche wetten tot regeling van het pensioen van burgerlijke ambtenaren en van dat van hunne weduwen en weezen verschuldigd zijn.

g. De Belgische Regeering zal verlichting van het Nederlandsche gedeelte van het kanaal van Gent naar Ter Neuzen door middel van electriciteit, alsmede mechanische beweging van alle of sommige kunstwerken, niet bedoeld in litt. *f.* hierboven, kunnen verzoeken.

Nadat hieraan zal zijn gevolg gegeven, zal zij jaarlijks aan de Nederlandsche Regeering de meerdere uitgaven, die het gevolg zijn van de hier bedoelde verlichting en beweging, terugbetalen, waarbij overigens de bepalingen der laatste drie leden van litt. *f.* hierboven van toepassing zullen zijn.

h. Voor de inrichting der middelen tot mechanische beweging en electrische verlichting van de nieuwe werken te Ter Neuzen, en eventueel van het overige deel van het Nederlandsche gedeelte van het kanaal van Gent naar Ter Neuzen zullen aanbestedingen worden uitgeschreven naar een door de Nederlandsche Regeering op te maken en door de Belgische Regeering goed te keuren programma.

De aanbesteding zal plaats hebben te Middelburg in tegenwoordigheid van den hoofdingenieur-directeur der bruggen en wegen in de provincie Oost-Vlaanderen.

De stukken betreffende de aanbesteding zullen aan het oordeel van de Belgische Regeering worden onderworpen, alvorens de Nederlandsche Regeering daarop eene beslissing zal nemen.

Artikel 2. Alle bepalingen der thans bestaande overeenkomsten en schikkingen tusschen beide Regeeringen blijven van kracht voor zoover zij niet met de bepalingen van deze overeenkomst in strijd zijn.

Article 3. La présente convention est conclue sous réserve de l'approbation des pouvoirs législatifs.

Elle sera ratifiée et les ratifications seront échangées à la Haye dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et scellée en double original.

Fait à la Haye le 8 mars 1902.

Bn. MELVIL DE LYNDEN. *L. S.*

Cte. DE GRELLE ROGIER. *L. S.*

Artikel 3. Deze overeenkomst wordt gesloten onder voorbehoud van de goedkeuring der Wetgevende Machten.

Zij zal bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen binnen den kortst mogelijken tijd uitgewisseld worden te 's Gravenhage.

Ter oorkonde waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden haar in tweevoud geteekend en gezegeld hebben.

Gedaan te 's Gravenhage, den 8sten Maart 1902.

Baron MELVIL VAN LYNDEN.
Graaf DE GRELLE ROGIER.

31 TRACTAAT tusschen Nederland en België van 5 April 1905 betreffende de verbetering der verlichting van de Wester-Schelde en hare mondingen.

(Staatsblad 1906, No. 7).

BESLUIT van den 22sten Januari 1916, bevelende de bekendmaking van de op 5 April 1905 te 's Gravenhage *tusschen* Nederland *en* België *gesloten overeenkomst betreffende de verbetering der verlichting van de* Wester-Schelde *en hare mondingen.*

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de op 5 April 1905 te *'s Gravenhage* tusschen *Nederland* en *België* gesloten overeenkomst betreffende de verbetering der verlichting van de *Wester-Schelde* en hare mondingen, welke overeenkomst is goedgekeurd bij de wet van 12 December 1905 (*Staatsblad* n°. 316) en waarvan een afdruk bij dit besluit is gevoegd;

Overwegende, dat de uitwisseling der akten van bekrachtiging van voorzegde overeenkomst mede te *'s Gravenhage* op 28 December 1905 heeft plaats gehad;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 12den Januari 1906 n°. 15796, Directie van het Protocol;

Hebben goedgevonden en verstaan:

de bekendmaking van meergenoemde overeenkomst te bevelen door de plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad.*

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen bestuur, zijn belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering der bepalingen van meergemelde overeenkomst.

's Gravenhage, den 22sten Januari 1906

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
VAN TETS VAN GOUDRIAAN.

Uitgegeven den *derden* Februari 1906.

De Minister van Justitie,
E. E. VAN RAALTE.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi des Belges,

ayant pris connaissance de l'arrangement tendant à améliorer l'éclairage de l'Escaut et de ses embouchures, signé à Flessingue le 27 octobre 1904 par les délégués néerlandais et belges, ont résolu de consacrer cet arrangement par une convention diplomatique et ont nommé à cet effet pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

le Vice-Amiral A. G. ELLIS, Son Ministre des Affaires Etrangères ad intérim;

Sa Majesté le Roi des Belges:

le Baron GUILLAUME, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article premier.

Est approuvé l'arrangement ci-annexé en copie, signé, en textes néerlandais et français à Flessingue le 27 octobre 1904 par les commissaires permanents des deux Pays pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage, etc. dans l'Escaut et à ses embouchures.

Il sera considéré comme inséré mot à mot dans la présente convention et comme faisant partie intégrante de cette dernière.

Article 2.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à la Haye aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à la Haye, le 5 avril 1905.

(*L. S.*) ELLIS.
(*L. S.*) GUILLAUME.

OVEREENKOMST.

OVEREENKOMST voor de verbetering der verlichting van de Schelde en hare mondingen.

De Nederlandsche en Belgische Regeeringen, de verlichting van de Wester-Schelde en hare mondingen wenschende te verbeteren, hebben aangewezen om de voorwaarden te regelen, waaronder lichten zullen worden opgericht en aan bestaande lichten wijzigingen zullen worden aangebracht:

De Nederlandsche Regeering:

de heeren C. J. DE VRIESE
en J. W. A. F. VAN MAREN BENTZ VAN DEN BERG;

De Belgische Regeering:

de heeren N. ALLO
en L. ROGER,

vaste commissarissen der beide landen voor het gemeenschappelijk toezicht op de scheepvaart en het loodswezen enz. op de Schelde en in hare mondingen;

die, ingevolge de wederzijds aan hen verleende volmachten te Vlissingen vergaderd, omtrent de volgende bepalingen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

Het oprichten en het wijzigen van de hieronder genoemde lichten wordt noodig geoordeeld:

1°. Eene lichtboei uitleggen nabij het snijdingspunt der lichtenlijnen van Frederik en den Reigersbergschen polder;

2°. Eene lichtboei uitleggen ter hoogte van de zwarte stompe ton n°. 31 in de bocht van Walsoorden;

3°. Eene lichtboei uitleggen ter hoogte van de zwarte stompe ton n°. 5 met afgeknotten kegel in het Pas van Neuzen;

4°. Het karakter van het licht van het lichtschip Wielingen zoodanig veranderen, dat na elke twee roode schitteringen éene witte schittering volgt;

5°. De intensiteit van het licht van het lichtschip Wandelaar vergrooten;

CONVENTION pour l'amélioration de l'éclairage de l'Escaut et de ses embouchures.

Le Gouvernement néerlandais et le Gouvernement belge, voulant améliorer l'éclairage de l'Escaut et de ses embouchures, ont désigné, pour régler les conditions des installations à établir et des changements à apporter aux feux existants:

Le Gouvernement néerlandais:

M.M. C. J. DE VRIESE
et J. W. A. F. VAN MAREN BENTZ VAN DEN BERG;

Le Gouvernement belge:

M.M. N. ALLO
et L. ROGER,

commissaires permanents des deux pays pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage, etc. dans l'Escaut et à ses embouchures;

lesquels, s'étant réunis à Flessingue, en vertu des pouvoirs respectifs qui leur ont été conférés, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er.

L'établissement et les modifications des feux dont la nomenclature suit, ont été jugés nécessaires:

1°. Mouiller une bouée lumineuse près du point d'intersection des alignements des feux du Frédéric et du Reigersbergschen polder;

2°. Mouiller une bouée lumineuse à la hauteur de la bouée plate noire n°. 31 dans la courbe de Walsoorden;

3°. Mouiller une bouée lumineuse à la hauteur de la bouée plate noire n°. 5, à cône tronqué, dans la passe de Terneuzen;

4°. Modifier le caractère du feu du bateau-phare „Wielingen" de manière qu'à deux éclats rouges succède un éclat blanc;

5°. Augmenter l'intensité du feu du bateau-phare „Wandelaar";

6°. De roode spitse ton n°. 2 met kegel van de „Wielingen" vervangen door eene lichtboei;

7°. De zwarte stompe ton n°. 8 met afgeknotten kegel van de Wielingen vervangen door eene lichtboei;

8°. De lichten van Nieuwe-Sluis versterken en het hooge licht veranderen in een bliksemlicht, dat tevens over het vaarwater rondom zichtbaar is;

9°. Het hooge licht op den Noordzee-boulevard te Vlissingen veranderen in een vast licht met verduisteringen;

10°. Eene lichtboei uitleggen in de Sardijngeul;

11°. Eene lichtboei uitleggen ter hoogte van de kogelton n°. 5 van het Oostgat;

12°. De roode spitse ton n°. 1 met bol van het Oostgat vervangen door eene lichtboei;

13°. De lichten van Kaapduinen versterken en het hooge licht veranderen in een vast licht met verduisteringen;

14°. Het licht van Zoutelande versterken.

Artikel 2.

De verbeteringen zullen worden aangebracht in de volgorde aangeduid in artikel 1.

Die, waarvan de gelijktijdige uitvoering mogelijk wordt geacht, zullen te gelijker tijd worden aangebracht.

Alle lichtboeien zullen tevens geluidgevend zijn, nadat een systeem van licht- tevens geluidgevende boeien, geschikt voor verlichting van eene rivier, zal zijn aangenomen.

Artikel 3.

De Belgische Regeering zal de lichtboei, uit te leggen nabij het snijdingspunt van de lichtenlijnen Frederik en den Reigersbergschen polder, doen vervaardigen, plaatsen en onderhouden.

De wijzigingen, aan te brengen in de lichten van de lichtschepen Wielingen en Wandelaar, zullen door hare zorgen geschieden.

De vervaardiging, de plaatsing en het onderhoud van de overige lichtboeien, alsmede de veranderingen van de lichten, staande op Nederlandsch grondgebied, zullen geschieden door de zorgen van de Nederlandsche Regeering, die bovendien twee reserve-lichtboeien en een reserve-lantaarn voor genoemde boeien zal doen vervaardigen.

6°. Remplacer la bouée conique rouge n°, 2, à cône des „Wielingen", par une bouée lumineuse ;

7°. Remplacer la bouée plate noire n°. 8, à cône tronqué, des „Wielingen", par une bouée lumineuse ;

8°. Renforcer les feux du Nieuwe Sluis et changer le feu supérieur en un feu à éclairs, qui soit en même temps visible de tous les points de la passe ;

9°. Changer le feu supérieur du Noordzeeboulevard, à Flessingue, en un feu fixe avec occultations ;

10°. Placer une bouée lumineuse dans le Sardyngeul ;

11°. Mouiller une bouée lumineuse à la hauteur de la bouée sphérique n°, 5, de l'Oostgat ;

12°. Remplacer la bouée conique rouge n°. 1, à sphère, de l'Oostgat par une bouée lumineuse ;

13°. Renforcer les feux de Kaapduinen et changer le feu supérieur en un feu fixe avec occultations ;

14°. Renforcer le feu de Zoutelande.

Article 2.

Les améliorations seront réalisées dans l'ordre indiqué à l'article 1er.

Celles dont l'exécution simultanée sera reconnue possible seront effectuées en même temps.

Toutes les bouées lumineuses seront sonores pour autant qu'il existe un système qui, répondant à cette condition, convient pour une rivière.

Article 3.

Le Gouvernement belge se chargera de faire construire, placer et entretenir la bouée lumineuse à mouiller à l'intersection des alignements des feux du Frédéric et du Reigersbergschen polder.

Les modifications à apporter à l'éclairage des bateaux-phares „Wielingen" et „Wandelaar" seront exécutées par ses soins.

La construction, le placement et l'entretien des autres bouées lumineuses, ainsi que les changements aux feux établis sur le territoire néerlandais, seront exécutés par les soins du Gouvernement des Pays-Bas, qui fera aussi construire deux bouées lumineuses de réserve et une lanterne de réserve pour les dites bouées.

Artikel 4.

De plannen en begrootingen van alle uit te voeren werken, bedoeld bij artikel 1, uitgezonderd die, genoemd sub 1°., 3°., 4°., 5°. en 9°. van dat artikel, zullen worden onderworpen aan de goedkeuring der vaste commissarissen en in gemeen overleg worden vastgesteld.

Artikel 5.

Alle uit te voeren werken, behoudens de uitzonderingen aangeduid in artikel 4, zullen zooveel mogelijk bij contracten worden uitgevoerd en deze zullen niet geldig zijn dan nadat zij door de beide Regeeringen zijn goedgekeurd.

Artikel 6.

De Belgische commissarissen zullen het recht hebben de werken, welke door de zorgen van de Nederlandsche Regeering voor rekening van België worden uitgevoerd, te onderzoeken en op het onderhoud daarvan toe te zien.

Artikel 7.

De beide Regeeringen verbinden zich de vereischte maatregelen te nemen, opdat de lichtboeien in korten tijd worden gelegd en de wijzigingen in de bestaande lichten spoedig worden aangebracht.

Artikel 8.

Alle onkosten, door de Nederlandsche Regeering te maken voor de werken, waarvan de uitgaven voor rekening komen van België, te weten de werken, waarvan sprake is in artikel 5, en voor het onderhoud daarvan, zullen door de Belgische Regeering worden betaald en wel op de in de voorwaarden van aanneming te bepalen tijdstippen.

Die betalingen zullen plaats hebben eene maand nadat de Nederlandsche Regeering aan de Belgische, declaratiën, vergezeld van de bescheiden tot staving, zal hebben doen toekomen.

Artikel 9.

De Nederlandsche Regeering zal zorgen, dat de lichten en lichtboeien, waarvan sprake is in artikel 5, in goeden staat worden onderhouden. Zij zal die, zonder toestemming van België, niet kunnen wegnemen, noch aan hunne bestemming onttrekken, behoudens gevallen van oorlog of van mogelijk gevaar voor oorlog.

Article 4.

Les plans et devis estimatifs de tous les travaux et constructions prévus à l'article 1er, à l'exclusion de ceux nommés sub 1°., 3°., 4°., 5° et 9° de cet article, seront soumis à l'approbation des commissaires permanents et arrêtés de commun accord.

Article 5.

Tous les travaux et installations, sous réserve des exceptions stipulées à l'article 4, feront autant que possible l'objet de contrats et ceux-ci ne seront admis qu'après qu'ils auront été approuvés par les deux Gouvernements.

Article 6.

Les commissaires belges auront le droit d'inspecter et de snrveiller les travaux et constructions à faire exécuter par l'administration néerlandaise pour compte de la Belgique, ainsi que l'entretien de ces installations.

Article 7.

Les deux Gouvernements s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour que les bouées lumineuses soient mises à bref délai en place et pour que les modifications de feux soient effectuées promptement.

Article 8.

Tous les frais à faire par le Gouvernement des Pays-Bas pour les installations et travaux dont la dépense incombe à la Belgique, savoir ceux dont question à l'article 5, et pour leur entretien, seront payés par le Gouvernement belge et ce à des époques à fixer par les conditions d'entreprise.

Ces paiements auront lieu un mois après la remise par le Gouvernement néerlandais au Gouvernement belge de déclarations accompagnées des comptes justificatifs.

Article 9.

Le Gouvernement néerlandais veillera à ce que les feux et les bouées lumineuses, dont question à l'article 5, soient conservés en bon état de service. Il ne pourra ni les enlever, ni les détourner de leur destination sans le consentement de la Belgique, sauf en cas de guerre ou de danger éventuel de guerre.

De door de zorgen van de Nederlandsche Regeering voor rekening van den Belgischen Staat te wijzigen lichten en te plaatsen lichtboeien zullen het eigendom blijven van de Nederlandsche Regeering, zoolang zij gebruikt worden voor het doel, waarvoor zij bestemd zijn, maar in geval van wijzigingen, die tot de opheffing of buiten gebruikstelling van een of ander dier voorwerpen leiden, zullen deze aan België worden teruggegeven.

Artikel 10.

De commissarissen der beide landen zullen de bevoegdheid hebben om in gemeen overleg aan de verlichting de wijzigingen aan te brengen, die ten gevolge van verandering in de richting der vaarwaters noodzakelijk mochten worden.

Artikel 11.

De Nederlandsche Regeering belast zich met het doen plaatsen, verplaatsen, herstellen en bijvullen van de lichtboeien, welke zij voor rekening van België laat vervaardigen. Tot dekking van hare onkosten zal de Belgische Regeering haar eene vaste vergoeding verschuldigd zijn van twaalfhonderd gulden per boei per jaar en voor den tijd dat deze voorwerpen zullen zijn uitgelegd geweest. Deze betalingen zullen plaats hebben op declaratiën van de Nederlandsche administratie.

Artikel 12.

De tegenwoordige overeenkomst treedt niet in werking dan nadat zij door de wederzijdsche Regeeringen is goedgekeurd.

Aldus gedaan, in dubbel, te Vlissingen, den 27 October 1904, waarvan één in de Nederlandsche en één in de Fransche taal.

De Nederlandsche vaste commissarissen,

C. J. DE VRIESE.
VAN DEN BERG.

De Belgische vaste commissarissen,

ALLO.
L. ROGER.

(signé) ELLIS.
(signé) GUILLAUME.

Les feux à modifier et les bouées à placer par les soins du Gouvernement néerlandais pour compte de l'Etat belge resteront la propriété du Gouvernement des Pays-Bas aussi longtemps qu'ils seront employés à leur destination, mais, en cas de modifications qui amèneront la suppression ou la mise hors d'usage de l'un ou de l'autre de ces objets, ces derniers seront restitués à la Belgique.

Article 10.

Les commissaires des deux pays auront la faculté d'apporter, de commun accord, à l'éclairage les modifications qui deviendraient nécessaires par suite de changements dans la directions des passes.

Article 11.

Le Gouvernement néerlandais s'étant chargé de placer, déplacer, réparer et alimenter les bouées lumineuses qu'il fera construire pour compte de la Belgique, il lui sera dû, par le Gouvernement belge, pour le couvrir de ses frais, une redevance fixe de douze cents florins P. B. par bouée par an et pour le temps que les engins de l'espèce auront été mouillés. Ces payements auront lieu sur déclarations de l'administration néerlandaise.

Article 12.

La présente convention ne deviendra exécutoire qu'après avoir été approuvée par les Gouvernements respectifs.

Ainsi fait à Flessingue, le 27 octobre 1904, en double expédition, dont une en français et une autre en néerlandais.

Les commissaires permanents néerlandais,

C. J. DE VRIESE.
VAN DEN BERG.

Les commissaires permanents belges,

ALLO.
L. ROGER.

32 TRACTAAT tusschen Nederland en België van 8 October 1907 betreffende de verbetering van de verlichting en bebakening der Wester-Schelde.

(Staatsblad 1908, No. 203).

BESLUIT van den 19den *Juni* 1908, *bevelende de plaatsing in het* Staatsblad *van de Nederlandsch-Belgische overeenkomst betreffende de verbetering van de verlichting en bebakening der* Wester-Schelde *d.d.* 's Gravenhage 8 *October* 1907.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de op 8 October 1907 te *'s Gravenhage* namens *Nederland* en *België* onderteekende overeenkomst betreffende de verbetering der verlichting en bebakening van de *Wester-Schelde*, van welke overeenkomst een afdruk aan dit Besluit is gehecht;

Overwegende, dat de uitwisseling der Nederlandsche en Belgische akten van bekrachtiging van voorzegde overeenkomst op 13 Juni 1908 mede te *'s Gravenhage* heeft plaats gehad;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 16 Juni 1908, n°. 13030, Directie van het Protocol;

Hebben goedgevonden en verstaan:

de bekendmaking van meergenoemde overeenkomst te bevelen door plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, worden belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

's Gravenhage, den 19den Juni 1908.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

Uitgegeven den *eersten* Juli 1908.

De Minister van Justitie,
NELISSEN.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi des Belges,

ayant pris connaissance de l'arrangement tendant à améliorer l'éclairage et le balisage de l'Escaut, signé à Flessingue, le 30 avril 1907, par les commissaires permanents néerlandais et belges, ont résolu de consacrer cet arrangement par une convention diplomatique et ont nommé à cet effet pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

le Jonkheer D. A. W. VAN TETS VAN GOUDRIAAN, Son Ministre des Affaires Etrangères;

Sa Majesté le Roi des Belges:

le Baron GUILLAUME, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article premier.

Est approuvé l'arrangement ci-annexé en copie, signé, en textes néerlandais et français, à Flessingue, le 30 avril 1907, par les commissaires permanents des deux Pays pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage, etc. dans l'Escaut et à ses embouchures.

Il sera considéré comme inséré mot à mot dans la présente convention et comme faisant partie intégrante de cette dernière.

Article 2.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à La Haye aussitôt que possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double, à la Haye, le 8 octobre 1907.

(*L. S.*) VAN TETS VAN GOUDRIAAN. (*L. S.*) GUILLAUME.

OVEREENKOMST voor de verbetering van de verlichting en bebakening der Schelde.

De Nederlandsche en Belgische Regeeringen, de verlichting en bebakening van de Wester-Schelde wenschende te verbeteren, hebben aangewezen, om de voorwaarden te regelen, waaronder lichten opgericht en aan eenige lichten wijzigingen aangebracht zullen worden:

De Nederlandsche Regeering:

de heeren J. W. A. F. VAN MAREN BENTZ VAN DEN BERG en C. A. DOMINICUS;

De Belgische Regeering:

de heeren N. ALLO en A. E. VAN DEN KERCKKOVE,

vaste commissarissen der beide landen voor het gemeenschappelijk toezicht op de scheepvaart en het loodswezen enz. op de Schelde en in hare mondingen, die, ingevolge de wederzijds aan hen verleende volmachten, te Vlissingen vergaderd, omtrent de volgende bepalingen overeengekomen zijn:

Artikel 1.

De verlichting en bebakening van de Wester-Schelde, niet meer voldoende geacht wordende voor de vaart der groote schepen, zullen als volgt aangevuld en gewijzigd worden:

A. Lichtboeien zullen gelegd worden, ter vervanging van de navolgende bestaande tonnen:

1. Honte.

Roode spitse ton n°. 1.

2. Pas van Terneuzen.

Roode kogelton, met bol, n°. 5.

CONVENTION pour l'amélioration de l'éclairage et du balisage de l'Escaut.

Le Gouvernement néerlandais et le Gouvernement belge, voulant améliorer l'éclairage et le balisage de l'Escaut, ont désigné, pour régler les conditions des installations à établir et des changements à apporter à certains feux,

Le Gouvernement néerlandais:

M.M. J. W. A. F. VAN MAREN BENTZ VAN DEN BERG et C. A. DOMINICUS;

Le Gouvernement belge:

M.M. N. ALLO et A. E. VAN DEN KERCKHOVE,

commissaires permanents des deux pays pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage etc. dans l'Escaut et à ses embouchures, lesquels, s'étant réunis à Flessingue, en vertu des pouvoirs respectifs qui leur ont été conférés, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

l'Eclairage et le balisage de l'Escaut ayant été jugés insuffisants pour la navigation des grands navires, seront complétés et modifiés comme suit:

A. Des bouées lumineuses seront mouillées en remplacement des bouées actuelles ci-après:

1. Honte.

Bouée conique rouge n°. 1.

2. Passe de Terneuzen.

Bouée sphérique rouge avec sphère n°. 5.

Rood en zwart, horizontaal gestreepte kogelton, met kegel n°. 10.
Rood en zwart, horizontaal gestreepte kogelton, met kegel n°. 12.

3. Everingen.

Rood en zwart, horizontaal gestreepte kogelton, met ruit n°. 12.
Zwarte stompe ton n°. 20.

4. Middelgat.

Roode spitse ton, met bol n°. 20.

5. Zuidergat.

Roode spitse ton n°. 25.
Rood en zwart, horizontaal gestreepte kogelton, met ruit n°. 26.

6. Bocht van Walsoorden.

Zwarte stompe ton n°. 33.

7. Vaarwater van Valkenisse.

Zwarte stompe ton, met kegel n°. 36.
Roode spitse ton n°. 31.

Bovendien zullen lichtboeien gelegd worden:

1°. tusschen de bestaande roode, spitse tonnen n°s. 30 en 31 (n°. 30*a*).

2°. tusschen de roode spitse tonnen n°s. 31 en 32 (n°. 31*a*).

8. Nauw van Bath.

Roode spitse ton, met bol n°. 33.
Roode spitse ton n°. 36.
Rood en zwart, horizontaal gestreepte kogelton, met kegel n°. 43.

9. Santvliet.

Roode spitse ton n°. 43.
Roode spitse ton, met ruit n°. 44.

10. Saeftingen tot Frederik.

Roode spitse ton n°. 48.

Bouée sphérique à bandes horizontales noires et rouges avec cône n°. 10.
Bouée sphérique à bandes horizontales noires et rouges avec cône n°. 12.

3. Passe d'Everingen.

Bouée sphérique à bandes horizontales noires et rouges avec losange n°. 12.
Bouée plate noire n°. 20.

4. Middelgat.

Bouée conique rouge avec sphère n°. 20.

5. Zuidergat.

Bouée conique rouge n°. 25.
Bouée sphérique à bandes horizontales noires et rouges avec losange n°. 26.

6. Passe de Walsoorden.

Bouée plate noire n°. 33.

7. Passe de Valkenisse.

Bouée plate noire avec cône n°. 36.
Bouée conique rouge n°. 31.

Des bouées lumineuses complémentaires seront mouillées:

1°. entre les bouées rouges actuelles n°. 30 et 31 (n°. 30*a*),

2°. entre les bouées rouges n°. 31 et 32 (n°. 31*a*).

8. Nauw de Bath.

Bouée conique rouge n°. 33 à sphère,
Bouée conique rouge n°. 36.
Bouée sphérique à bandes horizontales noires et rouges avec cône n°. 43.

9. Santvliet.

Bouée conique rouge n°. 43.
Bouée conique rouge n°. 44, avec losange.

10. Saeftingen au Frédéric.

Bouée conique rouge n°. 48.

11. Frederik tot Lillo.

Zwarte stompe ton n°. 57.

12. Lillo tot Kruisschans.

Roode spitse ton n°. 53.

13. Willemsrek.

Zwarte stompe ton n°. 62.

14. Krankeloon.

Roode spitse ton n°. 57.

15. Pijp tabak.

Zwarte stompe ton n°. 69.

B. Vaste lichten, met verduisteringen, zullen op de navolgende bakens opgericht worden:

1. Middelgat.

Baken, met kegel als topteeken, van Biezelingschen Ham.

2. Nauw van Bath.

Baken, met bol als topteeken, beneden Bath.
Baken, met cylinder als topteeken, beneden Bath.

3. Santvliet.

Baken van Saeftingen, met schijf als topteeken.

4. Saeftingen tot Frederik.

De beide bakens van de Ballastplaat.

5. Lillo tot Kruisschans.

Baken van Lillo, met dubbelen kegel.

6. Willemsrek.

Baken van de Meestoof.

C. De navolgende witte, vaste lichten der geleidelichten zullen, indien dit noodig geoordeeld zal worden, gewijzigd worden in lichten met verduisteringen, ten einde verwarring met de door schepen gevoerde witte, vaste lichten te voorkomen:

11. Frédéric à Lillo.

Bouée plate noire n°. 57.

12. Lillo au Kruisschans.

Bouée conique rouge n°. 53.

13. Willemsrek.

Bouée plate noire n°. 62.

14. Krankeloon.

Bouée conique rouge n°. 57.

15. Pipe de Tabac.

Bouée plate noire n°. 69.

B. Des feux à éclipses seront installés sur certaines balises, savoir:

1. Middelgat.

Balise surmontée d'un cône du Biezelingsche Ham.

2. Passe de Bath.

Balise surmontée d'une sphère en aval de Bath.
Balise surmontée d'un cylindre en aval de Bath.

3. Santvliet.

Balise de Saeftingen, surmontée d'un disque.

4. Saeftingen au Frédéric.

Des deux balises du Ballastplaat.

5. Lillo au Kruisschans.

Balise à double cône de Lillo.

6. Willemsrek.

Balise du Meestoof.

C. Les feux blancs fixes de ceux des fanaux d'alignement pour lesquels la chose sera reconnue nécessaire, seront transformés en feux à éclipse, afin de prévenir toute confusion avec les feux blancs fixes exhibés par les navires, savoir:

1. Pas van Terneuzen.

Het licht van den Nieuwen Neuzen Polder (Verklikker).
Het lage licht van den Nieuwen Neuzen Polder.
Het lage licht van den Othenepolder.

2. Everingen.

Het lage licht van Eendrachtpolder.

3. Middelgat.

Het licht van Hoedekenskerke.

4. Bocht van Walsoorden.

De twee lichten op den berm van Walsoorden.
Het lage licht van Noorddijkpolder.
Het hooge licht van Groenendijk.

5. Bath.

Het lage licht van Bath.
Het lage licht van Reigersbergschen Polder.

6. Van Saeftingen tot Frederik.

Het lage licht van Frederik.

7. Krankeloon.

Het lage licht van Krankeloon-fort.

D. Op den steilen rechteroever te Bath zullen drie bakens opgericht worden, terwijl de paal, waaraan tegenwoordig het hooge licht van Othenepolder geheschen wordt, vervangen zal worden door een ijzeren opstand met lichthuis.

Artikel 2.

De aanschaffing en plaatsing der lichtboeien, de verlichting der bakens en de wijzigingen en karakter-veranderingen der lage of hooge lichten van de geleidelichten, op Belgisch grondgebied, zullen door de Belgische Regeering geschieden.

1. Passe de Terneuzen.

Le feu du Verklikker du Nieuwe Neuzen Polder.
Le feu inférieur du Nieuwe Neuzen Polder.
Le feu inférieur du Othene Polder.

2. Everingen.

Le feu inférieur du Eendracht Polder.

3. Middelgat.

Le feu de Hoedekenskerke.

4. Passe de Walsoorden.

Les deux feux du berme de Walsoorden.
Le feu inférieur du Noorddijks Polder.
Le feu supérieur de Groenendijk.

5. Bath.

Le feu inférieur de Bath.
Le feu inférieur du Reigersbergschen Polder.

6. Saeftingen au Frédéric.

Le feu inférieur du Frédéric.

7. Krankeloon.

Le feu inférieur de Krankeloon-Fort.

D. Il sera construit trois balises à Bath, sur l'accore de la rive droite, ainsi qu'une charpente en fer avec cabanon, pour le feu supérieur du Othene Polder, actuellement supporté par un pieu.

Article 2.

L'acquisition et le placement des bouées lumineuses, l'éclairage des balises et les transformations et changements de caractère des feux inférieurs ou supérieurs d'alignement sur le territoire belge seront effectués par le Gouvernement belge.

De vervaardiging, de plaatsing, het onderhoud der lichtboeien, reservoirs met lantaarns voor de verlichting van de bakens en de wijziging van die bakens; de vervaardiging, de plaatsing en het onderhoud van de reservoirs met lantaarns voor de wijziging van de geleidelichten; de vervaardiging en de plaatsing van de bakens op Nederlandsch grondgebied, zullen geschieden, voor rekening van België, door de zorgen van de Nederlandsche Regeering, die bovendien, voor rekening van den Belgischen Staat, zes reservelichtboeien compleet, vijf lantaarns en twee reservoirs voor lichten met verduisteringen der geleidelichten zal doen vervaardigen, om zoo noodig gebruikt te worden.

Artikel 3.

De plannen en begrootingen van alle uit te voeren werken voor de verbetering van de verlichting en de bebakening op Nederlandsch grondgebied, zullen aan de goedkeuring van de vaste Commissarissen der beide landen onderworpen en in gemeen overleg vastgesteld worden.

Artikel 4.

Alle uit te voeren werken op het Nederlandsch gedeelte der rivier zullen zooveel mogelijk bij contracten uitgevoerd worden, en deze zullen niet geldig zijn, dan nadat zij door de beide Regeeringen goedgekeurd zijn.

Artikel 5.

De Belgische Commissarissen zullen het recht hebben de werken, welke door de zorgen van de Nederlandsche Regeering, voor rekening van België uitgevoerd worden, te onderzoeken en op het onderhoud daarvan toe te zien.

Artikel 6.

De beide Regeeringen verbinden zich de vereischte maatregelen te nemen, opdat de verbeteringen, bedoeld in deze overeenkomst, zoo spoedig mogelijk uitgevoerd worden.

Artikel 7.

Alle onkosten, door de Nederlandsche Regeering te maken voor de verbeteringen, waarvan de uitgaven voor rekening

La construction, le placement, l'entretien des bouées lumineuses, des réservoirs avec lanternes pour éclairer les balises, la transformation de celles-ci, les réservoirs avec lanternes pour la transformation des feux d'alignement, la construction et le placement des balises sur territoire néerlandais seront faits, pour compte de la Belgique, par les soins du Gouvernement des Pays-Bas qui fera aussi, à la charge de l'Etat belge, construire comme réserve six bouées lumineuses complètes, cinq lanternes, deux réservoirs pour feux à éclipse de fanaux d'alignement, pour être utilisés si de besoin.

Article 3.

Les plans et devis estimatifs de tous les travaux et acquisitions pour l'amélioration de l'éclairage et du balisage sur le territoire néerlandais seront soumis à l'approbation des Commissaires permanents des deux Pays et arrêtés de commun accord.

Article 4.

Tous les travaux et installations sur la section néerlandaise du fleuve seront autant que possible l'objet de contrats et ceux-ci ne seront admis qu'après qu'ils auront été approuvés par les deux Gouvernements.

Article 5.

Les Commissaires belges auront le droit d'inspecter et de surveiller les travaux et constructions à faire exécuter par l'administration néerlandaise pour le compte de la Belgique, ainsi que l'entretien de ces installations.

Article 6.

Les deux Gouvernements s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour que les améliorations qui font l'objet de la présente Convention soient effectuées aussi promptement que possible.

Article 7.

Tous les frais à faire par le Gouvernement des Pays-Bas pour les améliorations dont la dépense incombe à la Belgique

van België komen, en voor het onderhoud, zullen door de Belgische Regeering op in de voorwaarden van aanneming te bepalen tijdstippen betaald worden.

Die betalingen zullen geschieden een maand nadat de Nederlandsche Regeering aan de Belgische declaratiën, vergezeld van de bescheiden tot staving, zal hebben doen toekomen.

Artikel 8.

De Nederlandsche Regeering zal waken, dat de nieuw opgerichte bakens, de lichtboeien, de reservoirs voor bakens en lichten, die voor rekening van de Belgische aangeschaft zijn, in goeden staat onderhouden worden. Zij zal die, zonder toestemming van België, niet mogen wegnemen, noch aan hunne bestemming onttrekken, behoudens in geval van oorlog, of van mogelijk gevaar voor oorlog.

De voor rekening van de Belgische Regeering aangeschafte bakens, lichtboeien, reservoirs voor bakens en lichten aan den wal zullen het eigendom van de Nederlandsche Regeering blijven, zoolang zij voor het doel, waarvoor zij bestemd zijn, gebruikt worden; maar aan België teruggegeven worden, ingeval van wijziging, die tot opheffing of buiten gebruikstelling van een of meer dier voorwerpen mocht leiden.

Artikel 9.

De Commissarissen der beide landen zullen de bevoegdheid hebben om in gemeen overleg de wijzigingen, die de ondervinding mocht aangeven, en die ten gevolge van veranderingen in de richting der vaarwaters noodzakelijk mochten worden, aan de ontworpen verlichting aan te brengen.

Artikel 10.

De Nederlandsche Regeering belast zich met het doen plaatsen, verplaatsen, herstellen en bijvullen van de lichtboeien en het bijvullen en herstellen van de reservoirs der bakens en lichten, welke zij voor rekening van België laat vervaardigen.

Tot dekking van deze onkosten zal de Belgische Regeering haar een vaste jaarlijksche vergoeding verschuldigd zijn van twaalf honderd gulden per boei en per reservoir van bakens of lichten, voor den tijd dat deze voorwerpen werkelijk dienst gedaan hebben. Deze betalingen zullen plaats hebben op declaratiën van de Nederlandsche administratie.

et pour leur entretien seront payés par le Gouvernement belge à des époques à fixer par les conditions d'entreprise.

Ces payements auront lieu un mois après la remise par le Gouvernement néerlandais au Gouvernement belge de déclarations accompagnées des comptes justificatifs.

Article 8.

Le Gouvernement néerlandais veillera à ce que les balises nouvellement construites, les bouées lumineuses, réservoirs pour balises et fanaux acquis aux frais du Gouvernement belge soient conservés en bon état de service. Il ne pourra ni les enlever, ni les détourner de leur destination sans le consentement de la Belgique, sauf en cas de guerre ou de danger éventuel de guerre.

Les balises et les bouées lumineuses, réservoirs pour balises et fanaux à terre acquis pour le compte du Gouvernement belge resteront la propriété du Gouvernement des Pays-Bas aussi longtemps qu'ils seront employés à leur destination, mais en cas de modification qui amènerait la suppression ou la mise hors d'usage de l'un ou de l'autre de ces objets, ces derniers seront restitués à la Belgique.

Article 9.

Les Commissaires des deux pays auront la faculté d'apporter, de commun accord, à l'éclairage projeté les modifications que l'expérience indiquerait et celles qui deviendraient nécessaires par suite de changements dans la direction des passes.

Article 10.

Le Gouvernement néerlandais s'étant chargé de placer, déplacer, réparer et alimenter les bouées lumineuses, d'alimenter et réparer les réservoirs des balises et des fanaux, qu'il fera construire pour compte de la Belgique, il lui sera du, par le Gouvernement belge, pour le couvrir de ces frais, une redevance annuelle fixe de douze cents florins P. B. par bouée et par réservoir de balise ou de fanal, pour le temps que les engins de l'espèce auront été en activité de service. Ces paiements auront lieu sur déclaration de l'administration néerlandaise.

Artikel 11.

De tegenwoordige Overeenkomst treedt niet in werking, dan nadat zij door de wederzijdsche Regeeringen is goedgekeurd.

Aldus gedaan in dubbel te Vlissingen, den 30sten April 1907, waarvan één in de Nederlandsche en één in de Fransche taal.

De Nederlandsche vaste Commissarissen,

VAN DEN BERG.

DOMINICUS.

De Belgische vaste Commissarissen,

ALLO.

A. E. VAN DEN KERCKHOVE.

Article 11.

La présente Convention ne deviendra exécutoire qu'après avoir été approuvée par les Gouvernements respectifs.

Ainsi fait à Flessingue le 30 avril 1907 en double expédition dont une en français et une en néerlandais.

Les commissaires permanents néerlandais,

VAN DEN BERG.

DOMINICUS.

Les commissaires permanents belges,

ALLO.

A. E. VAN DEN KERCKHOVE.

33 VERKLARING van de Nederlandsche en Belgische Regeeringen van 10 Januari 1912 met bijbehoorend proces-verbaal, nopens de grensregeling in het kanaal van Gent naar Terneuzen.

(Staatsblad 1912, No. 213).

BESLUIT van den 6den Juli 1912, *bepalende de bekendmaking in het* Staatsblad *van de op* 10 *Januari* 1912 *te* Brussel *namens de Nederlandsche en Belgische Regeeringen ondergeteekende verklaring, met het daarbij behoorende proces-verbaal, betreffende de grensregeling in het kanaal van* Gent *naar* Terneuzen.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de namens de Nederlandsche en Belgische Regeeringen op 10 Januari 1912 te *Brussel* onderteekende verklaring betreffende de grensregeling in het kanaal van *Gent* naar *Terneuzen*, alsmede het daarbij behoorend proces-verbaal, van welke stukken een afdruk in de Fransche en Nederlandsche talen bij dit besluit is gevoegd;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 3den Juli 1912, n°. 3158, Directie van het Protocol;

Hebben goedgevonden en verstaan:

de bekendmaking van bedoelde verklaring en proces-verbaal te bevelen door de plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

Het Loo, den 6den Juli 1912.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

Uitgegeven den *zesden* Augustus 1912.

De Minister van Justitie,

E. R. H. REGOUT.

DÉCLARATION

DÉCLARATION.

Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, ayant reconnu la nécessité, résultant de l'élargissement du Canal de *Gand* à *Terneuzen*, de déplacer certaines bornes frontières dont l'établissement est constaté par le procès-verbal de l'abornement intermédiaire de la limite des communes de *Selzaete* (*Belgique*) et de *Sas de Gand* (*Pays-Bas*,) entre la borne intermédiaire n°. 12 et la borne principale n°. 309, signé le 28 juin 1900, et ayant revu la Déclaration signée à *Bruxelles*, le 5 janvier 1888, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Le procès-verbal de l'abornement intermédiaire de la limite des communes de *Selzaete* (*Belgique*) et de *Sas de Gand* (*Pays-Bas*), entre la borne intermédiaire n°. 11 et la borne principale n°. 309, signé le 18 mai 1909, est approuvé.

Article 2.

Le projet de procès-verbal descriptif de la limite internationale depuis le fort *St. Antoine*, jusqu'au hameau de *Stuyver* sur la commune de *Selzaete*, est remplacé par le procès-verbal vu et arrêté à *Selzaete*, le 10 octobre 1910, par la Commission internationale.

Les procès-verbaux dont il s'agit aux articles 1 en 2 susvisés de même que la carte topographique jointe au procès-verbal d'abornement du 18 mai 1909, demeureront annexés à la présente déclaration et auront la même force et valeur que s'ils y étaient insérés en entier.

En foi de quoi, les soussignés, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté le

VERTALING.

VERKLARING.

De Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en de Regeering van Zijne Majesteit den Koning der Belgen, de uit de verbreeding van het kanaal van *Gent* naar *Terneuzen* volgende noodzakelijkheid erkend hebbende om zekere grenssteenen te verplaatsen, waarvan de plaatsing is geconstateerd door het op 28 Juni 1900 onderteekend proces-verbaal van grensscheiding tusschen de gemeenten *Selzaete* (*België*) en *Sas van Gent* (*Nederland*) tusschen den tusschenpaal n°. 12 en den grenspaal n°. 309, en de op 5 Januari 1888 te *Brussel* onderteekende Verklaring herzien hebbende, zijn omtrent de volgende bepalingen overeengekomen:

Artikel 1.

Het op 18 Mei 1909 onderteekende proces-verbaal van grensscheiding tusschen de gemeenten *Selzaete* (*België*) en *Sas van Gent* (*Nederland*), tusschen den tusschenpaal n°. 11 en den grenspaal n°. 309, wordt goedgekeurd.

Artikel 2.

Het ontwerp-proces-verbaal van beschrijving der internationale grensscheiding vanaf het fort *St. Anthony* tot het gehucht de *Stuyver* onder de gemeente *Selzaete* wordt vervangen door het op 10 October 1910 door de internationale commissie te *Selzaete* gezien en vastgesteld proces-verbaal.

De processen-verbaal die in de bovenbedoelde artikelen 1 en 2 genoemd worden alsmede de bij het proces-verbaal van grensscheiding gevoegde topographische kaart zullen bij de tegenwoordige verklaring gevoegd blijven en zullen dezelfde kracht en waarde hebben, alsof zij daarin in hun geheel waren opgenomen.

Ten oorkonde waarvan de ondergeteekenden, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Hare Majesteit

Roi des Belges, dûment autorisés, ont signé la présente Déclaration et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double à Bruxelles, le 10 janvier 1912.

(*L. S.*) O. D. v. d. Staal v. Piershil.
(*L. S.*) J. Davignon.

de Koningin der Nederlanden en Minister van Buitenlandsche Zaken van Zijne Majesteit den Koning der Belgen, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze verklaring hebben onderteekend en hun zegel daarop hebben gesteld.

Gedaan in tweevoud te Brussel, den 10den Januari 1912.

(*L. S.*) O. D. VAN DER STAAL.
(*L. S.*) J. DAVIGNON.

BIJVOEGSEL VAN HET PROCES-VERBAAL

VAN DE INTERNATIONALE COMMISSIE BELAST MET HET HERPLAATSEN VAN EENIGE GRENSPALEN WELKE DOOR DE IN UITVOERING ZIJNDE WERKEN AAN HET KANAAL VAN GENT NAAR TERNEUZEN NIET IN HUNNEN TEGENWOORDIGEN STAND KUNNEN BLIJVEN.

Ingevolge de wijzigingen vastgelegd in het proces-verbaal van grensscheiding opgemaakt 18 Mei 1909, wordt het beschrijvende proces-verbaal, goedgekeurd bij de overeenkomst van 5 Januari 1888 vervangen door het volgende:

§ 1. Van af den paal n°. 307 verlaat de limiet de sloot, snijdt den dijk van den St. Françoispolder en volgt in al haar kronkelingen het midden van de bermsloot, loopende ten zuiden van gezegden dijk van dien polder en van den Kernemelkschen polder en komt, na den oostelijken dijk van het kanaal genoemd „Gentsche Vaart" doorsneden te hebben, in dit kanaal.

De evengenoemde dijken blijven aan *Nederland.*

Tegenover dit punt en op den oostelijken oever van het kanaal zal een paal n°. 308 geplaatst worden.

Dertien kleine palen zullen de voornaamste hoeken aangeven van de limiet tusschen de twee laatstgenoemde palen; zij zullen op de volgende wijze geplaatst worden, te weten:

de eerste enz. tot den negenden, deze daaronder begrepen, zijn de oude palen krachtens het verdrag van 8 Augustus 1843 geplaatst.

De tiende aan den hoek, welke de limiet maakt aan de noordoostzijde van het oude fort St. Anthony.

De elfde, in de limiet, 4 M. bewesten den noordoostelijken hoek van den weg loopende noord- en oostwaarts van het kadastrale perceel, gemeente *Selzaete*, sectie B, n°. 411*c*.

Van den elfden kleinen paal loopt de limiet in rechte lijn naar den twaalfden, staande in de limiet in den oostelijken dijk van het kanaal van *Gent* naar *Terneuzen* op 1.65 M. onder de kruin van dien dijk op 29 M. van den elfden

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL

DE LA COMMISSION CHARGÉE DU REPLACEMENT DE QUELQUES BORNES DONT LA POSITION ACTUELLE NE PEUT ÊTRE MAINTENUE PAR SUITE DES TRAVAUX EN EXÉCUTION DU CANAL DE GAND À TERNEUZEN.

En conséquence des modifications, constatées dans le procès-verbal d'abornement dressé le 18 mai 1909, le procès-verbal descriptif approuvé par la convention du 5 janvier 1888 est remplacé par ce qui suit:

§ 1. A partir de la borne n°. 307, la limite quitte la rigole, traverse la digue du polder St. François, pour suivre, dans toutes ses sinuosités, l'axe de la rigole (bermsloot) qui longe au sud, la dite digue de ce polder et du polder dit Kernemelk et arrive, après avoir traversé la digue droite du Canal de *Gand*, dit „Gentsche Vaart" (aujourd'hui plus spécialement désigné sous le nom de Canal de *Gand--Terneuzen*) à l'axe de ce dernier.

Les digues mentionnées ci-dessus restent au *Pays-Bas*.

Vis à vis de ce point, et au bord est de ce canal, il sera planté une borne (n°. 308).

Treize petites bornes indiqueront les angles principaux de la limite entre les deux dernières bornes; elles seront placées, savoir:

la première, et les autres, jusque et y compris la neuvième sont les anciennes bornes placées en vertu de la convention du 8 août 1843.

La dixième à l'angle que forme la limite au nord-est de l'ancien fort St. Antoine.

La onzième dans la limite située à 4 M. ouest de l'angle nord-est du chemin qui se dirige vers le nord et vers l'est de la parcelle marquée sect. B, n°. 411*c*, commune de *Selzaete*.

A partir de la onzième petite borne, la limite se dirige en ligne directe vers la douzième, qui se trouve sur la limite dans la digue est du canal de *Gand* à *Terneuzen* à 1.65 M. sous la face supérieure de cette digue à 29 Mètres

kleinen paal, in de richting van het midden van de sloot loopende zuidwaarts van het kadastraal perceel gemeente *Sas van Gent*, sectie D, n°. 626.

Van den twaalfden kleinen paal loopt de grens in rechte lijn 13.30 M. noordwestwaarts naar een dertienden kleinen paal staande in de limiet achter de damplanken vormende de verdediging van het kanaalbeloop.

Van den dertienden kleinen paal loopt de limiet in rechte lijn 18.60 M. westwaarts naar het grenspunt dat vroeger aangeduid werd door grenspaal n°. 308 en dat gelegen is in de rechte lijn, gaande door den grenspaal n°. 308 op zijn tegenwoordige plaats en den paal n°. 1, hieronder genoemd op 29.567 M. van grenspaal n°. 308.

§ 2. Van het hierboven beschreven laatst genoemde grenspunt loopt de limiet in rechte lijn 61.50 M. westwaarts in het gezegde kanaal van *Gent* naar *Terneuzen* naar een punt, gelegen in de lijn, gaande door den grenspaal n°. 308 op zijn tegenwoordige plaats en een eersten kleinen paal tusschen de palen nos. 308 en 309, staande op den westelijken dijk van het kanaal van *Gent* naar *Terneuzen* op 114.367 M. westwaarts van paal n°. 308 en 585 noordwaarts van paal n°. 309, welk punt zich bevindt op een afstand van 23.30 M. van genoemden eersten kleinen paal.

Van het boven beschreven grenspunt gelegen in het kanaal op 91.067 M. westwaarts van paal n°. 308 op zijn tegenwoordige plaats, buigt de limiet zuidwaarts om en loopt in een rechte lijn door het kanaal naar een punt gelegen op een afstand van 365 M. van den evengenoemden eersten kleinen paal staande op den westelijken kanaaldijk, gemeten in de rechte lijn die bovenbedoelden eersten kleinen paal en paal n°. 309 verbindt en op een afstand van 15.50 M. oostwaarts van die lijn, of wel naar een punt gelegen in de richting van een tweeden en een derden kleinen paal, staande 7.60 M. uit elkander en geplaatst op den westelijken kanaaldijk op 24.50 M. bezuiden de aansluiting van de zuidelijke grens van perceel n°. 1733, gemeente *Sas van Gent*, sectie C, aan den westelijken kanaaldijk, en op een afstand van 25.30 M. oostwaarts van genoemden tweeden kleinen paal.

Van het laatst beschreven grenspunt loopt de grenslijn door het kanaal in rechte lijn naar een punt gelegen 25.50 M. oostwaarts van paal n°. 309 gemeten in de lijn aangegeven door de richting van den zuidelijken gevel van

de la onzième petite borne, dans la direction du milieu de fossé, le long du côté sud de la parcelle cadastrée section D, n°. 626, commune du *Sas de Gand*.

A partir de la douzième petite borne, la limite se dirige en ligne droite à 13,30 M. nord-ouest vers une treizième petite borne, qui se trouve sur la limite en arrière des palplanches formant consolidation des talus du canal.

De la treizième petite borne la limite court en ligne droite à 18,60 M. ouest le vers point frontière indiqué ci-devant par la borne n°. 308 et situé dans la ligne droite passant par la borne n°. 308 dans sa position actuelle et la borne n°. 1 mentionnée ci-dessous à 29,567 M. de la borne n°. 308.

§ 2. Après le dernier point frontière ci-dessus la limite va en ligne droite 61,50 M. ouest dans le canal de *Gand* à *Terneuzen* vers un point frontière situé dans la ligne droite passant par la borne n°. 308 dans sa position actuelle et une première petite borne qui se trouve entre cette borne n°. 308 et celle n°. 309 placée sur la digue ouest du Canal de *Gand* à *Terneuzen* à 114,367 M. ouest de la borne n°. 308 et 585 M. nord de celle n°. 309, lequel point se trouve à une distance de 23,30 M. de la dite première petite borne.

A partir de ce point frontière situé dans le canal à 91,067 M. ouest de la borne n°. 308 dans sa position actuelle, la limite incline vers le sud et traverse le canal dans la direction d'un point distant de 365 M. de la première borne intermédiaire précitée établie sur la rive occidentale du canal, la dite distance mesurée sur la ligne droite reliant cette première petite borne à la borne principale n°. 309 et à 15,50 M. à l'Est de cette ligne ; ou bien vers un point placé dans la direction d'une seconde et d'une troisième petite borne distantes l'une de l'autre de 7,60 M. et se trouvant sur la berge occidentale du canal à 24,50 M. au sud de la section de la limite méridionale de la parcelle n°. 1733, section C., commune de *Sas de Gand*, à la berge ouest du canal et à une distance de 25,30 M. à l'est de la seconde borne intermédiaire précitée.

Du dernier point limite ci-dessus stipulé, la ligne frontière longe le canal en droite ligne vers un point distant de 25.5 M. à l'est de la borne n°. 309, distance mesurée en suivant la ligne indiquée par la façade méridionale de la maison de

het huis van JACOB STEVENS, staande op het perceel n°. 797, sectie C., van *Sas van Gent.*

In de richting van dezen gevel en aan den zuidoostelijken hoek van dit huis, is een paal n°. 309 geplaatst.

Het gedeelte van het kanaal gelegen ten zuiden en ten oosten van de grenslijn behoort aan *België* en dat ten noorden en ten westen van die lijn aan *Nederland.*

§ 3. De limiet van af dit punt (paal n°. 309) in een westelijke richting voortgaande loopt langs gezegden gevel en ontmoet den weg, genaamd de *Poeldijk.* Aan den zuidwestelijken hoek van het voornoemde huis is een paal n°. 310 geplaatst.

Gezien en vastgesteld door de Commissie, in de zitting van 10 October 1910.

Selzaete, 10 October 1910.

J. VAN ROMPU.
J. EEKHOF.
VAN LOON.

JACQUES STEVENS, parcelle n°. 797, section C de la commune du *Sas de Gand.*

Dans la direction de cette façade et à l'angle sud-est de cette maison, est placée une borne, n°. 309.

La partie du canal située au sud et à l'est de la ligne frontière appartient à la *Belgique*, celle au nord et à l'ouest de cette ligne appartient aux *Pays-Bas.*

§ 3. De ce point (borne n°. 309) la limite continuant à se diriger vers l'ouest, longe le dit pignon et rencontre le chemin dit de *Poeldijk.* Il se trouve une borne (n°. 310) à l'angle sud-ouest de la maison précitée.

Vu et arrêté par la Commission en séance du 10 octobre 1910.

Selzaete, le 10 octobre 1910.

LOUIS PUSSENIER.
L. DESCANS.

INHOUDSOPGAVE.

Blz.

1. Artt. XIV en XV van het Vredesverdrag van Münster van 30 Januari 1648 (Recueil van Tractaten, 1e Deel, No. 15). 3

2. Artt. VII, VIII, IX en X van het Verdrag van Fontainebleau van 8 November 1785 (De Martens, Recueil, Dl. 2, No. 134 4

2a. Artt. XI, XII, XIII, XIV en XVIII van het Vredesverdrag van Den Haag van 16 Mei 1795 5

3. Art. V van het Verdrag van Parijs van 30 Mei 1814 en Art. III van het geheime gedeelte van dat verdrag (De Martens, Recueil, Dl. VI, No. 1) 6

4. Eindacte van Weenen van 9 Juni 1815 (De Martens, Recueil, Dl. VI, No. 41). 7

A. De artikelen CVIII—CXVIII 7

B. Règlemens pour la libre navigation des riviéres . . . 9

I. Articles concernant la navigation des rivières qui dans leur cours navigable séparent ou traversent différens états. 9

II. Articles concernant la navigation du Rhin 11

III. Articles concernant la navigation du Neckar, du Mein, de la Moselle, de la Meuse et de l'Escaut. 11

5. Tractaat tusschen Nederland en de Mogendheden en tusschen Nederland en België van 19 April 1839 (Stbl. No. 26) 13

6. Tractaat tusschen België en de Mogendheden van 19 April 1839 (De Martens, Recueil, Dl. 20², No. 59) 77

7. Koninklijk Besluit van 11 Juni 1839 nopens de te heffen loodsgelden op de Wester-Schelde (Stbl. No. 19) 80

8. Voorloopig Reglement van 23 October 1839 nopens het gemeenschappelijk toezicht over de betonning en bebakening en over den dienst van het loodswezen op de Schelde (Stbl. No. 50). 83

Blz.

9. Voorloopig Reglement van 23 October 1839 nopens het loodswezen op de Schelde (Stbl. No. 51) 94

10. Voorloopig Reglement van 24 October 1839 nopens het recht van scheepvaart op de Schelde en hare monden (Stbl. No. 52) 99

11. Tractaat tusschen Nederland en België van 5 November 1842 ter uitvoering van het op den 19den April 1839 te Londen aangegaan tractaat etc. (Stbl. 1843 No. 3) . . . 113

12. Conventie van handel en scheepvaart tusschen Nederland en België van 5 November 1842 (Stbl. 1843 No. 4) . . . 188

13. Tractaat tusschen Nederland en België van 20 Mei 1843 met zeven daarbij gevoegde reglementen (Stbl. No. 45) . 193

14. Tractaat tusschen Nederland en België van 8 Augustus 1843 omtrent de grensscheiding (Stbl. 1844 No. 12) 427

15. Tractaat tusschen Nederland en België van 24 September 1862 tot wijziging van het reglement voor de vaart op het kanaal van Gent naar Terneuzen (Stbl. 1863 No. 2) 491

16. Tractaat tusschen Nederland en België van 12 Mei 1863 tot afkoop van den Scheldetol (Stbl. No. 117) 499

17. Handels- en Scheepvaartverdrag tusschen Nederland en België van 12 Mei 1863 (Stbl. No. 119) 507

18. Tractaat tusschen Nederland en België van 19 September 1863 betreffende het loodswezen op de Schelde (Stbl. No. 136) 515

19. Tractaat tusschen Nederland en België van 31 Maart 1866 tot invoering van een nieuw stelsel van verlichting op de Wester-Schelde (Stbl. No. 80) 541

20. Tractaat tusschen Nederland en België van 2 Augustus 1873 betreffende een wijziging van het Nederlandsch-Belgisch loodsreglement voor de Schelde (Stbl. No. 131) 557

21. Tractaat tusschen Nederland en België van 2 Augustus 1873 tot verbetering en uitbreiding van het stelsel van verlichting op de Wester-Schelde (Stbl. No. 132) 563

22. Tractaat tusschen Nederland en België van 29 September 1875 tot wijziging van het gemeenschappelijk reglement voor het loodswezen op de Schelde (Stbl. No. 211) 573

23. Tractaat tusschen Nederland en België van 17 Juli 1876 tot wijziging van het gemeenschappelijk reglement voor het loodswezen op de Schelde (Stbl. No. 175) 581

24. Tractaat tusschen Nederland en België van 9 Februari 1881 tot verbetering van de betonning en bebakening der Schelde (Stbl. No. 45) 589

Blz.

25. Tractaat tusschen Nederland en België van 9 Februari 1881 tot verbetering van de verlichting der Schelde (Stbl. No. 46) 601

26. Tractaat tusschen Nederland en België van 25 Maart 1891 met additioneel artikel nopens wijziging en verbetering van de verlichting en betonning der Wester-Schelde (Stbl. 1892 No. 170) 611

27. Tractaat tusschen Nederland en België van 4 Mei 1891 tot wijziging van art. 59 van het Reglement op het loodswezen en het gemeenschappelijk toezicht op de Schelde en de andere daarin genoemde wateren (Stbl. 1892 No. 45) 631

28. Tractaat tusschen Nederland en België van 29 Juni 1895 betreffende de verbetering van het kanaal van Gent naar Terneuzen (Stbl. 1897 No. 70) 641

29. Tractaat txsschen Nederland en België van 23 Maart 1901 tot wijziging van art. 16, 1e lid van het gemeenschappelijk reglement voor het loodswezen op de Schelde (Stbl. No. 104) 660

30. Tractaat tusschen Nederland en België van 8 Maart 1902 tot wijziging van het tractaat van 29 Juni 1895 betreffende de verbetering van het Kanaal Gent—Terneuzen (Stbl. 1903 No. 258) 670

31. Tractaat tusschen Nederland en België van 5 April 1905 betreffende de verbetering der verlichting van de Wester-Schelde en hare mondingen (Stbl. 1906 No. 7) 680

32. Tractaat tusschen Nederland en België van 8 October 1907 betreffende de verbetering van de verlichting en bebakening der Wester-Schelde (Stbl. 1908 No. 203). . . . 692

33. Verklaring van de Nederlandsche en Belgische Regeeringen van 10 Januari 1912 met bijbehoorend proces-verbaal, nopens de grensregeling in het kanaal van Gent naar Terneuzen (Stbl. No. 213) 708

SYSTEMATISCHE INHOUDSOPGAVE.

BETONNING EN BEBAKENING.

Blz.

8. Voorloopig Reglement van 23 October 1839 nopens het gemeenschappelijk toezicht over de betonning en bebakening en over den dienst van het loodswezen op de Schelde (Stbl. No. 50). 83

11. Tractaat tusschen Nederland en België van 5 November 1842 ter uitvoering van het op den 19den April 1839 te Londen aangegaan tractaat etc. (Stbl. 1843 No. 3) . . . 113

13. Tractaat tusschen Nederland en België van 20 Mei 1843 met zeven daarbij gevoegde reglementen (Stbl. No. 45) . 193

24. Tractaat tusschen Nederland en België van 9 Februari 1881 tot verbetering van de betonning en bebakening der Schelde (Stbl. No. 45). 589

26. Tractaat tusschen Nederland en België van 25 Maart 1891 met additioneel artikel nopens wijziging en verbetering van de verlichting en betonning der Wester-Schelde (Stbl. 1892 No. 170). 611

32. Tractaat tusschen Nederland en België van 8 October 1907 betreffende de verbetering van de verlichting en bebakening der Wester-Schelde (Stbl. 1908 No. 203). 692

HANDEL EN SCHEEPVAART.

12. Conventie van handel en scheepvaart tusschen Nederland en België van 5 November 1842 (Stbl. 1843 No. 4). . . 188

17. Handels- en Scheepvaartverdrag tusschen Nederland en België van 12 Mei 1863 (Stbl. No. 119) 507

KANAAL GENT—TERNEUZEN.

Blz.

11. Tractaat tusschen Nederland en België van 5 November 1842 ter uitvoering van het op den 19den April 1839 te Londen aangegaan tractaat etc. (Stbl. 1843 No. 3) 113

13. Tractaat tusschen Nederland en België van 20 Mei 1843 met zeven daarbij gevoegde reglementen (Stbl. No. 45) . 193

15. Tractaat tusschen Nederland en België van 24 September 1862 tot wijziging van het reglement voor de vaart op het kanaal van Gent naar Terneuzen (Stbl. 1863 No. 2). . . 491

28. Tractaat tusschen Nederland en België van 29 Juni 1895 betreffende de verbetering van het kanaal van Gent naar Terneuzen (Stbl. 1897 No. 70) 641

30. Tractaat tusschen Nederland en België van 8 Maart 1902 tot wijziging van het tractaat van 29 Juni 1895 betreffende de verbetering van het Kanaal Gent—Terneuzen (Stbl. 1903 No. 258). 670

33. Verklaring van de Nederlandsche en Belgische Regeeringen van 10 Januari 1912 met bijbehoorend proces-verbaal, nopens de grensregeling in het kanaal van Gent naar Terneuzen (Stbl. No. 213) 708

LOODSWEZEN.

7. Koninklijk Besluit van 11 Juni 1839 nopens de te heffen loodsgelden op de Wester-Schelde (Stbl. No. 19) 80

8. Voorloopig Reglement van 23 October 1839 nopens het gemeenschappelijk toezicht over de betonning en bebakening en over den dienst van het loodswezen op de Schelde (Stbl. No. 50). 83

9. Voorloopig Reglement van 23 October 1839 nopens het loodswezen op de Schelde (Stbl. No. 51). 94

11. Tractaat tusschen Nederland en België van 5 November 1842 ter uitvoering van het op den 19den April 1839 te Londen aangegaan tractaat etc. (Stbl. 1843 No. 3). . . . 113

13. Tractaat tusschen Nederland en België van 20 Mei 1843 met zeven daarbij gevoegde reglementen (Stbl. No. 45) . 193

18. Tractaat tusschen Nederland en België van 19 September 1863 betreffende het loodswezen op de Schelde (Stbl. No. 136) 515

Blz.

20. Tractaat tusschen Nederland en België van 2 Augustus 1873 betreffende een wijziging van het Nederlandsch-Belgisch loodsreglement voor de Schelde (Stbl. No. 131). 557

22. Tractaat tusschen Nederland en België van 29 September 1875 tot wijziging van het gemeenschappelijk reglement voor het loodswezen op de Schelde (Stbl. No. 211) . . . 573

23. Tractaat tusschen Nederland en België van 17 Juli 1876 tot wijziging van het gemeenschappelijk reglement voor het loodswezen op de Schelde (Stbl. No. 175) 581

27. Tractaat tusschen Nederland en België van 4 Mei 1891 tot wijziging van art. 59 van het Reglement op het loodswezen en het gemeenschappelijk toezicht op de Schelde en de andere daarin genoemde wateren (Stbl. 1892 No. 45) . 631

29. Tractaat tusschen Nederland en België van 23 Maart 1901 tot wijziging van art. 16 1e lid van het gemeenschappelijk reglement voor het loodswezen op de Schelde (Stbl. No. 104) 660

SCHEEPVAART OP DE SCHELDE, ETC.

10. Voorloopig Reglement van 24 October 1839 nopens het recht van scheepvaart op de Schelde en hare monden (Stbl. No. 52). 99

11. Tractaat tusschen Nederland en België van 5 November 1842 ter uitvoering van het op den 19den April 1839 te Londen aangegaan tractaat etc. (Stbl. 1843 No. 3) 113

13. Tractaat tusschen Nederland en België van 20 Mei 1843 met zeven daarbij gevoegde reglementen (Stbl. No. 45) . 193

SCHEIDING VAN NEDERLAND EN BELGIË.

5. Tractaat tusschen Nederland en de Mogendheden en tusschen Nederland en België van 19 April 1839 (Stbl. No. 26) 13

6. Tractaat tusschen België en de Mogendheden van 19 April 1839. (De Martens, Recueil, Dl. 20e, No. 59). 77

11. Tractaat tusschen Nederland en België van 5 November 1842 ter uitvoering van het op den 19den April 1839 te Londen aangegaan tractaat etc. (Stbl. 1843 No. 3) 113

14. Tractaat tusschen Nederland en België van 8 Augustus 1843 omtrent de grensscheiding (Stbl. 1844 No. 12) 427

33. Verklaring van de Nederlandsche en Belgische Regeeringen van 10 Januari 1912 met bijbehoorend proces-verbaal, nopens de grensregeling in het kanaal van Gent naar Terneuzen (Stbl. No. 213) 708

SCHELDETOL.

Blz.

16. Tractaat tusschen Nederland en België van 12 Mei 1863 tot afkoop van den Scheldetol (Stbl. No. 117) 499

VERLICHTING.

11. Tractaat tusschen Nederland en België van 5 November 1842 ter uitvoering van het op den 19den April 1839 te Londen aangegaan tractaat etc. (Stbl. 1843 No. 3) 113

13. Tractaat tusschen Nederland en België van 20 Mei 1843 met zeven daarbij gevoegde reglementen (Stbl. No. 45) . 193

19. Tractaat tusschen Nederland en België van 31 Maart 1866 tot invoering van een nieuw stelsel van verlichting op de Wester-Schelde (Stbl. No. 80) 541

21. Tractaat tusschen Nederland en België van 2 Augustus 1873 tot verbetering en uitbreiding van het stelsel van verlichting op de Wester-Schelde (Stbl. No. 132) 563

25. Tractaat tusschen Nederland en België van 9 Februari 1881 tot verbetering van de verlichting der Schelde (Stbl. No. 46) 601

26. Tractaat tusschen Nederland en België van 25 Maart 1891 met additioneel artikel nopens wijziging en verbetering van de verlichting en betonning der Wester-Schelde (Stbl. 1892 No. 170) 611

31. Tractaat tusschen Nederland en België van 5 April 1905 betreffende de verbetering der verlichting van de Wester-Schelde en hare mondingen (Stbl. 1906 No. 7) 680

32. Tractaat tusschen Nederland en België van 8 October 1907 betreffende de verbetering van de verlichting en bebakening der Wester-Schelde (Stbl. 1908 No. 203) 692